

№ 3042.

XIV. II. 22 g.

D V
FRANCALEV.
ET
O R I G I N E
D E S D R O I C T S

SEIGNEVRIAYX.

*Par M^{re} Auguste Galland advocat en
Parlement*
AVEC LES LOIX DONNEES AV

pays d'Albigeois, par Simon Comte de Montfort, l'an 1212.

Ensemble les vsages & Coustumes données par le Roy S. LOVYS.
à la ville d'Aigues-mortes, l'an 1246.

Et les anciennes Coustumes de Lorris données par le Roy LOVYS
le Gros. Stephanus Baluzius Tutotensis.



A P A R I S ,

Chez ESTIENNE RICHER, rue S. Jean de Latran
à l'Arbre verdoyant: Et en sa Boutique au
Palais, sur le Perron Royal.

M. DC. XXXVII.

AVEC PRIVILEGE DU ROY





LE LIBRAIRE.

AV LECTEUR.

LES premières lignes de cet Ouvrage, furent tracées il y a quelques années. Le sujet estoit nouveau: jusques alors non touché par aucun. Les Deputez de la Prouince de Languedoc, auoient osé soutenir, mesmes au Conseil Priué de sa Majesté, que les fiefs, au pays de Droit-escrit, estoient libres, francs de Droicts Seigneuriaux enuers le Roy, & tenus en Franc-aleu. Ces premiers traicts desia donnez au public par deux diuerses impressions, contenoient seulement vne representation sommaire des raisons & mouuemens qui porterent Messieurs du Conseil à prononcer suiuant l'usage du Royaume, contre la pretention du Languedoc, & à declarer toutes les terres assises aux pays de Droit escrit & Coustumier, submises. Le fruit de cette decision a esté prompt, suiuy d'obeyssance & execution: asfermy par diuers Arrests du Conseil Priué, Grand Conseil, Parlements de Tholose & Bordeaux. Cette utilité palpable ayant fait desirer à quelques personniages de condition l'es-



claircissement de diuerſes Questions ſur la meſ-
me matiere; l'Autheur y a porté ſon ſoin, & s'eſt
efforcé d'y ſatisfaire. La plus-part des preuues
dont eſt reueſtu cet Ouvrage, trois fois plus am-
ple que le precedent, ont eſté puisſées en des til-
tres & monumens recommandables par leur
rareté, & venerables par leur antiquité.

quærit ſemina flammæ

Abſtruſa in venis ſilicis.

Si la ſuffiſance ne s'y rencontre, conuenable à
la dignité du ſujet, le reſpect enuers la priere de
ſes amis, & le deſir de contribuer au ſeruiſe du
Roy, luy ſeruiront d'excuse; Il ſubmet ſon tra-
uail à la cenſure, à la lime, à l'eſponge.

Je ſuis obligé de vous dire, que l'Autheur
ayant monſtré au Chapitre 12. que les principa-
les villes & contrées de Languedoc, & autres
voiſines, comme Tholozæ, Montpellier, Mont-
auban, pays d'Albigeois, Foix, Armagnac,
Fezensac, par vsages & ordonnances domeſti-
ques, eſtoient liées au payement des lods & ven-
tes: il vous donne aujourd'huy pour comble de
ſon effort, des Loix enſeuellies dans l'ombre:
qui ſont les Loix ou Couſtumes données à la
ville d'Aigue-mortes, l'an 1246. par le Roy
S. Louis: Elles contiennent diuerſes reſolutions
notables, meſmes l'eſtabliſſement precis des lods.

& ventes qu'elles appellēt *Laudimium: Muta:*
 payables par l'achepteur, avec quelques excep-
 tions fort iudicieuses. Tesmoignage qu'il desi-
 roit reduire cette nouuelle ville, comme auoit
 fait Simon Comte de Monfort, le pays d'Al-
 bigeois, à vne forme approchante de l'usage
 receu prez Paris: Les patentes sont dattées l'a-
 nisius. Jusques alors le quartier d'Aigues-mor-
 tes, proche de la mer, auoit esté obscur: ouuert
 à la licence des passans: couuert souuent des sa-
 bles par l'impetuosité des vents: Le Roy Saint
 Louys desirant retrencher ces incommoditez,
 assseurer vn port aux marchands, & donner
 quelque retraite aux Pellerins pour la Terre
 sainte, fit bastir vne grosse Tour à Aigues-
 mortes; puis, avec l'aduis du Pape Clement IV..
 qui autresfois auoit esté son Conseiller fort pro-
 che, fit faire vne enceinte de murailles: composa
 vne ville: establit des impôts sur les marchan-
 dises, comme nous enseigne vne Espitre de
 Clement escrite à la main, cy après transcrite.
 L'accinēt acheuē, & les particuliers qui aupara-
 uant n'auoient rapport ny liaison entr'eux,
 vnīs & enclos sous ces nouuelles murailles,

L'Authcur
 a donné les
 loix de Si-
 mon Cōte
 de Monfort,
 l'attribution des
 premières
 impôts.

Haud secus ac si

Ciues congenitos iunxisset mœnibus vnīs
 Vrbs patria

desirerent vn cimēt pour affermir leur sociētē

*Et affermer leurs fortunes: Et obtinrent du Roy, des Loix utiles, & de lecture fort agreable, lesquelles tirées de la solitude, sont données au So-
leil & à l'usage commun.*

Ces Loix contiennent pareillement diuers reglemens pour l'assistance en armes deuë au Roy, par ses subjects d'Aigues-mortes, dont est amplemēt parlé au chap. xvij. de ce Traité.

*Et pour faire cognoistre, que ces services & secours en armes n'estoient pas uniformes & semblables en tous lieux: L'Autheur vous donne pareillement les Loix & costumes anciennes de Montargis, establies par le Roy LOVYS le GROS, confirmées par LOVYS le IEVNE, & renou-
ucllées par PHILIPPES AVGVSTE en l'année 1190. elles vous fourniront diuerses raretez pour l'innocence de ce haut siecle.*

*Ce sont des plus anciens usages ou Costumes du Royaume; qui ont pour source l'autorité absolue du Prince: elles ont esté communiquées à plusieurs autres villes: & sont appellées en un tiltre d'Estienne Comte de Sancerre de l'an 1190. Regia & libera consuetudines, quas Lorriaci habitatoribus Rex Ludouicus * instituit. Louis le Ieune, en un tiltre de l'an 1160. les appelle, Consuetudines Lorriaci nostri. La lecture en fait cognoistre le poids & le prix: Entre*

* C'est Louis
le Gros.

autres choses, elle donnent raison, de ce dire ancien & vulgaire, que **LE BATTU PAYE L'AMENDE**, en la Coustume de Lorris.

*C'est un proverbe & commun dis
Qu'à la Coustume de Lorris,
Quoy qu'on aye iuste demande
Le battu paye l'amende.*

Voy Pasquier lib. 8.
des Recherches. chap.
28.
Hist. de Gastinois, lib.
1. cap. 6.

Si de legitimis hominibus duellum factum fuerit, obsides **DEVICTI**, centum & duodecim solidos persoluant. *Ce sont les termes.*
Hæc te voluine n'escires.

*Les Chapitres de nouveau adjoustez, sont recognus par cette
marque. &*



TABLE DES CHAPITRES ET MATIERES CONTENUES en ce volume.

CHAPITRE I.

D *V nom, conditions, du Franc-aleu, & des différences avec le Fief.* page 1.

1. Origine & definition du Franc-aleu.
2. Tenir de Dieu : *Seneschal de Dieu.*
3. Alodium, Alode : Leudes, Leudi : Drudi, Dru-des : Drus, Druës.
4. Franc-aleu : Ancienneté du mot, Franc-alou, Franc-aloy : *Res Francalès.* Franc-en-alo : Francs-hommes : *Francs fiefs.*
5. Alodialité, *Alodialiter* : Franc-aleu, *In falso alodio.*
6. Effets du Franc-aleu.
7. Franc-aleu, avec offre d'hommage, sans prestation.
8. Diverses submissions du Franc-aleu.
9. Franc-aleus convertis en souveraineté.
 Insolence d'un Aleodier.
10. Deux sortes de Franc-aleu.
11. Différence entre fief & Franc-aleu.
 Aleus convertis en fiefs. Fiefs convertis en Aleu.
12. Main-ferme, *Manufirma*, *Manufirmitas* : Terre villaine.
 Main-fermes sont rotures. Différent des Fiefs. Différent des Rotures. Principales différences. Formulaire de délaissement à Main-ferme. *Manufirmata*, pour Patente.
13. Aleu, anciennement inalienable, sans le consentement de l'héritier.

14. Filles en estoient excluses.

Disposition libre des Acquests.

15. ALODVM. quelquefois pour acquest.

CHAPITRE II.

Si les terres appartenantes aux Roys, d'acquisition, donation, succession, confiscation, sont alodiades: & si les Roys en rendent hommage, payent lods, ventes, censives, &c. aux Seigneurs dont elles releuent.

p. 26.

CHAPITRE III.

Instance decidée au Conseil privé du Roy, au raport de l'Auteur, sur la question du Franc-aleu, pretendu par la Province de Languedoc, qui a donné sujet à ce Traicte.

p. 35.

Choses iustes, combien que nouvelles, ne sont à rejeter.

CHAPITRE IV.

Moyens proposez par le pays de Droit escrit, pour establir le Franc-aleu, sans titre.

p. 38.

CHAPITRE V.

Responce au premier moyen, pour le Franc-aleu, tiré du liure inscrit, Vtus seu consuetudines feudorum; en ce qu'il n'establir aucuns droicts au profit des Signeurs, aux mutations de vassaux.

Ensemble: Responce à la disposition du Droit alleguée: A la loy Lucius de euictionib. & au lieu de Vopiscus in Probo.

p. 40.

Les liures des fiefs ne nous obligent point.

Le Droit Civil n'a point cognu les Fiefs. Reformation du liure des Fiefs. Responce au liure de Vopiscus.

Biens pris sur les ennemis, distribuez aux soldats.

Utilité de ce voyage. Colonies. *Perticatio*. *L. Lucius de cunctis*, expliquée. Le Rhin borné de l'Empire. Anciennement la Germanie non soumise à l'Empire. L'Empire Romain foible en sa naissance. La Germanie de puis conquise. Romains défaits & chassés de Germanie. Termes de l'Empire réduits au Rhin par Auguste. Mœurs des Germains, fâcheux & pays rude. Navires légers sur le Rhin contre les courses des Germains. La Germanie depuis soumise à l'Empire. Les terres conquises, distribuées aux soldats. *Decumates agri*. Terres conquises, vendues. *Questory agri*. Tout délaissement de fond n'est pas fief. Retraicte d'Estrangers & logement ne sont fiefs. Les fiefs par leur institution ne pouvoient estre vendus. Les fiefs appelez *Beneficia*.

CHAPITRE VI.

Origine des Droicts Seigneuriaux. p. 53.
Lods, Ventes, Quints, Requints, & autres semblables, ne sont pas servitudes; ains, droicts, marques, & recognoissance d'honneur.

Responſe au ſecond moyen tiré de la diſpoſition du Droict, qui reputé toutes choſes libres. LODS. LAVDARE. LOER. LAVD. LAVS. LAVDARE. LAVDIMIA. LAVDÆ. LAVDES. LAVDATIONES. LAVDEVS. LODS ET VENTES. VENTES. HONNEURS. FRANCS-DENIERS. PAX. maiſon de paix pour l'auditoire. CONSILIVM. ACCORDEMENS. ACCAPTAMENTA. CAPISOLITA. CAPSOOS. CAPSOTE. FORISCAPIA. FORCAPIVM. GANDS. GVANTI. CHIROTHERCÆ. CHAMBELLAGE. En quel temps ont commencé ces droicts reglez. VENTES. VENDITIONES. RACHAT. RELIEF. RECATAGIVM. RACHATVM. RELIEF. RELEVATIO. RE-

LEVAMENTVM. Relief, non réglé. Relief, en ligne directe. Clerc mort de joye, d'un don inopiné. **RELEVIVM. RELEVATA. RACHAPT A MERCY,** esteint réduit à vne année. Rachapt ou Achaptement. **PLET. PLAICT. PLAIT DE MORTE-MAIN. ACHATAMENTVM.** Masures. Broderies. Quarteron. Retail. Rachar & Relief d'Autels, & Eglises. **REDEMPTIO. RELEVATIO ALTARIVM.**

Persona Vicarij. Personatus.

Delaissement d'Eglises à condition du droict de rachapt, avant le Concile de Clermont.

Delaissement absolu, sans charge de Vicaire, ou autre, depuis le Concile de Clermont.

Delaissement d'Eglise, avec censue & rente annuelle, depuis le Concile de Clermont.

AYDE DE RELIEF. CHEF SEIGNEVR. CAPITALIS DOMINVS. SOVSTENANTS. TENENTES. COMPLAISANCE.

Quelques droicts non entendus par M. François Ragueau. **BELLAGE. COVLETAGE.**

ACHAIS. GAMBAGE. CAM. CAMBARIVS. CAMBVM. CAMBAGIVM. CAMBA.

BICHERIA. BERCARIA. QVEVAGE. CHEVAGE. HOMINES CAPITALES.

CAPITALIS CENSVS. HOMINES DE CORPORE. HOMINES DE CAPITE. Prestation annuelle. **CENSVS CAPITALIS. CAPITALITIVM. CAPITAGIVM. CAPITA-**

LE. CHEVACHIVM. CHEVAGIVM. CAVAGIVM. CAPITAGIVM. OSTIZES. HOSTES. TENANCIERS. STAGIARII.

CAMBRIERS. HOSTIZIA.

DES CENSIVES.

p. 88.

Censue alodiale. Differences de la Censue & du Fief. **PICTA. PICTAVINA. POICTEVINE. CHEF CENS. CROIX DE CENS.**

COTTAGIVS CENSVS. CENS COTTIER.

CENS TRVANT. TRV. TRVAGE.
TRVAND. TRVANDERIE. VILENAGIVM.
VILAIN. VILENAGE. DEVEST. REVEST.
CHARGES DES CENSIVES. Permission de
bastir villes, avec establissement de Droicts. Ville
bastie sans imposition de Droicts.

CHAPITRE VII.

Regle generale du Royaume. Nulle terre sans Seigneur.
page 95.

*Exemples anciens pour monstrier qu'en France aucuns herita-
ges ne sont francs sans dispense: & que la Princ'pauté de
Cathalogne a rejezté le Franc-aleu.*

*Authoritez des Docteurs François contraires au Franc-
aleu sans tiltre.*

*Responce au troisieme moyen fondé sur l'opinion
des Docteurs. Registre du Parlement de Tholose,
contre le Franc-aleu. Docteurs François. Pro-
vince de Cathalogne a rejezté le Franc-aleu.*

CHAPITRE VIII.

*Vsage du Pays Coustumier. Par lequel aucun heritage
n'est reputé alodial sans tiltre: & est le vassal obligé à la
preuue.*

p. 103.

*Responses aux Coustumes de Troyes, Chaumont, Vitry,
Langres, Niuernois, Bourbonnois, Auxerre, Sezanne.*

Les Coustumes ne peuvent rien contre le Roy.

*Coustumes qui semblent introduire ou autoriser le
Franc-aleu.*

p. 108.

*Responce au quatrieme moyen, induit des coustu-
mes qui establisent le Franc-aleu. Coustumes con-
tre le Franc-aleu. Coustumes qui n'introduisent le
Franc-aleu, mais l'excluent. Coustumes qui n'in-
troduisent les Droicts Seigneuxiaux, ou en disposent,
reservant l'hommage.*

Les Coustumes ne peuuent rien contre le Roy. Noblesse de Champagne. Espauite à Vitry. Enfans d'Aubains. Coustumes de Troyes, & autres sont locales. SENS. Langres. Toutes les Coustumes contre le Franc-aleu sont contredites. Troyes. Chaumont. Vitry. Sezane. Niuernois. Bourbonnois. Auxerre. Arrèsts du Conseil sur l'vsage de ces Coustumes. Arrest du Parlement.

CHAPITRE IX.

Pays de Lyonois, Forreſts, Baujolois, Maſconnois regis par le Droit-eſcrit, & ſubmis au Parlement de Paris. p.121.

LIONNOIS. Arrests & Sentences sur ce ſujet.
FOREST. BAVIOLOIS. MASCONNOIS.
REMVAGE. Retraiſt lignager en Maſconnois.

CHAPITRE X.

Uſage des Prouinces & Parlemens regis par le Droit-eſcrit. p.128.

Bordeaux, Tholoze, Grenoble, Aix, reſtent le Franc-aleu.

Retraiſt féodal préſéré au lignager.

Lods & ventes, pour ventes de nauires.

Pour ventes de pieds d'arbres.

Pour Marais Salans.

Pour Garrigues, terres hermes.

Contre les Arrests par turbes.

CHAPITRE XI.

Uſage du pays de Langueſoc, particulièrement du Comté de Caſtres, & pays d'Albigeois. p.135.

La Couſtume de Paris pour les ſieſs: de l'année 1212. donnée par Simon Comte de Montfort au pays d'Albigeois,

Vicomte de Beziers & de Carcassonne, observée iusques à present.

Simon, COMTE DE MONTFORT, chef de la guerre contre les Albigeois: Son decez.

Texte Latin des Loix par luy données.

Enfans de Simon Comte de Montfort: avec plusieurs titres non imprimez.

Erection du Comté de Castres en Albigeois, l'an 1356.

Titres & exemples, pour monstrer, que la Coustume de Paris, à l'esgard des Fiefs, a esté iusques à present observée en Albigeois.

p.163.

Responſe au cinquieme moyen, concernant l'usage du pays de Droict-escrit. Coustume de Paris observée en Albigeois pour les Fiefs. Languedoc est pays de Droict-escrit. Delaisſé aux Goths. Raimond Comte de Tholose, chef des Albigeois. Proscrit. Armée contre luy. Conqueste donnée à Simon Comte de Montfort. Don fait par Raimond Trincauel à Simon Côte de Montfort. Loix establies par Simon Comte de Montfort. Conformés à la Coustume de Paris pour les Fiefs. Coustume de Paris pour le droict des fiefs. Simon nommé Comte de Tholozé. Rend l'hommage au Roy. Autre departement de terres par Simon. Simon Comte de Montfort, tué. Raimond, Comte de Tholozé. Amaulry de Montfort remet au Roy les terres de son pere. Droict d'Amaulry en Moissac. CAPTEM IVM, ABBAS-MILES *Amabrics Comes Tholozæ* REVERA ABBAT. Le second fils d'Aimeri Comte de Squilace mourut en Cypre. Simon, second fils du Comte de Montfort. Guerre en Angleterre pour les fiefs. G V Y troisieme fils de Simon.

Traicté de mariage entre Guy, fils de Simon Comte de Montfort, & P. Comtesse de Bigorre.

p.150.

Simon Comte de Licestre. Esquibat. Iordain.
 Gaston de Bearn. Geraut d'Armagnac. Le Côté de Bigorre donne diuers sujets d'escrire, par la diversité des Seigneurs, des pretendans, & iugemens interuenus. *Philippe*, fils puîné de Simon, obriene don du bien sis en Albigeois. Du Tillers'est mespris en la posterité de *Philippe* de Montfort. Lettres d'admission en hommage. Deceds de *Philippe* I. *Jean* succede à *Philippe* II. son frere. Observation de la Coustume de Paris en Albigeois. Establissement du Parlement de Tholoze. Erection du Comté de Castres, alterée en la copie de M. Catel, & en celle de du Fos. Rachapt des Annates payées par deux fois au Roy, à cause de deux mutations en ligne collaterale: Disposition des acquets Quint des propres.

Observation sur l'erection du Comté de Castres. p. 173.
Usage du Parlement de Tholoze, conforme à la Coustume de Paris. p. 177.

Conuention de mariage avec la fille du Comte de Tholoze. Vniõ du Côté de Tholoze. Coustumes de Tholoze approchent pour les fiefs de celle de Paris. PAX. Lods & ventes. Exhibition de Contracts. Retrait feodal. Exhibition de titres. Franc-aleu accordé aux habitans de Tholoze, par le Roy *Jean*. Arrest portant reduction. Priuileges du pays de Languedoc. ne parlent du Franc-aleu. Registre des Ordonnances. Arrests du Parlement de Tholoze. Arrests du Grand Conseil Iugeries d'Albigeois 1615.

Usage & Coustume de la ville de Montpellier.

Lods adjugez à l'Euesque de Montpellier pour rati-
 son d'un fief releuant de luy. *LAUDIMIUM*
CONSILIVM. TORNAS. TOVRNES.
CONSILIVM PRO CONCESSV. PAX
DEX. Franc-aleu. *Francum feudum.*

Fondation de la ville de Montauban.

Lods

Lods pour hypotheque. Priuileges de Montauban. Consulat estably l'ã 1312. Ventres pour pieds d'arbres. Poursuites par M. l'Euesque de Montauban, & Arrest. Don fait à l'Euesque par Raymond Comte de Tholoze, l'an 1149. Villemade. Tarn. Antirou. Comté d'Armagnac.

Costumes données l'an 1294. par Gaston Vicomte de Fezensaguet fils de feu Geraud, Comte d'Armagnac & Fezensaguet, aux habitans dudit Fezensaguet.

RES FRANCALES. LIBERAE.

Priuileges des Vicomtes de Leomagne & Auiilar, par Bernard Comte d'Armagnac & de Leomagne. Arrests pour le Comté de Foix.

CHAPITRE XII.

Responce aux moyens particuliers, proposez au Conseil du Roy, de la part du Syndic de Languedoc, pour establir le Franc-aleu, iugez non valables. p. 201.

Terres payans Tailles. Patentes de l'an 1484. decernées sur le fait des Francs-fiefs.

CHAPITRE XIII.

Vsage & Arrests du Parlement de Bordeaux.

Saincte Liurade 1571. Arrest en robes rouges 1518. Bernadières. 1544. Caluimont. Poursuites en Limosin, & Perigord, pour les lods & ventes. Party des lods & ventes avec Duret, pour Perigord & Limosin 1602. Autre party, avec Innocent Ruel, dit Launay 1606. Poursuites & Arrests. Arrest du Parlement de Bordeaux, pour le Franc-aleu, contre le Roy. 1607. Cassé par autre du Priué Conseil 1618. Condemnation par le Grand Conseil. 1619. Instance de cassation pour les Deputez de Guyenne. Arrest du Priué Conseil, portant condamnation absolue contre le Franc-aleu 1624. Nouue l Arrest du Parlement de Bordeaux, portant deffen ce de le-

uer les droicts 16:4. Requeste au Conseil, par les Jurats de Bordeaux. Arrest de debouté. 16:5. Procez autresfois interloqué pour Limoges.

CHAPITRE XIV.

Le Parlement de Prouëce ne reçoit pas le Franc-aleu. p. 215.

CHAPITRE XV.

Le Parlement de Dauphiné reçoit le Franc-aleu en quelques contrées. p. 217.

Donation de Dauphiné.

CHAPITRE XVI.

*Si les biens possedez par les Ecclesiastiques, Hospitaux, autres Communautés, & main-morte sont repeutez
ALODIAVX. p. 220.*

Terres releuans du Roy. Terres releuans des Seigneurs particuliers. Indemnité. Homme viuant, mourant, & confiscant. *Felix ambola.* Ecclesiastiques voident les mains. Anciens Admortissemens donnez par les Roys. Anciennes lettres d'admortissement. Finance payée. Dispence de vuidier les mains. Finance remise. NOUVEAUX ACQUESTS. Droit d'admortir n'appartient qu'au Roy. Anciennement les Seigneurs Ecclesiastiques faisoient vuidier les mains, & empeschoient d'acquérir.

Autres Exemples d'Admortissemens accordez aux Ecclesiastiques, par les Seigneurs particuliers, avec dispence de vuidier leurs mains. p. 230.

Admortissemens donnez par Seigneurs particuliers, en termes generaux. Admortissemens donnez par

des Seigneurs, réuoquez. Indemnité accordée aux Seigneurs. Homme viuant & mourant. *VICARIUS*. VICAIRE. Charges & effectz du Vicaire. Forme de nomination d'homme viuant & mourant. Concurrence d'indemnité d'homme viuant & mourant. Hospitaux dispésez. Descharge d'homme viuant. Heritiers condamnez acquiescer de l'indemnité. Pour fonds roturiers n'est deu homme viuant & mourant. Ny pareillement pour fonds en Franc-aleu. Diuersité d'Arrests. Le seul homme viuant & mourant adiugé.

CHAPITRE XVII.

Siles Euesques & autres Ecclesiastiques, à cause des heritages pareux possedeZ en Franc-aleu, sont obligez à l'Arriéban.

p.239.

Fiefs donnez pour le seruice. *Miles* pour vassal. Vassal, pour homme de courage. Vasselage. Vassal signifie aussi caualier. Vassal, pour vn homme chery, & bien voulu. Hommage par vne femme, diuers. Deuoir des Vassaux. *ARRIEREBAN*. Les sermons des Seigneurs particuliers à leurs vassaux. *Bannum* : *Equitatio*. Ecclesiastiques obligez au seruice militaire. Temporel des Euesques d'Orleans & Auxerre, faisi faute de seruice. *REGALIA*, pour temporel des Ecclesiastiques. *Inuestitura cum scept. o.* Remise de Regale à l'Euesque d'Auxerre. Reseruacion du seruice aux guerres. *CAVALCATA CHEVALCHIE*. *EXERCITVS*. *TOLTA*. CHEVAVCHIER. *EQVITATVS*. *EQVITATIO*. *EXPEDITIO*. *HOSTES*. *OST*. *HVESTE*. Euesques obligez d'aller en personne. Dispence du seruice personnel accordée à vn Euesque de Paris. Dispences rares du seruice personnel. Abbé de S. Denis, obligé à la guerre. *MFSTERIVM*. Chambellan de l'Abbé fournit cheual. Ledit Office supprimé. Forme de conuoquer les vassaux des Euesques.

Extrait d'un liure, Cui titulus: Carnotensis Ecclesie principium. Estant au Tresor de la Ferté Ernaut.

Euesques & Comtes de Chartres. Euesques representez avec Mitres & Armes. ABBE' TITULAIRE à la guerre. EVESQVES à la guerre. MASSVES portées par Ecclesiastiques à la guerre. Gardes du Corps avec Massuës. MASSVES ordinaires à la guerre. Sergens d'Armes, & MACIERS. Employ à la Iustice Employ aux Armes. Duels receus es Iurisdicitions d'Eglise. Les deux combatans depossédez. Faute de comparoir, cause perdue. BOVCLIER ET BASTON, pour le combat. Serfs des Ecclesiastiques rendus capables des duels. Depuis rendus incapables. Ecclesiastiques submis au duel es Iustices seculieres.

Ecclesiastiques exempts de l'arriereban.

p. 267.

L'usage des armes interdit aux Ecclesiastiques. Euesques blasmez pour le port des armes. Euesques de Chartres, Comtes. Ecclesiastiques en habits de Soldats. Quel estoit l'employ des Euesques à la guerre. Prier Dieu. Interceder. Excuse de l'Euesque de Beauvais à Bouines. Depuis les Ecclesiastiques dispensés de donner conseil à la guerre. *ALIENA MANU. AD NVTVM SACERDOTIS.* Lieu de S. Bernard. Diuerfes significations du mot *NVTVS*. *NVTVS* pour signes. *NICTVS*. Presence d'Ecclesiastiques aux iugemens criminels, sans prononcer.

Tous les Abbez anciennement employez aux guerres n'estoient pas titulaires.

p. 278.

Abbayes, & biens des Eglises, sous la premiere & seconde lignée des Roys, donnez à personnes laïques, qui en iouissoient & dispoient comme de leur patrimoine.

Cette liberté retrenchée sous la troisieme.
Les Grands iouyssoient des Abbayes, en prenoient le
nom: se disoient Abbez.

Deux sortes d'Abbez: *Archi-Abbez.*

Abbez non titulaires. *DECANI.* Biens d'Eglise
possez par gens de guerre. Premiere & seconde
Lignée. Troisieme lignée de nos Roys. *HUGVES*
CAPET. Eglise baillée à cens. *ROBERT* Roy, fils
de Capet. Decret d'un Euesque d'Angers, contre
les detrempteurs de biens d'Eglise. Achapt d'Egli-
ses. Eglise baillée en douaire. *HENRY* Roy, fils
de Robert, defend la simonie. Protection d'Eglise.
PHILIPPES Roy, fils de Henry. Eglises basties ou
gratifiées par Dagobert Vsurpations sous la ieunesse
du Roy Philippes. Excommunication contraint
de rendre les biens. Resolution derniere sous le
Roy Philippes. *LOUIS LE GROS.* Laïques pre-
noient le nom d'ABBEZ. *ARCHIABBEZ.* Comte
d'Anjou marié, Abbé. *ARCHIABAS. ABATIA*
Comitis. Abbaye de saint Aubin d'Angers, de fon-
dation Royale. *ABBAS,* pour personnes non Religieux.
ABBAYES DE MOISSAC. Des protecteurs de l'Ab-
baye de Moissac. *VERVS ABBAS. ABBAS MILES.*
Transaction entre l'Abbé de Moissac, & le Comte de
Montfort. *CAPTEMIVM. ABBAS MILES.*
CAPTENERE TITARI. Serment, al Reuera Abbas.
Serment par le Roy.

CHAPITRE XVIII.

Si les Ecclesiastiques, à cause de leurs biens *ALLO-*
DIAVX, admortis, doiuent au Roy declaration, ou
exhibition de tiltre. p. 300.

Incommodez de la condamnation absoluë. Et de
la descharge indefinie. Differences entre l'exhibi-
tion & la declaration. Surseances dernées aux
Ecclesiastiques. Ouverture d'accordement
par Edict de l'an 1586. Decision remise à Commis-

faïres. MOYENS pour la descharge des Ecclesiastiques. Arrest pour les Charreux. Surseances & descharges accordées aux Ecclesiastiques. MOYENS pour obliger les Ecclesiastiques à l'exibition & declaration. Arrest de 1614. contre les Ecclesiastiques du Comté d'Armagnac, portant condánation. Moyens d'accommodation entre les Arrests. Arrest pour M. l'Euesque de Valence. CHEVALIERS DE MALTE condamnez aux nouueaux acquests.

CHAPITRE XIX.

Franc-aleu sujet au retraict lignager : non au feodal.
page 311.

De quel temps commence à courir l'action du retraict lignager en ventes d'Aleu.

Franc-aleu plus cher que le hief. Retraict lignager fauorable. Temps pour venir au retraict.

Coustumes qui ont desfini le temps certain, pour retirer l'heritage alodial. p. 312.

Du iour de la publication de l'insinuation. Du iour de la vraie possession. Possession recelle & publique.

Coustumes qui ne prefinissent rien pour le Franc-aleu.

Doiuent suiure celle de Paris Du iour de la vendi-

tion. Diuerfes autres dispositions. Retraict à 41.

an. Quarante iours. Soixante iours. Trois mois.

CHAPITRE XX.

Siles acquereurs de Franc-aleu, pour auoir droit reel & possession, sont obligez prendre saisine, vest & deuest, par tradition de BASTON ou BVCHETTE, és Coustumes, qui ont en termes generaux desiré cette formalité. p. 315.

Ancien vsage de France, és delaissemens d'heritages, d'un baston, festu, cousteau, &c. pratiqué en Espagne, Angleterre, Italie.

Au Royaume de Lombardie, par constitution de Charlemagne, les coustumes estoient diuerses, mesmes en vne mesme famille.

Libellus dotis. Cinq exemples du Morguengab.

Formes d'investitures d'Eueschez; Chanoines; charges & dignitez militaires.

Vermádois ne desire pas au Frâc-aleu, l'enfaisinemēt par Vvest & devest. Reims le rejette. Baston, festu, cousteau, ordinaire & transports anciens en France. Raïson de ces vsages par S. Bernard. Diuerses loix au Royaume de Lombardie, mesme en vne famille par Charlemagne. Reuocation de cette diuersité par Lotaire II. Exemple de cette diuersité trouuée és titres de S. Denis. Autre exemple de cette diuersité, en la constitution du MORGVENGAB, en Lombardie.

MORGVENGAB, diuers entre Frâçois & Lōbards. LIBELLVS DOTIS, entre François. Donation faite par le mary, appelé DOS. N'a effect que par la consommation de mariage. LIBELLVS DOTIS ou MORGVENGAB, entre Lombards. Differences IN LIBELLO DOTIS, entre les François & Lombards. En Lombardie réduit au quart. META. METHVM. FADERFIVM. Parens peuuent donner à la fille. DOS. MARITAGIVM. DOTALITIVM.

Tradition d'un festu. *Infestucare. Exfestucare.* Enfestuquer. Paille jettée au vent.

Enfaisinement d'Eueschez & Abbayes. *Baculus. virga.* Reing. *Ramus.* Rain pour anneau. RIN.

Chanoines, *PER LIBRVM.* *Per Regulam S. Benedicti.* *Per Panem.* *Per Libram & Panem.* *Per textum aureum.* *Per quatuor Euangelia.* *Per Oculum.* Reduccion en Monastere. Submission en seruitude volontaire. *Funis signi, in collo.* *Per funem de Campana.* ROYAUMES AVEC ESTENDARD. DYCHEZ. COMTEZ. Le Gouvernement de Rome. *Per*

*Chirothecam. Per Quantum. Quant. Per Pugillum
terre. Vin de marché. Per Fustem, Per Pifces.*

Dons faits aux Eglises.

*SVPER ALTARE. Paroles solennelles. Dons
mis sur l'autel S. Pierre. Frustum ligni. Marques
oultre les paroles. Per plicatum gladium. Cuiellus
super altare. Touché à la main. Corrigia cum qua-
tuor modis. Per plicatum cultellum. Per cultellum.
Cum punto spata. Morceau de la robbe ou ceinture.
Per pallij donationem Per Baculum Per Lignū. Fru-
stum Ligni. Frustum Virga. Baculus Cedrinus. Ra-
mus Lauri. Lignum donum. Per virgam. Per virgu-
lam. Cum Regula. Libro super altare. Textus Evan-
gelij. CLAVES SVPER ALTARE. Claves aurea.
Per Cyphum. Per Veru. Sanguis elicitus. Per Capil-
los.*

Degradation de Prestres.

p. 345.

Dispositif du jugement rendu contre *Petrus Delmofi*,
de l'Ordre des Freres Mineurs, *Orarium stola.*

*Robbes rouges: Chapperon à Bourrelet, osté aux Con-
seillers & Aduocats du Roy, ez Parlemens, ex autho-
rez & condamnez à mort.*

p. 349.

Collier osté aux Marechaux de France, Cheualiers.

p. 350.

CHAPITRE XXI.

Resolution de la Question du Franc-aleu.

p. 351.

*Parlement du pays Coustumier. Parlem ent de
Droict-ecrit.*

*Les Loix données par Simon, Comte de Montfort, aux
peuples d'Alby, Beziers, Carcassonne, Riez, & autres.*
p. 155.

CHAPITRE XXII.

*Vsages & Statuts donnez par le Roy S. Louys, à la vil-
le d'Aiguemorte, l'an 1246.*

p. 364.

Lettre du Pape Clement XV. au Roy S. Louys.

Pater nres



D V
FRANCALEV,
ET
ORIGINE
DES DROITS
SEIGNEVRIAVX.
A V E C

Les Loix données au païs d' Albigeois ;

Par

SIMON COMTE DE MONTFORT,

l'an 1212.



CHAPITRE PREMIER.

1. *Origine, & definition du Franc-aleu.*
2. *Tenir de Dieu. Seneschal de Dieu.*

3. *Alodium, Alode : Leudes, Leudi : Druids, Drudes, Druz, Druë : Druëment.*
4. *Franc-aleu : Antienneté du mot. Franc-alou, Franc-aloy, Res Francales. Franc-en-alo : Franks-hommes : Franks-fiefs.*
5. *Alodialité, Alodialiter : Faux-aleu, In falso Alodio.*
6. *Effets du Franc-aleu.*
7. *Franc-aleu, avec offre d'hommage : sans prestation.*
8. *Diuerfes submissions du Franc-aleu.*
9. *Franks-aleus, conuertis en souuerainetez. Insolence d'un Aleutier.*
10. *Deux sortes de Franc-aleu.*
11. *Differences entre Fief, & Franc-aleu.*
12. *Main-ferme, Manufirma, Manufirmitas : Terre vilaine.*
13. *Aleu, anciennement inalienable, sans le consentement de l'heritier.*
14. *Filles en estoient exclufes.*
15. *Alodium, quelquefois pour acquest.*



L y a quelques années, que par consideration, de deuoir, & de respect, ie donnay vn discours, contre le Franc-aleu sans titre, pretendu, par quelques Prouinces, du pais de Droit-Escrit : Et me renfermay dans la simple question, iugée au Conseil du Roy, & depuis confirmée

par Ordonnance, verifiée : sans m'estre arresté à l'origine, nature, ou condition du Franc-aleu, que l'estimois generalement connus. Mais, plusieurs de mes amis, ayans desiré quelques lignes sur ce sujet, ie me suis efforcé de leur satisfaire : & me suis, en outre, estendu sur diuers poinçts, qui seruiron d'ornement, & d'esclaircissement, à ceste riche matiere.

IL EST VRAY, que originairement, les fonds & heritages, ayans esté donnez à l'usage commun des hommes, ils n'auoient point de Seigneurs particuliers : la nature ouuroit son sein, & d'une main liberale, departoit également ses richesses. Depuis : ceste sainte egalité, a esté aneantie : les plus puissans se sont emparez, de ce qu'ils ont iugé plus conuenable à leurs desirs.

I.
Origine & de-
finition du
Franc-aleu.

*coelum coeli domino
terram autem dedit filijs
hominum.*

— *Propria telluris herum, natura, neque illum.
Nec me, nec quenquam statuit: Nos expulsi ille:
Illum aut nequities, aut vafri inscitia turis.*

*ut solum proprium
natura non adraferit
ut inuicta vndat ad publica
munera totius.*

L'abondance, & l'excez, produisans des soins trop pe-
nibles, pour la culture, & conseruation : les possesseurs se
font deschargez, en ont accomodé & reuestu les plus sei-
bles, sous titres diuers; les vns, de cens, de rentes, de fief; les
autres gratuitement, sans charge d'aucune prestation, submis-
sion ou reconnoissance : Ils les ont laissé, pour parler avec
Demosthene, *ὡς ἰαυδοῦναι τὴν ἐκείνῳ ἐπιήλυτον* : C'est ce que
nous appellons Aleu, ou Franc-aleu. Tous conuiennent,
de la definition, de Balde, *in c. 2. si de feud. fuer. controu.*
Alodium est proprietas, quæ à nullo recognoscitur. Idem Matth.
de Affict. De controu. inuest. num. 9. &c. La Coustume
d'Orleans, art. 250. Franc-aleu, est heritage tellement Franc,
qu'il ne doit fonds de terre, & n'est tenu d'aucun Seigneur
foncier : & ne doit saisines, desaisines, ne autre seruitude, quelle
que ce soit. Celle de Meaux, art. 190. Franc-aloy, est de telle
nature, qu'il ne doit censue, relief, homage, ne quelque autre
redenuance que ce soit. Plusieurs autres Coustumes le designent
en mesmes termes. La Somme Rurale, Tenir en Aluez,
si est TENIR terre, DE DIEU, tant seulement : & ne doiuent

2.
Tenir de Dieu.

Sensibhal de
Dieu.

cens, rente, ne relief, ne autre redewance à vie ne à mort: mais tiennent franchement DE DIEU. Ne tenir que de Dieu, c'est estre affranchy de toute autre submissiō enuers les hommes. Pour ceste raison, Bodin au 1. de la Rep. chap. 9. rapporte, que Basile, grand Knez de Moscouie, s'estant affranchy de l'homage rude & seruite, fait par ses predecesseurs, au Pre-cop de Tartarie, se fit appeller, GRAND CHAMBEL-LAN DE DIEU, duquel feul, & non d'autre puissance humaine, il vouloit releuer. Froissard, hist. vol. 1. cap. 7. *Le Chastel de Mauuoisin, est terre franche, & le Chastel & Chastellenie, ne sont tenus de nully, fors que DE DIEU: C'est ce que vouloit dire le mesme Auteur, cod. vol. c. 5. Que le pais de Bearn, est si franche terre, qu'il n'en doit homage à nul Seigneur du monde. Et au vol. 4. c. 51. Le pais de Bearn, est de si noble condition, que les Seigneurs, qui par heritage le tiennent, n'en doiuent à nul Roy, ny à autre Seigneur, service, FORS A DIEU. Il y a pareils termes vol. 4. c. 139. Je tiens mon pais du Bearn, de Dieu, & de l'Espée, & de Li-gnage.*

3.
Alodium,
Alode;
Lendes,
Laudi.

La chose estant certaine: il faut rechercher l'origine du nom. Ceux qui en ont parlé, sont diuers en leurs opinions: M. Cuias, *Alodium dictum, quod sine lode, quasi eius possessor sit sine lode.* Budée, à *laudatione auctoris deducit.* Hotman, *de verbis feudal.* combat l'un & l'autre. Je ne puis gouster l'opinion de ceux, qui le tirent, de L E V D I S ou L E V D V S: & tiens que A L O D I V M est vn mot primitif. Les premiers François, grossiers & rudes en leur langage, n'estoient pas capables de ces elegantes conceptions. L E V D I S ou L E V D V S, n'ont rien de commun avec les Fiefs, ains signifient simplement vn sujet, combien que non vassal. En vne Patente du Roy Dagobert 4. Kal. Aug. an. 2. regni, *Compendio. Pro stabilitate regni nostri, vel quiete, à quibuslibet L E V D I S, domini misericordiam deprecari.* Autre, du mesme, dans Miræus Diplom. Belg. tom. 2. *Dagobertus, &c. Id manu propria cum L E V D I S nostris subterfirmauimus, & annodi nostri impressione signari iussimus.* Ioannes Bezuensis: Bibliotheca Regis. fol. 16. *Anno 42. Clotarj, Da-*

V. Greg:
Tur. lib. 3.
c. 23. Aimo.
lib. 4. c. 53
&c.

gobertus, cultu regio, ex iussu patris honestè cum LEVDIBVS Clipiaco, procul Parisius, venit: Ailleurs, Iudicaël Rex Britannum, Clipiaco ad Dagobertum venit, cum multis muneribus. Cuncta quæ sui in Leudibus Francorum illicitè perpetraverunt emendandum spondet: En vn autre lieu, Post Dagoberti discessum, filius suus Chlodoneus, adhuc sub tenera ætate euectus in regnum; omnes quippe Leudi de Neustria & Burgundia illum sublimant in regem. Patente de Charlemagne, anno 11. & 5. regni. *Ut id melius deleitet, pro stabilitate regni nostri, vel pro quiete, cunctis Leudis nostris domini misericordiam attentius deprecari.* LIVDI, LEVDI, LEVDES, sont sujets, non vassaux. Sous le nom de vassaux sont compris les Leudes: mais Leudes, pouvoient n'estre point vassaux.

L'on peut dire le semblable, du mot, DRVDVS, en l'Epistre des Euesques de Reims & de Rouën, *Ad Ludovicum Regem cap. 4. Inter capit. Car. Calvi. Sine solatio & comitatu DRVDORVM atque vassallorum.* Sur lequel lieu, le sieur Sirmond en rapporte vn autre, où ils sont appelez DRVDVS. Quelques-uns ont estimé DRVDOS & DRVDES, estre des vassaux; liez, à cause de leurs siefs: veu qu'en l'Epistre, *Drudi & Vassalli*, sont ioincts. L'on ne peut nier que la condition de Vassaux, n'ait peu convenir à ceux appelez *Drudi*: DRVZ: mais leur signification naturelle n'y a pas son rapport. DRVDVS ou DRV: signifie Amy, comme ont remarqué M. M. Fauchet, Bignon, & Sirmond, expliquans le lieu de cette Epistre: ce qu'ils induisent du mot Allemand, DRVV. Je confirme par exemples, que *Drudi*, DRVZ, sont des Hommes, Affectionnez, Fidelles, Amys, & Bienueillans. Dans le Roman de Florimond, escrit l'an 1128. qui est MS. en la Bibliothèque du Roy.

4.

Drudi, Drudes,
Drux, Drue,
Drueiment.

*En sa chambre se sont entrez;
Avec ses chevaliers priez,
Le Seneschal, & de ses DRVZ,
Avoit avec soy retenus.*

(A. ii.)

Ailleurs.

*Sire, fait-il, assez en ay,
Et si Dex plait, ie conquerray.
Le Dux, li charia de ses DRVZ,
Cheualiers ieunes & charnus.*

Item.

*A parlé le Prince perdu
Au Prince, & à tous ses DRVZ.*

Ailleurs.

*Li Roys ses Chambellans appelle,
Li Roy appella de ses DRVZ,
Et commanda qu'il soit vestus.*

DRV DVS donc, signifie Amy : Autre prouue plus claire.

*Acquez respont, vaincus m'auex,
Tous vous son li tors pardonnez,
Or seron bon AMY & DRV,
Segond raison m'auex vaincu.*

DRVE, signifie aussi vne femme aymée.

*Li Roys li a sa fille monstrée,
Li aultre lont par luy veuë,
Se dit, jà qu'elle lest sa DRVE.*

Au Roman de la Rose.

*Cil qui la voulu retenir,
Quelle ne puisse aller ne venir,
Soit sa mouiller ou sa DRVE,
Tantost en a l'amour perduë.*

Aymer D R V E M E N T , se lit dans le Roman , de Rou , & des Ducs de Normandie. Ce qui me fait croire , non sans grande couleur , vn mesconte , en la version d'un titre , rapporté au liure quatriesme des Memoires de Languedoc. L'Auteur parlant de Guillaume Vicomte de Beziers , dit , qu'il y a vn acte , es Archifs , de l'Eglise Cathedrale de Beziers , du vingt-huictiesme du regne de Lothaire , qui est environ l'an neuf cens ostante-cinq , contenant donation faite par ledit Guillaume , & Ermentrudis sa femme , *que vocatur DRVDA*. l'eusse désiré , que le titre eust esté employé au long , & en Latin , nous recognoistrions , peut estre , que *Druda* , signifie bien-Aymée , & que ce n'est pas vn nom propre.

Cette remarque , combien que de curiosité , ne sera pas desagrecable , en passant. *Τὰ πύγια μυστήρια.*

Sunt etiam Musis , sua ludicra , mixta , Camanis.

Je tiens avec plusieurs autres , que *ALODIVM* naturellement , & originairement , signifie vn fonds & heritage , possédé en propriété. M. Fauchet , tit. des Chastellains , dit , que Aleu , n'est autre chose que heritage. Pithou , *Gloss. ad cap. Car. mag. Alodium , Res Mancipi: proprietas. Gloss. vetus. Alodium , dicitur hereditas , quam vendere vel donare possum , ut mea propria.* Item , *Alodium est proprium.* Dans les Anciens : *ALODIVM* est expliqué , *Hereditas : Pradium hereditarium : Patrimonium : Proprium dominium : Alodium , seu possessio propria: propria pradia & vernacula* , dont de peur d'estre long , ie ne toucheray point les exemples , qui sont sans nombre. Le priuilege , accordé par Louis le Gros , à l'Eglise S. Victor , an. 1113. *Quicumque , Alodia sua , que sub nostra tutela sunt , vel quicquid , quod ad fiscum vel feodum nostrum attinet , eisdem regularibus impertiri voluerit , diligenter annuimus.* Patente d'Airard Comte de Brenne , de l'an 1112. *In Auctario Camuz. Concedo omnibus hominibus meis , ut de Breuicensi feodo , vel de suo Alodo , eandem*

*Alodium
propre.*

Ecclesiam augmentent. Les loix des Lombards lib. 2. tit. 8. leg. 9. *Si prædium Alodium habuerit, ipsum in fiscum regis recipiatur* En vn titre de l'an 1393. *Nemo inquietare præsumat, Clausura, que in eorum Alodio fuisse constat: rapporté par Camuzat, és Meslanges. Gausfridus Vindocinensis Epistola 2. lib. 1. Antecessores, Monasterium fundauerunt, & B. Petro in Patrimonium & Alodium proprium, cum rebus ad ipsum pertinentibus, obulerunt. Idem Epistola 4. 8. 19. 25. eiusdem libri 1. lib. 3. 15. lib. 5. In nostro solo & Alodio, Radenic. lib. 2. c. 34. De là, ALODIARIVS, qui Alodium ab alio accepit vel possidet. Gausfridus Ep. ad Girardum, se Ecclesia Romana Alodiarium, & seruum dicit: Idem, Ep. ad Canonem & ad Iuonem. Les vsages de Catalogne, appellent *Fendatarium*, celuy qui possede vn fief: ALOERIVM dominum, le possesseur d'vñ Franc-aleu. ALEVTIERS, en la Coustume de Hainaut, art. 61. & suiuaus, sont ceux qui possèdent Aleux. *Alode, etiam dicitur, legibus Boiar. tit. 2. Nullus Boiarius, aut Alodem, aut vitam, sine capitali crimine, perdat. Capit. Carol. mag. lib. 3. c. 20. & 31. De beneficio, alodem facere.* Ez loix Saliques, le tit. 62. est inscrit, DE ALODE: Le ch. 6. *Legum Anglorum, &c. est DE ALODE.**

ALODIARIVS.

ALOERIVS.

ALEVTIER.

ALODE.

4.

Franc-aleu :
Antiennessé
du mot.

Franc-a-leu,
Franc-a-loy,
Res Franc-
cales.

Franc-en-alo,
Francs-hom-
mes, Francs-
sefs.

De sorte, que Aleu signifiant vn heritage : Franc-aleu, designe vn heritage franc, libre, non chargé de foy, & payement de droicts. C'est, ce que la Nouuelle de Constantin Porphyrog. touchée par autres, *De Militib.* appelle *κτῆμα ἰδιοκτήτου καὶ τῆς βασιλείας ἀκαταδύλωτον*. Philippes Moulick, en son histoire de France, qui est en la Bibliothèque du Roy, es-crite du regne de S. Louis, dit, que Charlemagne, fit à S. Romain, des gratifications en Franc-aleu.

*En remembrance de Dieu,
Et del boen Iudas Macabée,
Et à l'Eglise Saint Romain,
Donna li Rois à lendemain
Trestoute sa possession,
A sept lieüé sont enuiron,
Si qu'en Franc-aleu le tenroient,
Cil ki le seruice feroient.*

Dont

*Dont cy-apres, comme proudome,
Ne iamais foruice à nul ome
Ne feissent: Mais prier Dieu
Pour larme, c'est de son neveu.*

MARTIN de Viguana, en sa Chronique, de la Ciudad de Valentia, dit, que Charlemagne, desirant honorer la memoire des neuf Capitaines, qui auoient assisté Otger, au recouurement de la Catalogne, dont plusieurs estoient decedez, erigea en faueur de leurs enfans, en Franc-aleu, neuf Baronnies. *Noue Baronias en Francalou, con sola obligation de fidelidad al Emperador.* Tesmoignage, de l'ancien vlage du Franc-aleu. La patente de Blanche, Roine de France, du mois de Novembre 1389, porte, qu'elle donne à l'Eglise de la Chartreuse de Troyes, vne maison, & ses appartenances, laquelle est de nostre propre heritage, & en Franc-aley. Et le partage, d'entre Edouard Roy d'Angleterre, & l'Euesque & Chapitre de Bazas, de l'an 1383. porte, *Medietatem iurisdictionis, iustitie temporalis, que penes dictos Episcopum & Capitulum remanebit, habeant & teneant in liberum Alodium.* En vntitre de l'an 1294. cy-apres touché, où ie parle du Comté d'Armagnac, RE S FRANCALES.

La Coustume de Bazadois, appelle, en diuers endroits, le Franc-aleu, FIEV-FRANC, ou FRANC-EN-ALO; & le sief ordinaire, FIEF OBLIAL: d'autant qu'il tient par an, *per certanas oblias*, pour exemple, dix ou douze deniers. Elle appelle le vassal del'vne & de l'autre condition, FIEVSATER, ou FIEVSATERA. OBLIA, en ladite Coustume, est rente ou deuoir annuel: Comme quand elle dit, *Vn home perend-en obliat vn hosfal, ou sil por far hosfal por 5. s. doblas.* Exemple de FRANC-EN-ALO. En vn contract du penultiesme Mars 1528. Gulhem de la Tasse, laboureur, & Allemanne de la Grane, sa femme, parroissiens de Combes, entre deux mers, transportent à François de la Mothe, deux deniers de la monnoye courfable, à Bordeaux d'exporte, à Seigneur de Fief, ou affeuar muant, & quarante ar-dits-chacun an, de cens & rente, FRANCES-EN-ALO, payables le iour & feste S. Martin d'huyuer. *Liberum Alodium*, en vne patente de l'an 1125. dans Miræus, *Donat. p. 82.* Ailleurs: *Purum & liberum Alodium. Liberum, purum & quitum*

Alodium. En vne Bulle du Pape Ican de l'an 1249. fol. 105. Chartul. de Champagne Bibl. Reg. *Francum, qui:um Alodium, sine reclamatione alicuius feudi. Absque onere alicuius seruicij, seu seruagij.* Chartul. Cluniac. c. 347. De suo *Francio Alodio, nec aliquem alium iure feudi, nec alio quocunque iure pertineans, eod. Chart. c. 327.* Et comme le mot de Franc, & Franchise, porte avec soy vne marque de prerogative; le liure de la Roine Blanche MS. nous apprend, qu'anciennement, les Gentrys hommes estoient appelez, F R A N C S - H O M E S; & les Fiefs, F R A N C S - F I E F S. Il s'en void, vn notable exemple en l'ancienne Coustume de Champagne MS. art. 61. Que Guillaume du Chasteler, ne autres Sergeants, ne peuuent, ne doiuent acquerir *en Francisé*, qu'il ne perde l'argent, & l'heritage, s'il ne l'acquiesce par le congé du Seigneur.

5
Alodialité, sans addition, du mot, Franc, n'aït signifié vne possession franche: dont nous auons emprunté *Alodialité*, pour *Franchise*. En vn titre du Chartul. de Vendosme, de l'an 1047. *Habebat vinea agripennum vnum ALODIALITER immunem, hoc est ab omni censu & vinaria redhibitione liberum.* Dans le mesme, autre tit. an. 1028. *Est Pratum illud, naturaliter Alodium, ab antiquo nullam omnino reddens consuetudinem.* Eod. Chartul. tit. ap. 1079. *In Alodio tenere.* Ailleurs, dans le mesme: *Dum priscus coleretur temporibus, 12. denarios census soluebat: quia vero modo vasta est, nihil census reddit, sed est Alodium.* *Pradium in alodo, Miraus donation. Belg. 2. c. 19.* Yves Euefque de Chartres, Ep. 168. *Erat quidam fundus, in parochia nostra, cuius partem habebat, quidam miles, & in ea domum separatim, & alius aliam: & ea, suam domum similiter separatam.* Pro huius feudi tuitione, uterque seruiebat Vicecomiti Carnotensi: hanc vero tuitionem, CVM SERVITIO, dedit Vicecomes cuidam militi suo, in beneficium. Post multum temporis, emis Comes Rotroacus partem illius feudi, que *Alodium* erat. Pour la mesme raison, en la Coustume de Montpellier est parlé de possessions, tenuës en Faux aleu, *in falso Alodo*: c'est à dire, non chargées de cens: mais obligées aux lots & ventes.

6
Effets du Le nom expliqué, venons aux effets. Ils consistent en ces *Franc aleu.* prerogatives: Que le possesseur, combien que soumis à la

Iustice d'autrui, n'est tenu à foy & hommage, enuers aucun Seigneur: ne le suit à la guerre: ne rend secours ou assistance, en cas de querelle: Par irreuerence, il ne tombe point en commise: il ne doit aucuns lots & ventes, rachapts, reliefs pour ventes, eschanges, dons, successions, sinon en la Coustume d'Anjou, art. 140. qui donne au Seigneur, les ventes, & autres emolumens de fief, en cas de vente, ou eschange du Franc aleu: Il ne doit saisine, dessaisine, vest, ou deuest, fors en la Coustume de Reims, art. 139. Bref, il n'est obligé à aucuns deuvoirs introduits au profit des Seigneurs par les loix des fiefs. C'est pourquoy, celle d'Auxerre, art. 9. exprime, que pour vente de biens Alodiaux, il n'est point deu d'indemnité, comme n'estans les biens de ceste qualité, liez d'aucun deuoir ou submission. Il y a en la province d'Anjou, au dedans de la paroisse de Villiers-Charlemagne, vne terre appelée, le ⁶ FRANCALEV: laquelle doit au Roy, non, homage, mais ^{Franc-aleu, avec offre d'homage,} offre d'homage, sans aucuns autres deuvoirs ou droicts. C'est ^{sans prestation.} vne loy particuliere & notable.

A Tous ceux qui ces presentes verront, La garde des seals reaulx establis aux contrats, en partie, de la Seneschausee de Poitou, pour le Roynostre Sire, ou lieu de ceux qui autres fois furent establis, par ledit sieur, à la Roche-sur-Ton, Salut. Sçauoir faisons, que le 23. iour de Mars 1505. auant Pasques, Es presences de nous, Notaires & tesmoins cy-dedans signez: Noble & puissant, Jean du Bouschet, Seigneur de Puy-Greffier, de la Frogerie, & DV FRANCALEV, S'est transporté à la porte & entrée du chasteau d'Angiers, du costé deuers la cité, & ville d'Angiers, auquel lieu, il a trouué en personne, noble homme Regnault de la Chapelle, representant le Lieutenant dudit chasteau d'Angiers, auquel il a dit & déclaré, qu'il estoit illec venu, pour faire L'OFFRE DE FOY & hommage, qu'il doit & est tenu faire, pour raison de ladite terre, fié, & seigneurie du Francaleu, scis & scitué en la paroisse de Villiers-Charlemagne, & autres paroisses circonuoisines, tout ainsi, que ses predecesseurs, Seigneurs de ladite terre, fié, & seigneurie du Francaleu, ont accoustumé faire: & LAQUELLE FOY ET HOMMAGE, IL NE DOIT PAS, & n'en est tenu faire aucune, mais seulement en faire L'OFFRE: Lequel de la Chapelle presentant ledit Lieutenant dudit chasteau dessus-dit, n'a fait en-

ter le dit sieur sus à l'entrée du premier pont-leuys dudit chasteau: A l'entrée duquel pont, ledit sieur du Franc-aleu, en tenant & prenant la cheue dudit pont, ainsi qu'il est de coustume de faire en tel cas; A dit & déclaré, qu'il faisoit au Roy nostre Sire, à cause de sondit chasteau d'Angiers, & Duché d'Anjou, l'offre de foy & hommage, tel qu'il doit & est tenu faire, & que ses predecesseurs, Seigneurs dudit Franc-aleu, ont acoustumé de faire, à cause, & pour raison, de ladite terre, fie, & seigneurie du Franc-aleu, dont il ne doit aucune foy & hommage. Lequel presentant ledit Lieutenant, a dit, qu'il voit bien ledit offre, & qu'il luy en souuendrait bien: & que ledit sieur de Puy Gressier, sçauoit bien, qu'il auoit à faire. Et y estoient pareillement presens Guillaume Garnier, & Gilles Faureau Archiers & Gardes dudit chasteau, & plusieurs autres tesmoins, cy-dessous signez. Lequel Seigneur de Puy Gressier, & dudit Franc-aleu, en a requis aite & instrument, esdits Notaires, pour luy seruir & valoir, & en temps & lieu, ce que de raison: Ce qu'ils luy ont octroyé, &c.

8
Diuerses
submissions
du Franc-
aleu.

Or, combien que le possesseur d'un Franc-aleu, ne doie homage, ny aucuns droicts; il n'est pas neantmoins exempt, ny affranchy, de la Iustice du Seigneur, dans le destroit duquel il est assis, soit en premiere instance, ou par appel. L'alodialité, donne affranchissement des droicts & deuoirs, & non de la Iustice. Il se void plusieurs terres Alodiales: mais il n'y a point de Iustice Alodiale. Et les Ecclesiastiques, qui possèdent leurs heritages francs, recognoissent les Iustices royales ou seigneuriales. Doient en outre les possesseurs du Franc-aleu, exhiber vne fois, leurs titres, avec declaration des heritages qu'ils possèdent en Franc-aleu, aux Seigneurs, dans la Iustice desquels ils sont assis, s'ils le desirent. Les termes de la Coustume d'Anjou sur ce sujet, sont notables, art. 140. *Que l'affranchissement donné au possesseur de Franc-aleu, ne luy permet pas de contammer la Iurisdiction de son Seigneur.* La Coustume de l'Euesché de Metz, non imprimée, tit. des Fiefs, art. 9, contient ces termes. *Encores que celuy qui tient Franc-aleu, soit exempt, à cause d'iceluy, de foy & hommage, & autres deuoirs, & mesmes les subjets y demeurans, francs & immuns, des aydes generaux: si est-ce, neantmoins, que tant le Seigneur, comme les subjets, sont tenus subir Iurisdiction au*

Bailliage dudit Euesché, y estans convenus, pour droicts Seigneurs-riaux, ou de communauté. & de fournir aux prestations & charges communes, pour passage de gens de guerre, & autres commodités publiques. Comme l'heritage en Franc aleu, est respon-
 sible à la Iustice du Seigneur du territoire: aussi tombe-il en
 confiscation. Lors que le Roy fait faire vn papier terrier, les
 possesseurs d'heritages Alodiaux, sont obligez les bailler par
 declaration. Les Ecclesiastiques, & main-mortes, sont autant
 incapables de posseder Francs-aleux, que d'autres heritages.
 Il n'a iamais esté mis en doute, que le roturier, seigneur d'un
 Franc aleu noble, ne doive le droit de Francs-siefs: & la
 question longuement demeurée comme indecise, si les Gen-
 tils-hommes, possesseurs de Franc aleu noble, estoient obli-
 gez au ban, & arrière-ban, a esté décidée par usage, qui
 les a obligé au service. Ces questions sont traitées plus am-
 plement par M. Bacquet, traité des Francs-siefs, chap. 2.
 & 7.

L'ignorance de ceste resolution, a autresfois donné nais-
 sance à des entreprises tres-preiudiciables à l'Estat. Plusieurs Sei-
 gneurs, possesseurs de Franc-aleu, s'estans soustraits de la Ju-
 stice du Roy, & formé des souverainetez en leurs terres, *Francs-aleux con-*
 dont les effets, souuent funestes, n'ont esté que trop sensibles. *vertis en*
 A l'esgard des sujets, Ce sont tyrannies: Au respect des *souverainetés*
 estrangers, Retraictes & franchises de Malfaiteurs, Repai-
 res de Faux-monnoyeurs. Vn grand Prince, conduit son
 peuple avec majesté & retenue, digne de sa fortune: Ces
 souverains, à peine connus à eux-mêmes, ont pour but &
 marque de leur pouvoir, l'arrogance, l'excez & desreglement. *Insolence*
Crusius Annal. Sueu. par. 2. lib. 11. c. 18. touche vn exemple d'ar- *d'un Alod-*
 rogance, par vn Alodier, punissable, mais méprisée. L'Empe- *rier.*
 reur Frideric I. passant par la ville de Tunes, Diocèse de
 Constance, le Baron de Krenkingen, Seigneur du lieu, ne
 se leua pas deuant luy, ny ne le salua; ains seulement par for-
 me de courtoisie, remua son chapeau. Et s'estant l'Empe-
 reur enquis de la condition de ce personnage, esloigné du res-
 pect: luy fut respondu, qu'il estoit si franc & libre, qu'il ne
 rendoit à aucun, homage ny redevance. Cette action mérit-
 toit chastiment, au moins de parole. L'Empereur receut
 gayement la response, & luy permit de faire battre de la

monnoye, marquée de l'effigie de l'Empereur, laquelle il tiendrait de luy en homage. Le dessein de rechercher les souverainetez, voisines du Royaume, entra en l'esprit du P. P. Lizet, comme digne de son courage: mais estouffé dans les ruines de sa fortune. Les Seigneurs Damoiseaux de Commercy, les Ducs de Bar, & quelques autres, sous couleur des Francs-aleux, auoient autresfois conceu des titres de souveraineté, aneantis par la vigilance de nos Rois, lesquels es années 1301. & 1444. se transporterent en personne sur les lieux, porterent les esprits des Seigneurs à la raison, convertirent les Francs aleux, en fiefs & homages liges, avec ressort au Parlement de Paris, dont ailleurs j'ay donné les titres.

10
*Deux sortes
de Franc-
aleu,*

Il y a deux sortes de Franc aleu, par les Costumes de ce Royaume: Noble ou Roturier. Noble, est celuy auquel y a Iustice, Censives, ou Fiefs mouuans de luy. Le Roturier, auquel toutes ces conditions defaillent, qui n'a Iustice, Censives, ny Vassaux. Entre l'un & l'autre, il n'y a difference, qu'au partage. L'exemption & franchise est egale, tant au Roturier, qu'au Noble: mais Franc-aleu noble, se partage noblement, fors en la Coustume de Chaalons, art. 165. qui depart également les Francs-aleux, de quelque condition qu'ils soient. L'ancienne Coustume d'Orleans, art. 213. auoit pareille disposition, corrigée, par l'art. 258. de la nouvelle. Les Commentateurs, de la Coustume de Troyes, sur l'art. 33. rapportent auoir esté iugé en ladite Coustume, que le Franc-aleu noble se partageoit également sans prerogatiue, pour M. le Presid. de Longueuil.

11
*Differences
entre Fief
& Franc-
aleu.*

Le ne reconnois entre le Fief, & Franc-aleu, qu'une difference essentielle, consistant en la prestation d'homages, & payement de droicts. L'un, y est attaché par condition, comme naturelle: l'autre, en est affranchy. Condition, qui releue avec grand aduantage la dignité du Franc-aleu, par dessus celles du Fief. C'est ce qui donne des pointes si viues aux possesseurs, pour la conseruation de cette franchise, & qui a souuent porté les Rois, & autres grands, à reduire en fief, les terres Alodiales, afin de les deprimer. J'ay desia touché les exemples de Bar & Commercy. L'an 1085. Pierre. Comté de Melgor, donne au Pape Gregoire VII. & à l'Eglise de Rome, le Comté de Sustainion, & l'Euesché de Magelonne,

*Aleux con-
uertis en
Fief.*

lequel il possédoit en Franc-aleu, pour le releuer & tenir par après en fief du Pape, *Sicut ego & predecessores mei habemus, habuimus & tenemus in Alodium, &c. Ego autem, predictum Comitatum habeam, per manum summi Pontificis, sub illius fidelitate, & singulis annis pro censu persoluam unciam auri optimi.* Cette donation, tirée des recherches du sieur de la Coste, est rapportée és notes sur le registre d'Innocent I I l. p. 183. La terre de la Mothe, appartenant au Duc de Bar, tenuë en Franc-aleu, fut reduite en homage enuers Thibaut Comte de Champagne. *NOVS, THIBAUT CŒVX DE BAR, Faisons à sçavoir, à tous ceux qui ces presentes lettres verront & orront: Que nous auons reprins en fief & en homage de nostre haut Seigneur, Henry par la grace de Dieu, noble Roy de Nauarre, de Champagne & de Brie, Conte Palatin, en acoissement dou fief, que nous tenons de luy, le chastel de la Mothe, & mille liures de terre: C'est à sçavoir cinq cens liures de nostre domaine, & cinq cens liures de nos fiefs, à asséoir lesdits mil liures de terre, ou finage doudit Chastel, & le remanent qui defauoit à asséoir en nostre terre de Bassigny, & en la Chastellerie de Bar-le-Duc: Et voulons & octroyons, pour nous, & nos hoirs, & pour nos successeurs, que nous, & que nostre hoir, & nostre successeur, siennement en fief, & en homage, à tousiours perdurablement, ledit chastel de la Mothe, & lesdits mille liures de terre, de nostre Seigneur le Roy deuant dit, & de ses hoirs, qu'il aura de son corps, franchement, quant à rachat, & quint denier, & en telle Seigneurie, & telle franchise, & ainsi que nous tenons ce que nous tenons de luy, en Lorraine, en telle maniere, que quiconque soit Cuens de Bar, tiegne ledit chastel de la Mothe, & qu'il ne le pueist mettre hors de la main le Comte de Bar: Et se ainsi estoit, que nostre Sires, le Roy deuant dit, mourut sans hoirs de son corps, ou si hoir de son corps, mourroit sans hoirs de leur corps, lesdits chasteaux de la Mothe, & les mille liures de terre, reuenroyent à nous, à nos hoirs, & à nos successeurs, comme Franc-aleu, en vil point, & en telle maniere, comme nous les tenions au iour que ces lettres furent faites. Et pour que ce soit chose ferme & stable, nous auons fait sceller ces presentes de nostre seal. Qui furent faites à Troyes, en l'an de grace 1272. au mois de Feurier, seellées du grand seal de cire rouge, sur lacs de fil rouge.*

Au Charteilaire de Champagne; Bibliot. Thuan. tit. de

Robert Comte de Dreux & de Brenne, de l'an 1206. *Posui in eorum Feudoligio, totum Alodium meum, quod est in dominio Brana & Farra. Quod videlicet Alodium, de domino non tenebam; & sciendum de hoc Alodio, quod posui in Feudo ligio, Comitissa & filij sui Theobaldi, dominorum Campanie totius ligius sum Commissa & filij sui. Sicut dictum est faciam FORTERITIAM, que erit IVRABTLIS, &c. Auire, de l'an 1240. Nomini uniuersi, quod ego, posui, de terra mea propria, non mouente de feodo, allicuius, in feodum domini Regis Nauarra CC. Palatin. nemus meum. Entre les tiltres de la Maison de Gand, donnez par Monsieur du Chesne, i'en ay remarqué plusieurs: vn de l'an 1153. *In nomine sancta & indiuidua Trinitatis. Ego Theodericus Dei gratia Comes Flandrensiū, tam presentium, quam futurorum notitia volo commendari: quod terram quam in Rodenburg Curti sancti Petri Hassligemensis adiacentem, Rogerus Gandensis & Curturiacensis Castellanus, de me in feodum tenebat, meo consensu, duobus fratribus Bolduino & Linaino de Prato vendiderit, mihiq; pro eadem terra Alodium suum Puderle reddiderit & in feodum de me omnibus filiis suis consentientib. receperit. De l'histoire des Comtes de Guines, écrite par Lambert d'Andres. Hac autem fuerunt ea que per eundem ad eundem Episcopum, de Alodiū, siue pradiū, in feodum commutauit Adela. En vn titre de Ieanne Comtesse de Flandres, & de Hainaut, de l'an 1220. Rogauit me uterque, ut de feodo memorato, hereditatem facerem, & illam Ecclesie conferrem, & de hereditate prefata, facerem feodum, & illud darem Lippino tenendum de me, loco prioris feodi. Cumque homines mei adiurati per fidem, quam mihi debebant, dixissent: per iudicium, quod hoc possem legitime facere: acquieui petitioni ipsorum, & de dicto feodo hereditatem faciens, illam contuli, ob remedium anime mee, & predecessorum meorum, Leonis Ecclesie perpetuo possidendam, &c. Actum Curtraci, anno Domini 1220. Kal. Augusti. Ces tiltres appellent l'Aleu, Pradium: hereditatem.**

Ficis con-
ueris en
Aleu.

Pour les mesmes considerations, souuent, le fief a esté con-
uerty en Aleu, comme en vne condition meilleure & plus ad-
uantageuse. Titre de l'an 1252. *Ioannes de Gand auo miles & filius
domini Theodorici de eodem loco. Vniuersis presentes litteris vi-
suris, salutem in Domino. Sciatis presentes & noscant futuri, quod
etiam terram quam Adelide, soror nostra, & modo uxor Alardi,
à nobis*

à nobis, & à patre nostro, cennis in feodum, & per homagio eandem quitam clamamus, & declaramus, ab omni homagio & censu, tanquam dominus. Volumus autem, & consentimus, ut vendat eandem, si velit, tanquam propriam suam hereditatem, unicuique, salvo quod ei visum fuerit utile & honestum, & quod nullus eandem alienare potest, nisi per consensum suum & voluntatem: Et hoc ratificamus, ex parte nostra, & heredum nostrorum, eidem, & heredib. suis in perpetuum obtinendum, sigilli nostri munimine confirmamus. Datum, Dominica, qua cantatur, *Letare Hierusalem*, Gandaui anno Domini 1252. Des donations de fief faites à l'Eglise pour posséder en Aleu & propriété, il y en a des exemples p. 186. 195. 500. du mesme liure.

Il y a vne autre espee de fonds, & immeuble, different des Fiefs, des Aleus, & des Rotures, que ie ne puis obmettre: appelé, MAINFERME: MANVFIRMA: les contrats & delaissemens, MANVFIRMITAS: dont la condition n'est pas claire. Aucun n'en a escrit, avec soin. Le Boucheiller, qui viuoit l'an 1460, en parle, en diuers endroits, de la Somme Rurale, comme d'une chose commune & connue de son temps. Ragueau, ne rapporte, que quelques articles des Coustumes du Pais bas. M. Pithou, parle du nom, sur l'art. 19. de la Coustume de Troyes. l'en diray quelque chose d'auantage, & non, peut estre, encores, avec intelligence entiere. L'usage de ce mot, MAINFERME, estoit anciennement frequent. Titres de l'Abbaye de Mairemoustier, outre ceux rapportez par M. Pithou. *Notum sit, fratrib. nostris, scilicet, Monachis maioris Monasterij, quod MANVMFIRMAM, quam nobis dedit dominus Othbertus, moriens, apud Vindocinum, calumniatus est, nobis, Gaufridus de Carniaco: dicens, nos debere releuamentum dare, secundum pretium terra, & habere Vicarium in ea: sed cum venerimus de hoc, ad iudicium, disertum & definitum est, releuamentum illius terra, non esse, nisi de pretio census solidorum, & octo solidos, & sex denarios: nec debere in ea esse Vicarium. Quod cum ille non posset, reliquit utramque calumniam, & recepit releuamentum suum, scil. octo solidos, & sex denarios: Quod, ut ille libentius faceret, & res FIRMIOR esset, addimus ei, 40. solidos, & ipse, dedit fideiussorem, Matthaeum de Monte-aureo, quod si quis inferat nobis calumniam, aut damnum, pro sua parte, ille acquiescat calumniam, & damnum*

12
Mainferme,
Manufirma:
Manufirmitas.

*restituet. Actum apud Montem-aureum, in platea mercari, super
stallis: anno Domini Abbatis Bartholomaei, 7. huius rei testes, &c.
Aucte. Notum sit, quod Rotgerius filius Manardi de arenis, ad
extrema perditus, dederit S. Martino, pro anima sua, partem
Alodiorum, & MANVFIRMAE, quam cum Adelelino, fratre
suo, Butafoso cognomine, habebat. MANVS FIRMA, est, apud
Curbaturam, Alodia verò, haud longe apud arcnas. Titre, de
l'Abbaye de S. Cyprian de Poictou. Rainaldus Lemta, con-
cessit Monachis sancti Cypriani, alodem suum, in pago Pictavo,
cui vocabulum Flagiacus: id sunt, quatuor iugera ex una parte,
Alodus & MANVFIRMA ipsius Rainaldi. Il s'en void infi-
nis autres.*

*Mainfer-
mes sont
rentes.*

Les Mainfermes, estoient en effet, terres baillées en censi-
ue, & différentes des Fiefs, puisque le Bouteiller mesmes,
dit, qu'elles se tiennent, EN FIEF RURALEMENT, & les
appelle, Terres renteuses. La qualité Censuelle, se void, dans
le mesme Aucteur. Par l'usage de commune locale, dit-il,
Tenir en Cotterie, si est, tenir toute terre, en possession de Main-
ferme: C'est à dire, qui n'est tenu en Fief, que RURALE-
MENT. On appelle, entre les Coustumiers, Terre VILAINE: &
ne doit homage, service, ost, ne cheuachée, fors la rente aux Sei-
gneurs, aux termes accoustumés: & à la mort, double rente, en
plusieurs lieux: Mais doiuent à leur Seigneur service d'Escheui-
nage. Car le Seigneur de tels tenus de Eschenins, pour traiter &
demander les heritages, entre ses sujets, est tenu, d'en faire
adueft & deueft de heritage, & faire payer les rentes, que tels
heritages doiuent.

La Coustume de Cambresis, tit. des acquests & heritages
de Mainfermes, art. 1. Tous heritages & biens immicubles, qui
ne sont fiefs, sont communément appelez, reputez, & tenus, he-
ritages Mainfermes. En la Coustume generale de Hainaut,
les Fiefs, Aleus, & Mainfermes, ou heritages de Mainferme,
sont tousiours designez, comme diuers. Le semblable, en la
Coustume de Mons en Hainaut. En celle d'Artois art. 14. ces
termes, Terres Cottieres, de Mainferme: au 23. Cotterie, ou
Mainferme, sont tournez, en Latin, par l'interprete Nicolaus
Grosso: Terra Cotteriarum & Manusfirma. Titre de Mairemou-
stier: Dedit, unam Manusfirmam, terra censua, in pago Vindo-
cimensi: census autem istius Manusfirma, denariorum solidis constat

duobus. Autre, de l'Abbaye, saint Cyprian de Poitou. VV. Picta uenſum Comes. Notum fieri cupio, cunctis fidelib. ſancta Dei Eccleſia, qualiter acceſſit ad nos, quidam, fidelis noſter, nomine Ademarus, deprecans nos, ut de ſua MANV FIRMA, qua ei euenit à parte, matris ſue Emma, cuidam ſamina, nomine Giſla, & infantib. ſuis, SCRIPTVM MANV FIRMITATIS, ſub cenſu denariorum duodecim concederemus: & libenti animo, quod petiit, indulſimus: eſt namque, &c. hanc terram, ita circunſcriptam, prædicta ſamina Giſla, & infantibus ſuis, ſub cenſu ſupradicto, concedimus: ad habendum, tenendum, & quicquid iuſſe elegerit, faciendum, nemine interpellante, ipſum cenſum perſoluatur, ad ſiſtituitatem omnium ſanctorum. Auſſi, en diuers endroits, de la Somme Rurale, ſe voyent pluſieurs differences, entre les Fiefs & la Mainferme: fol. 140. de l'ancienne impreſſion. Par la Couſtume de Tourneſis, le fief ne peut eſtre paſſé par decret, dans l'an de l'acquiſition, au preiudice du lignager: & ſic eſt terre tenuë en Mainferme, que l'on appelle, TERRE RENTUESE, il faut ſ'oppoſer au decret. Fol. 154. La femme, participe par moitié, aux heritages tenus en Mainferme, acquis pendant le mariage, au cas qu'il n'y ait point d'enſans: le Fief, demeure entier, à celui à qui a eſté adheruë, & la femme, ne peut pretendre que moitié du prix de l'acquiſition. Fol. 183. Les rapports des terres de Mainferme, ſe doiuent faire par hommes tenans en Mainferme, qu'il appelle, au meſme lieu, Hommes de COTTERIE. Fol. 177. En terre de Mainferme, ne choit point de bail: mais, y appartient garde d'enfant: & garde de biens, ne bail, n'appartient, ſinon à terre noble, & entre nobles perſonnes. Fol. 182. Si le baſtard qui decede, a heritages, la femme en a la moitié, durant ſa vie, & apres ſa mort, le Seigneur l'emporte, ſoient Fiefs, ou terre de Mainferme. Fol. 186. parlant de la Viuelotte, il vſe de ces termes, Terre de Cotterie, qu'aucuns appellent de Mainferme. Fol. 187. Terre non noble, & tenure de Mainferme.

Et combien, que les Mainfermes fuſſent en cenſiue & cotterie, il faut neantmoins reconnoiſtre, qu'elles eſtoient différentes d'auéc les rotures ordinaires. Le ſeul nom, le monſtre: car les delaiſſemens en cenſiue, portent, in Cenſum: in Vſenagium: En Cenſiue, en Vilenage: La Mainferme, auoit vn nom particulier: MANV FIRMITAS; Cenſiue de Main-

ferme. En vn titre du Prieuré S. Lazare, près Paris, de l'an 1250. *Vniuersis presentes litteras inspecturis, Off. Curia Parisiensis, salutem in Domino. Notum facimus, quod in nostra presentia, constituti, Guido de Balleolo, armiger, & Sedilia eius uxor, asseruerunt, quod habebant, possidebant, & percipiebant, annuatim, in octauis sancti Dionysij, super quibusdam terris & vineis, sitis, circa Montem martyrum, 15. solidos Parisienses, DE CAPITALI CENSU, qui census dicitur, CENSUS DE MANVFIRMA: quem censum, & quicquid iuris, & dominij, & iustitie, in eodem censu de MANVFIRMA habebant, & habere poterant, quoquomodo, recognouerunt, se vendidisse & concessisse in manu mortua, Priori & fratrib. sancti Lazari, in perpetuum, pro 10. lib. Paris. iam soluis à Priori S. Lazari predicti in pecunia numerata.* En vn, de Vendosme, cy apres transcrit, de l'an 1002. *CENSUALITER AD MANVFIRMAM.* Titre du Prieuré de Nostre Dame des Champs, prez Paris. *Vualterus, cognomine Mischinus, tribuit eis, terram arabilem DE MANVFIRMA. Autre: Vineas, Gaultero maiori Vistriaci, sub manu firma tenere concessimus.*

*Principales
différences.*

La diuersité des noms, induit vne consequence, de conditions, & d'effets diuers: Entre lesquels i'en recognois deux; L'vn: que plus ordinairement, en cas de vente d'vne Mainferme, il n'y auoit point de lieu au retraict lignager. Ce qui est precisément statué par la Coustume de Cambresis, tit. des Acquests & heritages de Mainferme. Je dis, plus ordinairement: d'autant, que absolument, le retraict n'en est pas retranché: Ains en diuerses Coustumes du Païs-bas, il est receu, ez Mainfermes, en autres termes neantmoins, que és Fiefs. L'autre diuersité d'auec les Fiefs, est: que par le decez du preneur, sans entans, la Mainferme retournoit au bailleur: ce qui ne s'observe au Fief, ny à la Censive, lesquels passent aux collateraux, & sont subjets au retraict lignager & feodal.

Reste, de monstrier, en quels termes, estoient conceus, les contrats de Mainferme. Titre de l'Abbaye de Vendosme.

*Formulaire
de delaisse-
ment à
Mainferme.*

*In Christi nomine, Burcardo Comite, fauente: Iauclinus & uxor sua, Dementrudis, qui aliquid ex reb. sancti Dionysij tenere uide-
mur: Notum sit omnib. sancte Dei Ecclesia fidelib. iam presentib. videlicet, quam futuris: quia petierunt nos, quidam samina, no-
mine Dorla, cum filio suo Vanano, ut eis, ac vni, eorum heredi,*

vnam Ecclesiam, in honore S. Dionysij dicatam, CENSUALITER AD MANVFIRMAM CONCEDEREMVS: quod quidem fecimus: Est autem ista Ecclesia, in Comitatu Cenomania, in villa qua vocatur Tauriacus: ACCENSIVIMVS EIS, ut annis singulis, in festiuitate sancti Dionysij, denarios duodecim, in censum persoluant: & si de hoc CENSU negligentes extiterint, legaliter emendent. Quisquis autem eorum, supervixerit alterum, FIRMITER teneat; Et ut chartula per longa tempora maiorem & deinceps obtineat vigorem, manib. propriis subter eam FIRMAVIMVS. Signum Burcardi Comitis, signum Gautcelini, qui hanc chartulam fieri iussit, vel AD FIRMARE rogauit, &c. Data in mense Aprili anno millesimo II. regnante, Hugone Rege. Autre delaissement en Mainferme: en vn titre de S. Cyprian de Poitou: Autre de S. Lazare, & de Nostre Dame des Champs, cy-dessus rappez.

Le nom, MANVFIRMITAS, se rencontre, souuent, en vn sujet beaucoup plus noble. Les Patentes des Rois, estoient firmata appellées, MANVFIRMATA, comme autorisées, par la signature & main du Prince. Titre de S. Martin des Champs, à Paris. *Ego Rex Henricus, & Regina pariter, & Philippus, filius meus, cum fratrib. suis, Manusfirmatam corroborauimus. C'est ce qui se lit, en la fondation de l'Abbaye, de S. Pierre de Sens: Ego Clodouus, in Des nomine, Francorum Rex, MANV PROPRIA FIRMAVI, & subscripsi, &c. Ce discours seroit long, & hors de son lieu.*

Auant de s'esmer: le desiré répondre, à vn doute, souuent formé: Si la disposition des Aleus, estoit anciennement libre: si le possesseur les pouuoit donner, ou vendre, & si les filles n'y succedoient point.

La decision, est iustificée, par nombre de titres de l'antiquité. Qu'il ne fust pas loisible de disposer de son Aleu, c'est à dire, de son propre ancien: Exemple au Chartulairé de Vendosme. *Fuit mulier quadam in pago Vindocini, Fredicta nomine, qua habuit Alodia, iure hereditario à progenitorib. suis: erat que Alodia ipsi, in duobus separatis locis: vno, scilicet, apud Luriacum; alterum, apud villam, qua dicitur Sigon. Hac accepit maritum, hominem quendam, qui dictus est Guit aldius: manserunt que diu pariter, bene, secundum seculum, habentem sibi sufficientem conductum. Sed cum paulatim, tempora fieri cariora cœpissent, ad tantam*

¹³ *Aleu, anciennement inalienable, sans le consentement*

paupertatem deuenerunt, ut victus & vestitus sufficientiam nisi pradia alodia venderent, habere non possent. Nolens autem, mulier, ad quam ius Alodiorum maxime pertinebat, alienare hereditatem suam, ab agnatione sua: venit primum ad Geruasium filium Lanselini, qui habebat uxorem quandam ipsius cognatam, filiam, scilicet, Drogonis, Fratris Matthei de Monte-aureo: dixitque illi, paupertatem suam: & rogauit ambos, ut predicta alodia sua capientes in manum suam, victu, se, & virum suum, quandiu viverent, tali conditione sustentarent, ut post mortem suam, tam ipsi, quam tota progenies post ipsos, alodia sua possiderent. Quod Geruasius, & uxor penitus facere noluerunt: at mulier, & vir eius, cum unde possent viuere, non haberent, nullumque adiutorium, apud sibi proximos sanguine reperirent, se quoque mori fame pati non vellent: consilio accepto, venerunt ad Monachos S. Trinit. deliberatione facta, ut darent eis, supradicta alodia: Per eandem conuentionem qua Geruasius, & uxori eius ea dare voluerant: sed mulier precauens in futurum, dixit, se nunquam Ecclesia donaturam aliquid, quod ei, post mortem suam, à parentib. suis aliqua occasione posset auferri. Reliquit ergo Alodia, villa Sigonis, supra memorato Drogoni de monte aureo, qua componebant illi consanguinitatis iure, à parte matris. Illa verò de Listriaco, qua habebat de patre suo, & qua calumniari, vel cognatus, vel aliquis alius, nec iure poterat, nec debebat, donauit S. Trinitati, & Monachis eiusdem loci habenda perpetuo, & tenenda.

Pour valider les dispositions du Propre, le consentement des proches & heritiers presomptifs estoit désiré. Entre les titres du Prieuré S Martin des Champs, y en a vn, de l'an 1096. Hugo, filius Friderici, dedit Ecclesia sancti Martini, de Campis, villam, que dicitur Vexica vouei, &c. Adiecit, huius dono, duas areas domorum, cum omnibus redditibus, qua de ipsis consuetudinibus exeunt, scilicet iustitia, teloneo, foratione vini, pedagio, cum omnibus redditibus, qua de ipsis consuetudinibus percepit. Habebat autem dominus Hugo, duos nepotes, filios Siguini fratris sui, quorum vnus, qui maior natu erat, Fredericus vocabatur, & Paganus Ruffus cognominabatur: alter verò Mauricius dicebatur: sine quorum concessione, elemosyna domini Hugonis stabilis esse non poterat. Hi enim post decessum eius, heredes esse debebant. Timens ergo, memoratus Hago, eorum calumniam, per obitum suum sancti Martini Ecclesia, adfirmatam: rogauit eos, multis precibus, ut elemosynam,

quam pro redemptione anima sua, supradicta Ecclesia fecerat, sua concessione confirmarent, & eleemosyna participes fierent. Qui tandem, precibus eius emissi, ad S. Martinum venientes, in societate orationum, & beneficiorum, eiusdem Ecclesia, à senioribus, in capitulo, sunt recepti, & pro tanta societatis recompensatione, donum, de quo sermo habetur, quod patruus eorum fecerat, sua concessione, confirmaverunt, illudque super principali B. Martini altari. posuerunt, audientib. & videntib. his testibus.

Que les filles ne fussent pas capables de succeder, à ces Pro-
pres, comme en estant excluses, reduites aux seuls meubles, il se
void par les Loix Ripuaires, & autres: l'adiouste, qu'ils se parta-
geoient entre les freres, par egales portions. Titre, de l'Abbaye
de Vendosme. *Quando pacem fecit G. Comes, cum Gervasio Epi-
scopo, per inuoluntatem illam, qua, effractura coxa, apud Vindocin-
num decubuerat, coactus est, dare illi aliqua suorum hominum ca-
samenta: hoc est Salomonis de Lauarino, & aliorum. Auctori-
tate veterum patrum, nostri Monasterij, omnes docemur descri-
bere, utilitates: & merito: quia, sicut ait scriptura, multorum, &
refrigescit charitas, & è contrario, crescit malitia. Qua propter,
ego Rainaldus humilis Abbas, omnisque sancte Trinitatis congre-
gatio, quandam convenientiam, quam cum Rogerio VVuachelini
filio, de alodiis de Curte Ozillo habuimus, posteritati perpetua ha-
bendam curamus: quia, sicut plerique noscunt, ipsi tres fratres fue-
runt, quorum vnus, nomine Goffridus, qui in Francia morabatur,
suam partem ipsorum alodiorum, pro redemptione anima sua, pa-
rentumque suorum, nobis pleniter contulit. Aliam verò partem,
pro receptione vnus fratris, nomine Ingelgerij, ambo similiter
præbuerunt. Sanè quidem Rogerius, qui erat frater tertius, & se-
nior alodiorum esse videbatur, tali tenore, suam tertiam partem
donauit, ut dum viueret, ab Abbate istius loci in feuo teneret: si
verò absque hærede ex propria uxore, ex hac luce migrasset,
omnis alodiorum integritas, sine ullo calumnia, reuertisset. Et ut
hæc conspiciatur firma permaneat, nomina eorum, qui præsentem
asserunt, conscriptione depicta sunt. Au Chartulaire de l'Ab-
baye de Beaulieu. Dimitto filios meas ad iudicium Stephani
cognati mei, & Rasibaudi fratris mei, & uxoris meæ, & fidelibus
meis: Quatuor Masadas, in vineis vetulis, & prope, in ali-
quibus locis, de vineis. Omnem alium ALODIUM meum, filij
mei equaliter inter se diuidant; & si, vnus, sine filio legitimo*

14
Filles en
essoient ex-
cluses.

mortuus fuerit, ad alterum remaneat. Au Chartulaire de Maitemouftier, article 109. Fulcodius, de villa Calidomis, quando mortuus fuit, ALODEM, suum, idest villam Calidomis, infantib. suis reliquit, qui etiam, fraterno more, per partes eam dimiserunt, & vita sua, quique solidè, & quietè tenuerunt: Vnus verò ex ipsis, Gislebertus nomine, cum diem suum, mortis cerneret imminere, suam partem, de predicto ALODE, dimisit, Ramburgi sorori suæ, & per talem convenientiam, ut quam ipsa diu viveret, eam partem teneret. Post obitum alicuius suum, partem amborum, Gisleberti, & Ramburgis, pro animabus eorum, in sancti Martini transirent dominium. Ramburgis ergo, cum moreretur, apud Monasterium, iussit deferri corpus suum, & per Hamaricum presbyterum, qui corpus illuc deduxit, donum de ipsis alodibus transmisit. Isenburgis quoque soror eius, femina Hildealdi, vidente Iedelino, dum migraret à seculo, suam partem reliquit sancto Martino. Sed Fulcolinus adolescentior frater, cupiditate excacatus, futuri finis ignarus, dono non concessit, CUNCOS ALODES S. MARTINO TULIT: breui tandem tempore, horribili morbo correptus est: cuius dum angustaretur, cruciatibus, Sanctum Martinum, cepit invocare, seque reum de alodibus, quos ei tulerat, vehementer increpare. Accepit igitur dono, eos reddidit, uxore eius faciente, in cuius fuerant conscripti dote.

Disposition
libre, des
Acquest.

La condition des Propres est esclairee. CELLE DES ACQUESTS, ne desire pas grande demonstration. Vn exemple suffira, tiré du Chartulaire de Vendosme, de l'an 1039. Notum sit fratribus nostris: scilicet Monachis maioris Monasterij; quod, quando Guismundus dedit nobis molinum suum, calumniatus est eum, Solomon filius Orradi, pro quadam convenientia, quam habuerat pater Guismundi, cum Orrado patre illius: Guismundus enim, pater illius Guismundi, tenebat, ab Orrado quandam feuum, in Francia; hoc est Curtem de Hilmarense, quam vendidit, 7. lib. denariorum, de quo pretio emit, illum molendinum. Quod tali pacto concessit Orradus, ut tantum teneret, ipsum molinum, de eo in feuum, donec emitteret, eodem pretio, aliquid, quod in perpetuum teneret, de eo, aut ipsius septem libras ei reddidisset. Propter hanc ergo convenientiam, iudicatum est, in Curia Fulconis Vindocensensis Comitum, quod Guismundus, si molinum vellet dare, aut 7. lib. redderet Solomoni, aut eodem pretio aliquid emeret, quod de eo teneret. Ille autem volens acquirere donum,

domum, quod pro ipsius anima faciebat, reddidit Salomoni 7. lib. denariorum, & ita habuimus molinum solutum, & quietum, & tenuimus eum postea decem annis, vel amplius, sine vlla calumnia. Post hac, calumniatus est eum, Nichardus filius Guisleberti; dicens, Guismundum non potuisse eum dare, eo quod, Maritigium fuisset matertera sua, hoc est matris Guismundi: De qua re venerunt ad placitum, ipse, & Guismundus, cum domino Odono, tunc priore nostro, apud Vindocinum, ante Comitem Guidonem, in domo Ingelbaldi Brittonis, & ibi narrauit Guismundus, quomodo pater emerat molendinum, sicut superius dictum est. De qua emptione, cum haberet testem Viuanum caput ferri, iudicatum est calumniam, eius iniustam esse. Guismundus enim, cui Nichardus modo calumniabatur, emerat molinum, tunc, quando illas 7. lib. pro eo reddidit Salomoni. Et quia emptio sua erat, poterat eam dare, cui volebat, sine vlla contradictione. Ces difficultez, fortes en apparencé, sont aneanties par la cognoissance du nom, & des temps.

Anciennement, comme i'ay cy-dessus remarqué, ALODVS, ¹⁵ ALODV, ALODIUM, signifioit vn heritage propre, attaché aux familles, comme par des racines & liens puissans, deus ^{Alodium,} à l'espargne, aux veilles, & au trauail des ancestres, ^{quignifera} ^{pour ac-} ^{quest.} *Quod quest. proauus, quod auus, quod pater excoluit.* De ces propres, il n'estoit pas loisible de disposer, sans le consentement des heritiers. Aussi les filles n'y succedoient pas. Des acquests, la disposition estoit entiere. C'est pourquoy, nous voyons, si souuent, cette rencontre, & concurrence: *Tam de Alodo, quam de comparato*, exemple, dans Miræus donat. Belgic. lib. 1. cap. 8. Donat. piar. c. 95. &c. Je ne veux pas nier, que souuent, ALODIUM, comme vn mot general de possession, ne soit donné aux acquests, comme ont remarqué quelques grands personnages: auxquels i'adjoûste, *Donauimus Alodium, quod comparauimus.* Patente dans Miræus, Dipl. Belgic. 1. c. 75. Donat. piar. lib. 1. c. 69. Mais ces establissemens, conuenables à la naissance de nostre Monarchie, ont depuis esté changez. Des propres anciens, aussi bien que des acquests, il nous est loisible de disposer absolument, sinon, sous la Coustume de Boulenois, & semblables, qui desirent le consentement de l'heritier. Mais ces Aleus anciens, signifians les propres, n'ont rien de commun avec les Francs-aleus de nostre temps, qui consistent plus

souuent en acquests, que propres, non liez à aucune prohibition : & dont, comme du reste de nos biens, nous pouuons disposer, & les transmettre à nos enfans de tous sexes, suivant les Coustumes.



SI LES TERRES APPARTENANTES aux Rois, d'acquisition, donation, succession, confiscation, sont Alodiales : Et si les Rois en rendent homage, payent lods, ventes, censues, &c. aux Seigneurs dont elles releuent.

CHAP. II.

LE doute est grand : Si les Rois doiuent homage, aux Seigneurs particuliers, leurs sujets, dont releuent les terres par eux acquises, ou à eux escheuës par confiscation, donation, aubeine, desherance, ou autrement. Plus : Si les Rois, doiuent quint, requint, lods, & ventes des acquisitions : & si des rotures, ils doiuent continuer les censues, champart, & autres droicts, introduits par les Coustumes.

La premiere question, est à present sans difficulté. Car, comme le Roy est au dessus de tous ses sujets, ils ne luy peuuent demander homage, qui est vne submission personnelle, obligée à diuers respects, deferences, assistances, non conuenables à vn Souuerain.

Mais quoy ? dit-on : Le Seigneur de fief, par le changement de vassal, déchérera il de ses droicts ? & la rencontre du fief seruant, en la personne du Roy, affoiblira-elle la condition du Seigneur ? Il n'est pas inconuenient, que en quelques cas, la condition du Seigneur puisse accroistre ou diminuer, comme au fait des Parages : & l'eminence du Roy, auquel toutes choses sont submises, au dedans de son Estat, le met hors les regles ordinaires.

Anciennement: Quand par acquisition, confiscation, ou autrement, il arriuoit aux Rois vn hief, ils rendoient aux Seigneurs, les hommages, faisoient les submissions, par Procureurs, & en la mesme forme que les particuliers. l'en ay veu des definitions precises. En l'Abbaye de Moyslac, titre de l'an 1284. *PHILIPPVS, Dei gratia, Francia Rex. Notum facimus vniuersis tam presentibus, quam futuris: Quod cum nobis constet, quod ea, quae habemus & tenemus, in villa Moysiaci & Prouillia, & in honorib. sancti Petri Moysiacensis, PRO ABBATE MILITE, Comites Tholozani, à Monasterio Moysiacensi, in feudum, cum homagio tenuerunt, & nos etiam recognoscimus, nos tenere in feudum, pradiſta à dicto Abbate & Conuentu: ET QVIA, REGES FRANCIAE, NON CONSERVAVNT, ALCVI HOMAGIVM FACERE, Volumus & concedimus, quod, ratione dicti feudi, Senescallus noster Casurcensis, quicumque, pro tempore, fuerit, in noua institutione sua, ipsis Abbat & Conuentui faciat fidelitatis iuramentum, nullo alio mandato nostro, vel heredum nostrorum, super hoc, expectato: Quod ut ratum & stabile permaneat, in futurum, presentibus literis, nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisiis, anno Domini 1284. mense Septembri.*

Autre; entre les iugez anciens de la Cour, de l'an 1313. *Die Iouis, ante Latere Ierusalem:* Les biens de Louis de Flandres, Comte de Nevers, ayant de long-temps esté confisquez, pour crime de leze-Majesté, l'hommage estant deu à l'Euesque d'Auxerre, à cause de la terre de Donzi: Il est ordonné, que celui qui sera commis, & député par le Roy, pour rendre la foy & homage, au lieu du Roy, pour ladite terre, sera receu, eo modo, quo ceteri, eius terra possessores, consueverunt. *CVM REGES FRANCIAE, SVBDITIS SVIS, HOMAGIVM FACERE, NVNQVAM FIERI CONSVETVM.*

L'an 126. le Roy Louis, s'obligea enuers l'Euesque de Paris, luy rendre la recognoissance & fidelité, à cause du delaiſſement à luy fait, de quelques droicts, au lieu appellé Champeaux, à present, dit, les Innocents *In nomine sanctae Trinitatis: Ego Ludouicus, Francorum Rex. Notum fieri volumus cunctis fidelibus, tam futuris, quam instantib. quod in loco, qui in suburbio Parisiensi, Campellus appellatur, eiusdem loci fossatum, ad beata Maria Parisiensis Ecclesiam, & ad Parisiensem*

pertinet Episcopatum: fidelis verò noster, Stephanus, venerabilis Parisiorum Episcopus, totius Capituli Beata Mariae communi consilio: & assensu, hoc tenore, & hac pentione, sibi nos associavit, & participes & consortes prædicti fossati, nos ita fecit, ut de censu illius terræ, aliis, de forisfactis, de venditionib. emptionib. de quasib. insuper de omnib. illius terræ redditib. quocumque modo, siue iuste, siue iniuste habitis, & habendis, tertiam partem prædictus Stephanus, & omnes eius in Episcopatum successores, in perpetuum, liberè & quiescè possidentes: nos verò, & heredes nostri, de omnibus dictis redditibus, supranominati fossati, duas reliquas partes, in perpetuum haberemus: nihil autem omnino, vel nos, vel ministeriales nostri, in illa terræ caperemus, de quo Episcopi, vel ministeriales sui, tertiam partem non haberent. Præterea constituimus, VT PRÆPOSITVS NOSTER, DE ILLA TERRA, EPISCOPO PARISIENSI, QVICVNQVE ESSET, FIDELITATEM FACERET, & neque præpositus noster, sine præposito Episcopi, & neque præpositus Episcopi, sine nostro præposito, in illa terræ ageret. Quod ne valeat obliuione deleri, scripto commendauimus, & ne à posteris possit infirmari, sigilli nostri auctoritate, & nominis nostri charactere, subterfirmauimus. Actum publicè, Parisiis, annuente filio nostro Ludouico, iam in regem sublimato: anno Incarnati Verbi 1126. regni nostri 29. Regni filij Ludouici nostri anno 4. Adstantib. in Curia nostra, quorum nomina subtitulata sunt, & signa. S. Radulphi Viramandorum Comitis & Dapiferi nostri, S. Vuillelmi Buticularij, S. Hugonis Constabularij, S. Hugonis Camerarij. Datum per manum Stephani Cancellarij.

Iusques alors: Il n'y auoit point de regle establie, pour l'indemnité des Seigneurs, en cas d'acquisitions, donations, ou confiscations. Le Roy Louis le Jeune, desirant euer l'hommage, deu à l'Euesque d'Amiens, à cause du Comté de Vermandois: Par Patentes, del'an 1185. luy remit, *Procuracionem*, que les Arrests ont interpreté le droict de Regale, moyennant la remise audit Seigneur, faite par l'Euesque, del'hommage, à cause dudit Comté. Je l'ay apri du liure des Antiquitez d'Amiens. *Procuratio*, naturellement signifie autre chose.

Quelquesfois, les Seigneurs de fief, Ecclesiastiques, dont les Rois releuoient, ont trouué bon, de descharger entiere-
ment les Rois, de la prestation d'hommage, & la tenir en sus-

pers, tant qu'ils seroient possesseurs. L'Abbé & Religieux de S. Denys, par acte du mois de Mars 1269. conuiennent, que le Roy, à cause du Comté de Clermont, relevant d'eux, soit deschargé de l'homage: A condition: *quòd si fortè dictum Comitatum, extra manum regiam, posuerimus, quicumque dictum Comitatum tenebit, siue filius sit noster, aut quicumque alius, Abbatì sancti Dionysij in Francia, qui, pro tempore, fuerit, teneatur homagium facere.* Pendant la subsistance du Comté de Clermont, en la personne du Roy, les droicts dorment & reposent; par leur decez, ou alienation, ils deuroient renaistre. Le titre est au Chartul. de S. Denis.

En l'année 1315. au mois de May: Louis le Hutin, sur la remonstrance de la Noblesse de Champagne, fit vne Ordonnance, dont le 3. art. porte, vne forme de soulagement, & indemnité, aux Seigneurs, en ces termes. *Item, sur ce qu'ils disoient, que nous ne poons, rien acquerre, ne nous acquerre en lors Baronnies, terres, fiefs, arriere-fiefs, ou censives, ne és Aleues, seans en lor terres: Nous leur auons accordé, & octroyé, que nous n'acquerrons rien en lors fies, sans lor consentement, par maniere d'achat, ou par autre contract volontaire: Mais ce que il nous venra, par forfaiture, ou par autre esboise, nous retenirons, se il nous plaist, en baillant au Seigneur, de qui fie il mouuera, homme souffisant, pour le fie, ou faisant souffisante recompensation de cely fie.*

Ainsi, le choix de faire homage, par Procureur, ou payer le droict d'indemnité aux Seigneurs, a esté introduit, en faueur du Roy. Les Rois, ont longuement commis, quelqu'un de leurs Officiers, pour la prestation des homages, jaçoit que moins conuenable, que la recompense. L'an 1350. le grand Chambellan, au nom du Roy, rendit homage à l'Euesque de Paris, à cause des Chastellenies de Tournant & Torcy. *IOANNES, Deignatus, Francorum Rex. Vniuersis, &c. Notum facio, quòd cum Castra & Castellania nostra de Tormanto, & de Torciaco, in Bria, quæ, ad presens, in manu nostra tenemus, moueant & teneantur, seu teneri debeant in feudum, ab Episcopis Paris, ratione Episcopatus prædicti, prout de hoc fuimus competenter informati: & nos iura Ecclesiarum & Prælatorum regni nostri temporibus nostris imminui, sed potius augmentari, prædecessorum nostrorum insequendo vestigia, non velimus: Dilectis & fidelis Consiliariis*

& Cambellanus noster, Robertus de Loriaco, de precepto nostro, etiam nomine, & pro nobis dilecto & fideli Cancellario & Consiliario nostro, Petro de Foresta, Episcopo Paris. recipienti, nomine & ratione Episcopatus pradiſti, homagium fecit, & præsitiit, de Castris & Castellaniis pradiſtis. In cuius rei testimonium, sigillum nostrum secretum, presentibus litteris apponendum duximus. Datum apud Pisiacum, 6. die Aprilis, anno Domini 1350. Per Regem, D. Blonſet.

Voicy deux autres exemples, tirez du Liure noir du Chastelet, par lesquels le Roy Charles V I. l'an 1422. & Henry d'Angleterre, loy disant Roy de France, l'an 1423. commettent leur Procureur au Chastelet, pour la prestation d'homages, des terres confisquées. CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France: A tous ceux, qui ces presentes lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons député, & députons, M^e JEAN LE ROY, nostre Procureur, au Chastelet de Paris, pour, & ou lieu de nous, à homme & vassal, de ceux, de qui sont mouvans & tenus en fief, les terres, possessions, & seigneuries, à nous adueniës en la ville, & Vicomté de Paris, depuis quatre ans en ça; & en faire les debuoirs, tels qu'ils appartiennent. Et pource, que lesdites terres sont assises en diuers lieux, & distraites les unes des autres, & mouvans en diuerses terres & seigneuries, parquoy, bonnement ledit M^e JEAN LE ROY, sans pretermision de son office, n'y pourroit aller en personne: Nous avons voulu, & voulons, que il puisse faire les choses dessusdites, par Procureur suffisant, fondé & pooir, ceste fois tant seulement, & iusques à ce, que autrement en soit ordonné: & sans ce, que ce puisse tourner à prejudice, à ceux, dont icelles terres sont mouvans: Et luy enjoignons, que en ce, face telle diligence, que par son défaut, & negligence, nous n'ayons aucun dommage. Donné à Paris le 21. iour de May, l'an de grace 1422. & de nostre regne le quarante-deuxiesme. Ainsi signé, Par le Roy, à la relation du Grand Conseil, N. Boulengier.

HENRY, par la grace de Dieu, Roy de France & d'Angleterre: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que comme autresfois, a fait, nostre tres-cher Seigneur & Ayeul, feu le Roy Charles, dernier trespassé, à qui Dieu pardoint, par ses Lettres sur ce faites, données le 21. iour de May, dernier passé, Nous avons député & députons, M^e JEAN

LE ROY, nostre Procureur au Chasselet de Paris, pour, & en lieu de nous, à homme & vassal, de ceux, de qui sont mouvans, & tenuz en fief, les terres, possessions, & seigneuries, à nous aduenues, en la ville, & Vicomté de Paris, depuis quatre ans en ça; & en faire les debuoirs, tels qu'il appartient. Et pource, que les terres sont assises en diuers lieux, & differents les uns des autres, & mouvans en diuerses terres & seigneuries; Parquoy, bonnement ledit M^r JEAN LE ROY, sans pretermision de son offise, n'y pourroit aller en personne; Nous auons voulu, & voulons, qu'il puisse faire les choses dessusdites par procureur, suffisamment fondé, pour ceste fois tant seulement, iusques à ce, que autrement en soit ordonné: Et sans ce, que ce puisse tourner à preiudice, à ceux, dont icelles terres sont mouvans. Et luy enjoignons, que en ce, face telle diligence, que par son deffaut, & negligence, nous n'ayons aucun dommage. Donné à Paris, le 15. iour de May 1423. & de nostre regne le premier. Ainsi signé, Par le Roy, à la relation du Conseil, tenu par l'ordonnance, de Monsieur le Regent, de France, Duc de Bedford.

Combien que les Arrests & Patentés des années 1284. & 1315. soient conceus, en termes generaux, & absolus, pour rendre, au nom des Rois, homages des fiefs, à eux escheus, ou acquis: le n'en voy neantmoins l'effet, qu'enuers les Ecclesiastiques: & n'ay veu aucun exemple, à l'esgard des Seigneurs laïques.

Et à present, ceste forme de recognoissance, est entierement esteinte: Les Rois ne rendent, ny en personne, ny par Procureur, homages à leurs subjets, de quelque condition qu'ils soient. Pierre de S. Iulien, liure 3. des Antiquitez de Malcon, a remarqué le temps de cette descharge, ditant, que le sieur Chancelier du Prat, sollicité, de remonstrer au Roy François, qu'il conseruast aux Seigneurs en son Royaume, les droicts de fiefs qui leur appartiennent, & que à l'imitation de ses predecesseurs Rois, il luy pleust ESTER AV DEVOIR: Il répondit. *Sainct Antoine, c'estoit son serment, chacun tient du Roy, le Roy ne tient de personne.* Et par ce rebut, osta, dit-il, tout espoir, aux pretendans, d'auoir raison.

Or, combien, que la grandeur des Rois, les dispense des homages, qui regardent les personnes; Il seroit inuite, que les droicts de lods, & ventes, à cause des mutations, fussent dé-

niez; & les censives, & rentes deuës par les fonds, aneanties. Ils sont deus, non par les Rois; mais par les heritages. L'estude, & la curiosité, m'ont donné quelque cognoissance, del'ancien vsage. Pour le payement des lods, & ventes, & compositions faites aux Rois, i'ay veu vn exemple notable entre les titres de l'Archeuesché de Paris, de l'an 1388.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France: A nos amez Conseillers, les Gens de nos Comptes, à Paris, & ceux qui sont ordonnez sur le fait de nostre domaine, & Tresoriers, à Paris, Salut, & dilection. Comme nous auons, n'agueres, achepté de nos tres-chers, & tres-amez, tante & cousin, la Roynie, & le Roy de Ierusalem, & de Cecille, son fils, une maison, en nostre ville de Paris, pres la porte S. Honoré, nommée, la maison de la Hargue, pour le prix & somme, de douze mil francs, laquelle est en la censive de nostre amé, & feal, CONSEILLER ET PRESIDENT EN NOSTRE CHAMBRE DES COMPTES, L'EUESQUE DE PARIS, à cause de son Euesché: pour laquelle vendition, de ladite maison, nous fusions tenus, à nostre Conseiller, en la somme de mil francs, à cause des ventes, deuës pour ladite maison, laquelle nous auons depuis donnée, à nostre tres-cher & tres-amé frere, le Duc de Touraine: & depuis, nostredit Conseiller, nous a supplié, que nous luy voulussions faire satisfaction, & payement, desdites ventes, montans à la somme de mil francs, laquelle il nous quitte liberalement, pour la somme de cinq cens francs: Nous voulons, satisfaction estre faite à nostredit Conseiller: Vous mandons, & à chacun de vous, si comme à luy appartenra, commendons; que lesdits cinq cens francs, vous satisfiez payer, & deliurer, à nostredit Conseiller, ou tellement les assigner, que satisfaction briefuement en peut estre faite: Car ainsi le voulons nous estre fait, & à nostredit Conseiller, l'auons octroyé: nonobstant quelconques ordonnances, mandemens, ou defenses à ce contraires. Donné à nostre Chastel du Louure, le second iour de Ianuier, l'an de Grace 1388. & de nostre regne le neufiesme. Ainsi signé, Par le Roy, Monseigneur le Duc de Bourbon; Vous, Messieurs, &c. presents Montags.

Pour la continuation des censives, sur les heritages acquis par les Rois, i'en ay des exemples. La vente faite au Roy Louis le Jeune, par l'Euesque de Paris, l'an 1126. cy-dessus employée, fut agréée par le Pape Innocent: Mais à condition d'homage,

d'homage, & payement de lods, & ventes, és mutations, & de continuation des censives. *Conuentionem inter te, & Christianissimum, filium nostrum, Ludouicum, Regem Francorum, illustris memoria factam, de loco, in suburbio Parisiensi sito, qui Campellus nominatur, tibi confirmamus: ita videlicet, ut tertia pars totius fossati, illius terra, siue in censu, siue in emptionib. venditionibus, questib. aut aliis quibusdam modis, si aliquid inde processeris, tibi & successorib. tuis, absque diminutione aliqua, persoluatur. Dua verò reliqua partes, regali fisco reddantur. Quicumque verò fueris Prapositus regis, super hoc, fidelitatem, tibi, tuisque successorib. faciat, & tuus, Regi, & successorib. suis. Datum Laterani.*

Autre semblable, du Pape Eugenius, An. Dominica Incarnationis 1147. Datum Parisius.

Ce titre est au tresor de l'Archeuesché. Et entre ceux du Prieuré de S. Denis de la Chartre, i'ay apris, que l'an 1204. le Roy, ayant acquis, par eschange, le fonds, sur lequel est baillie la tour du Louure, constitua au profit des Religieux de l'Abbaye S. Denis de la Chartre, Seigneurs fonciers, vne rente annuelle, laquelle se paye encore à present, par le Receueur du domaine. *PHILIPPVS, Dei gratia, Francorum Rex; Omnibus, ad quos littera presentes peruenerint, Salutem. Noveritis, quòd, nos, pro excambio terra, quam Monachi sancti Dionysij de Carcere, habebant, ubi turris nostra de Louure sita est; eisdem Monachis, assignamus, triginta solidos, annui redditus, capiendos ab ipsis, singulis annis, in festo sancti Remigij, in prapositione nostra, Parisiensi, per manum Prapositi nostri Parisiensis; tali conditione, quòd, post eundem annum, singulis diebus, quibus Prapositus noster Parisiensis, predictos denarios retinueris, postquam à Monachis, super hoc, fuerit requisitus, idem prapositus nobis dabit quinque solidos pro emenda. Actum Parisiis, anno ab Incarnatione Domini 1204. mense Augusti.*

Les Rois, estans chefs de la Iustice, par laquelle ils regnent, ne doiuent pas despouiller leurs subjets, ny affoiblir leurs droicts, par ceste rencontre, qui rehausse le fonds, de dignité, & ne change pas la condition.

La iustice du defunt Roy, enuers la Dame d'Alouville, est remarquable. Là terre, autrefois dite, le Desert de Fontainebleau, ancien sejour & delices, de nos Rois, ayant esté

accreuë par diuerſes acquisitions, de terres, redeuables, de cenſiues, enuers la Dame d'Alonuille: Le deſunſt Roy, reſolut d'y adioindre, les terres & ſeigneuries d'Arton, Monceau, & partie de la ſeigneurie de Fontainebleau, appartenans à Dame Gabrielle d'Alonuille. Par Arreſt du Conſeil, les ſieurs le Febure, & le Gras, Treſoriers de France, à Paris, furent commis, pour faire l'eualuation, afin de paruenir à l'eſchange, avec les terres de Sury, S. Romain, Montſeupt, & S. Marcellin, aſſiſes au païs de Foreſt. Au ſecond article, de l'eualuation, ſont compris, les droicts ſeigneuriaux, deus à ladite Dame, à cauſe des acquisitions, mouuantes de ſa cenſiue: Et par le contract d'eſchange, du 9. Auiil 1609. ſont mis en compte les droicts de lods & ventes, & reuentes, qui eſtoient deus, à cauſe des acquisitions, faites par ſa Maieſté, d'heritages, mouuans de la cenſiue de ladite Dame, ET LE DROICT D'INDEMNITE', deu à cauſe deſdites acquisitions: ſemblablement elles furent comprises en l'eualuation faite, en vertu de l'Arreſt de la Chambre des Comptes, du 9. Aouſt 1611.

Ainſi, les Rois, faiſant bailler aux Seigneurs, indemnité conuenable, pour recompence des mutations, & ſatisfaction pour les cenſiues, le fonds par eux poſſedé, deuiant franc, & alodial: & non autrement.



INSTANCE DECIDEE

AV CONSEIL PRIVE' DV ROY,
au rapport de l'Autheur, sur la question du Franc-
aleu, pretendu par la province de Languedoc, qui
a donné sujet à ce-Traité.

CHOSSES IVSTES, COMBIEN
que nouvelles, ne sont à rejeter.

CHAP. III.



OMME il y a grand nombre de fiefs en ce Royaume; Partie du reuenu ordinaire du Roy, & des Seigneurs particuliers, consiste en esmoluments & profits, qui leur eschéent par la mutation des subiects & vassaux. Ie dy subiects, à l'esgard du Roy; vassaux, à l'esgard des Seigneurs: combien que vulgairement, par abus, l'usage les confonde. Ces droicts, ne sont pas semblables & vniformes par tout: mais diuers, selon la diuersité des usages, receus ez lieux de la situation des fonds: C'est ce quia donné sujet à tant d'articles, employez en nos Coustumes.

*Sic, alias, aliud terras sibi vindicat astrum:
Idcirco in varias leges, variasque figuras,
Dispositum est genus humanum.*

Les Seigneurs particuliers, plus attachés à la conseruation de leurs droicts, y ressentent moins d'alteration: Mais ceux qui regardent le Roy, commis à la vigilance d'Officiers, souvent negligents, dissimulans, ou gauchissans, estant poursuivis avec moins de soin, tombent en diuerses de-

cheances : & le défaut de poursuite, donne souvent aux redevables, pretexte de discharge & liberté.

Les prerogatives, & droicts du Roy, sur les fiefs, ont receu moins de secousse, au dedans du pais Coustumier, où de tout temps, a esté tenu pour regle inviolable : *Nulle terre sans Seigneur* : Et les Coustumes, peu en nombre, qui ont introduit le Franc-aleu, n'obligeans que les particuliers, qui s'y submettent, ne lient point le Roy.

Au pays de droict Escrit, ces profits ont esté moins soigneusement recherchez, à cause de la liberté imaginaire, mal induite de quelques textes de droict : Et les Officiers, trop foibles pour luitre contre les Princes & Seigneurs redevables, en ont negligé la poursuite : De sorte, que les subiects recherchez, sous mon nom, depuis vingt-cinq ou trente ans, de la part du Roy, és Prouinces de Limosin, & Perigort, ont pretendu leurs terres estre franches, & que, faute de iustifier, qu'elles soient submisses à la foy & au payement des droicts seigneuriaux, elles doiuent estre declarées alodiales & libres.

Cette proposition ayant quelquesfois esté ouverte, en des sijets particuliers, au dedans des Parlements de Tholoze & Bordeaux, elle a esté combattuë & estouffée par les Arrests : Nonobstant lesquels, la Prouince de Languedoc, s'est depuis quelques anneesroidie, & a soustenu, tous heritages, assis dans ses bornes, estre francs. Ce qui a donné sujet à vne instance au Conseil Priué de sa Majesté, poursuiuie avec beaucoup de chaleur, entre le Syndic de Languedoc, & le Commis à la recherche des droicts du Roy en ladite Prouince. L'eul'honneur d'en faire le rapport au Conseil Priué du Roy, tenu à Fontainebleau, sur la fin de l'annee 1626 : Auquel, comme sur vne question importante, assisterent avec M. le Chancelier, MM. les Surintendants, Intendants & Secretaires d'Etat, outre grand nombre d'autres personages de suffisance & dignité : entre lesquels, Messieurs de Chasteauneuf, de Roissi, de Leon, de la Ville-aux-clers, encore vivants : Et apres vne discussion exacte, des moyens & pieces produites de part & d'autre, fut resolu, Que sans avoir esgard à l'empeschement du Syndic, dont il estoit debouré, Tous les proprietaires des heritages, assis en Languedoc, representeroient leurs titres, rendroient leurs adueuz, & en cas de mutation, payeroient les

droits, sinon que, par titres, ils iustificassent en estre exempts. L'expedition de l'Arrest a esté surseise, par quelques considerations du temps. Mais comme il estoit fondé sur vne raison generale, egale par tout le Royaume, il donna depuis sujet à vne decision, estroitement obseruée au Conseil du Roy, & à l'article cent troisieme des Ordonnances nouuelles: *Que tous heritages, non releuans d'autres Seigneurs, sont censez releuer du Roy: Et que tous heritages, releuans de sa Majesté en pays Coustumier, ou de droit Escrit, sont obligez à la foy, hommage, & payement des lods, ventes, quintes, requintes, & autres droits ordinaires, selon la condition des heritages & Coustumes des lieux: si les possesseurs ne font apparoir de liberté, ou affranchissement, par titres de l'immémorial, de discharge, remise, ou conuention particuliere, comme estans ces droits attachez à l'essence & nature du fief.*

Cette regle n'est point nouuelle, mais ancienne, non iamais controuersée au pays Coustumier. Les Coustumes & Arrests des Parlemens de Paris, Rouën & Bretagne sur ce sujet, & en nombre, seront cy-apres touchez: Celuy de Bourgogne, où les fiefs sont de danger, ne donne autres droits au Roy, que la condition de commise, contre le vassal, qui s'entremet en la iouissance du fief, sans auoir rendu la foy, ou demandé permission. Ez Parlemens de Tholoz & Bordeaux, Prouence & partie du Dauphiné, regis par le Droit Escrit; de tout temps, la mesme maxime a esté receüe, & les exemples cy-apres touchez. Que si faute d'usage, ils en representent moins, des Parlemens de Dauphiné & Prouence: le Roy neantmoins, n'y doit pas estre priué de ses droits à l'auenir. Et si iusques à maintenant, ils ont flotté dans le doute, ou ont esté endormis, en partie du Dauphiné, ils seront affermis, & recueillez par la resolution du Conseil.

Et quand ces regles auroient esté incognues en quelques lieux, n'y peuuent elles pas de nouveau estre establies? Les choses ne prennent pas leur prix & recommandation par les rudes: Plusieurs se concilient par la nouueauté, d'autant plus recommandables, quand elles ont pour guide la raison & l'exemple. Et ce que nous adorons auioird'huy, par le respect de l'antiquité, n'a il pas esté nouueau en son temps, fortifié & autorisé par le cours des anneés?

*Quod si tam Gracis nouitas inuisa fuisset,
Quam nobis; Quid nunc esset vetus, aut quid haberet
Quod legeret, teneretque viritum publicus usus?*

Si nous blasmons & rejettons les introductions nouuelles, dit Themistius en l'Oraison 16. Pourquoy ne reiettons-nous les arts & les sciences, lesquelles non contentes de leurs principes foibles, s'accroissent tous les iours, changent & adioustent des regles & conceptions nouuelles, aux anciennes.

Αἰεὶ παλαιοὶ ἰσχυροί εἰσιν, αἵμα δ' ὅμως νεώτερον, dit Pindare.

Ce fondement establi pour veritable: Afin que ceux, qui ont cy-deuant douté de l'vsage, sous quelques couleurs mal conceuës, soient arrestez par le poids de la raison, maistresse commune, ie desire dissiper les nuages, esclaircir les tenebres, & respondre aux obiections proposees au contraire. Je ne m'arrestteray point en digressions, ou citations inutiles de Docteurs, ou de textes oylys: ains me renfermeray dans le sujet, que l'appuyera & confirmera, par raisons, arrestts, & tesmoignages de l'vsage.



MOYENS, PROPOSEZ PAR
le país de Droit-Escrit, pour establi
le Franc-aleu, sans titre.

CHAP. IIIL



ES moyens, par lesquels l'on s'efforce establi le Franc-aleu, au país de Droit-Escrit, & le descharger des droicts seigneuriaux, particulièrement le Languedoc, se reduisent à cinq points.

Le premier: Que par les vsages des fiefs, vulgairement appelez, *usus feudorum*, qui sont comme loix generales, empruntées d'un consentement commun, de toutes nations, pour leur equité, ainsi que les loix Rhodiennes, par les Ro-

mais, il n'est estably aucun droit, au profit des Seigneurs, en cas de mutation de vassal. Que l'establissement des fiefs est ancien, puisé dans le Droit & histoire Romaine; en la loy *Lucius de emptionibus*; en *Vopiscus in Probo*, & autres semblables, qui rapportent des délaissemens de terres, ou fiefs, sans aucun establissement de deuoir personnel, ou réel.

Le second: Que par la disposition du Droit Civil, toutes choses sont presumées naturellement libres: les charges & seruitudes estans de l'imposition des hommes, *l. altius C. de seruis. & aqua, &c.*

Le troisieme: Fondé sur l'opinion de quelques Docteurs Italiens, & de Maistre Charles du Moulin, sur le §. 46. de la Coustume de Paris, qui rejettent la preuve sur le Seigneur; presumans pour la liberté, à la descharge des vassaux.

Le quatrieme: Sur l'autorité des Coustumes de Troyes, Chaumont, Sezane, Vitry, Niernois, &c. qui ont estably la liberté contre les Seigneurs.

Le cinquieme: Sur l'usage du pays de Languedoc appuyé de quelques pretendus priuileges.

Voila briefuement, à quoy se rapportent les considerations opposees au droit, & intention du Roy: destruites par d'autres plus puissantes; par les maximes du Royaume; & par l'usage contraire, receu ez Parlements mesmes de Tholoze & Bordeaux.





RÉPONSE AV PREMIER
moyen, pour le Franc-aleu, tiré du Liure
inscrit, Vfus seu Consuetudines feudorum;
en ce qu'il n'establit aucuns droicts, au profit
des Seigneurs, aux mutations de vassaux.

Ensemble: Réponse à la disposition du Droit
alleguée: A la loy Lucius de cuietionib.
Et au lieu de Vopiscus in Probo.

CHAP. V.

Les liures des
fiefs ne nous
obligent point.



A responce au premier moyen proposé, pour induire contre le Roy, la franchise & alodialité, tiré des liures & vsages des fiefs, est promette & claire. Les liures des fiefs, contenant diuerses constitutions estrangeres, qui n'ont rien de commun avec le Droit Ciuil, ny avec nos mœurs, ne nous obligent point: Et, mal à propos, sont induits, à la decision de ce different, qui se iuge par le Droit Romain, ou par l'vsage du Royaume.

Ceste responce generale est suffisante, & ne merite d'estre confirmée par autoritez. Je rapporteray neantmoins le dire precis d'un Auteur ancien, sur ce sujet: C'est Petrus Iacobi, natif d'Aurillac, Docteur en droit à Montpellier: lequel au titre, *De causis, ex quibus vassallus, quantum est de iure scripto, debet amittere feudum.* Conclud: *Hac est ipsa veritas: Quicquid dixerim statim, vel quicquid dixerim superius, in tota materia feudorum: Quod consuetudines scripta in libro feudorum, à principio vsque ad finem, pro nihilo haberi debent, quantum ad nos, in toto Regno Francia, nec nos adstringunt in aliquid, & merito: quia, supra nos, auctoritatem non habent, & quia sunt locales.* J'ay touché le lieu de la naissance, & de la demeure

Andreas de
 Isernia in 3.
 Const. Neapol.
 tit. de
 success. no-
 bil. Quomo-
 do allegantur
 iura illa in
 Regno, par-
 lant des liures
 des fiefs, cum
 sine vsus &
 consuetudi-

meure de cét Autheur, afin que son tesmoignage soit d'autant plus authentique, en l'usage du Royaume. Il commença à écrire l'an 1311. sous Philippes le Bel: vivoit encores l'an 1329. sous le regne de Philippes de Valois. Pour lors, la ville de Montpellier, n'estoit pas encor en propriété à l'Estat: elle ne fut acquise par Philippes de Valois, de Ican Roy de Majorque, que le 18. Avril 1349: Aussi partie des questions de cét Autheur, sont: *Iudici Montispestulani, pro Domino Saverio Rege Majoricarum*: Montpellier neantmoins estoit du Royaume, submise aux Loix, & à l'autorité Royale, conduite sous le droit & usage commun, dans lequel ce personnage estoit nourry. Durandus, qui vivoit l'an 1236, en son *Speculum Iuris*, tit. de feud. §. 44. *Rex Arragonia, Dominus Montispestulani, pro majori parte, tenet ab Episcopo vel Ecclesia Magalonensi, in feudum: Episcopus tenet in feudum ipsam villam, que est in Regno Francia, ab ipso Rege.*

Le Droit Civil, n'a point cognu les fiefs, ny leurs prerogatives: & en tout le corps des Digestes, Code & Nouvelles, il n'en est fait aucune mention. Les Canonistes, en ont bien parlé au chapitre *Verum, de foro competenti. c. ceterum, de iudic. c. ad vestram. c. cum laicus, de reb. eccl'es. alien. vel non.* en la Clementine *Pastoralis, de sententiis, & re indicata.* Mais dans le Droit Civil, & liures anciens; ne verbum. Les fiefs sont d'establissement particulier, deu aux François, introduit dès le commencement de leur Empire; & s'en voyent des marques sous Clouis mesmes: l'usage fut emprunté par les Lombards, depuis par la plupart des Royaumes voisins, Escosse, Angleterre, Navarre, Arragon, & plusieurs autres, dont ailleurs j'ay amplement traité. Maître Charles du Moulin, en son *consf. 21.* touche ceste opinion, mais legerement. *Feuda non reguntur Iure communi Romano, cui profus fuerunt incognita. sed proprio, siue peculiari iure, & consuetudine veterum Francorum, & Longobardorum orta, qui in Insubria, 204. annis regnauerunt.* Et comme ceste introduction, ne fut entierement accomplie en sa naissance, & reçut quelques accroissemens avec le temps: Les constitutions, receuës par les Lombards, furent depuis recueillies, & assemblées en vn corps, par Obertus de Orto, & Gerardus Niger, Consuls de Milan. En ceste compilation se ren-

nes reduitz in scriptis per Robertum de Orto: Nō sequuntur hæ consuetudines, illa iura.

Albertus Krantz Saxonia lib. 2. c. 21. Feudum vsus, non ab Imperatore datus, sed ab Oberto descripti, vsus, & obseruantiam meruerunt.

Le Droit Civil n'a point cognu les fiefs.

Reformation du titre des fiefs.

contrent tant de defaux, & contrarietez, que pour l'arranger, limer, & polir, l'on a iufques à maintenant defiré vne main maiftrefle. L'Empereur Frideric III. au rapport de Cuspinian, goufta & entama ce deffein, mais fans fruit. *Iurisperitos mediocriter dilexit, quod iuris aequitatem diceret ab iis inueniri. Institutumque traduci: Ob id, librum de Vfibz feudorum, novum fieri iussit, quod exstat apud Piladem meum, Gabrielem Eubolium, &c. Id opus, Beifarione Cardinale atque Angelo Reatino approbantibus, Antonius de Prato veteri, Bononiensis Iurifconsultus congeffit, Friderico precipiente.* Ceste Ordonnance, fut, de Frideric III. non de Frideric I. comme aucuns ont voulu dire. Iafon, lequel viuoit fous Frideric III. le témoigne, au commencement de fes Commentaires, fur les liures des fiefs, en termes approchans de ceux de Cuspinian: Et partant, il n'est pas à propos, de tirer aux fiefs, les maximes du Droit Ciuil.

Reſponſe au
lieu de Vo-
piſius.

Le n'ignore point, qu'aucuns, meſmes des anciens, ſe ſont efforcez, par vn lieu de *Vopifius in Probo*, introduire en l'Empire Romain l'vſage des fiefs. *Veteranis*, dit cét Autheur, *omnia illa, que anguſte adueniunt, ſua ſua loca, priuata, donauit, addens, vt eorum filij, ab anno octauo decimo, mares duntaxat, ad militiam miſſerentur.* Lequel lieu, Caſaubon, en ſon Commentaire, dit, *eſſe quand u ſpeciem feudi, vel poſius, initia quedam eius iuris, quod poſtea variè introductum eſt, & feudorum appellatione designatum.*

Il faut reſpondre à ce lieu, & autres ſemblables: & monſtrer, qu'ils n'ont rien de commun, avec le nom, ny avec les effets du fief. Il ne fait mention de foy, de prelation, de commiſes, ny du payement de droits ſeigneuriaux, receus par l'vſage, outre les conſtitutions ſeodales.

Le droit des gens, commun entre tous les peuples, a receu ceſte regle, que les biens des vaincus, appartiennent au vainqueur.

----- *Ego ſum, cui, Marte peractò,*

Que populi, Regesque tenent, donare licebit.

Bien pris ſur
les ennemis, di-
ſtribuez aux
ſoldats.

Diſoit Pompée. Le peuple, & Empereurs Romains, n'apliquoient pas à leur profit, tous les biens conquis ſur leurs ennemis. Ils en faiſoient de diuerſes conditions: Quelques-fois, par commiſeration & humanité, ils en delaiſſoient par-

tie aux propriétaires vaincus : Quelquesfois, ils les vendoient, ou affermoient : Le plus souuent, ils les delaissoient & depa-
toient, aux anciens soldats, qu'ils appelloient Veterans. De
ces conditions, ie ne m'arresteray, qu'à celle qui regarde le
sujet qui se presente.

Le delaissement de terres, principalement frontieres, con-
quises sur les ennemis, en faueur des Veterans, est de beau-
coup plus ancien, que l'Empereur Probus, & comme nay
avec la Republique. C'estoient des ciments, pour attacher les
Veterans à l'Estat, & les esloigner de faction : C'estoient des
adoucissemens à leurs travaux, & des esguillons à respendre
leur sang, avec d'autant plus d'allegresse, sous esperance de
repos, en leurs dernieres années ; *Ne, aut arate, aut inopia
post missionem, sollicitari ad res nouas possent*, comme parle Sue-
tone in Augusto, c. 49 : De ces Veterans, estoient souuent
composees les Colonies, que Ciceron, pro Fonteio, appelle Colonies.
speculas Romani populi, & propugnaculum hostibus oppositum.

Ce partage, & diuision d'heritages, estoit appelle *Pertica*, *Pasticatio*,
& l'action *Perticatio*.

Properce liu. 4.

*Nam tua, cum multi versarent arua iuueni,
Abilitis excultas, pertica tristis, opes.*

Valerius Cato.

Pertica, qua nostros metata est impia agellos.

Siculus Flaccus : *Agrorum diuisionem, qui, institutis limitibus, di-
uisi sunt, & forma varias appellationes accipiunt, &c. & quam-
uis una res sit forma, alij dicunt perticam, alij Centuriationem,
alij metationem, alij limitationem, alij Cancellationem, alij
typum.*

L'antiquité de cet usage, se cognoist par infinis lieux ;
Seruius expliquant cestuy-cy du 12. de l'Æneide.

En agros, & quam bello, Trojane, petisti.

Hesperiam ——— *Consuetudo, inquit, erat, ut victores
Imperatores, agros militibus suis darent.* Appian, au 2. liure
de son Histoire, represente Brutus, parlant en ces termes :
*Vous remporterez les recompenses que le peuple donnoit autre-
fois aux bonnes actions ; Il n'estoit les heritages, ny aux siens, ne
ny aux hommes innocents, ny ne leur donnoit ceux d'autrui : ce
n'estimant pas raisonnable, de gratifier les vns, pour l'injure*

des autres ; Le meſme peuple , ne priuoit iamais les vaincus , de tous leurs heritages , mais ſeulement d'une partie , en laquelle ils enuoyoient les vieux ſoldats , afin qu'ils fuſſent obſeruateurs & commegardes , des ennemis qu'ils auoient vaincus. C'eſt ce qui a fait dire dedans Lucain.

*Que ſedes erit emeritis , que rura dabuntur ,
Qua noſter veteranus aret , que mania feſiſt?*

Et Marcus Lepidus , dans Saluſte , en deriſion de Sylla : *Maximam mihi fiduciam parit victor exercitus , cui , per tot vulnera & labores , nihil , præter tyrannum , queſitum eſt ; egregia ſcilicet mercede , cum relegati in paludes & ſyluas , contumeliã & inuidiam ſuam , præmia penes paucos intelligerent.* Les Antheuts anciens , qui ont eſcrit des limites , eſclairciſſent fort ceſte matiere. Siculus Flaccus : *Captus ager ex hoſte , victori militi , veteranoque eſt aſſignatus. Nec tamen , omnibus perſonis vitis , ablatis ſunt agri ; Nam quorundam dignitatis , aut gratia , aut amicitia victorem ducem mouit , ut eis concederet agros ſuos ; Puis ; Datum , aſſignatumque , ut veterano , denique redditum veteri poſſeſſori.* Il y a diuers exemples dans Frontinus & Aggenus Urbicus. Je finiray par Higenus. *Finis ampliorum bellorum operibus , augenda R. P. cauſa. Illuſtres Romanor. viri ; urbes conſtituerunt , quas , aut victoribus P. R. ciuibus , aut emeritis militibus , aſſignauerunt , & ab agrorum noua dedicatione cultura , Colonias appellauerunt , &c. Erat tunc præmium , terra , & pro emerito habebatur. Multis legionibus contigit bellum feliciter tranſigere , & ad laborioſam agriculturã requiem primo tyrocinij gradu peruenire. Le meſme , ſur la fin : Diuſi & aſſignati agri ſunt , qui , veteranis , aliſque prouinciis per Centurias , certo modo adſcripto , aut dati ſunt , aut reddituri , &c. Hi agri , leges accipiunt , ab his , qui veteranos deducunt , & ita propriam obſeruationem eorum , lex data , præſtat in his agris.*

Lampridius , en la vie d'Alexandre Seuerẽ ; *Sola , que ab hoſtibus capta ſunt , limitaneis duabus & militibus donauit ; Ita ut eorum eſſent , ſi hæredes illorum militarent , neque , tanquam a l. priuatos tranſſent , diceant , eos attentius militaturos , ſi etiam ſua rura defenderent.* Les textes des Iuriſconſultes , portent diuerſes remarques ſur ce ſujet ; En la loy , *Item ſi verberatus , de rei vindic. Ager militibus aſſignatus , modico*

honoris gratia, possessori dato; & en la loy Lucius de emiffionib. L. Lucius de
Lucius Titius, PRÆDIA, quæ in GERMANIA, TRANS L. Lucius de
RHENVM emit, & partem pretij intulit; Cùm in residuam cuius. expli-
quantitatem hæres emptoris conveniretur, quæffionem retulit,
Dicens: Has possessiones, ex præcepto principali, partim DIS-
TRACTAS, partim, VETERANIS IN PRÆMIA
DATAS.

Ce texte, meritoit plus de soing & de recherche, que les
 Interpretes ordinaires n'y en ont rendu; Il porte vne deci-
 sion, sur l'euction d'heritages, dont l'acheteur avoit esté def-
 pouillé: *quod principali edicto, partim distracta fuissent, par-*
tim veteranis data.

Premierement, est à remarquer, qu'il vſe de ces termes, *Le Rhin, borne*
PRÆDIA emit, IN GERMANIA trans Rhenum. Le Rhin *de l'Empire.*
 bornoit la Germanie. Strabo liu. 7. *ἔστιν τὸ πέρα τοῦ ῥήνου, ὡς*
τὸς Κελτὲς, πρὸς τὴν ἰσχυρίαν, καὶ μὴ ἴσχυοντα. Mela liu. 3. *Ger-*
mania hinc ripis eius (Rhemi scilicet) usque ad Alpes obducta est.
 Dio. liu. 54. *Κελτῶν τοις, ὅς δὲ Κελτὲς ὡλεῖται, πῶς τὴν ἀπὸ τοῦ ῥήνου*
Κελτικὴν κατὰρξις, Γερμανίας ἐνομήσθαι ἐπεισιν.

En second lieu: le texte, pose, que ces heritages ont esté
 vendus, en Germanie, au delà du Rhin, d'ordonnance du
 Prince; Ce qui reçoit de la difficulté de premiere face: D'au-
 tant, qu'anciennement l'Empire Romain a eü le Rhin pour
 bornes. Apianus, *ὅτι δὲ τῇ Εὐρώπῃ ποταμὸς διὰ ῥήνου τὸ καὶ ἔσται μά-*
λιον τὴν ῥωμαίων ἀρχὴν ἐπέλκει. Et partant, l'on peut avec cou-
 leur conclure, que l'Empereur n'a peu estendre sa puissan-
 ce, ny disposer d'heritages au delà du Rhin. Aussi ces peu-
 ples de Germanie, dans le 4. de Cesar, de la guerre Gau-
 loise, parlans aux Ambassadeurs de Cesar, Disoient: *Populi*
Romani Imperium, Rhenum finire. Si, se inuito, Germanos, in
Galliam transire non aequum existimaret, cur sui quicquam Im-
perij aut possessus trans Rhenum posset? Et ceste parolle
 arrogante d'Arjouistus dans Florus, au liure 3. *Cui, cùm le-*
gati Caesaris dicerent, Veni ad Casarem: Quis est autem Caesar?
Et servus, veniat, inquit; Et quid ad illum, quid agit nostra Ger-
mania? Non ego me interpono Romanis? Ces lieux, demon-
 strent, que la Germanie estoit separée par le Rhin, & non
 lors submise à l'Empire.

Mais il y a réponse, par la consideration des temps. II

L'Empire Ro-
main foible en
sa naissance.

n'y a personne, qui n'ait admiré la grandeur de la ville, & de l'Empire de Rome, nay pour commander à tout le monde, & qui a estendu sa puissance, presque aussi avant que le cours du soleil. Mais il n'a pas eu, ses fondemens egaux au progrès; Il a pris sa croissance, lente, par les aages. Sous les sept Rois, dont la durée a esté de deux cens cinquante ans, ou enuiron, se prend le berceau, & la naissance foible de l'Empire, avec une pauvreté honneste, & frugalité sans exemple. Pendant ce temps, les conquestes des Romains n'ont esté estenduës guerres au dessus de six lieux. Sous les Consuls, iusques à Appius Claudius, a esté l'adolescence de cet Empire; Les victoires diuerses, pendant quelques deux censans, ont esté restreintes dans l'Italie. Depuis, iusques à Auguste Cesar, a esté l'aage viril, vigoureux, parfait en force, & prudence. Durant ces 250 années, il passa la mer, s'accrut de Royaumes, & Prouinces sans nombre. Il est certain, que Iules Cesar, dompta la Gaule, & passa le Rhin, comme nous enseignent les Commentaires. Je me contenteray d'un lieu de Florus, liu. 3. c. 10. *Iterum, de Germanis, Teuteri querebantur: hic verò, iam Cesar, ultra Mosulam, Naualis pralio transgrediebatur, ipsumque Rhenum, & Herciniis, hostem, quatit in syluis: sed in saltus & paludes genus omne diffugerat, tantum pavoris incussit, intra ripam subito Romana vis. Nec semel Rhenus, sed, iterum quoque & ponte facto, penetratus est; sed maior aliquanto trepidatio; quippè, cum Rhenum suum, sic ponte, quasi iugo, captum viderent, fuga rursus in syluis & paludes, & quod acerbissimum Casari fuit, non fuere qui vincerentur.* Les aduantages qu'acquist Drusus, en ceste Prouince, furent grands, tesmoignez par plusieurs Historiens. Florus, Epito. Tit. Liu. liu. 137. *Ciuitates Germania, cis Rhenum & trans Rhenum positas, à Druso oppugnatas.* Suetone, en la vie de Claudius: *Primus (Drusus nempè) Romanorum Ducum, nauigauit trans Rhenum, fossas magna vi & immensi operis, effecit, qua nunc Drusiana vocantur.*

Romains de-
faits & chas-
sez de Germa-
nie.

Ces aduantages des Romains, ne furent pas de longue suite; Leur pouuoir, & autorité, furent esteints, par la defaite de trois legions, conduites par Quintilius Varus, sous Auguste, dont parle Tit. Suetone, Tacite, Paterculus, Strabo, Orose. Florus, liu. 4. c. 12. en termes elegans, comprend toute l'histoire. *Victor Drusus, equos, pecora, torques eorum, ipsosque,*

preda dimisit, vendidit: praterca in tutelam provinciarum praesidia atque custodias ubique disposuit. Post: Sed difficilior est promissus obtinere, quam facere; viribus paratur, iure retinensur; Igitur breueid gaudium: quippe Germani victi, magis, quam domiti erant; Moresque nostros magis, quam arma, sub Imperatore Druso, susceperant. Postquam verò ille defunctus, Vari Quintilij libidinem ac superbiam, haud secus quam sauitiam, odisse ceperunt: Ausus ille agere conuentum, & in castris se discesserat: quasi violentiam Barbarorum licitoris virgis & praconis voce, posset inherere: At illi, qui iam pridem rubigine oblitos enses, inertesque mactarent equos, ut primum togas, & seniores armis iura, viderunt, duce Arminio, arma corripunt, quum interim tanta erat Varo pacis fiducia, ut ne praedicta quidem & prodita per Segestem unum, Principum coniuratione, commoueretur. Itaque improvidum, & nil tale metuentem, improvisò adorti: quum ille, O securitas! ad tribunal citares, undique inuadunt, castra rapiunt: tres legiones opprimuntur. Post: Hac Clade factum, ut Imperium, quod in litore Oceani non steterat, in ripa Rheni fluminis staret. Cesteperre, fut vn estonnement & regret incomparable à Auguite. Suetone, chap. 23. Aded consternatum ferunt, ut per continuos menses, barba capilloque summissio, caput interdum foribus illideret, vociferans; Quintili Varo, legiones redde: diemque cladis, quotannis, maestum habueris ac lugubrem.

Elle porta pareillement Auguste, à reduire les termes de l'Empire, & les borner, du costé de l'Orient, par le fleuve l'Empire reduits au Rhin
Euphrates: Du Midy, par le Nil, les deserts d'Afrique, & le mont Atlas: D'Occident, par l'Océan: Du Septentrion, par le Danube & le Rhin. Aurelius Victor: Retenti sunt, seu dati Imperio Romano per Orientem Mesopotamia: Rhemus Danubiusque ad Septentrionem: & à Meridie, Mauri accessere provinciis. Ainsi: sous Auguste, commença la vieillesse, & declin de l'Empire, lequel reprist ion lustre & vigueur, sous Trajan, ayant domté les nations plus barbares, passé l'Euphrate, conquis partie de l'Arabie, & basti, sur le Danube, ce pont tant célébré. Et partant, est vray de dire, que selon la diuersité des temps, les bornes de l'Empire ont esté plus amples, ou plus restreints.

Et faut croire, que les Romains, ont iugé ceste Prouince de grande importance, pour leur assurance, ayant rapporté

Mœurs des
Germains,

*fascheux, &
pays rude.*

tant de soin, & despenſe, pour s'en emparer, & la conſeruer. Car les incommoditez de ceſte poſſeſſion ſont grandes. Les Germains, ſont vn peuple rude, faſcheux, ſujet aux conten-
tions & reuoltes. Senecque 1. de ira. *Germanis quid eſt ani-
moſus, quid ad incurſum acrius? quid armorum cupidius?* Ho-
ſace Epod. od. 16.

Hac fera carulea domuiſ Germania pube.

D'ailleurs: les incommoditez naturelles du Ciel, & de la terre, ſont infinies. Tacite in *Germania*; *Quis porro, præter
periculum, horridi & ignoti maris, Asia, aut Africa, aut Italia
relictæ, Germaniam peteret, informem terris, æſperam calo, tri-
stem cultu, æſpectuque, niſi patria ſit?*

*Parua loquor: tecum gelidas comes illa per arctos,
Sarmaticæſque hyemes Iſtrûmque & pallida Rheni
Frigora,* Statius ſylu. 10.

Auſonius, in *deſcriptione clararum urbium*, c. 13.

*Nec enim mihi Barbara Rheni
Ora, nec Arctoo domus eſt glacialis in Æmo;
Burgidala eſt natale ſolum.*

Mais, comme le voiſinage des Germains, donna diuers ſujets de crainte; les Empereurs Romains en prenoient à hon-
neur la ſubmiſſion, & de là, pouſſoient leur aſſurance com-
mune. C'eſt, ce qui a donné ſujet, à tant de renomeliemens
de guerre, aux ſucceſſeurs d'Auguſte, tantost douterſement,
tantost avec deſaduatage, ſous Tibere, Caligula, Veſpaſian,
& autres. Pendant les calmies & ceſſations de guerre, les Em-
pereurs, pour aſſeurer leurs frontieres, & empeſcher les cour-
ſes, auoient des legions, garniſons, & fortereſſes, pour la con-
ſeruation de la frontiere. Lucan. lib. 1.

*Et vos armigeros bellis arcere Caycos
Oppoſiti petitis Romam, Rhenique ſeroces
Deſeritis ripas, & apertum gentibus orbem.*

*Navires legers
ſur le Rhin,
contre les cour-
ſes des Ger-
mains.*

Dauantage: ils eſtablirent des nauires legers, ſur le Rhin, & le
Danube, dont la garde, eſtoit le but, & non le combat. Auſſi,
par la conſideration de leur vſage, ils eſtoient appelez *Naues
luſoriæ*, il en eſt parlé dans Ammian Marcellin, liu. 22. Senec. 7.
de benef. c. 20. Veget. c. f. lib. 4. & Tit. C. Theod. de *Luſoriis
Danubij*. Ces textes ſont rapportez par Lipſius de *Magnis.
Rom. lib. 1. cap. 5.* par Godeſcalcus Streuuechius in *Vegetium.*

Lipſius

Lipſius, en ſes Notes, ſur le lieu de *Beneficiis*, interprete, *Naues Luſorias, aptas ad luſus & vagationes in mari quieto.* Seneca Ep. 4. *ubi luſerunt nauigia, ſorbentur: Atas ſequens* (ait Lipſius) *luſorias, etiam pro bellicis & excubitoriis nauibus dixit, ſed tamen minoribus, & quibus diſcurrere & explorare conatus hoſtiles ſolent.*

Auſone Epigr. 4. ſous le nom du Danube, gratifiant les Empereurs Valentinian & Gratian, de quelques victoires, obte nues contre les Sueues & autres, au delà du Rhin: Diſoit.

** Cade, fuga, flammis, ſtratos periſſe Sueuos,
Nec Rhenum Gallis limitis eſſe loco.*

Et en l'Epigramme 9. ſub nomine Danubij. ad eoſdem Imperatores.

*Danubius penitus caput occultatus in oris,
Totus ſub veſtra iam diſtione ſuo:
Qui gelidum fontem mediis effundo Suenis,
Imperiis grauidas qui ſeco Pannonias:
Et quot diues aquis, Scytico ſoluo oſtia ponto,
Omnia ſub veſtrum ſtamina mitto iugum.
Auguſto dabitur, ſed proxima palma, Valenti,
Inueniet fontes hic quoque Nile ſuos.*

La Germanie, long-temps demeurée entiere, ſouuent La Germanie
depuis ſubmiſe
à l'Empire. aſſaillie, & ſans fruit, en fin fut reduite & ſubmiſe à l'Empire. Tacite, in *Germania*, en peu de mots: *Ingentes C. Caſaris ruina, in ludibrium verſa: inde oriſum; Donec occaſione diſcordiæ noſtra, & ciuiliſium armorum, expugnatis legionum hybernis, etiam Gallias affectantes, & rursus pulſi: Inde proximis temporibus triumphati, magis quàm victi.* La deſaite & conquête de ces peuples, rapportée par Amian Marcellin, liu. 16. & 17. ſous Conſtantius & Iulianus, à peine ſe peut-elle exprimer.

Les Sueues, peuple vaincu, dont parle Auſone, eſt en la Germanie, au delà du Rhin, dans Caſar, Tacite, Mela, Pline, Strabo, Ptolomée, *Rhennanus, lib. 1. rerum Germaniæ*: Entre les recents, Scaliger, ſur Auſone: *Philippus Cluuerius, German. antiquit. lib. 3.*

Par le moyen de ces accroiſſements, la Germanie a eſté conquiſe, & les terres frontieres, vendues, ou diſtribué

Les terres conquises, distribuées aux soldats.

aux soldats: C'est ce qui a donné sujet au texte de la loy *Lucius*. Et en voyons vn autre exemple dans Tacite, in *Germania*, en ces termes; *Non numerauerim, inter Germania populos, quamquam trans Rhenum, Danubiumque confederine, eos qui Decumates agros exercent: leuissimus quisque Gallorum, & inopia audax, dubia possessionis solum occupauere. Post: Limire acta, promotisque praesidiis, sinus Imperij, & pars provincia habetur.*

Decumates agri.

Lequel lieu est expliqué par *Lipius*: *Ego communiter, Decumates agros interpretor, qui Decumas solunt: Cicero Decumanos dicit; Omnis ager Siculus, Decumanus est; Nam hi agri non aliud sunt, quam trans limitem capti ab hoste, & militibus dati, si qui ex iis fructus, qui haud multi, aut vberes, quoniam hostibus expositi, & ut ipse ait, dubia possessionis id solum*

Terres conquises, vendues.

Il y a vne autre consideration sur ceste loy: El e dit: *Has possessiones, ex praecepto principali, partim distrahas, partim veteranis in praemia assignatus*; Le dernier cas, a esté touché cy-dessus: Quant à l'autre: les liures enseignent, que toute la conqueste, ne se distribuoit pas aux soldats: *Siculus Flaccus Quæstorij dicuntur agri, quos ex hoste captos, P. R. per quæstores vendidit; hi autem, limitibus institutis, laterculis quinquagenam iugerum effectis, venierunt. Higenus au liure de limitibus. Quæstorij dicuntur agri, quos populus Romanus, deuictis pulsisque hostibus, possedit, mandauit que Quæstoribus, ut eos venundarent. Il y en a plusieurs autres.*

Tout delaiſſement de fonds, n'est pas si.

Je me suis vn peu esloigné du chemin, pour l'explication de quelques termes de la loy *Lucius*: incident non oyſif. Mais, par la suite, i'estime auoir fait cognoistre, que le delaiſſement d'heritages, fait aux anciens soldats, en la Republique ou Empire Romain, est du tout different de la nature des fiefs. Et quoy? tout delaiſſement de terres, par vn vaincœur, par vn vsurpateur, par vn bien faicteur, sera il pris pour constitution de fief?

Romulus, & Liber pater, & cum Castore Pollux, Post ingentia facta, Deorum in templa recepti, Dum, terras, hominumque colum genus, aspera bella Componunt, Agros assignant, oppida condunt, Plorauere, suis, non respondere fauorem, Speratum meritis.

En l'Eſtat de Rome, tant de departemens, faits par Ro-

mulus, & depuis : qui seroient de representation longue , & dont Sigonius traite amplement , liure 2. de *antiquo Iure Italia*, cap. 2. seront-ils pris pour des affieuements ?

Quelquesfois : la sterilité , les maladies , ou les guerres , ont porté des Provinces ou peuples entiers , hors de leur demeure. Ils ont recerché , & trouué le repos entre les estrangers , par l'octroy de quelques contrées , par eux habitées , partagées , cultivées.

Da propriam, Tymbræ, domum, da mania fefis. Cimbri, Teutoni, atque Tigurini, ab extremis Gallia, profugi, quum terras eorum inundasset Oceanus, nouas sedes toto Orbe querebant. Exclusique Gallia & Hispania, quum in Italiam remigrarent, misere Legatos ad Castra Silani: inde ad Senatum, petentes, ut Martius populus, aliquid sibi terræ daret, quasi stipendium. Caterum, ut vellet, manibus atque armis suis uterentur, &c. Quand en semblables rencontres, les anciens ont accordé pour habiter , quelques lieux , peut-on dire , comme l'on s'efforce induire, de *Vopiscus in Probo*, que ce ait esté en fief ?

Ces delaissemens , de terres conquises , estoient faits aux vieux soldats , pour recompense de seruices , & de trauaux , soutenus à la guerre. Nos affieuements , se font à toutes sortes de personnes , de quelque profession , aage & sexe qu'ils soient : quelquefois gratuitement : le plus souuent , à condition onereuse. Ces delaissemens , estoient donnez à la vertu , & aux merites : Nos fiefs suivent la fortune , la faueur : sont attachez à la suite du sang , souuent degenerant de son origine. Ces delaissemens , estoient de terres estrangeres , conquises , assises dans de la crainte : Ce que nous auons de plus cher , dans l'Estat , au cœur du Royaume , est en fief , assis à l'ombre , souuent en mains foibles , languissantes , incapables du trauail & de la geurre : Les possessions frontieres , sont refuies , comme des bancs , & des escueils. Et comme nos fiefs sont conduits , par droit peculier du Royaume , non par l'usage des Romains , ou par l'usage des Lombards , ils marchent de pas esgal avec les autres biens ; La liberté d'en disposer , hypotheker , surcharger & transmettre , nous est entiere. Et partant , est vray de dire , que l'establissement des fiefs , est plus recent , que cét exemple de *Vopiscus*, & semblables.

Les fiefs, par
leur infir-
mation, ne pou-
voient estre
vendus.

Et quand les usages des fiefs nous obligeroient, & se-
roient pris pour decisions generales: ces constitutions ne pour-
roient estre induites, en la question des droicts seigneuriaux:
D'autant, que par les constitutions anciennes, la disposition
des fiefs, n'estoit pas entierement libre; par les dernieres, l'alie-
nation en estoit du tout interdite. Celle de l'Empereur Lo-
thaire, est inserée, liu. 2. tit. 52. de prohib. seu. alien. per Lo-
tharium. Celle de l'Empereur Frideric, dans Radenicus, lib.
1. cap. 7: Guntherus, lib. 8. de la vie de Frideric, rapporte
la constitution, en ces mots:

*Si quis habens feudum, pretio vel vendere totum,
Vel pro parte velit, Dominique licentia desit,
Seu dare, seu vadio supponere, cogitur; Illud,
Qui dedit amittet, non qui suscepit habebit. Puis, dit:
Hac Magnus, fieri voluit Lotharius: At nos
Facta retractari volumus, facienda cauere.*

Les fiefs, ap-
pellez, Bene-
ficia.

Ceste prohibition de disposer, a esté cause, que le §. Porro, du liure 2. tit. 9. in vsib. seu. n'a establi aucun droict pecu-
niaire, au profit des Seigneurs, aux mutations de vassaux.
Et a procedé le retranchement de liberté, de ce, que les fiefs,
ont tiré leur premiere source, de la munificence, & gratifi-
cation des Seigneurs: & ont, à cette occasion, esté appelez,
Beneficia, dans les Capitul. de Charlemagne, lib. 3. c. 19. Aussi,
les textes des fiefs, confondent beneficium & feudum, lib. 2.
tit. 1. §. 2. tit. 52. §. 3. & Radenicus, lib. 1. c. 22. Inde Beneficia-
tus, lib. 2. vsib. feud. tit. 55. §. 1. & Othoni Frisingensi, lib. 2. c. 11.
L'usage mal pris, de ce mot, donna sujet à la plainte de
l'Empereur Frideric I. dans Radenicus, lib. 1. c. 9. 10. & 22.
où le Pape Adrian conclud: Occasione cuiusdam verbi, quod
est beneficium, tuus animus commotus, &c. Hoc nomen, ex bono
& facto editum: & dicitur apud nos, beneficium, non feudum,
sed benefactum.



ORIGINE DES DROICTS SEIGNEVRIAVX.

*LODS, VENTES, QVINTS,
Requints, & autres semblables, ne sont pas
servitudes; ains, droicts, marques, & re-
cognoissances d'honneur.*

CHAP. VI.



LA responce à la seconde objection, induite, de la disposition du Droit, laquelle en la loy *Altrius*, cond moyen & autres semblables, repute tous heritages libres, & francs: est facile. Car les droicts qui se payent aux Seigneurs: quints, requints, sixiesmes, huitiesmes, treziesmes, lods, ventes, mylods, ventrolles, reuentes, reuentons, retiers, refixiesmes, & autres: ne sont pas servitudes; ains, des recognoissances d'honneur, en consideration de ce que les Seigneurs, ont les ventes agreables, & donnent inuestiture au nouveau vassal. C'est pourquoy, és Coustumes de Bourdeaux, Poictou, Angoulesme, la Rochelle, &c. ils sont appelez, *VENTES & HONNEURS*. *In speculo iuris*, en diuers endroicts, est dit, que les lods sont payez aux Seigneurs, *propter subscriptionem, vel confirmationem contractus*. Guy Pape, quest. 101. *Laudimia debentur domino directo, pro labore inuestitura, & ponendo emptorem in possessione rei vendita*. Stephanus Bertrandi, Consil. 321. vol. 1. *Laudimia, debentur, ad causam transportus dominij utilis, quod habet emphyteuta, in re emphyteuticaria: & pro labore, seu panna, quam assumit rectus dominus: pro inuestitura rei emphyteuticaria, & missione in possessionem eiusdem*. Il dit le semblable, Conf. 130. vol. 2. Conf. 3. & 302. vol. 3. *Matthaus de Afflictis, sur le*

le titre, *de prohibita seu. alien. & illud quoq. Dicitur laudimium, ut alludamus vocabulo, quia dominus laudat & approbat contractum. suum ponendo assensum. Aliqui tamen vocant istud laudimium, PENNA AUREA, quasi dicant, quod tantum habet de assensu & subscriptione, quod fieri posses una penna aurea. Allusion froide. Andreas de Ifernia, in 3. Constit. Neapol. tit. de Renuncianda morte Bar. *Laudimium, vulgare Ultramontanorum dicitur, quia laudatur & approbatur alicuius à domino.**

Remontant à l'origine de ces droïts: nous recognoïstrons, qu'ils n'ont autre source, que l'honneur, la courtoisie: non la servitude, ou dureté. Vn escrivain recent, trop hardiment, sans raison, sans asserueur, s'est aduancé de dire, que les ventes, & autres droïts, estoient en vſage, sous les Rois de la premiere lignée. Mescompte grossier. Il est vray, que les fiefs ont pris leur naissance avec l'Empire des François, qui les ont, comme vainqueurs, donné aux Lombards, communiqué aux Escossois, Anglois, & autres souverainetez, comme j'ay monſtré en vn trauail sur ce sujet. Mais quant aux lods & ventes, incognus aux Lombards, & aux autres peuples, ils sont d'establissement plus recent; & neantmoins, d'autant plus difficile à asseurer, qu'aucun ne l'a touché: & en ceste recherche, n'ay autre guide que moy-mesmes. Les liures imprimez, nous defaillent: les histoires, sont steriles; & nos peres, plus soigneux d'agir, que d'escrire, ne nous ont laissé que des ombres. Ce defaut, m'a porté à la lecture des titres plus anciens, restez és Monasteres, qui ont surueſcu la licence & embrasement des Sarrazins, & Normans, dont l'estime auoir emprunté partie qui peut estre désiré.

Les fiefs, donnez au prix de la vertu, ont esté appelez, HONNEURS: Les recognoissances faites, aux Seigneurs, par les vassaux, à cause des alienations, & transmissions des fiefs, d'une personne à l'autre, ont receu le mesme nom. Ils ont esté au commencement appelez, FAVOR: AVCTORAMENTVM: HONNEURS: Et apres que les fiefs ont esté affermis, & rendus comme patrimoines, ces droïts ont esté appelez, Lods, ventes, *capisoluta, capſoës, &c.* Ces noms d'honneur, ont esté puïsez dans les entrailles du fief mesmes.

La concession premiere des fiefs, estoit gratuite : de là appelez, *Beneficia, Munera, Beneficiare*, bailler en fief : & n'y avoit autre charge, que du service militaire : Guntherus lib. 8. Ligurini.

*Publica militia vassallus munera, iuste
Non renuat, Dominique libens in castra vocatus
Aut eat, aut alium, pro se, submittat, iterum,
Arbitrio domini; vel, quem, laudaverit ipse
Compenset, redimatque suum mercede laborem.*

De ces fiefs, les vassaux ne pouvoient disposer : ils les possédoient in *Beneficio* : en simple usufruit : en bien-fait, comme parle la Coustume d'Anjou. Durement, longuement, & estroittement observée. Titre de l'an 1077. au Chartulaire de l'Abbaye de Vendosme, fol. 109. *Homo quidam, nomine Robertus, cognomine Rotbannus, petit à Vitale, Monacho, quandam vineam nostram, de Brenariis, ad censum. Quam, tali pactione, praedictus Monachus, ei concessit, ut, pro commutatione eius vineae daret nobis, ipse, quendam arpentum terra, quem habebat ad locum, qui dicitur Nulliacus: Quod cum ille gratanter annueret, & Hugo, Planus dominus eius, id audivisset, quod homo eius, fenum sum, absque FAVORE eius, dedisset: arripuit terram suam, nobisque arripuit: Qua dere, nos postea ad concordiam venientes, dedimus ei quatuor solidos, PRO FAVORE dictae terra, & clamavit eam nobis solutam & quietam, ad censum duorum denariorum, &c. Facta haec acquietatio, & sedatio calumniae, anno 1077. ab incarnatione Domini. CALVMNIA, c'est, procez: CALVMNIAM VVERPIRE, se desister d'un procez.*

Depuis : les Seigneurs recherchez & reclamez par leurs vassaux, d'avoir agreable qu'ils peussent disposer des fiefs qu'ils ne tenoient qu'en usufruit ; Leur accorderent : non tout-fois gratuitement ; mais moyennant quelques adoucissements, presents modiques, tesmoignages de ressentiment, regardans plus l'honneur que le profit, appelez à ceste occasion FAVOR. Le Seigneur qui consentoit, dicebatur FAVERE, annuere, autorisare : le consentement, & le present, estoient appelez, FAVOR. Je toucheray quelques lieux du Chartul. de Vendosme. Fol. 52. Anno 1059. *Dominica secunda Advenus Domini: Quando Guarinus, frater Hugonis, qui Longam-vi-*

num nobis vendiderat, venit in capitulum, facere FAVOREM, venditionum fratris sui, unde ipse VVarinus habuit unam unciam auri. Fol. 119. en vntité de l'an 1077. Cum Hugo, dominus eius, audiuisset quod homo eius, secum suum, absque FAVORE eius dedisset, arripuit terram suam, nobisque abstulit. Fol. 130. Nithardus de Montcaureo, AVTHORAMENTVM sicut Albericus, dum adiuveret, firmavit: & propter FAVOREM sua autoritatis, equum trium librarum de substantia Monasterij habuit. Fol. 88. Super hoc facto, tam donationis, quam venditionis AVTHORITATEM ac FAVOREM, Eudonis senioris sui impetravit. De futuro verò convenientiam fecit, ut si, ab hominibus suis, aliquas comparationes quarumcunque rerum

FAVRE, facere potuerint, ipse libenter FAVEAT, suum præbeat AV-
 pour consentir, TORAMENTVM. Fol. 74. Anno 1078. ab Incarnato Dei
 se void fol 36. verbo, post natale Domini, comparauerunt Monachi, unum ari-
 66. 74. 131. pennum vineæ, de Erfredo negociatore, 30. solid., FAVENTE
 146. du Char- hoc Rodulpho presbytero, filio eius. De pueris autem, qui necdum
 tulaire. valebant loqui, promissit nobis, quod eos AVTORISARE fa-
 ceret, cum venerint ad aetatem loquendi. Fol. 36 FAVOREM

donationis secum occultè ab eo exegit. Fol. 135. Donavimus, qua-
 tuor infantibus eorum, duos solidos pro FAVORE, id est, singu-
 lis eorum, senos denarios: le titre est de l'an 1052. Au Char-
 tulaire de Iosaphat, pres Chartres, en vne lettre de Hugo,
 Euesque de Rouën, de l'an 1218. Habet in Monasterio de bene-
 ficiis Roberti de Mustelleto, & Richardi filij eius, cum FAVORE
 domini sui, supra nominati, tristici, &c. Puis: Habet de Bene-
 ficio Odonis, de Porta, FAVENTE Guillelmo fratre suo, totam
 terram, tam planam, quam nemorosam. Les lieux tirez du
 Chartul, de l'Abbaye de Vendosme, montrent l'usage de
 ces termes, FAVOR, FAVRE. En voicy encorés quel-
 ques-vns, à mesme effet. Titre de l'an 1158. Addidit Huber-
 tus, ut quicumque in toto Vindocino, de terris, que ad ipsius
 dominicatum pertinerent, vendere voluisset, ipse libenter annue-
 ret: Ita tamen, ut pro hoc ipso AVCTORAMENTO, ab ipsis
 Monachis, unum Palafredum, 30 solidorum, acceperit. Fol. 164.
 Titre de l'an 1068. Ne fortè damnum tali venditione pateremur,
 nobis obtulit, 8. solidos, propter AVCTORAMENTVM:
 & domum, FAVENTE capitulo, vendidit.

Donc, le present, fait au Seigneur de fief, ou prix convenu

auec

auec luy, pour vente, estoit appellé FAVOR: Il estoit aussi dit, VANTES, comme il se void cy apres, en vn titre de l'an 1079.

Les fiefs, par succession de temps, au lieu de simples usufruits, ayans esté rendus patrimoniaux, transmissibles par contrats & successions, l'indemnité des Seigneurs, (qui dependoit auparauant de leur arbitrage) fut reduite aux droicts, de quint, requint, sixiesme, treziesme, & autres. Le ne puis assurer, en quel temps, les fiefs ont esté rendus patrimoniaux. Ceux qui les ont voulu donner, au regne de Louis le Debonnaire, rapportent vn lieu de Tegan, en la vie de Louis. *In tam enim largus fuit, ut, antea, nec in antiquis libris, nec in modernis auditum est, ut villas Regias, quæ erant fisci, & aui, & tritau, fidelibus suis traderit eas, in possessiones sempiternas.* Mais ce lieu, ne peut estre entendu, que des tetres du domaine Patrimonial, lesquelles furent delaisées en propriété aux possesseurs. Les fiefs, releuans des particuliers, sont longtemps, depuis Louis le Debonnaire, demeurez en leur condition: Et de fait, il regnoit l'an 813. & plus de deux cens ans apres luy, la iouissance des vassaux, estoit encore en simple usufruit, dependant des Seigneurs.

Quoy qu'il en soit: les fiefs sont demeurez en leur condition noble & libre: les droicts establis, par les Seigneurs, sont marques d'honneurs, non seruitudes: Les seuls noms le monstrent.

Ces droicts, ont esté appelez, Lods: *Laudimia: Laude: Lods. Laudes: Laudationes: Lausus.* Tous ces mots, ont vne mesme source, de louer & agréer. C'est le prix de l'approbation & agrément, que fait le Seigneur, du nouveau vassal, & de l'investiture qu'il luy donne.

LAVDARE, n'est autre chose, que approuuer, autoriser. LAVDARE, Patente de Henry Palatin de Troyes, de l'an 1169 Miscel. hist. Camuz. *Ego volens pius inherere vestigiis patrum, LAVDAVI & APPROBAVI, LAVDO & APPROBO hanc fundationem.* Dans le grand Pastoral de Nostre Dame, de Paris, infinis actes, & sans nombre. *Hanc venditionem, ego, de cuius feodo mouebat, Lau dau.* Au Chartulaire S. Victor, c. 189. Patente du Roy Philippes. *Venditionem istam Lau dauimus, & nostrum ei assensum præbimus.* c. 211. *Concessimus*

& laudantibus, Laudantibus idipsum Decano nostro, &c. Cou-
stume de Tholose Si quis Laudauerit, vel concefferit. En vn
 acte de l'Abbaye de Pïalmodi en Languadoc, du 12. No-
 uembre 1370. *Laudimium, seu confirmatio.*

LOER. LOER, pour approuuer, dans les Anciens. Dans Philip-
 pes Mousk, en diuers endroiçts, pour exhorter.

Et loe qui tenist iustice,

Seur bas & haut, & poure & rice.

Dans le for de Bearn, Rubrica de las taxas, art. 43. contract
 de *Laudisme*. LAUD: en la mesme Coustume, Rubr. des
 arbitres, art. 1. Coustume de Sole. tit. 18. LAVERA, de
 la vendition. Celle de Bazadois, LAVZAR: & en vn autre
 endroiçt: *La molher, qui es en poder de maris, no po far testa-*
ment deus bens, que son sens: sino que lo maris, si consenta: &
la vulha pagar del son, sino que lous heretey de la molher fos-
sen à qui presents, & laudassen & approhessen so que ella aue
feyt: & ailleurs, Si lo Senhor no vol retenir lo sien vendut, deu
Lauzar, la vente, que lo seuzatey a feyt.

De là vient le mot, LODS, ou LOZ: pour approbation.

L'ancienne Chronique de S. Denys: Les Euesques & Archeues-
 ques, seroient inuestis par Charlemagne; & s'ils y entrent, sans
 son gré, & sans son lods, qu'ils ne puissent estre de mals sacrez.

La Coustume de Valois, art. 14. Avoir son lods & choix. En

celle de la ville de Mons en Haynaut, art. 8. LOZ, pour
 consentement, louer, consentir. LAVS donc, est le terme
 ordinaire des approbations. DE LAUDE, *Miraus donat.*

Belgie. lib. 1. c. 70. Au Chartulaire de Champagne, B T, in-

finis exemples. Fol. 22. tit. an. 1200. *De laude & assensu*

LAUDARE. *uxoris mea.* Fol. 146. tit. 1290. *Ad laudem & consilium vene-*

rabilis patris Episcopi Claromontensis. Fol. 207. tit. 1217. *Ad*

laudem & consilium Ducis Burgundie. Fol. 174. tit. 1223. *Ad*

laudem & affirmationem Lamberti de Castillione. Fol. 43. tit.

1222. *Sigillo meo totum laudo, approbo, & confirmo.* Titre de

l'an 1235. *Ogerius de sancto Veranno.* De laude & assensu fi-

liorum Anselmi, Guillelmi, & Gaufridi filiorum suorum, vend à

l'Eglise des Trois-fontaines, certaine quantité de bled. En

vn autre, du mois d'Auril 1232. le mesme Oger. *De lode &*

assensu filiorum, dat eadem Ecclesia unum modium, &c. Char-

tulaire de Cluny, chap. 251. *Filius maior, laudavit, & concepsit,*

Alius filius, nondum fuerat: abbas fecit ei dari 40. libras Cluniacensis monetae, propter laudem & concessionem suam. Chartulaire de Champagne, B R, c. 270. *Harardus miles de sancto Machildi, laude & assensu Castella uxoris, vendidit, &c. an. 1218.* Patente du Roy Louis, an. 1110. Chartul. Camp. B T. *Colligantur laude & consilio Maioris D. Dionysij.* LAVD: MJA. LAVDIMIA. LAVDÆ.
 les exemplēs ont esté touchez cy-dessus. LAVDÆ. Par titre de l'an 1290 les Religieux de S. Denys, prennent à bail à rente perpeuuelle, d'Angerrant de Courcelles, *pressorium, rogium, laudas, & vendas.* LAVDÆ 3. Chartul. S. Denys, LAVDÆ 3.
 Patente de l'an 1294. *Vente, laudes, & emenda.* Chartul. Camp. B R, p. 490 tit. an 1270. Vente de terre, consistant, *In hominibus, talliis, censuis, laudibus, & ventis.* LAVDATIO. LAVDATIONES.
 N 15. Chartul. Camp. B T, fol. 128. Delaissement par Thibaut Comte de Champagne, à Henry Comte de Grandpré: *Concedo, quod laudationes & venditiones, quas habebam in villa de Espiris, quando aliqua domus, vel censua vendebatur, &c.* Comme en cet exemple, *Laudationes & venditiones*, sont ioinctes: En plusieurs autres, se voyent, *Laudationes & venta.* LAVDVS. Ce mot, se rencontre moins en vsage: Chartul. LAVDVS.
 S. Denys, tit. an. 1204. *Lausus & venditiones.* Quelquesfois *Lausus*, est pris en autre signification. Chartul. S. Maur des Fossez, tit. an. 1193. *Ad lausum duorum hominum.* Autrean. 1195. *Ille, cuius erat terra, inde dabit, ad lausum duorum hominum.* LODS ET VENTES.

Auec le mot de LODS, souvent est ioint celuy de VENTES, comme designans vne mesme chose. Titre de l'an 1271. au grand Pastoral de Nostre Dame, de Paris. *A tous ceulx, qui ces presentes lettres verront, & orront: Jean de Soisy Cheualier le Roy de France, Salut. Sachent tost, que comme ie aie achetē en la censue du Dean, & du Chapitre de Paris, un achat qui monte cinc cens liures & tournois, & leur en deusse LES LOTS ET LES VENTES, & il, par leur grace & leur courtoisie, de ces lots & de ces ventes, me ont quistē, donné, vint liures de tournois: le leur promets, & suis tenu à rendre & payer le remanant des lots & des ventes, deuant dīctes, dedans le hūitiēme de la Chandeleur: Entesmoim, &c. Et fut donné à Paris, le Vendredy apres la S. Martin d'huer, l'an de nostre Seigneur 1271.*

Vente, est le mot general: *Venda, venditiones, vendita:* VENTES. *Vema & saisina:* VENTES ET HONNEURS. Le nombre HONNEURS.

en est sans nombre. Le droit fut ainsi premierement appelle, d'autant qu'il se payoit regulierement, par le vendeur, & honneurs, par l'acheteur. Les lods aussi se payoient par l'acheteur, en consideration de l'investiture. Mais, depuis, les noms, & l'usage de la chose, ont changé: En peu de Coustumes, le vendeur paye: les droits sont à la charge de l'acheteur. Et es Coustumes, qui ont receu ceste diuersité, il y a beaucoup de difference. Exemple. En celle de Meaux, art. 199. *L'acheteur doit la moitié des lods & ventes, & le vendeur l'autre moitié, s'il ne s'y dit, francs-deniers au vendeur.* Par celle de Troyes: *Le vendeur, doit les ventes; & l'acheteur, les lods & par moitié.* Il y en a autres semblables. L'usage des **FRANCS-DENIERS**, est ancien. Au second volume du Chartul. S. Denys, est vn contract, receu par Notaire à Prouins, de l'an 1293; entre Robert Giffart & sa femme, & Pierre Giffart, portant vente de fonds, pour la somme de 400. liures de bons petits tournois, *Quies aux vendeurs.* Quies aux vendeurs: c'est, Francs-deniers.

FRANCS-DENIERS.

PAX.

CONSI-LIUM.

ACCORDE-MENS.

ACCAPTAMEN-TA.

Ces droits sont, pour la mesme raison, appelez, **PAX**; en la Coustume de Tholose: & **CONSLIUM**, en celle de Montpellier: comme ie monstre cy-apres, parlant du Languedoc. Berry, tit. 6. c. 1. **ACCORDEMENTS**; le vulgaire, **ACCAPTAMENTA**. La Coustume de Bergerac, qui est del'an 1368. art. 69. **VENDAGIA ET ACCAPTAMENTA**. Le sieur Mainard, liu. 4. dit, que en quelques anciens titres, ils sont appelez, **LOVRGATS**, *quod eorum solutione laudetur pax inter dominum & vassallum*. **PAX**; est titres anciens, est aussi, ce qui se payoit pour condamnation ou composition d'un crime. Coustume generale de Haynaut, c. 27. Faire **PAIX** à partie, pour homicide. Ils ont esté aussi appelez, **CAPISOLITA**, comme estant d'usage ordinaire, *Solita capi à dominis*. La Coustume de Bazadois, les appelle, **CAPSOOLS**, ou **CAPSSOVLTS**, & *verdas*. Le for de Bearn, tit. 1. **Capsoës**: C'est le **Capisolita**. L'usage de ce mot est frequent audit for: *Los capsoës & preparans aux Seigneurs*

Maison de Paix pour l'Audience. Monf. c. 12.

CAPISO-LITA.

CAPSOOS.

secondaux, tit. 1. art. 29. *Au Conseil seul appartient la cognoissance des Capsoës deus aux Seigneurs*, Rubrica de Notaris, art. 18. *Temps pour demander les Capsoës*, Rub. des Prescriptions, art. 7. *Payement de doubles Capsoës.* (Rub. des Contrastes) peuvent

estre demandez au demandeur, ou à l'achepteur, cad. Rub. art. 34. D'engagement, ne se payent *Capsoos*, cad. Rub. art. 37. *Capsoos*, sont mis entre les frais, & loyaux cousts, en retraits: Ead. art. Celuy qui reçoit les *Capsoos*, pour le Seigneur, est dit, *Capfote*, Rub. du Conseil, art. 18. Rub. des Prescript. art. 7. Rub. de Salariis, art. 7. *Capsoos*, se prend mesmes hors la matiere des fiefs, pour chose ordinaire, d'estre payée, comme en la Rubrique de la forme de faire Inquants, art. 3. *Tou bees mobles incantats, se poiran senslozermi de nau iours, pagan les Capsoos aux personages ausquiaux seran demorats lesdits bees mobles.*

CAPSOTE

Ils sont aussi appelez, *FORISCAPIA*: d'autant qu'ils se payent, hors & outre le prix. Ez constitutions des Rois d'Ar-
ragon, ces deux mots sont ioincts: *LAVDISMVM SEV FORISCAPIVM*. Le mot, *FORCAPIVM*, est en vne autre signification és Capitulaires de Charlemagne, lib. 4. c. 36.

FORCAPIVM

Il y a d'autres droicts: selon la diuersité des provinces: de peu d'utilité, reduits dans la douceur & retenue; ayans pour seul but, l'honneur enuers les Seigneurs: comme le droict de Gands, Chambellage, droicts anciens, non à la verité, tant generaux, & vniuersels, que celuy des lods & ventes. Le droict de *GANDS*, est ancien. Titre de l'an 1205. au Chartul. Nostre Dame, de Iosaphat: *Petrus de Diuise Burgo, &c. Quicquid in terris, &c. Dederunt cum venditionib. & GANTIS.*

GANDS

Autre, de l'an 1238. au Chartul. S. Denys: contenant transaction entre *Foldradus Aduocatus Flamenginx*: & le Chapitre de S. Denys. *De inuestituris, habebunt maiores duos, denarios Laudunenses, pro suis CHIROTHECISTANUMMODO*. Plusieurs Coustumes, ont estably ce droict, outre les lods & ventes. Touraine, Lodunois: Dunois, Chartres, Orleans, Montargis, Senlis, Valois, &c. Ils sont estimez, selon les lieux, à deux, dix, quinze, seize, vingt, ou vingt-quatre deniers, & se payent pour la saisine & inuestiture. Je ne puis approuuer, l'opinion de ceux, qui ont pensé, ce droict, estre ainsi appellé, d'autant qu'il couure la main du Seigneur. Il procede, d'un usage ancien, de deliurer la possession & inuestiture des heritages, par quelque marque exterieure, *per baculum, virgam, ramum, &c.* & autres. Ainsi par les Coustumes des fiefs, lib. 2. tit. 2. L'inuestiture se faisoit, *Quando, hasta, vel aliud quilibet*

CHIROTHECA

corporeum, porrigitur, à Domino, se inuestituram facere dicente.
Ce qui est confirmé par S. Bernard, *Serm. de Cana Dominica.*
La tradition d'un Gand, estoit la marque extérieure de l'inuestiture, laquelle, depuis, a esté reduite, à des sommes modiques, non en prix, mais en poix & consequence. Dans le Chartul de S. Denys, Guyot, le Boutillier de Senlis, par acte de Mars 1482. confirme vne vente, faite au Conuent de saint Denys, par Regnaut de Paupere, & finit en ces mots: *Requerans iceluy Guillaume, que pardenant nous, en droict de ces choses, il soit desaisi en la main dudit Abbé, & l'en a saisi, en son nom, & au nom de l'Eglise S. Denys, par un Gand.* La crainte d'estre long, m'arreste, & m'obiige à retrancher nombre d'exemples, sur ce sujet.

CHAMBELL-
PAGE.

LE CHAMBELLAGE, est vn autre droict, deu aux Seigneurs, à cause de l'inuestiture, ou admission en l'hommage: Nom d'honneur, fort esloigné de seruitude; l'en touchera en peu de mots l'origine. Anciennement, les hommages des grandes terres, estoient rendus à la personne du Roy, ayant à son costé son grand Chambellan, lequel, de bouche, ou par escrit, disoit au vassal, *Vous deuez homme du Roy, de tel fief, ou seigneurie, que vous connoissez tenir de luy.* Et apres que le vassal a respondu, *Ouy:* le grand Chambellan dit, pour le Roy, qu'il le reçoit. Les histoires fournissent diuers exemples de ces hommages, rendus par les Rois d'Angleterre, pour la Guyenne, autres pour la Bretagne. Ceste prerogative, fut donnée à la dignité de la charge, comme attachée à la personne du Prince, dont voicy vne remarque, dans le Roman de Florimont, escrit l'an 1158.

*Le Duc ne fu mie vilains,
La Dame prist entre ses mains,
Quans li ot pleue sa foi,
Second l'usage de la loy,
Le dextre genouil luy baïsa,
Et puis baïsa la Damoiselle,
Li Rois ses Chambellans appelle,
Le Roy appelle de ses Druz,
Et commende, qui soit vestus.*

Comme l'entremise du grand Chambellan, n'estoit pas gratuite, luy furent attribuez quelques droicts, entre lesquels

se voit, que le manteau du vassal, rendant hommage, luy estoit accordé: dont M. Fauchet, au liure des Dignitez, chap. 9. rapporte vn lieu, tiré du Roman de Renaut.

Chambellan, de ma chambre, tousiours-mes en serez.

N'i viendra nus haushome, qui de mere soit nez,

Pour terre, ny pour fief auoir & releuez,

Que n'ayez le mantel, qu'il aura assemblez.

Du Tillet, chapitre du grand Chambellan de France, fournit vn exemple approchant: qui est du Chambellan hereditaire de la Chastellenie Taulnay-charente, appartenante à Monsieur Alphons de France, Comte de Poictou: auquel appartenoit le manteau de chacun vassal, faisant hommage audit Comte.

Les Anglois, qui ont appris des François, l'introduction des siefs, & des droicts, qui en dependent, ont reserué au Chambellan, qu'ils appellent, *Camerarius*, quelque chose de ceste ancienne forme. Aux Statuts de Vuestmontier, 2. an. 13. Edvvardi 1. chap. 47. Ils ordonnent, à l'esgard, des Abbez, Prieurs, Religieux, & seculiers, non possedans Baronnie entiere, ou partie de Baronnie, que pour les droicts deubs au Chambellan, à cause de l'hommage, *Sit Camerarius, de superiori indumento contentus, vel de pretio indumenti, quod plus honestè dictum est, pro Religiosis, quam pro secularib. quia, honestius est, quòd Religiosi pellant pro superiori indumento, quam exuant.*

Depuis: ceste forme de prendre le manteau du vassal, faisant hommage, a esté changée en argent: Et dedans du Tillet, se lit l'Ordonnance du Roy Philippes, de l'an 1272. *Que tout vassal, faisant son hommage au Roy, payera le plus pauvre, vingt sols parisis au grand Chambellan: le moindre, ayant de reuenus cent liures de rente, cinquante sols: celui qui en a cinq cens, cent sols parisis: les Barons, Euesques, & Abbez, dix liures parisis.* Ce droict, a esté appellé, droict de Chambellage: lequel pareillement, s'est esteint par le temps, à l'esgard des Rois: Mais emprunté, par emulation des Rois, par les Seigneurs particuliers, & receu par plusieurs Coustumes: lesquelles neantmoins l'ont diuersement réglé, selon la diuersité des mouuemens & desirs: Et est payé pour marque d'honneur, outre les lods, & les reliefs. Par quelques Coustumes, le Chambellage est de cinq sols; autres de vingt; autres d'vne

pièce d'or, à la volonté du vassal: en autres, il est d'un escul sol. Ceste taxe est la plus haute de toutes, tesmoignage de l'innocence du droit, non regardant le profit, ou l'utilité.

Ie pourrois rapporter, tous les articles des Costumes particulieres, qui ont parlé de ce droit: Mais ie ne veux pas me parer du travail du sieur Ragueau, lequel, en son Indice, les a curieusement recueilly.

À l'esgard des Abbez de fondation Royale, le Chambellan, les petits Chambellans, le Seneschal, Boutillier, receuoient à cause de leur acte de fidelité, vingt-cinq liures, distribua- bles: à sçavoir, dix liures au Seneschal; au Boutillier cent sols; au Chambellan cent sols; pareille somme aux petits Chambellans. Les Arrests de 1270. & 1275. contre les Abbez de S. Esloy & de Bonneval, le tesmoignent.

En quel temps
ont commencé
ces droits re-
glez.

Mais, de quel temps, me dira-on, prendrons-nous, le com- mencement des droits reglez, de lods, quint, & autres, qui se payent aux Seigneurs?

Comme les mutations de vassaux, plus ordinaires, escheent par alienations & successions: Dès que les fiefs furent ren- dus hereditaires, les droits des Seigneurs, furent establis, en ces deux rencontres, qui sont les ventes & reliefs. L'es- fet des ventes est en cas d'alienation: le nom le porte. Le plus ancien titre, que j'en ay veu, est de l'an 1079. *Septima- na prima mensis Iulij.* Au Chartul. de Matinonstier. *Et f- mandus isse, cui Nithardus modo calumniabatur, emerat molin- num, tunc, quando illi septem libras pro eo reddidit Salomoni: & quia emptio sua erat, poterat eum dare cui volebat, sine ulla contradictione. Si quis census molini ipsius Nithardi erat, in sum erat ut inde VENDITIONES haberet, quas in eodem placito recepit.* Les exemples depuis, sont infinis, dont le rap- port se- roit à charge. Je ne nie pas, qu'il n'y en ait d'autres, & plus anciens, qui ne sont pas venus à ma cognoissance: Mais ie ne voy pas, avec certitude, en quel temps les ventes ont esté réduites, au quint, requint, ou autre pied, dont la diversité est grande entre nous. Par le temps, ces droits ont esté diuer- sement reduits; quint, requint, sixiesme, reixiesme, trezies- me, ventes, venterolles, reuentions, lods, mylods, & autres. En quelques provinces, l'acheteur paye, aux autres, le ven- deur & l'acheteur.

VENTES.

VENDITIO-
NES.

RACHAT ET RELIEF, signifient meſme choſe, ſe payent en conſideration du changement de vaſſal, & quelques-fois Rachat, en cas d'eſchange, ou de donation. Les marques en ſont fort anciennes. RACHAT: eſt le nom originaire, frequent dans les Anciens. RECATA GIVM: En vn titre de S. Martin des Champs, 1202. *meſe Octobri*. Mathieu & Mathilde de Marli ſa femme, delaſſent en ſief, & homma-ge lige, vne quantite de terre: *Pro qua emptor fidelitatem & ligeiam fecit*, ſans que ſon heritier ſoit tenu payer à l'aduenir, *quam 20. ſolidos pro recatagio*. Ailleurs, RACHATVM.

RACHAT
RELIEF.

RECATA;
GIVM.

RACHAT
TV M.

RELIEF, eſt de meſme en effet. RELEVATIO. Chart. de Vendosme, tit. 1038. *Nihil de releuatione, ultra 15. ſolidos exigendo*. RELEVAMENTVM. Chart. Mairinouſt. tit. an. 1171. RELEVARE, dans le meſme Chart. *Iuſtum eſſe ut releuaretur, quandoquidem eſſet deſunctus*. Relief, à cauſe du deceds: En l'accord d'entre l'Abbé de S. VVaſt d'Arras, les villes de Mons, &c. del'an 1220. eſt cet article: *Li relief, les requetteſ, li vendages des terres, montent tant ſeulement à l'Abbé, &c.*

RELIEF.
RELEVATIO.

RELEV
MENTVM.

Du commencement, le droit de Rachat, ou Relief, ne fut pas réglé à certaine forme: Il dependit long temps, de l'arbitrage des Seigneurs. Au Roman de Vacce, qui eſt l'hiſtoire des Ducs de Normandie, eſt parlé, d'un Relief, pour lequel, fut preſenté à Robert Duc de Normandie, vne Iuſte d'or: Iuſte, eſt vn pot ou meſure. Dans les Anciens, ſouuent ſe rencontre, *Iuſta vini, Iuſtitia vini*: Iuſtice.

Relief, non re-
glé.

Relief, en lign
directe.

*Et vous illec vn damoiſel
Vne iuſte ſous ſon mantel,
Mort ert ſon pere nouuellement,
RELEVER vous ſon ſenement:
Sa iuſte eſtoit moult bonne & chiere,
Tout eſtoit d'or noblement faite,
Cil qui la tint la auant traite.
A preſent au Duc la tendi,
Li Duc li diſt voſtre merci.
Et au Clerc diſt, donc Clerc tenez,
La iuſte eſt voſtre, receuez.
Or oez quelle merueille arriva
Du Clerc, qui la iuſte retint,*

*Clerc mort de
iſſe, d'vndon
inopiné.*

Et il a soi traire la dut,

Estendi soi, & si mourut.

Exemple remarquable de relief, payé en succession directe, laquelle regulierement en est affranchie. Mais, lors les maximes n'estoient pas establies : & ne se payent encores à present en directe, qu'en certains lieux, par disposition particuliere. Au païs de Vexin, ils se payent à toutes mutations : Orleans, *Releuoisons à plaisir*, titre des *Releuoisons à plaisir*. Blois, art. 109. *Reliefs à cher prix, &c.*

Les Rachapts & Reliefs, furent quelquesfois abonnez, & reduits à certaine somme, comme nous auons veu cy-dessus ; *Viginti solidos pro recatagio : De reudatione 15. solidi, &c.* Ce qui s'observe encores en plusieurs lieux.

La reduction plus generale, de ces droicts, a esté, la iouissance d'une année du reuenu, que nos Coultumes ont porté à la iouissance actuelle, par le Seigneur, au prix de la ferme, ou dire de preud'hommes. A quoy ie ne m'arreste pas ; cherchant seulement en cet exercice, ce qui n'a pas esté touché par autres.

— *qua scelis semota, meisque
Temporibus defuncta.*

Ecosse.

Malcolmus Roy d'Ecosse, second du nom, lequel regnoit en l'an 1004. distribua à ses subjets, toutes les terres, qu'il possédoit en domaine ; se reserua seulement le droict de Garde, & celuy de Relief. Boëtius, *hist. Scotorum*, lib. 2. de Malcolmo : *Vnius anni eiusdem agri census, quem releuium vulgo, aut RELEVATAM dicunt.* Buchanan dit le mesme, lib. 6. *sub finem.*

RELEVIVM.
RELEVATA.

Angleterre.

L'usage de Relief, a passé en Angleterre ; comme il se void en la collection des loix d'Angleterre, faite sous Henry II. par Arnulphe de Glanville ; & statuts de Henry III. d'Angleterre, inscrits, *Magna Charta* : & entre les *Tenures de Litleton*, que ie passe : ne voulant m'attester, que sur nos mœurs, combien qu'auec de grandes diuersitez. Par vne Patente, de l'an 1121. rapportée dans *Miraus donat. Belgic. lib. 2. c. 31.* Charles le Bon, Comte de Flandres, prend le reuenu d'un an, apres la mort du vassal. Marque d'antiquité en ce Royaume : les Anglois, Flamans, Normans, & autres, ayans emprunté de la France, l'usage & les regles des fiefs. L'an 1275.

Flandres.

Iean, Duc de Bretagne, conuertit la Garde, introduite par ses *Bretagne* predecesseurs, en Rachat, & iouissance d'yn an. La Patente est dans l'ancien Coustumier de Bretagne, & rapportée par Argentré, en l'histoire de Bretagne.

Or combien, que par resolution, comme generale, Ra- *RACHAT* chat, ou Relief, eust esté de long temps reduit au reuenu d'v- *A MERCY,* ne année, plusieurs Seigneurs toutesfois, moins fauorables, *ESTANT,* ont longuement vescu sous la licence, de prendre à discretion la taxe de ces droicts, qu'ils appelloient, *Rachats à mercy,* mesmes en plusieurs endroicts de la prouince de Poictou. Ce qui donna sujet à Alphons, fils du Roy S. Louis, Comte de Poitiers, & de Tholose, faire vn reglement general en l'année 1269. portant abolition du Rachat à mercy, & reduction à la iouissance d'une année. Partie de la Patente est sur la fin du plus l'ancien Coustumier de Poictou; mais imparfaite, & mal correcte. L'original estant au thesor des Chartres du Roy, scellé de treze sceaux, est en la forme qui suit.

*Reduit à vne
année.*

A TOVS ceux, qui ces presentes lettres verront. *SAVARIZ* Vicoens de Thoarz, *Valez.* Guionnet filz Aymeri, iadis Vicoens de Thoarz; Hugues l'Arceuesque, sires de Partenay & de Vouens; Morice de Belleville, sires de la Garnache & de Montagu; Geofroi de Lezignen, sire de Tarnac & de Chastelachart; Sabran Chabot, sires de Rochecreuere; Guillaume de Biqueney por Gui de Chemilly, seigneur de Mortaigne, à ce acourné de par li; Geofroi, sire de Chasteaubrient; Guillaume, sire de sainte More; Thiebaut, sires de la Chasteigneroie; Morice de la Haie, Charles de Rochefort, sire de Villiers; Geofroi de Chaucroie; Thiebaut de Binaumont, sires de Bercoere, salut en nostre Seigneur. *SçACHENT,* cil qui sont, & qui à venir sont, que trespaut & nostre trespchiers sires, *AVFONS,* filz du Roy de France, Coens de Poitiers, & de Tholose, esgardé & conserré nostre porfit, & le commun porfit de sa Comté de Poitiers, & especialement *DV* VICOMTE DE THOARS, & de la terre de moi Hugues l'Arceuesque deuant dit, & des autres terres, qui sont en ladite Comté, en sa seigneurie & en son destroit, esquels estoient *LES* RACHATS A MERCI, Voillans & desirrens pourueoir à la pès & à l'alegement de ses feaux; En mœur conseil & deliberation, à nostre requeste, & de nostre volenté, & de nostre oïrois, &

la nouvelle, art. 148. & 173. en parlent, & resoluent: Que, en la Vicomté de Touars, pais de Gastine, és terres de fief-franc, Mauleon, Talmond, ressorts de Fontenay, Vouuant, Moruant, Mailzais, & autres, d'entre la Seyure & la Diue, les choses tenuës en fief lige, payent le rachat: & que, celles qui sont tenuës en hommage plein, ne tombent point en rachat, par la mort, ou mutation de vassal; ains, le Seigneur auquel est deu hommage plain, est fondé par la Coutume, d'auoir pour chaque mutation, PLET, & cheual de seruice, par borderies & mesures, qui sont en fief: si abonny, ou autre deuoir n'y auoit par conuenance prescription & vlsance.

L'usage de ces termes, en Plet, ou Plait de mortemain, est fort ancien, & se iustifie par titre, precedant celuy d'Alfonse Comte de Poictou cy-dessus employé. En vne transaction, qui est au thresor de M. le Duc de la Tremouille, à Thoars, faite au mois d'Octobre 1254. entre Esmery Vicomte de Roche-chavard, & Ieanne sa femme, d'une part: & Emery Vicomte de Thoars d'autre, sur la demande de ladite Ieanne, en l'heritage & descenduë de feu Sauari de Maulcon, sont ces mots. *Et est à s. auoir, que ledit Visconte de Thoars nos a quité, icelle partie, que nous doussant mettre au PLAIT & à RACHAT, que il a fait au Conte de Peitiers d'aucunes dites choses: & si ol aueneit que RACHAT ou PLAIR de MORTEMAIN fu fait au viage de moy Aymeric d'auuant dit, des choses d'auuant dites, ge me sus tenu à rien mettre: mes apres ma mort, ma deuant dite femme, & mi hoir, & mi successor sunt tenu à mettre au PLAIT & à RACHAT de MORTEMAIN, segon nostre partie desus nomée, que nous auons de choses, & second cou que nostre auire metrom au PLAIT & à RACHAT, por raison de la partie, segun le usage & la costume du pais.*

Le nom, PLET, ou PLAIT, signifie PLACITUM, PLAISIR, DEVOIR. Le Chartulaire de l'Abbaye de S. Ciprien en Poictou, qui m'a esté presté par M. l'Euesque de Poitiers, en fournit diuers exemples. Titre de l'an 1406. *Sine ullo placito, sue deuerio.* Autre 1404. *Cum tribus solidis de placito. & cum 12. denariis pro omnibus seruitiis soluendis DE MORTVA MANV:* Item: *cum 30. solidis de PLACITO soluendis DE MORTVA MANV.* Autre, 1399. *Precio 12. denariorum*

ACHAPTAMENTI seu PLACITI. Autre: 1460. sans aucun ACHAPT. PLAISIR NY ACHATEMENT. Ces deux termes, *Plaisir* MENTVM. & *Achaptement*, sont souuent joints: tit. 1390. *In secundum cum 12. denariis, moneta currentis, de ACCAPTAMENTO seu PLACITI.* Il y en a plusieurs autres. Tit. 1404. *Trente-deux sols de Mortemain à mutation de Seigneur.* Tit. 1460. *A dix-sept deniers de Mortemain.* L'on peut douter, s'il y a difference, entre PLAIT, & PLAIT de MORTEMAIN. Rat, ancien commentateur, n'en parle point. Theueneau, les rend synonymes: n'improue pas neantmoins, que PLAIT soit à mutation de vassal: PLAIT de MORTEMAIN, en cas de decez: à quoy penche Ragucan: & l'article 173, semble les assister: Mais les titres en grand nombre, du Chartulaire de Nanteuil, en vsent comme des termes egaux.

L'effect de ce droit est reduit par mazures & borderies, en l'art. 173. de la Coustume: esclaireie, par le 174: Chasque ouuerture appellée *Plait* simplement; ou *Plait de mortemain*, doit au Seigneur pour mazure de terre, 50. sols: pour borderie 25: pour quarteron 12. sols 6. deniers: pour retail 6. sols 3. deniers. Les droits ont esté ainsi diuisez par la continence desterrres, expliquées en l'art. 177. qui appelle, Mazure de terre, vne gaignerie de quatre beufs, garnie de prez & de pasturages: c'est à dire, Mestairie ayant quatre beufs. Borderie, gaignerie à deux beufs: quarteron, est d'un beuf: retail, un demy beuf: Signifiens ces mots, labourage à quatre beufs, à deux, à un, à un demy.

Mazures.
Borderies.
Quarteron.
Retail.

Ce droit, donc, est general, s'il n'est abonni, dit l'art. 173. & avec raison: Car plusieurs terres sont réglées par conuentions contraires. Par cet article de Coustume, les fiefs liges payent rachat: & il s'en void plusieurs, soumis au Plait, & Plait de mortemain. Hommage LIGES à quatre deniers de deuoir du Plait de mortemain de l'an 1375. en l'histoire des Chastaigners, p. 98. Au Chart. de Nanteuil, tit. 1439. Hommage LIGES à 25. sols de deuoir, ou plaisir. Autre 1447. *Ad homagium Ligum cum 15. denariis de acaptamento in qualibet mutatione domini & hominis.* Et l'hommage de Ruffec del'an 1405. est, *Homagium Ligum, sine aliquo accaptamento*, semblable à autre del'an 1396. D'ailleurs: plusieurs hommages plains, sont par conuention abonnis à certaines sommes d'argent, de

gands, & autres especes de prestations, non reduits aux mazzures, borderiers, & autres, suivant ledit article. En l'histoire des Chastaigners, exemples, au texte p. 27. aux preuues p. 43. 49. 51. Et entre les titres de Nantueil, les exemples sont infinis. Plus : combien que la Coustume n'establis le Plait, qu'en cas de mutation de vassal, les abonnemens, sont, tantost à mutation de vassal, tantost à mutation de Seigneur, tantost à mutation de Seigneur & vassal : Conuentions auxquelles la Coustume n'a pas voulu déroger.

Rachat & relief d'Ansel, & Eglises.
REDEMPTIO.
RELEVATIO ALTARIVM.

Auant le Concile de Clermont en Auvergne, tenu sous le Pape Urbain, l'an 1094. il se pratiquoit, vne sorté de rachat & relief, au changement des Prestres, & Vicaires, seruans quelques Eglises parochiales : ces rachats appelez, REDEMPTIO, ET RELEVATIO ALTARIVM : Ce sont termes & recontres approchantes des siefs, puisque le changement y donnoit ouerture. Et combien que ce sujet semble estranger de mon dessein, i'y seiourneray neantmoins, pour donner quelques pieces non imprimées, non touchées par aucun, qui y apportent beaucoup de lumiere. Anciennement les Chapitres, & Monasteres, estoient gratifiez par les Euesques, & autres, d'Eglises parochiales, appellées ALTARIA. ALTARE CAMPENINI, l'Eglise parochiale de Champigny : ALTARE DE MERVACO : la paroisse de Meru, au Chartulaire de S. Martin des Champs, &c. Pour desferuir ces Eglises, estoient, par les Chapitres, commis des Prestres, appelez, *Persona* ; *Vicarij* ; *Altariorum personam gerentes* : (*Persona*, estoit le Vicaire ; *Personatus*, estoit l'Eglise,) contentez de quelque appoinctement modique : au changement ou decez desquels, estoient fournies aux Euesques, par forme d'indemnité, des sommes de deniers, appellées, ALTARIVM REDEMPTIO. Abus, suiuy de diuerses plaintes : retranché au Concile de Clermont, auquel estoit present Geoffroy Abbé de Vendosme, comme il tesmoigne, *Ep. 12 lib. 3.* De ces rachats est patlé, par Baron. to. 10. *Ioannes Sarsber. de nugis Curial. lib. 2. c. 7. Iurer in Ep. 12. Iuon. Carnot. Jacob. Sirmond. ad Epist. Gosfrid. Vindis. &c.* Les auteurs vsent seulement du mot, REDEMPTIO. RELEVATIO ALTARIVM, est aussi, au Chart. de Vendosme, en vne donation faite à l'Abbaye de la Trinité, par Theodoris

Personz Vicarij.
Personatus.

doric Euesque de Chartres de trois Parroisses, *absque releuatione.*

Le reglement du Concile, fut religieusement embrassé, en quelques Prouinces, & les delaissemens d'Eglises, faits, purement, sans reservation, en ces termes: *Altare, absolutum, ab omni Vicariorum substitutione, vel redemptione.* Ailleurs: *Altare, liberum à Vicariorum substitutione.*

En quelques autres prouinces; l'esloignement de l'abus, donna naissance à vn autre: Les Euesques, au lieu des rachats, ayans imposé des censures & redevances annuelles, sur les Eglises: qui est le sujet de l'Epistre 12. du 3. liure de Goffridus.

Comme ie suis sommaire és lieux imprimez, ie donne au long les autres: afin que la forme, sous laquelle l'erreur s'est diuësement glissé, en fin esteint, soit cognüë.

DELAISSEMENT D'EGLISES, A CONDITION
du droit de rachat, auant le Concile de Clermont.

Titre de Radbodus Euesque de Noyon & Tournay de l'an 1088. rapporté par Floris-vander-Haer, au liure 2. des Chastelains de l'Isle, dont ie rapporte les principales clauses, d'autant que le liure n'est pas commun. *VVALTERIVS Tornacensis Episcopus, &c. nostram adiutis presentiam, obsecrans ut altare de VVerny, quod sub PERSONATV tenebat, eidem Ecclesia, ad usus supradictorum, ratum, perpetuò, sub PERSONATV TENENDVM, CONCEDEREMVS, &c. Concessimus itaque, predictum altare Illensis Ecclesia, fratrib. tam futuris, quam presentibus, perpetuò, sub personatu, tenendum, tali scilicet conditione, &c. In festo sancto Symonis & Iuda, eiusdem altaris PERSONA, Episcopo, seu eius Vicario 10. solidos soluat. PERSONA verò mortua, seu quacunque occasione à personatu illo, decedente, alia subrogetur persona, que in sua restitutione 10. similiter solidos soluat, 4. quoque anno, Archidiacono, infra parrochiam illam, synodalia iura, exercens, debitam sicut ante habebat impensam.* Elle est de l'an 1088.

DELAISSEMENT ABSOLV, SANS CHARGE
de Vicaire, ou autre, depuis le Concile de Clermons.

Titre de l'Eueſque de Laon, Barthelemy, de l'an 1125.
IN NOMINE ſanctæ & indiuiduæ Trinitatis. Ego Bartholomæus, Dei gratia, ſanctæ Laudunensis Eccleſiæ Miniſter indi-
gnus. Quia propitia diuinitate, licet indigni, Pontificali Cathedra
preſidemus, Oportet, vt iuxta typum 4. animalium & Ezechie-
lis vaticinio, & Apocalypſi B. Ioannis, & in circuitu & intus
oculos habeamus, videlicet, vt & interiora, ſagaci oculo, perſpiciamus,
& exterioribus nihilominus debitam ſollicitudinis curam im-
pendamus: prædeceſſorum noſtrorum, erga Dei & Eccleſiæ ſanctæ
cultum, bene acta & conſulta, auctoritate noſtra roborantes: & ſi
quæ ab illis minus plene peracta ſunt, ope noſtra, pro noſtra fa-
cultatis modulo, adimplentes. Notum igitur eſſe volumus, tam
poſteris, quàm præſentibus: Quod, cum Monafterium B. Dionyſij de
Francia, infra terminos noſtra Diœceſeos, altaria 2. videlicet de Sor-
bais & de Altrepia, ſub obitu perſonarum, ab antiquo tenuiſſet:
nouiffimè, temporibus noſtris, mortua perſona, vice domini Abbatis
Sugery & Monachorum, à Petro ipſius Camerario requeſiti, vt B.
Dionyſio, perſonæ grauamen remitteremus, & quod de cætero al-
taria illa ſolidè & quietè, firma poſſeſſione tenenda, concederemus:
Ex Decretis Romanorum Pontificum, ne vltèrius altaria, per per-
ſonas tenerentur, ſancitum eſſe recordantes, & beneficiorum præ-
ſati loci aliquatenus participes eſſe cupientes, aſſenſu domini
Radulphi Archidiaconi & cæterorum Miniſterialium noſtrorum,
gratanter annuimus, præſenti priuilegio, donationem noſtram ro-
borantes: & ad maiorem rei certitudinem, teſtium, qui adſuerunt,
ſubſcriptione firmari, ac ſigillo noſtri nominis imprimi præcipientes:
& nequis vltèrius huic efficienſia contraire præſumat, ſub
anathemate, interdicentes. Signum Bartholomæi Epifcopi, &c.
Act. an. Domini 1125. indiſtione 3. epact. 14.

Autre: de l'Eueſque de Soiffons, an. 1202 tiré du Chartul.
de Champagne, B. R. DIKELO, Dei gratia, Sueſſionensis
Epifcopus: Omnibus, in perpetuum, notum facimus, tam præſen-
tibus, quàm futuris; Quod, nos, deuotionis conſtantiam, & dile-
ctionis puritatem, quam venerabilis Abbas, & fratres Monaſte-
rij ſancti Dionyſij, erga nos, omni tempore, habuerunt, honorem

etiam, ab eis incessanter nobis collatum, diligenter attendentes, iter accipientes Hierosolymitanum, ob remedium anime, eis offerimus, & in perpetuum concedimus, quicquid habemus, in Ecclesia de Longomonte: Ita quod decedente Presbytero, vel quoquomodo cedente, qui ad presens, ibidem diuinis est mysteriis participatus, unum Monachum, in eadem Ecclesia valeant ordinare; qui iuxta voluntatem Abbatis & fratrum, in dicta parochia annuatim, vel pro beneplacito suo Presbyterum idoneum & honestum substituere possit, nobis vel nostris successoribus presentandum, qui predicta Ecclesia praeesse debeat, & in ea diuina mysteria celebrare. Nos autem tam dictum Monachum, quam Presbyterum, Ecclesiam quoque ipsam, & quicquid poterunt iuste acquirere, ab omni exactione Episcopali, & Archidiaconali, exemptam esse volumus, & immunem: saluâ obedientiâ Episcopi & Archidiaconi in suis iusticiis faciendis: Et licet à procuratore Episcopi dicta Ecclesia sit penitus absoluta, liceat tamen Archidiacono, semel in anno, procuracionem debitam & moderatam, in suis visitacionibus obtinere. Act. an. Verbi Incarnati 1202.

DE LAISSEMENT D'EGLISE, AVEC censue & rente annuelle, depuis le Concile de Clermont.

Lettre del'Archeuesque de Sens, entre les titres de Saint Germain des Prez, an. 17. R. Ludouici. IN NOMINE Domini: Henricus, diuina miseratione, Senonensis Archiepiscopus. Notum fieri volumus, presentibus pariter & futuris; quod, veniens venerabilis frater Hugo, Abbas Canobij Beati Vincentij martyris, & sancti Germani Parisiensis, multis precibus supplicauit nobis, ut altare de villa, quæ dicitur Ethmaninus, & altare de villa, quæ dicitur sanctus Germanus: quæ duo altaria, predecessores eius Abbatis, sub titulo & respectu Vicariorum, à nostris predecessoribus tenuerunt, remotis & condonatis Vicariorum prout, predicta Ecclesia B. Germani, sub censu ALI TENORE, poposcenda, in perpetuum, concederemus. Nos autem, predicti venerabilis fratris, preces attendentes, & supradicta Ecclesia B. Germani Parisiensis, ac fratrum ibidem seruientium Deo, quieti, in reliquum, prouidentes: Consilio & assensu fratrum, & Archidiaconorum nostrorum, misericordia & charitatis, intuitu: tam deuotis ac dignis precibus clementer annuimus, & predicta

duo altaria, remotis & condonatis, in perpetuum, Vicariorum personis: VBI CENSVM TENOR, prædictæ Ecclesiæ Beati Vincentij perpetualiter concessimus, saluis siquidem & retentis omnibus aliis consuetudinibus nostris. Eo videlicet tenore, ut, singulis annis, in festiuitate omnium sanctorum, soluant, nobis & successoribus nostris, CENSVM pro altari villa Ethm. sol. 15. Quid si die denominata, de actum censum non reddiderint pro Ecclesiâ, quia censum non reddiderint, quinque solidorum legem emendant, & non perdant. Vt autem hac donatio, siue concessio nostra, perpetua firmitatis radicibus innitatur, sigillo nostro, & charta tere nominis nostri, scriptum hoc subterfirmamus, & Archidiaconorum nostrorum nominibus, roborari decreuimus. Actum in Pontificali domo Scionensis Ecclesiæ, Henricus Archiepiscopus, Petrus Archidiaconus, Guillelmus Archidiaconus, Theobaldus Archidiaconus, Item Petrus Archidiaconus, Symon Archidiaconus. Data mense Martio, Indictione 4. regnante Rege Ludouico, anno 17. Petrus Lenita, & Cancellarius scripsit.

Autre, du Chartulaire de Champagne, B. R. de l'an 1120.
IN NOMINE Domini: Dambertus Archiepiscopus. Sacerdotale, quod suscepimus, bene Deo annuente administramus officium, cum diuini amoris intuitu, & fraternæ charitatis respectu, faciliè damus assensum & probabilibus desideriis iusta petentium. Vt enim iusta petitio debet admitti: sic etiam quorundam sua querentium, & non Iesu Christi, iniusta & irrationabilis postulatio debet excludi. Sed inter has, siquidem crebras postulationes diuersarum personarum, vnum quidem intima discretionis honore nos conuenit, ut liquido possimus agnoscere, quid negandum, quid concedendum sit cuique, ne forte (quod absit) denegare velimus alicui, quod ei, quasi iure hereditario, competit, & dare cuilibet, quod eum habere iuris ratio non permittit: culpa enim grauis & intolerabilis nos, non immerito, respicit, si de tanto illo iure, quod habent Ecclesiâ nostra, eas velimus, in aliqua parte, imminui. Cum mens videlicet Sacerdotalis, & Regia, potius, debeat propria quaque largiri, quàm aliena appetere, quæ ei habere rationis auctoritas contradicit: Huius itaque speciei iocunditate plurimum gaudens, venerabilis frater Abbas sancti Dionysij, venit ad nos, humillima precum instantia, rogans & deprecans, ut Ecclesiâ quandam, quæ est in pago Vastinensi, in honore B. Lupi consecratam, sub ANNO CENSVM, remota omnino persona:

Vicarij mittere dignaretur. Nos itaque, considerantes, nihil noui nos constituturos, si predecessorum nostrorum decreta sequamur, & eorum facta pariter & exempla, quantum fas est, in bonis etiam imitando, teneamus: Petitioni iam dicti viri, domini videlicet Abbatis sancti Dionysij, gratanter annuimus, & prefatam Ecclesiam, SVB ANNO CENSU, posuimus: ita ut deinceps persona Vicarij remota, in censu sol. 6. publica monet a ipsius loci, in quo Ecclesia sita est annuatim reddat. Quos quidem in octauis sancti Dionysij, Archipresbytero nostro Vastinensi persoluat: saluis denique consuetudinibus nostris, circadis videl. synodis, retentoque Episcopali iure per omnia, à primis per medium usque ad vltima. Quod ut firmum permaneat, &c. Dat. mense Maio, anno ab incarnatione Domini 1120. Indict. 13. Rege Ludouico, anno regni 12. HATO Cancellarius scripsit.

Que si l'on demande, en quelles mains ont passé, ou quelle autorité ont reconnu ces autels ou Eglises, depuis le Concile de Clermont, puisque le retranchement du rachapt, appelé *Redemptio*, seul mouuement du delaisement fait aux Monasteres, cesse. Response: Que suivant la determination du Concile, elles sont demeurées aux Monasteres, par lesquels elles auoient esté possédées pendant trente ou quarante ans auparavant. La Bulle du Pape Paschal le tesmoigne, rapportée par *Iures in Epist. 12. Iuon. Carnot.* Et ez Annales del'Eglise de Noyon, chap. 91. est vne confirmation faite par Balderic Euef. que de Noyon, à l'Abbaye de Ioarre, de diuers Aute's de ceste qualité. *Venerabilem fratrem nostrum, &c. cum sorore sua Marhilde Ecclesia Iotrensis Abbatissa, &c. ut altaria, que sub personatu, plus quàm tricennati possessione, Iotrensis tenuerat Ecclesia, in perpetuum, eidem Ecclesia, sub priuilegij nostri testimonio, firmaremus. Nos vero, &c. hac altaria, à personatu libera, concessimus, scilicet, &c. Tali cum tenore, ut synodalia iura, sicut antea, Episcopo, vel eius ministris, soluant, & presbyteri, qui Iunioratum ab Ecclesia Abbatissa susceperint, quoties alter alteri successerit, vel aliquo casu mutari eos oportuerit, ab Episcopo siue Archidiacono curam suscipiant, anno 1103.*

Ayant parlé des Rachats & des Reliefs, ie touchersy vne renconure particuliere à la Coustume de Normandie, & de l'usage du Comté d'Eu. L'art. 164. de Normandie, ordonne, **AYDE DE** que tous fiefs, qui doiuent relief, doiuent **AYDE DE RELIEF, RELIEF.**

Et il a soi traire la dus.

Eftendi soi, & si mourut.

Exemple remarquable de relief, payé en succession directe, laquelle regulierement en est affranchie. Mais, lors les maximes n'estoient pas establies : & ne se payent encores à present en directe, qu'en certains lieux, par disposition particuliere. Au païs de Vexin, ils se payent à toutes mutations : Orleans, *Releuoisons à plaisir*, titre des *Releuoisons à plaisir*. Blois, art. 109. *Reliefs à cher prix, &c.*

Les Rachapts & Reliefs, furent quelquesfois abonnez, & reduits à certaine somme, comme nous auons veu cy-dessus ; *Viginti solidos pro recatagio : De reudatione 15. solidi, &c.* Ce qui s'obsete encores en plusieurs lieux.

La reduction plus generale, de ces droicts, a esté, la iouissance d'une année du reuenu, que nos Coultumes ont porté à la iouissance actuelle, par le Seigneur, au prix de la ferme, ou dire de preud'hommes. A quoy ie ne m'arreste pas ; cherchant seulement en cet exercice, ce qui n'a pas esté touché par autres.

*— que seclis semota, meisque
Temporibus defuncta.*

Escosse.

Malcolmus Roy d'Escosse, second du nom, lequel regnoit en l'an 1004. distribua à ses subjets, toutes les terres, qu'il possédoit en domaine ; se reserua seulement le droit de Garde, & celui de Relief. Boëtius, *hist. Scotorum*, lib. 2. de Malcolmo : *Vnius anni eiusdem agri census, quem releuium vulgo, aut RELEVATAM dicunt.* Buchanan dit le mesme, lib. 6. *sub finem.*

RELEVIVM.
RELEVATA.

Angleterre.

L'usage de Relief, a passé en Angleterre ; comme il se void en la collection des loix d'Angleterre, faite sous Henry II. par Arnulphe de Glanville ; és statuts de Henry III. d'Angleterre, inscrits, *Magna Charta* : & entre les *Tenures de Littleton*, que ie passe : ne voulant m'arrestier, que sur nos mœurs, combien qu'auec de grandes diuersitez. Par une Patente, de l'an 1121. rapportée dans *Mirans donat. Belgic. lib. 2. c. 31.* Charles le Bon, Comte de Flandres, prend le reuenu d'un an, apres la mort du vassal. Marque d'antiquité en ce Royaume : les Anglois, Flamans, Normans, & autres, ayans emprunté de la France, l'usage & les regles des fiefs. L'an 1275.

Flandres.

Icân, Duc de Bretagne, conuertit la Garde, introduite par les *Bretagne* predecesseurs, en Rachat, & iouissance d'yn an. La Patente est dans l'ancien Coustumier de Bretagne, & rapportée par Argentré, en l'histoire de Bretagne.

Or combien, que par resolution, comme generale, Ra- *RACHAT*
chat, ou Relief, eust esté de long temps reduit au reuenu d'v- *A MERCY,*
ne année, plusieurs Seigneurs toutesfois, moins fauorables, *ESTENT,*
ont longuement vescu sous la licence, de prendre à discretion
la taxe de ces droicts, qu'ils appelloient, *Rachats à mercy,*
mesmes en plusieurs endroicts de la prouince de Poictou.
Ce qui donna sujet à Alphons, fils du Roy S. Louis, Comte
de Poitiers, & de Tholose, faire vn reglement general en
l'année 1269. portant abolition du Rachat à mercy, & re-
duction à la iouissance d'vne année. Partie de la Patente est sur *reduit à vne*
la fin du plus l'ancien Coustumier de Poictou; mais impar- *année,*
faite, & mal correcte. L'original estant au thesor des Chartres
du Roy, scellé de treze sceaux, est en la forme qui suit.

ATOUTS ceux, qui ces presentes lettres verront. SAVARIZ
Vicoens de Thoarz, Valez. Guionnet filz Aymeri, iadis
Vicomte de Thoarz; Hugues l'Arcuesque, sires de Partenay &
de Vouen; Morice de Belleville, sires de la Garnache & de Mon-
tagu; Geofroi de Lezignan, sire de Tarnac & de Chastelachart;
Sabran Chabot, sires de Rochecerniere; Guillaume de Biquenay
por Gui de Chemilly, seigneur de Mortaigne, à ce asourné de par
li; Geofroi, sire de Chasteaubrient; Guillaume, sire de sainte
More; Thiebaut, sires de la Chasteigneroie; Morice de la Haie,
Charles de Rochefort, sire de Villiers; Geofroi de Chauceroie;
Thiebaut de Biaumont, sires de Bercoere, salut en nostre Seigneur.
SçACHENT, cil qui sont, & qui à venir sont, que treshaut &
nostre treshiers sires, AVEONS, filz, du Roy de France, Coens
de Poitiers, & de Tholose, esgardé & consierré nostre porfit, &
le commun porfit de sa Comté de Poitiers, & especialement DV
VICOMTE DE THOARS, & de la terre de moi Hugues-
l'Arcuesque deuant dit, & des autres terres, qui sont en ladicte
Comté, en sa seigneurie & en son destroit, esquels estoient LES
RACHATS A MERCI, Voillans & desirrens pourueoir à la
pés & à l'alegement de ses feaux; En mœur conseil & delibera-
tion, à nostre requeste, & de nostre volenté, & de nostre orroi, &

de plusieurs autres, qui à cet accord furent, & s'estroierent desditz rachatz à merci, a ordonné en ceste maniere: C'est à sçavoir, que quant cil mourra, qui du Comte de Poitiers, ou des Barons, ou des Vauassours tendra en fief, que nostre sire li Coens, ou cil de qui cil tendra, PORRA TENIR LE FIE' EN SA MAIN PAR AN ET PAR IOVR, tous ausintz comme cil qui mortz sera le peust tenir & exploiter. C'est assavoir issus de blez, de vins, de deniers, de rachatz, de leurs doubles, einsint com l'heritiers le peust leuer: & de fours, & de moulins, de seins, de cheuaus de seruise, & de toutes autres issues, qui à l'heritier deueroient auenir. Et si einsint estoit, qu'en celuy fief, dont le rachatz seroit escheuz, auoit garimens, ou douaires, dont le rachatz auroit esté faitz autrefoiz, en telle maniere que l'année passée, li heritiers du fief seroit tenuz à rendre la vaillance du neuiau douaire à celle qui li auroit: en ceste chose la seigneurie qui tendroit, ne porroit bois vendre, ne estans peschier, ne viniers, ne cue, ne garenne chacier. Derechief, le sire du fief ne pourroit refuser le fil de celui qui mort seroit, ou le neueu, ou celui qui heritiers deueroit estre, ou successeur empres la mort, qu'il ne le receust en sa foy, & en son hommage, en telle maniere qu'il ne le porroit refuser par meneur age, ne son tuteur, que li pere, ou la mere, ou li lignager, ou li ami l'i auroient baillé loiaument: Mais li sire du fief qui esplaiteroit, porroit metre son commandement en un des menoirs, ou en une des mesons, ou en une des granges, pour recevoir la rente, & les issues del'année: & l'année passée la meson retourneroit arriere, à l'heritiers non empiée par son fet, ou par son défaut. Derechief, la Dame ou la fame qui son doaire tendroit, ne li heritier, ne seront pas remuez des mesons de l'année, que li sire tendroit por son rachatz. Toutesuies est assavoir, que s'il i auoit fortieresse, ou fief, cil qui la fortieresse seroit, ne la porroit voir à son pardefus por le besoin de la terre: mais le besoin passé, il la li doit rendre non empiée par son fet, ou par son défaut. Encores est assavoir, que s'il n'auoit en ce fief point de vaillance de domaine, fors que le bois, la valüe des bois seroit esmée par quatre prodes homes, deus de la partie à celi qui le rachatz deuroit recevoir, & deus de la partie à celi qui le deueroit faire, la tierce partie de l'estimacion prendroit le sire por son rachatz. Et encoces porroit nostre sire li Coens deuant diz, prendre les chastiaus & les fortieresses, & de tenir à soi es cas ou il le peust faire par droit, ou par custume.

ou par commenance. Derechef il est assavoir, que se aucuns i auoit qui tenist de Seigneur, & ne tenaist de domaine, se pou non, il paieroit auans comme vaudroit la leuë du millieu rieresie qui seroit en celes tenuës. Encores est assavoir, que se en celui fie n'auoit que gaigneries, li sires prendroit an tele partie, come la terre porroit estre baillée. Et si il auenoit que il i eust deus cueilletes en cele annee, li sires n'en pourroit leuer que l'une. Et ceist establissement est entenduz des rachaz qui estoient à merci: car cil qui sont abomi demorent en leur estat. Et li homes qui deuoiert taillées par raison de rachat, ou de mortemain, n'en rendront desoremais nulle taillée. Et est assavoir que il est dit & ordené par la volenté nostre Seigneur le Comte deuant dit, & de nostre acort, & de nostre orroi, & à nostre requeste, que se il y a aucuns des songiez au deuant dit nostre Seigneur le Comte sans meen, qui ne sont acordé, ou ne voudront acorder à ceste ordenance desusdite, que ils demorent & remaignent en la premiere condition & costume de rachaz à merci, si com il i estoient, ains le tems de ceste ordenance. Et toutes ces choses, se com elles sont desus escriptes & deuisees, nous auons orroie & promie por nous, por nos hoirs, por nos successeurs, & por nos songiez, à tenir & garder perdurablement, sans venir encontre par nos, ne par autres ez tems qui à venir sont. En tesmoin de laquelle chose nous auons ces presentes lettres confermees par la mise de nos seaus: sauf en autre chose le droit, nostre Seigneur le Comte deuant nommé, & le nostre: & sauf tout autre droit. Ce fut fet & donné en l'an nostre Seigneur mil deux cens sessante & noef, ou mois de May.

L'original en parchemin, est au Thresor des Chartres du Roy, dans un sac intitulé, Poitou 11. numero xlix. scellé de xiiij. seaux aux Escussions des Seigneurs establis par le titre par ordre:

La prouince de Poitou, en quelques terres particulieres, tenues en plein fief, au lieu de rachat, a donné, au droit qui se paye, le non de **PLET**, **PLAICT**, ou **PLAIT DE MORTEMAIN**: signifiant le rachat ou droit deu au Seigneur, en cas de mutation. La Coustume ancienne de Poitou, imprimée l'an 1506, chap. 79. inscrit, *Des Rachats, &*

Rachats ou Acaptemens
PLET
PLAICT
PLAIT DE
MORTE-

la nouvelle, art. 148. & 173. en parlent, & resoluent: Que, en la Vicomté de Thouars, païs de Galtine, és terres de fief-franc, Maulcon, Talmond, ressorts de Fontenay, Vouuant, Moruant, Mailzais, & autres, d'entre la Seyure & la Diue, les choses tenuës en fief lige, payentile rachat: & que, celles qui sont tenuës en hommage plein, ne tombent point en rachat, par la mort, ou mutation de vassal; ains, le Seigneur auquel est deu hommage plain, est fondé par la Coutume, d'auoir pour chaque mutation, PLET, & cheual de sernice, par bordcries & mesures, qui sont en fief: siabonny, ou autre deuoir n'y auoit par conuenance, prescription & vñance.

L'usage de ces termes, en Plet, ou Plait de mortemain, est fort ancien, & se iustifie par titre, precedant celuy d'Alfonse Comte de Poictou cy-dessus employé. En vne transaction, qui est au thresor de M. le Duc de la Tremouille, à Thoars, faite au mois d'Octobre 1254. entre Esmery Vicomte de Roche-chavard, & Ieanne sa femme, d'vne part: & Emery Vicomte de Thoars d'autre, sur la demande de ladite Ieanne, en l'heritage & descenduë de feu Sauari de Maulcon, sont ces mots. *Et est à s' auoir, que ledit Visconte de Thoars nos a quitte, icelle partie, que nous doussant mettre au PLAIT & à RACHAT, que il a feir au Conte de Peitiers dauueuant dites choses: & si ol aueneit que RACHAT ou PLAIR de MORTEMAIN fu fait au ving de moy Aymeric dauuans dit, des choses dauuans dites, ge me sus tenu à rien mettre: mes apres ma mort, ma deuans dite femme, & mi hoir, & mi successor sunt tenu à mettre au PLAIT & à RACHAT de MORTEMAIN, segon nostre partie desus nomée, que nous auons de choses, & second cou que nostre autre mettront au PLAIT & à RACHAT, por raison de la partie, segun le usage & la costume du païs.*

Le nom, PLET, ou PLAIT, signifie PLACITUM, PLAISIR, DEVOIR. Le Chartulaire de l'Abbaye de S. Ciprien en Poictou, qui m'a esté presté par M. l'Eueque de Poitiers, en fournit diuers exemples. Titre de l'an 1406. *Sine ullo placito, siue deuerio.* Autre 1404. *Cum tribus solidis de placito. & cum 12. denariis pro omnibus seruitiis soluendis DE MORTVA MANV:* Item: *cum 50. solidis de PLACITO soluendis DE MORTVA MANV.* Autre, 1399. *Precio 12. denariis*

ACHAPTAMENTI seu PLACITI. Autre: 1460. sans aucun ACHAPT. A
PLAISIR NY ACHATEMENT. Ces deux termes, *Plaisir* MENTVM.
& *Achaptement*, sont souvent ioints: tit. 1390. *In secundum cum 12.*
denariis, moneta currentis, de ACCAPTAMENTO seu PLA-
CITI. Il y en a plusieurs autres. Tit. 1404. *Trente-deux sols*
de Mortemain à mutation de Seigneur. Tit. 1460. *A dix-sept*
deniers de Mortemain. L'on peut douter, s'il y a difference,
entre PLAIT, & PLAIT de MORTEMAIN. Rar, an-
cien commentateur, n'en parle point. Theueneau, les rend
synonimes: n'improue pas neantmoins, qu'PLAIT soit
à mutation de vassal: PLAIT de MORTEMAIN, en cas de
decez: à quoy penche Ragueau: & l'article 173. semble les
assister: Mais les titres en grand nombre, du Chartulaire de
Nanteuil, en vsent comme des termes egaux.

L'effect de ce droit est reduit par mazes & borderies,
en l'art. 173. de la Coustume: esclairee, par le 174: Chaque
ouuerture appellée *Plait* simplement, ou *Plait de mortemain*,
doit au Seigneur pour mazure de terre, 50. sols: pour borde-
rie 25: pour quarteron 12. sols 6. deniers: pour retail 6. sols
3. deniers. Les droits ont esté ainsi diuisez par la continen-
ce de terres, expliquées en l'art. 177. qui appelle, Mazure de
terre, vne gaignerie de quatre beufs, garnie de prez & de
pasturages: c'est à dire, Mestairie ayant quatre beufs. Bor-
derie, gaignerie à deux beufs: quarteron, est d'un beuf: re-
tail, un demy beuf: Signifians ces mots, labourage à quatre
beufs, à deux, à un, à un demy.

Mazures.
Borderies.
Quarteron.
Retail.

Ce droit, donc, est general, s'il n'est abonni, dit l'art. 173. &
avec raison: Car plusieurs terres sont réglées par conuentions
contraires. Par cet article de Coustume, les fiefs liges payent
rachat: & ils s'en void plusieurs, soumis au Plait, & Plait de Mor-
temain. Hommage LIGÉ à quatre deniers de deuoir du Plait
de mortemain de l'an 1375. en l'histoire des Chastaigners,
p. 98. Au Chart. de Nanteuil, tit. 1439. Hommage LIGÉ à
25. sols de deuoir, ou plaisir. Autre 1447. *Ad homagium Li-*
gum cum 15. denariis de accaptamento in qualibet mutatione
domini & hominis. Et l'hommage de Ruffec de l'an 1405. est,
Homagium Ligium, sine aliquo accaptamento, semblable à au-
tre de l'an 1396. D'ailleurs: plusieurs hommages plains, sont
par conuention abonnis à certaines sommes d'argent, de

gands, & autres especes de prestations, non reduits aux mazu-
res, bordieres, & autres, suivant ledit article. En l'histoire
des Chastaigners, exemples, au texte p. 27. aux preuves
p. 43. 49. 51. Et entre les titres de Nantueil, les exemples
sont infinis. Plus : combien que la Coustume n'establis le
Plait, qu'en cas de mutation de vassal, les abonnemens, sont,
tantost à mutation de vassal, tantost à mutation de Seigneur,
tantost à mutation de Seigneur & vassal : Conventions aus-
quelles la Coustume n'a pas voulu déroger.

*Rachat & re-
lief d'Ansel.*
& Eglises.
REDEM-
PTIO.
RELEVAT-
IO ALTA-
RIVM.

Auant le Concile de Clermont en Auvergne, tenu sous le
Pape Urbain, l'an 1094. il se pratiquoit, vne sorte de rachat &
relief, au changement des Prestres, & Vicaires, seruans quel-
ques Eglises parochiales : ces rachats appelez, REDEMPTIO,
ET RELEVATIO ALTARIVM : Ce sont termes & ren-
contres approchantes des fiefs, puisque le changement y
donnoit ouverture. Et combien que ce sujet semble estran-
ger de mon dessein, i'y seiourneray neantmoins, pour don-
ner quelques pieces non imprimées, non touchées par aucun,
qui y apportent beaucoup de lumiere. Anciennement les
Chapitres, & Monasteres, estoient gratifiez par les Eues-
ques, & autres, d'Eglises parochiales, appellées ALTARIA.
ALTARE CAMPENINI, l'Eglise parochiale de Cham-
pigny : ALTARE DE MERVACO : la paroisse de Meru,
au Chartulaire de S. Martin des Champs, &c. Pour deser-
uir ces Eglises, estoient, par les Chapitres, commis des Pre-
stres, appelez, *Persona* ; *Vicarij* ; *Altariorum personam geren-
tes* : (*Persona*, estoit le Vicaire ; *Personatus*, estoit l'Eglise,)
contentez de quelque appointement modique : au chan-
gement ou decez desquels, estoient fournies aux Euesques,
par forme d'indemnité, des sommes de deniers, appellées,
ALTARIVM REDEMPTIO. Abus, suiuy de diuerses
plaintes : retranché au Concile de Clermont, auquel estoit
present Geoffroy Abbé de Vendosme, comme il tesmoigne,
Ep. 12 lib. 3. De ces rachats est parlé, par Baron. 10. 10. *Joan-
nes Sarisber. de nugis Curial. lib. 2. c. 7. Iuret in Ep. 12. Iuon.
Carnot. Jacob. Sirmond. ad Epiit. Gofrid. Vindic. &c.* Les au-
theurs vsent seulement du mot, REDEMPTIO. RELE-
VATIO ALTARIVM, est aussi, au Chart. de Vendosme,
en vne donation faite à l'Abbaye de la Trinité, par Theo-
doric

Personz Vi-
carij.
Personatus.

doric Euefque de Chartres de trois l'arroiſſes, *abſque reſcua-
tione.*

Le reglement du Concile, fut religieufement embraffé, en quelques Prouinces, & les delaiſſemens d'Eglifes, faits, purement, ſans reſeruation, en ces termes: *Altare, abſolutum, ab omni Vicariorum ſubſtitutione, vel redemptione.* Ailleurs: *Altare, liberum à Vicariorum ſubſtitutione.*

En quelques autres prouinces; l'eſloignement de l'abus, donna naiſſance à vn autre: Les Eueſques, au lieu des rachats, ayans impoſé des cenſiues & redevances annuelles, ſur les Eglifes: qui eſt le ſujet de l'Epître 12. du 3. liure de Goffridus.

Comme ie ſuis ſommaire és lieux imprimez, ie donne au long les autres: afin que la forme, ſous laquelle l'erreur s'eſt diueſement gliffé, en fin eſteint, ſoit connuë.

*DE LAISSEMENT D'EGLISES, A CONDITION
du droit de rachat, auant le Concile de Clermont.*

Titre de Radbodus Eueſque de Noyon & Tournay de l'an 1088, rapporté par Floris-vander-Haer, au liure 2. des Chatelains de l'Iſle, dont ie rapporte les principales clauses, d'autant que le liure n'eſt pas commun. *VVALTERIVS Tornacensis Episcopus, &c. noſtram adiuit præſentiam, obſecrans ut altare de VVerny, quod SVB PERSONATV tenebat, eidem Eccleſia, ad vſus ſupradictorum, ratum, perſeuo, ſub PERSONATV TENENDVM, CONCEDEREMVS, &c. Conc. ſimus itaque, prædictum altare Iſlenſis Eccleſia, fratrib. tam futuris, quam præſentibus, perſeuo, ſub perſonatu, tenendum, tali ſcilicet conditione, &c. In feſto ſanctor. Symonis & Iuda, eiſdem altaris PERSONA, Episcopo, ſeu eiſ Vicario 10. ſolidos ſoluat. PERSONA verò mortua, ſeu quacunque occaſione à perſonatu illo, decedente, alia ſubrogeſur perſona, qua in ſua reſiſſione 10. ſimiliter ſolidos ſoluat, 4. quoque anno, Archidiaconus, infra parrochiam illam, ſynodalitatura, exercens, debitam ſicſ ante habebat impenſam. Elle eſt de l'an 1088.*

DELAISSEMENT ABSOLV, SANS CHARGE
de Vicaire, ou autre, depuis le Concile de Clermont.

Titre de l'Euesque de Laon, Barthelemy, de l'an 1124.
IN NOMINE sanctæ & indiuiduæ Trinitatis. Ego Bartholomæus, Dei gratia, sanctæ Laudunensis Ecclesiæ Minister indignus. Quia propitia diuinitate, licet indigni, Pontificali Cathedra præsidemus, Oportet, ut iuxta typum 4. animalium & Ezechielis uaticinio, & Apocalypsi B. Ioannis, & in circuitu & intus oculos habeamus, uidelicet, ut & interiora, sagaci oculo, perspiciamus, & exterioribus nihilominus debitam sollicitudinis curam impendamus: prædecessorum nostrorum, erga Dei & Ecclesiæ sanctæ cultum, bene acta & consultata, auctoritate nostra roborantes: & si qua ab illis minus plenè peracta sunt, ope nostra, pro nostra facultatis modulo, adimplentes. Notum igitur esse volumus, tam posteris, quàm præsentibus: Quod, cum Monasterium B. Dionysij de Francia, infra terminos nostra Diocæses, altaria 2. uidelicet de Sorbais & de Alterepia, sub obtentu personarum, ab antiquo tenuisset: nouissimè, temporibus nostris, mortua persona, vice domini Abbatis Sugery & Monachorum, à Petro ipsius Camerario requisiti, ut B. Dionysio, persone grauamen remitteremus, & quod de cætero altaria illa solidè & quietè, firma possessione tenenda, concederemus: Ex Decretis Romanorum Pontificum, ne ulterius altaria, per personas tenerentur, sanctum esse recordantes, & beneficiorum præfati loci aliquatenus participes esse cupientes, assensu domini Radulfi Archidiaconi & cæterorum Ministerialium nostrorum, gratanter annuimus, præsentī priuilegio, donationem nostram roborantes: & ad maiorem rei certitudinem, testium, qui adfuerunt, subscriptione firmari, ac sigillo nostri nominis imprimi præcipientes: & nequis ulterius huic efficiënti contraire præsumat, sub anathemate, interdicentes. Signum Bartholomæi Episcopi, &c.
Act. an. Domini 1125. indiëtione 3. epact. 14.

Autre: de l'Euesque de Soissons, an. 1202 tiré du Chartul. de Champagne, B. R. DIKELO, Dei gratia, Sueffoniensis Episcopus: Omnibus, in perpetuum, notum facimus, tam præsentibus, quàm futuris; Quod, nos, deuotionis constantiam, & dilectionis puritatem, quam venerabilis Abbas, & fratres Monasterij sancti Dionysij, erga nos, omni tempore, habuerunt, honorem

etiam, ab eis incessanter nobis collatum, diligenter attendentes, iter accipientes Hierosolymitanum, ob remedium anime, eis offerimus, & in perpetuum concedimus, quicquid habemus, in Ecclesia de Longomonte: Ita quod decedente Presbytero, vel quocumque cedente, qui ad presens, ibidem diuinis est mysteriis participatus, unum Monachum, in eadem Ecclesia valeant ordinare; qui iuxta voluntatem Abbatis & fratrum, in dicta parochia annuatim, vel pro beneplacito suo Presbyterum idoneum & honestum substituere possit, nobis vel nostris successoribus presentandum, qui prædicta Ecclesia præesse debeat, & in ea diuina mysteria celebrare. Nos autem tam dictum Monachum, quam Presbyterum, Ecclesiam quoque ipsam, & quicquid poterunt iuste acquirere, ab omni exactione Episcopali, & Archidiaconali, exemptam esse volumus, & immunem: saluâ obedientiâ Episcopi & Archidiaconi in suis iusticiis faciendis: Et licet à procuratore Episcopi dicta Ecclesia sit penitus absoluta, liceat tamen Archidiacono, semel in anno, procuracionem debitam & moderatam, in suis visitationibus obtinere. Ait. an. Verbi Incarnati 1202.

DE LAISSEMENT D'EGLISE, AVEC
censu & rente annuelle, depuis le Concile de Clermont.

Lettre del'Archeuesque de Sens, entre les titres de Saint Germain des Prez, an. 17. R. Ludouici. **IN NOMINE** Domini: Henricus, diuina miseratione, Senonensis Archiepiscopus. Notum fieri volumus, presentibus pariter & futuris; quod, veniens venerabilis frater Hugo, Abbas Canobij Beati Vincentij martyris, & sancti Germani Parisiensis, multis precibus supplicauit nobis, ut altare de villa, quæ dicitur Ethmaninus, & altare de villa, quæ dicitur sanctus Germanus: quæ duo altaria, prædecessores eius Abbatis, sub titulo & respectu Vicariorum, à nostris prædecessoribus tenuerunt, remotis & condonatis Vicariorum per nos, prædicta Ecclesia B. Germani, sub censuali tenore, possidenda, in perpetuum, concederemus. Nos autem, prædicti venerabilis fratris, preces attendentes, & supradicta Ecclesia B. Germani Parisiensis, ac fratrum, ibidem seruicium Deo, quieti, in reliquum, prouidentes: Consilio & assensu fratrum, & Archidiaconorum nostrorum, misericordia & charitatis, intuitu: tam deuotis ac dignis precibus clementer annuimus, & prædicta

duo altaria, remotis & condonatis, in perpetuum, Vicariorum personis: VBI CENSVM TENORE, prædicta Ecclesia Beati Vincentij perpetualiter concessimus, salvis siquidem & retentis omnibus aliis consuetudinibus nostris. Eo videlicet tenore, ut, singulis annis, in festiuitate omnium sanctorum, soluant, nobis & successoribus nostris, CENSVM pro altari villa Ethm. sol. 15. Quid si die denominata, de ætuo censum non reddiderint pro Ecclesia, quia censum non reddiderint, quinque solidorum legem emendant, & non perdant. Vt autem hæc donatio, siue concessio nostra, perpetua firmitatis radicibus innitatur, sigillo nostro, & charactere nominis nostri, scriptum hoc subterfirmamus, & Archidiaconorum nostrorum nominibus roborari decreuimus. Actum in Pontificali domo Senonensis Ecclesia, Henricus Archiepiscopus, Petrus Archidiaconus, Guillelmus Archidiaconus, Theobaldus Archidiaconus, Item Petrus Archidiaconus, Symon Archidiaconus. Data mense Martio, Indictione 4. regnante Rege Ludouico, anno 17. Petrus Leuisa, & Cancellarius scripsit.

Autre, du Chartulaire de Champagne, B. R. de l'an 1120.
IN NOMINE Domini: Dambertus Archiepiscopus. Sacerdotale, quod suscepimus, bene Deo annuente administramus officium, cum diuini amoris inuicem, & fraternæ charitatis respectu, faciliè damus assensum & probabilibus desideriis iusta petentium. Vt enim iusta petitio debet admitti: sic etiam quorundam sua querentium, & non Iesu Christi, iniusta & irrationabilis postulatio debet excludi. Sed inter has, siquidem crebras postulationes diuersarum personarum, vnum quidem intima discretionis honore nos conuenit, ut liquido possimus agnoscere, quid negandum, quid concedendum sit cuique, ne fortè (quod absit) denegare velimus alicui, quod ei, quasi iure hereditario, competit, & dare cuilibet, quod eum habere iuris ratio non permittit: culpa enim grauis & intolerabilis nos, non immerito, respicit, si de tanto iure, quod habent Ecclesia nostra, eas velimus, in aliqua parte, imminui. Cum mens videlicet Sacerdotalis, & Regia, potius, debeat propria quæque largiri, quàm aliena appetere, quæ ei habere rationis auctoritas contradicit: Huius itaque speciei iocunditate plurimum gaudens, venerabilis frater Abbas sancti Dionysij, venit ad nos, humillima precum instantia, rogans & deprecans, ut Ecclesiam quandam, quæ est in pago Vasiunenfi, in honore B. Lupi consecratam, sub ANNO CENSVM, remota omnino persona:

Vicarij mittere dignaretur. Nos itaque, considerantes, nihil noni nos constituturos, si predecessorum nostrorum decreta sequamur, & eorum facta pariter & exempla, quantum fas est, in bonis etiam imitando, teneamus: Petitioni iam dicti viri, domini videlicet Abbatis sancti Dionysij, gratanter annuimus, & prefatam Ecclesiam, SVB ANNUO CENSU, posuimus: ita ut deinceps persona Vicarij remota, in censu sol. 6. publica moneta ipsius loci, in quo Ecclesia sita est annuatim reddat. Quos quidem in octauis sancti Dionysij, Archipresbytero nostro Fastuensi persoluat: saluis denique consuetudinibus nostris, circadis videl. synodis, retentoque Episcopali iure per omnia, à primis per medium usque ad vltima. Quod ut firmum permaneat, &c. Dat. mense Maio, anno ab incarnatione Domini 1120. Indict. 13. Rege Ludouico, anno regni 12. HATTO Cancellarius scripsit.

Que si l'on demande, en quelles mains ont passé, ou quelle autorité ont reconnu ces autels ou Eglises, depuis le Concile de Clermont, puisque le retranchement du rachapt, appelé *Redemptio*, seul mouuement du delaisement fait aux Monasteres, cesse. Response: Que suiuant la determination du Concile, elles sont demeurées aux Monasteres, par lesquels elles auoient esté possédées pendant trente ou quarante ans auparavant. La Bulle du Pape Paschal le tesmoigne, rapportée par *Iuret in Epist. 12. Iuon. Carnot.* Et ez Annales del'Eglise de Noyon, chap. 91. est vne confirmation faite par Balderic Eueque de Noyon, à l'Abbaye de Ioarte, de diuers Autels de ceste qualité. *Venerabilem fratrem nostrum, &c. cum sorore sua Mathilde Ecclesia Iotrensis Abbatissa, &c. ut altaria, que sub personatu, plus quàm tricennati possessione, Iotrensis tenuerat Ecclesia, in perpetuum, eidem Ecclesia, sub privilegij nostri testimonio, firmaremus. Nos verò, &c. hac altaria, à personatu libera, concessimus, scilicet, &c. Tali cum tenore, ut synodalia iura, sicut antea, Episcopo, vel eius ministris, soluant, & presbyteri, qui iunioratum ab Ecclesia Abbatissa susceperint, quoties alter alteri successerit, vel aliquo casu mutari eos oportuerit, ab Episcopo siue Archidiacono curam suscipiant, anno 1103.*

Ayant parlé des Rachats & des Reliefs, ie toucheray vne rencontre particuliere à la Coustume de Normandie, & de l'vsage du Comté d'Eu. L'art. 164. de Normandie, ordonne, **AYDE DE** que tous fiefs, qui doiuent relief, doiuent **AYDE DE RELIEF, RELIEF.**

Art. 164. de aduenant la mort du Seigneur immediat : & est cet AIDE, deu
 la Coust. de aux hoirs des Seigneurs, par leurs vassaux, pour leur ayder à re-
 Normand. leuer leurs siefs vers les CHIEFS Seigneurs. Du mesme aide
 est parlé art. 167. qui en descharge l'achat & eschange. Ils sont
 CHEF SEIGNEUR. donc deubs pour changement de CHEF SEIGNEUR, &
 CAPITALIS DOMINVS. consistent en vn demy relief. CHEF SEIGNEUR : est CA-
 MAIOR. PITALLIS DOMINVS, legum Scotia lib. 2. c. 44. C'est le
 Seigneur suzerain, duquel l'on tient, nu à nu : à pur : sans
 moyen : premier en degré : ayant sous soy vassaux : MAIOR
 DOMINVS, lib. 2. c. 11. Inde, Curia capitalis domini regis
 lib. 3. c. 21. l. 6. Capitalis Iusticiarius : Capitalis Maris : & au-
 tres endroits desdites loix. L'ancienne Coust. de Normandie,
 tit. 34. du Relief : CHIEF SEIGNIEVR. De ceste source
 sont venus ces mots FIEFS CHEVELS : FIEFS LN CHAF :
 CHEVEUX AIDES, tit. 24. ainsi appelez, parce qu'ils
 doiuent estre payez aux chiefs Seigneurs, c'est à dire, qui ont
 d'autres sous eux, appelez, SOUSTENANTS, tit. 35. TE-
 NANTES, leg. Scot. lib. 2. tit. 73. En vn traitté du mois de
 May 1220. dans le Chartul. de Champagne : *Qui sunt in feodo
 Comitum Campanie, in capite, nullo alio mediante.* Dans Ma-
 thares Paris, p. 355. *Tenere de Rege in capite.* Cest Aide de
 Relief, ne se paye point au Roy, d'autant qu'il ne releue d'au-
 cun, & que la cause d'establissement du droit cesse en luy,
 qui n'a besoin d'estre aidé enuers vn chef Seigneur, puis qu'il
 est par dessus tous, non soumis à aucun. La Coustume locale
 d'Eu, non imprimée, ch. 2. art. 1. donne pour relief de Baronne,
 100. liures : & pour droit d'Aide de relief, 50. liures. Et au pro-
 cez verbal d'évaluation, faite en l'année 1508. du reuenu du
 Comté d'Eu, d'ordonnance de la Chambre des Comptes à
 Paris, pour la minorité de M^{rs} Charles, Louis, & François de
 Cleues, enfans de M. Engilbert de Cleues, Comte d'Eu, est
 porté : *Si doit au Roy nostre dit Seigneur le Comte, service d'oït,
 suiuant la Coustume du pais : au moyen dequoy, doit chacune Ba-
 ronnie, tenue de ladite Comté, pour relief & mutation d'homme,
 cent liures, & cinquante liures tourn. d'AYDE.* La difference
 entre la Coustume de Normandie, & l'usage du Comté d'Eu,
 est ; Qu'en Normandie l'Aide de relief n'est deu, qu'en cas
 de deceds : Au Comté d'Eu, il est deu à toutes mutations.
 icy, ie m'arreste : & ne passeray plus auant en la deduction

dès droits deubs aux Seigneurs, pour mutation de vassaux: puis que mon intention n'est pas de les deduire tous; ains seulement, respondre au Syndic du païs de Languedoc, & monstrier, que ces droits sont esloignez de seruitude. Et pour compliment, diray, que vn des droits, qui semble plus extraordinaire, tiré des sujets, en cas de Cheualerie du Seigneur, mariage de sa fille, &c. est appellé, droit de COMPLAISANCE, par vn Arrest du 10. Iuillet 1614. entre M^{re} Pierre de Flageac, & Jacques de Laeuhe, Baron d'Aulnoy. Et quand les Docteurs, ont dit, que toutes choses sont presumées libres: Ils ont entendu parler, de charges irregulieres; dures; non, des droits, reglez, deubs à cause des inuestitures, & comme attachez à la chose. Ainsi, *Quinquagesima pretij; historica; ἀνάμνησις*: Ainsi, *cloacarium*, &c.

COMPLAISANCE.

Il n'y a rien si libre par la nature, que les elements, auxquels nous sommes redevables, de ce que nous respirons, & viuons,

--- Vfus communis aquarum est.

Nec Solem proprium, natura, nec aëra fecit.

Et neantmoins, selon la plainte de Saint Augustin, leur usage est souuent restreint, par conuentions, ou entreprises. Les plus puissans, ont obligé les plus foibles, aux submisions passées en necessité. Et de reduire toutes choses à leur naissances, & à la liberté de la nature, il seroit impossible.

I'ay inserit ce chapitre, *De l'origine des droits Seigneuriaux*, non, que ie reduise ou restreigne les droits Seigneuriaux, aux ventes, lods, rachats, reliefs, & autres, dont i'ay cy-dessus traité: Les droits deubs aux Seigneurs feodaux, ou censiers, à cause de leurs seigneuries, sont comme infinis, & diuers, selon la diuersité des conuentions & des Coustumes. Mais en l'usage commun, par vne forme de prerogatiue, nous appellons, droits seigneuriaux, les lods, ventes, rachats, reliefs, & semblables, qui se payent à changement de vassaux. L'esclaircissement des autres droits, denommez en termes Latins, és anciennes patentes & titres; la representation de ceux qui n'ont pas esté touchez par M. François Ragueau, & l'explication de ceux, qu'il recognoist n'auoir pas entendu, desire vn travail particulier.

Ce personnage ingenu, homme de lettres, en la recherche

*Quelques
droits non en-
tendus par M.
François Ra-
gneau.*

& explication de ces droicts, n'a eu autre guide, que les coustumes, souuent obscures : c'est pourquoy, il a souuent choppé, & est demeuré flottant. La lecture des liures & titres, plus anciens que nos Coustumes, luy eust donné de grandes lumieres, & l'eust tiré du mesconte. T'en ay fait diueries obseruations ; & n'en toucheray à present, que six, qui seruiron t d'exemples.

PELLAGE. Droit de PELLAGE. Coustume de Mante, art. 196.
Quale sit, mihi nondum constat, dit Ragueau.

C'est vn droict, non general à tous Seigneurs, au dedans des Bailliages de Mante & Meulan, ains particulier à ceux qui ont, dans lefdits Bailliages, des terres & ports, le long de la riuere de Seine: lesquels prennent vn droict sur chaque muid de vin, chargé, ou deschargé en leurs ports, mis dedans les baistaux, ou qui en est tiré. Et semble le mot pris du Latin, *apellere*. PELLAGE ; comme qui diroit apellage. Les sieurs de Hennecourt, d'Isson, les Celestins prez Mante, & plusieurs autres en iouissent, l'employent en leurs adueus, sous le nom de Pellage, autorisé par les Arrests.

COVLETA-GE. COVLETAGE. Coust. de Lille en Flandres, art. 66. porte,
que pour ventes, il n'est point deu de Couletage.

L'intelligence du nom est facile. Couletier ou coulter, à Lille, est, ce que nous appellons, courtier : & ce que nous appellons courtage, en la Coustume de Lille, est couletage ; salaire deu au courtier, ou couletier, pour son entremise à quelque marché.

AGHAIS. AGHAIS. en la mesme Coustume de Lille, art. 63. *Hic nondum potui summam imponere, dit Ragueau.*

Ce n'est pas vn droict Seigneurial, mais vn terme d'usage ordinaire : Le texte porte : *Qui ex tunc profiter d'aucun marché à aghais, est requis ; à s'auoir, le vendeur, consigner la denrée par luy vendue, & l'acheteur, les deniers du marché, auant le temps desdits aghais expiré.* Le texte fait cognoistre la chose ; le doute reside au mot. C'est vne vente faite à terme, de payement, & de liuraison : de laquelle celuy qui desire profiter, doit AGHAISTER, c'est à dire, guetter, guesster, aguester, obtenir le iour du terme, & ne le laisser elcouler, sans auoir preallablement liuré, ou payé, & au refus de sa partie, consigné en iustice, & fait signifier. Je l'ay ainsi apais, des plus experi-
mentez

mientez du païs, lors que i'y ay esté porté pour les affaires du Roy.

GAMBAGE: Boulonnois, art. 45. Herli, art. 3. Droit & deu GAMBAGE. aux Seigneurs par les brasseurs de biere.

Ragueau, s'est mespris dans l'erreur commun, escriuant Gambage: & a manqué, n'exprimant pas l'origine du nom, qui est dans les Anciens: non Gambage; mais Cambage. CAMBA, est vne brasserie, lieu où se fait la biere, dite en Aleman, CAM: mot frequent ez titres du Païs-bas, In Char-

tulario Compendiensi: Patente de Louis d Outremer, De Cam- CAM. bis ibi constructis vel construendis: De tabernis vinariis. Chartul. de S. Denys: Lettre del'an 1170. L'Abbé de S. Denys, Concedit Balduino Comiti Hainoensi, plurima ibi contenta: In Cambis mediam partem. CAMBARIVS, Brasseur qui fait la biere. CAMBARIVS. Gozelinus le remarque, lib. 3. Galloflandria. Coluenerius, en rapporte diuers exemples sur le chap. 52. du 1. liure, Chronici Camerac. CAMBYM, est le vaisseau qui contient la biere. CAMBYM. Au 1. vol. de l'histoire de Tournay, ch. 66. Titre contenant

cestermes, Foragia Camborum, & reditus vasorum vini, inter utrosque aqua parte diuisit. L'impôt qui se prend sur la biere, est dit, CAMBAGIVM, Cambage. Au Chartulaire S. Michel de Tresport, Titre de l'an 1141. Monachi ibidem Deo CAMBAGIVM. seruientes, in furno & Camba absque foragio & Cambagio panem & Ceruisiam faciunt ad proprium usum. Les Coustumes

de Boulonnois, art. 45. Herli, art. 3. l'appellent, Gambage; malè. CAMBA, est autrement appelé, BICHERIA. Paren- CAMBA. te de Philippes Auguste, Chartul. Compend. an. 1185. & 1186. BICHERIA. Concedimus communia, praeposituram nostram Compendij, Teloneum, Concambium, furnum, Bicheriam: BERCARIA: Titre BERCARIA. dans Miraus, Donat. Belg. lib. 2. c. 78. Donat. piar. lib. c. 57.

Droit de QVEVAGE; à la fin du procez verbal de la Coustume de Peronne: Quod ius, dit Ragueau, mihi incomperum adhuc: tandiu autem discam, quamdiu nesciam.

QVEVAGE, est, CHEVAGE. La diuersité d'orthographe a fait douter Ragueau. Ce que le procez verbal de CHEVAGE. la Coustume de Peronne appelle Queuage, celui de Laon l'appelle Cheuage: Rencontre frequente entre Picards, qui changent le CH, en K, ou QV: queual, cheual: quien, kien, chien, kat, chat, quat, &c. Le procez verbal de la

Coustume de Laon, dit, que c'est *vn droict de douze deniers, qui se leue par chacun an au Bailliage de Vermandois, sur chacun chef marié, ou vesue, qui sera bastard, espave, ou aubain.* Ce seroit trop restraindre vn nom ample, & qui doit estre adapté à vn vſage plus singulier & notable. Les serfs anciennement estoient dists, *Homines de capite: Homines capitales:* Le droict, qu'ils payoient, *Capitagium: Capitalitium: Cauagium: Cheuagium:* Cheuage.

**HOMINES
CAPITALES.**

Je communiquay, il y a quelque temps, à vn personnage d'erudition, la Patente de Philippes-Auguste, pour l'establissement de la Commune de Compiègne, de l'an 1209. laquelle porte ces mots. *Omnes intra firmitatem, siue in burgo manentes, extra, quantumcumque villa creuerit, exceptis militibus Dragonis de Petra-fonte, & hominib. suis capitalib. in eodem sacramento esse precipimus.* Il estima, de premiere rencontre, que **CAPITALES HOMINES**, deuoient estre rapportez, aux fiefs & vasselages: à quoy n'ayant peu me ranger, ie redigeay par escrit mon aduis contraire, que ie soulmets au iugement de ceux, qui seront plus nourris en nostre histoire: C'est là, qu'en doit estre puisſée l'intelligence. L'estime, **CAPITALES HOMINES**, estre, non vassaux, hommes libres, mais hommes de condition seruite. Je n'ignore pas, que **CAPITALIS DOMINVS**, est le Seigneur, duquel prochement, & sans moyen, tient vn vassal, comme au tit. de S. Vincent des Bois, de l'an 1234. Seigneur Chefuel, dont i'ay cy-dessus parlé, **CAPITALIS CENSVS**, &c. Souuent il signifie, vn droict, retenu par les Seigneurs, sur leurs hommes affranchis, comme reconnaissance de leur liberté. Dans *Mirans Donat. Belgic. l. c. 129.* Lettre de *Sigerus de Liedekerke*, portant affranchissement de ses fiefs: *Pro perpetuam constitui libertatem, ab omni debito seruitutis relaxauit, eos obtuli ecclesie scruturos, de duobus denariis, Nomine CENSVS CAPITALIS annuatim, ad matrimonium, de duob. denariis, & ad mortem de duodecim.* En l'histoire de Gand, pag. 523 est l'affranchissement accordé à diuerſes personnes, par Hugues Chastelain de Gand, de l'an 1251. *Ita quod singulis annis, in festo Beati Bertulfi, duos denarios pro CAPITE, sex in matrimonio, & duodecim in morte, eidem Ecclesie persoluant:* Mais, **HOMINES CAPITALES**, sont d'autre condition. Les serfs, anciennement en ce Royaume, par

**CAPITALIS
CENSVS.**

¶ *En nom general, estoient appelez, Hommes de corps, HOMINES DE CORPORE. Ce qui ne desire aucune confirmation estant vulgaire: l'ay remarqué qu'ils estoient aussi appelez, HOMINES DE CAPITALE. Entre les titres de saint Germain des Prez, Patente de Charlemagne, anno 5. Regni. Nemo, homines de capite, in iudicio reprobare ullatenus presumat. Louis le Debonnaire, anno 6. Regni. Homines de capite, contra liberos, in omni placito, testimonium ferre concedimus. Autre, de Charles le Chaunc, au liure blanc dudit Conuent, en termes semblables. In Chronico, M. S. B. Maria Mosonensis, anno dominica incarnationis 1015 Ad deprecationem Abbatis Bozonis, donauit Arnulphus Arch. Rhem. & bannum, & discretionem omnium hominum, vel suminarum, ad prefatam Ecclesiam, de capite pertinentium. En vne patente de Charles, Comte de Flandres de l'an, 1123. Si homo capitalis in curia Abbatis habitauerit, nil dabit aduocato, quandiu in eo habitauerit.*

L'origine du nom a esté prise, de la prestation annuelle, *Prestation ann.* & par teste, IN SINGULA CAPITALA, que payoient les *ann.* hommes de corps, aux Seigneurs: & de là ont esté appelez, HOMINES-CAPITALES. La Patente de Philippes Auguste, cy-dessus touchée, de l'an 1209. du Chartulaire de Champagne, confirme ceste resolution, *Capitales homines censum debitum dominis suis persoluant.* Et en l'establissement de la commune de Meaux de l'an 1179. accordée par Henry Comte de Champagne, Marie sa femme & Henry leur fils (Chart. Champ.) *Capitales homines, censum capitalem debitum, dominis suis persoluant.*

Aussi, le droit payé aux Seigneurs, par les serfs hommes de corps. AVT DE CAPITALE, estoit appellé, CAPITALI-CAPITALE; TIVM, en vn titre de l'Abbaye saint Germain des Prez, TIVM. 6. Id. Jul. An. 6. Imperij Caroli, en faueur de Gozlinus, Abbé. IN NOMINE Domini, &c. Carolus, diuina ordinante providentia, Rex Francor. Cunctis sancta Dei Ecclesia fidelibus. & nostris, notum esse volumus, quemadmodum, venerabilis vir. Gozlinus, Abbas Monasterij sanctissimi presulis Germani Parisiense urbis, nostram adiit presentiam, innotescens nobis ingentem altercationem & scandalum, que erat, inter suos milites. & Monachos ipsius sancti presulis Germani, videlicet, propter

famias, qua duccebantur de villis Abbatis, tam dicti Abbatis Gozlini suorumque fidelium, in potestatem Monachorum: uxorandi causa, quis postea repetere volebant, ET CAPITALITIVM ab eis requirebant. Nos quoque, ex hac altercatione, atque tam forti iurgio consilium requirentes nostrorum, Cum assensu principum, ac nostri Archicapellani & Abbatis Gozlini, tale reperimus consilium, pro Dei amore & sancti Germani, quo omni tempore fuisset nobis propitius, & misericors, ut famina, qua ex Abbatis ducta fuerint, in Monachor. potestatem, à nullo unquam, ex ipsa potestate Abbatis repetantur, nec aliquod CAPITALITIVM, neque ullum munusculum, eis requiratur ab ipsis. Ergo praeicipientes, iubemus vobis, hoc pietatis praeceptum, omni tempore inconvulsum, & intemeratum permanere, quemadmodum nostri antecessores sua iusserunt praecepta sistere firma. Et ut hac auctoritas firmior habeatur, & per futura secula melius conservetur, de anulo nostro sigillari iussimus. Qui verò nostro tempore aliter facere praesumpserit, siue post discessum nostrum hanc confirmationem violare voluerit, à Deo, cuius extitit contemptor, penis aeternalib. se condemnandum agnoscat. Hebroardus ad vicem Gozlini Archicapellani recognovi. Signum Caroli gloriosissimi Regis. Datum 6. Id. Iulij, anno Christ. propit. 6. Imperij Domini Caroli serenissimi Regis. Actum Aquisgrani in palatio, in Dei nomine feliciter. Amen.

CAPITAGIVM.

CAPITAGIVM: Acte de l'an 1231. inseré au 2. liure blanc de S Denys, par lequel, Iean de Vernon, sieur de Montmeliant, affranchit ses terres, Remisi eis in perpetuum, & quitant, Manum mortuam & denarios, quos mihi debebant, nomine capitagij, annuatim. Idem, patente de Charlemagne, Aquisgrani an. 6. au Chartul. S. Germain des Prez, fol. 1.8. Titre de l'an 1222. Chartul. de Champ. B. Reg. Damna petant sibi illata, occasione prohibitionis facta ipsis hominibus de taillia, & capitagij non soluendis. Autre de Iean Abbé de S. Denys, de l'an 1169. dans le mesme Chartulaire de Champagne: Hac sunt, qua habere debet maior de Tauriaco: sex modios frumenti in granchia nostra, singulis annis, Capitagia hominum nostrorum. Histoire de Gand, pag. 377. En vne lettre de Guillaume Euefque de Laon: Capitagia hominum ipsius Inguerranni ibidem commemorantium.

CAPITALIA.

CAPITALIA. Titre de S. Denys, de l'an 1208. Major

de Sorbais, habebit pro se omnia capitalia: ac venditiones, & foragia. Chartul. Campaniæ Bibl. Thuan. tit. anni 1162. *Statutum inter nos, ut annis singulis, idem Episcopus noster, & successores eius Episcopi, prædictorum hominum capitalia, libere & integrè, habeant: cetera verò, id est, manum mortuam, licentiam matrimoniorum, & ALEGIÀ inter nos equaliter diuidentur.*

CHEVACHIVM, ou CHEVAGIVM. Tit. de l'an 1213. CHEVACHIVM. Chart. Champ. Bib. Reg. HENRICVS, Dei gratia, Trecentium Episcopus: Noucrin, &c. quòd cum controuersia verteretur, inter Ermang. relictam defuncti Phil. ex vna parte, & homines de sancto Vlpho, qui quatuor nobis debent denarios, de CHEVACHIVM. singulis annis. Le mesme titre est au mesme Chart. fol. 192. Mais il porte de CHEVACHIO.

CAVAGIVM, Chart. Camp. Bib. Reg. f. 188. Bulle du CAUAGIVM. Pape Innocent: Pontificatus 8. Passagium, vendas, Pedagium, Cauagium seu aliquam aliam consuetudinem exigere, seu extorquere præsumant: ut fol. 306. tit. 1205. Controuersia mota & terminata super Cauagii de Villegrini. Patente de Guillaume Comte de Flandres, de l'an 1127. sur la confirmation des Coutumes de S. Omer, en l'histoire de Gand, pag. 195. Omnes qui infra murum sancti Audomari habitant, & deinceps sunt habitaturi, liberos à CANAGIO, hoc est à capitali censu & de aduocationib. constituo. Il y a erreur au mot: au lieu de Canagio, il faut lire, Cauagio. Ces mots: Capitalitium, Capitagium, Capitale, Chenagium, Cauagium, procedent d'une mesme source: scilicet, ab hominibus de capite: & de là sont appellez, Homines capitales.

L'appuye encore ma proposition, d'une coniecture forte; CAPITALIS que, CAPITAGIVM, est ordinairement ioinct, au Formagium. riage, & Mortes-mains; conditions naturelles de la seruitude. Au Chart. de Compiègne, Lettre de Jean, Abbé du Monastere de Compiègne, de l'an 1247. *Habitantibus & commorantibus in villa nostra de Longolio, mortuam-manum, ac forismarragium, &c. quitamus, tali conditione, quòd si contigerit, aliquem hominum nostrorum, seu faminarum nostrarum, de corpore, habitare extra villam prædictam, reddent insuper, nobis, & Ecclesia nostra, singulis annis, homines nostri de corpore tam præsentis, quam futuri, vtriusque sexus, CAPITALIA SVAS.*

CERTIS TERMINIS. Au Chartul. de S. Denys, tit. de 1184 est la confirmation, par Symon, Euesque de Meaux, de l'establissement de la commune dudit lieu, à condition: *Ut fierent ante stabilitionem communia, CAMPITAGIA, Forismaritagia, ET ALLEVIA INTERFACTORVM, sanguinem, & mortuam manum, Abbati D. Dionysij & sanctæ Maria Genouefa, sicut Dominis suis, ex integro, reddant.* Autre titre, de l'an 1248. en termes semblables. Autre, de l'an 1070. est vn affranchissement des serfs, des lieux de la Garenne: *Manumissimus, & ab omni obnoxietate seruitutis, qua nobis antea tenebantur, videlicet Forismaritagio, CAPITAGIO, & manumortua & alio genere seruitutis in perpetuum absoluius.*

CAPITALITIVM, CAVAGIVM, & autres, peuvent CHEVAGE. estre exprimez par CHEVAGE, dont neantmoins la signification a depuis esté tournée à autres vsages. Au Chartulaire de Donchery: *Au Prieur de Donchery, au lieu de Sapogne, les droiſts de CHEVAGE dudit lieu competent & appartiennent; c'est à ſçauoir, que chacun bourgeois dudit lieu, estant de la condition de S. Meard, sont tenus & redcuables emuers le Prieur, chacun an, le lendemain de Noël, d'un denier parisis de reconnaissance. Ailleurs: Tous les bourgeois de S. Meard, estans & demourans esdites villes de Sapogne & S. Martin, doivent, sont tenus, & redcuables, de payer, chacun an, le lendemain du iour de Noël, au Prieur de Donchery, & chacun d'eux, vn denier parisis de CHEVAGE.*

OSTIZES. OSTIZES: en la Coustume de Blois, art. 40. est vn droiſt HOSTIZES. annuel de geline, dit Ragueau, payé par le ſubjet, au Seigneur, à cause du tenement.

Le mot est general, qui a ſes effets diuers en tous les lieux du Royaume, où les Ostizes, ou Hostizes, sont receuës; non particulièrement reſtraint à Blois: Et partant, est beſoin d'en recercher l'origine. Les Interpretes, n'en ont expliqué le nom, ny exprimé les effets. En l'ancien vsage du Royaume, HOSTE, auoit double ſignification: Tantost, il deſignoit les hommes de corps d'un Seigneur, par exemples tirez du grand Pastoral de Noſtre Dame, lib. 1. art. 57. lib. 2. art. 5. & autres. Mais proprement Hostes, Hospites, sont les tenanciers d'un Seigneur, demcurans, couchans, leuans, au dedans de ſa cenſue. Chartulaire de ſainſt Maur,

tit. an. 1195. *Hospes noster cubans, & leuans, esse voluit*: Appellez, *Hospites* seu STAGIARI, en vn titre de Jacques de Chasteaugontier, de l'an 1124. & au Chart. de Nogent le Rotrou, CAMBRIERS. Au Chartulaire S. Michel de Tref. CAMBRIERS. port: Concession de Raoul, Comte d'Eu, 1322. *Que tous les Cambriers, qui couchent & leuent en leur lieu, peschent en la mer, &c.* Vn homme possédant des terres dans vne Seigneurie, ne sera pas dit hôte, s'il loge ailleurs. La maison en laquelle demeure cet hôte, est appelée, *Domus* seu HOSTIA. HOSTIA. En vn titre du mesme Pastoral, lib. 2. c. 64. Au Chartul. de S. Maur, tit. an. 1245. *Octo solidi annui census in duabus hostiziis ad Corbolum.* Autre de 1269. *Asseruerunt, quod habent sex hostizias sitas, quorum hospites, in eisdem residentes, tenent.* Autre titre, 1266. *Pro qualibet domo, mazura, seu hostizia.* Chartul. du Prieuré de Donchery: En la ville de Donchery, *Sitent plusieurs maisons & hostizes, &c.* Au Chartul. de Champ. B R. fol. 4. Bulle d'Innocent Pap. Pontif. an. 17. aux Euesques de Reims & Chaalons. *Excommunicationis sententiam promulgasti, pro eo quod quandam terram, de feodo ipsorum, positam prope tuam, ad hostizias dederat, illos qui reeperant pari sententia inuoluentes: hac videlicet ratione, quod homines tui aliquo tempore possent forte accedere ad manendum.* Titre de S. Denys: *Ango dictus Lupus, Dominus de Villa picta, vendit terras, domos, nemora, census, censuras, campipartes, hostizias, feoda, retrofeoda.* S. Maur, tit. an. 1245. *Octo solidi paris. annui census in duabus hostiziis ad Corbolum.* Autre, an. 1272. *Tenet in feodum quicquid habet ad Nogentum, quicquid habet in hostiziis & censuris, &c.* Dans le Chart. Nostre Dame de Tymen, & en celuy de S. Denys, souuent *hostiza*, est tourné *hostizie*. Ces hostes, outre les champarts, tailles, conduites de grains, & autres coruées, payoient aux Seigneurs, certaines sommes réglées, ou autres prestations, en consideration de leur logement. C'est ce que les Anciens appelloient Hostizie, ou Ostize, en la Coustume de Blois.

Je pourrois toucher plusieurs autres mescomptes, mesmes ce qui est escrit en l'Indice, *in verbo* OUBLIES, digne d'oubliance, & semblables, qui seront pechez ailleurs.



DES CENSIVES.

Censive Alodialle.



Autant que le Franc-aleu est de double nature, Noble & Roturier: & qu'il donne franchise de toutes charges, non seulement à l'égard des heritages nobles, mais aussi des censuels, & roturiers: & que faute de justifier l'Alodialité par les propriétaires, censive doit estre imposée à raison des terres voisines: Je desire pareillement monstrier, quels sont les droicts ordinaires, qui se payent à cause des censives. Le Cens, dit, *census*, ou *censamentum*, est bien different du Fief.

Differences de la Censive & du Fief.

Le Fief, de sa nature, est noble: anciennement ne pouvoit estre possédé que par nobles: estoit destituable, à volonté des Seigneurs: partageable, avec aduantage & prerogative, au profit des aînez: obligé au service personnel de la guerre. *Li liure de la Reine Blanche. Li maisné, ne pueent demander certaine partie ez franc-fiefs, & ex vilenages, le puent.* Ailleurs: *Del'heritage au vilain, doit auoir entresant li vns, come li autres.*

Le fonds tenu en censive, est ignoble, roturier; a peu, de tout temps, estre possédé, tant par nobles, que non nobles. La censive, au respect du Seigneur, auquel elle est due, est noble, se partage noblement: Mais l'heritage subiect à la censive, est roturier, & se partage roturierement. Les droicts des fiefs, ne se payent le plus ordinairement, qu'aux mutations de vassaux: les payemens de cens, sont annuels, d'argent, bled, auoine, pains, oublies, hostises, cheuages, & autres. Et entre les Anciens, moins curieux du profit, se voyent plusieurs heritages, chargez, non seulement, de *vno denario*: mais, de *una* PICTA. PICTA, est ceste menuë monnoye, que nous appellons Pitte, moitié d'un denier: *aliàs*, PICTAVINA, VINAVINA, terme fort ordinaire au Chartulaire de S. Denys. En celuy de Nostre Dame de Iosaphat, tit. an. 1239. *Ego Simon de Prascepius miles, 16. solidos, 7. denarios, & unam PICTAVINAM, census, dedi.* PICTAVENSIS, en celuy de Nostre Dame. POICTEVINE, *passim*. Le cens ordinaire, est petit; imposé, non tant pour profit, que pour marque de Seigneurie.

PICTA.

PICTAVINA.

POICTEVINE.

Dans

Dans tous les anciens il est dit, *Minimus census: Capitalis census: Rectus census*: droit cens. Les rentes imposées, outre le cens, que nous appellons sur-cens, estoient appelées, CROIZ CHEF CENS.
DE CENS: *Census excrescens, vel accrescens: Incrementum census: Augmentatus census.* CROIZ DE CENS.

Il y a dans le grand Chartulaire de S. Denys, trois lieux du cens, appelé, COTTAGIUS CENSUS. 1. Vne recognoissance de l'an 1233. par l'Abbé B. *Maria vallis apud Villare*, de quarante sols de reuenu à Gourcelles, de cinq sols, *annui census Cottagij*, sur la mesure qui a appartenu au nommé Guibert: 2. Par autre, de l'an 1258. Estienne, dit Chauençon, vent à Gautier du Cergy, vingt-quatre sols parisis, *annui census Cottagij*: 3. Par autre de l'an 1236. il se void que ce cens estoit different du cens ordinaire: n'estoit seigneurial: & partant ne portoit lods & ventes: le titre contient vne composition entre le Chapitre de S. Denys, & celuy de S. Martin de Ponthoise.

Philippe de Biaumanoir, chap. 23. semble auoir parlé de ce Cottagius census, & l'appeller CENS COTTIER. CENS COTTIER. *Vne autre maniere de cens y a, que on doit appeller sur-cens, ou CENS COTTIER: De ces cens, a-il moult à bonnes villes: Si comme ils ont vendu à peure pour leurs mesons demers de rentes, ou de leur leurs heritages: Or ce ne demeure mie, pour ce que LI DROIS CENS ne soit deus & payez à autrui. Ou si comme aucuns baille à autrui, ce que il tenoit à DROICT CENS, de autre seigneur. En ces manieres de SUR-CENS, n'a point d'amende, qui ne le paye à droit iour; ainchois conuient, que cis qui a le sur-cens, se plaigne au seigneur du treffons, quant on ne le paye au iour. Il touche ensuite la forme, de se faire payer de ce Cens cottier, apres que le Seigneur du fonds a esté payé du sien: & rend les raisons des defenses, depuis faites, de surcharger les maisons & heritages, de tels sur-cens, ou cens cottiers.*

Le CENS, dit, TRVANT, en la Coustume locale de Soëf-
mes, chap. des cens, est requerable, non rendable; n'emporte ventes, ny amendes. Denomination prise d'un ancien mot, TRV, signifiant exaction, imposition, leuée. La Somme Rurale de Boutillier en vse souvent, mesmes lib. 1. ch. 68 parle du TRV DV SEL, & autres. Philippe Mousch, en son histoire, parlant de Iules Cesar. CENS TRVANT. TRV. TRVAGE. TRVAND. TRVANDERIE.

*Ki tant fu pious & conquerant
Ki par tot le monde, TRV, ot
De ceux d'Espagne auoir ne pot
Son TRV.*

Martial Paris, dit d'Auuergne, és Vigiles de Charles VII.
*Las du bon temps du feu Roy le tressage,
Point n'y auoit en tant de lieux TRVAGE,
Ny de subsides.*

Au Roman de la Rose.

*Et prie, & requiert, & demande,
Comme mendiant à IRVANDE.*

Dans le Chartulaire de S. Lazare prez Paris. *Viciu TRV-*
TENARIAE; La rue de la Truanderie. C'est ce que la Cou-
stume de la Marche, appelle Rente seche, art. 180.

VILENA-
GIVM.

Comme l'heritage tenu en censue, est roturier: la tenure
en est appellée, *VILENAGIVM*. Chartul. S. Denys: Acte de
l'an 1229. *Crastino Natalis Domini, Iohannes Lizardi, Canoni-*
cus S. Thoma de Lupera, recognouit se emisse IN VILENA-
GIVM, quandam vineam, sitam in monte Valeriano, &c.
Chartul. de Champagne B. R. f. 419. *Omnibus presentes, &c.*
Magister H. Deluzarch. Archidiacon. Meld. Nouerint uniuersi,
quod nos tenemus in VILENAGIVM, id est, ad CENSVM,
quicquid habemus ad Triamb. sicut alij. &c. Act. an. Dom. 1279:
in vigilia Natalis Dom.

VILAIN.
VILENAGE.

Les possesseurs des censues, estoient appelez, *VILAINS*,
à ceste occasion: & la tenure, *VILENAGE*. Li livres de la
Reine Blanche. *Tu puez semondre ton VILAIN, ou ton franc,*
en quelque lieu que tu le truiffes. Ailleurs: Tu me demandes, si
tes francs homs ou tes VILAINS, s'il defaut qu'il ne viegne à
ta semonce, &c. Plus: Si tes vilains achete un fief, qui tient de
toy franchement, & il lieü, & couche en son VILENAGE:
Item: En quel maniere tu puez semondre ton VILAIN, & ton
franc-homme. Arrest an. 1282. Alienationes in manum-mortuam
aut vilenagium. Autre Arrest, an. 1283. distingue, feuda &
vilenagia.

DEVEST.

Pour estre mis en possession d'un fief, la forme du serment
& de l'investiture estoit solennelle: Pour mettre en possession
l'acquéreur de censue, estoit besoin de *DEVEST*. Chartul.
Campan. B. R. pag. 409. *Viro venerabili, &c.* Si le contract,

en vertu duquel le deuest auoit esté fait, estoit cassé, & que l'ancien propriétaire rentra en son heritage: comme il auoit esté despouillé par le deuest, il rentroit en son droit par le R E V E S T. Au mesme Chartulaire: *Viro venerabili & disertissimo Domino Ioanni Decano Prumensi Prapositus, &c.* REVEST.

Les charges & redeuances ordinaires & annuelles d'heritages tenus en censue (outre les lods & ventes, & autres payables à changement) n'ont autres regles que la volonté des Seigneurs: souuent rudes, penibles, peu conuenables à des conditions libres: Prestations annuelles d'argent, voiailles, grains, oubliés, hostlizes; cheuages, *Manopera*, manœuvres, *carropera*, bians, *bidanna*, *biennia*, albens, oyances, hayes, faucher les prez, porter les grains au sauf du Seigneur, curer les fosses, & autres semblables, qui se iustifient par nombre de titres. De plusieurs, ie n'en veux toucher qu'un, du Comte de Chaalon, titre du Chart. de Cluny, ch. 197. *Recognoui & confessus sum, quod in villa Paredi, &c. Non habeo talliam, vel porcellagium, vel Besenagum, vel messonagium seu annonagium, vel corredum, &c. Dicebam mihi, à Priore Paredi, deberi faugmarium & custodem eius, cum in exercitum Regis irem, & schiphum corneum, cum duobus cochleariis corneis, &c. De hominibus saluamenti, definitum est, homines Ecclesia, qui terram meam non tenent, nullum seruitium mihi debere. Ann. 1180.* Froissard au 2. vol. de son histoire, c. 74. fournit vn exemple notable de l'Angleterre, qui peut estre adapté à tous les estats. *Vn usage est en Angleterre, & aussi est-il en plusieurs païs, que les nobles ont grands franchises sur les hommes, & les tiennent en seruage: C'est à dire, qu'ils doiuent par droit, & par coustume, labourer les terres des Gentils-hommes, cueillir les grains, les mener à l'hostel, les mettre en la grange: les battre, & les vaner: & par seruage, les foins fener, & les mettre en l'hostel; & aussi couper le bois, & le mener à l'hostel: & doiuent iceux hommes tout ce faire, par seruage, aux Seigneurs: & trop plus grande foison a de telles gens en Angleterre, qu'en d'autres païs: & les Gentils-hommes, & les Prelats, en doiuent estre seruis, & par especial en la Comté de Kent, d'Excestre, de Souxcestre, & de Berthfort, en y a plus, qu'en tous le demourant du monde: Mais ceux desdites contrées se rebelerent l'an 1380. Disans, qu'on les tenoit comme bestes: laquelle chose ils ne*

CHARGES
DE CEN-
SUES.

pouuoient plus souffrir : mais ils vouloient estre tout vn. Et s'ils labouroient, ou faisoient aucuns labourages, pour leurs Seigneurs, ils en vouloient auoir salaire.

PERMIS-
SION DE
BASTIR
VILLES,
AVEC ESTA-
BLISSEMENT
DE DROITS.

Les Seigneurs, ont lié les detenteurs d'heritages, à ces loix, & autres, non seulement, au delaissement de quelques portions de terre, pour culriuer, ou bastir : Mais aussi en la concession de territoires amples, faite à des Communautez, pour bastir des villes entieres. Les Chartul. de Champagne contiennent plusieurs exemples. La liberté de bastir la ville de Villefranche, à present hameau, proche Bourbon l'Archevêque, accordée par Archevêque de Bourbon, & Agnes sa femme, fussent quant à present.

NOTVM sit, omnibus hominibus, tam futuris, quam presentibus: Quidam Archembaldus Borbonij, & Agnes uxor eius, adificauerunt VILLAM FRANCAM, cum his consuetudinibus: furnos retinuerunt sibi, ut sextarius annonæ coqueretur, pro uno denario, exceptis lignis, & mercede fornerij & Lesda annonæ, & salis, more Siluiniacensi. Macellarius, dabit semel in anno, Coxam vacca, vel sex denarios: Vnusquisque sutor, subulares, vel sex denarios. Quisque pellifex, 2. denarios: quisque panifex, 2. denarios. Mensus Nummulariorum, Macellariorum, & omnium ementium atque vendentium retinuerunt sibi, & Latrones, & falsam monetam portantes, & adulteros, & homicidas. De vnoquoque Caballo, 4. denarios: de asino, 1. den. de bone, vacca, 1. den. De porcho, 12. den. vel amplius 1. ob. De 6. ouibus 1. ob. De sex tonsionib. 1. ob. De vnaquaque soma ferri, 1. den. De vnoquoque trosello dissoluto, 4. den. De vnoquoque caballo, qui erit ad Carretam, 4. den. De vnoquoque Mercerio, semel in anno, 4. den. De vnoquoque Ceruinario, 4. den. Quisque sardellarius, qui forum frequentauit, 4. den. in anno: De vnaquaque Carreta vini, que erit ad tabernam, medium sextarium: De soma vini, 1. ob. Quisque sutor extraneus, 6. den. Panifices extranei, 4. den. Quisque faber, 4. den. Macellarius extraneus, 6. den. Pellifices extranei, 4. den. Cererei extranei, vel priuati, 4. den. Qui Lesdam furto subriperit, dabit 3. sol. & capital. Qui alium pugno percusserit, si clamor ante dominum venerit, dabit 3. sol. & percussus, suum reatum. Qui sanguinem extraxerit, 7. sol. & dimidium dabit: Si os exierit, 15. solid. Si clamor, prius ante burgenses venerit, quam ante dominum, & pacificari per eos

poteris, nihil habebit ibi dominus: qui gladium, ad litem, iratus portauerit, 15. sol. dabit. Burgenſes libera villa, non dabunt peatges in terra ſua; ſi peatges fuerint Archembaldi. Quicquid ibi vendiderint, non dabunt Leſdam, excepto ſale. Non hoſpitabitur ibi Archembaldus cum exercitu ſuo, nec habebit ibi **CREDEN-**
SAM. Neque coges eos, quod eant in ſuo exercitu, niſi ſua ſponte, neque faciet illis vim, pluſquam aliter peregrinus. Si pignus, ab aliquo extraneo, Burgenſis habuerit, tenebit illud 15. diebus, ultra niſi reclamatur, vendet Burgenſis pignus, & retinebit ſuum capital, & reliquum reddet debitori. Si quis extraneus, ſive miles, ſive ruſticus, illis pecuniam debuerit, & reddere noluerit, vel rectum facere, ſi inuenerint infra villam, pignorabunt eum, bene velis, ſive non velit. Curſum debet eis facere Archembaldus ad octauam Pentecoſten, & debet ibi dare marcum argenti, & 5. ſol. vel ſi plus voluerit. Miles vel cliens non habet ibi ſtare, vel eſſe prætor. Cenus villa, & terrarum, quas ibi colunt homines villa, reddetur in ipſa villa. Cum his conſuetudinibus adſcrauit Archembaldus villam hanc. Dominus autem, qui poſt eum venerit, qui dominus villa eſſe voluerit, hos conuentus faciat, cum hominibus villa, quod ſi non fecerit, non habebit partem in villa: Qui autem in villam cum pecunia ſua venerit, liberè veniat, & redeat, ſi voluerit. In omnib. memorib. ſuis, dedit eis, lochalſar & lorbaſtir, excepta foreſt Depercat: Eo pacto, quo Burgenſes Siluiniacenſes defendant ſe. Cum iſtis conſuetudinibus iurauerunt **ARCHEMBALDVS ET AGNES EIVS-VXOR,** & pars Barorum ſuorum, ſuper ſanta ſanctorum, ſe liberè deſenſurum villam, & omnes habitantes in ea, & pecunias eorum de ſe & omnibus amicis ſuis & inimicis, & cum eo Bernardus Murati, & Vicarius Murati, & Vicarius Irizonij, & Vicarius de Carnilla, & Senſeballus Boibonij, atque multi alij militiſ clientiſ ſui. Facta fuit, hac cartaiſta, feria prima, Regnante L. Rege, Archiepiſcopo Alberico.

Quelquesfois, les Seigneurs, ont donné territoire, pour ba- Ville baſtie
 ſtir des villes, & ſans aucune impoſition de droictſ & cenſi- ſans impoſition
 ues: Afin que la franchiſe fuſt vn eſguillon pour inuiter à de droictſ.
 baſtir & peupler. Azemar, Abbé de Boibonne, apres les rui-
 nés, cauſées par la guerre contre les Albigeois, deſirant en-
 richir la plaine de Mazeres, donna permillion d'y baſtir vne
 ville: appella le **Comté de Foix** en pairage, n'y eſtablit autres

loix : sinon ; Qu'aucune compagnie de gens d'armes n'y feroit
sejour ; Qu'il n'y seroit basty aucun Couuent de Moynes ou
Religieuses. *Oihagarai*, le rapporte en l'histoire de Foix en
la vie de Rogier, dit Rotfer. *Cognouimus, bonum esse, popula-*
tionem hominum, IN NOSTRO ALODIO franco facere
sito constituto in parochia nostra Ecclesia facere, &c.

Le passe à vn autre discours : *Verbum non amplius addam.*





REGLE GENERALE DV ROYAVME.

NVLE TERRE SANS SEIGNEVR.

EXEMPLES ANCIENS, POVR
monstrer, qu'en France aucuns heritages ne sont
francs sans dispense : & que la Principauté de
Cathalogne, a rejetté le Franc-aleu.

AUTHORITEZ DES DOCTEVRS
François, contraire au Franc-aleu
sans titre.

CHAPITRE VII.



E n'est pas assez, de dire, que par l'opinion commune, appuyée sur la raison & l'usage, *Responſe au troiſieme*
En France nulle terre ſans Seigneur; le deſire
le confirmer par quelques exemples, tirez du *Moyen, ſon-*
temps, auquel les fiefs ont commencé à eſtre *diſe ſur l'o-*
pinion des
Docteurs.
rendus patrimoniaux & hereditaires.

Dans le Chartulaire de l'Abbaye de la Trinité de Vendôme, fol. 132. est vne donation dattée de l'an 1079. *Quòd ille*
gratanter fecit, nihil omnino aliud petens, vel ſibi dari conſen-
ſiens mercedis, quàm beneficium & orationes feudi. Vt verò do-
minum hoc, & authoritas firmior permaneret: Censur quatuor de-

nariorum denominatus fuit, ad sanctæ Trinitatis festiuitatem que est octauo die Pentecostes, vno quoque anno persoluendus. Non quidem illo hunc exigente, sed Abbate prædicto potius rogante, Ne post decessum eius, aut parentes, aut domini ipsius occasionem habeant aufcendi Monachis eandem terram: si nihil inde, redditus, seruitij, vel beneficij causa, susciperent.

La guerre du Roy S. Louys, contre Hugues Comte de la Marche, eut pour sujet principal, le refus d'homage, & pretention de tenir terres sans Seigneur, contraire à la dignité & autorité Royale. La Chronique S. Denys, ch. 28. *En ce Parlement, furent les Pairs de France; si leur demanda le Roy, qu'on deuoit faire du vassal, qui vouloit tenir terre sans Seigneur, & qui alloit contre la foy, & contre l'homage, qu'il auoit tenu, luy & ses deuanciers: Et ils respondirent, que le Seigneur deuoit assigner à son fiefs, comme à la sienne chose. En mon nom, dit le Roy, veut le Comte de la Marche, en telle maniere, terre tenir, laquelle est des fiefs de France.*

Philippes de Biaumanoir, qui viuoit l'an 1283. en son liure des Coustumes & vsages de Beauuoisis. *Or veons quel vsage ne valent mie, quant li Sires voit aucun de ses subjets tenir heritage, de quoy il ne rent à nul ni tens, ne rentes, ne redenuances, li Sires i pueft zerer les mains, & tenir loy comme sien propre. Car NUL, selon nostre Coustume, NE PVEIT MIE TENIR DES ALVIZ: & on appelle aluez, ce que lontient, sans payer nulle redcuance anului: & se liquens s'aperçoit, que il ait en ce Conté nul res aluez, illez puet penre, ne n'en est tenu à nul rendre, pource que il est sirez de s'en droist, de ce qui est tenu en aluez en ce Conté.*

Pierre de S. Iulien, liure 3. des Antiquitez de Mascon, dit, que le sieur Chancelier du Prat, moyenna que le Roy François fit vn Edict, portant, que nulle terre seroit possédée sans recognoistre quelque Seigneur. Pensant, dit-il, oster tous droicts de Franc-aloud.

Il y a en la Chambre des Comptes, à Paris, vn cahyer, contenant les instructions, faites par le Conseil, pour le payement des droicts, qui peuuent estre demandez par le Roy, aux gens d'Eglise; & sur le fait des Francs-fiefs, & nouueaux acquests, droicts de ventes, quints & rachapts. Entre ces articles, il y en a deux, importans à la decision du fait, qui se presente. *ITEM, se trouue possessions de terres, & seigneuries,*
au fonds

au fonds du Roy, dont les temps passez, n'ont esté payez aucuns cens; à sçauoir, si on les contraindra à payer doresnauant, aucuns cens: Responce. Quel'on ne peut tenir terre sans Seigneur, & quel'on posera cens sur les heritages: que l'on payera au Roy, eu esgard aux prochaines terres, payans censives.

Plus: suit vn article, contenant ceste forme. Toutes personnes nobles, qui d'ancien temps & longue tenuë, par succession, ou autrement, ont tenu, & tiennent fiefs nobles, payeront finance.

ITEM: à sçauoir. Si tous les heritages, quel'on tient estre tenus en Franc-aleu, seront mis en la main du Roy, qui ne monstrera titre quelque temps qu'il en ait iouy. Responce. Qu'il conuient faire apparoir du titre, aliàs, soit mis en la main du Roy.

Ceste resolution, est vne des plus asseurées, en l'usage du Royaume. Et afin qu'au pais de Droict-Escrit, mesmes au Parlement de Tholoze, l'on n'en püst douter, elle a esté inserée, avec autres instructions, concernans ceste matiere, en vn gros registre de parchemin, attaché au bureau de la premiere Chambre des Enquestes de Tholoze. Et nem'estant pas contenté des tesmoignages qu'en rendent les sieurs Benedicti, autresfois President, & Maynard, Conseiller au Parlement, Du Moulin, & Bacquet: craignant, que les derniers, n'eussent suiuy *antecedentium gregem*, sans estre instruits de la verité: Je l'ay fait extraire, tel qu'il est cy-dessus representé, du registre de la premiere Chambre des Enquestes. Le cahyer est inscrit, 1450. & finit en ces mots, *Collatio cum similibus, in camera compotorum Domini nostri Regis, Parisiis, ordinatione dominorum ibi, per me* L E B L A N C. Et partant, pouuons dire, que la reigle est ancienne, & generale, mesmes au pais de Droict-Escrit; veu mesmes, que le Roy, en son Conseil, l'a ainsi respondu, pour la prouince de Champagne, & pour le Comté de Foix, comme il sera monstré cy-apres.

Registre du
Parlement de
Tholoze, contre
le Franc-aleu.

Tous les Docteurs François, les plus anciens & recents, attestent & confirment ceste resolution. P E T R V S I A C O B I, dont j'ay cy-dessus parlé, qui viuoit sous Philippes le Bel, & Philippes de Valois, Rois de France, au traitté de success. *Regni Francia*, Dix, *Nihil esse in Regno Francia alodialia, sed omnia teneri à Rege*. Et sur ce sujet, est cité par FRANCISCVS M A R C V S, decif. *Parlam. Delph. 454. to. I.* I O A N N. F A B E R.

lequel viuoit au mesme temps, sous Philippes de Valois (comme il tesmoigne *Pras. Institut. num. 3. & 4.*) est de mesme opinion, in *l. cunctos populos. C. de sum. Trinitat.* Et pour confirmation de son aduis, cite le *SPECVLAT. GVILL&LMVS DV RANDVS, qui vixit sub Nicolao Papa 3. circa annum 1236.* ainsi qu'il remarque, *sit. de sen. §. 72.* tesmoignage d'un vlsage ancien & constant.

Entre les recents, ne sera pas sans consideration, *MAZVER, sit. de Iudic. & de cor. Iurisd. nu. 2. & 22.*

BACQUET, grandement nourry aux affaires du Domaine. ---- *Iure vaser longoque fori limatus in usu.*

Au traitté des Francs-fiefs, chap. 2. combien (dit-il) que les Docteurs, tant Legistes, que Canonistes, tiennent, que tous heritages, de leur premiere nature, sont alodiaux, francs & libres, & qu'on ne les peut pretendre fеоdaux, ou censuels, si on ne fait apparoir del'investiture, bail à cens, ou prise à rente: l. *altius. C. de seruitut. & 19. & c.* Toutesfois, plusieurs sont d'aduis, que ceste maxime ne peut estre receue en France, où on tient communément. Qu'on ne peut tenir terre sans Seigneur. De fait, celuy qui pretend son heritage estre tenu en Franc-aleu, doit faire apparoir de titre exprés & special: autrement, on pourra imposer cens sur son heritage, lequel on payera au Roy, en esgard aux prochaines terres, payans censue: comme il est contenu aux instructions dressées pour le fait des Francs-fiefs, & nouueaux acquests; & qu'il est porté par plusieurs Coustumes, nouuellement redigées, mesmes, de Poitou, Melun, Meaux. Et paulo post. Quand on dit, Que tous heritages sont presumez libres, cela s'entend proprement, de seruitudes, & charges reelles, & pareillement de seruite personnel, non pas de recognoissance, & payement de certain droit enuers le Seigneur, au territoire duquel les heritages sont assis. *MAYNARD, liu. 4. c. 35.* resout, que l'on ne peut tenir de terre sans Seigneur: & que celuy qui pretend son heritage estre tenu en Franc-aleu, doit faire apparoir de titre exprés & special, autrement qu'il y peut estre imposé cens. Et dit, que ceste regle est suiuite à Tholoz & Bordeaux, vray Parlemens de Droit-Escrit: & au mesme liu. 4. c. 30. il interprete la liberte du droit, & la seruitude en mesmes termes que *Bacquet*. *ARGENTRE* sur l'art. 277. de la Coustume de Bretagne, passe par la mesme resolution.

*Fundari intensionem domini aduersus omnem vassallum, intra eius metas consistentem, veluti iure in totum territorium, & quamlibet eius partem, fuso. Et apres auoir combattu, ceux qui establisent vne liberté commune, comme procedant de la Nature: il conclud, Concludunt (dit-il) ab uno illo falso assumpto, quod res qualibet libera presumatur: cum nobis, oppositum verum sit, hoc est, rem omnem seruire, nec vllam esse liberam a conditione feudali. PITHOU, rend vn tesmoignage plus precis & circonstantié: car explicant en son Commentaire l'article-51. de la Coustume de Troyes, qui porte, que tout heritage est reputé de Franc-aleu, qui ne le monstrie estre serf: Il dit, Combien, que l'article, semble conforme au Droit Romain, l. altius. C. de seru. & ag. souuesfois il est du tout contraire au droit de France, par lequel, on ne peut tenir terre sans Seigneur, ou titre, &c. Mesmes aujour'd'huy, en ce Bailliage, quand vn Seigneur obtient lettres de terrier, tous, sont tenus de bailler declaration. Maistre CHARLES DV MOULIN, combien qu'asserteur de l'opinion contraire, sur le §. 46. de la Coustume de Paris, laisse couler vne distinction decisive: car apres auoir rapporté les Docteurs d'opinion semblable à la sienne, il dit, *In contrarium videtur, quod ista non procedant in hoc regno, in quo, supremus Rex noster, non tantum est dominus, quoad iurisdictionem, sed etiam quoad dominium directum, terrarum & possessionum in eo sitarum; & expressum scripsit Panor. in cap. veniens. col. 1. de recis. eum esse fundatum indirecto dominio bonorum temporalium Regni sui, etiam ad Ecclesias spectantium.**

Sur ceste mesme consideration, BERRIVS, comment. in consuetud. Biturig. tit. 1. §. 9. Dit, que le Roy est fondé en droit commun, & habet intensionem suam, fundatam in vniuerso Regno. Ioannes SIMON, sur les Coustumes de Tours, tit. des droicts de basse Iustice, art. 3. *Licet Rex Christianissimus, non sit fundatus de iure communi in dominio rerum, in Regno suo sitarum: est tamen fundatus, in vniuerso: Idem. REBUFFVS, in feudorum declaratione, pag. 81. Vid. Cor. conf. 16.*

Le Roy estant Seigneur vniuersel, & souuerain de toutes les terres, qui sont dans son Royaume, elles doiuent estre presumées, proceder de ses predecesseurs, & submises à ses droicts, sinon en tant que la dispense sera iustificie au contraire.

Pour ceste raison, tous ceux qui ont traité la question, sont tombez d'accord; que le Seigneur particulier, beaucoup au dessous de la grandeur & dignité du Roy, ayant vn territoire limité, est-reputé Seigneur direct, *SI L'ALLÔDIALITE*

*Ce que dit
Choppin, vol.
1. Consuet.
And. omnia
libera præsu-
mi in patria
iuris, fallit in
Rege.
V. 2. vol. Am.
p. 193.*

N'EST VERIFIÉE. CHOPPIN sur la Coust. d'Anjou; lib. 2. cap. 5. de alode, expliquant l'art. 140. de la Coustume:

*Quari poteris, num fundus, in re dubia, liber existimetur, immu-
nisque Dominico patroni imperio.* Il propose les difficultez, puis les resout. *Romanis quidem legibus, conijciuntur prædia esse libera, nec cuiquam obligata, l. cuius. l. Imperatores. de seruit. urb. præd. Ec.* At contrarius Andegauis usus inoleuit; qui & *Alodia tantum ab singulari privilegio admiscere §. 140. Andeg. Conf.* Quoties denique penes aliquem, certum dominium, stat. certis regiuncula finibus septum, tunc intra eius limites, positi fundi, ei seruire præsumuntur. Socin. Consil. 86. lib. 1. & Resp. 18. Et en marge: *Quisquis, habet ab antiquo, territorium limita-
tum, in dominio directo terrarum, & iurisdictionis earum, est fundatus in utroque, infra metas eiusdem. Argum. l. ade sacra.
§. intra de contrah. empt.*

Les Docteurs estrangers, anciens, *Alex. Decius, Castren.* en leurs Conseils, & entre les recents, *Alciat. & Menochius.* en leurs traittez des Presomptions, n'ont autre raison; pour tenir l'opinion contraire, que la liberté: combattue par l'usage de France. Ces grands personnages, cy-dessus rapportez, nourris dans les raisons, & usage du Royaume, peuuent-ils estre combattus par l'opinion des estrangers, qui ont veu sous vn ciel, & en vn siecle tout diuers?

Exilio, terras, & dulcia limina mutans.

Atque alio terram, quærans, sub sole iacentem.

*Prouince de
Cathalogne,
a rijsse le
Franc-aleu.*

Comme ceste maxime est absoluë en la France, elle a esté communiquée, avec les fiefs, aux Prouinces conquises. L'exemple de la Principauté de Cathalogne, est beau. Le passage de Charlemagne, delà les monts Pyrenées, son progresz en Espagne, l'occupation de la Principauté de Cathalogne, la prise par force de Barcelonne, ville capitale: son retour funeste en la Journée de Roncevaux, *quâ, nulla unquam Fran-
corum clade nobilior, nec fama celebrior visa est,* dit Paul Émile, sont traittez par les histoires. Aimoin. lib. 4. ch. 72. & 97. liu. 5. ch. 5. Suris a lib. 3. de los Annales de la Corona de Aragon

c. 3. *Fray Francisco Diago, en l'hist. de los Antiguos Condes de Barcelona, &c.* Charlemagne, comme Seigneur tres-absolu, prit dessein d'vnir & joindre l'Espagne à la France: Surita en conuiet: *Carolo Magno con esperança de ayuntar à su señoria à España, &c.* Il diuisa la Principauté de Cathalogne en neuf Comtez. Martin de Viçana en la Chronique de la ciudad de Valencia, & *Marinam Siculum lib. 10. de reb. Hispan.* dient plus: Que l'an 791. avec permission du Pape, il repartit le spirituel de Cathalogne, en neuf portions. La ville de Barcelonne, fut long-temps en vne assiette, & condition d'ouïse, enleuée par les Mores, reconquise par les François: *Alternante rerum euentu, nunc Francorum, nunc Sarracenorum ditioni subijciebatur*: sujet de diuers voyages, à Louis le Debonnaire, fils de Charlemagne, lequel y établit des Comtes: sujet de long discours. Charles le Chauue gratifia les Gots & Espagnols, demeurans dans la ville & Comté de Barcelonne, & qui s'estoient soustraits à la domination des Mores, de grandes prerogatiues: mesmes, de viure sous leurs loix peculieres, fors en certains cas; & iouyr de mesmes priuileges que les François: & prescriuit des regles concernantes les fiefs, suivant l'usage de France. La patente, fort notable, est rapportée par *Fray Francisco Diago, lib. 2. c. 4. Surita Indiculo Rerum Arragonia*, dit, que ces priuileges, furent appelez, **FRANCITAS**, à cause des François. Par ce ciment les Barcelonnois furent long-temps liez d'affection tres-viue, enuers les François, reconnuë par vne patente de Charles le Chauue, dans *Fray Diago, lib. 2. c. 7.* Et depuis ce temps, tous instrumens publics, passez au Comté de Barcelonne, ont esté marquez par les années du Roy regnant en France. Exemples en nombre dans le mesme auteur, ch. 15. au mesme liure c. 22. 31. & 64. *Surita lib. 1. c. 8.* dit, que ceste coutume dura depuis Louis le Debonnaire, iusques à l'vniõ faite au Royaume d'Arragon: ce qui arriva l'an 1137. *Franciscus Tarassa*, en son liure des Rois d'Espagne, dit, qu'elle a duré iusques en l'an 1180. Pour la mesme consideration, les Euesques de Barcelonne se trouuoient aux Conciles de France, &c. Par ce moyen, l'usage, & les loix des fiefs receuës en France, furent introduites au Comté de Barcelonne, dont plusieurs lieux, dans *Fray Diago lib. 2. c. 48. 49. 61. &c.*

J'ay au premier chapitre de ce Traitté, touché vn lieu tiré de *Martin de Vicuana*, en la Chronique, de la *Ciudad de Valencia*, où il dit, que Charlemagne erigea au dedans de Cathalogne neuf Baronnies, en FRANC-ALEV: marque certaine, que le Franc-aleu n'estoit pas general au païs, & que toutes terres estoient submises aux Seigneurs, si elles n'estoient dispensées.

Entre les viages de Cathalogne, inscrits *usaticæ Cathalonensia*, qui sont en la Bibliothèque de M. de Thou, il y a diuerfes decisions, combattans disertement & clairement le Franc aleu. l'en toucheray vn seulement, *titulo de Alodio Castellani*.

SI CASTLANVS siue vassallus dixerit, se habere ALODIVM in termino castri, ratione cuius est Castellanus, tenetur ipse vassallus ostendere domino suo, quomodo habet per ALODIVM: quia potest habere illud Alodium ex venditione, vel donatione domini sui, vel alterius Alodiarj, vel alio modo: Quod si potuerit ostendere suum esse Alodium, non tenetur de eo, in poss. domini sui, respondere in iudicio, vel extra: Si vero non potuerit ostendere, non erit Alodium sed de FEVDO erit. &c.





VSAGE DV PAYS COVSTVMIER.

Par lequel, aucun heritage, n'est reputé allodial,
sans titre : & est le vassal obligé
à la preuue.

*Response aux Coustumes de Troyes, Chaumont,
Vitry, Langres, Niuernois, Bourbonnois,
Auxerre, Sezanne.*

LES COVSTVMES NE
peuvent rien contre le Roy.

CHAPITRE. VIII.



A pratique de ceste maxime, NVLLLE TERRE *Response au*
SANS SEIGNEVR, a ses effets indubitables, *quatriesme*
au dedans du pais Coustumier. Les Coustumes, *Moyen, induit*
ont, presque par tout, estably ces droicts, *des Coustumes,*
combien que non esgaux : les vnes, ayans introduit *qui establisent*
le Franc-aleu
le quint : les autres, le quint & requint : autres, le sixiesme,
huietiesme, outreziesme : autres, gands & ventes ; vin & ven-
tes, &c. Et, si en quelques lieux, les vassaux ont esté exem-
tez des quints, requints, lods & ventes, les Coustumes ont
fait mention de ceste descharge, comme d'une dispense du
droict commun.

Les resolutions des Coustumes sur ce sujet, sont de qua-
tre fortes.

1. Aucunes, reiettent ouuertement & absolument, le Franc-
aleu.

J'ay au premier chapitre de ce Traitté, touché vn lieu tiré de *Martin de Viciana*, en la Chronique, de la *Ciudad de Valentin*, où il dit, que Charlemagne erigea au dedans de Cathalogne neuf Baronnies, en FRANC-ALEV: marque certaine, que le Franc-aleu n'estoit pas general au païs, & que toutes terres estoient submises aux Seigneurs, si elles n'estoient dispensées.

Entre les vîages de Cathalogne, inscrits *vsatica Cathalonensia*, qui sont en la Bibliotheque de M. de Thou, il y a diuerfes decisions, combattans disertement & clairement le Franc aleu. l'en toucheray vn seulement, *titulo de Alodio Castellani*.

SI CASTLANVS siue vassallus dixerit, se habere ALODIVM in termino castri, ratione cuius est Castellanus, tenetur ipse vassallus ostendere domino suo, quomodo habet per ALODIVM: quia potest habere illud Alodium ex venditione, vel donatione domini sui, vel alterius Alodiarj, vel alio modo: Quod si potuerit ostendere suum esse Alodium, non tenetur de eo, in posse domini sui, respondere in iudicio, vel extra: Si verò non potuerit ostendere, non erit Alodium sed de FEVDO erit, &c.





VSAGE DV PAYS COVSTVMIER.

Par lequel, aucun heritage, n'est reputé allodial,
sans titre : & est le vassal obligé
à la preuue.

*Responce aux Coustumes de Troyes, Chaumont,
Vitry, Langres, Niuernois, Bourbonnois,
Auxerre, Sezanne.*

LES COVSTVMES NE
peuvent rien contre le Roy.

CHAPITRE. VIII.



A pratique de ceste maxime, NVLLE TERRE *Responce au*
SANS SEIGNEVR, a ses effets indubitables, *quatriesme*
au dedans du pais Coustumier. Les Coustumes, *Moyen, induit*
ont, presque par tout, estably ces droicts, com- *des Coustumes,*
bien que non esgaux; les vnes, ayans introduit *qui establisent*
le quint : les autres, le quint & requint : autres, le sixiesme, *le Franc-aleu*
huietiesme, ou treziesme : autres, gands & ventes; vin & ven-
tes, &c. Et, si en quelques lieux, les vassaux ont esté exem-
tez des quints, requints, lods & ventes, les Coustumes ont
fait mention de ceste descharge, comme d'une dispense du
droict commun.

Les resolutions des Coustumes sur ce sujet, sont de qua-
tre fortes.

1. Aucunes, reiettent ouuertement & absolument, le Franc-
aleu.

2. Autres : n'en parlent point ; mais ne l'admettent pas ; fondées sur la raison vniuerselle.

3. Autres : remettent ou reduisent les droicts de lods, ventes, & semblables : mais ne deschargent pas de l'homage, & autres respects deus au Seigneur.

4. Autres : Prononcent pour la franchise & allodialité : mais ne peuuent estre induites alencontre du Roy.

Celles qui reiettent le Franc aleu, sans titre, vsent de termes bien precis : Bretagne, article 277. qui est le 289. de la nouuelle: *Quand aucun Seigneur, a accoustumé leuer, ou vser, d'aucuns subsides en sa Seigneurie, & qu'un, ou plusieurs demeurans, & estans dans les metes dudit Seigneur, & en sa Seigneurie, pretendents exemption desdits subsides, ils sont tenus prouuer le titre de leur exemption, ores qu'ils diroient, qu'ils, ne leurs predecesseurs, ou aulseurs, n'en auroient iamais payé aucune chose : & a faute de prouuer leur titre d'exemption, Le Seigneur en pourra vser, comme les autres hommes, es lieux circonuoisins, non obstant longue tenuë* : Et en l'article 428. de la nouuelle: *NUL NE PEUT TENIR TERRE EN BRETAGNE SANS SEIGNEURS PARCE QU'IL N'Y A AUCUN FRANC-ALEV EN ICELVY PAYS*. Ceste Coustume est d'autant plus considerable, qu'elle est donnée à vne des plus grandes prouinces du Royaume, honorée d'un Parlement. Celle de Melun, redigée l'an 1506. en l'article 104. *Franc-aleu, ne doit vest, ny deuëst, ny foy, ny homage ; ains faut qu'il y ait titre expres*. Par Arrest en robes rouges, du 13. Aoust 1533. sur l'appel du Bailly de Melun, Gens de main-morte ont esté condamnez, & nonobstant les admortissemens royaux, recognoistre le Seigneur & Iustice du lieu, & luy payer le cens tel, que les terres voisines. Celle de Meaux, redigée l'an 1509. art. 189. *Par ladite Coustume, Franc-aleu, par tout le Bailliage, & autres ressorts d'iceluy, ne peut estre tenu & possédé, sans titre particulier*. Le semblable, Blois, art. 33. Senlis, art. 272. Peronne, art. 123. Poictiers, art. 99. & 185. qui exceptent, les seuls Ecclesiastiques.

2. Les Coustumes, qui ne parlent point du Franc-aleu, sans titre, sont en grand nombre : & par leur silence, l'excluent, & demeurent dans le droict commun : comme celles de Paris, Normandie, Orleans, Calais, recentemente redigees, &

autres. L'an 1608. fut plaidé vne cause, en la grand Chambre du Parlement de Paris, entre Pierre Poigneux, appellant du Preuost de Paris d'une part, & l'Abbé de Saint Germain des Prez, prenant la cause pour son receueur: pour le payement des lods & ventes, d'une maison sise en la place, dite la Cour de Rouën, parroisse S. André. L'appellant, pour s'en garantir, alleguoit le Franc-aleu: se plaignoit, de ce qu'il auoit esté condamné en faire apparoir, autrement payer: l'usage estoit opposé au contraire. Par Arrest, du 17. Mars 1608. la Sentence fut confirmée: & partant iugé, que sans titre, le Franc-aleu, n'estoit point presumé à Paris, ny és Coustumes semblables. Paris

L'an 1258. se meut question, entre deux Chanoines de l'Eglise nostre Dame de Paris, & la Communauté des Iuifs, demeurans en la mesme ville: pour raison de la censue & Seigneurie, d'une maison, & cemetiere des Iuifs, sise en la rue Galande, à cause desquels, lesdits Chanoines, demandoient le payement de censue: La communauté des Iuifs, disoit au contraire, n'en deuoir aucune, n'y estre obligé: estre en possession desdites maison & cemetiere, depuis cinquante ans, & beaucoup plus, sans auoir payé aucune censue, ou autres droicts. Ce qui fut terminé par transaction du mois de Decembre 1258. moyennant l'establissement de quatre liures parisis, payables annuellement. Le titre est dans le grand Pastoral de l'Eglise nostre Dame.

Plusieurs Coustumes, dispensent du quint, requint, lods, ventes, ou en deschargent absolument: mais ne rendent pas les fonds alodiaux: la foy & homage demeurent entiers: comme celle de Berry, tit. des fiefs, art. 30. Mante, art. 11. & 16. Chartres, art. 19. *ubi Molin.* & quelques voisines, qui ne donnent au Seigneur, pour alienation de fief, que le droict de rachapt. Mortagne, locale du Perche, art. 186. ne donne lods ne ventes. La Marche, ne donne, que la bouche & les mains. Chasteauneuf en Tymerais, art. 20. reçoit des heritages, qui ne payent point de rachapt, ains seulement, rendent la foy & homage. La chose tenuë EN FRANC DEVOIR, ne doit rachat, en la Coustume de Loudun, titre des rachats & ventes, art. 21. Celle d'Auuergne, tit. 22. art. 17. & 21. pour mutation de Seigneur ou vassal, ne donne lods ne ventes, fors

3.
Coustumes, qui
reduisent les
droits Sei-
gneuxiaux, on
en dispensent,
reseruant l'ho-
mage.

Costume
d'Auvergne.

MYTAGIVM.

la retenue feodale, si le fief n'est chargé de cens, ou directe, portant lods & ventes, pour la nature du fief. Les Seigneurs d'Auvergne, pour se garantir de la rigueur de la Coutume. apposent, au délaisement & tradition de leurs fonds, des conventions de payement, & prestation de quelque somme, payable aux changemens de vassaux, laquelle est appelée MYTAGIVM. La convention, de Dauphin & Guillaume, freres, Comtes d'Auvergne, pour la seigneurie d'Orchival, sur ce sujet, est de l'an 1213. confirmée, par autre de Beraut Dauphin d'Auvergne, Comte de Clermont & de Sancerre, de l'an 1400. Et par transaction de l'an 1480. entre François de Chabanes, sieur de Rochefort, Jeanne de Chabanes, tant en son nom, que comme tutrice de ses enfans, & de feu Jean de Chalis, sieur de Corders & Orchival, & François de Chalis, mineur, est faite reservation, d'un marc d'argent, à chaque mutation.

DELPHINVS, & Guillelmus filius eius, Comes Alvernie, universis presentes literas inspecturis, salutem in Domino. Nouerit universitas vestra, quod nos in villa, & Ecclesia, de Orsiuallo, vel pertinentiis earum, seu in hominibus ibidem manentibus, que omnia pertinent ad fideles nostros de Cros ac de Antoin: vel in feudis eorum, nullam prorsus iurisdictionem habemus, vel habere debemus, nullam consuetudinem, nullam exactionem, nec vllum ius omnino, aut in exercitiis, vel inuecturis, aut taliis, seu aliis quibuscumque servitiis, vel exactionibus, exigendis, prater MYTAGIVM, ET HOMAGIVM; quod debere nobis fieri ab uno à predictis dominis. Hoc recognoscimus, & per presentes literas protestamur. Iurauimus autem ad maioris roboris firmitatem, quod de cetero, quidquid gestum actum in villa eadem, aut Ecclesia, vel hominibus nullam extorsionem faciemus, nec eis molestiam aliquam, per nos, vel alium inferemus. Et hac autem rata, & illibata permaneant in perpetuum, supra Deum, omnia nos ita seruaturus, ut permissum, & iurauimus, & ad ea seruanda nos, & successores nostros obligamus, per presentes literas sigillorum nostrorum Arm. roboratas. Actum apud Campel, mense Maio, anno Domini & Incarnationis 1213.

Autre du Comte de Clermont, de l'an 1249.

NOS HUGO humilis Abbas sancti Illidij Lavomontanus: Notum facimus, universis presentes literas inspecturis. Quod

nos vidimus, & diligenter inspeximus, de verbo ad verbum legimus quasdam literas, non quassatas, non abollitas, non in aliqua parte sui vitiatas, sigillatas sigillo, nobilis viri R. Comitis Claromontani, quarum tenor talis est. Notum facimus vniuersis presentes literas inspecturis, quod nos vendidimus, Vuidoni de Murato, & Vuillelmo fratri suo, & suis, pro quinque M. sol. & 300. sol. Claromontanis: quam summam, sub testimonio, à dictis emptoribus recognoscimus in solidum recepisse: feuda, HOMAGIA, MUTAGIA, census, redditus, & prouentus, mundinas, & pedagium, quod modo leuatur apud Vrsinalem, qua leuabatur. apud Aruerniam, & generaliter omnia iura, & actiones, & quicquid iuris habebamus, & habere poteramus, per nos, & per alias personas, apud Vrsinalem, & intra cruces, & totum quod pertinet ad mundinas: licet sint extra cruces. Item censum, quem habebamus, apud Veruinas, in blado, vel in denariis vendidimus, eisdem fratrib. & suis cum aliis: recentis, solummodo nobis, & successoribus nostris HOMAGIO CVM MUTAGIO ADEMARI de & MUTAGIO VNVS MARCHI ARGENTI: quod presens dominus G. seu sui facere, & soluere debebant. Supradicta omnia de nouo dictis emptoribus acquisita, remanent de feudo nostro, & pro pradietis dicti fratres, & sui nobis & successoribus nostris, homagium cum fidelitate, & sacramento deinceps facere tenebuntur. Promittimus iisdem pro nobis, & successoribus nostris dictis emptoribus sibi, & suis successoribus stipulantibus, nos defensores omnia supradicta, ab omni impetitore, seu calumniā moueant, in iudicio, & ultra, Promittimus dictis emptoribus, corporaliter, ad sacrosancta Dei Euangelia, à nobis prestito iuramento, omnia, & singula de pradietis minime venturos, nec fecisse, nec deinceps facturos, dictis emptoribus tradidimus, perpetuum robur obtineant, firmitatis. In cuius rei testimonium presentes Ego dicti Comitis filius sigillo nostro sigillatas, anno Domini 1249. mense Iulij Comitis filius supradictis interfui, & pradieta omnia volui, & concessi. Et quia sigillum proprium non habebam, sigillum Domini patris mei apposui. Feci presentib. iterato datum ut supra. In cuius rei testimonium nos Dominus Abbas ad rogatum dictorum Vuidonis, & Vuillelmi de Murato presentium sigillum nostrum duximus apponendum. Datum die Iouis, ante festum Beati Mathai, anno Domini 1260. mense Septembris, &c.

Et combien qu'en Auvergne & Berry, la regle, pour le soulagement des fiefs, soit absoluë; Neantmoins, pour les censives & rotures, elle est autre. Auvergne, titre 16. article 11. & suivans: *Pour ventes d'immeubles, en censive, sont deus lods & ventes, & hors la vente, ne sont deus d'aucun autre contrat.* Berry, tit. des Censives. Pour ventes de rotures, sont deus accordemens, lods, & ventes, combien que pour le fief ne soit deub que rachat. Et en celle de Reims, y a des heritages en roturë, qui ne payent aucuns cens, ou droict annuel, obligez neantmoins payer au Seigneur foncier, vestures & ventes, &c.



COUSTUMES QUI SEMBLENT introduire, ou autoriser le Franc-aleu.



Il y a quelques Coustumes, qui semblent establi-
l'Aloialité, au preiudice du Roy, & des Seigneurs: Mais elles sont en petit nombre, sans autorité, sans vigueur, & reçoivent leurs responses tres-certaines. Il est vray, que les Coustumes de Troyes, art. 51. Chaumont, art. 62. Vitry, art. 16. Sezanne, art. 2. Auxerre, art. 28. Nivernois, art. 1. au titre des Rentes, Dient, que tout heritage est franc, & reputé de Franc-aleu, si l'on ne monstre qu'il soit serf, bien qu'il n'y en ait point de titre. Mais ces articles contraires, au droict commun, ne peuvent estre induits à la question generale, non pas mesme en la Province de Champagne, à l'esgard du Roy. Premièrement: Les Coustumes, qui dependent du simple consentement des habitans, ne lient que les particuliers, qui s'y submettent: n'obligent point le Roy, n'alterent point ses droicts: Ainsi que soustint le sieur du Mesnil, Aduocat du Roy au Parlement de Paris, en son plaidoyé, du 20. May 1566.

Ergone Roma tuo legem vis ponere Regi?

Cum potius, Regem deceat se subdere legi. Gunth. lib. 3.

L'Apostil de M. Charles du Moulin, sur l'art. 72. de la Cou-

4.
Coustumes, introduisans le Franc-aleu.

Responses.

Les Coustumes ne peuvent rien, contre le Roy.

V. Tirag. de retr. gentil. 5.
1. glos. 13.
Chop. de dom. l. 2.
t. 1. n. 2.

stume de Touraine: *In istis, quæ non solum per errorem emer-
serunt, sed etiam sunt contrarius REGIS, & bonum publicum,
non valet consuetudo.*

Pour ceste raison, la Coustume de Sens, en l'art. 158. *Si au-
cun Seigneur, a homme ou femme de seruite condition, & il les
main-met: par ladite Coustume ils sont aquis au Roy, & sont
serfs au Roy, s'ils ne se rachetent du Roy, PARCE QUE LE
ROY EST SOUVERAIN FIEFFEUX, ET A SON
PREIUDICE NE PEUT ESTRE LE FIEF AFFOIBLY.*
Le preface, de la Coustume d'Anjou, porte ces termes:
*Sans preiudice des droicts Royaux, que le Roy a uniuersellement
par tout son Royaume.* Et nous tenons, pour les mesmes con-
siderations, avec M. Bacquet, traitté des Francs-fiefs, ch. 2.
que le titre & concession de Franc-aleu, ne peut proceder, que
du Roy, non d'autre Seigneur, soit haut-iusticier, feodal, ou
censier: DAVTANT QUE TOVS HERITAGES, SCIZ
EN FRANCE ESTANS TENVS DV ROY, MEDIA-
TEMENT OV IMMEDIATEMENT, on ne peut au pre-
iudice dudit Seigneur, exempter ou affranchir vn heritage,
du droict, que le Roy a en iceluy, sans le consentement de sa
Majesté: ny de feodal, ou censuel, le faire alodial: non plus
que les Seigneurs hauts-iusticiers, feodaux, & censiers, ne
peuvent amortir en France. Il faut donc, au iugement de ce
personnage, pour rendre vne terre alodiale, & la soustraire à
la condition commune, qu'elle soit purgée & affranchie par le
Roy: C'est le titre. Mais il ne traite pas, si la terre alodiale,
peut estre rendue feodale; si ceste dignité de terre peut estre
empirée, ou changée. Ce que nous voyons auoir esté souuent
fait. La question a esté decidée, par Arrest solennel du Par-
lement, des octaues de la Chandeleuse, 1263. qui porte, que
par autorité du Roy seul, la terre de Bgauuoit, alodiale,
pouuoit estre rendue feodale. DOMINVS de Bellouidere,
*terram suam, quam tenebat in Alodium, est in Marchia Regis,
& Imperio, & in Castellania, in quantum aduocauit, & cepit in
feodum, ab Episcopo Nouiodunensi pro 120. libris, quas inde dedit:
sibi Episcopus antedictus. Balliuus se opposuit pro Rege, dicens,
quod ipsum Alodium non poterat aduocare ab alio, quam à Rege:
samen cum pluribus de causis, vidretur quod etiam, absque pe-
cunia, ipsum feodum debet habere Dominus Rex: secundum car-*

suetudinem Francie, ex qua dictus Dominus de Bellouidere ipsum aduocauerat ab alio, tamen Dominus Rex voluit cedere ipsi Episcopo sexcentas libras, quas dederat propter hoc & habuerat ipsum feodum de Bellouidere.

*Noblesse de
Champagne.*

La preuue de ceste proposition, peut estre tirée, des mesmes Coustumes. Par celle de Troyes, art. 51. & celle de Chaumont, art. 62. la mere noble, mariée avec vn roturier, produit des enfans nobles. Ceste noblesse, (dont l'origine est rapportée à la iournée de Fontenay, près d'Auxerre, entre Lothaire, fils aîné de Louys le Debonnaire, Louys, & Charles le Chauue, qui espuis la plus grande part de la Noblesse de Champagne) est contre les regles du Royaume, qui ne reconnoist Noblesse, que celle du sang paternel. Aussi, en ce qui regarde les particuliers: en la Prouince de Champagne, les articles de Coustume, produisent leurs effets: Les enfans issus de meres nobles, sont capables de fiefs: partagent noblement: le suruiuant des conjoincts, prend la garde de ses enfans, &c: Mais à l'esgard du Roy, qui n'a point presté consentement à la Coustume, ceste introduction de noblesse coustumiere, est sterile; & sans fruct; les enfans de telle conjunction, payent lestailles: contribuent à toutes charges, comme roturiers.

*Espanie à Vi-
879.*

La Coustume de Vitry, fournit vn autre exemple. L'art. 72. porte, que *en Noblesse ne gist espauire, qui est à entendre, que les Nobles, natifs, & demeurans ez païs d'Alemagne, Brabant, Lorraine, Barrois, ou ailleurs, hors le Royaume, succedent à leurs parents decedez, soit qu'ils soient demeurans audit Royaume, ou ailleurs, ez biens delaissez par leur trespas au Balliage de Vitry, meubles & immeubles.* Cét article, priue le Roy du droit d'aubaine, auguste, & noble, peculier au Royaume, pour succeder aux estrangers: Mais, comme il n'a peu preiudicier au Roy: les Allemans, & Lorrains, sont Aubains, & le Roy leur succède.

La Coustume de Bretagne, ne reçoit pas la confiscation en crime de leze-Majesté, & contraire a esté iugé en infinies rencontres. Celle de Sens, art. 10. Donne les biens des aubains au Seigneur haut iusticier; Combien que sans doute, generalement ils appartiennent au Roy.

Et, comme les Coustumes, ne peuuent affoiblir les droits du Roy: aussi l'usage receu, qu'elles ne les peuuent accroi-

fre, contre les reglemens generaux, dont les Rois se font reserver la dispensation. Exemple: La Coustume de Meleun, art. 5. ordonne au Roy, les biens des Aubains, encores qu'ils eussent laisse enfans. Nous vivons au contraire: Les enfans nays dans le Royaume, succedent à leurs peres aubains. Et l'Apostil de Maître Charles du Moulin, reiette cet article, comme iniuste, & barbare: Il se pourroit coter plusieurs autres semblables. Dont il s'ensuit, Combien que par les Coustumes de Champagne, Auxerre, Niuernois, & autres, les heritages soient declarez libres, elles ne peuvent produire d'effect, à l'esgard du Roy.

Enfans d'Aubains.

Coust. de Chaumont, art. 14. Idem.

Outre, que la Coustume de Troyes, & semblables, ne se pourroient pas estendre plus auant, que leur destroiët; est à remarquer, qu'elles sont contraires à toutes celles qui ont esté establies en mesme temps: La Coustume de Vitry fut arrestée le 5. iour d'Octobre 1509. Celle de Chaumont, le 20. Celle de Troyes, le 29. du mesme mois. Celle de Meleun, contraire au franc-aleu, est du 5. Octobre 1506. Celle de Meaux est du 5. Octobre 1509. Tesmoignage certain, d'irregularité, en ces Coustumes, à laquelle ont esté portez les gens du tiers Estat, au preiudice des Seigneurs.

Coustume de Troyes, & autres, sont locales.

Celle du Bailliage de Sens, reformée en Mars 1506. est long-temps demeurée en doute, à cause des termes des articles 224. *Le Seigneur censier, ou ayant droit de cens, & 225. Le vendeur doit les ventes, & l'acheteur les lots* EZ LIEUX OV SONT DEVBs LOTS ET VENTES, &c. En fin la Cour a decidé la difficulté: prononcé pour la liberté, & rejeté la preuue de la submission aux lods & ventes, sur les Seigneurs.

COMME de la Sentence donnée par nostre Bailly de Sens, ou son Lieutenant, & gens tenans le siege Presidial audit lieu, le 5. Iuillet 1616. entre les Doyen, Chanoines, & Chapitre de l'Eglise de Troyes, Seigneurs, hauts, moyens, & bas Iusticiers de la terre & Seigneurie DES GRANDES CHAPELLES: autrement dictes LES CHAPELLES SAINT PIERRE: & Maître Pierre Dadié, Chantre & Chanoine en ladite Eglise, demandeurs aux fins d'une commission du 20. Ianuier 1611. & exploit du premier Fevrier ensuiuant, d'une part. Et Guillelmin Guillaume, Jean, Henry, & Esme Michelot, Gilles Piot, Claude Garnier, Jacques

Drouart, & Gilles Comte, habitans desdites GRANDES CHAPELLES, ayant fourny de declaration de leurs heritages, situez dedans ladite seigneurie des Chapelles, au terrier d'icelles, defendeurs d'autres. Et encore, entre lesdits Chanoines & Chapitre en ladite qualite de Seigneurs, demandeurs en requeste, du 2. Iuillet 615. & exploict du 5. dudit mois, d'une part: Et la communauté des manans & habitans de ladite Seigneurie des Chapelles, Nicolas Comte, & Jean Paiot, Syndics de ladite Communauté, defendeurs, d'autre: par lesquelles auroit esté dit, qu'à l'esgard du droict de censue, portant lots & ventes, défauts & amendes, lesdits defendeurs seroient tenus, & aussi auroient esté condamnez recognostre, que les heritages, par eux detenus, en, & au dedans du finage, & terrier de ladite seigneurie des grandes Chapelles, estoient chargées de censue enuers lesdits demandeurs, à raison de quatre deniers parisis l'arpent, portant ladite censue, lesdits profits de lots & ventes, défauts, amendes, quand le cas y eschoirroit, AV DESIR DE LA COUSTUME DUDIT BAILLIAGE DE SENS, payer aux demandeurs les arrerages desdites censues & profits, si aucuns en estoient deus, tels que de raison, deboutant lesdits defendeurs du Franc-aleu par eux pretendu. NOSTREDITE COVR, par son iugement & Arrest, sans s'arrester à nosdites lettres, & sans despens des incidens d'icelles, faisant droict, tant sur le proces par escrit, qu'intervention, a mis & met l'appellation & sentence, dont a esté appellé, au neant, sans amende, en ce que les heritages desdits Guillaume, Henry, Michelot, Paiot, Garnier, Drouart, le Comte, & desdits habitans des grandes Chapelles, auroient esté declarez censuels: & lesdits habitans, Guillaume, & consors, debouttez du Franc-aleu par eux pretendu, & condamnez ez despens: emendant, & corrigeant ladite sentence, quant à ce, a delaré & declare les heritages, estans en, & au dedans de la Seigneurie desdites grandes Chapelles, estre mouuans & tenus en Franc-aleu: & ce faisant, a absous, & absout lesdits habitans, Guillaume, & consors, des demandes, fins, & conclusions contre eux prises par lesdits Doyen, Chanoines, & Chapitre dudit Troyes, sans preiudice ausdits Doyen, Chanoines & Chapitre de se pourvoir, en vertu de titres iustificatifs dudit cens, si aucuns ils ont, contre les particuliers, ayans heritages en leur dite seigneurie, autres nonnmoins que ceux baillez par les declarations mentionnées

nées au procez, au residu, la Sentence forissant son plein & entier effet, le tout sans despens. Prononcée le 13. Mars 1628.

La Coustume de Lengres, locale du Bailliage de Sens ; Lengres. art. 3. determine, *Que au pais de Lengres, ne sont deubs cens, rentes, lods, n'ameudes, au Seigneur de la justice fonciere, &c. Excepté & terres & seigneuries particullieres, esquelles les Seigneurs ont titre, ou sont en possession, & ont acoustumé prendre & tenir lesdits cens, lods, venies, & amendes, telles qu'elles sont portées par leur titre & possession.*

Et en l'art. 4. Les fiefs mouvans du Duché de Lengres, Comté de Montsanion, Baronnie de Lusly, & Burgy le Chastel, & des autres Seigneurs feodaux estans esdites Duché, Comté & Baronnie, assis au quartier, & pais dudit Lengres, ne sont d'aucun profit, enuers les Seigneurs des fiefs, desquels ils sont mouvans, soit de quint, requint, relief, rachat, ou autres profits. En suite de quoy, par Arrest du 7. Septembre 1608. le sieur Euesque de Lengres, plaidant contre le sieur de Vienne, a esté chargé prouver, que les lods & ventes luy fussent deubs.

Mais, il est à remarquer, qu'aucune des Coustumes, qui établissent ouvertement le Franc-aleu, n'a esté purement receüe. Je dis aucune, absolument : Car elles ont toutes esté contredites, & sont demeurées dans l'irresolution. Ce point est à noter : Car, combien que les Coustumes de Troyes, Toutes les Cou-

article 51. Chaumont, 62. Vitry, 16. Dient, *Tout heritage s'unes, pour le estre franc, & réputé de Franc-aleu ; &c.* Le procez verbal de chacune desdites trois Coustumes, sur lesdits articles, porte, *Que les Ecclesiastiques, n'ayans justice, & les Praticiens, Troyes, & autres bourgeois, ont demandé ledit article nouveau ; fonder Chaumont, sur la liberté ; & qu'ils ont esté contredits ; par les Nobles ; qui Viny. ont soutenu, que toutes terres estans en leur justice, leur devoient payer censive, & redcuance : Et sur ces diversitez, furent appointez à escrire, & produire, pardevant la Cour, & cependant, ordonné par les Commissaires, que les Nobles, vseroient, sur leurs sujets, de tels droicts, qui leur peuvent competer, & appartenir, en reseruant à leurs sujets, leurs defenses au contraire. Dont il s'ensuit, que la resolution, est demeurée en suspens ; que les articles nouveaux, n'ont point fait de loy : & sont les Seigneurs, demeurez en l'usage general du Royaume.*

Aussi M^r Pierre Pichou, en son Commentaire, sur l'art. 51.

Chop. in
Conf. Paris.
lib. 2. c. 1.
cité des Ar-
rests contre les
Archivesques
de Reims, &
sieur de Ton-
nerre.

5.
Toutes les Cou-
stumes, pour le
Franc-aleu, sont
contredites.

de Troyes, tesmoigne, qu'il n'est pas obserué.

Vitry.

Et combien est ridicule, l'induction, tirée de l'art. 135. de la Coustume de Vitry, lequel ne peut estre porté hors son espeece: Il dit, *Que toutes terres, tenues franches, par dix ans, entre presens, & vingt ans entre absens, aagez, & non privilégiiez, soient tousiours franches*: Cela ne regarde que les particuliers: L'exception, des aagez, & non privilégiiez, conferue le Roy, tousiours reputé pour mineur; & dont les droicts, par priuilege special, ne tombent point sous la prescription. Dailleurs, l'induction est aneantie par l'impertinence de l'article, sous vne coustume mal conceüe, mal reglée, obscure, & qui ne peut estre entendue du Franc-aleu: Et comment, par opinion commune, mal fondée, vne terre pendant dix ans, tenue pour franche, seroit-elle affranchie, & tenue pour alodiale, les rencontres d'ouerture, & de droicts, ne se presentans pas en vn demy siecle?

Il est vray, que la Coustume de Vitry, a donné diuers sujets de douter, à cause de deux articles, contraires en apparence. L'article 117. oblige tous acheteurs d'heritages, chargez de cens, au payement des ventes, qui sont yingt deniers, pour liure: L'article 18. de la mesme Coustume, n'adiuge le droit de retenue, qu'au profit des Seigneurs, qui ont droit de censive, & quand le cens porte lods & ventes. L'article 117. submet au payement des lods, tous acheteurs d'heritages, chargez de cens: le 18. n'oblige au payement des lods, que quand le cens porte lods. L'on demande, si la condition du cens, portant, ou ne portant point lods, est reuokée en doute, qui doit estre chargé de la preuue, ou les Seigneurs, ou les vassaux. Il est vray, que les Seigneurs, en ceste Coustume, ont esté condamez iustifier, que les heritages soient chargez de cens portans lods; & à faure de ce, les acheteurs absous: l'en ay veu des Arrests, l'vn, du 12. Auil 1624. entre Jean le Fauconnier, sieur de Cheurieres, & Guillaume le Martelleur, apres enquestes: l'autre, du 26. Iuillet 1608. entre François, & Gaspard de Vernueil, sieur d'Orcoin, Jean Tordot, & les habitans d'Orcoin. Autre, du 10. Nouembre 1604. pour Jean l'Allemand, & autres, contre le Commandeur d'Igny, pareillement sur enquestes. Mais, par l'usage, ces deux articles, ainsi differents en apparence, se concilient: En sorte, qu'à

l'esgard des acquisitions faites en la ville de Vitry, les lods & ventes sont deubs, suiuant l'art. 117. & la presumption estant generale, pour cet esgard, le Seigneur est fondé en droit, sans autre titre. Aussi l'article est conceu en ces termes : *Custome & usage est audit Vitry*; c'est à dire, en la ville, comme en l'article 76. &c. Quant à l'art. 18. il s'entend, des heritages, assis ailleurs, qu'en la ville; & oblige les Seigneurs à montrer, que les lods & ventes, soient deubs.

L'induction de la Coustume de Sezane, est certainement *Sezane*. peruite: C'est *une* Coustume particuliere de Brié, consistant en deux articles seulement, fondée sur le mesme erreur des Champenois, le texte le porte ainsi.

Quant à la Coustume de Niernois, qui est de l'an 1533. *Niernois*. portant en l'art. 1. du chapitre des rentes & hypotheques, *que sous heritages sont censez & presumez francs & alodiaux, qui ne monstre du contraire*. L'article, comme a remarqué le Commentateur, lors de la redaction, ne fut pas arresté ou passé pour Coustume, ains, fut le contredit renvoyé à la Cour. Et le mesme Commentateur, resoluant la question, vse de ces termes, Concluant, ie dis, que la presumption est pour les Seigneurs; que les heritages, de leurs territoires, soient tenus à fief, ou à cens, & que c'est la charge du detempteur, de prouuer, qu'ils soient alodiaux, ou par titre, ou par possession immemorale. Il admet l'alodialité par titre, ou possession immemorale: il se mesconte au fait de la possession immemorale; le Franc-aleu n'estant receu és Coustumes, qui ne l'ont pas absolument introduit, si ce n'est par titre. Et à ce propos est remarquable l'animaduersion du sieur Louët, lettre C, art. 3. *Que par Arrest, du 7. Aoust 1599. donné à la cinquiesme des Enquestes, a esté iugé, qu'en la Coustume de Niernois, qui admet le Franc-aleu, & qui veut, que plusieurs terres, soient semées libres & franches, le vassal ne peut prescrire par cent cinquante ans, & plus, contre son Seigneur de fief: & que ces mots de la Coustume, Que le vassal ne peut prescrire par quel que laps de temps que ce soit, ont lieu, etiam in centenaria prescriptione*, la question demandée aux Chambres. Tellement qu'il faut tenir pour maxime (dit Louët) Que ez Coustumes, qui admettent le Franc-aleu, le vassal ne peut prescrire la foy contre son Seigneur, *etiam*, par cent ans. Si l'on

Bourbonnois.

dit, que la Coustume de Bourbonnois, voisine de celle de Nèuernois, reçoit le Franc-aleu ez art. 209. 392. Je respons: qu'elle le reçoit, comme celle d'Anjou, art. 140. Maine, 153. Châlons, 165. Laon, 133. Reims, 139. Orleans, 155. qui l'admettent, avec preuve; mais elle ne reiette pas la preuve sur le Seigneur. Communiquant en vne recontre d'affaires, sur ceste question, l'on m'a fait voir vn Arrest, du 30. Mars 1627. sur l'appel du Seneschal de Bourbonnois: par lequel, le deuoir de deux sols deux deniers obole, controuersé au procez, a esté déclaré prescrit: mais la qualité de ceste redeuance, n'est pas éclaircie, & ne se void pas, qu'elle fust seigneuriale, & tint lieu de cens: Dailleurs, la consequence n'estant pas grande, en vne question generale & importante. Voicy l'Arrest.

C O M M E de la Sentence, donnée par nostre Seneschal de Bourbonnois, ou son Lieutenant, à Moulins, le 10. Mars 1625. entre Gilbert Bonnet, sieur de Vougon, demandeur en declaration d'heritages, exhibition de titres, & payement de cens & rente, d'une part: & Pierre Syonnais, defendeur, d'autre: Par laquelle, LE DEVOIR DE DEUX SOLS, DEUX DENIERS OBOLÉ, dont estoit question au procez, auroit esté déclaré prescrit, ledit Bonnet déclaré non receuable en son action: de laquelle ledit Syonnais auroit esté absous, avec despens: Eust esté, de la part dudit Bonnet, appelé à nostre Cour de Parlement; en laquelle, parties ouyes, en leurs causes d'appel, & le procez, par escrit, conclud & receu pour iuger, entre icelles, si bien ou mal auroit esté appelé, joint les griefs hors le procez: pretendus moyens de nullité, auxquels l'intimé pourroit respondre, & contre ladite production nouvelle, bailler contradicts, aux despens dudit appellant. Iceluy procez ven: griefs: responses: forclusions de produire de nouuel: incidens de lettres, de nous obtenues par ledit Bonnet, le 18. Iuillet 1626. pour articuler de nouuel les faicts y contenus, appointées en droit, & joint audit procez: Productions desdites parties sur ledit incident de lettres: Contradicts d'icelles, suivant l'Arrest du 25. Ianuier dernier; Et tout diligemment examiné. NOSTRE-DITE COVR, par son iugement & Arrest, sans auoir esgard à nosdites lettres, a mis & met l'appellation au neant, sans amende: A ordonné, & ordonne, que la Sentence, de laquelle a esté appelé, sortira son plein & entier effet: Et a condamné, & condamne ledit Bonnet ez despens tant de la cause d'appel, que

*incident de nosdites lettres; la taxe des adingez pardeuers nos-
sredite Cour reservee. Prononcé le trentiesme Mars 1627. Si-
gné.*

Restel l'art. 23. de la Coustume d'Auxerre: trop recente, & *Auxerre.*
trop peu celebre pour induire consequence generale: Elle n'est
que de l'an 1571. Le procez verbal de la redaction, contient,
vne contradiction au franc-alleu, plus ample, & plus ferme,
qu'aucun des autres Coustumes: L'ancien vsage, tenu à Au-
xerre arresté l'an 1507. estoit reduit en ces mots: *Que nul ne
peut tenir aucuns heritages, en iustice haute, moyenne, & basse,
d'un Seigneur, sans payer audit Seigneur, la censue, ou à celuy
qui est Seigneur censier: s'ils n'ont tiltre au contraire.* Le franc-
alleu estoit exclus par ce moyen. Lors de la redaction de la
Coustume 1571. les Officiers, nourris en l'vsage, & veillants
pour la conseruation des droicts du Roy, & des Seigneurs, le
dresserent en cette forme; *L'on ne peut tenir aucuns heritages en
iustice, haute, moyenne, & basse, d'un Seigneur, sans payer au-
dit Seigneur, la censue: ou à celuy qui est Seigneur censier, s'il n'y
a tiltre au contraire.* Sur l'accommodation de cét article,
nacquirent diuerfes contentions; Le tiers Estat, soustenoit,
Que par l'ancien vsage, dont ils disoient le texte, auoir esté
corrompu, tous heritages estoient francs. Les Officiers: Ec-
clesiastiques: & Nobles au contraire. Messieurs les Commis-
saires, remirent d'en ordonner, à la fin de leurs sçances: &
à la pluralité des voix, arresterent l'article 23. auourd'huy tiré
à consequence: Article, non librement conceu, ou arresté,
mais attaché dans le tumulte d'une assemblée confuse, quine
peut apporter preiudice au Roy. Et neantmoins, l'article at-
teptiuement examiné, il ne porte aucune consequence. Il
commence en sa premiere partie: Que tous heritages sont tenus,
& reputez pour francs, & libres de censue, s'il n'appert du
contraire: La seconde partie, porte; que si le Seigneur a ac-
coustumé de prendre censue en sa terre, le particulier ne s'en
pourra exempter, pour quelque temps que ce soit, s'il n'y a
tiltre, ou conuention au contraire. Or, le Roy est fondé à
prendre les quintes, requintes, treiziesme, censues, & autres
droicts, audehors de sa terre, qui est son Royaume, dant par
consequent, les particuliers ne peuuent se dispenser, sans tiltre:
C'est la raison de *Ioan. Faber, in l. cunctos populos, c. de sum.*

Trinit. Quilibet, qui habet territorium limitasum, ab antiquo, est fundatus de iure communi, intra metas eiusdem, ad exercendum, in qualibet parte, ius, quod in toto vniuersali exercet. l. pupilli. Et, secundum Specul. omnia consentunt teneri à domino territorij. Pour finir : Toutes les Coustumes du Royaume,

Arrests du
Conseil, sur l'usage
de ces Con-
suetudes.

conspirent à mesme regle : Celles, qui ont parlé au contraire, ont esté combattues en leur naissance, aneanties par les Arrests du Conseil, ou du Parlement.

Et d'autant que les raisons, qui sont generales, touchent souuent moins viuement les esprits, que les iugemens, & exemples : Je desire monstrier les Reglemens du Conseil Priué, & du Parlement de Paris, sur l'interpretation de ces Coustumes : lesquels ont iugé, que quand au dedans de la Prouince de Champagne, les Seigneurs particuliers, se seroient liez, par leurs consentemens ; le Roy demeure excepté : A l'esgard duquel, les possesseurs, sont tenus verifier l'exemption, ou franchise.

En l'année 1603. des principaux Officiers de la Prouince de Champagne, ayans esté commis par le Roy, pour la confection du papier terrier de son Domaine, & recerche de ses droicts, les art. 51. de la Coustume de Troyes ; de Vitry, 117. de Chaumont, 62. les arresterent, & donnerent sujet de se pouruoir au Conseil, afin d'estre resolu. L'art. 10. de leurs remonstrances, est conceu en ces termes. *Que plusieurs occupent terres, & heritages, dans l'estendue des terres, où sa Majesté est Seigneur, & haut Iusticier, pretendans estre franchises, ou de Franc-aleu : comme aussi, de terres, cens, rentes, & autres deuvoirs, & droicts seigneuriaux : qui ont esté appelez par-deuant lesdits Commissaires, à la diligence du Procureur de sadite Majesté, pour monstrier, & faire apparoir des titres, en vertu desquels, ils pretendent lesdits heritages, estre francs de toutes seruitudes, & si c'est de Franc-aleu, ou autrement : dequoy ils sont refusans, sous pretexte de la longue iouissance, & possession. En quoy sadite Majesté a un notable interest, d'en estre esclairsie : Car si cela auoit lieu, les terres, qui sont en la Seigneurie de sadite Majesté, seroient plus libres aux possesseurs, que celles, des Seigneurs particuliers, sous lesquels, nul ne possède sans titre : Qu'il plaise à sa Majesté, de declarer sa volonté, suivant l'Ordonnance du feu Roy François. Et au marge, est escrit. Sa*

Majesté a ordonné, que tous ceux, qui occupent terres, & heritages, dans l'estendue, de ce qui est assis dans sa seigneurie, seront reputés estre en la censue de sadite Majesté. & comme tels, seront censez. & inscrits audit papsier terrier: sauf, s'ils
FONT APPAROIR DES TITRES AU CONTRAIRE.

Fait, & arresté, au Conseil d'Estat, tenu pour les Finances, à Paris, le 17. Avril 1603.

Le Parlement de Paris, a prononcé le semblable. Damoiselle Seuerine Oudart, vefue de Martin le Quiou, iouissant par engagement, des terres de la Vefue, & Iuigny, sises en Champagne, fait saisir les heritages de diuers particuliers, demeurans au dedans desdites terres, faute d'exhibition de contrats, & de payement de lods & ventes, aucuns volontairement obeissent, les autres insisterent, sur la liberté, suiuant la Coustume: Par sentence, du Preuost de Paris, du quinziesme Iuin 1600. ils sont condamnez à payer les cens, à raison des terres circonuoielines: dont ayant interietté appel, releué en la Court: La communauté des habitans de la Vefue, & Iuigny, interuiuent; & par Arrest, du vingtiesme Iuin 1609. la sentence fut confirmée. Depuis, il s'est meü vne autre contention, conduite avec beaucoup d'ardeur, de la part des Maieur, & Escheuins, manans, & habitans du bourg d'Ay, poursiuuis par Monsieur Amelot, sieur du Chaillou, Conseiller, & Maistre des Requestes de l'Hostel du Roy, possesseur du domaine d'Ay, à cause de Dame Marguerite du Drac, sa femme. Leurs defenses imprimées, sont conceües en ces termes. *Qu'il s'agit d'une seruitude inouye, & non iamais obseruée au pais de Champagne, que l'on veut establir sur eux, les assubjetissant à payer censues, lods, & ventes, des heritages par eux possedez, dans tout le terroir d'Ay, sans titre, & possession, directement contre toutes les Coustumes du pais de Champagne, & particulièrement celles de Chaumont, Troyes, & Vitry: dans le ressort de laquelle Coustume de Vitry, est assis le bourg d'Ay, par lesquelles, tous heritages sont reputés francs, & de Franc-aleu, s'il n'appert du contraire, &c.* Rien ne se peut dire plus clair, que ceste contestation. Monsieur Amelot, ayant soustenu au contraire, Nulle terre sans Seigneur, principalement à l'égard du Roy: Par Arrest, du septiesme Mars 1626. donné

*Arrest du
Parlement.*

en la cinquième Chambre des Enquestes, lesdits habitans sont condamnez payer les cens, lods, & ventes, des heritages par eux possédez au dedans du territoire d'Ay. Voicy les termes. Lesdits Maire, & Eschenins, Procureur Syndic, manans, & habitans, condamnez payer les arrerages des cens, des heritages par eux possédez, au dedans du bourg, & territoire d'Ay, depuis l'année 1587. exhiber les contrats des acquisitions par eux, & leurs auteurs, faites, depuis ledit temps, au dedans dudit bourg, & territoire; payer les lods, & ventes, saisines, & amendes pour ce deuës: passer titre nouuel, & reconnaissance desdits cens; & continuer à l'auenir: sans preiudice de l'exemption pretendue par les deüempteurs mesmes, denommez en la sentence du 29. Aoust: laquelle exemption, ils seront tenus iustificier, par titres, & concessions à eux faites, par nous, ou nos predecesseurs, de tenir les heritages en Franc-aleu. Defenses au contraire.



PAYS

PAYS DE LIONNOIS,
FORESTS, BAUIOLOIS,
MASCONNOIS,

Regis par le Droi&t-escrit, & submis au
Parlement de Paris.

CHAPITRE IX.



ES païs de Lionnois, Forests, Baujolois, Mascunnois, sont regis par le Droi&t-escrit, & neantmoins submis aux Ordonnances du Roy, & Reglemens du Parlement de Paris. Ils ont iusques à maintenant vescu sous la liberté, à l'esgard des fiefs : sans payement de lods, ventes, reliefs, rachats : ce sont fiefs d'honneur, *fenda honoris*, sans autre profit enuers les Seigneurs, que de la bouche & mains : & en outre, enuers le Roy, du seruice au ban & arriereban.

Des rotures, en toutes mutations : par vente, eschange, donation, succession, les droi&ts sont deubs en Lionnois, Forests, Baujolois, selon la diuersité des establissemens, & conuentions, souuent plus rudes, qu'au païs Coustumier.

EN LIONNOIS, des venditions volontaires, ou forcées, LIONNOIS. les lods sont entiers ; Des permutacions, donations, & successions, les mylods : en plusieurs endroi&ts, ils sont deubs à toutes mutations de Seigneur, & de tenancier : en autres, encores les quatre cas se payent. Les lods, & ventes, ne sont pas vniformes ; car en vn lieu, ils se payent à raison du denier quatre, aux autres, du denier six.

Mais ie ne puis dissimuler, la durté d'un cas, presque peculiar à ceste prouince. Que par conuentions particulieres, les mylods se payent par les enfans mesmes, des donations, à eux faites par pere & mere, ou de ce qui leur eschet par

leur succession. Il y a peu de Coustumes, qui chargent les enfans, enuers les Seigneurs, pour ce qu'ils receuillent de ligne directe: les donations entre vifs, estans en effet, des aduancemens de succession à venir: & les successions, comme des suites de propriété; non transmissions nouuelles aux enfans.

L'usage tres-ancien, au païs de Lionnois, est iustifié, par la confirmation des priuileges de la ville de Lion, faite en l'an 1320. par Pierre de Sauoye, Archeuesque de Lion, rapportée par *Davidin*, liure 2. de l'histoire de Lion, chap. 65. *Petrus de Sabaudia, diuina Prouidentia, Lugdunensis Ecclesie Archiepiscopus, & Comes, vniuersis, &c.* La demande des habitans, est conceüe en ces mots: *Nul citoyen, n'est tenu au Seigneur à recognoissance, par la mort du pere, ny de la mere, ny du frere, ny de la sœur, sinon des biens desia diuisez entre les freres.* Responce, *Il nous plaist ainsi, attendu que l'on dit, que l'on en use ainsi.* Article 11. Item, *si les freres diuisent les biens communs, sans qu'il y ait recompensation pecuniaire, ils ne sont tenus à recognoissance, ou à laods.* Responce, *Soit obserui, comme l'on a de coustume.*

De ces articles, qui semblent estre des exceptions particulieres, en faueur de la ville de Lion, pour les successions, semble pouoir estre tirée vne induction, de l'antiquité & generalité, au reste de la prouince, de payer les droicts seigneuriaux, pour donations & successions en ligne directe; puis-que l'affranchissement est special, pour la ville; à l'égard des successions seulement: dont s'enuir, qu'en la ville mesmes, pour donations entre vifs en directe, les droicts estoient deubs. Mais l'ay appris de plusieurs, nourris en l'usage de la prouince, que ny à Lion, ny ailleurs, les mylods de succession directe, ne se payent pas, comme droit commun; ains seulement, en consequence de conuentions particulieres.

Par Arrest, du 22. Mars 1633. entre M. Charles d'Albon, sieur de Cury, contre Gregoire du Mesnier, appellant d'une Sentence du Seneschal de Lion, du 27. Aoust 1630. Mesnier est condamné payer audit d'Albon, dans son chasteau de Cury, le droit de mylods, à cause de la donation faite par Geneuiefue Pelletier, à Laurence Giraud; sa fille, femme dudit Mesnier, & luy payer autre droit des mylods; pour la

Arrests &
Sentences sur
ce sujet.

ſucceſſion eſcheuë aux enfans dudit Meſnier, par le decez de ladite Giraud, leur mere: leſdits droicts de mylods, à raiſon du huitieſme denier, de la valeur deſdits heritages.

Par Sentence du 19. Novembre 1617. au profit des Doyen. Chanoines & Chapitre de l'Egliſe de Lion, Seigneurs hauts-juſticiers de S. Cir au Montdor, les habitans de S. Didier au Montdor, condamnez payer les droicts de mylods, & RECOGNOISSANCES par mutation en ſucceſſion directe.

Pierre d'Albon, à cauſe de ſa terre de Vaudry, ayant obtenu iugement au ſiege de Lion, le 6. Iuin 1613. contre Benoiſt Charat, pour le payement DE RECOGNOISSANCE, à cauſe de ſucceſſions directes & collaterales, il fut confirmé par Arreſt du 27. Feurier 1616.

Arreſt, du 20. Iuillet 1614. entre Meſſire Pierre de Fla-geac, demandeur; & Iacques de la Veuhe Baron d'Aulnoy, deſendeur: Portant infirmation de la Sentence des Requeſtes du Palais, en ce que ledit de la Veuhe auoit eſté condamné payer le droict de COMPLAISANCE aux quatre cas: en emendant, quant à ce, condamné ledit de la Veuhe, payer ledit droict, en cas de Cheualerie, & mariage ſeulement, ſuiuant les adueus.

Sentence des Requeſtes du Palais, du 6. Mars 1622. portant condamnation au profit de Guillaume d'Albon, ſieur de Cury, contre diuers particuliers dudit lieu, de payer le droict DE RECOGNOISSANCE, à raiſon du huitieſme denier, de la valeur des heritages recueillis par ſucceſſion de pere & mere.

Arreſt du 28. May 1615. au profit de Frere Antoine de ſaincte Colombé, Doyen de Tholon, appellant du Senefchal de Lion: Eſtienne & Iean Perrin, condamnez payer les mylods, à raiſon du denier douzieſme, de la valeur des heritages à eux eſcheus, par le decez de leur pere.

Arreſt du 18. Iuin 1614. contre les habitans de S. Cir, pour payement des mylods en ligne directe, à raiſon du dixieſme denier.

Sentence du 3. Iuillet 1602. confirmée par Arreſt du 6. Septembre 1603. au profit de Iacques de Rebé, Baron de Pollienay, contre Iean Deſcullion, condamné aux DROICTS DE NOUVEAU SEIGNEVR, & NOUVEAU TENANCIER,

à raison du douzième denier, de pere à fils.

Sentence des Requestes du Palais, du 12. Feurier 1523. Michel Meschin, boulanger de la ville de Lyon, condamné payer à Guillaume d'Albon, sieur de Cury, les droicts DE RECOGNOISSANCE, par le decez de Pierre Meschin son pere, qui est la huitiesme partie de la valeur & estimation des biens, confirmée par Arrest du 29. Iuillet 1527.

Sentence des Requestes du Palais, du 3. Iuillet 1531. contre Melchior & Martin Meschins, freres dudit Michel, portant pareille condamnation, au profit de Guillaume d'Albon, sieur de Cury.

Arrest du 19. Mars 1515. par lequel les habitans de S. Andiol, Socieu, Messimieux, Briendas, & Vauqueray, sont condamnés payer aux Doyen, Chanoines, & Chapitre de l'Eglise de Lion, le droict DE RECOGNOISSANCE de mylods, au denier douze, par permutation, eschange, ou donation de succession, de pere. mere, de fils au pere, de frere, sœur, parens, alliez, ou autre succession en ligne directe ou collaterale, par testament ou ab intestat.

Comme ceste charge est grande & rude, retranche le commerce, esloigne les alliances: par contract, du 11. Iuillet 1630. les Doyen, Chanoines & Comtes de Lion, deschargent & affranchissent les habitans, subjets & iusticiables de leur terre de S. Cir & S. Didier au Montdor, du droict DE RECOGNOISSANCE de mylods en droicteligne & succession droicte, de pere & mere à fils & fille, & de fils & fille à pere & mere, ayeul, ayeule, leurs petits fils & petites filles, qui se levoit & payoit, à cause de ladite rente au chateau de S. Cir, à raison du dixiesme denier, ou de la valeur de l'heritage mouvant d'icelle, lequel droict demeure esteint, moyennant vne somme conuenüe.

FORESTS. LE COMTE' DE FORESTS, a receu des reglemens ap-prochans de ceux de Lionnois.

Par ordonnance & reglement genetal du penultiesme Novembre 1476. fait par le Duc de Bourbonnois, & d'Auvergne, Comte de Forests, avec les Consuls & habitans de la ville de Montbrison, sur plusieurs articles, entr'autres, ceux concernans les VESTIZIONS, est dit, Qu'ils en seront quittes, & exempts, de pere & à fils, descendans & ascendans en droite ligne: Et à cause de vendition & eschange reduits au sixiesme denier, & de tout:

autre, au douzième denier : Et ceste presente declaration, veut & ordonne mondit Seigneur, ce sont les mots, estre observee, & gardée à perpetuel, aux Consuls & Procureur de Montbrison, pour eux & leurs successeurs. Par le moyen de ce reglement, de succession directe, ne sont point deubs lods en Forests : de vente & eschange, ils sont deubs ; de don, legs, ou autres transports, ne sont deubs, que mylods : Et neantmoins en diuers lieux, du pais de Forests, en consequence de conuentions, ou ylage, les lods entiers sont deubs de tous contractz. Le Roy, comme estant au lieu du Comte de Forests, les perçoit entiers en la Seigneurie de la Tour en Gerefts.

AV PAIS DE BAVIOLOIS, combien que fort BAVIOLOIS, estendu, ne payent aucuns droicts, à cause des fiefs, les lods & ventes, pour les rotures, regulierement, ainsi que l'ay appris, ne sont que de vingt deniers tournois pour liure.

LE MASCONNOIS, passe par la mesme reg'e, à l'esgard des fiefs. Pour les rotures, la resolution n'est pas sans difficulté. Il est vray, que les Seigneurs se sont recognoistre beaucoup plus, que de vingt deniers pour liure : mesmes ceux qui sont proches de la ville de Mascon, & de la riuere de Saonne, à cause de la bonté du fonds. Et entre iceux, aucuns pretendent mylods, à toute mutation, autre que par succession, ou vente : auquel cas de vente, ils prennent les lods entiers : mais l'on dit, que ces lods ne sont pas deubs, sans titre special & recognoissance : comme estant ledit pais en pretension de franchise & immunité absolue. L'ay apris de M. Marechal Aduocat en la Cour, que s'estant meu procez entre Claude Chartier, Notaire Royal de la Claiette en Masconnois ; contre Claude Fougeart, sieur Dauveyse, pour payement de lods & recognoissance de cens, dont Chartier soustenoit n'estre tenu exhiber les contractz ; ains, que Fougeart estoit obligé communiquer les titres iustificatifs, de la censue, ce que portoit la consequence desdits lods : Après enqueste par turbes, faites l'an 1588. par M. de Heere : interuint Arrest definitif, le 13. Avril 1593. au rapport de M. de Landes, par lequel, Fougeart Seigneur est condamné représenter les titres iustificatifs de la censue.

L'incertitude en ceste decision, parut en vne playdoirie au Parlement de Paris, l'11. Aoust 1634. Claude de Meaux, sieur de Marbé, pour lequel plaidoit M^e Pierre de Lamer, auoit

esté condamné par Sentence des Requestes de l'Hôtel, du 27. Mars précédent, payer au sieur de S. Leger les lods & ventes, pour l'acquisition par luy faite, par eschange, d'une maison, avec une rente constituée, de quarante-six livres, dix-sept sols, sur particuliers. Il disoit, pour moyens d'appel, qu'il n'estoit deub lods ny ventes en la province, sans convention: Et quand elles seroient deuës; qu'en matiere d'eschange, de fonds, avec rentes constituées, reputées immeubles, elles ne pouuoient escheoir: Que par quelques titres, en cas d'eschange d'heritage, avec fonds assis en autre directe, estoient conue-nus mylods, appelez, droit DE REMVAGE; ce qui estoit fort esloigné de la contestation. Le Deputé du tiers-Estat de Masconnois interuint en la cause: comme par Baillement le Syndic de la Noblesse & Clergé. Par Arrest, la cause appoin-tée au Conseil. La qualité des rentes constituées, fut iustificée par vn Arrest fort clair, rendu en la mesme prouince, par le-quel vn lignager fut debouté du retraict d'un heritage delaisié par eschange, avec une rente. La question est demeurée in-decise, entre les Deputez & Syndics, les parties s'estans ra-chetez de l'incertitude, par accord.

Le pais de Masconnois a receu quelques vsages domesti-ques, differents d'avec les voisins: c'est ce qui donne lieu à ceste diuersité. Les Seigneurs, ont eu leurs mouuemens: les particuliers, ont embrassé ce qu'ils ont ingé conuenable, l'ont conserué & authorisé par vsage. Le pais a esté premie-rement possédé & gouverné par Seigneurs; puis, transpor-té au Roy S. Louis: Par le traité d'Arras, delaisié au Duc de Bourgongne; & par le decez du Comte de Charolois, re-tourné à l'Estat.

C'est, à mon aduis, ce qui a porté Pierre de S. Iulien à par-ler, au 3. des Antiquitez de Mascon, avec tant d'aspreté, con-tre M^r le Chancelier du Prat, comme ayant voulu esteindre le Franc aleu, & submettre toutes terres, enuers les Seigneurs.

De sorte, que l'vsage, receu en Lionnois, Forests, & Bau-jolois, pour les censues, ne peut pas estre tiré à conséquence pour le Masconnois. D'une grande diuersité en la forme de viure entre ces prouinces, ie n'en toucheray qu'un exemple, & en rencontre tres importante. L'on a douté, si le retraict lignager y auoit lieu. Par Arrest, du 27. Nouembre 1610. sur

REMVAGE.

Retraict ligna-
ger en Mas-
connois.

un appel du Bailly de Forest, ou son Lieutenant à Monbrison, entre Antoine Pause, demandeur, & Claude Perdrigeon, fut dît, que le retraict lignager n'auoit point de lieu au pais de Forests. Le semblable, depuis iugé pour le Lionnois, par Arrest de la troisième Chambre des Enquestes, au rapport de M^r Loisel: Et neantmoins, par Arrest d'audience, du 2. Iuin 1611. & autre, du 2. Iuin 1612. sur appointement au Conseil, fut iugé que le retraict auoit lieu en Mâconnois: Parties, Jacques de Meaux & Lucrece de Sagie. Autre Arrest semblable, du 25. May 1613. au rapport de M. de Neufuille; en la grande Chambre.

Pour refoudre: En ces provinces, les fiefs sont francs & libres: & selon la diuersité des conuentions arrestées avec les Seigneurs, les droicts se payent pour rotures: Mais l'autorité du Roy demeure tousiours entiere, pour ses droicts.



VSAGE DES PROVINCES
ET PARLEMENS, REGIS
PAR LE DROICT-ESCRIT.

Bordeaux, Tholose, Grenoble, Aix, rejettent
le Franc-aleu.

Retraict feodal, preferé au lignager.
Lods & ventes, pour ventes de nauires.
Pour ventes de pieds d'arbres.
Pour marais salans.
Pour Garrigues, terres hermes.
Contre les Arrests par surbes.

CHAPITRE X.



COMME au pais Coustumier, le droict de
quints, lods & ventes, est general; L'on peut
dire, & avec verité, le semblable pour le pais
de Droict-escrit: tous les Parlemens, regis par
le Droict-escrit, en ayans receu l'usage. Pour
DAUPHINE. celui de Dauphiné, Guy Pape, dec. 415. *De consuet. generali
presentis patria Delphin. Sabaudie: & ceterarum aliarum pa-
triarum circumuicinarum, Dominus percipere, & habere consue-
uit, laudemia ab emptore, etiam rei feudalis, pro inuestitura ad
instar rei emphyteuticaria. Et combien qu'il adioust. Aliter
seruari in regno Francia, ubi pro re feudali non recipiuntur lau-
dimia: le mesconte est tolerable à ce grand personnage, en
l'usage des prouinces, ausquelles il n'estoit pas nourty. Il tes-
moigne le semblable, en la decision 48. & 478. Le mesme
remarqué par Franciscus Marcus. decis. Parlam. Delphin. quass.
52. part. 2. Et par le nouuel Arrestographe du mesme Parle-
ment, chap. 139.*

Pais de Droict-
escrit, ont re-
ceu les lods &
ventes.

Celuy

Celuy de Prouence aura cy-apres son lieu particulier.

Le Parlement de Tholose, a receu le même vsage, par les **THOLOSE.**
 Arrests cy après amplement touchez : vsage tesmoigné par le
 sieur Maynard, au liu. 4. c. 30. *De toutes ventes, dit-il, les*
lods & ventes sont deuës, par l'usage general de la France, mes-
mes au pais de Languedoc, & de Guyenne, aux fins de louer &
approuuer l'acquisition. Et la Coustume particuliere de Tho-
 lose, titre des fiefs, art. 5. *Seigneurs feudaux, ne sont tenus,*
reconnoistre, ny recevoir en leurs fiefs, aucuns infeodataires, ny
aduouer les ventes & alienations, qui leur ont esté faites, du
fonds mouueu de leur fief, qui ne soient d'accord, ou ne les ayent
 payez **DES PAIX, OV LODS ET VENTES, &c.** Les Cou-
 stumes particulieres de Montpellier, Montauban, & Bearn,
 cy-aprés employées, le portent disertement. La Coustume
 de Bordeaux, en l'art. 815. qui est le 15. du titre des fiefs. Pour **BORDEAUX.**
les lods & ventes, sont deuës le huitiesme denier, & seront payez
par l'acheteur au Seigneur foncier, & non à autre. Boërius, Pre-
 sident en ce Parlement, qui long-temps y auoit exercé la char-
 ge de Conseiller, tesmoigne és decisions 229. 231. 283. que
 le droit de lods & ventes estoit receu au Parlement de Bor-
 deaux, & se payoit mêmes, pour ventes de Nauires, dec. 277. **Pour Nauires.**
 Il adioute neantmoins, que le droit fut combattu, sous cou-
 leur d'affranchissemens, & vsages contraires, par quelques
 Gentils-hommes du pais de Perigord. Mais ceste question
 demeurée indecise, pendant près d'un siecle, a esté depuis
 terminée, par Arrest du Grand Conseil, contre le sieur de la
 Meschaussie, Syndic de la Noblesse de Perigord, lequel en
 ladite qualité, après deux Arrests à informer par turbes, l'un
 du Parlement de Bordeaux, du 14. Mars 1529. l'autre du Grand
 Conseil, du 8. Nouembre 1599. a esté diffinitiuement condam-
 né payer à Monsieur de Bouillon, Vicomte de Turenne, les
 lods & ventes des terres acquises, par la Noblesse du Vicomté.
 Après cet Arrest, il ne reste aucun sujet de doubte en la pro-
 uince: Et sous le nom du sieur Galland, Procureur general
 du Domaine de Nauarre, ont esté, auparauant & depuis, don-
 nez infinis Arrests au Grand Conseil, portans condanna-
 tions de lods & ventes, pour acquisitions de fiefs esdites Pro-
 uinces. L'Arrest, est notoiré, contre Monsieur le Duc d'Es-
 pernon, pour raison de la terre de Bourzac : celuy contre la

Dame de Longabariere, pour la terre de Mucidan, du 28. Iuin 1605. Celuy, contre le sieur de Ribérac, du 27. Feurier 1626. Celuy du 20. Iuiller 1619. au profit de Maistre Estienne Goutte, commis par le Roy, à la liquidation de son domaine, contre le sieur de Cuzols, Messire Jean de Gonrault, à cause de la terre de saint Martin. Et pour la resolution de ce point, est à remarquer, que ceste iurispudence n'est point nouuelle, au Parlement de Bordeaux, ains vne resolution ancienne, confirmée par Arrest en robes rouges, du 23. Decembre 1518 pour raison de l'acquisition de la terre des Bernardieres, sise en Perigord, faite par le sieur de Bourdeilles. Plus: que par diuers Arrests du Priué Conseil, cy apres touchez, la Noblesse de Bordelois, a esté condamnée payer les lods & ventes, de toures acquisitions.

*Retraict feo-
dal recen.*

Pour ceste mesme consideration, la prelation, ou retraict feodal, combien que non cogneu du Droit civil, non exprimé par l'usage des lieux, non reserué pour l'investiture, se pratique par tout le Royaume; & ainsi fut iugé, par Arrest du 5. Aoust 1611. en la Chambre de l'Edict de Paris, au profit de Monsieur le Duc de Bouillon, Vicomte de Turenne, contre le sieur de Noailles. Pour la mesme raison, és Parlemens de Bordeaux, & Tholose, le retraict feodal est preferé au lignager. Arrest en robes rouges à Tholose, du 24 May 1538. & autres posterieurs, rapportez par Maynard, liu. 2. ch. 83. Semblable Arrest du Parlement de Bordeaux, les Chambres assemblées, du 24. May 1534. conceu en ces termes. *La Cour, Chambres assemblées, a arresté, que le Seigneur direct & foncier, sera preferé à tout lignager, à auoir & retirer, les choses vendues, mouuantes de sa feodalité, s'il n'y a coustume speciale au contraire.* Autre, en Septembre 1588. Le Grand Conseil l'a ainsi iugé, le 30. Decembre 1613. & fut l'Arrest prononcé le 4. Ianvier 1614. entre Charles de Talaran, & autres, pour raison de la terre d'Allemands en Condomois, adiugée à Peyraredde, cessionnaire du retraict feodal, acquis à la Roynie Marguerite: Et par certains usages locaux, qui sont sous la fin du Coustumier d'Auuergne, le droit de retenue seigneuriale, est preferé au lignager. Dont s'induisent ces consequences: que l'usage du retraict feodal est general, mesmes en pais de Droit-escrit: Qu'au pais de Droit-escrit, le retraict feodal, est prefera-

*Preferé au li-
gnager, en
Droit-escrit.*

ble au lignager: & qu'au païs de Droict-escrit, le retraict feodal appartenant au Roy, est cessible.

Sur les mesmes raisons, la Chambre del'Edict, seant à Nerac, a confirmé le Droict, en des rencontres bien plus douteuses. Car, combien qu'au Parlement de Paris, il ne s'adiuge aucuns lods & ventes, retraict lignager, ny feodal, ny ne le recoiue la deception, en vente de coupe de bois de haute fustaye, ainsi que a remarqué Choppin sur la Coustume d'Anjou, l. 2. tit. 2.

Lods & ventes, pour pieds d'arbres.

n. 2. Robert, *Rerum iudicarum, lib. 3. cap. 9.* Toutesfois, par Arrests de la Chambre de Nerac, du 22. Feb. 1618. & 10. Iuin 1619. ont esté confirmées deux sentences rendues au siege de Taillebourg, portans adiudication de lods & ventes, à cause de diuerses ventes de pieds d'arbres: Et ay veu vne sentence renduë au siege Presidial de Xaintes, au profit du sieur de Montandre, sur le mesme sujet: Tesmoignage d'usage constant en la province; Le semblable iugé au Grand Conseil, le 5. Iuin 1610. au profit du sieur de Bourdeille, contre le sieur de saint Mesgrin: Et le 8. Mars 1614. pour ledit Goutte, contre Pierre & Jacques Cotton. Ce droit ayant esté adiugé comme general, attaché à la nature du fief, pour vne simple vente de pieds d'arbres, à combien plus forte raison pourra il estre demandé pour la vente d'un fonds?

La difficulté a pareillement esté meüe, si pour vente des Marais salans, estoient deubs lods & ventes, ou s'ils deuoient estre tenus pour francs & libres. Car, outre le moyen de la franchise naturelle, qui est la raison commune, il y en a vne particuliere, tirée de la chose mesme: les marais salans, prenant leur valeur, non tant de l'estenduë de la terre, que des effets du Soleil: & comme parle Rutilius en son Itineraire.

Concipiunt acrem natua coagula Phæbum.

Et grauis, estimo, crusta calore coit.

Mais, par Arrest du Grand Conseil, du dernier Septembre 1621. entre Damoiselle Marguerite Raifin, & Maistre Estienne Goutte, ladite Raifin est condamnée payer les droicts de lods & ventes, à cause des marais, acquis en la Prouince de Xainong, & pe mis audit Goutte (autre singularité) d'auoir & prendre par droit de prelation, les droicts, fiefs, & heritages vendus & alienez ez fiefs appartenans au Roy, & payer en outre le douzième des sels provenans effdits marais.

DES GARRI-
GUES, &
terres hermes,
ouuertes de
nouveau.

Comme les années produisent tousiours de nouveaux jets de doute: Quelques terres hermes, de tout temps incultes,

(*Immunis, rastroque intacta, nec villis
sancia vomeribus,*

appelées GARRIGUES, ez anciens titres & Arrests du Parlement de Tholose, *Garica in vsaticis Barcinonensibus,*) mises depuis peu de temps, en culture, & reduites, en labour, ayans esté alienées, les possesseurs desdites Garrigues, pretendirent, qu'elles deuoient estre tenuës & reputées, pour franchises, & alodiales, sans que les Officiers du Roy, se peussent entremettre, du changement d'usage, ny pretendre aucuns droicts à cause de la vente. Mais par Arrest du Parlement de Tholose, du 11. Auiil 1620. entre le Syndic, des habitans de Lufignan, d'une part, & le Procureur General, d'autre, il fut dit; que les terres & Garrigues, restantes à ouurir, ne pourroient estre ouuertes, ne reduites en culture, sans permission du Roy. Ce qui causoit le doute, estoit, vn contract du 29. Septembre 1555. verifié au Parlement de Tholose, le 13. May 1557 par lequel, les Gens des trois-Estats de Languedoc, sont confirmez, au droict, de posséder leurs pastis, garrigues, pasturages, &c. en commun, comme leurs predecesseurs. Mais par Arrest du mesme Parlement, du 12. Mars 1557. en la cause, concernant les garrigues de la ville de Nismes, dont les habitans se pretendoient fondez en priuileges, de Otho Comte de Nismes, de l'an 1144. & de Raymond, Comte de Nismes & de Tholozé, de l'an 1184. fut dit, que le Syndic, du pays de Languedoc, & le Syndic des habitans de la ville de Nismes, iouïroient de l'effect des contractz, faits avec leurs predecesseurs: Sçauoir est, d'auoir & tenir les pastis, patius, garrigues & bruières, ramieres & pasturages de ladite ville, & iurisdiction de Nismes, en commun; & ce, pour le regard des terroirs & garrigues, non extirpées & reduites en culture, avec inhibitions & defences, audit Syndic, Consuls, & habitans de la ville de Nismes, de n'vser contre la teneur de leur contract, desdites garrigues, ny icelles extirper, faire ou permettre extirper, & reduire en culture, sans la permission du Roy, sur peine d'estre priuez de l'usage à eux par iceluy priuilege concedé. Et entant que touche les terroirs, ja extirpez, & reduits à culture, tenus & possédez par aucuns particuliers, estans dans

le destroit desdites garrigues, au moyen des infeodations à eux faites, par les Consuls de Nismes, ou autrement, que par la permission & concession du Roy, ou Commissaires à ce par luy deputez : Ordonné, que demeurans iceux particuliers tenanciers, respectiuelement possesseurs, desdits terroirs reduits en culture, seront tenus iceux tenanciers, chacun pour son regard, reconnoistre, les tenir au profit du Roy, sous semblable censue & charge, qu'ils auoient accordé & accoustumé payer ausdits Consuls. *Et où il n'apparoistroit de la censue, seront tenus la reconnoistre de sa Majesté, à semblable censue & charge, que font les autres tenanciers plus prochains,* eu esgard à la qualité & quantité desdites terres, sans, que pour raison d'icelles reconnoissances, puissent estre demandées ausdits particuliers tenanciers, aucunes entrées ny arrerages. Et depuis : le 2. Iuillet 1596. furent expédiées patentes, portans commission à diuers Officiers de Tholose, pour infeoder les terres vaines & vagues de la Prouince de Languedoc. verifiées au Parlement, le 19. Septembre 1597. & autres, le 2. Aoust 1623. enregistrées au Parlement de Tholose, le 12. Septembre ensuiuant. C'est, ce qui a donné sujet à l'Arrest, contre les Consuls & habitans de la Baronnie de Luzignan : & à autre Arrest, du mesme Parlement du 11. Aoust 1620. entre le Syndic de la Chastellenie, & les habitans du lieu d'Angles, appellans, contre le Procureur General, par lequel, ledit Procureur General, est maintenu, en la faculté d'affermir les herbages & glandages du lieu d'Angles, comme le terroir appartenant au Roy : & aussi, en la faculté, de vendre & infeoder, les terres vacantes d'iceluy, sans prejudice du droit de pasturage, & autres appartenans ausdits habitans d'Angles : & à la charge, que en faisant lesdites ventes, infeodations, & affermes, au profit du Roy, sera laissée quantité dudit terroir, suffisante, pour lesdits pasturages, & droits appartenans ausdits habitans : auquel effect, le grand Maistre, fera faire arpentement, & poser limites à ce necessaires.

Si l'on dit, qu'autresfois, sont interuenus des Arrests à informer parties, sur la mesme question des lods & ventes. *Contre les Arrests, par lesquels, en ceste matiere.* Response. *Frimò*, que pour lors, la question n'estoit pas resolue, comme elle l'est à present. Les premiers établissemens des reglemens, se font avec doute, ils se resoluent &

affermissent par le temps, par la force de la raison, & experience.

ut Himetia Sole

*Cerare mollescit, tractatâque, pollice, multas
Vertitur in species, ipsâque fit utilis usu.*

Mais, apres que les reigles sont establies, il ne reste que l'obeissance & l'execution. *Secundò*, les brigues & corruptions, qui se commettent souvent, ez enquestes par turbes, sont cogneuës: aucuns ployants sous la faueur, ou la haine; & le defaut d'intelligence aux turbiers, a esté cause que plus rarement, en ces derniers temps on s'est laissé porter aux turbes.

*Quin etiam pretio corrupta decuria, sapè
Iura dedit turbis turbidiora suis:*





VSAGE DV PAYS DE LANGVEDOC, PARTICVLIEREMENT DV COMTE' de Castres, & païs d'Albigeois.

*La Coustume de Paris, pour les fiefs: dès l'année 1212.
donnée par Simon, Comte de Montfort, au païs
d'Albigeois, Vicomtez de Beziers, & de Carcasson-
ne, obseruée iusques à present.*

*Simon, COMTE DE MONTFORT, chef de la
guerre contre les Albigeois: son decez.*

Texte Latin, des loix par luy données.

*Enfans de Simon Comte de Montfort: avec plusieurs ti-
tres non imprimez.*

Erection du Comté de Castres en Albigeois, l'an 1356.

*Titres & exemples, pour monstrez que la Coustume de
Paris, à l'esgard des fiefs, a esté iusques à present
obseruée en Albigeois, &c.*

CHAPITRE XI.



POV Rentierement affermir le droit du Roy; il y a vne considération decisiue, qui est de mon- *Response au
cinqiesme
moyen, concer-
nant l'usage du
païs de Droict-
escriit.*
estude, recherche particuliere, dependant de
l'usage ancien du pays de Languedoc, & Par-
lement de Tholoze.

Combien, que la Prouince du Languedoc, soit generale-

Consuete de Paris, observée en Albigeois, pour les fiefs. ment regie par le Droit-escrit : Toutesfois, en ce qui regarde les fiefs, elle suit, non le Droit escrit, mais la Coustume, de la ville, Preuosté, & Vicomté de Paris, par submission de plus de quatre cents ans.

Mira cano, sed vera.

Je monstrey, & par titres: qu'en l'année 1212. Simon, Comte de Montfort, donna, aux Vicomtez de Beziers, & Carcassonne, pais d'Alby, & de Razez, pour Coustume des fiefs, celle de la ville capitale du Royaume: Que ceste Coustume, a esté receuë esdits lieux & obseruée: & comme iuste, depuis embrassée par la Prouince de Languedoc. Ceste proposition, est comme nouuelle, non traitée par aucun.

Peragro loca, Nullius ante

Trita solo.

Maistre René Choppin, en l'Epistre liminaire, du Commentaire, sur la Coustume de Paris, a bien dit, comme en passant; qu'en l'année 1212. Simon, Comte de Montfort, faisant la guerre aux Albigeois, auoit donné les Coustumes des fiefs de la ville de Paris. Il demeure dans la proposition generale: Et neantmoins, se mesconte: presupposant, que ces Coustumes ayent esté données à toute la Prouince de Languedoc: & en vne assemblée generale des trois ordres, conuquée en la ville de Pamiez.

Desorte, que ie suis obligé verifier, quelle a esté la condition de Simon, Comte de Montfort; en quelle qualité il a donné les loix, non generalement à tout le Languedoc, comme dit Choppin, mais au pais d'Alby, & à quelques contrées, qui luy appartenoient à titre particulier. Et si ie monstre, que cét vlage, est depuis demeuré constant, mesme au Languedoc; & que la Coustume de Paris, n'a iamais receu le franc-aleu, sans preuue; ie me promets, que la proposition faite par le pais de Languedoc, sera reiettee.

Languedoc, est pais de Droit-escrit. Je ne veyx pas nier, que le Languedoc ne face partie, du pais de Droit-escrit. *Gallia Narbonensis, iuris Italici est, l. 1. §. 1. de Censib.* En diuers lieux des Commentaires de Cesar, mesmes, au liure 1. & 7. *Tholozatum mentio*: La Prouince appellée *Testosages*, dans Pomponius. *Septimania*, *Sidonio Apollin. Gregorio Turon. & autres.*

Les Empereurs Romains, en ayant longuement iouy:
Elle

Elle fut delaisſée, par l'Empereur Honorius, à Alaric, Roy *Delaisſé aux*
des Goths, lequel n'en iouit qu'en tiltre : Apres son deceds, *Goths.*
Araulphe, son cousin, luy succeda au Royaume. L'an 415.
il s'achemina en France : & selon aucuns, est le premier Roy
des Visigots, qui a regné en Languedoc : Aucuns, donnent
ceste qualité, à Vallia, qui fut Roy apres luy. Quoy qu'il en soit :
Plusieurs Rois, des Goths, prirent le tiltre de Rois de Tholo-
loze : ville : laquelle ils establirent capitale de leur Royaume :
par plusieurs appellée Gothie : & y arresterent leur demeure.

Les François, apres la defaite d'Alaric, sous le Regne de
Clouis, s'emparerent de Tholozé, & de partie du Languedoc,
dans *Gregoire de Tours*, liu. 2. chap. 37. Je dis, que partie du
Languedoc, fut conquise, par le Roy Clouis : Car comme
nous apprenons d'*Aimoinus*, liu. 2. chap. 8. il en demeura
beaucoup, sous le pouuoir des Goths : lesquels, en fin, furent
chassez, par Charles-Martel, Pepin, & Charlemagne : Et lors,
furent establis des Comtes de Tholose, qui, successiuellement,
jouirent du Languedoc, iusques à Raimond sixiesme du nom,
lequel se rendit Chef du party des Albigeois.

Voila bien du changement en Languedoc; possédé succes-
siuement, par les Romains, par les Goths, submis aux Rois de
France; puis, à des Comtes particuliers; en fin, retourné à
l'Estat.

Raimond, Comte de Tholose, ayant embrassé le party des
Albigeois, ses biens furent mis en proye : *Guillelmus Brito*,
Philippidos &.

Raimond,
Comte de Tho-
lose; chef des
Albigeois.

Rex, & Papa simul, exponunt omnibus illum,
Et res, & patriam totam, qua spectat ad illum,
Vt qui praeualeat armis & viribus illi,
Tollere quid, proprios licite conuertat in vsus,
Et Dominus fiat rerum, quas auferat illi.

Prescript.

Le Roy de France, & plusieurs autres Princes, prennent
les armes contre Raimond, composent vne puissante armée :
dont, par aduis commun, la conduite fut donnée à Simon,
Comte de Monfort.

Armée contré
luy.

Entre les premieres conquestes, fut, la prise & embrase-
ment de la ville de Beziers, arriuée l'an 1209. ainsi que re-
marque Guillaume de Puilaurens, en son histoire, chap. 13.
Ce que la Chronique, *auctoris innotati*, designe en ces
deux vers,

Anno milleno ducentenôque noueno,
In Magdalena, ruit urbs Biterris mœna:

Conquête don-
née à Simon,
Comte de
Montfort.

Depuis: la ville de Carcassonne, fut conquise. Guillaume de Puilaurens, chap. 14. dit, qu'il fut agité entre les Prelats, & Barons, par l'entremise du Legat, à qui appartiendroit la terre desia acquise, & qui veilleroit à celle qui se deuoit acquérir: Ce qui fut accepté, par Simon de Montfort, à l'instance priete des Barons; *Fuit inter Prælatos, & Barones, tractatus habitus, per Legatum, quis terram acquisitam mereretur, & insisteret acquirenda; Qu'est-ce à dire, terram acquisitam mereretur, sinon, à qui deuoit appartenir, & estre delaissee, par merites, la terre desia acquise, qui estoit Beziers & Carcassonne? Le liure, inscript, *Præclara Francorum facinora*, vse d'autres termes: *Quis præficeretur terra iam acquisita, & insisteret acquirenda*. Ce qui ne regarde, qu'un simple Gouvernement: Il dit, *præficeretur*: L'autre dit, *mereretur*: terme qui passe au fonds, & à la propriété. Mais l'autorité de Guillaume de Puilaurens, est de plus grand poids; il viuoit du mesme temps, & fut Chapellain du dernier Comte de Tholose: l'autre liure, plus recent, a, non expliqué, mais corrompu le texte de Puilaurens, dont il a puisé son discours.*

Don fait par
Raimond Trin-
cauel, à Simon
Comte de
Montfort.

Voila donc le consentement de l'armée, premier titre de Simon, Comte de Montfort, sur Beziers, & Carcassonne. Depuis: il conquist la ville de Castres, que le liure, *Præclara Facinora*, appelle, *Villam S. Vincentij de Castris in territorio Albigenfi*. Pierre du Val, de Sernoy, l'appelle, *urbem, qua dicitur Castra*. Il submit par apres, le Diocese d'Alby, fors quelques petites places. Les autres conquestes, ont depuis esté grandes: surquoy il n'est pas besoin de m'arrestter. Mais Simon de Montfort, desirant auoir vn titre plus asseuré, que celui des armes, qui pouuoit estre aneanty par vne paix, receut en don de Raimond Trincauel, fils d'autre Raimond, tous les droicts qui luy appartenient, ou luy deuoient appartenir, par succession paternelle, ou maternelle, és Vicomtez de Beziers, & Carcassonne, en Albigeois, Razez, & Agde. La donation est du mois de Iuin 1211. Et d'autant qu'elle n'a esté donnée au public, par aucun, & qu'elle sert à la connoissance du droit de Simon de Montfort, qui a depuis estably des loix esdites terres & seigneuries, ie l'inscreray entiere. Le

Jay recourré des Archiues de Carcassonne, au liure intitulé,
Arca Francia.

Omnibus hac audientibus, sit manifestum: quod ego R. Trencauellus, filius quondam R. Trencauelli, & uxoris eius, non ab ulla persona circumuentus, vel deceptus, nulla vi, vel dolo indutus, sed mera, & simplici liberalitate mea, per me, & per omnes heredes, ac successores meos, bona fide, sponte, sine fraude, & dolo, cum hac presenti publica scriptura, dono, concedo, & trado, omninoque derelinquo, nunc, & perpetuum, titulo perfecta donationis inter vivos, sine ulla nostra, nostrorumque retentione, tibi Domino Sim. Comiti, Lycest. Domino Montisfortis, Vicecomiti Biterrensi, & Carcassonensi, & Domino Albiensi, & RODENSI, & heredibus, ac successoribus tuis, ad omnes voluntates vestras, plenarie, & perpetuo faciendas; totum scilicet quicquid habeo, vel habere debeo, ex paterna, vel materna hereditate, vel successione, vel alio aliquo iure, vel alia ratione, vel aliquo modo, in toto Vicecomitatu Biterrensi, Carcasson. Albiensi, Rodensi, & Agathensi, & in omnibus aliis locis, videlicet, in Ciuitatibus, & Burgis, in Castris & villis, in fortis & bastidis, in hominibus & faminis, in firmantiis & iussiciis, in dominiis, & dominationibus, in mansis, & mansionibus, in terris & vineis, in aquis, & nemoribus, in leudis & pedagis, in argentifodinis & ferrifodinis, in FORISCAPIS ET LAYDAMENTIS, in heremis locis & conductis: & generaliter, in omnibus rebus corporalibus & incorporalibus, totum quicquid habeo, & habere debeo, ex paterna, vel materna hereditate vel successione, vel alio aliquo modo, & totum quicquid petere poteram, el possum, iure, lege, vel consuetudine, vel aliquo modo, in toto Vicecomitatu predicto, vel in honoribus ad ipsum Vicecomitatum pertinentibus, vel in quibuslibet aliis honoribus, vel rebus; Dono & trado tibi, Domino Simoni, Comiti, & Vicecomiti predicto, & tuis, ad omnes voluntates vestras, plenarie, & perpetuo faciendas, omnesque actiones, petitiones, exceptiones, persecutiones, defensiones, & iura, que pro predictis honoribus petendis, tuendis, & retinendis, nunc mihi competunt, vel deinceps sunt competitura, tibi, tuisque cedo, & in vos irrevocabiliter transfero; & me de iis omnibus prorsus deuesiens, te & tuos, pleno, perfectoque iure inuestio: specialiter, renunciatis beneficium constitutionis, si quis argentum, & omni alij iuri, mihi, vel meis competenti, vel competituro. Confiteor etiam, dona-

tionem istam, actis fuisse insinuatam, & confiteor in veritate, me fecisse tibi hanc donationem, IN OBSIDIONE CASTRI DE MINERBA, in presentia domini Abbatis Cisterciensis, Apostolica Sedis Legati, & dominorum B. Archiepiscopi Narbona, F. Episcopi Tholosani, & R. Episcopi Vicensis, Abbatis de Vallibus, Magistri Thedisij, Canonici . . . R. de Caturcio, & aliorum multorum. Nunc autem promitto tibi, solenni, & valida stipulatione, quod hanc donationem, & cessionem, & hac omnia, sicut superius scripta sunt, vel sicut melius dici, vel intelligi, ad tuam, tuorumque utilitatem possunt, habeo, & tenebo semper firma & stabilia, & nunquam contraveniam, vel veniri faciam, aliqua ingratitudinis causa, nec alio aliquo iure scripto, vel nostro diuino, vel humano, speciali, vel generali, quod aliquo modo dici, vel excogitari possit, vel feci, vel faciam, nec fieri, vel dici consentiam, quominus hæc prædicta, vel aliquid horum firma permancant. Sic iuro, sicut sunt, corporaliter, super sancta Dei Evangelia. Datum, IN EXERCITV DOMINI, iuxta Ripariam Targi. anno eiusdem, millesimo ducentesimo undecimo, Nonis Iunij.

Après ce grand progrès d'armes, Simon, Comte de Montfort, se voyant Seigneur de tant de terres, de ménage-ment ennuyeux, & penible, il les departit entre les Gentils-hommes, tant François, qu'autres :

Listum arandum.

Atque loci leges dedimus.

*Loix établies
par Simon,
Comte de
Montfort.*

*Conforme à
celle de Paris,
pour les fiefs.*

Pour contenir l'esprit de ses vassaux, & assurer ses droicts : Il establit des loix generales, en ses terres, par aduis de huit Archeuesques, ou Euesques, & autres grands personages : Inscriptes : *Nos, Simon, Comes Lycest. Dominus Montisfortis. DE PROVIDENTIA Biterrensis, & Carcassonensis Vicecomes, Albiensis & Rodensis Dominus.* Et comme la ville de Paris, capitale du Royaume, a tousiours esté riche en Coustumes, conceuës par des esprits rares : les Coustumes, données par Simon de Montfort, se rapportent, en diuers lieux, à celle de Paris, en termes exprés. Mais, en ce qui concerne les droicts, & successions des fiefs, elles y sont entierement submisées. *Ha sunt Consuetudines, quas Dominus Comes debet servare inter se, & Barones de Francia, & alios, quibus dedit terram, in partibus istis, tam inter Barones, ac Milites, quam inter Burghenses, & rurales, seu succedant hæredes in hereditatibus suis.*

SECYNDVM MOREM, ET VSVM FRANCIE CIRCA
 PARISIYS, in placitis, iudiciis, dosibus, feodis, praestationibus
 terrarum, Comes tenetur seruire Baronibus suis de Francia, &
 aliis, quibus vendidit terram, in partibus istis, eundem usum,
 eandem & Consuetudinem, que SERVATVR IN FRANCIA
 CIRCA PARISIYS. Datum apud Almam. in Palatio nostro,
 anno Incarnationis Domini, 1212. 1. die Decembris.

Ie me suis souuent estonné, qu'aucun des Historiens du
 temps, n'a touché ceste circonstance. Pierre du Val, de Ser-
 nay, au chap. 65. de l'histoire des Albigeois, dit bien, que Si-
 mon donna des loix; en l'année 1212. mais ne dit pas, quelles,
 ny sous quel exemple. Et comme ie n'ay iusques à mainte-
 nant, veu, aucun texte Latin, imprimé, desdites loix, ie les em-
 ployeray au long, sur la fin de ce traitté; & seruiron, non
 seulement, pour l'esclaircissement de la question des fiefs, mais
 aussi à plusieurs autres poincts de l'histoire.

M Catel, en son histoire des Comtes de Tholose, a donné
 ces loix en termes François, differents du texte Latin, langage
 lors ordinaire des contractz. l'en ay vne collation authentique,
 de l'an 1313. sous vn seau de fleur de Lis sans nombre. Il y
 en a vn original, en la Chambre des Comptes, à Paris.

Ce n'est pas assez de dire, que les fiefs d'Albigeois ont
 esté reduits à la Coustume de Paris, si ie n'esclaircis quel estoit
 lors l'usage de la Coustume. Les titres, & iugemens cy-apres
 touchez, le feront cognoistre: & le grand Coustumier de
 France, au chap. 27. inscrit, de fiefine en fief, le declare.
*Quand le fief est vendu, SELON LA COVSTUME DE
 FRANCE, ainsi comme ventes sont deues au Seigneur, sur
 chose vendue en censive, aussi, est deub au Seigneur, le quint de-
 mier de la vente de l'heritage, ou chose mouuante en fief de luy.*

*Coustume de
 Paris, pour le
 droit de fief.*

Auant passer outre: ie suis obligé, d'insister sur l'usage con-
 tinué ez terres appartenantes à Simon de Montfort, & faire
 cognoistre, que ces loix, n'ont point esté des ombres, ou
 establissement momentanée; mais, que, comme tres-solides,
 & fermes, elles ont esté receuës, & conseruées: Et par apres,
 il me sera facile, monstrier, que les fiefs du pais de Langue-
 doc, auant. & depuis l'union à la Couronne, ont esté reglez
 par la Coustume de Paris.

L'an 1212, en vn Concile tenu à Montpellier, Simon de

*Simon, nommé
Comte de Tholo-
lose.*

*Rend l'homa-
ge au Roy.*

*Autre dépar-
tement de ter-
res, par Simon.*

Montfort fut nommé Comte de Tholose, & Seigneur de tou-
tes les terres acquises par l'armée, sur les Albigeois. Par le
Concile de Latran, conuoqué l'an 1215. la despouille entiere
du Comte de Tholose, fut donnée à Simon, sous quelques
conditions agréées par le Roy, qui le receut à homage, &
linuestit du Comté de Tholose, dont il prit le nom. Alors
encor, au dire de *Guillelmus de Podio Laurentij*, Simon de
Montfort, departit de ses terres aux Seigneurs, & Gensdar-
mes, qui l'auoient accompagné : *Cum Comes Simon, vir per
omnia in se laudabilis, terram, fauente Deo, vindicasset. E A M-*
QUE MAGNATIBVS, ET MILITIBVS DIVISISSET,
&c. Il departit donc ses terres: L'auteur, ne dit pas, sous
quelles conditions, mais il est à croire, que ce fut, sous les
loix de la mesme Coustume de Paris, desia rendue par luy
domestique, à Beziets, Carcassonne, Albigeois, Razez.

Les Historiens du temps, ont diuersement parlé de la do-
nation faite à Simon de Montfort, Pierre du Val, de Ser-
nay, chap. 83. l'a rapporté entierement au Concile. Mais,
Rigordus, en l'histoire de Philippes-Auguste: *Per hac tempo-
ra Simon, Comes Montisfortis, factus est Comes Tholosanus.*
Innocensio Papa PROCVRANTE, & Philippo CONCE-
DENTE.

Si l'on demande, comment en l'année 1212. Simon de
Montfort a donné des loix, & Coustumes aux Albigeois,
veu qu'il n'a esté fait Comte de Tholose, qu'en l'année 1215.
La réponse est facile. Il donna ces loix à des contrées, qui
luy appartenoient deslors, à titre particulier. Les qualitez par
luy depuis prises, mesme au contrat de mariage de Guy,
son troisieme fils, avec Peyronne Comtesse de Bigorre, du
mois de Nouembre 1216. sont: *Nos, Simon, Dei providentia,*
Dux Narbonæ, Comes Tholose, & Leyestr. Biterr. & Carcass. Vi-
cecomes, & Dominus Montisfortis. Et combien que le Pape
Innocent III. en son Registre 15. chap. 210. & 212. blasme
Simon, de violence, & manque de devoir, & respect enuers
le Roy d'Aragon, duquel il estoit vassal, à cause de Carcas-
sonne: Je remarque en luy vne grande humilité, par vn acte
de l'an 1215. tiré de l'Abbaye de S. Germain, cy-apres em-
ployé, où il se dit seulement, *Biterr. & Carcass. VICARIVS.*

Simon de Montfort, ne fut pas tousiours assisté d'un heur

esgal. Il assiegea Raimond dans Tholose, où il estoit rentré: Mais en ce siege, il fut tué d'une pierre de Mangonneau, l'an 1218. *Simon, Comte de Montfort, tué.*

Je ne puis que ie ne m'estonne; de ce que du Tillet, en la branche de Montfort-Lamaury, dit, en deux endroits, que Simon fut tué deuant Muret. Tous les Auteurs du temps, conuiennent, qu'il fut tué deuant Tholose. Pierre du Val, de Sernay, chap. 86. *Guillel. de Podio Laur. cap. 30. Rigordus, sur la fin de son histoire: & Guillelm. Brito, lib. 12. Philipp.*

Inclutus ille Comes, Tholosanam dum obsidet urbem, Raptus, &c.

Philippes Mousk en son histoire de France.

*Toulouse ont autrefois assise
Li quens de Montfort à deuisse,
Cil dedens ierent à reuiel,
Si gistierent d'un mangonniel,
Et li quens iert à ses engiens,
Vil faisoit traire mairiens,
De la rebombe d'une pierre,
Fu consens el chief derriere,
Arsere fu porte blecier,
La vestree s'est aconcies,
Et lendemain fu entieres.*

Simon decedant, laissa quatre fils, Amaulry, Simon, Guy, & Philippes. Je diray en passant, vn mot de chacun d'eux, & donneray quelques titres non imprimez.

Amaulry, fils aîné, succeda à Simon son pere, comme heritier principal. Receut l'homage des Gentils-hommes, ausquels le defunct auoit departy ses terres, dit Pierre du Val, de Sernay, chap. 86. Mais, comme la vigueur, credit, & courage, ne sont pas hereditaires: Amaulry de Montfort, apres le decez de Raimond, Comte de Tholose, arriué l'an 1222. se trouuant trop-foible pour supporter les efforts de Raimond, fils, il se demit de toutes les terres conquises par son pere, sur les Albigeois; & pour recompense de ceste demission, luy fut donnée la charge de Connestable. Par ce moyen, les biens acquis en Albigeois, par Simon de Montfort, qui estoit le prix de son sang, & de ses travaux honorables, sortirent de la maison.

Raymōd, Comte de Tholose.

Amaulry de Montfort, remis au Roy, les terres de son pere.

Duc d'A-
maulry co
Moissac.

Auant ceste demission, Amaulry prenoit le titre de Duc de Narbonne, Comte de Tholose, Comte de Montfort. Et d'autant, que par transaction, du mois de Iuin 1212. que l'ay veuë entre les titres de l'Abbaye de Moissac, Raimond Comte de Tholose, Duc de Narbonne, Marquis de Prouence, fils de Dame Constance s'estoit recognu redeuable d'homage envers Raimond Abbé de S. Pierre de Moissac, à cause du chasteau qu'il possedoit audit lieu, chargé chacun an d'une obole d'or, à la feste de S. Pierre, avec plusieurs autres droicts, entre lesquels l'ay remarqué qu'il prenoit sur diuers tenemens, *Suum CAPTEMIVM pro ABBATE MILITE*: à cause de quoy, il doit, *CAPTENERE & TVTARI dominum Abbatem, Conuentum & Ecclesiam sancti Petri*: Circonstance rare pour la chose, & les termes. Au mois d'Octobre ledit Amaulry, Duc de Narbonne, Comte de Tholose, Comte de Montfort, en presence de Guy de Montfort, son oncle, rend homage audit Conuent, à cause de ce qu'il possedoit audit Moissac.

CAPTE-
MIVM.
ABBAS-
MILES.

Amalricus
Comes Tholo-
sa.

IN NOMINE Domini nostri Iesu Christi, Amen. Anno Incarnationis eiusdem millesimo ducentesimo decimo octavo, sexto Calendas Octob. Nos R. Dei gratia Moissiacensis Abbas. Notum facimus vniuersis, presentibus pariter & futuris, quod cum NOBILIS VIR A. DVX NARBONÆ & COMES THOLOZÆ. & DOMINVS MONTISFORTIS, post decessum inelysa recordationis domini S. Patris sui, ad villam Moissiacensem DEVENISSET. Nos de voluntate, consilio, & assensu totius Conuentus nostri, & hominum de Moissiac ipsam RECEPIMVS IN HOMINEM, ET IPSI PROMISIMVS, quod eum & omnes homines suos, & terram, & res suas pro posse nostro custodiemus bona fide, & per hanc chartam confirmamus eidem omnes possessiones, & omnia iura, que PATER SVVS HABEBAT, vel habere debebat, in villa Moissiaci: & in pertinentiis eiusdem, sicut in chartis patris sui, & nostris consueverunt plenius.

Es nos A. Dei gratia, Dux Narbonne, Comes Tholose, & Dominus Montisfortis, recognoscimus vobis Domino R. RECISSE HOMAGIVM ET PROMISISSE VOBIS, QVOD VOS ET VESTRA OMNIA, ET HOMINVM VESTRORVM, ET VILLAM MOISSACI, cum pertinentiis suis, pro posse nostro

nostro custodimus & tuebimur, bona fide, & omnes passionis, & iura omnia Ecclesia, & hominum Moissiaci, corporali vobis praestito sacramento, cum omni integritate, obseruabimus, sicut in quartis nostris, & Domini Patris plenius continetur. Es ut hac omnia firmitus teneantur, DVO INSTRUMENTA, PER ALPHABETVM DIVISA, INDE FACTA SVNT, QUIBUS NOS ABBAS, CVM CONVENTV NOSTRO, ET NOS COMES, nostra sigilla fecimus apponi, & presentem quartam eorum charactere confirmari. Actum Moissiaci, anno ab Incarnatione 1218. sexto Kalend. Octob. praesentib. & scilicet. &c.

L'an 1219. la Communauté de Moissac, rend homage au
vray Abbé, al senhor **REVERA ABBAT**, tant pour luy, **REVERA ABBAT.**
que pour Amalric, Comte de Montfort: distinction claire,
Inter verum Abbatem, & Abbatem militem.

Conneguda causa sia, à tots aquels, que aquesta carta ueyran, que le promies els Comuials de Mouyssac, fero segramen al senhor **REVERA ABBAT DE MOYSSAC**, tou cal segramen mesich lou senhor Abbat, pres per si, & pel **CONTE DE MONFORT AMALRIC**, & segramen es ayals. Foulquet de S. Paul iuret prumiers feulcat, al predich senhor Abbat, & al Conte de Montfort, & que el gardara & deffendra à bonne fe la ville de Mouyssac à honor de Dio & del Moustie sant Peyre, & del sobredich senhor, si quela villa de Mouyssac, non trayria, ni arredria, ni coussen, ni adiutoris, non seria, & si el sabia, que nul home la vouldes redre ni trahir, el no o selaria, & vains a diria al senhor Abbat, ez aquels que per ly fario. Et si el lo predich segramen non tenia, el se redria per traydor en tots locs, & redria son corps, per en corps, & tot so haber, & sa honor al predich senhor Abbat, & al predich Moustie de sant Peyre en pero si el nesiamen fasia contral segramen ou desia, a quo adobaria a conuguda del mesich la senhor Abbat, & tuchs aquels quel predich segramen fero iurero, pel meichs couens analo sobre dich Foulquet. Hoc actum est el Moustie sant Peyre, anno ab Incarnas. 1219. regnansc Philippo Rège Francia, **AMALRICO COMITE MONTISFORTIS, Guillelmo Caturcensi Episcopo** 13. die exeunte Februarij.

La postérité d'Amalric, decedé à Rome, retournant d'Orient, ne peut estre mieux représentee, que par les termes

*Le second fils
d'Aimeri,
Comte de Squi-
lace, mourut en
Cypre.*

de du Tillet, au chapitre de la Branche de Montfort. Il eust, dit-il, deux fils. L'aîné, qui n'est nommé, fut Comte de Montfort, pere de Jean, Comte de Montfort, Seigneur de Rochefort, qui de Jeanne de Craon sa femme, laissa sa fille & heritiere vniue Beatrix de Montfort, femme de Robert IIII. Comte de Dreux: Par elle, la Maison de l'aîné de Montfort fut fondue en celle de Dreux.

L'adjoûte: que Beatrix eust deux filles. Yolland de Dreux, mariée avec Artus, Duc de Bretagne, dont sont descendus les Ducs de Bretagne, suiuaus: & la fille du dernier a apporté le Duché & le Comté de Montfort à la Couronne. L'autre fille, nommée Jeanne, fut mariée en la maison de Roucy.

Ces deux sœurs firent partage entre elles, le 27. May

1317.

A TOVS ceux qui ces presentes verront, & oyront. Yoland Duchesse de Bretagne, Comtesse de Montfort, & Jeanne Comtesse de Roussy, sœurs: Salut. Sçachent tous, que nous, à l'aduis de nostre Conseil, auons, entre nous, deuisé & departy les choses, qui descendues nous estoient en la Comté de Montfort, & es appartenances, à nostre chere Dame & mere, Madame Beatrix, radis Comtesse de Dreux & de Montfort, en la forme qui s'ensuit: C'est à sçauoir, Que nous Yoland, comme sœur aînée, auons & emportons par partage, le chastel de Montfort, ainsi comme il se comporte, par les clostures, l'homage, ressort, & la souveraineté d'icelle, partie, & portion: comme nostredite sœur Comtesse de Roussy emporte, de la succession de nostredite Dame & mere, en ladite Comté & appartenances: & pour nostre portion du demeurant, nous Yolland, emportons, & emporterons les choses qui ensuiuent: C'est assauoir, &c. Es nous Jeanne, Comtesse de Roussy, dessus-dite, pour nostredite partie & portion de succession en ladite Comté, emporterons, & emportons les choses qui ensuiuent: C'est à sçauoir, le chastel, la ville, & la Chastellenie de Rochefort, & toutes les appartenances, &c.

Et d'autant, que les appellations de Montfort l'Amaury, comme celles de Dreux, ressortissoient, autresfois, au Bailliage de Gisors, dont procedoient de grandes incommoditez, à cause de l'esloignement, par Patentes de l'an 1465. à la priere du Duc de Bretagne, la cognoissance des appellations de Montfort, fut attribuée au Parlement de Paris.

L OVIS, par la grace de Dieu, Roy de France: Sçavoir faisons, DREUX.
à tous presens & à venir: Nous auons receu la supplication MONT-
de nostre tres-cher, & tres-ame neveu & cousin, le Duc de Bretaigne, Comte de Montfort, contenant, que anciennement FORT.
COMTEZ DE DREUX ET DV DIT MONTFORT,
appartindrent à un mesme Seigneur, & ressortissoient lors, deuant
nostre Bailly de Gisors, & depuis, lesdits deux Comtez ont esté se-
parez, & sont venus & escheus es mains de diuers Seigneurs, com-
me ils sont de present: & aucuns temps apres icelle separation,
le Comte dudit lieu de Dreux, a obtenu, par octroy d'aucuns de nos
predecesseurs, que ladite Comté, & les subjets d'icelle, ressortissoient
en nostre Cour de Parlement, & de present ils ressortissent, en de-
laissant ledit moyen. Or est-il, que les subjets de ladite Comté de
Montfort, & les gens & officiers de nostredit neveu, residans audit
lieu, sont, à cause dudit ressort, fort vexez & trauallez, parce
que ledit de Montfort, est distant dudit lieu de Gisors, de quatorze
lieues, ou plus, & qu'il leur conuient, pour y aller & retourner, à
chacune fois passer la riuere de Seine: Et à ceste cause, & pour
obuiuer ausdites vexations & traualx, Nous a nostredit nepueu,
fait requerir, qu'il nous plaise semblablement luy octroyer, que la-
dite Comté de Montfort, & les subjets d'icelle, feussent nuïement
& sans moyen, ressortissans par appel en nostre Cour de Parlement
à Paris: & sur ce, luy en octroyer nos lettres. Nous, voulans en co
subuenir à nostredit nepueu, & soulager à nostre pouuoir ses subjets,
A iceluy nostre nepueu en faueur de la proximité de lignage, dont
il nous astient, & des grands, loüables, & recommandables serui-
ces, qu'il, & ses predecesseurs, nous ont par cy-deuant faicts, &
esperons, que encores fera, au temps à venir: Auons, de nostre cer-
taine science, grace especial, & pleine puissance, & autorité Royal,
& par l'aduis, & deliberation de plusieurs, de ceux de nostre sang,
& lignage, & gens de nostre grand Conseil, Octroyé & consenty,
octroyons & consentons par ces presentes, voulons & nous plaist,
que nostredit nepueu, comme Comte de Montfort, & ses subjets,
à cause d'iceluy Comté, soient dorestant nuïement, & sans
moyen, ressortissans, en cas d'appel, en nostre Cour de Parlement,
sans aucun moyen, & sans que luy, ou sesdits subjets, à cause de
ladite Comté, soient plus tenus de ressortir par aduaint ledit Bailly
de Gisors. Si donnons en mandement, par cesdites presentes, à nos

amez & seaux Conseillers, les gens de nostre Cour de Parlement, gens de nos Comptes, au Bailly de Gisors, & à tous nos autres Iusticiers, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que de nostre presente volonsé & oïroy ils fassent, permettent, souffrent, & laissent nostredit nepueu, & ses subjets de ladite Comté de Montfort, à tousioursmais, iouir & user pleinement & paisiblement, sans leur faire, ou donner, ne souffrir estre fait, mis, ou donné, ores, ne pour le temps aduenir, au: un deitoubier ou empeschement au contraire: Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seel à ces presentes, sauf en autre chose nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris le 11. iour d'Octobre 1465. Et de nostre regne le cinquiesme. Sic signatum, Par le Roy en son Conseil, ROLANT. Visa, lecta, publicata, & registrata, Parisius in Parlamento, penultima die Octobris, anno millesimo quatringsentesimo sexagesimo quinto. Sic signatum, CHEVETEAV.

SIMON, second fils du Comte de Montfort.

SIMON, deuxiesme fils du Comte de Montfort, espousa Madame Eleonor, sœur du Roy Henry III. d'Angleterre: fut grand Seneschal: Sa posterité est descrite par du Tillet. Vn de ses fils, de mesme nom que luy, fut reclamé par les enfans de Guy ses neueus, opprimez par de puisfians aduersaires, comme il est monsté cy-apres. Tous les Historiens conuiennent, qu'il fit la guerre au Roy Henry, le deffit en bataille, & le fit prisonnier: & que le Roy euadé de la prison, donna vne seconde bataille, en laquelle Simon fut tué. Les discours sur le subiet de ceste guerre, sont diuers. Voicy ce qu'en escrit Guillaume Guiart d'Orliens, en son Roman des Royaux lignages, autheur que i'ay MS. non imprimé.

1163.

*Lan, se dit faus, ne sui nos sans,
Mil deux cens soixante-trois ans,
Sans plus d'incarnation quierre,
Fit venir li Rois d'Angleterre,
Des fiez que à luy appartindrent,
Tous les Barons que terre tindrent,
Lesquies ensemble à Parlement,
Il pria debonnairement,
Que communément s'accordassent,
A ce qu'une Coustume ostassent.*

Guerre en Angleterre, pour les sifs.

Qu'en ost de tres-longue tenuë,
 Par son royaume maintenuë:
 Et vous diray quelle, en lisant,
 Suns homs, gentis ou paisant,
 Fust la mors, & enfans eust,
 Pleust li, ou li despleust:
 Le statut à ce s'aportoït,
 Que l'aisné le tout emportoït,
 Li autre rien nen rescoufissent,
 Alassent quel part quil voufissent:
 Leurs droïts iert ainsi deusef:
 Li Baron au fait aïsef,
 Quil commirent à deshonneste,
 Obeïrent à sa requeste,
 Et vouldrent tant furent menex,
 Que les enfans d'un pere nex,
 Sengendrez fussent loiaument,
 Partissent le leur ygaument,
 Et selon lordre quil devoïent,
 Comme cil de France faisoïent.
 Esferut cel establisement,
 Li Rois iura premierement,
 Que dementiers quil regneroit
 Abastre ne le laisseroit
 Par creature, tant fust ose:
 En tesmoin de laquelle chose,
 Il fist mettre en la lettre acheinie,
 De son propre seel lempreinte.
 Tuit li haut home qui loïrent,
 Semblable sermens refirent:
 Mes come gens petit estables,
 Et pleins de pensers variables,
 Toit apres guieres ne targerent,
 Quan quil orent fait depecierent,
 Tout ramenerent a neant.
 Simon de Montfort se veant,
 Dist, que pour la mort endurer,
 Lon ne le verroit parïurer,
 Et quïex contrees quil tendroit.

Il se mesconfe,
 presupposant,
 egaliste en Frā-
 ce, entre les en-
 fans, au par-
 tage des fiefs.

*Ce quil ot iure soustendrois,
Parquoy li dy Rois d'Angleterre,
Mut tantost contre luy la guerre,
Si con deuise ly espandres:
Mais cil de la cité de Londres,
Voudrent adonc de sa part estre,
Ausi voust li quens de Glocestre,
Puisse quil s'entredesfierent,
De deux pars leurs osts assemblerent,
Et vindrent ensemble, tant firent,
A iour nommé se combattirent,
Il eut ot grant ocision
Des gens de ceste nation.
Simon, ce nous conte l'ystoire,
Ot lors a cele fois victoire,
Pris furent comme desconfis,
Li Rois, & Edouart, & son fis.*

*GUY, troisié-
me fils de Si-
mon.*

GUY, troisiéme fils de Simon, Comte de Montfort, eut pour femme Peronnelle Comtesse de Bigorre, Vicomtesse de Marfan, laquelle fut mariée cinq fois, comme i'ay appris d'une enqueste, faite du temps de Philippe le Bel, estant au Thresor des Chartres. Je ne diray rien du premier, second, & quatriéme mariage, dont ne sortirent aucuns enfans. L'an 1218. elle fut mariée avec Guy, fils de Simon, Comte de Montfort. Ceux qui ont escrit, qu'elle auoit eu pour mary, Simon Comte de Montfort pere, se sont mespris: elle n'espousa, que son fils. Pour l'esclaircissement de ceste circonstance, & apporter quelque lumiere à la maison de Montfort, ie donne le contraët, tiré du Chartul. de Champagne, en la Bibliothèque du Roy, fol. 225.

TRAICTE' DE MARIAGE; entre Guy, fils de Simon, Comte de Montfort, & P. Comtesse de Bigorre.

*Tiré du Char-
trinaire de Châ-
pagne, estant en
la Bibliothèque
du Roy, f. 225.*

FIDELIS est archa memoria, actorum conscriptio, que sapè occurrit, & resistit calumniis, & maliciis hominum, dum fideliter narrat, & recenset rerum gestarum seriem, & processum.

Proinde consideratione prudenti, qua acta sunt, coram nobis du-
 ximus conscribenda. Nos igitur A. divina dignatione Bigora-
 nus, G. Comnenarum, S. Coseran. B. Oleren. & I. Aduren. Epi-
 scopi, & nos P. Clariacen. O. Genen. & A. sancti Saurini Abbates,
 ad omnium, notitiam ad quos presentes literae pervenerint, volumus,
 insinuatione presentium, deferri. Quod nobilis VIR GUIDO,
 FILIUS DOMINI SIMONIS, DUCIS NARBONÆ,
 COMITIS THOL. ET LEYC. BIT. ET CARC. Vicecomitis
 & domini Montisfortis, nobis, & multis Baronibus, & aliis assisen-
 sibus & mediantibus, publicè, & solemniter desponsavit, scilicet in
 legitima copula maritali, nobilem mulierem, P. COMITISSAM
 BIGORRÆ. Porro ipsa die desponsationis, antequam in Sa-
 ciem Ecclesia deuenirent, coram nobis præscripta Comitissa consti-
 tuit, præfato nobili cui NUPTYRA ERAT, TOTVM CO-
 MITATVM BIGORRÆ, ET VICECOMITATVM DE
 MARSIA, in dotem, & universa iura, & pertinentias suas,
 ubilibet constitutas, ut proles, quam munere celesti ab ipso suscipiet,
 TAN QVAM LEGITIMVS HÆRES, VEL HÆRES LE-
 GITIMI, EIVSDEM COMITISSÆ, OMNIA, IN
 INTEGRVM, IVRE HÆREDITARIO, POSSIDEANT,
 PLENO IVRE. Idem quoque Guido, de assensu patris sui, hære-
 ditatem, quam ei pater suus assignabit, eidem Comitisse, ita con-
 tulit, ut proles, quam ab ipsa susceperit, tanquam legitimus he-
 res, vel legitimus hæres eiusdem Guid. eam in integrum, iure ha-
 reditario possideant, pleno iure: Insuper, hac pacta inter eos sunt
 interposita. Præfatus Guido, filius dicti domini Ducis, cum autē
 patris, & assensu eiusdem, constituit ei in donatione propter nup-
 tias, quingentas marchas argenti, in annos singulos, quas præfata
 Comitissa, si superstes fuerit percipiet, quamdiu vixerit, annuatim,
 marito defuncto, sine prole, si forte pramori cum contigerit, &
 ipsam agi inter vivos. Præfati autem redditus annuales, debent
 assignari Comitissæ, à dicto domino Duce, in locis competentib.
 CITRA CARCASSONAM, CONSILIO, ET ARBI-
 TRATV, domini G. Auxis. Archiep. & A. Tarmen. & G. Con-
 uenarum Episcoporum, & R. de Carcasa militis, citra pascha, vel
 etiam uno, vel duobus, vel trib. istorum quatuor absentib. unus
 ipsorum dictos redditus assignandi plenariam habeat potestatem.
 Vel etiam dominus Dux supradictus teneatur, assignare eosdem
 redditus, bona fide, citra Carcas. & infra pascha, si forte illos

quatuor contigerit subtrahi ab hac luce, vel ex aliquo accidenti fortuito impediri, quominus liberè posset, per ipsos, negotium expediri. Similiter, si prefato Guid. marito Comitissa superstiti, Comitissam pramori contingeret, & subtrahi ab hac luce, sine prole, constituit ei dicta Comitissa quingentas marcas argenti, in annos singulos, quamdiu vixerit, percipiendas super parte terra sue, arbitrio predictorum quatuor, vel unius eorum, aliis, ex hac luce subtractis, vel iusta causa aliqua impeditis. Et hoc fiet similiter infra Pascha. Convenit insuper, inter prefatum Ducem, & prefatum Comitem, quòd quicquid necessario, & utiliter idem DVX AD RECUPERANDVM CASTRVM DE LEVRDA, vel alia iura eiusdem Comitissa recuperanda expenderit, vel etiam ad ipsam Com. liberandam à debitis, & eris onere alieni, seu etiam ad defendendam terram suam, vel etiam in edificiis faciendis: hoc totum super totam terram Comitissa, & omnia iura eiusdem, memoratus Dux habebit, & eandem terram, & iura ipse, & heredes sui tandiu possidebunt liberè, & quierè, donec uniuersum debitum eisdem plenariè fuerit persolutum. Nec fructus terra computabuntur in sortem, cum ad alia onera, & necessitates terra sustinendas omnes fructus, & prouentus totius terra, ab omnibus necessarij reputentur. Ad has mutuas pactiones seruandas firmiter, & tenendas obligauerunt se mutuo, & sibi promiserunt bona fide, Tol. Com. Guid. pro se fidecommissariam prestitit cautionem, Comitissa & Baronib. eius Tol. dominum Amalr. fratrem suum, in manu nostra. Ipsa etiam Comitissa, pro se fideiussores dedit Barones suos, Rem. Carsie de Leurda, Contebondaus, Bernard de Castell, Baiad. & Arnould. Guillcomi de Barbaza. Isti omnes promiserunt bona fide, videlicet pro Comite pater, & frater: & pro Comitissa Barones, quod secundum tenorem prescriptum facerent, firmiter pacta seruari post hac, desponsatione facta publica, & solenni, & nuptiis secundum morem Ecclesia celebratis, in officium Baron. Bigorre, & homines TARVIE sapredicto GUIDONI MARITO COMITISSÆ HOMAGIVM FECERVNT, & de fidelitate seruanda, eidem Guidoni, & de omnibus predictis pactionibus seruandis sapredicto Duci, & heredibus suis presterunt, de mandato eiusdem Comitissa, iuratoriā cautionem, recepto prius à dicto Guid. iuramento, quòd terram secundum bonas, & rationabiles consuetudines regeret, & teneret. Hac vidimus, & scimus

flamur. Et ne lapsu temporum, rerum tenores & series à memoria elabantur, conscriptionem hanc fecimus, sigillorum nostrorum testimonio communiri. Et ad maiorem prædictorum omnium firmitatem, Nos SIMON, DEI GRATIA, DVX NARBONÆ, COM. THOL. ET LEYC. BIT. ET CARC. VIC. ET DOM. MONTISFORTIS, & nos, pro Comitissa Bigorr. sigilla nostra apponi fecimus, huic chartæ. Hac acta sunt Taruic. anno Incarnati Verbi millesimo ducentesimo decimo sexto, Dominica instanti, post festum omnium sanctorum, & Fer. 2. Diebus vero iam paucissimis elapsis, nos Archiepisc. Auxitanus superuenientes, ad instantiam dictorum domini Ducis, G. filij eius, & P. Comitisse, pactiones præscriptas sigillo nostro fecimus roborari: & ad preces eorundem, nos ipsis obligauimus: Ipsis se nobis, sponte sua, subiicientib. Quod si aliquis vel aliqui præscriptorum omnium, quod absit, vellent à dictis pactionibus resiliire, habereemus potestatem, & Ecclesia Auxitana post nos, compellendi ipsos, & heredes ipsorum, per censuram Ecclesiasticam, & aliis modis omnibus, quib. possumus ad omnes dictas pactiones seruandas firmiter, & tenendas. Actum loco, anno, & mense, quib. supra.

De ce mariage nasquirent deux filles, Alix, autrement Elipdis, & Perrette de Montfort, mariée à Raoul Tesson: d'Alix, decedée deuant sa mere, nasquirent quatre enfans; Laure, mariée en la maison de Turenne; Mathilde, Comtesse de Thiette, femme de Philippes de Flandres; Esquibat, Comte de Bigorre, & lourdain. Perronnelle, par son testament de l'an 1251. donna le Comté de Bigorre à Esquibat, son petit fils.

En dernieres nopces, Perronnelle, Comtesse de Bigorre, vesue de Guý de Montfort, espousa Boson de Mathas, ainsi que nous apprenons de l'Enqueste: duquel mariage nasquit Marthe, ou Mathe, mariée avec Gaston de Bearn, & d'eux, quatre filles, Constance aînée, Marguerite seconde, Marthe troisieme, Guillelme, ou Guillemine, dernière.

PERRONNELLE, mariée deux fois.

Premier mary.

Guy de Montfort.

Alix.—Perrette.

Second mary.

Boson de Mathas.

Marthe, avec Gaston de Bearn.

Laure. Mathe. Esquibat. Jourdain.
S. E. S. E.

Constance, Marguerite, Marthe, Guille-
[mine.

Esquibat. prit le titre de Comte de Bigorre, & en iouit ; mais avec beaucoup de trauerses : car Constance, fille ainée de Marthe, de Bigorre, & de Gaston de Bearn, pretendit qu'à son preiudice, Esquibat n'en auoit peu estre aduantagé. Gaston de Bearn, embrassé le party de sa fille, iaçoit que moins iuste, employe ses amis puissans en moyens, & en nombre. mesmes le fils du Roy d'Arragon : Gerault Comte d'Armagnac : le Comte de Foix, & autres : court la pais, contrainct les vassaux de rendre homage : de sorte que Esquibat, & Jourdain, freres, se trouuans foibles : en l'année 1256. escriuent à Simon Comte de Licestre, leur oncle, fils de Simon, marié avec Elconor d'Angleterre, recherchent son assistance, avec offre d'engagement, pour assurance de la despenſe.

Ex Chartul.
Campaniæ
Bibliot. Re
giæ, f. 215.
Ann. 1256.

Simon Comte
de Lceſtre.
Eſquibat.
Iordain.

*Gaston de
Bearn.*

NOBILI ac prelato viro, dilectione & providentia persulgenti, suo charissimo avunculo pra omnibus, ac dilecto domino SIMONI COMITI LICESTRIAE, A. divina permissione, Episcopus Taruensis, ac ESQUIVATVS COMES BIGORRENSIS, dominus de Coliansia, & IORDANVS, sui humilissimi nepotes, & Curia Bigorrensis, nec non Burgenfes, Taruenses, salutem, & sua praecepta, cum omni reuerentia, observare. Providam ac discretam nobilitatem nolumus aliquatenus ignorare: quod dominus GVASTO BIARN. nolens, à consuetâ nostrâ persecutione desistere, NITITVR, LICET MINVS IVSTE, ET CONTRA OMNEM RATIONEM, nos dictos Esquivanum & Iordanum, pro suis artib. exhereditare, & omnes milites dictos Burgen. & alios homines, nobis ac iurisdictioni nostrâ adhaerentes, villis, castris, & aliis possessionib, propriis spoliare; & nos omnes superius nominatos non cessat prae-

sus G. odio insequi capitali. Cæpit, & ipse CASTRUM NOVVM, violenter : ac milites, & rustici EIVSDEM TERRÆ SIBI FECERVNT HOMAGIUM, & præstiterunt, quasi unanimiter sacramentum: quam plurima & Castra, & villas Comitatus Bigorr. funditus destruxit, & ad irreparabile fere desolationis opprobrium ia deduxit. Quid plura? & illos prænominatos ESQVIVATVM ET IORDANVM, DICTVS G. CVM FILIO REGIS ARRAGONVM, qui ad ipsum de nouo, ut firmiter intelleximus, veris, cum armatorum multitudine, in succursum, & cum GIRARDO DE ARMENIACO, ac cum aliis Baronib. subiectis Regi Ar- Girant d' Ar- glia, eidem G. in hac parte fauentib. & aliis multis militib. Vas- magnæ. conis, nec non COMITE FVXENSI, qui sibi contra nos semper hoc, pro posse suo, consilium, & auxilium impertitur; proponit, ubicunque nos inueniat, obsidere. Et in tantum iam dictus G. cum sua potentia nos artauit, quod non audemus bonam villam, vel forte Castrum (si quid ingredimur) egredi in occulto forsitan vel latenter: quanquam parati sumus eidem exhibere iusticia complementum coram curiis Bigor. & Bear. pro pace habenda sine dilatione aliqua, vel si mallet coram Seneschallo Vasconia, seu coram domino dicto Rege Anglia: siue etiam coram Rege Francia, vel Comite Thol. per formam compromissi vel iudicii, si hoc sibi magis placeret infra breuem, & certum terminum promulgandi: licet ad hoc, de iure vel consuetudine, nullatenus teneremur; Sed dictus G. confidens de sua potentia, quod libet istorum admittere recusauit. Cum igitur supradicti G. malitia, & potentia, per nos diu resistere minime valeamus, dominatione nostra, de qua fiduciam gerimus pleniorē, tanquam unico nobis, & singulari propter dominum refugio, duximus deuotissimè & RPLICANDVM NOBIS, in te totam spem nostram, nec immerito Il y a diuerses fautes, aut d'ass- cius du registre, an quelis ie n'ay trouu rieu changer.

semper posuimus, preces, quantas possumus, effundendo: quatenus nobis, qui vestra semper fuimus creatura, quasi in extremi periculi articulo positis, in quo vera dilectio comprobatur, dignemini, omni dilacione POST POSITA, SVBVENIRE: Cum sine vestra venerabili reuerentia, & presentia nobis super hoc fructuosum consilium, vel auxilium non sentiamus: cum ea omnes inimicos nostros, etsi plures essent, per Dei gratiam, ad confusione maximam reducemus; & modo dilectionem, quam vos semper ab infantia habuistis, & nunc, ut scimus, firmiser habetis,

succurrendo ad prasens per effectum operis ostendatis. Alioquin, sciatu pro certo, quod in breui totam Vasconiam relinquere oportebit, nisi per vos super hoc celeriter remedium habeamus: scilicet quoniam nemo tenetur, nisi velit, propriis stipendiis militare, cum vos in aduentu vestro expensas non modicas facere necessario habentis. Prohis, quæ in succursum nostrum, in aduentu vestro, vel postea expendetis, vobis terram Bigorr. de consilio, & assensu venerabilis patris domini Episcopi Bigorr. & IORDANI fratris nostri, ac Curie Bigorr. tradimus: vel terram de CABENASIO, si forsitan malueritis, possidendam, quousque vobis de omnibus promissis expensis, ad nostram satisfecerimus voluntatem. Et ut præmissa omnia plenam roboris obtineant firmitatem: Nos ESQUIVARTVS sigillum nostrum duximus presentibus. apponendum, & ad iusticiam nostram præfatus venerabilis pater dominus Episcopus Bigorr. ut maiorem haberent auctoritatem præmissa. suum sigillum apposuit huius Chartæ. Et quia Curia Bigorr. sigillum commune non habet, fecimus apponi presentibus. sigillum domini Reuerendi Garzia de Leucania, pro sigillo eiusdem Curie, in testimonium præmissorum. Et hoc idem fecit communitas Taruiensis. Datum Taruia fer. v. post festum sancti Petri ad vincula, anno domini 1256.

• Les differends ayans duré quelque temps, furent assoupis par iugement arbitral, rendu par le Comte de Foix, mary de Marguerite de Bearn, seconde fille de Gaston: adiugé à Esquibat le Comté de Bigorre, & à Gaston, à cause de Marthe sa femme, le Vicomté de Marsan: iugement agréé, & respectueusement executé.

Le Comté de Bigorre, donne divers sujets d'escrire, par la diversité des Seigneurs, des prétendans, & ingemens interuenus: Mais ie n'ay pas desiré, quant à présent, m'estoigner de l'enquête, ny dire quelque chose plus auant.

- L'Enquête, dont j'ay cy-dessus parlé, porte, que Esquibat se voyant hors d'esperance d'enfans, donna le Comté de Bigorre, à Simon de Montfort, fils de Simon, Comte de Leycestre: Simon le donna à Thiebaut, Roy de Nauarre, lequel en iouit: A Thiebaut succeda Henry, son frere, vnique heritier: fut Comte de Bigorre, & Roy de Nauarre. De luy naquit Ieanne, mariée à Philippes le Bel, Roy de France.

- PHILIPPE, quatriesme fils de Simon, desire quelque discours, d'autant que sa descente n'a pas esté, iusques à maintenant cogneüe, & que plusieurs y ont choppé.

Amalry, par le delaisement fait au Roy, des biens de la P H I L I P P E S, conquete sur les Albigeois, n'auoit peu alterer le droit de ses freres, Philippes, puisné des enfans de Simon, Comte de Montfort, personnage de recommandation, mesmes pour seruices rendus Outre-mer, se retire deuers le Roy, obtient don, des biens de la conquete, assis au dedans de l'Euesché d'Alby, delà l'eau, vers Carcassonne, excepté la ville d'Alby: le n'ay pas le don, ains seulement l'acte de foy & homage, qui en fut par luy rendu l'an 1229.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France: Sçachent tous presens & aduenir: Que nostre tres-cher & fidelle, Philippes de Montfort, nous a fait hommage lige, de la conquete d'Albigeois, Contre tous ceux, hommes, ou femmes, qui peuent viure & mourir, au seruice de dix Chenaliers, du don que nous luy auons fait: A sçauoir, de toute la terre, que nous auons dans l'Euesché d'Alby, delà l'eau, vers Carcassonne, excepté la ville d'Alby, Auec tous nos droicts royaux, & tous autres droicts, que nous, & les Seigneurs d'icelle, y deuons auoir. Que s'il arrive que le Comte Raimond, ne tienne point la paix faite, d'entre l'Eglise & luy: la terre que nous auons donnée au susdit Philippes, retourne librement à nous, & qu'iceluy demeure derechef nostre subiect, comme son pere fut subiect de Louïs (de bonne memoire) nostre geniteur: Et si nous, pour nostre seureté, & de l'Eglise, tenions quelques-uns des chasteaux de la terre d'iceluy, qui a esté de son pere, serons tenus, de luy rendre & restituer la valeur de ses chasteaux, outre les despeses raisonnables, que nous ferons pour la garde d'iceux: pouruen toutesfois, que lesdits chasteaux puissent estre gardez sans danger, en la terre, laquelle, comme dit est, il tient par nostre don delà l'eau Albigeoise, vers Carcassonne. Or, apres dix ans, nous ne serions tenuz pour seureté, mais pour commis de restituer audit Philippes, tous les chasteaux qui ont esté de son pere, s'il n'arrivoit que derechef le Comte de Tholoxe ne forfist à l'Eglise au dessous de dix ans, & pour lors, ne pourroit tenir lesdits chasteaux en nostre main, ou les bailler ez mains de l'Eglise, iusques à ce qu'il fust satisfait à icelle, comme il est conuenu entre elle, & nous: & lors qu'il seroit satisfait à l'Eglise, & que les chasteaux viendroient à nostre main, alors nous serions tenus de les restituer au susdit Philippes. Et afin que ces choses demeurent

fermes, Nous aurions fait confirmer ces presentes lettres, de l'autorité de nostre seau. Faict à Paris, l'an de l'Incarnation de nostre Seigneur, mil deux cens vingt-neuf, au mois d'Avril.

*Du Tillet s'est
mespris, en la
posterité de
Philippes de
Montfort.*

PHILIP-
PES II.

L'ay estimé, l'employ de cét acte, nécessaire, pour l'intelligence de l'histoire. Du Tillet, s'est contenté de dire en termes generaux, que Philippes, quatriesme fils de Simon de Montfort, fut sieur de plusieurs terres en Languedoc, de la conqueste sur les Albigeois, sans exprimer, quelles, à quel titre: de succession, ou de donation. Il baille pour posterité à Philippes, deux filles seulement: la mere du Comte de Cominges: & Eleonor, mariée au Comte de Vendosme. En quoy il se mesconte. Philippes: outre ces deux filles, Eleonor & Ieanne, eut aussi vn fils, pareillement nommé Philippes, & quelques autres. Pour prouuer, contre l'opinion de du Tillet, que Philippes I. eut vn fils du mesme nom: Outre, vn tiltre de l'an 1268. cy-apres inseré, i'en ay plusieurs autres, par lesquels ie iustifie, qu'en l'année 1245. Philippes estant à Roquécourbe, fit quelques reglements pour la police & iustice en la ville de Castres. Depuis: il passa procuration à Philippes son fils, pour la conduite de ses terres, en Albigeois, & Narbonnois, en cestermes: *Nouerint vniuersi, presentes literas inspecturi: Quid nos, Philippus de Montforti DOMINVS TIRI, facimus, & constituimus, & ordinamus, specialem procuratorem nostrum, dilectum nostrum filium Philippum de Montforti, ad regendam & gubernandam totam nostram terram, quam habemus in Albigeo & Narbonese, & etiam in toto Regno Francie.* En vertu de ceste procuration, Philippes, fils, établit des Coustumes en la ville de Castres, sous ce titre: *Philippus de Montforti, iunior filius, nobilis viri domini Philippi de Montforti, DOMINI TIRI, gerens vices apud Castras, &c.* Ces Coustumes sont longues, & dignes d'estre veuës: l'en ay l'original, tiré de la maison commune de Castres.

En l'année 1268 le Roy, à la priere de Philippes Seigneur de Tyr, & daucuns de ses autres enfans, receut Philippes, son fils aîné, à la foy & homage, de la portion qui luy deuoit eschoir par le decez de son pere, en ses fiefs d'Albigeois, Carcassois, & Narbonnois: demeurant le pere, en l'homage

du surplus, qui deuoit eschoir à Eleonor, & Ieanne ses filles. La lettre escrite au Roy, conuenable à la simplicité du temps, m'a esté comuniquée par M. de S. Felix, Procureur General au Parlement de Tholose.

AV tres-haut, puissant, & redouté, & sontres-cher Seigneur, Monseigneur, Louis, par la grace de Dieu, noble Roy de France, PHELIPES DE MONTFORT, Seigneur de Tyr, son deuot, feal, homme, salut, & appareillé de seruir, comme à son bon Seigneur. Sire, ie supplie, en priant & requérant vostre Hautesse, Que vous, PHELIPES DE MONTFORT, mon fils, s'il vous plaist, prenez à homme, & receuez en vostre homage, comme il luy appartient, ou pourroit appartenir, si i'estois trespasé de ce siecle, de tout ce que ie tiens de vous en Albigeois, & en Narbonnois, & en Carcassonnois: & s'il vous plaist, Sire, de recevoir ores à homme ledit Phelipes, mon fils, si comme ie le vous requiert, ie me demets desdites choses, & veus bien, & oïtroie, que de cy en auant, ie de ce ny puisse iamaïs rien demander: & ce est par en telle maniere, que s'il ne vous plaist de recevoir de ores à homme, de ceste mienne requeste, si comme il est dessusdît, quechose qu'en aye dite, ou faite, ne me tourne à preiudice: Ains, en soit & demeure en ce tel point en toutes choses, comme i'estois auant ce, que ie vous eusse faite ceste requeste, & ces choses dessusdites, Sire, si tant s'ensuit, que ie demeure en vostre foy & en vostre homage, de la partie qui doit aduenir ou eschoir par vs, ou par coustume de la terre, apres mon decez, à mes deux autres filles, ALYENOR ET JEANNE, DE MA PREMIERE FEMME; A sçauoir, ledit Phelipes de pere & de mere: En telle maniere, que ie l'aye, & tiennne, tant comme ie viuray à faire en ma volonté, si comme ie pourray & deuray. Et en teshoin de ces choses, ie ledit PHELIPES DE MONTFORT, Seigneur de Tyr, ay mis mon seel en cesdites presences lettres. Ce fut fait à Sur, en l'an de l'Incarnation de nostre Seigneur Iesus-Christ, mil deux cens soixante-huict, au mois d'Auril; le premier iour dudit mois.

Lettres d'admission en homage.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roy de France. Scachent tous presens & aduenir: Que nous, à la priere & requisition de nostre ami & fidelle Philippe de Montfort, Seigneur de Tyr,

par ses lettres patentes à nous dressées: & à la requisition de Jean de Montfort Seigneur de Thouron, Aulfred de Montfort, Alix & Eleonor, enfans dudit Philippe, Seigneur de Tyr; & autres lettres patentes, à nous dressées, & scellées, des sceaux de nostre cher, Guillaume, Patriarche de Hierusalem; & dudit Philippe Seigneur de Tyr, auons receu à nostre homme, nostre cher & fidele, PHILIPPE DE MONTFORT, CHEVALIER, PREMIER NAY DV DIT SEIGNEUR DE TYR, de la portion qu'appartient à iceluy Philippe, par droit hereditaire, ou que luy pourroit appartenir, en toute la terre que ledit Seigneur de Tyr, auoit & tenoit de nous, en fiefs, en Albigeon, Carcassou, & Narbonnois, si ledit Seigneur de Tyr estoit mort; Et quant audit Seigneur de Tyr, il demeure en nostre hommage, de ceste portion, laquelle suiuant les us & coustumes de la dite terre, doit venir & enchoir, apres le deceds dudit Seigneur de Tyr, à ELEONOR ET JEANNE ses filles, procreées de sa premiere femme, sœurs germaines du susdit Philippe, premier nay; En foy & tesmoing de quoy, nous auons faict apposer aux presentes lettres, nostre sceau. Faict à Paris l'an mil deux cens soixante huit, au mois de Decembre.

Decedé de Phi-
lippes I.

Ces deux Patentes, sont clairement cognoistre, que Philippes I. fut marié deux fois. Le temps de son decez, est induit par coniecture certaine, en ce, qu'en l'année 1270. Philippes second, son fils, comme seigneur, fait des reglemens en ses terres.

JEAN succé-
de à Philip-
pe I. son frere.

Ce Philippes second, decedé sans enfans, Jean son frere luy succeda, & deceda pareillement sans posterité, d'où naquirent de grands differents, entre Eleonor, & Jeanne, ses sœurs. Au mois de Mars 1300. Eleonor, Comtesse de Vendosme, fut receuë à homage en termes indefinis, des terres à elle escheuës par la succession de son pere, & de Jean de Montfort son frere, payant le rachat deu à cause de ladite succession.

PHILIPPVS, Dei gratia, Francia Rex: Senescallo Carcassona, salutem. Cum nos dilectam, & fidelem, Comitissam Vindomia, de terra, qua ex patris ipsius successione, & de terra, que per mortem IOANNIS DE MONTEFORTI, militis quondam obuenit eidem, in nostrum homagium recepimus; Mandamus tibi, quatenus dictam terram, qua fuit patris ipsius, liberis nec non

*Et terram, quæ fuit dicti Ioannis, habita prius, ab ea idonea cau-
none, de soluendo NOBIS RACHATIO. NOSTRO, sub valore
dicta terra, liberes, eamque terris prædictis gaudere permittas, in-
quisitum diligenter, de valore omnium eorum, quæ de terra ipsa,
ratione RACHATI, nobis debentur, & quod inde inuentis no-
bis fideliter rescribas. Dictam Comitissam super solutione dicti
RACHATI, nullatenus compellentes, donec nos, visa rescriptio-
ne tua, nostram super hoc significauerimus voluntatem.
Actum apud Foulleram, die nona Februarij, anno Domini millesi-
mo trecentesimo.*

Le Comte de Comminges, au nom, & comme bail des
ensans mineurs de feu Ieanne de Montfort, la femme, de-
manda estre receu à homage, du tiers des biens delaissez par
Iean, frere commun. Eleonor l'empescha, soustenant, que
estans gouuernez par la Coustume de France, & près Paris,
ils luy appartenoint, comme plus proche, que les nepueus,
esloignez d'un degré. Et par Arrest de l'an 1301. il fut dit,
que quant à present, le Comte ne seroit receu à l'homage, &
la Comtesse de Vendosme maintenue en possession.

PHILIPPVS, Dei gratia, Francorum Rex, vniuersis, pre-
sentes literas inspecturis, salutem. Cum COMES CONVENA-
RVM, ratione liberorum suorum, in ballo* suo existentium, filio-
rum defunctæ sororis IOANNIS, DE MONTEFORTI, mi-
litis nuper defuncti requireret: Quod Dominus Rex, ipsum, ad ho-
magium suum reciperet, DE TERTIA PARTE SVCCES-
SIONIS, dicti defuncti: Et quod scilicet dicta tertia pars sibi
deliberaretur, maxime, cum de iure scripto, dicti liberi personam
dicta maris, in habendis successionebus representens, & ter-
ra illa, in qua consistunt bona dicta successionis, iure scripto re-
gatur, ut dicebat, & Seneschalus Carcassona eius fidelitatem
iam super hoc recepisset. Et contra COMITISSAM VIN-
DOMIE, soror dicti quondam Ioannis diceret: quod bona dicta
successionis erant DE CONQUESTIS FRATRIS, per quon-
dam Comitem, SIMONEM DE MONTEFORTI, & quod
huiusmodi bona censerentur & deduci debebant in partitionibus, & suc-
cessionibus, non secundum ius scriptum, sed ad VSUS ET CON-
SVETVDINES FRANCIE IUXTA PARISIENSIS, & quod
ipsa secundum prædictas consuetudines erat hæres proximior dicti
defuncti: & quod dominus Rex informatus de prædictis, ipsam

David du
Fos, dont sera
cy-apres parlé,
n'entendâ pas
ces mots, IN
BALLO SVO,
à tourné, pag.
32. estans à la
guerre. La pa-
ge 168. Cy-
apres, monstre
que deus diré
Bail. BAL-
LIVM, n'est
pas BELLVM.

reccperat in homagium suum de bonis predictis, & quod ipsa fuerat in saisina dictorum bonorum posita, de mandato domini regis, pluribus rationibus proponetur: quod dictus Comes de dicta successione non debebat recipi in homagium domini Regis: & quod ipsa ratione debebat in saisina, quam habebat de predictis & ad fundandam intentionem suam Curia registra petisset videri, & suas exhibuisset literas, & plures testes, in Curia super hoc produxisse: dictusque Comes, ex aduerso petens sibi fieri copiam de dictis registris, & de depositionibus testium predictorum, protestansque de probanda intentione sua loco & tempore, comparentibus pluribus rationibus proponetur, requestam suam non obstantibus rationibus in contrarium propositis debere adimplere: Tandem auditis hinc inde, propositis, & visis dictæ Comitissæ literis: ac Curia registris testisque, & plenè expositis eidem Comiti literis, & registris predictis, visis etiam depositionibus testium predictorum: Per iudicium nostræ Curia dictum fuit: Quod dicto COMITI NON FIET copia dictorum registorum, nec depositionum predictarum, & QVOD DICTVS COMES, AD PRÆSENS, non recipietur de predictis IN HOMAGIUM DOMINI REGIS: & quod dicta Comitissa in saisina dictorum homagij & bonorum, instatu, in quo est remanebit, & quod, si dictus Comes contra dictam Comitissam velit aliquid dicere & probare, vocatis partibus, fiet eis iusticia complementum. In cuius rei testimonium, sigillum nostrum fecimus presentibus his apponi. Actum Parisiis, die Mercurij post festum Cathedrae S. Petri, anno Domini millesimo trescentesimo primo.

Par le moyen de ces contentions, les terres escheuës à Eleonor, & aux enfans de Ieanne, furent long-temps saisies, & regies par Commissaires. En fin, par accord, les differents terminez: La terre de Castres, demeura à Eleonor, érigée en Comté, l'an 1356. en faueur de Bouchart, Comte de Vendosme, fils d'Eleonor: Depuis, tombée en la Maison d'Armagnac, confisquée sur Jacques d'Armagnac, Comte de Nemours; & en fin, vnie au Domaine.

EXEMPLES ET RAISONS;
*pour monstrier l'usage de la Coustume de
 Paris, en Albigeois.*

IE rentre dedans mon train, & reprends mon dessein de *Observation de la Coustume de Paris, en Albigeois.*
 monstrier, que la Coustume de Paris, pour les droicts de fief, a depuis l'an 1212. esté obseruée en Albigeois, & par tout le Languedoc.

Voicy plusieurs exemples, induits selon l'ordre destemps.

L'an 1212. les Coustumes, furent establies par Simon, Comte de Montfort.

L'an 1228 le Roy Louis, traicta avec Raimond, Comte de Tholoze; & porte le traicte, que de certaines terres assises en Languedoc, sera renduë la foy & homage, *secundum consuetudinem Baronum Francie*, qui n'est autre chose, que la Coustume de Paris.

L'an 1268. le Roy receut Philippes de Montfort, à l'homage des fiefs d'Albigeois, Carcassoïs, & Narbonnois, suivant les vz & coustumes de ladite terre. Quel estoit cet usage, sinon les coustumes données par Simon de Montfort?

L'an 1289 la Coustume de Tholoze est redigée, conforme à celle de Paris, a l'esgard des fiefs, comme il sera cy-apres monstré.

L'an 1299. il se presenta au Parlement de Paris, vne question notable sur ce sujet, pour raison des droicts, pretendus par le Roy, sur le chasteau de Senegas: De la part du propriétaire, estoit soustenu, qu'il estoit libre, tenu selon l'usage & Coustume d'Albigeois, pais de Droit-ecrit. Et de la part du Roy, au contraire, qu'il estoit tenu à l'usage de la Coustume de France, près Paris. La decision n'estoit pas encore, tellement affermie, qu'il ne restast aux esprits contentieux, sujet de plaider, & aux foibles, occasion de douter. Ce qui donna sujet, d'appointer: Mais les enquestes & titres produits, ayant esté veus: par Arrest, donné au Parlement, des octaues de la Toussaints, 1299. Senegas fut déclaré, tenu, selon la Coustume de France, & sujet au payement du droit de

rachat: Cét Arrest, est au registre du Parlement, dit *Olim*: en ces termes: *Senescallo Carcassonne: Cum Philippus de Leuis, domicellus, diceret, castrum de Senegualio, à nobis teneri ad consuetudinem Albigeisj, & non, Francia, & ideo, nos debere pro ipso castro RACHATVM habere, nosque mandassemus, Senescallo tunc Carcassonne, ut recepta à dicto Philippo idonea cautione de Rachato, & aliis iuribus ac deueriis nostris soluendis, nobis, pro dicto castro, quod erat in manu nostra, ac fructibus inde perceptis nobis restituendis, si castrum ipsum ad consuetudinem Francia circiter Parisios videret rectè teneri, amor inde manu nostra, dictum castrum, siue pertinentia, eidem Ioanni delibaret, & super his veritatem, vocatis partibus, inquireret, & nobis referret: Tandem, facta super hac inquesta, Curia nostra relata, visa & diligenter examinata, visisque Curia nostre registris, dictum fuit, & per Curie nostre iudicium pronuntiatum: dictum castrum, à nobis, secundum Consuetudinem Francia circa Parisios debere teneri, & ideo deberi nobis, pro ipso, rachatum & iura alia SECUNDVM CONSVETVDINES FRANCIAE prædictæ. Quocirca, mandamus vobis, quod de prædicto castro, leueris pro nobis dictum rachatum, necnon alia iura ac deueria pro ipso castro nobis debita, tam in fructibus, quàm aliis circumstantiis, pro quibus præstita fuit supradicta cautio, secundum quod, de CONSVETVDINE prædicta FRANCIA fuerit faciendum. Datum in Parlamento octauarum omnium sanctorum, anno Domini millesimo. ducentesimo nonagesimo nono.*

*Establissemens
du Parlement
de Tholose.*

Il ne faut point trouuer estrange, que cet Arrest, concernant des heritages assis en Albigeois, ait esté rendu au Parlement de Paris, dautant que le Parlement de Tholose n'estoit lors encore estably. Le premier establissement, est du 4. Iuin 1444. avec ceste clause, *generaliter faciendi, omnia & singula, qua fieri & obseruari solita sunt, in noitra suprema Parlamenti Curia Parisijs*: Et comme cet establissement à Tholose, n'estoit pas perpetuel, mais seulement pour tant qu'il plairoit au Roy: Par parentes, du mois d'Octobre 1461, il fut rendu permanent: *Nicolas Bertrandi* le rapporte en son histoire, fol. 64.

*Costume de
Paris en Al-
bigeois.*

L'an 1300 le Roy Philippes le Bel, fit expedier parentes, portans commandement, au Seneschal de Carcassonne, de

bailler main-leuée à Eleonor de Montfort, du païs d'Albigeois, à elle escheu, par le decez de Iean de Montfort, son frere: Attendu la foy & homage par elle renduë, en bail-
lant caution, du droict de rachapt. Ce droict de rachapt, autresfois incognu au païs de Droict-escrit, y a pris nais-
sance, par les loix de Simon de Montfort.

L'an 1301. interuint vn Arrest notable, entre le Comte de Cominges, ayant la garde des enfans de feu Ieanne de Montfort, d'une part, & Eleonor de Montfort, Comtesse de Vendosme, cy-dessus rapportée au long. La Comtesse Eleonor soustenoit, que les biens delaissez par Iean de Montfort, estoient de la conqueste de Simon son ayeul: *regis, non secundum ius scriptum, sed ad usum, & consuetudines Francie iuxta Parisius.*

L'an 1319. Patentes obtenues, par Eleonor de Montfort, portans reception, en foy & homage de Bouchart de Vendosme, son fils, pour la troisieme partie desdites terres, *suivant la Coustume de Paris*: Apres qu'elle a déclaré tenir lesdites terres d'Albigeois, & autres, en foy & homage, **AVX VZ ET COSTVMES DE LA PREVOSTE' ET VICOMTE' DE PARIS.**

En la mesme année 1319. de l'autorité d'Eleonor de Montfort, fut passé vn compromis solennel, entre Guillaume de Momencourt, & autres, pour raison des successions paternelle & maternelle, communes entre eux. La sentence arbitrale, renduë par des personages de qualité, porte, *Quod ipsi Fredolus, fratres sui, aut successores, nunquam deinceps, in bonis dictæ dominae Isabellis, quæ tenuerunt & consueverunt tenere à dicta domina Comitissa, & eius antecessoribus AD CONSVETVDINES GALLICANAS, VIDELICET COMITATVS PARISIVS, amplius petere possint.*

L'an 1349. par patentes, adressantes à la Chambre des Compres, à Paris. le Roy fit don, & remise aux heritiers de feu Eleonor de Montfort, Comtesse de Castres, de la somme de 4000. liures, deues à sa Majesté, à cause de la terre d'Albigeois, escheuë à ladite Dame, par la succession de Iean de Montfort, son frere. Droict qui n'estoit deub, qu'en consequence de la Coustume de Paris.

L'an 1356. fut erigée en Comté, la Seigneurie de Castres; Les lettres portent reconoissance ouuerte, que ladite terre

Erection du
Comté de Cas-
tres, alterée
en la copie de
M. Carel, &
en celle de Da-
nid du Fos, de-
puis imprimée.

estoit regie par la Coustume de Paris. Je me contenterois de poser le faict en general, n'estoit qu'il n'y a de ceste piece aucun original en la Chambre des Comptes de Vendosme, ny à Castres, n'a iamais, que ie sçache, esté imprimée, & quo l'original entier en escripture & seau, est pardeuers en celle de Da-

I O A N N E S, Dei gratia, Francorum Rex: Ad perpetuam rei memoriam: Ad honorem cedit & gloriam regnantium, sed & regnorum etiam ad profectum, si persone preclari generis, & potentes viri, qui regum assistunt lateribus, & promptis effectibus, ad obsequia regia fideliter & laudabiliter se, & sua libenter exponunt, titulis magnificis, & honoribus incl'itis, per Maiestatem regiam attollantur: Vt & ipsi, per talia, sibi honoris titulos accrevisse congaudeant: & alij, eorum exemplo, ad similia virtutum opera fortius incitentur. Notum igitur facimus, vniuersis, presentibus & futuris, quod nos attendentes probatam fidelitatis, & purae deuotionis constantiam, necnon prudentiam, & prouidam circumspectionis industriam, charissimi & fidelis consanguinei, & consiliarij nostri, Ioannis, Comitis Vindocinensis, ac domini ciuitatis & Ville Castrensis, in Seneschallia Carcassonne, gratæque, & utilia seruitia, quæ, tam ipse, quam genitor suus, quondam noster consiliarius, incl'ite memoræ, charissimo domino & genitori nostro, dum viueret, atque nobis, in guerris, & alias fideliter & laudabiliter impendere curauerunt, & adhuc, dictus nunc Comes impendere non desistit: & quia secundum statum generis & nominis, dicti Comitis, dictæ teritæ suæ Vindocinensis & Castrensis prædictorum, tenues & raræ fore noscuntur. Nos eas augere volentes: Vt ipse, & successores sui, Comites Vindocinenses, decentiorem & maiorem statum valeant sustinere. Et quia quando præfatus Comes, cuiusque successores, potentiorum & maiorem statum in futurum habebunt, tantò nobis & successoribus nostris, Regibus Franciæ, in guerris, & alijs nobis poterunt fortius deferuire: & propterea, nos, attentis & consideratis præmissis, volentes, dignitatis, & honoris sui nomen & titulum adaugere: De dicto suo Castrensi dominio, & eius pertinentiis vniuersis, COMITATVM PERPETVVM, auctoritate regia, de nostra plenitudine potestatis, & speciali gratia, creamus, & creamus, fecimus & facimus, dicto suo

Ces quatre li-
gnes defaillent
en l'erection
donnée par M.
Carel, f. 710.
des Memoires
de Languedoc.

Castrensi dominio, dignitateque ac nomen & honorem Comitatus concedimus & imponimus, per presentes; Statuentes & ordinantes quod, tam ipse, quam successores eiusdem omnes & singuli, successuè, qui in futurum fuerint dicti loci Castrensis domini, perpetuis temporibus, Comites nuncupentur, teneantur & habeantur: omni que Comitatus iure, honore & prerogativa gaudeant & utantur: Et ex nostra uberiori gratia, concedimus, etiam auctoritate predicta, prefato consiliario nostro, & eius in dicto comitatu successoribus, quod dictus Castrensis comitatus, ac omnes & singula pertinentiæ & appenditia, dicti comitatus, & eius ressorti, videlicet civitas & villa Castrensis predicta, cum eius pertinentiis, Castrâque & Castellania de Roqua-Courba, de Lambertiis, de Castro-Veteri, de Sanctoiori, de Beranis, de Ambilleto, de la Cauna, de Vienna, de Esperantiis, de Castronovo, de Bressaco, de Lesignaco, de Thorsellis, de Sancto-Amantio, & de Orbano, cum omnibus & singulis pertinentiis earundem Castellaniarum & ressortorum, cuiuslibet eorumdem, necnon Ville de Conillaco, propè Lesignacum, de Villafrauca propè Ambillecum, de Boësserano propè Castras, de Montano, de sancto Felice, ac Grangia de Guasquignolis, cum memoribus & pertinentiis suis, forestæque de Pugeto, & de Fregeloriis, ac Molendinum de Montfricoux, cum forestis circumiacentibus, necnon omnes aliæ Villæ, domus, possessiones & loca, cum pertinentiis suis, quæ idem Comes in patria Albigeis, & in lingua Occitana obtinet, Quæ retroactis huc usque temporibus, gubernata fuerunt, seu gubernari consueverunt: Ac de præsentibus, ut dicitur, gubernantur, ad, & secundum usus & Consuetudines Vicecomitatus nostri Parisiensis, gubernentur, & gubernari habeant de cætero, perpetuis temporibus, in calibus successorum, seu excusarum & pattagiorum dumtaxat, ad usus & consuetudines Comitatus Andegauensis, in quo, vel eius ressorto Vindocinensis comitatus situatur. Saluo tamen iure liberorum vel aliorum, quorumcunque, tam natorum, quibus, in hac parte, præiudicium aliquod non intendimus, aut volumus generari: Rebus omnibus, quantum ad alios casus, remanentibus in statu suo, quo ad præsens, existunt. Damus igitur, tenore præsentium, in mandatis, Seneschallo Carcassone, & aliis nostris & Regni nostri Iusticiariis, vel eorum locatenentibus, præsentibus & futuris, & cuilibet eorum, prout ad ipsum poterit pertinere, quatenus præ-

*Ces cinq lignes
défaillent en
l'écriture don-
née par M. Ca-
tel, p. 711.*

dictum Comitem, atque successores suos, vel ab eo causam habituos, nostris predictis gratiis & ordinationibus, iuxta earum tenorem, gaudere & uti pacifice, ac perpetuò faciant & permittant. Quod ut firmum & stabile perpetuò perseveret, presentibus litteris, nostrum fecimus apponi sigillum, nostro in aliis, & alieno, in omnibus, iure salvo. Datum in castro de Tremblais, Vicecomitis, Carnotensis Diocesis, die festi beati Ludovici, mense Augusti, anno Domini 1356. Et plus bas, Per Regem, L. R. O. Y. L. R. Scellé de cire verte, à lacs de loye rouge & verte.

L'an 1368. Bouchart par la grace de Dieu, Comte de Vendosme, & de Castres, reçoit Guibert de Cardelle à hommage de la terre de Curualle, ad usus & consuetudines Vicecomitatus Parisiensis.

L'an 1371. le 18. Mars, Iean Garlian, comme Procureur, de Robert de Aucourt. & de Iean de Brunelles, bail & garde de Guillaume de Brunelles, son fils, reconnoist estre Seigneur de la terre de Rieux, & de celle d'Alzonne, en la Seneschauflée de Carcassonne, & que lesdits Messieurs, tenen, de nostre Senhor le Roy de Francia, à la Costuma & Viscontat de Paris.

Le 23. Mars en la même année 1371: le Gouverneur de Castres au nom & comme Procureur de Marie de Ponthieu, Comtesse de Vendosme & de Castres, tant en son nom, que comme ayant le bail & garde du Comte son fils, rend au Roy & aux Officiers de Carcassonne, denombrement des terres par elle, eldits noms, possédées aux Vz & Coustumes de la Vicomté de Paris. Le procez verbal contient le datte. Voicy l'acte par luy présenté aux Officiers.

V E N E N en la presentia de vous Monsieur lou Seneschal de Carcassonne, ou de vostre Lieutenant, you Philippe de Pourmiers, Chevalier, Senhor de Reuel, Gouvernador del Contat de Castres, per & en nom de Madonna Marie de Ponthieu Comtesse de Vendosme & de Castres, tant per so, que comme aben le bail & gouvernament deldict Contat reconnu que a & ten del Rey de France nostre Sire, à la Costume del Viscontat de Paris, so ex a suber en Lengadoc la Contat de Castres en senhoria haute & basse, & mere & mixte en toutes directes emperi senhoralitat lige oranaria, & senporeil fieux, & ricrefieux, & autres senhorias, & hommes & femmes dans londit Contat, & que son lous locs, & lous vassals deldic Contat que tenon al drets & à coustume leurs.

Premierement en Lauescat de Castres, la C^{te}ntat de Castres,
 &c.

Item, lous Vassals que tenoit à la Coustume del Viscontat de
 Paris.

En Leuescat de Albi.

Lou Castel & Ville de Lombes, &c.

De la Cassellanya de Lesignan en Laruescat de Narbonne, &c.

Item, tots lous locs del ressort deldict Contat de Capires so ex
 à sauer: entre autres Airualle & Cauralles.

Item, lous Vassals que tenon à Coustume del Viscontat de
 Paris.

Lou Senhor de S. Amans, &c.

Guibbert de Radolha Senhoor de Curnalle, & Monalles en lous
 vier-fien des nobles de Curnalle.

J'ay veu p^{ro}curation, passée l'an 1389. le 6. d'Aoust, par
 Helibdes de Iudicia, pour rendre homage au Roy, à cause de
 son lieu d'Alzonne, assis en la Seneschaulsee de Carcassonne,
ad usus & consuetudines Vicecomitatus Parisiensis. Vn homage
 rendu au Roy, l'an 1409. le dernier iour de juillet, par Iean
 de Iuges, *Ioannes de Iudicia*, à cause du lieu d'Alzonne, sis
 en la Seneschaulsee de Carcassonne, *qui quidem locus, cum
 suis iuribus & pertinentiis, tenetur, & teneri consuevit, à Do-
 mino nostro Francorum Rege, sub homagio eidem Domino nostro
 Regi faciendo, & iuramento fidelitatis, Domino Seneschallo Car-
 cassonne, seu locum eius tenenti, nomina Regio prestando, ad usus
 & consuetudines Gallicanas, Vicecomitatus, seu Præposituræ Pa-
 risiensis*. Il y a vne transaction passée l'an 1375. entre person-
 nes qualifiées, pour raison de la mesme terre d'Alzonne:
 apres laquelle, on ne peut rien desirer, pour recognoistre
 l'usage, en Albigeois, de la Coustume de Paris, en toutes ses
 parties: pour le payement des lods, du droit de rachapt, &
 disposition seulement du quint des propres, & de la totalité
 des acquests, par testament. I'employeray seulement, le nar-
 ré, & deduction des moyens: Dautant que la decision & re-
 solution, a esté conforme à la Coustume. *In nomine domini
 Amen. Anno incarnationis eiusdem, 1375. die 26. mensis De-
 cemb. Illustrissimo Principe Domino nostro, Domino Carolo, Dei
 gratia, Francorum Rege, regnante: Noverim universis, presentibus
 pariter & futuri, Quod cum quæstionibus, seu quæstionum, ac con-*

trouueriamur; & diffensionum, materia suborta esset, ac uerfere-
tur, & uerti & oriri in futurum speraretur, inter Reuerendissi-
mum in Christo Patrem & Dominum, Dominum PETRUM DE
IUDICIA, Dei & Apostolica Sedis gratiâ, olim Archiepiscopum
Narbonensem, & deinde Rothomagensem, nunc uerò, Sancta Ec-
clesia Romana Presbyterum Cardinalem, ex parte una: Es No-
bilem Dominam Helisiam de Iudicia, relictam, quondam, nobi-
lis uiri Guidonis de Podio Vallis, dicti Domini Petri Germanam,
ex parte & uero; ac etiam Nobilem uirum Hugonem de Duro-
forti, domicellum, dominum de Liuineria, & de Podio Celicone,
ex parte altera. Super BARONIA, ET TERRA DE
RIVO MINERVESII, LOCIS & TERRIS, BONIS,
HEREDITATIBVS, ET IURIBVS INFRA SCRIP-
TIS, SENESCHALLIÆ CARCASSON. QVA DE
IURE CONSUEVDINARIO VICECOMITATVS
PARISIENSIS REGITVR, &c.

Après auoir au long representé les pretentions de toutes les
parties: La transaction finit par la rephque de Pierre, Cardin-
al, l'une des parties. Dicto domino, Petro, è contrario dicente,
rephcante, proponente, & allegante, dictum quondam Dominum
Nicolaum, non potuisse, nec sibi licuisse, heredem instituere,
nec, per consequens, substituere, saltem, in dicta Baronia de Riuo
Mineruesij, locis, terris, bonisque aliis, iuribus, & hereditati-
bus predictis, QVA IURE CONSUEVDINARIO, VI-
CECOMITATVS PARISIENSIS, PREDICTI,
ut supra dictum est, regitur: dicens etiam, quod ex iure con-
suetudinario predicto, Dominus noster, Rex Francia, debet ha-
bere, & percipere consuevis, PRIMAM ANNATAM, seu fru-
ctus, redditus, iura, & obuentiones, totius dicta Baronia, primi anni,
post mortem possidentis Baroniâ predictam: pro qua quidem

Rachapt, dis prima annata, ipse Dominus Petrus composuit, ratione balli, cum
Annate, payée Domino nostro Rege, seu Domino Duce Andegauensi, in partibus
par deux fois Occitania, eius locum tenente, & aliis officiariis suis, ad hoc po-
an Roy, à cause testatem habentibus, pro iuribus, fructibus, obuentionibus, & emo-
de deux muta- lumentis dicta Baronia, terrarumque, locorum, bonorum, iurium,
tions en ligne hereditarium, predictorum, qua iure consuetudinario, ut predi-
collaterale, ctum est, reguntur. Ipsèque Dominus noster, Rex, seu alij officia-
rij predicti, dictam primam annatam, ex iure, predicto Domino
nostro Regi debitam, eidem Domino Petro vendiderant, pretia

sexcentorum Francorum auri; & dictis filiabus una sanctis; idem Dominus; noster Rex, seu officiales regij, & ipsius Domini nostri Regis mandata, vendiderunt, eidem Domino Petro, ALIAM ANNATAM FRUCTVVM, REDDITVVM, & emolumentorum predictæ Baronie, ac ipsum Dominum Petrum in realem & corporalem, pacificam, & quietam possessionem totius dictæ Baronie, iuriumque, prouentuum, reddituum, & emolumentorum eiusdem, tam in proprietate, quàm in redditibus, iuribus & emolumentis eiusdem, per, in perpetuum immiscrunt, posuerunt, & introduxerunt. Quam quidem possessionem, ipse Dominus Petrus, tenuit & possedit, tenet & possidet pacifice, & quiesce, sine contradictione quacunque. DICTO NOBILI HUGONE, REPLICANTE, & contradicentes proponente, & allegante: Quod, cum dictus, quondam Dominus, Nicolaus, fuisset dictæ Baronie primus acquirens: potuit, & sibi licite licuit, de dicta Baronie, testari, disponere & ordinare, pro libito voluntatis, non acquisiti, obstante consuetudine supra dicta, necnon, quod quinta pars dictæ Baronie sibi nullomodo poterat denegari, CVM CON. Quino des propres. SVETVDO, VT DICTVVR, DE ILLA DISPOSITIONEM PERMITTAT. Tandem: post multas, dictarum questionum altercationes, tractatusque varios & diuersos, super praemissis omnibus & singulis, & immergentibus & dependentibus, & qua immergere, & dependere possent, ex eisdem inter dictas partes; habitos, hinc & inde consideratis, per ipsas partes, & earum quamlibet, laboribus ac sumptibus, quos & quae huiusmodi lites, questiones, & controuersie, exigunt, & iudiciorum dubijs & periculosis anfractibus, mediantibus, tractantibus, & ordinantibus, sanctissimo in Christo Patre & Domino nostro, Domino Gregorio, diuina fauente clementia, Papa II. ac Reuerendissimis in Christo Patribus, & Dominis, Dominis Hugone Sancti Martialis, & Ioanne Leuonicen. Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus, amicis dictarum partium communibus, &c.

Cet extrait, en vne autre rencontre, seroit peut-estre ennuyeux: Mais en l'esclaircissement de ceste question nouvelle, il donne beaucoup de lumiere.

J'ay vn autre notable exemple, tiré de la maison de ville de Castres.

Après le decez de Bouchard, Comte de Vendôme, & de Castres, laissant sa mere, & sa petite fille impubere: Ce-

ste ayeule, prit le bail, & garde de sa petite fille: commit vn Gentilhomme pour Gouverneur, & Lieutenant au Comté de Castres: Et dautant que les Consuls faisoient difficulté de reconnoistre la qualité de ladite Dame, ou le pouuoir donné audit Lieutenant: au dessus de coppie collationnée de la commission, est inseré le fait, qui ensuit:

Bochardus, Baro quidam, duorum Comitatum Comes, ac Dominus, ad mortem veniens, diem suum clausit extremum, relictis sibi superstitibus, Domina Ioanna eius matre, & altera Ioanna dicti Domini Comitis filia eius impubere, in curabulis existente, dictorum Comitatum Comitissa. Et quia unus ex dictis Comitibus. (c'est Castres.) QUOAD SUCCESSIIONEM, ET GYBERNATIONEM, AD CONSVETVDINES GALLICANAS; quoad iurisdictionem verò, regitur iure scripto, dicta Domina Ioanna, ballum, gardiam, & administrationem dicta Domina Ioanne, neptis sue, accepit, &c. Et gubernationem & regimen dicti Comitatus, Domino Philippo de Brütieris, Militi, tale commisit, & suum locum tenentem instituit; cum litteris eius tenoris: NOVS JEANNE DE PONTHEV, Comtesse de Vendosme, & de Castres, faisons scauoir à tous, que nous confians à plein, &c. Donné à Paris, le 25. Novembre, l'an de grace 1371. Et au pied des lettres est escrit: Qui quidem Dominus Philippus, ad dictum Comitatum se transferens, Consules civitatis Castrensis, que caput est Comitatus, requisivit, ut sibi iuramentum fidelitatis dicta Domina Ioanna Vaille Catharina, ut dictum est, prestarent: Qui quidem Consules iuramentum, iuxta iuris formam, se eidem obtulerunt prestaturos. l'ay veu l'original de ceste piece, estant à Castres.

L'usage a depuis esté conforme à son principe; le pais d'Albigeois, & voisins, ont esté conduits sous la Coustume de la ville de Paris. Je serois long de rapporter les actes publics ou particuliers, qui se voyent sur ce sujet, ie passeray à quelques exemples recens.

Par Arrest de l'année 1552. Guillaume Bermond, habitant de la Baronnie de Curualle, fut condamné payer au thesor du domaine, le droit de quint & requint, à cause d'une acquisition au dedans de ladite Baronnie.

Non seulement le Roy, mais aussi les Seigneurs particu-

liers ont iouy de ce droit : & par Arrest du 22. Iuin 1553. Pierre Baudiere, & Arnaud Gallandon, furent condamnez, payer au Vicomte de Paulin, le droit de quint, à cause de quelques siefs par eux acquis, au dedans de la iurisdiction de Paulin, Comté de Castres, Seneschaussée de Carcassonne.

Pour finir ce point. Par Sentence du 8. Aoust 1612. rendue par les Officiers, au Bureau du domaine de Castres, Jean Fosse, fut condamné, payer au Receueur du domaine, les quintes & requints, deubs à sa Majesté, à cause de l'acquisition par luy faite, de la Mestairie de la Marcelaire, assise au dedans du Comté de Castres. Delaquelle Sentence appelayant esté interietté, par Arrest de la Chambre de l'Edict, à Castres, du 8. Octobre 1613. elle fut confirmée.

Rien ne se peut desirer de plus clair, en l'establissement de la Coustume de Paris, & usage constant au pais d'Albigois, assis en la prouince de Languedoc, dont ie puis presenter infinis actes, que i'obmets, de peur d'estre ennuyeux, & ne desirer toucher aucun de ceux qui sont imprimez.



OBSERVATION SVR

*l'erection du Comté de Castres,
cy-dessus, fol. 166.*



ERECTION de la terre & seigneurie de Castres, en Comté, fut par moy donnée dès l'an 1628. conforme à son original, scellé & signé. M. Catel depuis, & en l'année 1633, l'a fait imprimer, liu. 4. des Memoires de Languedoc, p. 710. 711. Et M^e David du Fos, Controllleur du domaine de Castres, en vn' escrit, portant, Titre, de Traicté du Comté de Castres, p. 34. & 35. en a donné vne version Françoisse. Mais l'un & l'autre, contiennent diuerses fautes & obmissions, ites-importantes: mesmes en la clause concernant la submission du Comté, à l'usage de la Preuosté & Vicomté de Paris: & ont conceu, & contourné le texte, comme si le Comté de Castres

eust esté de nouveau submis en toutes rencontres, à la Coustume d'Anjou: contre la verité de la piece: Car en ce qui est des droicts acubs aux Seigneurs pour mutation de vassal, la loy donnée par Simon de Montfort, l'an 1212. est confirmée par ceste erection: Mais, par droict nouveau, pour l'auenir, & sans preiudice du passé, en cas de successions, eschoittes, & partages, le Comté de Castres est submis à la Coustume d'Anjou, dans laquelle est assis le Duché de Vendosmois. Apres auoir donc dit, que ces terres, *quæ retroactis huc usque temporibus, gubernate fuerunt, ceu gubernari consueverunt, ac de præsent, ut dicitur, gubernantur, ad, & secundum usus ac consuetudines Vicecomitatus nostri Parisiensis.* Il adioute, *ut gubernari habeant de cætero perpetuis temporibus, in casibus successionum seu excusarum & partagiorum DVNTAXAT,* ad usus & consuetudines Comitatus Andegauensis, in quo vel eius ressorto Vindocinensis Comitatus situatur. Ainsi, en ce qui regarde le payement des droicts aux Seigneurs, il n'est apporté aucun changement: l'usage conforme à Paris, est conserué: Mais pour l'aduenir, à l'esgard des partages seulement, c'est le *Duntaxat*, la seigneurie de Castres, est reduite à la Coustume d'Anjou. Ce retranchement, contraire au texte, esteint la confirmation de l'ancien usage, conforme à celui de Paris. Et sur cest erreur, Du Fos tombe dedans des mescomptes sans excuse: Il dit, que la Coustume d'Anjou & celle de Paris, estoient conformes, & prend pour asserter M. Iean Baquet: & en la page 79. il resume les mesmes songes: Ose dire, que doresnauant le Comté de Castres, sera regy selon la Coustume d'Anjou, & qu'en Anjou, comme à Paris, les droicts de quint & requint, sont receus. Mon naturel est esloigné de l'aigreur, porté, non à reprendre, mais à apprendre. Je ne puis neantmoins dissimuler ces propositions. Premièrement: le retranchement fait au texte, n'est pas tolerable, non plus que la conformité donnée aux Coustumes d'Anjou & de Paris, du tout esloignées. Nous voyons trois Coustumes communes, aux prouinces d'Anjou & du Maine: Les deux plus anciennes, escrites à la main, m'ont esté communiquées par M. Loyaute, Aduocat en la Cour, dont l'une est d'environ l'an 1450. reduite en douze parties: l'autre, plus recente, & plus concise, en dix parties. La der-

niere imprimée, compilée l'an 1508. est en seize parties. En ces premieres, le mor de quint & requint ne se rencontre pas: aussi n'y estoit il pas en vſage: elles n'ont receu que les ventes, non plus que la derniere, comme il se void és art. 155. 156. 157. 158. &c. Et ne parle des quints & requints, qu'en l'art. 156. non par establiſſement, mais par exception: *Et ſi le Comte de Vendosme, ou autres vassaux deſdits pais, ont accoustumé, & ſont en poſſeſſion ſuffiſante d'auoir quints, requints, reſiefs, ou autres droiſts, DONT NE SOIT CY FAITE MENTION, ils en iouyront en la forme accoustumée.* Les regles des partages, qui reduiſent les puisnez d'Anjou à vn ſimple bienfait & vſufruit viagers, non transmiſſible à leur poſterité: La liberté aux filles nobles, non mariées deuant vingt-cinq ans, de ſe faire depuceler, ſans crainte d'exheredation; le rerranchement de douaire aux filles nobles, heritieres, ſur les biens des maris, & autres ſemblables, ſont des prodiges à Paris. La diuerſité de ces Couſtumes, à l'eſgard des ſiefs, ne deſire autre diſcours que la lecture Et de combien celle de Paris eſt elle eſloignée de l'heritage noble en tierce foy, pour paſſer à vn roturier; du doublement ou doublage de deboirs; du rouſſin de ſeruice; du lige-eſtage ou chaſtel du Seigneur: des parages: burſaux: & autres? Ces fautes ſeront excuſables, à ceux qui liront dans ce meſme eſcriuain, page 127. vn droict de commis, avec des attributions imaginaires. Et la deſcente des Comtes de Caſtres, par luy rapportée, combien de meſcomptes contient-elle, aux noms. en la ſuite des perſonnes, en la conſuſion des Maisons? Il en fera parlé plus amplement cy-apres. Dailleurs: cett eſcriuain prend pour auteur de ceſte conformité de Couſtume, M. Jean Baquér, lequel il cote, comme en ayant parlé en deux lieux; hardieſſe trop grande: Il n'en a pas parlé, & eſtoit trop capable pour le penſer ou eſcrire.

C'eſt le mor de la Couſtume deuirginari, d'unapud.

Pour authoriſer la coppie, manque & deſectueuſe, donnée par M. Catel, il eſt dit, pag. 710. Que l'original eſt ez Archiſs du domaine du Roy, en la Comté de Caſtres. Ce perſonnage, ſuffiſant ſans doute, a eſté deceu par facilité de croyance. Pendant le ſejour de cinq mois, que j'ay fait à Caſtres, és années 1626. & 1627. en commiſſion pour le Roy, j'ay, par curioſité, & deſir d'apprendre, exactement receu.

ché les titres du thresor de Castres, avec aucuns des Officiers, ie n'y ay veu coppie ny original d'erection du Comté: Mais l'original qui est en mes mains, entier, & seellé, met la question hors de doute, lequel fut employé par moy en l'inventaire que ie fis, par commandement du Roy, en l'année 1604. des titres du thresor estant au chasteau de Vendosme. Et est à remarquer, que le vray datte, est *Datum in Castro de Tremblais, Vicecomitis, Carnotensis Diacesis*; c'est Tremblay le Vicomte, au Diocese de Chartres. M. Catel l'a mis, *Datum in Castro de Tremblais Vicecomitatus Caturcensis Diacesis*. Et du Fos, en sa version, Donné au chasteau du Tremblay, Vicomté & Diocese de Chartres.

J'ay fait ceste digression, par necessité, pour garantir la coppie d'erection du Comté par moy donnée, & pour confirmer la suite de l'usage ez fiefs, conforme à la Coustume de Paris.





VSAGE DV PARLEMENT DE THOLOSE, CONFORME A LA COVSTVME DE PARIS.



YANT esclaircy l'vsage du pais d'Albigeois: il me reste à monstret, que les mesmes regles, ont passé à toute la Prouince de Languedoc, & y ont esté obseruées.

Les Coustumes données par Simon Comte de Montfort sont de l'an 1212. Deslors: elles s'insinuerent par tout le Languedoc, recommandables par leur equité.

En l'année 1228. le Roy Saint Louis, fit vn traité de paix, avec Raymond Comte de Tholose, moyennant le mariage d'un deses freres, avec Ieanne, fille d'iceluy Raymond, âgée de sept ans seulement; Ce qui depuis fut executé avec Alphonse Comte de Poitiers. Le titre est inseré au sixiesme volume de la Bibliotheque des Peres, dedans le Chartulaire de Champagne: & imprimé ailleurs, contenant diuerses conditions, entre autres; *Filiam suam, quam nobis tradet, trademus in uxorem, uni de fratribus nostris, per dispensationem ecclesie, & dimitemus eidem Raymundo, totum Episcopatum Tholosanum, excepta terra Marechalli, quam Marechallus tenebit a nobis: post mortem autem eiusdem Raymundi, Tholosa, & Episcopatus Tholosanus, erit fratris nostri: Si autem frater noster (quod absit) moreretur, sine filiis ex ipsa Tholosa, & Episcopatus Tholosanus, reuertentur ad nos, & heredes nostros; & filia, vel alij filij, vel filia, vel heredes ipsius Raymundi, nihil iuris in ipsis poterunt reclamare: & si ipsa filia sine filiis ex fratre nostro moreretur, Tholosa similiter, & Episcopatus Tholosanus, ad nos & heredes nostros reuertentur: ita, quod omni casu contingente, ad nos, & heredes nostros, Tholosa & Episcopatus Tholosanus reuertentur, & nulli poterunt ius ibi aliquod reclamare, nisi filij, aut filia descendentes ex fratre nostro, & filia eius, sicut est supra dictum: Il y a d'autres conditions: après*

1212.

1228.

Convention de
mariage, avec
la fille du Comte
de Tholose.

lesquelles, il est dit: *De omnibus supra dictis, dictus Raymundus faciet nobis homagium, ligium, ET FIDELITATEM SECUNDUM CONSVETUDINEM BARONVM FRANCIE.*

Ces termes, sont vne confirmation, de l'usage, receu en Languedoc, de la Coustume de France, ou, de la Coustume, de la ville de Paris. Les Coustumes introduites par Simon de Montfort, portent: *Secundum consuetudinem, que seruatur in Francia circa Parisius.* Et le traité fait avec le Roy S. Louis, porte: *secundum consuetudinem Baronum regni Francia*; termes qui se rapportent en mesme sens & intelligence; car pour lors la Coustume de Paris estoit la generale pour cet esgard, & comme parloit celuy-là, elle estoit, *ius gentium Gallorum.*

Union du Comté de Tholose.

Auparavant, que de toucher la suite de cet usage des fiefs: il est à propos de faire cognoistre, quelle a esté depuis l'an 1228. la condition du Comté de Tholose, & comment il est paruenü à la Couronne. L'an 1249 Raymond, septiesme Comte de Tholose, decede: par son testament, institue Ieane sa fille, femme d'Alphonse, Comte de Poitiers, son heritiere vniuerselle. Pour lors, Alphonse & sa femme, estoient au voyage d'Outremer. Retournez en l'année 1251. ils prirent possession du Comté, decederent l'an 1271. Partant, en consequence du contract de l'an 1228. le Comté de Tholose fut acquis au Roy, non toutesfois vny au domaine public, iusques en l'année 1361.

1285.
Coustumes de Tholose, approchées, pour les fiefs, à celle de Paris.

Le Comté de Tholose donc, ayant esté acquis au Roy, les habitans de Tholose, demanderent la confirmation de leurs Coustumes. L'an 1283. le Roy Philippes decerne ses Patentes, en execution desquelles l'an 1285. les Coustumes sont arrestées: Et entre icelles, sous le titre de *feudis*, sont inserez, trois articles, conformes à l'usage de Paris, qui excluent le Franc aleu: Car ils determinent, que les vassaux doiuent exhiber à leurs Seigneurs, lors qu'ils en sont requis, les titres, en vertu desquels, ils possèdent, afin qu'ils les puissent retenir, si bon leur semble: & que nul n'est tenu de recevoir, & inuestir son vassal, auant qu'il ait payé le P A X, c'est à dire, les lods.

P A X.
lods, & rachat.

Item, est usus & consuetudo Tholosa, quod quilibet feudum

rius tenetur, & debet, ad instantiam, seu petitionem Domini feudi, seu Dominorum, à quo vel à quibus illud tenet, ostendere dicto Domino, seu Dominis feudi, & facere ei, vel eis, copiam, de omnibus instrumentis, & singulis, dicti feudi, seu feudorum, quod, Exhibitiō de vel qua, ab eo, vel ab eis tenet: Quod Dominus, seu Domini contracti, illius feudi, debent habere, inde translata si voluerint, dum tamen pretium, translatorum illorum persoluant Domini Notario: *Retraiti feo-* siue sint illa instrumenta de illis venditionibus, vel de testadal. mentis, vel de diuisionibus, vel absolutionibus, vel quibuslibet aliis contractibus & negotiis, dum tamen illa instrumenta, feudum illud tangerant, vel sint ad illud feudum pertinentia aliquo modo.

Item: est consuetudo, siue vsus Tholose, quod quilibet feudatarius, vel tenens feudum, quod teneatur à Domino feudaliter, *Exhibitiō de* tenetur ostendere omnes chartas quas habet, vel habere potest, de dicto feudo, vel ad dictum feudum pertinentes, quomodo Domino illius feudi, ad requisitionem ipsius Domini, & tradere istas, ad transferendum Notario, si Dominus inde translata habere voluerit, videlicet die eidem assignata, nisi fortè fuerit feriata, vel nisi iustam excusationem habuerit, &c. Si fortè feudatarius, vel tenens feudum, diceret se non habere plures chartas, ultra eas quas ostendit, nec posse habere, quod tenetur de hoc prestare iuramentum supra aliare, ad requisitionem Domini, scilicet quod hoc ita verum sit, & quod illas chartas, seu materias, ex chartis, dicto feudo pertinentes, ipse, vel aliter pro eo, non destruxit, nec fraudem, per se, nec alium ibi fecit, quominus dicta instrumenta, coram Domino feudi exhibeantur.

Item: est vsus & consuetudo Tholose, quod nullus Dominus tenetur aliquem recipere, seu recognoscere, per suum feudatarium, de aliquo feudo, nisi prius satisfecerit eidem Domino, de, P A X, P A X: vel, aliter inde se, cum eodem concordabit. Tamen, si voluerit lods, & veni- eidem persolvere P A X, vel aliter concordare, cum eodem Domino, *lods.* ratione dicti feudi, Dominus tenetur eum recognoscere, & eum inde recipere in feudatarium. Nisi tamen, dictus Dominus, dederit ibi poderagium alicui, vel locauerit, vel aliquam aliam causam iustam habuerit, quare illud maximè facere debeat, vel etiam teneatur.

Les habitans de Tholose, ont d'ailleurs recogneu ceste *Franc-aleu ac-* submission, ayant obtenu affranchissement du Roy lean, *cordé aux ba-*

habitans de Tholose, par le Roy Jean.

pour posséder librement, & en Franc-aleu, certains heritages: pour raison desquels, ayant esté mis en procez, sous le Roy Louis XI. ils en obtinrent confirmation, en l'année 1471. BENEDICTI, sur le chapitre *Raynuius, in ver. & uxorem*, ayant, ez nombres 5. 6. 13 14. & autres, conclut pour la liberté, & dict: *Rex non potest cogere Barones, ut titulum possessionis exhibeant*: au nombre 226. il dit: *In ciuitate nostra, sunt alia allodia, à Rege Ioanne priuilegiata: que fuerunt Tholosanis per Ludouicum XI. Domini nostri Regis genitorem confirmata, die 24. Martij, anno Domini 1471.* Si la liberté eust esté commune, la concession de l'allodialité eust esté vaine, & la restriction iniuste, à certains heritages.

Arrest portant réduction.

Depuis: s'estant meu vn procez, entre le Procureur General de Tholose, & le Syndic du païs de Languedoc, pour raison des Francs-aleus: le Procureur General insistant à la submission generale; le Syndic au contraire, à la liberté, selon le Droit-ecrit: Interuint Arrest, l'an 1495. inseré dans l'histoire de *Nicolaus Bertrandi*, fol. 64. par lequel l'allodialité est reduite aux heritages affranchis par le Roy Jean; ce qui exclut indubitablement la pretention generale. Il est dit, par l'Arrest: *CAPITVLARIOS, & habitantes, eiusdem ciuitatis Tholose, tenere & possidere terras, possessiones, & hereditagia quascunque, & quacunque, quas, & quas ipsi anno 1471. 24. mens. Martij, IN FRANCO ALLODIO tenebant & possidebant, ab omnibus censibus, iuribusque aliis decernis, & redemptiis quibuscunque francas, & quitas, pro ut ipsi & eorum predecessores, à quibus, causam in ea parte habent, eas hactenus tenuerunt, & possederunt, posse absque eo, quod ipsi contrinigi aliquatenus, à quo titulo illas, & illa tenuerunt, nisi tantummodo de qua ipsi & eorum predecessores illarum sexaginta annis preceidentibus, gaudens iam habuerunt, monstrare, seu docere valeant, minusque eis imponi super ceteras possessiones, & hereditagia huiusmodi, censuras aliquas, neque iura, seu redemptias alias, vel aliqua similiter, 23. Decembris 1495.*

Par ces moyens, il se void clairement, que les regles de la Coustume de Paris, en consequence de l'establissement fait par Simon, Comte de Montfort, ont esté rendues communes à toute la Prouince du Languedoc, en ce qui concerne les fiefs. Mais, quand ce fondement seroit debattu, com-

me il n'y a rien de si clair, qui ne tombe sous la contention: l'on ne peut nier, que la province de Languedoc n'ait reconnu la submission des heritages, & que le Parlement ne l'ait constamment iugé par ses Arrests, soit par l'exemple de Paris, par la raison commune, ou par la regle generale du Royaume.

Par Arrest de Tholose, du 23. Decembre 1495. l'affranchissement & alodialité, est reduite à la concession du Roy Jean, confirmée par le Roy Louis XI. dont la preuve est reietée sur les possesseurs. Termes fort esloignez de la pretention du Syndic de Languedoc, qui est de submettre le Roy à la verification particuliere, des fiefs, obligez à la foy & payement des lods.

En l'Assemblée des Estats generaux, conuoquez à Tours, sous le Roy Charles VIII. les Deputez des Estats de Languedoc, poursuivirent la confirmation des priuileges du païs: Les patentes à eux accordees, au mois de Mars 1483. contiennent specifiquement leurs demandes: & neantmoins, ne font aucune mention, de Franc-aleu, ny de descharge des lods & ventes, qui se payoient deslors: lesquels, par leur silence, ils recognoissent estre comme vn droit general.

Et afin que l'vsage ne peust estre debattu, a esté inseré au registre des Ordonnances Royaux, de la Chambre des Enquestes, du Parlement de Tholose, fol. 147. l'Ordonnance ou Reglement cy-dessus desia transcript, portant: *Qu'en ce Royaume, il n'y a aucun Franc-aleu; & que toutes choses releuent du Roy, ou d'autre Seigneur: & s'il s'en trouue sans Seigneur, que les tenanciers seront contraincts, à y imposer cens annuel, semblable à celui que les terres voisines ont accoustumé de payer.* Ainsi: le droit est presumé connu d'un chacun, & le Parlement de Tholose obligé à prononcer conformément au Reglement. Comme ce Reglement est veritable, M. Maynard, Conseiller au Parlement de Tholose, l'a ainsi tesmoigné, lib. 4. *Benedicti*, au lieu cy-dessus, l'a touché, & en conuient, iasoit qu'il s'efforce d'en affoiblir la foy, Disant, que telle Ordonnance ne se trouue, *aliqua lege, aut alia dispositione Regis roborata*: Mais; puisque le Reglement est veritable, & que le Parlement, l'a fait inscrire au Registre, pour seruir de loy, elle ne peut rece-

voir de contredit.

Arrest du Parlement de Tholose.

Aussi, au Parlement de Tholose, la question a esté iugée, soit au profit du Roy, ou des Seigneurs particuliers; & est de cét aduis, le sieur Maynard: en ses Recueils, liu. 4.

A l'égard des Seigneurs particuliers, il se trouue infinis Arrests. Je n'en toucheray quetres, des plus anciens, & qui ont leur rapport à autres precedents, & vn recent.

1578.
Blonsfrain.

Par Arrest, du 23. Iuin 1528. les habitans du lieu de MONT-FRAIN, furent condamnez, sur peine de commise, reconnoistre à la Dame de Clermont, tenir, en, & sous sa dire-
cte, toutes & chacunes les terres, labourées, de quelque qual-
ité & condition qu'elles soient, & pour icelles, payer les cen-
sues raisonnables, telles & semblables, que les tenanciers &
possesseurs, des terres circonuoisines & plus prochaines, ont
accoustumé de payer à ladite de Clermont, & ses predeces-
seurs; **SAUF LES TERRES ET POSSESSIONS, QUE
LES DITS HABITANS MONSTRERONT, ET
FFRONT APPAROIR, DEVMENT PAR INSTRY-
MENS, OV AVTRES LEGITIMES DOCUMENTS,
AVOIR ESTE' AFFRANCHIES, & d'icelles auoir acquis
la directe des Seigneurs, desquels se tenoient ancienne-
ment.**

1552.
Finghan.

Par autre, du 11. Mars 1552. entre Messire Antoine de Lomagne, Cheualier, Baron de Terride; & les Syndic, man-
nans, & habitans de Finghan: Les Syndic, & habitans dudit
lieu, terroir, & iurisdiction, ayans terres dans le destroit &
iurisdiction d'icelle, sont condamnez reconnoistre audit de
Lomagne, comme Seigneur iurisdictionnel, & direct, dudit
lieu de Finghan, toutes les terres, labourables, & non labou-
rées, & autres possessions, de quelque qualité & condition
qu'elles sont, sous les censives, qu'il apparoiſtra, icelles terres
& possessions faire & estre chargées; **ET OÙ N'APPAROIS-
TROIT DESDITES CENSIVES, SERONT TENUS
RECONNOISTRE, SOVS CENSIVES RAISONNA-
BLES, TELLES ET SEMBLABLES, QUE LES TE-
NANCIERS DES TERRES ET POSSESSIONS PLUS
PROCHAINES ET CIRCONVOISINES ONT AC-
COUSTUME' DE PAYER; sauf, & reserué les terres, qui
apparoiſtront par instruments, & autres legitimes documents,**

estre tenuës de la directe d'autre Seigneur, dans ledit terroir & iurisdiction de Finghan, OV BIEN AVOIR ESTE' AFFRANCHIES.

Le semblable, iugé par autre, du 23. Septembre 1554. contre le Syndic, Consuls, manans, & habitans du lieu DESPLAS, *Desplas, en Foix* en Foix, au profit de Gerault de Mauleon, Seigneur, Baron de Durban. Le Seigneur du lieu, est maintenu, en la possession & saisine, de l'oy dire Seigneur iurisdictionel, haut, moyen, & direct, dudit lieu, & ses appartenances; & comme tel, pouuoir contraindre les habitans dudit lieu, reconnoistre & tenir de luy, les terres, & autres possessions par eux tenuës & possédées, audit lieu, suuant les baux, infeodations, & anciennes reconnoissances: & leur faire payer les droicts seigneuriaux, vrayement deubs; neantmoins leur faire arperter à ses despens, & quand bon luy semblera, les terres & possessions, tenuës & possédées, par les habitans audit lieu, & appartenances d'iceluy; & où il sera trouué, ils, ou aucuns d'eux, tenir plus de terre, outre le nombre & quantité specifiez ausdits baux, infeodations, & reconnoissances, contraindre iceux habitans, reconnoistre de luy, ce qui sera trouué estre par eux tenu, outre ladite quantité, déclarée ausdites infeodations & reconnoissances, à semblables censives, & charges, pour quotité: & où lesdits habitans, seront refusans de reconnoistre, sera permis audit de Mauleon, les retenir & infeoder à d'autres, cōme bon luy semblera: Et semblablement, de pouuoir infeoder les terres hermes, & vacans dudit lieu, si point y en a, autres toutesfois que les bois, montagnes & forests. J'ay veu, & fait leur du Greffe, ces Arrests. Le premier, contre les habitans de Montfrain: & ce dernier, sont rapportez par les compilateurs, Papon, liu. 13. chap. 2. & Maynard, liu. 3. chap. 25. qui se mescontent neantmoins, en ce qu'ils dient, l'Arrest dernier, auoir esté rendu, contre les habitans de Mauleon, combien qu'il soit rendu, contre ceux du lieu Desplas, en Foix.

Le dernier Ianuier mil six cens trente-trois, par Arrest solennel, apres longue discussion (il y eut 333. escus d'espices) Messire Gaspart, dit Arnaut, Vicomte de Polignac, fut déclaré fondé par prouision (attendant la preuue contrainte par escrit) d'exiger les lods & ventes, & autres droicts & deuvoirs sei-

gneuriaux, sur les tenanciers des mandemens de S. Laurens, de Baiours, & la Figuerre, qui s'en pretendoient exempts.

Que s'il a esté ainsi iugé à l'esgard des Seigneurs particuliers, lesquels, encor à present, iouissent de cette prerogative, de contraindre leurs vassaux à verifier la liberte, ou imposer cens, sur les terres; A combien plus forte raison, doit-il estre iugé au profit du Roy, dont les droicts sont d'autant plus certains, que la dignité est releuée par dessus tous ses subjets, & que de luy, comme de la source, decoulent tous les fiefs.

Aussi : la decision des Arrests du Grand Conseil, sur ceste matiere, est constante, non seulement pour le pais d'Albigeois, mais aussi pour tous les autres, respondans au Parlemens de Tholose. J'ay cy-dessus touché quelques Arrests, concernans le pais d'Albigeois, il y en a encor d'autres, que ie ne puis obmettre.

*Arrests du
Grand Con-
seil.*

*Iugeries d'Al-
bigeois.*

1615.

La recherche des homages & payemens des lods, ayans esté assez long-temps intermise en Languedoc : La Royne Marguerite, fit deputer des Commissaires, pour y trauailler, au dedans des quatre Iugeries, de Riuierre, de Verdun en Albigeois, à elle delaissées par le Roy : Les Commissaires, par leur Sentence, du 17. Feurier 1614. prononcent, pour l'exhibition des titres, en vertu desquels, tant en general, qu'en particulier, chacun d'eux iouit des biens, estans au dedans desdites villes & iurisdicions : rendent condemnation, au payement des droicts d'indemnité, & autres ; Dont appel interjeté par lesdites Communautez : releué au Grand Conseil : Lequel, par Arrest, du 23. Decembre 1613. confirme les Sentences. Contre cet Arrest, Lettres, en forme de requeste ciuile, obtenues par les Consuls, & Communautez des villes d'Hartes, Gaillac, Cordes, Vallens, Miraudot, Pampelune, Pont de Cyron, & autres : Le Syndic general du pais de Languedoc, prenant la cause pour lesdites Communautez, interuint : appelle des mesmes iugemens, obtient requeste ciuile, contre l'Arrest : & sur le tout, interuint autre Arrest, du 25. Feurier 1615. par lequel, sans auoir esgard à la requeste ciuile, la Sentence est confirmée ; & en ce faisant, sont en termes precis, condannées les Communautez, de la dite Viguerie d'Albigeois, tant ceux, qui ont ja baillé leurs declarations, que ceux qui ne les ont pas representées, d'exhiber.

mettre pardeuers les Commissaires, le denombrement par escrit, au vray, par le menu, de tous & chacuns les biens, qu'ils ionissent, esdits lieux & villes, de ladite Iugerie, estenduë de leur destroit, sans obaïssion d'aucune piece, contenant la situation, contenances, limites, & confins, les deuoirs & charges desquelles ils sont tenus: de fournir aussi les titres & enseignemens résultans de leurs possessions, & de leurs auteurs, sur peine de commise, & descheance de leurs droicts; & les Communautéz & gens de main morte, possédans heritages, dans ladite Iugerie, de Rieux, estans dans la Iustice de la Royne Marguerite, & mouuans de sa directe, chacun en particulier, de defendre au droict d'indemnité.

Cét Arrest, d'autant plus solennel, qu'il a esté rendu sur vne contestation réglée, & avec le Syndic du Languedoc, en la bouche duquel repose la défense des droicts de la Province, pour la pretenduë liberté.

Voicy vn autre Arrest de la mesme compagnie, decidant la question, non enuelpée d'aucune circonstance. Les fermiers de la Royne Marguerite, en Languedoc, font assigner au Grand Conseil, les Consuls de la ville de Milhau, qui est en Rouergue, afin de représenter les titres, de l'acquisition par eux faite, d'une Tour, scise en la ville de Milhau, pour la somme de 4000. liures, & les Consuls estre condamnéz payer les droicts de lods & ventes, & autres, deubs à cause de ladite acquisition. Les habitans de Milhau se defendent, du moyen de la franchise, & alodialité; moyen iugé non valable: Car par Arrest, du 28. Sept. 1615. il est dit: *Auparauant faire droict, que les Consuls, représenteront les titres, en vertu desquels ils pretendent, que ladite Tour est alodiale, franche de droicts seigneuriaux, & de tous droicts de lods & ventes*: Par cét Arrest, le Conseil a iugé, que la preuve de l'alodialité & franchise, estoit à la charge du vassal. Et depuis, faite de preuve, est interuenu autre Arrest, du 15. Iuin 1616. portant condamnation contre les Consuls de Milhau, de payer aux fermiers de la Royne Marguerite, les lods & ventes deubs pour raison de ladite acquisition.

Ce seroit chose longue, de toucher les Arrests interuenus sur ce sujet. Je finitay, par vn, du 18. Septembre 1618. obtenu, par Messire Pons de Thémynes, Marechal de Fran-

Gourdon.

ce, contre les habitans de la ville de Gourdon; par lequel, les habitans dudit lieu, sont condamnés, bailler audit Seigneur, sires & recognoissance, de leurs heritages, s'ils ne monstrent, ou font apparoir audit sieur, qu'ils tiennent, lesdits lieux & heritages d'autres Seigneurs, ou que lesdits lieux ou heritages ont esté affranchis, ou qu'ils les tiennent en Franc-aleu: ordonné, que sur les lieux & heritages, non tenus en Franc-aleu, ny d'autre Seigneur, ny affranchis, sera imposé de buoir & cens pour le dit de Themines, sieur de Gourdon, à proportion de ceux qu'en payent les terres circonuoisines. Contre l'Arrest ayant esté obtenu requeste ciuile, les habitans en ont esté deboutez.

Après tant d'Arrests, il ne peut rester de doute en la question.

MONTPELLIER.

Vsage, & Coutume de la ville de Montpellier.

Lods, adingez à l'Esque de Montpellier, pour raison d'un fief relevant de l'oy. Ranchin. ad Guid. Pap. q. 167.

VOicy vn autre exemple, notable, non touché d'aucun. La ville de MONTPELLIER, est du Royaume: fait partie du Languedoc: ressortit au Parlement de Tholose: Elle a autrefois appartenu à des Seigneurs particuliers: Après le decez de Guillaume, Seigneur de Montpellier, Marie, sa fille & heritiere, la porta par mariage, à Pierre, Roy d'Arragon: les successeurs duquel, en ont iouy, iusqu'à la vente qui en fut faite par Iean, Roy de Majorque, au Roy Philippes de Vallois, l'an 1349. Or, les lods & ventes, en cas de mutation, de tout temps, ont esté payez, aux Seigneurs de Montpellier. Et l'an 1204. iour de l'Assomption Nostre Dame, furent establies des Coustumes à la ville de Montpellier, arrestées, & resoluës, du consentement des habitans, confirmées par Pierre Roy d'Arragon, & Marie sa femme, lesquelles contiennent diuers articles; entre lesquels, nulle mention de Franc-aleu: au contraire, les lods & ventes y sont recogneus, comme vn droit ordinaire. De diuers articles, n'en toucheray aucuns.

Homines, Montispeffulani, quotiescunque voluerint, vniuersa sua bona vendere & pretium, secum deferre possunt, & abire ubicunque voluerint, sine impedimento; Dominus verò debet eis,

& rebus suis, & familia sua, ducatum prestare, per totam terram suam, & per totum posse suum, & omnia quæ vendere illi voluerint, in quibus Dominus habebit LAVDIMIVM, debet ipse Dominus, vel eius Baiulus, sine contrarietate, LAVDARE, salvo CONSILIO. En que aia le senhor lauzimir den le senher o ses vastes ses tot contrats lauzor, sal son CONSEIL.

LAVDIMIVM.
CONSILIVM.

Quicumque, comparat domum, vel solum, forte in edificatum, in Montispeffulano, dat inde pro CONSILIO, quartam Domino: hoc est, si venditor habuerit de pretio centum solidos, dat emptori viginti quinque solidos, sed maxima fit inde remissio.

Le texte, en langage vulgaire du temps, est corrompu, en ce qu'au lieu du quatriesme denier, il met le cinquieme. Qui comprez maison o sol non bastit à Monpell dona daqui per consell la quinta al senhor: Et la faute du texte se corrige par le texte mesmes. So es sil vendeire a de pres c. s. dona le compreire al senhor 25. sols: mais de aquo es fats grands perdons.

Qui prior est in emptione, vel pignore, vel retorno, cum LAVDIMIO Domini, ad quem pertinet, posterior est, salvis privilegiis actionum à lege indultis.

Dominus Montispeffulanus, vel eius Baiulus, nullatenus donare vel vendere, vel concedere potest CONSILIVM vel LAVDIMIVM alicuius rei, quæ ab ipso teneatur, donec ipsius rei venditio, vel alienatio sit contracta. Et idem servare debent omnes, qui à Domino Montispeffulano, res aliquas tenent vel tenebunt, & si contra hoc aliquid fiet, rescindi debet, nec vires aliquas poterit obtinere.

In donationibus, in legatis, in relictis, in escambiis, vel permutationibus, in dotibus, vel in donationibus propter nuptias, vel pignoribus, dotis nomine, mulieri vel eius viro, obligatis, eorum rerum, quæ Domino Montispeffulano, vel ab eius feualibus in pertinentiis Montispeffulani tenentur, vel tenebuntur, nullum habere, vel percipere debens Dominus, vel eius feuales LAVDIMIVM vel CONSILIVM. Et si ille, qui transferet, onerabit accipientem in certa pecunia danda; si talis sit accipiens, cui translator necesse haberet bona sua relinquere: scilicet, si fuerit de nostro liberorum, parentum, vel fratrum, vel nepotum, vel etiam extraneus, qui heres instituitur, vel si pro salute anime sue, iniungat accipienti certam pecuniam, dare illi, qui dare.

LAVDI-
MIVM,

debebit pecuniam, nullum CONSILIVM, vel LAVDIMIVM in iam datis casibus; dabit autem in aliis casibus laudimium dabit, in quantum pecunie quantitas extendetur.

J'ay employé ces articles au long, d'autant que les Coustumes de Montpellier n'ont iamais esté imprimées. L'en ay deux coppies, l'une Latine: l'autre, en langage vulgaire du pais, conforme entierement au texte Latin, lors qu'ès confirmations desdites Coustumes, les noms des assistans sont presque tous differents. Et en ce recueil est vne constitution de Jacques Roy d'Arragon, de Majorque, de Valence, Comte de Barcelonne & Orgel, Seigneur de Montpellier; Par laquelle il descharge les copartageans des lods, pourveu qu'il n'y ait point de soultre, il use du mot, *tornas*, que les Coustumes de Montargis, Touraine, & quelques autres, appellent *tournes*. *Si autem arbens non moueols comunals, & aquels departon, daquel departimen non tan al senhor à ses senals lauzimi, si luna part non fasia TORNAS à l'autra: mais de las TORNAS partan al senhor solamen lauzimi.*

TORNAS.
TOURNES.CONSI-
LIVM PRO
CONCESSV.

Par ceste Coustume, donc, les lods & ventes, constituent vn droit ordinaire, & sont appelez simplement CONSILIVM, quelquesfois, CONSILIVM & LAVDIMIVM, conjointement. CONSILIVM, en ces matieres, signifie consentement; comme a remarqué *Ioannes de Casaneri*, en son Commentaire de la Coustume de Tholose, *tit. de feu. art. 3.* Ceste Coustume de Tholose, *tit. de fend.* en diuers endroits: & autire de *homagiis*, *art. 1.* use de ces termes, *Cum Consilio: sine consilio domini feudalis*; c'est à dire, *cum consensu, vel sine*, *Tit. de locato, art. 11. de consilio, voluntate & assensu, &c.* La mesme Coust. *tit. de homag. art. 4.* appelle les lods, *CONCESSIONEM SEV LAVDAMENTVM: vt, & tit. de homag. art. 6. si quis laudauerit, vel concesserit, &c.* Et ne faut point s'estonner, que la Coustume de Tholose, appelle aussi du nom, *PAX*, les lods & ventes: Elle est, de l'an 1183, & use de termes, qui lors estoient en usage; pour exemple, *Spondarij, dies fadiati, &c.* Et quand elle parle des bornes de la Vigerie de Tholose, elle les designe par ce mot, *D E X*, *vt tit. de in ius voc. art. 2. Ista consuetudo, est in castris, villis, forciis, & bouariis, que sunt intra D E X Tholose.* Sur lequel lieu, l'Interprete ancien, *Qui sint D E X Tholosa, multi errant*,

P A X.

D E X.

quia alij sunt DEX Tholosa, & alij sunt DEX vicarie Tholose: qui etiam abusivè dicuntur DEX Tholosa: tamen loca infra illos DEX seu terminos Tholosa, &c. Idem, tit. de fideiussor. tit. de homaz. Tit. de minorib. Infra DEX, art. II. La confirmation des priuileges de Montauban, de l'an 1369. les appelle Decum. Celle de Bearn, tit. de testimonis, art. 3. Testimoniage de Iurat, sens les serms & DEXS de sa iuradie, &c. Et plus bas, Foras los limitz & decxs de sa iuradie.

Cét vsage, de Montpellier, est encore confirmé par diuers titres, de particuliers, qui reconnoissent le Roy, à cause de tenemens, en la ville de Montpellier, EN FAX-ALIV: les déclarations rendues au Roy, sont en ces termes, *in falso alodio*: L'en ay plusieurs pardeuers moy: Ces possessions, ne doiuent point de cens; & neantmoins payent les lods & ventes: Ainli, en la Coustume de Rheims, art. 140. diuers heritages roturiers ne payent point de censue, ou droit annuel: doiuent neantmoins, vestures & ventes, au Seigneur foncier. Le cens est comme le fondement des lods; icy, nul cens; & toutesfois, les comptes des Receueurs sont chargez en recepte, du payement des lods & ventes, lors des mutations. Il y a aussi d'autres maisons, à Montpellier, en franc-fief, obligées pareille-ment aux lods & ventes en mutations, combien qu'exemptes de cens: Marques certaines de la submission generale.

IN NOMINE Domini nostri Iesu Christi, Amen. Nouerint uniuersi, & singuli presentes, pariterque futuri: quod anno Incarnationis eiusdem Domini millesimo quingentesimo trigesimo quarto, & die vicesima Martij, Christianissimo principe, & domino nostro domino Francisco, Dei gratia, Rege Francorum, regnante. Apud Montispessulanum, & in Burelo Regio Curia Presidialis Palatii Regij: in mei Notarij Regij publici, & testium infra scriptorum presentia existens, & personaliter constitutus honorabilis vir Iohannes Cause, qui gratis pro se, & suis heredibus, & in futurum successoribus quibuscunque, tenere, & cum testimonio viva voce presentia publici, & authentici instrumenti, nunc, & in perpetuum firmiter valituri, & nunquam reuocaturi: Reconouis nobili & magnifico viro, domino Petro de Gaudete, domino de Castronovo, & de Vaulcerta, gubernatore villa, & Baroniarum Montispessulani, & Homeladesi Commissario super facto recognitionum Regiarum predicti gubernamenti, & Baroniarum

per dominos *Theſaurarios generales*, seu dominum *Petrum de Parevince* unum ex *prædictis Theſaurariis* in patria *Lingua Occitana*, inſequendo poteſtatem attributam per *Chriſtianiſimum Franco- rum Regem*, conſtantibus literis prædictis commiſſionis ſupra inſer- tis deputato, vocatis *Theſaurario, Procuratore Regis*, & contra rotulatore prædicti gubernamenti, & dictis domini *Commiſſario Iohanne Boſſuge, Procurator. Magiſtri Guiraudi Caneer, The- ſaurario prædicti gubernamenti*, pro dicto domino noſtro Rege, ſtipulante & recipiente: ſe tenere, tenereque velle, & debere in accipiſſum, & perpetuam *emphiteoſim*, & ſub ſuo ipſius domini noſtri Regis, directo dominio, **CONſILIO, LAUDIMIO**, iure prælationis, retentionis, prærogatione aduantiagij retinendum in commiſſum, capiendum, & laudandum, ac vſibus, ſeu vſaticis inſcriptis, & ſequentiſibus. Et primò **IN FAſſO ALODIO**, totum quoddam ſuum hoſpitium, in quo habitas, recognitum per *Magiſtrum Anthonium Salamonis*, ſitum infra muros, & in quadam trauerſia, quæ non tranſit in *carreria ſancti Firmini* con- finium, cum *Magiſtro Iohanne Martini*, dicta trauerſia in me- dio, & cum *Anthonio Amaloni*, dicta de *Loin*, cum *Magiſtro Iohanne Teiſſere*, cum domino *Iohanne Scrilan*, cum *Magiſtro An- thonio de Sala*, & cum ſuis aliis confrontationibus. Item, **IN FAſſO ALODIO**, quoddam ſuum & ſtabulum ſiue ſoteal per dictum *Salomonis* recognitum, ſitum in dicta trauerſia confron- tatum, cum *Iohanne Martini* è ſuper, & cum dicto recogn. & cum heredibus *Oſtavi Focardi*, & cum ſuis aliis confrontationi- bus, anno quolibet, dicto domino noſtro Regi, ſeu eius *Theſaurario* in *Montiſpeſſulano* deputato commiſſo, vel *primario*, aut alio, ad hæc poteſtatem habente, in feſto ſancti *Michaelis*. Quæ quidem vſa- tica ſuperius mentionata ſoluere, & ſatisfacere promiſit, & con- uenit, idem recognoſcens, in dicto feſto ſancti *Michaelis*, & aliis terminis ab antiquo dari aſſuetis. Nec non dicta feuda recognoſce- re, dicto domino noſtro Regi totiens quotiens fuerit requiſitus, il- laque meliorare & non deteriorare, nec alibi vendere, ſine reſen- tionis, directiſatis, & vſaticorum *Francorum* regibus ſendorum iure: & ita promiſit, & iurauit, ad & ſuper ſancta *Dei* quatuor *Euangelia* gratis, corporaliter tacta, cum omni iuris, & facti remuneratione, ad hæc neceſſaria, pariter & cautela. De quibus omnibus, & ſingulis præmiſſis, dicti domini *procurator*, & com- miſſus Regi ad opus dicti domini noſtri Regis: & dictus recognoſ-

ens, ad opus ipsius petierunt fieri publicum instrumentum, per me Notarium publicum infra scriptum. Acta fuerunt hac omnia universa, & singula præmissa, anno, die, loco, & regnante, quibus supra.

Vn autre, du 20. Autil 1535. Guillaume Bompert, de Montpellier, recognoist tenir du mesme sieur de Chasteauneuf, SVB FALSO ALODIO, TOTVM SVVM HOSPITIVM, quod fuit honorabilis viri Petri Frumenti situm infra muros, & in catteria fabrica, &c.

MONTAUBAN.

LA ville de MONTAUBAN, fournit d'une autre consideration puissante, pour monstrier, que le payement des lods & ventes, est ancien, en Languedoc, & ordinaire, mesmes, avant les loix de Simon de Montfort.

Aucun des Auteurs anciens n'a parlé de la ville de Montauban: Aussi, elle est d'origine recente. Autresfois, le territoire, n'estoit qu'une Abbaye, sous le titre de Saint Theodard, à l'abry & voisinage de laquelle, plusieurs mesnages s'estans habitez, ils s'en esloignerent tous ensemble, en un mesme iour, pour la durté de l'Abbé: & se retirerent vers Alphonse Comte de Tholose, & Raymond de Saint Gilles son fils: Lesquels, en l'année 1144. donnerent, le lieu, appelé Montauban, reduit à certaine estenduë, pour bastir une ville & bourg: sous diuerfes conditions, inserées en l'acte de permission.

1144.

Le sieur Cotel, liu. 2. page 196. touche l'année de la permission, ne s'estend point plus avant. Mais l'acte vulgairement appelé, *Charta foundationis*, tiré des Archifs de Montauban, m'ayant esté communiqué, j'en tireray, ce qui regarde le sujet de ma question. Il est datté, *mensé Octob. feria secunda, regnante, Ludouico, Rege Francorum, Alfonso Tholosano Comite, &c. Anno Incarnationis Domini 1144.* Et commence en cesterimes. *In nomine Domini nostri Iesu Christi, Beata Maria Virginis. Hac est testamenti Charta. Notum sit omnibus hominibus, Alfonso, Comes Tholosa, Dux Narbona, Marchisus Provincia, & Raimondus de sancto Egidio, eius filius, dederunt unum locum, qui vocatur DE MONTE ALBANO, quod ipse Co-*

Fondation de la ville de Montauban. De Castello Montis Albani, v. Matth. Vvestmô: nast. ad an. 1106.

mes mist ci tale nomen, ad opus edificandi villam, seu burgum, habitatoribus tam presentibus, quam futuris, &c. Et comme les Seigneurs, voulurent retenir des marques d'honneur, & de profit, sur leurs vassaux, ils imposèrent censue annuelle, à proportion des lieux occupez : & establirent les lods, payables pour les fiefs, non seulement, en cas de vente; mais aussi en cas d'engagement & hypothèque : *De unoquoque casali, qui habeat sex extradios, in longitudine, & duodecim, in latitudine, habeat Dominus 12. d. acapte, & omni anno ad Mart. servitium 12. d. & recapta, quando, euenierit 12. d.* Suit autre article. *Et si feudatarij, qui accipiunt honorem, de Domino Comite, volunt vendere, vel impignorare feudum, faciant hoc, Consilio Domini Comitis, aut sui Ministri : It aut, Dominus Comes, habeat de unoquoque solido venditionis, unum denarium, & de unoquoque solido impignorationis unum obolum.* Et d'autant, que lors, de ceste fondation, il n'y auoit point encor audit lieu, de pont, pour passer sur la riuere de Tarn, les habitans s'obligent, d'en faire construire vn.

Lods pour hypoteque.

Consilium : consensu, utq sup.

Prinileges de Montauban.

Consulat, estably.

1322.

Le ne veux point toucher l'ancien estat de la ville de Montauban, que ie reserue à vn autre lieu. Suffira, de dire, Que, ayant esté renduë domaine del'Estat, avec le Comté de Tholose, dont elle dependoit : Elle fut gratifiée de diuers priuileges, par les Rois, Philippe le Hardy, & Philippe le Bel, ainsi que nous apprenons de la Chartre du Roy Louis le Hutin. Mais, par Arrest, du Parlement de Paris, l'exercice de toute iustice, ciuile & criminelle, ayant esté osté aux habitans : le Roy Charles le Bel, au mois de Ianuier 1322. à la priere du Pape, accorda l'establissement du corps de ville, & Consulat, à Montauban : composé de six Consuls, & quelques Officiers : borna leur pouuoir, à l'exercice de la police, au soin des viures, bois, chemins, fontaines, garde & seurété de la ville, defense des hospitaux & leproseries : leur donnant pour concurrent en l'exercice de la iustice, le Vicary ou Bailly Royal de la ville. Les habitans, sur la fin des articles, dressez pour l'establissement du Consulat, touchent quelques vsages & Coustumes non escrites, qu'ils disoient estre obseruées entre eux, mesmes d'exclurre les Seigneurs du retraict feodal : Mais tant s'en faut, qu'ils combattent, les lods & ventes : Au contraire, ils les confirment, au profit des Seigneurs,

Seigneurs, en ces mots. *De venditione nemorum, vel aliquarum arborum, existentium, in rebus emphyteuticis, vel feudali-* Ventes, pour
bus, non debentur ventæ, dominis, à quibus tenentur, nisi ven- pieds d'arbre.
datur solum. Le contraire se pratique, sup.

En l'année 1328. au mois de Mars : le Roy Philippe de Valois, accrut de beaucoup les prerogatives des Consuls : leur accorda la iustice criminelle, à la charge d'appeller le Viguier Royal, à la prononciation des sentences diffinitives : leur donna la cognoissance des clameurs, & des causes sommaires : des poids, mesures, salaires de mercenaires, des legs testamentaires, &c. Ordonna, que la ville & territoire, qui respondoit, aux deux Seneschaussées de Cahors & Tholose, demeurast entierement submise à celle de Cahors. Les priuileges, sont amples, par le moyen desquels la ville est aussi augmentée en credit, puissance & richesses.

L'an 1345. au mois de Mars, Iean, fils aîné du Roy, Duc de Normandie, & d'Aquitaine, &c. estant à Montauban : en consideration de l'affection & fidelité des Consuls : leur donna la cognoissance & decision de toutes causes ciuiles, entre les habitans dudit lieu, pourueu qu'elles n'excedent la somme de dix liures tournois. Ces patentes sont conceuës. *De plenitudine Regia potestatis, nobis attributa, ex nostra scientia & gratia speciali. Quod ut firmum & stabile perpetuum maneat, nostri secreti sigillum, in absentia magni, iussimus apponendum, &c.*

Au mois de Iuin, l'an 1379. Louis, frere du Roy, Duc d'Anjou, Lieutenant en Languedoc, en faueur des habitans de Montauban, esteint la memoire des guerres passées : les remet en leurs biens meubles & immeubles confisquez : Leur confirme les priuileges donnez par les Rois de France, d'Angleterre, Prince de Galles & Comtes de Tholose. En la mesme année, au mois d'Aoust, autres patentes, plus amples, avec confirmation des anciens priuileges, & concession de plusieurs nouveaux : entre lesquels, l'exemption des francs-fiefs & nouveaux acquests : Patentes confirmées par autres, des années 1370. 1393. 1419. 1402. & autres, consecutiuement, par tous les Rois, iusques à present.

Dont il s'ensuit, que la ville de Montauban, ayant en sa fondation, esté submise, au payement des droicts seigneu-

riaux, en cas de vente, ou engagement des fiefs, sans que les habitans, lors des confirmations & accroissement de priuileges, en ayent requis ou obtenu la descharge, la condition y est naturelle, qui ne peut estre blessee ny alteree.

Addition.

Lors de la premiere impression de mon travail, ie donnay la fondation de la ville de Montauban, qui n'estoit point cogneuë, & parlay des droicts de lods & ventes, comme de droicts ordinaires, guidé par la seule raison, sans cognoissance de l'usage; mais depuis i'en ay pris vne intelligence plus certaine.

Par plusieurs anciennes recognoissances, les habitans de Montauban s'estoient obligez au payement des droicts, en cas d'alienation, dont depuis les troubles ils s'estoient garantiz, comme estans deubs au Roy, & à leur Euesque: Mais depuis la reduction de la ville, en l'obeissance du Roy, les habitans, ont souffert des condamnations contradictoires, & passé des submissions si précises & solennelles, qu'il ne reste plus lieu de douter. Ils ont esté poursuiuis au Parlement: Nonobstant leurs defenses, qui n'auoient autre couleur que la liberté, ils ont esté condamnez, par Arrest du Parlement de Tholose, du 22. Aoust 1632. *DIT A ESTE*, que la Cour a mis & met ladite appellation au neant, & sans auoir esgard ausdites lettres, desdits iours 20. Mars, & 22. May dernier, ny à la pretenduë assumption de cause, faite par lesdits Consuls, faisant droict sur ledit incident enuqué: & lettres dudit Procureur general: A declaré & declare toutes les terres, qui ont esté ouuertes, & dependantes de la forest, dite Ramier, ensemble tous les terriers & heritages asis dans la iurisdiction de Montauban, estre mouuans de la directe du Roy: & comme tels, subjets au payement des rentes, cens, viages, lods, ventes, acaptes, arriere-captes, & autres droicts & deuoirs seigneuriaux portez par l'acte d'inféodation de l'an 1144. produit au proces, en laquelle entiere forest, terres en dependans, & autres susdits droicts, en tant que besoin est, ladite Cour a maintenu & gardé, maintient & garde ledit Procureur general, audit nom: faisant inhibitions & defenses, tant ausdits Consuls, Pechels, Valere, Tapié, Vicole, Bardon, & Crose, qu'à autres detenteurs desdits biens & droicts, de s'immiscer en la iouissance d'iceux, donner aucun trouble.

ny empeschement à sadite Majesté, à peine de cinquante mil liures, & autre arbitraire, avec restitution de fruits, depuis l'indue occupation, autre toutesfois que des droicts compris au contrat de vente, passé par les Commissaires à ce deputez, en l'an 1597. qui sont les captes, ventes, & honneurs deus au Roy, en la ville de Montauban, avec le peage, & leude, qui est en parcaige avec l'Euesque dudit Montauban : ensemble la quatriesme partie du port d'Ardus, ainsi que lesdits droicts se trouvent auoir esté exposez en vente, par le contrat dudit iour 26. Iuin 1597. à laquelle vente, la Cour declare n'entendre en rien preiudicier par le present Arrest, & qu'elle ne sorte son plein & entier effet : Et neau moins a condamné, & condamne lesdits defendeurs & impetrans aux arrearages desdites censues, captes, arriere-captes, lods & ventes, des contrats d'acquisition & change par eux passez, & siuez hors les murs de ladite ville, & dans le destroit de la iurisdiction dudit Montauban, depuis vingt-neuf ans, auant l'introduction de l'instance : le tout à liquider tant au profit du Roy, que dudit Goutte, suivant son traité, par le Commissaire executeur du present Arrest : Et a condamné, & condamne lesdits Consuls, Tapié, Vicole, Bardon impetrans, & Crose adherant, chacun en ce qui les concerne, aux despens de la cause enuers ledit Goutte, la taxe reseruee. Prononcé à Tholose, en Parlement, le 22. du mois d'Aoust 1632. Signé, De Malensant.

Les habitans condamnez, acquiescent à la condamnation : deprient : se retirent deuers le Roy, & le 28. Octobre ensuiuant, obtiennent patentes, par lesquelles, sa Majesté, en consideration des grandes pertes par eux souffertes, pendant les mouuemens, leur remet, & fait don, de tous les arrearages, droicts & profits, lods & ventes, acaptes, reacaptes, dont ils luy pouuoient estre reuenables : Patentes mal à propos, & contre les formes adressées, & presentées au Parlement de Tholose : A l'enterinement, Goutte s'oppose pour la conseruation de la moitié desdits droicts à luy acquis par traité fait avec sa Majesté : Et par Arrest, du 16. Decembre, la remise à eux faite, est reduite au quart : moitié est delaissee à Goutte, en consequence de son traité : & de l'autre moitié, est reseruee au Roy, vne moitié, à laquelle sont reduites toutes les gratifications & remises faites sur le domaine. Depuis, les habitans, mieux conseillez, se pouruoient au Conseil du Roy,

auquel, avec grande cognoissance de cause, sans auoir esgard aux Arrests du Parlement de Tholose, il est dit, qu'ils iouyront entierement du don & remise à eux faite, sans préiudice de l'aduenir.

LE ROY EN SON CONSEIL, sans auoir esgard ausdits Arrests du Parlement de Tholose, des 23. Aoust, 16. Decembre 1632. & autres donnez en consequence, & nonobstant le dit traité de Goutte, A ordonné & ordonne, que lesdits habitans de la Ville de Montauban, iouiront de l'entier don & remise, qui leur a esté fait par lesdites lettres, du 28. Octobre audit an 1632. & que suivant icelles, ils demeureront quittes & deschargés de tous & chacuns les arrearages des droicts, profits, rentes, reuenus, lods, ventes, captes, arriere captes, & autres deuvoirs seigneuriaux, des terres du Ramier, & autres de la iurisdiction de Montauban, dependant du domaine de sa Majesté, à elle deubs, & que lesdits habitans ont perceu & iouy pendant les 29. années: & qu'à cet effet toutes lettres & expeditions necessaires adressantes à la Chambre des Comptes de Paris leur seront deliurées: Ordonne en outre sa Majesté, que les deniers qu'ils auont esté contrainsts payer depuis lesdites lettres, leur seront rendus: & à ce faire, ceux qui les ont receus, contrainsts par toutes voyes deuës & raisonnables, à la restitution d'iceux, comme depositaires de biens de Iustice, le tout sans preiudice de l'instance pendante audis Conseil, entre les parties, pour le reglement des droicts deubs pour l'aduenir par lesdits habitans: desquels sa Majesté n'a entendu & n'entend les descharger. Fait au Conseil d'Etat du Roy tenu à Fontainebleau le 3. Iuin 1634.

Sur l'Arrest, Patentés ont esté expediees, verifiées à la Chambre des Comptes. Voila vn affermissement de la maxime generale, qui ne peut à l'auenir estre reuocquée en doute, sans blasme de temerité.

*Poursuies par
M. l'Euesque
de Montauban,
& Arreest.*

Autre confirmation: Monsieur l'Euesque de Montauban, comme donataire de moitié des droicts seigneuriaux de la ville, par Raymond, Comte de Tholose, de l'an 1149. demande au Parlement de Tholose, que les deux Arrests dudit Parlement, donnez au profit de Goutte, le 22. Aoust 1616. & 16. Decembre 1632. soient declarez executoires à son profit: Surquoy, par Arrest du 12. Septembre 1633. lesdits Arrests sont declarez executoires. Ce faisant, le sieur Euesque main-

renu en la quatriesme partie de la haute, moyenne & basse Justice de la ville de Montauban, terroir & iurisdiction d'icelle, amendes, confiscations, & autres emolumens en dependans: & en la directe de tout l'entier territoire de la ville, & autres droicts seigneuriaux, &c. Ce qui rend le droict du Roy & del'Eueque indubitable, & tire consequence, par le respect de la raison, mere commune, à tout le Languedoc.

DON FAIT A L'EUESQVE PAR RAYMOND,
Comte de Tholose, l'an 1149.

IN NOMINE Domini. Ego Raymundus Comes Tolose,
Dux Narbon.e, Marchio Prouincia, per me, & omnes meos, per
bonam fidem, & sine omni engano, laudo, & concedo, dimitto &
reddo domino Deo, & Monasterio sancti Audardi, & tibi Ame-
lio eiusdem loci Abbati, & omnibus Monachis eiusdem loci, præ-
sentibus, & futuris, omnem medietatem TOTIVS MONTIS-
ALBANI, scilicet de omni dominio, de omnibus Iustitiis, DE
OBLIIS, DE LEDDIS, de aquis, & de omnibus rendis, &
de omnibus que pertinent ad dominum Montisalbani, nunc, & in
perpetuum, foris meum STAGILE, quod ibi retinui, & adhuc
retineo. Terras autem, quas extra ambitum & clausuram Montis-
albani, ante eiusdem ville constructionem, Abbas possidebat, inte-
grè laudo, & concedo eas, prædicto Abbati, eiusdem Monasterij,
Monachis: homines verò, qui iamdudum eiusdem Monasterij, atque
Abbatis terras possidebant, & in prædicta villa Montisalbani
manent, concedo & laudo, ut eas seruiant Abbati, secundum mo-
dum terrarum. Item dono & concedo omnem medietatem INSU-
LÆ AMATÆ, scilicet de omni dominio, de omnibus Iustitiis, de
Oblis, & de Leddis, & de omnibus rendis, & de omnibus que per-
tinent ad dominum insule Amata. Dono etiam medietatem de
omnibus meis terris, & de dominiis terrarum, que continentur in-
ter Tarnum & Auernionem, scilicet de Bretenor & Delgius, & de Tarn,
omnibus terris meis que sunt iuxta insulam Amatam. Item do-
no & concedo medietatem utrorumque supradictorum flumiorum,
& verarumque, riparum & accessus earum. Ecclesias verò, que
in locis supradictis edificatæ erunt, plenariè & integrè cum om-
nibus iuribus Ecclesiasticis laudo, & concedo prædicto Abbati,
atque ipsius Monasterij Monachis nunc, & in perpetuum. Insu-
pen

etiam confituo, & concedo totum Monasterium sancti Audardi, cum omnibus suis iuribus liberum & immune, & quitum ab omni meo seruitio, & meorum successorum nunc & in perpetuum. Hac omnia superscripta, Ego Raymundus Comes, dono & concedo, & in perpetuum firma, & illibata permaneant apud prefatum Monasterium sancti Audardi, nihil mihi retinens, vel posteris meis. Concedo etiam, & homines, quos Abbas adduxerit, vel venerint ad habitandum IN VETERI VILLA, sine liberi & immunes ab omni meo seruitio, per quindecim annos. Totum hoc donum, & hanc concordiam, sicut supradictum est, suscipit Abbas Amelius, de predicto Comite Raymundo, ipso concedente & confirmante bono fine, & bona pace, per se, & per omnes suos Monachos in villa de Biterris. Videntes & confirmatores huius finis, & concordie sunt Rogerius Biterrensis, Sicardus Vicecomes Lauragen. Sicarus de Lauraco, Guillelmus de Brugariis, Petrus Guillelmi Tolosa. Testes sunt hi Bertrandus Episcopus Biterrensis, Berrundio Dux, Richardus de Isla, Raymundus Guillelmi Tolosa. Bernardus Aldomberti, & Raymundus Saurveni. Facta est charta ista mense Maio, feria sexta, regnante Lodoico Rege, anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo quadagesimo nono. Pontius Vitalis scriba Comitis scripsit.

1149.

COMTE' D'ARMA'GNAC.

DE Montauban, ie passe aux pais d'Armagnac. Les Gentils-hommes, possesseurs de fiefs, au Comté d'Armagnac, Vicomtez de Fezensaguet, Leomagne, & Auuilar, ont pretendu estre exempts des lots & ventes, à cause des fiefs par eux possédez. Ceux d'Armagnac, appuyez sur cette imagination de liberté absolue, au pais de Droict escrit: Ceux de Fezensaguet, Leomagne & Auuilar sur des affranchissemens, qu'ils presupposoient leur auoir esté accordez par les Vicomtes. Ceux d'Armagnac ont esté combattus par les raisons cy-dessus touchées. Les autres ont esté abattus, par la nullité des pieces par eux produites, non authentiques, non en forme, non suiuiues d'aucun vsage. Pour la consequence neantmoins, & afin que cy-apres ils ne fassent plus requiure les questions esteintes, ie les représenteray.

COVSTVMS DONNEES L'AN

1294 par Gaston Vicomte de Fezensaguet, fils de feu

Geraud, Comte d'Armagnac & Fezensaguet,
aux habitans dudit Fezensaguet.

ITEM, fuit statutum, ordinatum, & concessum per predictum dominum Vicecomitem, quod si RES FRANCALES vendantur, de quibus certus census, non soluitur annuatim, & predictæ RES FRANCALES, descenderent, fuissent, extitissent, de militia, vel predictæ res fuissent, extitissent libera seu Francalæ, ab antiquo, a tanto tempore, de cuius contrario memoria non existit, & predictas res teneret miles, vel alij loca nobilium tenentes, predictus dominus Vicecomes, nec aliqui officiales supradicti sui, seu nobiles habentes intencionem, seu non habentes intencionem, non debent habere, seu recipere VENDAS pro laudimio venditionis: postea vero quod predictas res emerint, seu, inquam, alienatio seu translatio rei fuerit facta, teneantur venire infra annum, & diem, coram domino, & facere, & presentare deueria sua.

PRIVILEGES DES VICOMTEZ DE

Leomagne & Auuilar, par Bernard Comte
d'Armagnac & de Leomagne.

Que nul gentiu delsdis Bescontats, ni los sofines, los no son tengut de pagar pentge, ni cluda à la Intrada, ni à la Ysida delsdis Bescontats, ni dedens lesdis Bescontats per siegra, ni per mercat, ans prestara comprar & vendre, sens preiudici del Senhor, ni pagar à luy, ni à ses officiers nulla ley.

Que tot gentiu possa vendre & alienar de sos bens, ou à luy plaira, sens pagar VENDAS, ni acaptes, ni nul autre degut, sino aquet, qui es tengut en la carta del homenage de las causas que veneran.

Confirmé par Jean 4. d'Armagnac, l'an 1423.

Instance donc, ayant esté nieue, contre quelques particuliers, pardeuant les Commissaires deputez à la reception des foyz & hommages. Euoquée au Conseil du Roy: les Nobles & gens du tiers-Estat, du Comté d'Armagnac, intervinrent; & avec tous, Arresté le 23. Nouembre 1612. par lequel est ordonné,

que le Commissaire procedera à la reception des foyz & homologes des vassaux du Comté d'Armagnac; verification des adueus, denombrements & recognoissances qu'ils bailleront desdits fiefs, & autres heritages, & priuileges par eux alleguez, desquels les Commissaires les feront iouir, ainsi qu'ils ont fait bien & deuement pour le passé, & *selon qu'il apparaitra par titres*, qu'ils exhiberont dans le temps qui leur sera prefix, sans les astringre à payer d'autres droicts, ny debuoirs, que ceux, ausquels ils sont tenus par les Statuts & Coustumes dudit Comté d'Armagnac, adueus & denombrements.

La question generale est ainsi iugée, l'affranchissement remis aux priuileges & descharges. Par autre postérieur, du 15. May, 1614. le semblable est iugé, non seulement contre la Noblesse: mais aussi contre les Ecclesiastiques interuenans: suiuy d'un autre de l'année 1634. Par ce moyen, il ne reste plus de doute à la submission absolue hors l'affranchissement.

F O I X.

*Arrests pour
le Comté de
Foix.*

LA prouince de Languedoc, n'a pas esté seulement condamnée par les Arrests du Parlement de Tholose, ou du Grand Conseil: Le Roy, y a parcelllement prononcé. Les trois Estats du Comté de Foix, ayant par leuts cahiers, du mois de Septembre, 1613. remonstré, qu'ils ne deuoient aucuns lods & ventes, en cas d'alienation des fiefs, suiuyant la liberté commune, à tout le pais de Droict escrit, sinon, en tant que par la Loy, de l'investiture, ou par paction particuliere, le vassal s'y seroit soumis: Par Arrest du Priué Conseil, du dernier Septembre, audit an 1613. il est dit, **QVE LES HABITANS, IOYVRONT DES EXEMPTIONS ET FRANCHISES, QV'ILS INVESTIROIENT PAR ESCRIT:** Il auoit ainsi desia esté iugé, pour le Comté de Foix, par Arrest del'an 1554. cy-dessus rapporté, contre les habitans Desplas.

RESPONSE



RESPONSE, AVX MOYENS
PARTICVLIERS, PROPOSEZ AV
CONSEIL DV ROY, DE LA PART DV SYNDIC
de Languedoc, pour establiſſir le Franc-
aleu, iugez non valables.

CHAPITRE XII.



A plus puissante inſiſtance, qui ait eſté faire, contre les droicts du Roy, a procedé du Syndic du Pais de Languedoc: Lequel, se recognoiſſant foible en raisons, a recouru à quelques titres; mais ſans nerfs, ſans foy, & ſans force, iugez non valables, par les Arreſts du Parlement de Tholoſe meſmes, & par ceux du Priué Conſeil.

Il dit en premier lieu: Que par patentes, du 8. Mars de l'an 1484. confirmées, par Arreſt du Parlement de Tholoſe, du 23. Decembre 1495. les habitans de la Prouince, ſont exempts du payement, des lods & ventes, à cauſe des terres qui payent *Terres payant* la taille. Ces deux pieces, reçoient pareillement diuerſes *Tailles.* reſponſes, & pertinentes. 1. Ces patentes & Arreſt, ne ſont paſſirées du Greſſe du Parlement: ce ne ſont que collations, qui ne ſe defendent, ny par l'antiquité, ny par la raiſon. 2. Quand les Patentes ſeroient veritables, elles ne pourroient produire aucun eſſect, elles ont leur addreſſe à la Chambre des Comptes, & Threſoriers generaux, pour la verification; & neantmoins, ne ſe void pas qu'elles leur ayent ſeulement eſté preſentées. C'eſt vne nullité perpetuelle. Et la verification, y eſtoit d'autant plus neceſſaire, qu'elles contiennent vn don & oëtroÿ, des choſes mentionnées en icelle. 3. Elles n'ont point eſté confirmées par les Roys ſuiuans; Les Roys qui ne ſont que deſpositaires & vſfruiſſiers, des biens de l'Eſtat, n'en peuuent abuſer, les aſſoiblir ny diminuer: ils en peuuent re-

mettre la iouissance pour leur temps : mais le fonds en doit retourner entier aux successeurs. 4. Par la lecture de ces Patentes . qui sont inserées à la fin de ce chapitre , afin que dans l'ignorance , & croyance , aucun ne choppe , il se void , que le Roy , n'a parlé ny voulu parler des lods & ventes : & qu'elles ont esté obrenuës sur le subiect des francs-fiefs , & nouveaux acquests : La lecture fera cognoistre ceste verité , & est ridicule , de lésiter aux lods & ventes , soit par les paroles , ou par la consequence. Et certes ie ne puis que ie n'entre en suspicion del' Arrest , que l'on dit estre interuenü , sur la verification de ces Patentes : datté du 23. Decembre 1495. Car l' Arrest , rapporté par *Nicolaus Bertrandi* , en son Histoire , fol. 64. sur la contestation d'entre le Procureur general , & le Syndic , du pais de Languedoc , pour raison des Francs-aleus , datté de pareil iour 23. Decembre 1495. cy-dessus employé , ne porte rien de semblable , à celuy representé par le Syndic , & ne parle que des Francs-fiefs , & nouueaux acquests.

Et quand le Parlement , en vne question , concernant son ressort , en laquelle estoient interessez les Principaux de la Prouince , se seroit estendu , & dispensé , outre les parentes : La consequence en pourroit-elle estre induite au preiudice du Roy ? veu mesmes , que depuis , l'vsage a esté contraire en la Prouince , & que les terres non payans Tailles , n'ont iamais esté exemptes des lods & ventes ? Et si ceste maxime auoit lieu , le Roy seroit presque entierement exclus des lods & ventes , en Languedoc , où les Tailles sont réelles , imposées aux choses , non aux personnes.

Mais ces pieces , sont fort esloignées de la proposition du Syndic. Car la proposition , tend à descharge absolue ; ces pieces , ne regardent qu'une reduction , en faueur des terres payans Tailles : Et ainsi tombe d'accord , que celles qui ne payent point Tailles , portent lods & ventes.

Secum, petulans amentia, certat.

Et combien seroit-il iniuste & ridicule , de penser , que les terres subiectes aux Tailles , payent les lods & ventes aux Seigneurs , & ne les payassent point au Roy ?

Le second moyen , de la Prouince de Languedoc , est fondé , sur vn Arrest du Parlement de Tholose , du 17. Feurier 1547. Par lequel , la preuue de submission a esté reiettée sur le Roy.

Sur la requeste baillée par le Procureur du Roy, à ce que les Lettres patentes, Edict & Declaration dudit Sieur, touchant les recognoissances generales, des terres, heritages, droicts, rentes, censives, albergues, & autres droicts à luy appartenans, au pais de Languedoc, & ressort de ladite Cour, fussent leuës, publiées & registrées: Ouy sur ce le Syndic du pais de Languedoc. LA COUR, a ordonné, & ordonne, que lesdites lettres, seront leuës, publiées, & registrées, pour proceder par les Commissaires deputez au faict desdites recognoissances, sans rien faire, ou attenter, au preiudice du proces, pendant pour raison du Franc aleu, quant aux choses, que les tenanciers, par eux ou leurs procureurs à ce speciale-
*ment constituez, affermeroient, par serment, deuant lesdits Commissaires, auoir tousiours tenu franchise, & n'auoir la-
mais sieu, ny entendu leurs predecesseurs les auoir autrement
tenus, & desquelles ne se trouueront enseignement & do-
cument au contraire.*

Les responses sont aussi diuerfes, & sommaires. *Primò*: Il n'y en a point d'original au Parlement: & la copie communiquée, est tirée d'un registre, estant à Carcassonne, non autorisée, & sans foy. 2. Posé qu'il fust veritable: par la tissure, l'on peut dire qu'il a esté rendu par collusion, *aduersus non agentes causam, vel ius foris agentes*. 3. C'est chose perilleuse, disoit Cesar, de plaider en Grece, contre des Grecs. Le Parlement de Tholose, interessé en ceste question, la peut-il auoir decidée à l'encontre du Roy, Iuges en leur cause propre, ou de leurs proches? Aussi, cét Arrest, iusques à present, n'a point paru. M. Maynard, qui a traité la question, sans obmission d'aucune circonstance, n'en parle point. 4. De quelles couleurs, peut estre defendu cest Arrest, qui remet à l'affirmation & declaration des parties interessées, l'affranchissement ou submission des terres, mesmes au preiudice du Roy? Aussi, les Arrests du Parlement de Tholose, de long temps precedens & posterieurs à l'année 1547. ont decidé au contraire, & ont reiecté la preuue de la franchise, sur les vassaux. Par ce moyen, les pretensions du franc-aleu ont esté iugées, esclairecies & ancanties.

P A T E N T E S , D E L ' A N
 1484. dont est fait cy-deuant mention, p. 201. Decernées, sur le faict des Francs-fiefs, & quel'on s'efforce
 iurer à consequence, pour exclurre les quintz, lods, &
 autres droicts.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France: A tous
 & bien aimez, les Deputez des trois-Estats, de nostre pais de Lan-
 guedoc, nous ont fait dire & remonstrer: Qu'audit pais, a plu-
 sieurs manans & habitans, qui tiennent & possèdent terres &
 possessions, situées & assises en iceluy pais, franchises de rentes &
 censives: pour lesquelles ils sont contribuables à nos Tailles & im-
 posts, selon la valeur & faculté d'icelles: Et en ladite franchise, les
 ont tenus & possédés, tant & si longuement, qu'il n'est memoire
 du contraire, iusques à puis nagueres, que nos Officiers ordina-
 res, & aucuns Commissaires particuliers, sur les francs-fiefs &
 nouveaux acquests, les ont contrains payer & recognaître lesdi-
 tes rentes & censives, & autres droicts pour lesdits francs-fiefs.
 Enquoy, ils ont esté grandement troublez, incommodez & endom-
 mages; Et durant qu'on vueille aussi faire le temps à venir, &
 parce nous ont supplié & requis, qu'en suiuant lesdites franchises
 & libertez, conformes à disposition de droict commun, il nous plai-
 se les garder & entretenir en icelles, sans aucune chose estre in-
 nomée au contraire, & sur ce leur impartir nostre grace. SCA-
 VOIR FAISONS, que nous, ces choses considérées; & afin
 que lesdits habitans de nostredit pais de Languedoc, soient tous-
 iours de plus en plus enclinez à nous obeyr, servir & complaire,
 comme bons, vrayz & loyaux subjets, & pour tousiours les releuer
 des charges & oppressions, & les entretenir en leurs franchises &
 libertez. A iceux, pour ces causes, & autres considerations à ce
 nous mouuans, Auons, par l'aduiz & deliberation de plusieurs
 des Seigneurs de nostre Sang, & autres gens de nostre Conseil,
 estant lez nous, octroyé & octroyons, voulons, & nous plaît, de
 grace speciale, pleine puissance, & autorité Royale, par ces pre-

ses. Que d'oresnauant, ils, & leurs successeurs, pour le temps à venir, ne soient tenus ne contrains, par nos Officiers, ny Commissaires, sur lesdits francs-fiefs & nouueaux acquests, à nous payer aucune rente, ou censue, des terres, possessions, & heritages, par lesquelles, ils sont, & seront contribuables à nosdites Tailles & Imposts, qu'ils auront tenus & possédés, de toute ancienneté, franchises de censues: & desquelles, ne se trouuera aucune chose auoir esté payée le temps passé, à nous & à nostre Thresor. Et aussi, ne seront iceux habuans, semblablement tenus, pour icelles terres, possessions & heritages payans Tailles (posseores qu'elles ne payent censues) nous payer aucune finance ou indemnité: Mais, de ce, les auons, en tant que besoin est, affranchis, quittez & exemptez, affranchissons, quittons, & exemptions par ces presentes, sans que, ores, ny pour le temps à venir, sous ombre des Ordonnances faites sur le fait desdits francs fiefs & nouueaux acquests, aucune chose leur puisse, pour les choses dessusdites, par nosdits Officiers ne Commissaires, qui sont & seront cy-apres, imputée ne demandée en aucune maniere: Et ausquels, & chacun d'eux auons imposé & imposons silence, quant à ce. SI DONNONS en mandement, par ces mesmes lettres, à nostre tres-cher & tres-ami Oncle & Cousin, le Duc de Bourbonnois & d'Auuergne, Connestable de France, nostre Gouverneur audit pais de Languedoc, Gens de nos Comptes, & Thresoriers, & à tous nos Seneschaux, Baillifs, Gouverneurs de Montpellier, Viguiers & Iuges audit pais, & à tous nos autres Iusticiers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, presens & à venir, & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, Que de nos presens grace, affranchissement, quittance, don & oïroy: & de tout l'effect & contenu en cesdites presentes, ils fassent, souffrent, & laissent lesdus habitans, & chacun d'eux, vuyr, user pleinement & paisiblement, sans, en ce leur faire, mettre, ou donner, ne souffrir estre fait, mis, ou donné, ores, ne pour le temps à venir, aucun destourbier ou empeschement au contraire: Mais, ce, fait, mis & ordonné leur estoit, le mettent & facent mettre incontinent, & sans delay, à pleine deliurance, & au premier estat & deub: Car ainsi nous plaist-il estre fait, Nonobstant quelconques Ordonnances, Mandemens, Restrictions ou Defenses à ce contraires. Et pource, que de ces presentes, l'on pourra auoir à besongner en plusieurs

& diuers lieux: Nous voulons, qu'au vuidimus d'icelles, fait sous Seel Royal, pleine foy soit adioustée, comme à ce present original. En tesmoin de ce, nous auons fait mettre nostre Seel à cesdites presens. Donné à Tours, le 8. iour de Mars, l'an de grace 1483. auant Pasques. Et de nostre regne le premier. Ainsi signé, Par le Roy en son Conseil, Monseigneur le Duc d'Orleans, les Comtes de Clermont, de Dunois; Vous, les Euesques d'Alby & de Perigueux, Sires de Torcy, de Gié, de Baudricourt, Desquerdes, d'Argenton, de Vatan, Dulau: les Premiers & Tiers Presidens de Tholose, & autres presens ROBERT ET.

Leſta, publicata, & registrata Tholose in Parlamento, quinta die Iulij, anno Domini 1484. DE LA MARCHE.





VSAGE ET ARRESTS

D V PARLEMENT

DE BORDEAUX.

CHAPITRE XIII.



LE Parlement de Bordeaux, a de long temps, embrassé ceste doctrine : l'a confirmée, par diuers Arrests, & en nombre.

Sur le procez d'entre Messire HONORAT DE SAVOYE, Marquis de Montpesat, & Seigneur de SAINCTE LIVRADE, contre le Syndic, des habitans dudit lieu, de Sainte Liurade, interuint Arrest du Parlement de Bordeaux, le 16. Mars 1571. par lequel, conformément à autres, des 7. & 22. Mars 1509. referez par iceluy, Ledit Syndic, manans & habitans, sont condamnez, bailler par declaration, & par le menu; les maisons, terres, & heritages, qu'ils tiennent & possèdent, au dedans de la ville, seigneurie, & iurisdiction de Sainte Liurade, & les vrayes confrontations: le nombre des cartairades, & concades: ensemble les cens & rentes, que tous les habitans dudit lieu payent, pour raison d'iceux: lesquelles maisons, terres & seigneuries, ils monstrent, indiqueront, & recognoistront dudit Seigneur, & luy payeront les cens, rentes, lods & ventes, suivant les anciennes bailletes, qu'ils seront tenus exhiber. Et où aucuns desdits habitans, n'exhiberont lesdites bailletes, ny recognoissances, en ce cas, ils seront condamnez, recognoistre ledit Seigneur, & luy payer lesdits cens, rentes, lods, & ventes, & autres droicts & debuoirs seigneuriaux, selon, & à la raison, des autres tenanciers, de ladite iurisdiction de Sainte Liurade: Et où ne se trouueront aucunes bailletes ou recognoissances, desdites maisons, terres, & heritages, estans en la iurisdiction dudit Sainte Liurade: sont condamnez les manans & habitans de ladite iurisdiction, & chacun d'eux,

Sainte Liurade.
de.

1571.

reconnoistre dudit Seigneur, lesdites maisons, terres, & heritages, & luy payer les cens, ventes, lods, ventes, & autres droicts & devoirs seigneuriaux, à la raison des terres, des autres iurisdic-
*tions circonuissines, prochaines & ioignantes ladite terre, & iurisdic-
 tion de Sainte Liurade, ayant esgard à la fertilité ou infertilité desdites terres.* Cét Arrest, est notable : & decide :
 Qu'il n'y a point d'adialité : que le vassal est tenu d'exhiber
 ses titres : verifier son exemption : A faute de ce, qu'il sera
 imposé cens, eu esgard aux terres prochaines ; & lods & ven-
 tes payez.

*Arrest en rob-
 bes rouges.
 1518.
 Bernardieres.*

Il se mût procez, en la Seneschauſſée de Perigord, deuolu
 au Parlement de Bordeaux, entre le Baron de MAREUIL,
 & le Baron de BOVRDEILLE, pour raison, de la terre des
 Bernardieres: La question estoit double: L'vne Si le vassal n'e-
 stoit pas tenu, de représenter les titres, en vertu desquels, il
 possedoit. L'autre; Si d'acquisition des siefs, les lods & ven-
 tes n'estoient pas deubs : Et par Arrest, du Parlement de Bor-
 deaux, seant à Perigueux, du 23. Decembre 1518. le sieur de
 Bourdeille, est condamné, payer audit sieur de Mareuil, les
 lods & ventes, à cause de l'acquisition. Et fut l'Arrest, pro-
 noncé en robes rouges, afin d'establir vne regle, contre les
 erreurs, qui commençoient à s'introduire en la Prouince :
 & a esté cet establissement, suiuy d'un vsage tres-constant.

*1544.
 Caluimont.*

Depuis : procez, entre le Roy de Nauarre, & Ican de
 CALVIMONT : Auquel, furent obtenues lettres, par
 ledit de Caluimont, pour articuler, comme l'on fait aujour-
 d'huy: que par la Coustume, & commune obseruance, du pays de
 Limosin, ne sont deubs lods & ventes, d'aucuns siefs vendus: Par
 Arrest du Grand Conseil, du 10. Nouemb. 1544. ledit de Calui-
 mont fut déclaré non receuable à l'enterinement des lettres.

Par ce moyen : deslors, le Grand Conseil, iugea, que ceste
 proposition n'estoit pas valable, qu'en pays de Droit escrit,
 toutes choses fussent tenues pour libres: autrement, le fait
 articulé, d'exemption de lods & ventes, eust esté receu.

*Poursuies en
 Limosin, &
 Perigord, pour
 les lods &
 ventes.*

Ces droits honorables, profitables au Roy, & aux Seigneurs;
 dont les fruiſts renaissent à chaque mutation de vassaux, n'ont
 pas tousiours esté recerchez, avec la vigilance necessaire: mais
 depuis l'auenement du Roy Henry III. à la Couronne, ces
 droicts, intermis au dedans des Vicomté de Limoges, & Com-
 té Po-

ré Perigott, furent refucillez : & quelques condamnations obtenües.

La premiere poursuite, & recherche, en fut fort douce: n'auoit en effect, autre but, que la recognoissance du droit; le Roy vsoit de remises, de tout, ou de partie: exerçoit sa munificence, enuers les redevables: le droit insensiblement s'introduisoit; sans douleur, sans plainte. Les Seigneurs se promettoient gratification du Roy, & conceuoient pareil aduantage sur leurs vassaux: Mais le chemin d'humanité, fut trauersé, par des partisans, qui accourrent a ceste toison. Leurs recherches furent rudes & aspres: le Roy en a tiré peu de commodité, le public, de l'enuie, les seuls partisans du profit.

Le nommé, Charles Duret, fut preferé aux autres, qui se presenterent: Par traité du 19. Octobre 1602. la recherche, & poursuite, de tous les droits de lods & ventes, rachapts, prelation, & autres, es Comté de Perigott, & Vicomté de Limoges, luy fut accordée, de tout le passé, iusques audit iour; à la charge de faire, par luy, à ses frais & despens, toutes poursuites, moyennant le tiers, des droits qui seroient adiugez: Mais, sous vne precaution de Partisan: Que sa Majesté, ne pourra faire aucune composition, don, ny remise, desdits droits, sans y appeller ledit Duret, & ceux qui feront la recherche, & en leur payant les quotitez, & portions, qui auront esté accordées.

Parry des lods & ventes, avec Duret, pour Perigord, en Limosin.
1602.

Duret, trouua ce traité si auantageux, que par Arrest, du dernier Iuillet 1604. il obtint prorogation de la recherche desdits droits; iusques au iour dudit Arrest, aux conditions des articles del'an 1602.

Mais, voicy vn prodige, qui doit faire cognoistre à quels excez passoient les esperances: Car par la lecture d'un Arrest, du Conseil, du 24. Mars 1612. il se void, que Duret a demandé cinquante mil liures au Roy, pour son desdommagement, à caute des remises faites par S. M. à quelques Seigneurs: dont neantmoins il fut deboutté: comme estans compris en vn desdommagement de cent mil liures, à luy auparauant accordé.

Ce premier traité, ne fut qu'une legere atteinte, veu les playes depuis ensuiuiues. Le 1. iour de Ianuier, 1606. fut fait vn contract, au Conseil de Nauarre, portant transport à Innocent Ruel, dit de Launay, de tous les droits de lods & ventes, ra-

Antre parry, avec Innocent Ruel, dit Launay.
1606.

chaps, prelations, appartenans à sa Majesté, au Comté de Perigort, & Vicomté de Limoges, de tout le passé, iusques audictiour, reserué letiers, transporté à Duret: Depuis l'expiration duquel, Ruel, fera les poursuites à ses despens: & ce, moyennant la somme de trente & yn mil liures seulement. Les droits escheuz, montoient, sans comparaison, plus haut. Launay, Commis du Thresorier general de Nauarre, auoit seiourné pendant quelques années, en Limosin & Perigort, pour la recepte du prix des ventes, qui y furent faites; rien ne luy estoit incogneu: le Conseil ne voyoit que par ses yeux: Et en effect, son nom, n'estoit qu'une accommodation, & desguisement, pour les associez, la pluspart Officiers de la Maison, conuiuans dans l'esperance: & qui deuoient, par la seule consideration de leurs charges, refuir ce gain honteux.

M M^{rs}. le Chancelier de Nauarre, de Lomenie, Galland, ayant depuis, eu aduis, mais tard, de ces intelligences, desirerent y apporter la censure & remede: l'issuë en fut arrestée, par le deceds du sieur Chancelier, & vnion du domaine de Nauarre, à celuy de la Couronne, faite en l'année 1607.

Et comme Launay, ne desiroit laisser aucune chose en arriere, & soustraire à la cognoissance du Conseil, le profit qu'il regardoit; le contract porte: qu'il ne sera tenu rendre compte, de ce qui sera par luy touché: Et que le Roy, reuocquera tous les dons auparavant faits, sur ceste nature de deniers. Il est vray, que sur l'interpretation de ceste derniere clause, il fut baillé vne contre-lettre, par Launay, reseruant liberré au Roy, de remettre, iusques à certaine portiop, selon la qualité des acquereurs: mais depuis le decez dudit sieur Chancelier, personnage de probité rare: elle n'a esté veüe.

Poursuites & Arrests.

En execution de ce contract, Duret & Launay ioignirent leurs forces; leurs poursuites furent fort instantes au Grand Conseil, auquel fut attribuée la cognoissance de ces questions. Diuers Arrests y intervinrent: portans condamnations absolues, & sans aucune distinction, contre tous les acquereurs. Il en a esté touché cy dessus quelques-vnes, & y en a infinites autres.

Voila vn grand rapport & correspondance, entre le Grand Conseil; & les anciens Arrests du Parlement de Bordeaux: Mais, comme souuent, les regles plus saintes, ployent sous

la consideration des interets particuliers.

Cum sibi quisque timet, licet est instructus:

Sur le nombre des instances, Messieurs du Parlement de Bordeaux, ont esté depuis, portez à des resolutions toutes contraires aux premieres. Mais le Roy, en son Conseil, a retrenché les doutes, causez par ces diversitez, a estably pour regle generale, en la Prouince de Guyenne, le payement des droitz, faute de iustifier la liberte.

Voicy quelques exemples, sansreplique. Maistre Estienne Goutte, ayant traité avec le Roy, pour la confection des papiers terriers, reception des hommages, & recetche des droitz seigneuriaux, en la Prouince de Guyenne: & formé plusieurs actions; Le Parlement de Bordeaux, par Arrest du 8. Feurier 1617. declare, n'y auoir lieu de contraindre les habitans de la ville, pais de Bordelois, & Seneschauſſee de Guyenne, de monſtrer & exhiber les titres, en vertu desquels, ils possèdent, les biens y ſituez, ny les bailler par adueu, ou declaration, que prealablement le Procureur General, n'ait fait apparoir de la feodalité & directité du Roy, par bons & valables titres. Et auant faire droit, sur les lods & ventes pretendus, sur les fiefs nobles, ordonne qu'il sera enquis par turbes, de la possession pretendue par le Procureur General.

Arrest du Parlement de Bordeaux, pour le Franc alev, contre le Roy. 1617.

Par cet Arrest, a esté destruit, ce que les precedens, auoient si soigneusement basty, au profit du Roy, & des Seigneurs. Goutte se pouruoit au Conseil du Roy. Par Arrest du 23. Mars 1618. sans auoir esgard à celuy du Parlement de Bordeaux, tous les procez & differents, pendans au Parlement, pour raison des lods & ventes, sont euoquez, & renuoyez au Grand Conseil: Auquel, par Arrest, du dernier Septembre 1619. les habitans de la Seneschauſſee de Guyenne, furent condempnez payer, audit Goutte, les lods & ventes, des fiefs nobles, vendus en la Seneschauſſee. Les Deputez de la ville de Bordeaux, se pouruoient au priué Conseil: demandent, que sans auoir esgard à l'Arrest du Conseil, du 23. Mars 1618. & à celuy du Grand Conseil, du dernier Sept. 1619. les nobles, & acquereurs de fiefs, & biens nobles, viuans noblement, & les biens possédez par les habitans de Bordeaux & Bordelois, soient declarez exempts d'exhibition de declarations, & autres deuoirs

Casé, par auant, du Priué Conseil. 1618. Condemnation par le Grand Conseil. 1619. Instance de cassation, par les Deputez de Guyenne.

ensemble, leurs fiefs, & biens nobles, de lods, & ventes, & tous autres droicts seigneuriaux: sauf, ceux, que le Procureur General de sa Majesté, & les Officiers, monstrent estre deubs, par bons & valables titres, & possessions. conformément à l'Arrest du Parlement de Bordeaux: Sur ceste demande, par Arrest du 16. Iuillet 1610. est ordonné, que les demandeurs mettront ca mains des sieurs de Vic, Boissise, & Maupeou, les pieces & titres, en vertu desquelles, ils pretendent estre exempts, des droicts, à eux demandez: & cependant, toutes poursuites sur-fises. Et depuis, sur productions fort amples, de toutes parts:

Arrest du Prince Conseil, par tant condamnation absolue, contre le Franc-aleu.

1614.

Autre Arrest au Conseil du Roy, le 14. May 1614. Par lequel est ordonné, *Que les hommages, seront rendus à sa Majesté, par les Nobles, & autres personnes, qui tiennent fiefs, au dedans de ladite ville de Bordeaux, pais de Bordelois, & Seneschaussée de Guyenne, pardevant les Commissaires à caderpuez, par sa Majesté, & les lods & ventes, deubs, pour raison des acquisitions desdites terres, payez, conformément à l'Arrest de son Conseil, du 4. du present mois; Et pour cet effect, seront tenus, tant les Nobles, qu'autres habitants & bourgeois de ladite ville & Seneschaussée, fournir & représenter leurs titres, denombrements & declarations, pardevant les Commissaires, &c.* Et sont les Gentils-hommes de la province de Guyenne deschargez du payement des lods & ventes deubs à sa Majesté, pour acquisitions faites des fiefs, iusques au iour du present Arrest.

Par ces Arrests solennels, & contradictoires, la question estoit entierement desinie. Et neantmoins, ils donnerent vne nouvelle source d'instances, aussi tres-solennellement assoupies.

Aucuns, de ceux, que le Roy, auoit plus particulièrement obligé, en ceste recherche: & qui deuoient, par obeissance, en tesmoigner le ressentiment; comme des vents impetueux, s'e-leuent, en la province, agitent le peuple, animent les communnautés, excitent les autres, sous couleur d'un ioug, qu'ils supposent nouveau, & de droicts, qu'ils appellent incognus, & non tolerables.

Il est à croire, que le Parlement, par prudence, gauchit, à l'effort de ce torrent. Car les decisions du Conseil, estans claires, & tant de fois reiterées, l'ignorance n'en pouuoit estre pretextée: Et fut trouué à propos, donner en apparence, quelque chose, à ceste plainte inconsiderée, qui pourroit estre alen-

tie par le temps; & en la recheute, recourir aux premiers remèdes.

C'est pourquoy, prudemment, sur les plaintes faites au Parlement de Bordeaux, par Arrest, du 6. Sept. audit an 1624. est ordonné, que les Jurats, se pouruoient par deniers le Roy. dans trois mois: pendant lequel temps, permis d'assembler la Noblesse & tiers Estat, & sursis l'exécution de la commission du dit Goutte, pour ce qui concerne le payement des lods & ventes, & submission à les payer; inhibition audit Goutte, de faire assigner aucun propriétaire, des biens siz en Bordelois, pour déclarer, à quel titre, ils tiennent leur domaine & heritages, & pour bailler declaration, de ce qu'ils tiennent en Franc-aleu: si la Majesté n'est Seigneur foncier & direct desdits biens, par bons titres: avec main leuée à tous propriétaires, contre lesquels, on a procédé par saisie, sans autres titres: Par autre Arrest du mesme Parlement, du 26. Octob. 1625. le sieur de Roquetaillade, est député, pour faire les remonstrances au Roy, & poursuites nécessaires, pour la confirmation des priuileges du dit pais de Bordelois, touchant les fiefs nobles, & Franc-aleu. En consequence de quoy, ayant esté présenté requeste au Conseil, sous le nom des Maire, Jurats & Gouverneurs de la ville de Bordeaux, & des Syndics de la Noblesse, & tiers-Estat, de ladite Seneschaussée; Par Arrest, du Priué Conseil, du 25. Decembre 1625. il est ordonné, que tous les acquereurs des fiefs, situés, dans la Seneschaussée de Bordelois, depuis l'Arrest du 4. May 1624. payeront, comme les autres, possédans fiefs, en tout le reste de la Guyenne, les droicts des lods & ventes, qui sont deus à sadite Majesté, pour raison de leurs susdites acquisitions: sans preiudice de la grace accordée par la Majesté, par l'Arrest du 4. May: de laquelle, la Majesté entend, que les Nobles iouissent, en faisant toutesfois, les foy & homages à sadite Majesté, pardeuant les Commissaires, par elle deputés, & baillant leurs adueuz & denombrements, dans le temps, qui leur sera prefix par les Commissaires, & non autrement.

Tant de decisions, & si souuent renouuellées, ont, non seulement, estably des resolutions, pour les cas à venir; mais ont terminé, les faits indecis, autresfois suspendus, par quelque doute: Pour exemple: par Arrest du Parlement de Paris, du 6. Decembre 1544. les Consuls, manans & habitans de la ville

Neuuel Arrest du Parlement de Bordeaux, portant défense, de leuer les droicts.

1624.

Requette au Conseil, par les Jurats de Bordeaux.

Arrest de bonité.

1625.

Procez autres fois interlan-

que, avec les
Consuls de Li-
moges.

de Limoges, ont esté reglez, à prouuer la liberté, & exemption des censives, à eux demandées, par la Royne de Navarre, Vicomtesse de Limoges. Peut-on desnier, que par tant d'Arrests, donnez pour la prouince de Guyenne, & pour le mesme Vicomté de Limoges, la cause n'ait esté terminée, & que, faute de iustifier l'exemption, les habitans de Limoges, doiuent estre condempnez, au payement des cens, & des lods & ventes? Par la premiere partie de l'Arrest, le Vicomte de Limoges, est maintenu, en la perception des censives, achapts, lods, ventes, & autres droicts seigneuriaux, par luy pretendus, desquels, les Vicomtes, auoient accoustumé iouir, & vsier d'ancienneté, à cause de leur Vicomté & iustice diceluy, dont les Consuls auoient iouy pendant l'occupation par eux faite, de la Seigneurie & Iustice de ladite ville & chasteau de Limoges; lesquels sont, à ceste fin, condempnez, représenter les titres, panchartes, liures de receptes, & autres, faisans mention, desdites censives, droicts, & deuoirs, & prestation d'iceux. Ainsi, le Vicomte a esté iugé, fondé en droict vniuersel, de cens, lods, & ventes. Mais d'autant, que quelques particuliers, se maintenoient, fondez en exemption; Par l'autre partie dudit Arrest, il est dit, que la Vicomtesse de Limoges, informera par titres, & témoins, sur lesdits droicts, censives & autres, par elle pretendus, & les particuliers habitans, *sur la liberté & exemption* d'iceux, par eux articulée. Le seigneur, donc, est en la regle; les particuliers, sont en l'exception: reduits à contester, non sur la liberté naturelle, pretendue conforme au droict, qui a esté iugée impertinente: mais, sur l'exemption, qui procede de titres, affranchissemens, & concessions. Car, pour iuger, si les habitans de Limoges sont exempts, en consequence de la liberté commune, qui n'est qu'un poinct de droict: le reglement à informer n'eust pas esté à propos. Et quand, lors del'Arrest, la question generale, auroit receu quelque doute; depuis, elle a esté esclaircie, avec tant de lumiere, par la raison & autorité de s'Arrests, mesmes, par celuy du Grand Conseil, du 10. No- uembre audit an 1544. cy deuant rapporté, pour le mesme Vicomté de Limoges, qu'il n'y a plus d'obscurité.



LE PARLEMENT

DE PROUVENCE NE

REÇOIT PAS LE FRANC-ALEV.

CHAPITRE XIII.



A Prouence, dont la ville d'Aix est capitale, honorée d'un Parlement, est vne des premieres contrées des Gaules, reduitte par les Romains en Prouence, dont elle a retenu le nom. Et combien, que le droict Romain, luy soit domestique, & naturel; elle a receu de ses Comtes & Seigneurs diuers reglemens & ordonnances, 'qui tiennent lieu de coutume; Entre autres, le payement des lods & ventes, qui ne sont, ny du droict Romain, ny de celuy des Lombarts, comme a remarqué de *Claperijs ch. 26. 29. 61. 64. 69. 89. 90. Ioumes Stephani. decis. Aquens. 20. & 30.* Et par le statut de l'an 1456. le droict de prelation, retention, & de lods peut estre cedé & transporté. Aussi la preuue de la franchise est reiettée sur les vassaux, comme naturellement soumis au payement des lods & ventes. Ce n'a pas esté l'aduantage des armes, qui a soumis la Prouence au Sceptre de nos Roys, mais la disposition des Comtes de Prouence, qu'ils ont gratifiez de ceste riche & importante Prouence, subgette neantmoins à reuersion, comme estant de l'ancien domaine de l'Estat, possédée par les enfans de Clovis: par Charlemagne, & ses successeurs: iusques à ce que Charles le Chauue la delaisa à Bozon, avec le Royaume d'Arles, longuement possédé par les Rois d'Arles: puis par les Comtes de Barcelonne: Princes d'Arragon: Premiere & seconde Maison d'Anjou: en fin, retournée à sa source, par le moyen du testament de Charles d'Anjou, Roy de Hierusalem, de Sicile, & Comte de Prouence, du 10. Decembre 148. contenant l'ordonnance du Comte de Prouence, en faueur du Roy Louis II. avec clause particuliere d'union à l'Estat, &

observation de ses loix, libertez, franchises, statuts, vsages, & façons de faire. *In suis pactiõibus, conuentionibus, priuilegiis, libertatibus, franchisiis, statutis, capitulis, exemptionibus, & prerogatiuis. Item, in vsibus, ritibus, moribus, statutis, & laudabilibus consuetudinibus, quasque, & quos acceptare, ratificare, approbare, & confirmare dignetur & velit.*

Au mois d'Octobre, l'an 1486. à la supplication des Estats, & en execution du susdit testament, le Roy Charles VIII. vnit la Prouence, & terres adiacentes, à la Couronne de France, pour y demeurer perpetuellement & inseparablement liées : mais sous ceste condition, sans que à icelle Couronne, ne au Royaume, ils soient aucunement subalternes, ne aussi, pour ce, aucunement nuire, preiudicier. ne desroger à leurs priuileges, libertez, franchises, conuentions, chapitres de paix, loix, coustumes, droicts, statuts, polices, & manieres de viure, qui leur ont esté ostroyez, & confirmez en general, & particulier, tant par les feus Rois, Roynes, Comtes, Comtesses d'iceux pais, &c. Iceux auons de nouveau confirmé, loüé, & approuué, &c. promettans en bonne foy & parolle de Roy, & promis le tenir, garder, observer & entretenir. Lettres registrées en la Chambre des Comptes à Paris le 14. Octobre audit an, confirmées par autres de Novembre 1547. registrées au Parlement de Prouence le 9. Auiil 1548.

Et pour monstrier, que la submission est ordinaire à la Prouence, & que le Franc-aleu n'y est point presumé: Outrel'vsage general: il ne faut autre preuue, que l'article 36. de ceste paix solennelle faite l'an 1257. Entre Charles Comte & Marquis de Prouence, Comte d'Anjou & de Forcalquier, à cause de Dame Beatrix sa femme, Comtesse & Marquise de Prouence & Forcalquier, fille de feu Raymond Berenger, Comte & Marquis desdits lieux: & la comunauté des habitans de Marseille: par lequel est arresté, que les possesseurs d'heritages, dont ils n'ont payé iusques alors, aucune censue à Marseille, ou territoire qui en depend n'en pourront estre chargez à l'auenir, ny contraincts de iustifier le titre de leur exemption & libreté. C'est vne prerogatiue en faueur de la ville de Marseille, derogeant à l'vsage commun du pays: faueur, non encor absoluë par tout, ains seulement pour ceux qui estoient en possession.



LE PARLEMENT DE DAVPHINE RECOIT LE FRANC-ALEV EN quelques contrées.

CHAPITRE XV.



LE Franc-aleu, iusques à maintenant, a esté diuerſement pratiqué en la province de Dauphiné. En quelques contrées, proches de la Prouence, il eſt reccu: En d'autres, il eſt reſſecté. La raiſon de ceſte diuerſité, prouient, de ce que les lieux voiſins de la Prouence, ont retenu la forme de viure voiſine, generale au Royaume. Le ſurplus eſt demeuré dans la forme de viure ancienne en la province, laquelle n'eſt paruenue à l'Eſtat, par achat ou conqueſte, mais par deux donations: Ainſi, iusques à preſent, moins liée aux regles du Royaume, & plus attachée aux ſiennes particulieres.

Par la premiere donation, de l'an 1343. Humbert, Dauphin de Viennois, deſirant accomplir la promeſſe par luy auparavant faite, de donner à Monſieur Philippes, fils du Roy Philippes, ou à l'un des enfans de Monſieur Ican Duc de Normandie, ſon fils ainſné, le Dauphiné de Viennois: Donne à Monſieur Philippes, fils du Roy noſtre dit Seigneur, (ce ſont les termes du titre) & en cas qu'en iceluy ne pourroit accomplir la donation, par cas de mort, dont Dieu le garde, ou par autre legitime empeſchement, à un des fils de noſtre dit Seigneur & Couſin, le Duc de Normandie, ou que leur ſucceſſeur Roy de France vouldroit eſlire entre viſ, le Dauphiné, &c. Si, & au cas, que nous ſauvrons de ce ſiecle, ſans hoir, maſle ou femelle, deſcendant de noſtre corps, en loyal mariage, &c. En maniere que ledit Meſſire Philippes, ou celuy qui ſera Dauphin, ou ſes hoirs & ſucceſſeurs en Dauphiné, s'ap-

*Donation de
Dauphiné.*

Ec

pellerons, & soient tenus de se faire appeller Dauphin de Viennois, & porteront les Armes de Dauphiné escartelées, avec les Armes de France, &c. Et ne puisse estre vny, ne adiousté ledit Dauphiné, au Royaume de France, fors tant comme l'Empire y seroit vny: GARDER LES PRIVILEGES DV PAYS. Humbert priué de son fils, par l'accident miserable & inopiné, remarqué dans les histoires, resolu à la vie Monastique, le penultiesime iour de Mars, l'an 1349. voulut que la premiere donation demeurast pure & simple.

Les lods & ventes, de tout temps ont esté leuez en ceste Prouince. Guy Pape decif. 48. 415. 478. & autres cy-dessus touchées: mais le payement n'est pas vniuersel. Les Docteurs ayans douté, si la prescription centenaire estoit receuable en ceste rencontre, pour rendre alodial, le sief obligé aux reconnoissances enuers les Seigneurs: Guy Pape, a conclud pour l'affirmatiue, quest. 272. Le Parlement de Paris l'a ainsi iugé, par Arrest du 11. Iuillet 1631. contre le sieur de Mezieu, au profit du sieur de Rambion, lequel est deschargé de l'exhibition de contrats, & payement de droicts à luy demandez, faute d'auoir par le sieur de Mezieu iustificié la submission.

COMME de la Sentence donnée par nos amez & feaux Conseillers, tenant les Requestes de nostre Palais, à Paris, le 29. Iuillet 1630. Entre Pompone Manuël de la Faye, Escuyer de nostre Escurie, Conduc-teur general des Suisses, sieur de Mezieu, demandeur, d'une part: & Ican de Vincent, Escuyer, sieur de S. Rambion, defendeur, d'autre: Par laquelle, ledit Vincent, ensemble les heritages par luy possédez, au dedans de la seigneurie de Mezieu, ses seruiteurs habitans esdits lieux, auoient esté declarcz subjets à la Iustice dudit Mezieu, tant en matiere civile, criminelle, qu'autrement: avec defences audit de Vincent, de troubler ledit de la Faye à l'aduenir, à peine de tous despens, dommages & interests: & condamné ledit de Vincent, exhiber audit de la Faye, tous les contrats d'acquisition, qu'il a faits au dedans de ladite seigneurie de Mezieu: pour ce fait, luy payer les droicts qui luy peuuent estre deus, depuis le iour de son acquisition: continuer à l'aduenir en passer titre nouuel, en bonne forme, avec despens; Eust esté par ledit de Vincent appellé en nostre Cour de Parlement, en laquelle le procez par escrit, conclud & recen, pour iuger, si bien, ou mal, au-

roit esté appelé, les despens requis, & l'amende pour nous, iointe les griefs hors le procez, pretendus moyens de nullité, & production nouvelle dudit appellant, qu'il pourra bailler dans le temps de l'ordonnance, ausquels ledit de la Faye inshimé, pourroit respondre, & contre ladite production nouvelle, bailler contredits audit appellant. VEV ledit procez, griefs responses, forclusion de bailler moyens de nullité, & produire de nouuel: trois productions nouvelles dudit appellant: contredits & saluations: incident de lettres, de nous obtenus par ledit de Vincent, le 15. Feurier dernier, afin d'estre receu à articuler & verifiser les faits y contenus, appointemens: productions desdites parties: contredits & saluations, suivans l'Arrest du 20. dudit mois de Mars: inscription de faux dudit de Vincent, contre la transaction du 6. Decembre 1524. Arrest par lequel auroit esté ordonné, que dans six semaines ledit de la Faye feroit apporter au Greffe de la Cour, la minute de ladite transaction, & dedans trois iours la grosse: autre Arrest, du 2. Iuin dernier, par lequel, apres la declaration dudit de la Faye, qu'il n'entendoit se servir de la piccemaintenuë fausse: la Requeste dudit de Vincent, du 30. May dernier, auroit esté iointe au procez, & tout ioint, & diligemment examiné. NOSTRE DITE COUR, par son iugement & Arrest, sans s'arrester ausdites inscriptions de faux & lettres, a mis & met l'appellation, & sentence, de laquelle a esté appelé, aueant, sans amende, EN CE que ledit de Vincent est déclaré iusticiable de la Iustice de Mezieu, condamné exhiber audit de la Faye les contrats d'acquisition, qu'il a fait au dedans de la seigneurie de Mezieu, & aux despens: Emendant, quant à ce, a absous ledit Vincent des demandes, fins, & conclusions dudit de la Faye, la sentence, au residu, sortissant effet; condamne ledit de la Faye es despens de la cause principale, sans despens de la cause d'appel en incident des lettres. Prononcé le 5. Iuillet 1631. Extraict des registres de Parlement, l'Euesque, le vnziesme Iuillet 1631.

Nonobstant cét Arrest, il est à croire que le Roy, & Messieurs du Conseil, ayant establi la regle generale par tout le Royaume par vn article indefiny, & absolu de la nouvelle ordonnance, cy-dessus employée, sans reservation, ou exception, y submettent pareillement ceste Prouince, laquelle pour defense n'a qu'un usage, degenerant en abus.



SI LES BIENS POSSEDEZ PAR LES ECCLESIASTIQUES, HOSPITAVX, autres Communautéz & Main-mortes, sont re- putez ALODIAVX.

CHAPITRE XVI.



Es Ecclesiastiques du Royaume, comme esleuez en vn haut & digne degré, ont pretendu les terres appartenantes à l'Eglise, par acquisitions ou donations, estre alodiales, franchises de tous droicts, mesmes des lods, & ventes, hommages, exhibitions de contracts & declaration; & ont representé diuerfes patentes & Arrests, qui semblent pencher à leur faueur: Mais il faut distinguer la question de droict, d'auec les gratifications & dispenses. Les Ecclesiastiques, dediez au seruice diuin, meritent des recommandations particulieres: mais à l'esgard du Prince, respects & submissions qui luy sont deuës, ils marchent de pas égal auec les autres subjets: L'observation est belle de S. Chrysostome, sur le premier chapitre de l'Epistre aux Romains: *Tout ce qui soit subiecte aux puissances superieures: Le commandement, dit-il, est general, & regarde toutes personnes, soit Apostres, Prophetes, & toute autre condition; car telle submission n'altere en rien les deuoirs de la pieté; εἰς τὴν ἀναστρέψαντες ὑμᾶς οὐκ ἔστιν ἡτορμία τοῦ θεοῦ.* Puis que l'Eglise, pour se maintenir, ne refuit point la iouissance des possessions terriennes, elle n'en doit pas refuit les charges. Le dire de l'Empereur Frederic dans *Radenicus*, lib. 2. c. 34. sur ce sujet, *Episcoporum Italia non affecto hominum, si tamen & eos de nostris REGALIIBVS nihil detestat habere. Qui si gratanter audierint à Romano Prasale, quid tibi & regi? Consequenter quoque, eos ab Imperatore non pigeat audire, quid tibi & possessioni?* Le changement de vassal, ne change en rien les droicts du Seigneur, qui passent avec le

Idem fere D.
Augustinus,
tract. 6. 1. c.
Ioan.

fonds contre tous possesseurs. Simon, Comte de Montfort, ayant denié au Roy d'Arragon l'homage, à cause du Comté de Carcassonne; le Pape Innocent III. au ch. 12. Regist. 15. luy mande, *Vt Regi Arragonum, cuius feudatarius est ratione Carcassonne, in feudum à Papa concessa, legitima obsequia præstet: Cum possessionum onera delicti non consueverint, mutationibus possessorum, qui a res cum suo onere transit.* En France, les Ecclesiastiques recognoissent le Souuerain, payent les droicts de lods & ventes, & autres, aux Rois, pour les fonds qu'ils tiennent d'eux sans moyen, si ce n'est qu'ils ayent esté deuëment admortis. Car par le moyen de l'admortissement, non seulement ils sont rendus capables de posséder immeubles, dont ils seroient inhabiles par les loix de l'Estat; mais aussi, les heritages releuans nuëment du Roy, comme dediez à Dieu, sont affranchis de toutes charges, reputez alodiaux, non subiets à homages, lods, ventes, homme viuant & mourant, ban & arrière-ban: si ce n'est, que par reseruation, en l'admortissement ils y soient obligez; ou que les Abbez, Prieurs, & autres, soient tenus rendre la foy, payer rachapt: ou que la Coustume, comme celle d'Anjou, art. 110. Touraine, art. 10. & 11. du titre des rachapts: Maine, art. 121. le reseruent. Donc, les heritages admortis sont reputez pour alodiaux, s'il n'y a reseruation contraire: & à l'égard des nouveaux acquests, auant que par vn nouuel admortissement, ils soient reünis au corps, ils retiennent leur qualité primitive; payent les droicts auxquels la condition naturelle les oblige.

Quant aux fonds, releuans des Seigneurs particuliers, & ne recognoissans le Roy qu'en arrierechef, combien que possédez par l'Eglise: ils retiennent tousiours quelque chose de leur condition; ne sont pas absolument affranchis & rendus alodiaux. Car pour rendre les Ecclesiastiques capables de les posséder: outre l'admortissement du Roy, qui ne regarde que l'habilité pour posséder: L'indemnité est deuë aux Seigneurs, diuerfement arbitrée par les Coustumes, ou par les Arrests, en consideration de la perte qu'ils reçoient des quint, requints, & autres droicts, escheans par vente, donation, eschange, succession, confiscation, desherance, retenue feodale, taille aux quatre cas: Plus, est deuë homme viuant & mourant, par lequel homage & adueu sont rendus au Sei-

Terres releuans du Roy.

V. M. le Maître, traité des Admortis.

Bacquet, de l'Admortis, ch. 48. §.

50.

Terres releuans des Seigneurs particuliers.

Indemnité.

gneur, & par son decez les reliëfs ou rachats, & nouuel homa-
ge. Je ne parle point encor, de là vente des terres en censue,
pour raison desquelles regulierement, n'est deu homme viuant
& mourant. Je ne parle point pareillement de l'homme Con-
fiscant, combien que compris en quelques Coustumes : Nor-
mandie, art. 140. Bretagne, 366. Montfort, Laon, Peronne
Celle de Mantes, art. 43. le reçoit, au cas qu'il soit conuenu.

Homme vi-
uant, mourant,
& confiscant.

Les autres, en nombre, rapportées par Ragueau, en son In-
dice, ne parlent que de l'homme viuant & mourant. Aussi le
CONFISCANT, n'est, ny de l'usage, ny de la raison. Et
comme dit l'art. 4. de la Coustume de Vitry, LES GENS DE
RELIGION NE PEUVENT FORFAIRE, NY CON-
FISQUER.

V. tit. 49. lib.
4. feud. in-
script. de ca-
pitulis Con-
radi.

----- *Nec si quid pastor, iniquè
Gesserit, Ecclesia fas est in damna refundi.*

Dit *Guthgerus*. Les Arrests sur ce sujet sont vulgaires : Et
M^e Charles du Moulin, sur l'art. 41. de la Coustume de Paris,
num. 69. *Nec iustum (inquit) nec rationabile puto.* Et sur l'art.
30. de la mesme Coustume, num. 58. traittant des cas, aus-
quels les Ecclesiastiques & Communautéz peuuent confis-
quer le reuenü, pendant la vie des titulaires ou administra-
teurs tombez en faute, enuers les Seigneurs, qu'il appelle,
argumentosam questionem : Il prend pour sujet d'argument, la
loy *Iubemus* 10. C. de sacros. Eccles. qui confisque le nauire, qui
auroit esté refusé, *ad transuentionem fulicis embolæ*, qu'il inter-
prete, *transuentionem imperialis exercitus* : En quoy il s'est

Felix embo-
la.

mespris : La loy s'explique elle-mesme ; appellant, *fulicem
embolam, transuentionem publicarum specierum*, qui estoit la
conduite, ou apports de bleds, & autres especes, qui se fai-
soit tous les ans, par mör, d'Egypte à Constantinople, dont
exemple dans *Vopiscus*. L'interpretation ne se peut desir-
er plus claire que de Iustinien, *Edicto* 13. Inscript de *Alexan-
drinis & Egiptiacis prouinciis*, cap. 4. où il fait cognoistre
ἡμῶν τῶν ἐν τῇ ἡμετέρᾳ πόλει τῶν ἐν τῇ ἡμετέρᾳ πόλει : Et en la loy 1.
De nauibus non excusandis, lib. 11. C. & en la Nou. 163. Par ceste
distinction donc, des heritages amortis, releuans du Roy, ou
des particuliers, l'on peut conclurre, que ceux qui tiennent du
Roy, sansmoyen, sont francs & alodiaux : & ceux qui releuent
des Seigneurs, combien que amortis par eux, ne sont pas

francs, si les Seigneurs ne les ont affranchis, d'homme vivant & mourant, & d'homage: & que cet affranchissement ait esté valablement agréé par le Roy.

Je serois obligé de finir par ceste distinction, & passer à vne autre question: si la curiosité ne m'obligeoit donner esclaircissement de ces droicts d'amortissemens, hommes vivans & mourans, & autres, par des titres, non touchez par aucun, de ceux qui en ont iusques à maintenant parlé.

Je desire escrire, non transcrire: donner du mien, non *Ecclesiastiques* emprunter. Les Ecclesiastiques, estans par les regles & pureté *vivent les* de leur premiere institution, incapables de posséder des fonds: *mainz.* ce Royaume en a longuement entretenu l'observation estroite: & des acquisitions ou donations, sans permission du Roy, contrainsts vuider leurs mains: ce qui a esté tiré aux Eglises, Hospitaux, Communautéz, Administrateurs de villes, & semblables compagnies, immortelles par subrogation. L'en ay remarqué trois Arrests dans le liure *Olim*: Par l'vn, *Parlamento Pentecostes, an. 1267.* Le Roy retire, & reprend à son profit, la terre vendue à vne main-morte sans sa permission, sans estre tenu de la rente constituée sur le fief par le vassal. Autre Arrest, 1268. *die veneris, post quindenam Pentecostes: Precipit curia, Abbatissa Beata Marix Suefionensis, quod ea, que acquisierat, in feodo DD. Nigella, quod tenet à Rege, ponat extra manum suam, infra annum & diem.* Autre, de l'an 1269. *Determinatum fuit, quod, ex quo dominus de Lauda posuerat quadam prata in manu mortua, preter assensum Regis, & in ipsius praiudicium, regi remanerent, tanquam commissa.*

Depuis: ceste incapacité a esté adoucie: les Ecclesiastiques & Communautéz, rendus capables de posséder des fonds, moyennant payement de quelques sommes modiques. Et en vn Arrest de l'an 1282. dans le mesme Registre *Olim*, Est dit, *Anciens Ad-* que le Roy ayant autresfois fait vne Ordonnance, sur les alie- *mortissemens,* nations à main-morte, ou à roturiers, *in vilenagium,* des fiefs *donnez par* releuans de luy, avec permission, aux Eglises, ou non nobles, de posséder les fiefs par eux acquis, depuis trente ans, en *les Rois:* payant finance: les receueurs, desdits droicts, vouloient empêcher lesdits mains-mortes & roturiers, de bailler à rente lesdits fiefs: & sous ceste couleur, exigeoient de grandes

sommes de deniers : ce que la Cour defend.

*Anciennes
lettres d'Ad-
mortissement.*

Ce payement estoit vne forme d'indemnité & de desdommagement au Roy : lequel demouroit libre, ou de faire vider les mains, comme il se void cy-apres, ou de prendre argent. Et pour asseurer les Ecclesiastiques & Communautez, leur estoient expediees lettres, par le moyen desquelles ils estoient rendus habiles, sans pouuoir estre contrains de vider leurs mains. M. Bacquet n'a donné des lettres d'Admortissement, que au styl & forme recente, des roignes de François I. Henry II. Charles IX. & vn de l'an 1477. Je monteray plus haut, & donneray des pieces venerables, par le respect de leurs rides, tesmoins de nostre ancien vlsage, des changemens, & progresz.

Au Prieuré de S. Denis de la Chartre, à Paris, titre du Roy Robert, pour le lieu de Limoges, pres Meleun.

IN NOMINE sanctæ & indiuidue Trinitatis. ROBERTVS, diuina propitiante clementia, Rex. Si precibus nostrorum fidelium, quando pro suis, vel Ecclesiarum necessitatib. aliquid nobis instigare voluerint, aurem libenter accommodamus, & eorum petitiones iustas ad optatum effectum perducimus, non solum regiam consuetudinem, in hoc exerceamus, sed eosdem nostros fideles Vro atque nobis promptiores facimus, atque deuotiores. Igitur omnium sanctæ Ecclesiæ Dei fidelium nostrorumque, tam presentium, quam & futurorum, nouerit industria, quoniam adiens nostra serenitatis presentiam quidam fidelium nostrorum, nomine Anselmus, & uxor sua Retrudis, assensu Reinoldi Melidunensis Comitis, & sanctæ Mariæ, sedis Parisiæ, Episcopi, humiliter deprecatus est, quatenus Canonici sancti Dionysij de Parisiaco Carcere, peruigili prece, Domino insibi famulantibus, ex quadam villa, que vulgo vocatur Lemonica, cum omnibus Ecclesiæ appenditiis, terris, cultis, & incultis, & omnibus mancipiis, &c. nostra auctoritatis preceptum fieri iuberemus : Cuius congruam petitionem considerantes, prædictis Canonici sancti Dionysij, prædictum alodium, sub præcepti auctoritate, cum Ecclesiæ & omnibus appenditiis, concedimus PERPETVALITER habendum. Si quis autem, quod nefarium est dici, plenus damonica potestate, contra huius præcepti auctoritatem ausus fuerit insurgere, seu citis pressus iudicis terdenas auri libras regali censura cogatur exsoluere.

*Lien, dit Li-
moges.*

Et autem huius auctoritatis praeceptum, per futura tempora, inuolabilem obtineat firmitatis vigorem, manu propria subterfirmamus, & sigilli nostri impressione insigniri rogamus.

Ce que la patente dit, *perpetualiter habendum*: Celle de S. Louis, & autres cy-apres: *In perpetuum*: D'autres, *Aeternaliter possidendum*.

Celle du Roy S Louis, du mois de Mars 1209. en faueur des Mathurins de Paris. *Ea quae iusto titulo emptiois, siue donationis, aut alio quocunque iusto modo acquisierint, & pacifice possederint, possint tenere IN PERPETVVM, & pacifice possidere, sine coactione vendendi, vel extra manum suam ponendi.* Le n'en donne que l'extrait, d'autant que la patente, avec vne autre precedente, est rapportée par M. Choppin, lib. 1. de dom.

1209.

Du Roy Philippes le Bel: Tiré du Chartul. de Champagne, *Biblioth. Regia. PHILIPPVS, Dei gratia, Francorum Rex. Notum facimus vniuersis, tam praesentibus, quam futuris, Quodcum vir religiosus Eleemosynarius Monasterij B. Dionysij, in Francia, acquisierit in feodis, retrofeodis, censibus, seu alodis nostris, &c. De quibus omnibus, ut praedicitur, acquisitis, dictus Eleemosynarius, cum dilecto & fideli milite nostro Ioanne de Verriis, ad financias recipiendas, in praedictis partibus, a nobis specialiter deputato, sinauerit, nobisque satisfecerit de financia supra dicta, ut ex relatione dicti militis audiuiamus. Nos dictam financiam ratam habentes, & gratam, eandem volumus, laudamus & tenore praesentium approbamus, volentes & concedentes, quod idem Eleemosynarius pro se, & suis successoribus, nomine Monasterij praedicti, praedicta omnia, & singula teneat, & possideat PERPETVO, pacifice, ABSQUE COACTIONE VENDENDI, VEL EXTRA MANVM SVAM PONENDI, salvo in aliis iure nostro, & quolibet alieno. Act. Paris. an. Domini 1294. M. Martio.*

1294.

Financepayte.

Dispense de
vender les
mains.

Celles du Roy Charles V. Tirées du Monastere Nostre Dame du Iard prez Meleun, approchent plus de nostre vsage, contiennent le mot d'AMORTISSEMENT, que d'autres appellent *Ad mortificationem*, avec remise de finance.

CAROLVS, Dei gratia, Francorum Rex: *Ad perpetuam rei memoriam. Crescit Regij culminis celsitudo, gloriisque mere-*

1364.

sur pariter & honorem, dum obsequia à suis fidelibus eidem ins-
 pensa recoleudo, eorum pia desideria favore prosequitur speciali:
 in us præsertim quæ diuini cultus, & animarum concernunt reme-
 dium, & salutem. Notum igitur facimus vniuersis, tam præsentibus,
 quam futuris, quod nos recensentes gratia & laudabilia serui-
 tia, quæ charissimo Domino & progenitori nostro, & nobis ADAM
 DE MELEDVNO, quondam miles & CAMBELLANVS NOSTER,
 fidelis & dilectus dum viueret, longævis temporibus, antea factis
 exhibuit fideliter, & impendit, eaque gratanter acceptantes:
 executorum testamenti, seu vltimæ voluntatis, eiusdem militis
 humili supplicationi nobis exhibita fauorabiliter annuentes, libe-
 ralitate, & auctoritate Regis, certâ scientia, ac Regiæ potestatis
 plenitudine, & de speciali gratia, concedimus, per presentes, vt
 Religiosi viri Abbas & Conuentus Monasterij S. Iohannis de Lardo,
 Ordinis sancti Augustini, Senonens. Diocesis, in quo quidem Mona-
 sterio, corpus dicti militis traditum est Ecclesiastica sepultura, sexa-
 ginta libras terra Parisiens. annui redditus, & perpetui ad assie-
 tam, seu vetus precium Bailliuæ Senonens. de bonis dicti quon-
 dam militis, seu excursions eiusdem, ubicunque locorum Regni
 nostri, per eosdem Religiosos acquisitas, vel acquirendas, etiam se
 in secundo, retrocedo, iustitia alia, media, & bassa, vel in nostris,
 vel subditorum nostrorum, continuis, seu reb. aliis quibuscunque
 consistant, quas ex nunc, prout ex tunc, tempore præsentium Ad-
 mortissimus, tenere, habere, possidere, & perpetuo retinere
 valeant pacifice, & quietè, tanquam Ecclesiasticas, admor-
 tificatas, & bona diuinis obsequiis deputata, absque eo quod ipsi,
 prætextu alicuius vsus, moris, consuetudinis, aut constitutionis, in
 contrarium facta hæctenus, aut in posterum faciendâ, dictas sexa-
 ginta libras terra Parisiens. redditus prædicti, vel aliquid de iis
 vendere, aut alienare, aut extra manus suas ponere, vel nobis,
 vel successoribus nostris regib. Franciæ aliquam propter hoc
 financiam soluere teneantur, nunc, vel aliis, qualitercunque
 in futurum. Quam quidem financiam, quantacunque sit, vel
 esse possit, prædictis Religiosis, consideratione dicti militis, & ser-
 uitorum suorum prædictorum, ac insinupietatis, nec non vt ora-
 tionum, & bonorum spiritualium, quæ in dicto Monasterio, tam
 pro anima dicti militis specialiter, quam quomodolibet deinceps
 fient, nos nostrique prædecessores, & posteri efficiamur perpetua
 participes, remittimus & donamus liberalitate, & gratia, su-

Ad mortu.

*Diffense de
vader les
mairs.*

*Finance re-
mise.*

prædictis, &c. Datum & actum Parisiis, anno Domini 1364. mense Julij.

Les nouveaux acquests: c'est à dire, faits par les Ecclesiastiques, depuis quarante ans, ont passé par mesme regle du Payement de finance, & Admortissement. Le plus ancien exemple que i'en aye, est du Roy Saint Louis, an. 1226. 1226. Autre du Roy Philippes le Bel, de l'an 1296. tiré de S. Denis en France. Autre, en faueur de l'Abbaye du Iard. Ces patentes sont longues, le sens en peut estre reduit: Apres vne narration des incommoditez souffertes par ceste Abbaye: *Nihilominus nonnulli Commissarii nostri, à nobis de & super NOVIS CONQUESTIBVS, tam per personas Ecclesiasticas quam religiosas à QUADRAGINTA ANNIS, citra, factis, aliis sibi datis, elemosynatis & legatis, etiam super Amortisamentis deputati, pro Amortisatione domorum, reddituum, & hereditatum, tam per supplicantes memoratos, & eorum prædecessores, à tempore supra dicto acquisitarum, quam eis per Christi fideles legatarum, & elemosynatarum: Videlicet viginti solidorum, &c. A præfatis supplicantib. summam septuaginta, & quatuor librarum Paris. adquam hereditagia superius designata, secundum instructiones & ordinationes super his editas, ascendere possunt, exigere & levare conantur, &c.* Après que le Roy a fait don & remise de la finance: *Et insuper ex superabundanti & uberiori gratia uniuersa, & singula hereditagia, & redditus supra designatos ADMORTISAMVS, & pro Admortisatis perpetuo haberi, & reputari tamquam reb. Admortisatis prædictos supplicantes, & eorum successores IN PERPETVVM, & eis pacifice uti volumus, & gaudere, absque ulla financia nobis, & successorib. nostris, propter hoc in posterum excludenda. Datum Paris. An. 1374. & regni nostri M. II. mense Decembris.* 1374.

Le droit d'admortir est vraiment Royal: au Roy seul appartient faire vuidier les mains aux Ecclesiastiques, Corps; & Communautéz, & les rendre capables de posseder fonds: Outre l'intérest d'autorité, qui est sans prix, le Roy souffriroit de grands dommages, par le moyen des admortissemens des fiefs subalternes, tant pour la diminution du nombre des vassaux, qui luy doiuent seruire personnel à la guerre, que par l'affoiblissement de ses droits & reuenus: d'autant que les arriere-fiefs tombent en faisie & perte de fruits, lors que le

fiel mouuant nuëment du Roy est saisi: Rigueur, dont sont dispensiez les fiels amortis. Nonobstant ces regles, anciennes, & tres-iustes, les Seigneurs particuliers, voire les Ecclesiastiques, ont autresfois entrepris de contraindre mesmes ceux de leur profession, à vuidier leurs mains, & prendre d'eux ad-mortissemens.

Ex Chartu-
lario Albe-
træ in Epi-
scop. Lingo-
nensi.

Ancienement
les Seigneurs
Ecclesiastiques
faisoient vni-
der les mains,
& empeschoient
d'acquérir.

1223.

Ego Anserinus Decanus, & Capitulum Lingonens. Notum facimus vniuersis, Quod constituti nos ex parte vna, & fratres Monasterij Alba Ripæ ex altera: super eo, quod scilicet fratres quasdam decimas de Chastellenor & de Corcelles, & aliquot alia, videlicet feoda, & res alias immobiles ad Ecclesiam Lingonensem pertinentes, sine consensu nostro, quinimo etiam nobis contradicentibus, in nostrum præiudicium acquisiuisse dicebantur, Coram Decano Senonensi, suisque coniudicibus, auctoritate Apostolicæ & imperialis scolice quæstio verteretur: demum, in præsentia Venerabilium Virorum G. Cisterij & L. Clareuallis Abbatum, inter nos, & præfatos fratres fuit compositum, in hunc modum: Quod nos concessimus, ut tam decimæ, quam feoda, sicut quacumque alia ad nos, siue ad Episcopum nostrum spectantia, & ab ipsis fratribus hactenus acquisita, deinceps in pace remaneant, Alba Ripæ: exceptis, domo Lingonensi, quæ fuit L. Imberti de Mulleio, & quarta parte decima de Chassigneio, quas iidem fratres dederunt nobis in perpetuum habendas, & libere concesserunt. Iidem etiam fratres nobis concesserunt, & firmiter promiserunt, quod deinceps, sine consensu nostro, nihil omnino acquirerent, in villis, quas habemus, vel habituri sumus, nec in earum finibus: nec alibi de quibuscumque rebus immobilibus pertinentibus ad nos, vel ad Episcopum nostrum, nisi sibi in putam eleemosynam conferatur. Et si aliter acquisierint, non valebit. Si vero dictis fratribus in villis nostris, vel earum finibus, sicut alibi de quibuscumque reb. immobilibus pertinentibus ad nos, aliquid quod potuerit dari secundum consuetudines, & iura terra in putam eleemosynam, fuerit erogatum, rem sibi allatam extra manum suam infra annum, ponere tenebuntur, & ex tunc, si infra annum pro nobis, vel pro hominibus nostris obrulerimus, iustum recipere pretium tenebuntur, &c. In cuius rei testimonium præsentis litteras dedimus fratribus Alba Ripæ, sigilli nostri munimine roboratas. Actum anno Domini 1223.

De S. Denys en France. VNIVERSIS presentes litteras inspecturus. Frater Petrus, Prior domus Vallis Viridis, Parisiensis, ordinis Chartusienfis, & vniuersi fratres domus eiusdem, salutem in Domino sempiternam. Noverint vniuersi, quod cum nos emissemus quinque arpentes terre, & no quarterio minus, & duas masuras, cum iardinis, sitis apud Gentiliacum, & in territorio eiusdem ville, in censiva Ecclesie sancti Dionysij de Carcere Parisiens. Nos pro eo quod res ipsas in manu mortua tenere non poteramus, easdem masuras, & terras predictas vendidimus & quitauimus in perpetuum, Religioso viro fratri Anselino, Priori Ecclesie sancti Dionysij predictae, & huius successoribus pro 30. libris parisienfisibus, iam nobis a dicto Priori solutis, &c. In cuius rei testimonium presentib. literis nostrum sigillum duximus apponendum. Datum an. Domini 1262. mense Feb.

1262.

Autr. OMNIBVS, presentes litteras inspecturus: Frater Ioannes, humilis Abbas Hermeriarum, totusque eiusdem loci conuentus, salutem in Domino. Notum facimus, quod cum ex parte religiosorum virorum, Abbatis & Conuentus Beati Dionysij in Francia, moniti essemus, ut PONEREMVS EXTRA manum nostram, 8. arpente terre, arabilis, vel circiter, qua habebamus & possidebamus apud Villetam, iuxta Pentinum, in feodo & dominio dictorum Abbatis & Conuentus sancti Dionysij, ut dicebant: dicti Abbas & Conuentus Beati Dionysij: Nos, ad monitionem dictorum Abbatis & Conuentus Beati Dionysij, eandem Abbati & Conuentui vendidimus, ea pro 30. libris Parisiens. nobis in pecunia numerata traditis, & liberatis, renuntiantes exceptioni pecunie non tradite, non solute: promittentes sub religione fidei, & per stipulationem legitimam, quod contra hanc venditionem, per nos, nec per alios, veniemus, in futurum, nec in dictis 8. arpentis terra, vel circiter reclamabimus aliquid in futurum. Act. an. gratia 1265. mense Decembri.

1265.

AUTRES EXEMPLES D'AMORTISSEMENTS, accordez aux Ecclesiastiques, par les Seigneurs particuliers, avec dispense de vuider leurs mains.

1226. *Admortissement donné par Seigneurs particuliers, en termes généraux.* **D**E S. Denys en France. *VNIVERSIS, &c.* Ego Guilelmus de Clasci: Notum facio, quod secundum, quod emit Ecclesia B. D. à Ioanne du Hauberuiller, quod est apud Capellam, iuxta Hauberuiller cum omnibus pertinentiis, quod mouebat de me, quitto eidem Ecclesia IN PERPETVUM possidentium, volens, ut eidem Ecclesia de eodem feodo à tenentibus, tantum fiat, quantum mihi fieri deberet, ab eisdem. Actum ante Dom. 1226. mense Martio.

1264. De S. Germain des Prez: Episcopi Paris. *CONCESSIMVS* Religiosis Abbati & Conuentui S. Germani Paris. quod ipsi & eorum Monasterium IN PERPETVUM habeant purè & liberrè, in manu mortua, absque cautione vendendi, & extra manum suam ponendi, &c.

1292. De Nostre Dame de Iosaphat. Amortissement, par le sieur de Boinuilleaux Religieux de Iosaphat. *NOVS*, par la vertu de ces lettres, cognoissons, en tant que comme à nous appartient, & peut appartenir, sans tout droit d'autrui ausdits Religieux, & à leurs successeurs, de nous & de nos hoirs, & de tous ceux qui ont & auront cause de nous, & voulons que il les regnent, des or en auant, comme AMORTIES, paisiblement, PERPETUELLEMENT, & à tousiours, sans contredit, que nous & nos hoirs, y puissent mettre, pour raison quelque que elle soit. En tesmoin de laquelle chose, nous auons scellées ces presentes lettres, de nos propres seaux, l'an de grace 1292. la vigile de Nostre Dame en Septembre.

Dans le Chartulaire de l'Abbaye du Iard, pres Meleun: i'ay veu des amortissements, faits par des Seigneurs particuliers, conceus en diuers termes, aboutissans à mesme fin.

1321. L'un de l'an 1321. *PERPETVO* tenant & possédant, in mortua manu, sine coactione vendendi, vel extra manum mor-

tuam ponendi. Ita tamen, quod dicti Religiosi de Iardo, pro unoquoque arpenso, nobis, & Ecclesia nostra, quolibet anno, solvere teneantur quatuor denarios capitalis census, &c.

Autre, avec le terme d'AMORTIR, de l'an 1313. STE-PHANS, humilis Abbas S. Senerini de Castro Nantonis, Salutem, &c. Concordatum & ordinatum fuit in capitulo nostro, quod dicti Religiosi predicta omnia in perpetuum habeant, tanquam MORTIFICATA teneant, ac etiam in futurum.

Autre de l'an 1328. A TOVS ceux, qui ces presentes lettres verroint, Guillaume de Poolly, Escuyer, sire de Poolly, & de Ozouër le Bourgis, fils de noble homme, feu Monsieur Guillaume de Poolly, Chevalier jadis, & Damoiselle Jeanne, femme dudit Escuyer, Salut. Sachent tous, que nous, A TOVSIOVRS-MES, pour nous, pour nos hoirs, & pour tous ceux, qui de nous ont, ou pourront avoir cause ou temps à venir, AVONS ADMORTY, & par la teneur de ces presentes lettres, ADMORTISSONS A TOVSIOVRS-MES, à religieuses personnes, & honnestes, L'ABBE' ET LE CONVENT DE S. JEAN DV IARD, lez Melleux, au nom de eux, & de leurs successeurs en ladite Eglise, pour nostre cler & evident prouffit, deux arpens & demy de terre arable, seans en la parroisse, &c. Et lesquels heritages NOUS TENONS EN FIE' DV ROY DE FRANCE NOSTRE SIRE, & delaissons, & auons delaisé, pour nous, & pour nos hoirs, ausdits Religieux, & à leur Eglise, les deuant diz heritages, pour ADMORTIS, à ce que ils LES PVISSENT TENIR PERPETUELLEMENT ET FRANCHEMENT, sans ce que nous, ou aucun de nos successeurs, les puissent iamais en riens CONTRAINDRE DE VENDRE, ou de mettre hors de leur main, les deuant diz heritages, ou aucuns d'iceux: pour le prix de dix livres tournois petits: lesquels nous auons eus & receus en bonne pecune, nombrée desdits Religieux, ou de leur certain commandement, & desquels deniers, nous nous tenons suffisamment pour bien payer, pour cause dudit ADMORTISSEMENT, & en quittons, & quitte clamons à tousiours-mes, pour nous, & pour nos hoirs, lesdits Religieux, leur Eglise, & ceux qui de eux auont cause, à l'exception de ladite somme d'argent non eue, & non receue, du tout en tout, renonçons, & promettons en bonne foy sur l'obligation de tous nos biens, presens & aduenir, que contre les choses dessusdites, nous ne venrons, ne venir ferons par

1313.

1328.

nous, ou par autres, ou temps aduenir, par nulle cause ou raison quelle qu'elle soit, soit ou püssse estre entendüe, mes en bonne foy, NOVS, A NOS PROPRES COVSTS ET DESPENS LES DEuant DIS HERITAGES, GARANTIRONS, DELIvrERONS ET DEFENDRONS TOVS AMORTIS AVSDITS RELIGIEUX, à leur Eglise, & à leurs successeurs, CONTRE TOVS ET ENVERS TOVS, aux vz & aux coustumes du pais, toutesfoi que mestier en sera, & nous en serons requis. En tesmoin de ce, nous auons mis en ces lettres nos propres sceaux, desquels nous vsions, en l'an de grace 1328. le Lundy feste S. Pierre, entrant en Aoust.

1324.

Autre. SCACHENT tuit, que pardeuant Jean Logue, Clerc Tabellion luré, & estably en la Chastellenie dudit Monstere, auquel, & en ce cas en greignours, nous adionstons pleine foy, vindrent en leurs propres personnes, noble homme Erart de Thyenges, Seigneur de Maroles sur Seine, Escuyer, & Damoiselle Jeanne la Bouillere sa femme, de l'autorité dudit Erart son mary, à elle donnée souffissamment pardeuant ledit luré, quant à faire & accorder ce qui s'ensuit, & elle ladite autorité receut en foy agreablement, si comme elle disoit, Disans & affermans, que comme Baudin Choffart de Combertain, tenist en fie, desdits mariez trois arpens de terre, & deux arpens de prez, ou environ, seans ou terrouër & finage de Ozouër le Bourgis, à cause de leur manoir de Croguetennes, & il soit ainsi, que ledit Baudin Choffart, ou les ayans de luy cause, ait vendu à perpetuité, tant en saisine, comme en propriété, lesdits trois arpens de terre, & deux arpens de prez, à Reuerend Pere en Dieu, Monsieur l'ABBE' DV IARD, ou nom & pour sadite Abbaye, & dudit fie, se soit demis, ledit Baudin, ou les ayans de luy cause, en la main desdits mariez, en tant comme il touche lesdits trois arpens de terre, & deux arpens de prez, si comme il disoit: Recognurent pour ce lesdits mariez, de leur bon gré & de leur bonne volonté, sans force & sans contrainte, ladite verité auoir agreable, ferme & stable à tousiours, & à jamais, non venir encontre, par eux, ne par autres ou temps aduenir, & icelle loèrent, greerent, ratifierent, & approuuerent, en tant comme il touche lesdits trois arpens de terre, & deux arpens de prez, en tant comme à eux touche à cause dudit fie, pour 20. florins de Florence, que lesdits mariez cogneurent & confesserent pardeuant ledit luré auoir eus & receus dudit Abbe', pour cause dudit AMORTISSEMENT, &c. En tesmoin de ce, nous, à la relation

lacion dudit Iuré auons scellées ces presentes du scel & contrescel de ladite Preuosté. Donné le 3. iour de Decembre l'an de grace 1364.

Ces admortissemens, portoiēt renonciation & abdication absoluë de tous droicts, sur les terres amorties : mais c'estoient entreprises contre l'autorité Royale, seule fondée en droit d'amortir, par l'Ordonnance du Roy Charles V. du 6. iuillet 1372. Desia par Arrest de l'an 1277. ceste regle auoit esté establie, & ordonné, que l'Archeueſque de Reims, & autres Pairs de France, ne pourroient amortir les fiefs releuans nuëment d'eux, ains seulement leurs arriere-fiefs : Prerogatiue donnée à leur dignité : & quant aux autres non Pairs, qu'ils ne pourroient amortir leurs fiefs, ny leurs arriere fiefs ; & fut ainſi iugé contre les Comtes de Blois, Champagne, Drcux, Neuers, &c. remarquez par autres.

Le meſpris de ces reglemens, donna lieu au renouellement, porté par l'Ordonnance de Charles V.

Ce retranchement fut deſagreable, comme il eſtoit domageable aux Seigneurs, qui ne departoient pas gratuitement leurs faueurs, tiroient commodité de ces amortissemens, & faisoient vuidier les mains à ceux qui refuſoient ployer. Pour conſeruer au Roy l'autorité, & aux Seigneurs leurs droicts, le payement d'indemnité fut introduit, réglé par les Arrests & Couſtumes, & la preſtation d'homme viuant & mourant, appelée Vicaire en la Couſtume d'Orleans, art. 99. & 100. & en celle de Blois, art. 44. & 45. Exemple d'un titre de Maire-mouſtier. *Mentitus est Monachus, illum noſtra terra illius fuiſſe VICARIUM, & ideo inſtumeſſe, vt RELEVARETVE, quandoquidem eſſet deſunctus.* C'eſt homme viuant, & mourant, eſt appelé Vicaire : nom conuenable, comme representant & tenant lieu d'un autre. Froiſſard, liu. 1. c. 35. L'Empereur conſtitue le Roy d'Angleterre ſon VICAIR ou ſon Lieutenant : & au 3. vol. chap. 97. L'Empereur l'auoit ſuffiſamment inſtitué à eſtre ſon Vicaire & Regard ſouuerain de l'Angleterre. Dans le Moyne de S. Gal, liu. dernier, *Vicarius*, pour Lieutenant : Dans Marculphe, *Vigarius* ou *Vicarum Comitit.* Au Roman de la Roſe.

*Celui grant, Sire, tant me priſe,
Qu'il m'a pour chambriere priſe,*

nous, ou par autres, ou temps aduenir, par nulle cause ou raison quelle qu'elle soit, soit ou püssse estre entendue, mes en bonne foy, NOVS, A NOS PROPRES COVSTS ET DESTENS LES DEuant DIS HERITAGES, GARANTIRONS, DELIvrERONS ET DEFENDRONS TOVS AMORTIS AVSDITS RELIGIEUX, à leur Eglise, & à leurs successeurs, CONTRE TOVS ET ENVERS TOVS, aux vz & aux coustumes du pais, toutesfois que mestier en sera, & nous en ferons requis. En tesmoin de ce, nous auons mis en ces lettres nos propres sceaux, desquels nous vsions, en l'an de grace 1328. le Lundy feste S. Pierre, entrant en Aoust.

1524.

Autre. SACHEN Tuit, que pardeuant Jean Logue, Clerc Tabellion Iuré, & estably en la Chastellenie dudit Monstere, auquel, & en ce cas en greigneur, nous adioussons pleine foy, vindrent en leurs propres personnes, noble homme Erart de Thyenges, Seigneur de Maroles sur Seine, Escuyer, & Damoiselle Jeanne la Bouillere sa femme, de l'autorité dudit Erart son mary, à elle donnée souffisamment pardeuant ledit Iuré, quant à faire & accorder ce qui s'ensuit, & elle ladite autorité receut en foy agreablement, si comme elle disoit, Disans & affermans, que comme Baudin Choffart de Combertain, tenist en fie, desdits mariez trois arpens de terre, & deux arpens de prez, ou enuiron, seans ou terrouer & finage de Ozouer le Bourgeois, à cause de leur mauoir de Croguettes, & il soit ainsi, que ledit Baudin Choffart, ou les ayans de luy cause, ait vendu à perpetuité, tant en saisine, comme en propriété, lesdits trois arpens de terre, & deux arpens de prez, à Rouerend Pere en Dieu, Monsieur l'Abbe' DV LARD, ou nom & pour sadite Abbaye, & dudit fie, se soit demis, ledit Baudin, ou les ayans de luy cause, en la main desdits mariez, en tant comme il touche lesdits trois arpens de terre, & deux arpens de prez, si comme il disoit: Recogneurent pour ce lesdits mariez, de leur bon gre & de leur bonne volonté, sans force & sans contrainte, ladite verité auoir agreable, ferme & stable à tousiours, & à jamais, non venir encontre, par eux, ne par autres ou temps aduenir, & icelle loèrent, grecerent, ratifierent, & approuuerent, en tant comme il touche lesdits trois arpens de terre, & deux arpens de prez, en tant comme à eux touche à cause dudit fie, pour 20. florins de Florence, que lesdits mariez cogneurent & confesserent pardeuant ledit Iuré auoir eus & receus dudit Abbe', pour cause dudit AMORTISSEMENT, &c. En tesmoin de ce, nous, à la relation

lation dudit Iuré auons scellées ces presentes du seel & contrescel de ladite Preuosté. Donné le 3. iour de Decembre l'an de grace 1364.

Ces admortissemens, portoient renonciation & abdication absoluë de tous droicts, sur les terres amorties : mais c'estoient entreprises contre l'autorité Royale, seule fondée en droit d'amortir, par l'Ordonnance du Roy Charles V. du 6. Iuillet 1372. Desia par Arrest de l'an 1277. ceste regle auoit esté establie, & ordonné, que l'Archeuesque de Reims, & autres Pairs de France, ne pourroient amortir les fiefs releuans nuëment d'eux, ains seulement leurs arriere-fiefs : Prerogative donnée à leur dignité : & quant aux autres non Pairs, qu'ils ne pourroient amortir leurs fiefs, ny leurs arriere fiefs ; & fut ainsi iugé contre les Comtes de Blois, Champagne, Dreux, Neuers, &c. remarquez par autres.

Amortissemens donnez par les Seigneurs, reuocuez. M. le Maistre chap. 6. Molin. ch. 4. Const. Par. n. 99.

Le mespris de ces reglemens, donna lieu au renouvellement, porté par l'Ordonnance de Charles V.

Ce retranchement fut desagreable, comme il estoit domageable aux Seigneurs, qui ne departoient pas gratuitement leurs faueurs, tiroient commodité de ces amortissemens, & faisoient vider les mains à ceux qui refusoient ployer. Pour conseruer au Roy l'autorité, & aux Seigneurs leurs droicts, le payement d'indemnité fut introduit, réglé par les Arrests & Coustumes, & la prestation d'homme viuant & mourant, appelée Vicair en la Coustume d'Orleans, art. 99. & 100. & en celle de Blois, art. 44. & 45. Exemple d'un titre de Maire-moustier. *Mentitus est Monachus, illum nostra terra illius iussu se VICARIUM, & ideo iustum esse, ut RELEVARETUR, quandoquidem esset defunctus.* Cest homme viuant, & mourant, est appelé Vicair : nom conuenable, comme representant & tenant lieu d'un autre. Froissard, liu. I. c. 35. L'Empereur constituë le Roy d'Angleterre son VICAIR ou son Lieutenant : & au 3. vol. chap. 97. L'Empereur l'auoit suffisamment institué à estre son Vicair & Regard souuerain de l'Angleterre. Dans le Moynede S. Gal, liu. dernier, *Vicarius*, pour Lieutenant : Dans Marculphe, *Vigarius* ou *Vicarium Commis*. Au Roman de la Rose.

Indemnité, accordée aux Seigneurs.

Homme viuant & mourant.

VICARIUS.

VICAIR.

*Celui grant, Sire, tant me prise,
Qu'il m'a pour chambriere prise,*

Pour chambriere, certes, Voire

Pour Conneſtable, pour VICAIRE.

S. Ambroise, in *Epist. ad Rom. c. 1.* appelleles Apostres *Christi VICARIOS*: & sur le 1. aux Corinth. ch. 3. il les dit, *Adiutores & Vicarios Christi*. Pour la meſme raiſon VICAIRES dans la Somme Rurale de Boutillier, ſont ceux qui ſe preſentoient au combat pour autrui, autrement dictſ Aduouéz. Titre de l'Abbaye de Beaulieu en Limosin. *Iudicauit pradiſtus Raymundus, & alij venerabiles & aſiſtentes, vt ipſi duo praſati, VICARIOS ſibi eligerent, ad certandum expeditos. Hincmarus*, au Traitté du Diuorce d'entre Lothaire & Theu-berge. *VICARIVS ipſius in iudicium exiens, incoctus euasiſt.* Terme qui a ſon rapport, à l'eſpreuue de l'eau bouillante, qu'il appelle, *Aquam ignitam. In aqua ignita coquebantur culpabiles, & innoxij liberantur incocti.* Cy-deſſus, p. 77. & ſuiu. l'ay parlé d'autres Vicaires.

Charges & ef-
fects d'un Vicai-
re.

Ce Vicaire, rend la foy & homage, baille adueu & de-nombrement: Par ſon decez, rachat eſt deu, & nouuel ho-mage au Seigneur. La ſotme de nommer l'homme viuant & mourant, ſe void en vn titre de l'Abbaye S. Martin des Champs, de l'an 1413.

Forme de no-
mination
d'Homme vi-
uant & mou-
rant.

A T O V S ceux, qui ces preſentes lettres verront. Frere Jean Aluernac, Licentié en decret, humble Prieur de l'Egliſe de S. Martin des Champs, lez Paris, de l'Ordre de Cluny, & tout le Couuent de ce meſme lieu, ſalut en noſtre Seigneur. Comme par certain accord, pieça fait, entre Reuerend Pere en Dieu, Monſieur l'Abbé de l'Egliſe de S. Viſtor, lez Paris, le Couuent dudit lieu, pour & au nom de ladite Eglise S. Viſtor, d'une part: Nous Prieur, & Couuent deſſuſdicts, euſſions promis auſdicts de S. Viſtor, bailler HOMAGE ET FOY, HOMME MOVRANT ET VIVANT, par la mort ou mutation duquel, iceux Religieux euſſent, & peuſſent auoir & prendre, les reliefs, ventes, & autres debuoirs, que le Seigneur feodal, par la Couſtume doit auoir pour raiſon des francs-bois, que nous auons aſſis ex bois de Fontaine-le-port. Seauoir faiſons, que nous Prieur & Couuent de S. Martin deſſuſdicts, Auons eſleu & conſtitué, & par ces preſentes, Eſliſons & conſtituons, noſtre bien amé Frere, en Dieu, Jean de Mauſicourt, ſouſ-chambrier de noſtre dite Eglise de S. Martin, pour HOMME deſ-dits Religieux de S. Viſtor, MOVRANT ET VIVANT, en

la manière que dessus: & POUR ENTRER EN FOY ET HOMAGE D'ICEUX S. VICTOR, A CAUSE ET POUR RAISON DESDITS BOIS. Auquel Frere Jean de Mauscourt, nous auons donné, & par ces presentes, donnons plein pouuoir, autorité, & mandement special, D'ENTRER EN FOY ET HOMAGE d'iceux Religieux de S. Victor, à cause d'iceux bois, DE BAILLER A DUEV D'ICEUX BOIS, tel que de raison sera, sous le seel de la Prouesté de Paris, ou d'ailleurs, où il appartiendra: d'acquies delay & souffrance d'homage non fait, de prendre delay & terme dudit adueu bailler: & generally de faire & passer tout ce que appartient ausdits Religieux de S. Victor, qu'ils ne peussent, si bon leur semble, au temps aduenir, auoir, ou demander vn homme seculier, pour faire lesdits foy & homage. En tesmoin de ce, nous auons mis à ces presentes nos seaux. Donné en nostre Chapitre le 6. Iuin, l'an 1413.

Ceste forme de rendre homage par les Communautéz, par Vicaire, est ordinaire, fors ez Prouinces d'Anjou & du Maine, qui ont leur formalité domestique: Anjou, art. 100. Maine, 121.

Sur la concurrence d'indemnité, & d'homme viuant & mourant, les Coustumes & aduis de ceux qui en ont escrit, se trouuent diuers. La Coustume de Normandie, art. 140. Berry, 53. Bretagne, 368. ordonnent l'vn & l'autre. M. le Maistre a estimé, que l'vn ou l'autre est suffisant. M. Chopin & Bacquet les desirent tous deux: & tel est l'usage. Mais les Hospitaux, par la faueur des pauures, & de la charité, ont esté dispensés de la rigueur entiere. Par Arrest du 20. Sept. 1578. sur la verification des lettres d'amortissement, obtenus par les Gouverneurs del'Hostel-Dieu de Paris, pour la moitié du fief d'Alby, fut dit, que par le decez de l'homme viuant & mourant, ne seroit payé aucun profit ou finance: L'homme viuant & mourant est ordonné; mais sans charge.

Cet Arrest a esté rapporté par ceux qui ont escrit de la matiere. En voicy vn plus recent, de l'an 1634. Par lequel, en termes deserts, le mesme Hostel-Dieu, a esté condamné au payement de l'indemnité, & precisément, deschargé de l'homme viuant & mourant: les heritiers du testateur condamnés à acquitter l'Hostel-Dieu de ladite indemnité: Resolution sur

Concurrence
d'indemnité,
d'homme vi-
uant & mor-
tant.

Hospitaux,
dispensés.

deux questions importantes. Les qualitez de l'Arrest sont: Entre Messire René de Prunelay, Cheualier, sieur de la Vorle, demandeur en faisie féodale, & en requeste, &c. d'une part: Et Messire François Lhuillier, sieur d'Interuille, fils aîné, & principal heritier, de defunct Messire François Lhuillier, sieur d'Interuille, & ses freres & sœurs, heritiers dudit defunct Lhuillier, & les Maistres Gouverneurs de l'Hôtel-Dieu de Paris, defendeurs, & incidemment demandeurs. *DIT A ESTE, que la dite Cour, a condamné, lesdits Administrateurs de l'Hôtel Dieu; payer audit de Prunelay, la somme de 4000. livres POUR LE DROICT D'INDEMNITE' du fief des Broses, à luy adiugé par Arrest du 27. May 1633. SANS QUE ledit de Prunelay PUISSE PRETENDRE droict de HOMME VIVANT, MOVRANT & CONFISCANT.*

*D. f. berge
d'homme
vivant.*

*Heritiers con-
demnez acqui-
ter de l'indem-
nité.*

Et ayant esgard à la demande en sommation desdits Administrateurs, condamné ledit François Lhuillier, Jacques Lhuillier & consors, heritiers dudit defunct François Lhuillier, chacun pour telle part & portion, qu'ils sont heritiers, ACQUITTER lesdits Administrateurs de ladite somme de 4000. livres, & aux despens, &c. Prononcé le premier Iuillet 1634.

*Pour fonds ro-
turiers, n'est
d'un homme vi-
vant & mou-
rant.*

*Ny pareille-
ment pour fonds en
Franc-aleu,
dont la Coust.
d'Auxerre a
parlé en l'art.
9.*

Les fonds tenus en roture, sont regulierement, comme j'ay dit cy-dessus, exempts de l'homme viuant & mourant: d'autant que le decez du tenancier, ne doit au Seigneur homa-ge, rachat, relief, ny autre droict. Les Coustumes neantmoins de Berry, titre des fiefs, art. 3. Auxerre, art. 6. l'ont ordonné. Les decisions plus ordinaires, des Arrests, passent à la descharge. Il s'en void aucuns, qui ont panché à l'homme viuant & mourant: semences de doute, naissance de grandes contentions. M. Bacquet, au chap. 46. du droict d'Amortissement, parle d'un Arrest que j'ay veu, de l'an 1587. au profit de M. l'Euesque de Paris, contre les Marguilliers de l'Eglise S. Sauueur, auquel il s'agissoit de deux maisons en roture sises en ceste ville, *Portant, condamnation d'indemnité, ou d'homme viuant & mourant, pour recevoir les droicts & profits accoustumez, en cas de mutation, si mieux n'ayment les defendeurs vuidé leurs mains.* L'une, ou l'autre de ces conditions, est remise au choix des condemnez, & l'issuë pleine d'espines: Car s'ils choisissent l'homme viuant & mourant, quel sera le pied de ces droicts, pretendus accoustumez en cas de mutation? Sera ce lods &

*Diversité
d'Arrests.*

*L'un ou l'autre
adiugé.*

ventes ou relief? Les lods ne sont deubs qu'en cas de vente, & partant ne peuuent conuenir au decez de l'homme viuant & mourant. Le relief pareillement, ne peut eschoir par le decez de cet homme, puis qu'en roture le deceds ne produit foy, homage, ny autres droicts: & que le profit ne doit estre plus grand au decez de l'homme viuant & mourant, qu'en celuy du propriétaire.

Vn autre Arrest, plus recent, de l'an 1626. n'adiuge point d'indemnité, ains seulement homme viuant & mourant, *Le seul homme viuant & mourant, ad-juge.* SELON LES VSANCES ET COVSTUMES DV PAYS, voila vne mesme question, diuersement decidée. Quel sera le fruiſt en l'execution? Car les biens qui ont donné subyet à l'Arrest, comme i'ay appris des parties mesmes, sont assis sous les Couſtumes de Senlis & de Valois, lesquelles ne parlent point de l'homme viuant & mourant, n'en adiugent les droicts, ny ne les liquident. Je veux croire, que la Cour a esté portée à ces Arrests, par des mouuemens secrets & puisſans, de sa cognoiſſance particuliere, conuenables à la ſuffiſance au deſſus de l'intelligence des particuliers.

COMME de la ſentence donnée par nos amez & ſeaux Conſeillers tenans les Requeſtes de noſtre Palais à Paris le 20. Iuillet 1624. Entre Maistre ANTOINE PICART, Aduocat en Parlement, Seigneur de Vertheuil, demandeur aux fins de l'exploict du dernier iour de Septembre 623. d'une part: Et les RELIGIEUSES, ABRESSE ET CONVENT DE S. JEAN AV BOIS, defendereſſes, d'autre: Par laquelle noſdits Conſeillers, auoient déclaré les ſaiſies faites à la requeſte dudit demandeur. & de deſſus Jacques Picart ſon pere, bonnes & valables: Et en ce faiſant, auoient condamné leſdits defendeurs PAYER audit demandeur LES ARRERAGES DES CENSIVES DEUES, pour toutes les terres & heritages, qu'elles ont, ſituez au dedans du territoire & ſeigneurie dudit Vertheuil, avec les AMENDES COVSTUMIERES, PAYER ET CONTINVER A L'ADVENIR LESDITS CENS: meſmes monſtrer & exhiber audit demandeur les titres, tant anciens, que modernes: & LVY BAILLER HOMME VIVANT ET MOVRANT, CONFORMEMENT AVX COVSTUMES ET VSANCES DV PAYS: & condamnées és deſpens, Fuſt eſté de la part deſdites Religieuſes, Abbeſſe, & Conuent, appellé à noſtre Cour de Parlement, en laquelle, parties ouyes en leurs

causes d'appel, & le procez par escrit conclud, NOSTRE-DITE COVR, par son Iugement & Arrest, sans s'arrester ausdites fins de non recevoir, à nosdites lettres, moyens de faux, & requestes des cinq Avril, & septiesme Iuillet 625. seize Fevrier, deux Avril & quatre May dernier, en tant que touche ledit procez par escrit, A mis & met l'appellation, & sentence de laquelle a este appellé au neant, sans amende & despens, tant de la cause d'appel, que desdits incidens, en ce que lesdites appellantes auroient esté condamnées indefiniment, bailler audit intimé, Homme vivant & mourant, & en toutes despens: En emendant ladite sentence, quant à ce, A condonné & condonne lesdites appellantes BAILLER audit intimé, HOMME VIVANT ET MOURANT, pour les terres & heritages par elles acquises, au dedans de la terre & seigneurie de l'etheuil, depuis quarante ans, auparavant la sasse du septiesme Iuillet 1620. si aucune y a. A condonné & condonne lesdites appellantes és deux tiers des despens de la cause principale, l'autre tiers compensé, ladite sentence au residu sortissant son effet. Et sur les appellations verbales, instances d'opposition, lettres en forme de requeste civile & sommation, A mis & met lesdites parties hors de cour & de procez, sans despens, la taxe des adiugez, pardeuers nostredite Cour reservée. Prononcé le neufiesme May 1626.

Les procedures sur l'exécution de ces Arrests, ne peuvent estre que longues & penibles: puisque les droicts ne sont arrestez par les Coustumes, ny par les Arrests. La taxe & liquidation à certaines sommes & reprises, en condemnations de ceste qualité, est digne du soin & de la prudence du Parlement; Afin que comme au Pectoral du grand Pontife, estoient escrits ces deux mots, *si quis & aduersa*: les Arrests rendus avec verité & sincerité, fussent aussi accompagnez d'un esclarcissement entier, auquel, comme à vn port, les esprits flottans fussent arrestez. C'a esté le souhait de deux grands personages, qui ont cy-deuant traité la mesme matiere,

Du Moulin
&
Bacquet.

Verbum non amplius addam.



SI LES EVESQVES ET AVTRES ECCLESIASTIQUES,

A CAUSE DES HERITAGES PAR EVX

possédez en Franc-aleu, sont obligez
à l'Arriere-ban.

CHAPITRE XVII.



CESTE question, donne plus ample sujet de discours, que de difficulté. Les laïques, possesseurs de fonds alodiaux, doivent sans doute le service, au Ban & Arriereban. Les Ecclesiastiques, sont aussi peu capables d'acquisition en Franc-aleu, sans lettres du Roy, comme de fiefs & de censives. Et est vray, qu'anciennement, les Ecclesiastiques, à cause des fiefs par eux possédez, estoient obligez à rendre le service personnel aux armées: dont depuis, ils ont esté dispensés. Les considerations pour les y obliger, sont grandes: Celles pour la descharge sont plus puissantes.

Les raisons, pour porter les Ecclesiastiques, à l'Arriere-ban, sont tirées des entrailles, & conditions naturelles des fiefs, gratuitement concedez, par les Rois, ou par les Seigneurs, à la charge du service militaire: Les Capitulaires le monstrent, liu. 3. ch. 14. 18. 35. 63. 67. liu. 4. chap. 70. *Fiefs donnez pour le service.*

C'est ce qui autresfois a produit en ce Royaume, tant de personages, vaillans, courageux, capables du travail, prompts au service, luitans sans crainte, contre les plus presens perils, avec mespris de la mort: afin de se rendre dignes de meriter ou conserver les fiefs, qui ne se donnoient qu'à la vertu militaire. Aussi dans les liures des Fiefs, *Miles*, est mis pour *Miles pour Vassal*, liu. 1. ch. 22. liu. 4. ch. 9. & 93. Et M. Cuias, sur le ch. 21. *Vassal*. du 1. liure des Fiefs, *Militis nomine, significatur Vassallus.*

& *Hermann* Contracto, Miles eius factus est, idest *vassallus*. Et *Hotman*. In *libris feudisicis*, Miles & *Vassallus* synonyma sunt : Miles & senior, tanquam relata opponuntur. Dans *Roger de Houëden*, part. 2. *Feudalis Miles*. *Baldricus Chron. Camerac.* liu. 2. ch. 10. 18. 19. *Viri Militares*. Il y a plusieurs autres exemples. Pour ceste raison, les Romanciers anciens, pour signifier vn homme vaillant, disoient, *VASSAL* : & *VASSELAGE* : pour troupe de valeur. *Philippe Mousk* en son histoire.

*Vassal, pour
homme de
courage.*

*Après li resorst en Baivviere,
Vne guerre orgillouse & fiere,
Le sire, iert dus sot non rasons,
Qui moult estoit prous & VASAVS.*

Ailleurs.

Vasselage.

*Bauduins, le frere Rollant,
Con tenoit encor peu enfant,
Fu i amena mil VASAVX,
Qui furent mort en Roncevaus.*

Au *Romant de Florimont*, dont l'auteur viuoit l'an 1128.

*Le Rois auoit riche corage,
Et pensa vn fier VASSELAGE,*

Ailleurs.

*Moult estoit sages hom li Rois,
Et si estoit sages & courtois,
Por proire & por barnage,
Et por merueilleus VASSELAGE.*

Au *Romant d'Artus*, par *M^e Garce*.

*Dè force, ne de VASSELAGE,
Not son per en tot le Barnage.*

Sur la fin.

*Tuit cil, qui de ta terre sont,
Qui de tai lieux & terres ont,
Te deiuent aider & valer,
Si feront-il en lor poër.*

*Vassal, signifie
aussi Canaler.*

VASSAL, pour la melme raison, signifie *CAVALIER*, condition conuenable à l'ancienne milice François. Il y a en l'Abbaye de *Moyssac* diuers actes de foy & homage, rendus à l'Abbé, par les *Vicomtes de Lomagne*, à cause de la Boade de *sainct Nicolas* : ausquels, *Vassal* : Homme : &

CAVA-

CAVALIER; sont employez pour mesme chose: Je n'en & bien-voulu, représenteray qu'un. *Sciendum est, quoniam Ar. Hodz Vescors*, dans le Moyne de Lomanha a fait homénatge, e ses faits CAVALIERs & de S. Gal, lin. 1. ch. 20. lin. 2. HOM, al senhor De Montpexat, Abad de Moyssac, el predich ch. 19. Vescors mandet & autreges al senhor predich Abad, que vos CAVALIERs e fiels e loials li sia en tors loes, & que luy e le Mostier de Moyssac, el couent duquel meiss Mostier, e toras las cosus garde e deffenda de mal, & de damnage a bona fe per tors loes. El predichs Vescors pleui per sa fe de son cors e iure sobre S. Euangel, que toc, &c. Anno ab Incarnat. Domini 1238. Regnante Ludouico Rege Franc. R. Tholof. Com:te, &c.

Autre semblable, par le mesme Ar. Hodz Vic. de Leom. 1240. c'est Odo.

L'an 1280. le iour de Mercredy auant la feste S. Iean Baptiste, Dame Philippes Vicomtesse de Leomagne, du consentement & autorité d'Archembaut, Comte de Perigort, administrateur de ses biens, & du consentement de Noble Damoiseau, *Nobili Domicello*, Talarand son mary, Vicomte de Leomagne, fils dudit Comte de Perigort, rend hommage audit Abbé & Couuent de Moyssac, en ces termes, *Homage, par*
Homage, par
une femme,
diuers.
Homagium & iuramentum fidelitatis. Rien d'auantage. Cest acte est different des precedents. Elle n'vse pas du mot de Cavalier, de Vassal, ny d'Homme, comme n'estant conuenable à son sexe: & se reduit au simple homage, & fidelité. Mais l'an 1291. Helie Talarand Vicomte de Leomagne & Dauuilar, rendant le mesme homage, à Bertrand de Montagu, Abbé de Moyssac, à l'exemple de ses predecesseurs, *se homénatge, e se VASSALS & CAVALIERS, al dich Senhor.*

Ces Vassaux, Hommes, & Cavaliers, estoient comme deuoir des
des digues, des ramparts, des murs d'airin, opposez aux ennemis: victimes deuouées à la fortune de l'Estat, possédans vne vie flottante, incertaine, le plus souuent enseuelie dans les ruines communes. Les principaux effets de ce deuoir, estoient rendus aux grandes & pressantes necessitez, conuocations generales de tous les sujets, designées par le nom *Heribannum: Arbannum: Riereban, ou Arriereban*, qui est d'vsage fort ancien entre nous, & entre les peuples voisins. Guillaume Guyart, ez Royaux lignages, sous l'an 1297.

Delost de France, rien ne moue,

ARRIERE-
BAN.

Du mot Heri-
bannum, &
Arbannum.
Meſſieurs Pi-
thou, Faucher,
B'gnon, Sirm.

Les ſemences
des Seigneurs
particuliers à
leurs viſſaux:
Bannum:
Equitatio.

De S. Pol eſt, la, Gui le Comte,
O lui pris Flamens à mort vere,
Raoul de Neele ſon frere,
Cil ne ſont pas le RIEREBAN.
Si ceſt Godeſſois de Breban, &c.

Iean Froiſſard, au 2. vol. de ſon hiſt. chap. 118. ſous la perſonne de Philippes d'Arteuelle: *Nonobſtant tout ce, ne demeurera-il pas, que ie ne voiſe à Gand, querir l'ARRIEREBAN.* Au chap. 121. Philippes d'Arteuelle, emmena environ dix mil hommes d'armes, pour l'ARRIEREBAN. Et au 3. vol. ch. 128. *L'Eueſque de Durem, & tout l'ARRIEREBAN de la Senef-chauffee de Durem, &c.* Monſtrelet, 1. vol. de ſon hiſt. ch. 116. En vne patente de l'an 1413. vſe deux fois du mot, *Arriere-ban*, contre ceux qui tiennent fiefs & arriere-fiefs, venans & valans à plus de vingt liures tournois: ce qu'il repreſente au chap. 77. 122. 145. en termes generaux, de commandement: *A tous ceux qui ont accouſtumé porter les armes, ou qui en ſont capables.*

Eccleſiaſtiques,
obligez au ſer-
vice militaire.

A ce ſecours, & conuocation generale, eſtoient inuitez & obligez, tous poſſeſſeurs de fiefs: meſmes les Eueſques. C'eſtoit vne charge & neceſſité des fiefs: *Otho Friſingenſis*, lib. 2. & *Sigonius* lib. 2. de *Regno Italia*, ont remarqué, que les vafſaux laïques ou Eccleſiaſtiques qui deſailloient & manquoient à ſe preſenter, & rendre au Roy d'Italie ce deuoir ſolennel, contenu en leur diſcours, eſtoient priuez de leurs fiefs: *Non ſolum Laïcorum feuda, ſed & quorundam Episcoporum, &c.* Ce que *Guntberus*, *Ligurino*, a touché.

Veſup. p. 55.

Hic quoties claram regnator tendit ad urbem,
Teutonius, Auſoniam ſumpturus riſe coronam,
Ponere caſtra ſolet: ligno ſuſpenditur alſe
Ereſto clypeus: tunc praeo regius omnes
Conuocat à dominis ſeudalia iura tenentes.
Excubias Regi, prima celebrare fideles,
Noſte, veuſſorum debent ex more parentum.
At quicumque domi (domino nolente) reſiſto
Deſuerit, ſeodo primari curia cenſet.
Tunc quoque non nulli cenſura vindice regni,
Amiſere diu tali poſſeſſaratu.
Quin & pontifices, Halberſtadenſis, & ille

Sub quo Brema fuit, tali Regalia iura

Amisere nota: persona scilicet ipse,

Non tamen Ecclesia.

L'exemple tiré de Rigordus, en l'histoire de Philippe-Auguste, sous l'année 22. de son regne, est un témoignage sans contredit de l'usage, & nécessité du deuoir. Pour le refus des Euesques d'Orleans & Auxerre, d'aller en personne à l'armée, avec leurs gens de guerre, leur temporel fut saisy, *saisy, saute de seruisse.* qu'il appelle *Regalia*.

CVM OMNES Barones, & Episcopi, vocati, ad hunc exercitum, conuenissent, apud Medoniam, & misissent ad mandatum Regis, homines suos, prout debebant, in expeditionem illam: Aurelianen. & Aliisidor. Episcopi, cum militibus suis, ad propria sunt reuersi, dicentes se non teneri ire, vel mittere in exercitum, nisi quando Rex ipse personaliter proficiscitur: Et cum nullo ad hoc privilegio se tueri possent, generali consuetudine contra eos faciente, petiit Rex, ut hoc emendarent. Ipsi autem emendare nolentibus, Rex eorum REGALIA confiscavit, scilicet ea tamen (tantum) temporalia, quæ ab eo feodaliter tenebant: decimas & alia spiritualia eis in pace dimittens. Ipse enim Rex Christianissimus, semper timebat offendere Ecclesiam Dei, & eius ministros. Ipsi ergo terram, & homines Regis interdicentibus, & ad Romanam curiam mittentibus, & in propriis personis accedentibus, Domino Papa Innocentio 3. consuetudines & iura regni nolente infringere, aut in aliquo renovare: emenda tandem facta, & Regi soluta, post duos annos recuperaverunt omnia, quæ à Rege fuerant confiscata.

Pour le défaut d'aller à la guerre, le temporel des Euesques fut saisy: *Eorum Regalia*, non pas, *Legalia*. Le texte de Rigordus même l'explique, *Ea temporalia, quæ ab eo (scilicet Regis) feodaliter tenebant.* Le mot, *REGALIA*, est ainsi tourné par la Chronique de S. Denys, où ceste histoire est amplement touchée.

TVIT li Baron & li Prelat, furent semons à Mantre, pour cel ost, si comme nous auons cy-deuant touchié: il enuoyerent lors homes & lors Cheualiers en cel ost au commandement le Roy: mes li Euesques d'Orliens, & cil d'Aulcerre, retournerent en leur pays, & en ramenerent leurs homes, & leurs Cheualiers, & pas ne vouldrent obeïr au commandement le Roy, ainsi comme li autre

REGALIA, que il disoient qu'il n'estoient pas tenu à aller, ne enuoyer leurs gens en ost, se li Rois mesmes n'y estoit en propre personne: & pource qu'ils ne se porent defendre en ce cas par nul privilege: & commune coustume: li Rois leur commanda que ils amendassent la brisure du commendement: faire ne le voirent: pour ce saisi li Rois leur **REGALES**, c'est à sçavoir **LEVRS TEMPORALITEZ** TANT SEVLEMENT, que ils tenoient de luy en fief. Mes il leur laissa iouir paisiblement des dismes, & des autres espiritualitez: Car il se doutoit de courroucer sainte Eglise, & ses Menistres. Quand leurs biens temporeux furent ainsi saisi, il misrent en entredit la terre, & les homes le Roy, puis vinrent en propres personnes à la Cour de Rome, & monstrerent le cas en complaignant à l'Apostole. Mes toutesuoyes comme il qu'il amendassent le cas au Roy, le messet, & la brisure de son commandement, pource que li Pape n'y vouloit pas briser les Coustumes du Royaume. Quand il orent amandé, & l'amende payée, li Rois au chief de deux ans, leur rendi leurs **REGALES**, & tout quant qu'il avoit saisi dou leur.

Le Pape Innocent III. prent ce mot, **REGALIA**, en la mesme signification, combien qu'auec diuers & grands desguitemens, au sujet de la saisie, en quoy il auoit esté surpris: lib. 1. Registri ep. 190. lib. 2. ep. 52. lib. 3. ep. 106. 107. 120.

En plusieurs titres, que j'ay eu de l'Eglise de Thoul, **REGALIA GALIA**, representent ces mesmes droicts. Patente del'Empereur Henry VI. Anno Domini Incarn. 1189. Indict. 7. regni 20.

HENRICVS SEXTVS, diuina fauente clementia, Romanorum Rex semper Augustus. De Regalis celsitudinis aqutate procedit, ut sacro fideles Imperio, & deuoti, digna meritorum remuneratione donentur: & rebelles, seu contumaces condigna ultionis puniantur seueritate. Notum igitur facimus, vniuersis Imperij nostri fidelibus, tam presentibus, quam futuris: quod cum Humbertus Comes, manifestus hostis Imperij, propter suorum multitudinem excessuum, & precipue quod alodia, & bona, Episcopo, & Episcopo Ecclesia sancti Iohannis in Taurino, ex antiqua fidelium donatione collata violenter abstulerat, & ad frequentem scernissimi patris nostri Friderici Romanorum Imperatoris, & semper Augusti, & nostram incorrigibiliter contumax extiterat: Tandem de plurimis edictis, & citam peremptoriis, citatus con-

tumaciter absens venire contempsit, Nos universa alodia & feu- REGALIA, da, qua ipse infra fines Romani Imperij possidebat, observato temporel d' Ec- orummodè ordineiudiciario, & per iustam Principum Imperij sen- cliafiques, tentiam, & parium suorum, abiudicavimus, & eum secundum ius- titiam condemnatum, perpetuo Imperij banno subiecinus, in qua condemnatione diem clausit extremum. Post cuius mortem, cum filius eius Thomas, ex multa maiestatis nostre miseratione, in gra- tiam Imperij, & nostram rediret, ex ipsius consensu, & bona vo- luntate, & communicato Principum Imperij consilio, secundum Episcopatum ad manum Imperij, retinimus specialiter, cuius Ec- clesia Episcopi, ante tempora illa, de manu Comitum Sabaudie, per aliquod tempus recipiebant REGALIA. Sub ergo hac forma Episcopatum illum, Imperio specialiter retinimus, ut Ecclesia Sedunensis, & eiusdem Ecclesia Episcopi ad coronam Imperij, iure perpetuo, specialiter pertineant, AC DE MANU IMPERII REGALIA RECIPIANT. Ad cuius rei certiore euiden- tiam Vilelmum Episcopum, qui tempore illo Sedunensi Ecclesia praebebat, DE REGALIBVS investivimus: qui investituram REGALIVM, Sedun. Episcopatus, de manu nostra, recepit, eamque omnes eius successores, de manu Imperij, sunt recepturi. Ad ampliorem quoque Sedunensis Ecclesia dignitatem & exal- tationem, Imperiali simul, & Regali edicto statuimus, ut nullus de cetero Sedunens. Episcopus investituram Regalium, non nisi de manu Imperij, recipiat: & corona Imperij nunquam alienetur, iura, & libertatem Sedunensis Ecclesia manuteneat, & defen- sare satagentes.

L'homage rendu à l'Empereur Adolphe, par Jean Euef- que de Toul, l'an 1297. porte: REGALIA FEVDA Prin- cipatus Pontificalis, quem obtinet, sibi de Regali liberalitate, con- celsimus, & ipsum investivimus, de isdem administrationem tem- poralium, & iurisdictionem plenariam Principatus eiusdem Ec- clesia prænato Episcopo Tullensi, presentium serie, committentes.

Charles Empereur, par lettres du dix-septiesme Autil 1334. estend davantage la forme du serment.

CAROLVS, Dei gratia, Romanorum Rex, semper Augu- stus, & Boemia Rex. Notum facimus uniuersis, quod ad nostram accedens presentiam dominus Iohannes Deiluo, charitate venera- bilis, Bertrandi de Turre, Tullensis Ecclesia electi, & confirmati Vicarius in spiritualibus, & temporalibus generalis, cum literis

sufficientis procuracionis eiusdem domini sui, nostro culmini humiliter supplicauit, quatenus cum idem ELECTVS ET CONFIRMATVS sacri Imperij vassalus existat, eundem Iohannem, vice & nomine sui domini supradicti, de REGALIBVS ET FEVDIS, principatus dictæ Ecclesiæ Tullensis, quæ Ecclesiæ ipsa à nobis, & à sacro Imperio Romano, obtinere dignoscitur, inuestire, AVTORITATE NOSTRA REGIA, & benignitate solita, dignemur: Nos de fidei, Regalitat, & circumspeditionis industria supradicti electi & confirmati, super quibus ipsum plurimorum fide dignorum testimonio commendatum accepimus, plenam fiduciam obtinemes, accepto quoque à prædicto Iohanne procuratore suo, in personam ipsius electi & confirmati, HOMAGII, FIDELITATIS, AC SVBIECTIONIS DEBITÆ SOLITO IVRAMENTO, supradictum Iohannem vice & nomine sui domini supradicti absentis, tanquam presentis, de vniuersis & singulis REGALIBVS ET FEVDIS dictæ Ecclesiæ, quæ à nobis, & à sacro Imperio dependere noscuntur, inuestimus & auctoritate presentium, de certa nostra scientia, inuestimus: sic tamen, quod idem electus & confirmatus, postquam ad partes redierit, in Luccemburgensi, vel conuincio personaliter constitutum esse contingerit, à nobis & à sacro Imperio eadem REGALIA ET FEVDA suscipiat, nobisque, & Imperio de eisdem homagiis fidelitatis, nec non subiectionis, debita præstet solita iuramenta, harum nostrarum testimonio literarum. Datum Metis, anno Domini 1354. Indict. 7. 10. Kal. Aprilis, regnorum nostrorum anno 3. Scriptum supraduplicam, per Luchouen. P. de luna, cum sigillo in cera alba in duplici cauda pergamini.

L'inuestiture baillée au mesme Euefque, par l'Empeur Frederic, du 10. Aueil, passe plus oultre, & est notable.

VNIERSA & singula REGALIA, nec non temporalia, siue scuda dictæ sue Ecclesiæ Tullensis, quæ singulare quoddam, & insigne membrum Romani exitit Imperij, cum vniuersis eius attribuentiis ac cum mero & mixto Imperij, ac etiam exercitio iurisdictionis temporalis, feudis, conferendis, dominiis, nec non vniuersis suis iuribus, honoribus, consuetudinibus, obseruantis & pertinentiis, sicut eadem ipsius Episcopi prædecessores hactenus possederunt, CVM SCEPTRO REGALI, ET ALIIS CEREMONIIS, in talibus fieri consuetis & obseruari debitis, contulimus, & conferimus, ac ipsum de eisdem inuestimus.

Inuestitura
cum sceptro

Celle de l'Empereur Charles V. du 17. Mars 1522. contient les mesmes termes, *Cum scepro Regali, & aliis ceremoniis in talib. fieri consuevis, &c.*

Ces pieces m'ont esté communiquées des Archiues de Thoul. Il se void, & est à remarquer par ces lettres, que les biens temporels des Ecclesiastiques, sont appelez, REGALIA : Les anciens l'expliquent, REGALES. Je ne les employe que pour la signification du nom : sans toucher aux droicts de l'Euesché de Thoul.

Je n'ignore pas, que REGALIA, ne regardent d'autres vsages, & significations, dont à present il n'est point question.

La Patente du mesme Philippes Auguste, an. 27. de son regne, accordant exemption de Regale à l'Euesque d'Auxerre, confirme la necessité du service militaire par les Euesques, reseruant, *Exercitum & submonitionem, sicut Episcopi Altiſiodorenses fecerunt.*

IN NOMINE sanctæ & indiuiduæ Trinitatis, Amen. Remise de Regale, à l'Euesché d'Auxerre.
 Philippus, Francorum, Dei gratia, Rex. Nouerint vniuersi, presentes pariter, & futuri, quod nos intuitu pietatis & obremedium anime nostre, & parentum nostrorum: damus, & concedimus in perpetuum, Ecclesie Altiſiodorensi; quidquid iuris habebamus in regalibus, Altiſiodori vacante sede, ita quod decanus, & capitulum eiusdem Ecclesie custodiant Regalia, sede vacante, & omnes proventus, qui ex inde procedunt, & prebendas, si quas interim vacare contigerit, ad opus futuri Episcopi: salvo SERVITIO NOSTRO, EQUIATIONIS, EXERCITVS, & SUBMONITIONIS, sicut Episcopi Altiſiodorenses nobis fecerunt. Quod ut perpetuum robur obtineat, sigilli nostri auctoritate, & regij nominis characteris inferius annotato, presentem paginam confirmamus. Actum Parisiis, anno Domini 1206. regni vero nostri anno 27. adstantibus in palatio nostro, quorum nomina sunt supposita, & signa; Dapifero nullo. Signum Guidonis Buticularij, S. Matthæi Camerarij, S. Droconis Constabularij: Data vacante Cancellaria.

Il ne sagit pas en ce lieu du fonds, & temporel, comme ex-exemples precedens : Mais de ce droit auguste, attaché à la personne du Souuerain, appellé par excellence, Droit de Regale.

Ce que la Patente appelle, *Equitationem: exercitum:* est la

CAVAL-
CATA.

suite & assistance és armées, avec troupes conuenables, que les Anciens appelloient, CAVALCATA. Statuts de Montpellier, par Pierre, Roy d'Arragon, de l'an 1204. *Host & CAVALCATA habet Dominus Montipeff.* Les Statuts de Marseille, de l'an 1257. tit. de *Cauallitis*. CAVALEST æfiene D. Comiti & D. Comitissæ ac eorum successorib. per 40. dies, &c. Patente de Philippes, contenant vn accord avec l'Abbé de S. Germain des Prez, de l'an 1270. *Nihil nobis iuris, & proprietatis retento, excepto gueto, tallia, exercitu*, CAVALCATA, & BANNO.

CHEVO-
CHEIA.EXERCI-
TVS.

CHEVOCHEIA : Chartul. Campan. Bibl. Th. f. 225. *Exemptio à custodia villæ, Chenocheia, vel exercitu.* l'ay veu au Chartul. Camp. Biblioth. Reg. f. 185. vn accord de l'an 1224. entre l'Euesque de Meaux, & le Comte de Champagne, auquel le Comte soustient, *Quod homines de Congi debent ire cum eo ad exercitum, & Chenaucheias.* Au mesme Chartulaire fol. 182. Accord de l'an 1227. entre l'Euesque de Meaux, & Thibaut Comte de Champagne : *Homines nostri de Congiaco, quoties fuerint à Comite submoniti, ibunt in exercitum, & CHEVALCHEIAM dicti Conatis.* Fol. 325. Association entre l'Abbé de Molefmes & le Comte de Champagne. *Sciendum est, quod Dominus Rex: (c'est le Roy de Nauarre, Comte de Champagne) vel heredes sui, homines dictarum villarum, nunquam pro aliqua necessitate neque pro exercito aliquo ultra duas dictas ducere poterunt.* Fol. 336. tit. 1247. au mois de Mars : L'Abbé de Moustier Ander, donne au Comte de Champagne, la garde de l'Abbaye, son giste, son ost, & sa CHEVAUCHIE. Chart. Campaniæ Bibl. Thuan. fol. 325. *Exemptio à custodia urbis, turris, & gabiole, & ab omni*, TOLTA & demanda, CHEVAUCHEIA & exercitu. TOLTA, c'est vne leuée faite par le Seigneur : autrement appellée en vn titre de l'an 1228. *Tallia, Ablatio, Roga.* En vn autre, *Rogata.* Au Chartul. de Cluny, ch. 335. *Homines Monachorum debent equitatum & exercitum, &c.* Letitre est, an. 1177. Tit. de S. Dénys, de l'an 1294. Jean de Gonesse s'oblige à l'Abbé, *De cheuauchier avec luy, ou qu'il plaira audie Abbé, ou enuoyer cheual souffisant.* L'ancienne Coustume de Bretagne, redigée du temps des Ducs, art. 132. *Il n'appartiene pas à la femme aller en ost, ne en cheuauchie, où il y a fait d'ar-*

CHEVAU-
CHIER.

mes. L'ancienne Coustume d'Anjou, non imprimée, tit. de *Houft & Cheuauchie*: porte: *Il y a difference entre Houft & Cheuauchie*. Car Houft, est pour défendre le pais, qui est pour le profit commun. Et Cheuauchie, est pour défendre son Seigneur. En vn autre article, *Nulle femme ne doit Houft ne Cheuauchée*. **EQVITATVS**: Chart. Cluniac. cap. 335. an. **EQVITA- 1177.** *Homines Monachorum debent Equitatum, Exercitum, &c.* **TVS.** Chart. S. Denys de Nogent, fol. 23. *Equitatura.* **EQVITA- 1275.** cy-apres plus amplement employé, *Frater iacore nostrum, exercitum & equitationem*: dont infinis exemples. **EXPEDITIONE**: Chart. Canpan. Bibliot. Reg. 363. *Homines villa- 110.* *ibunt in expeditionem & exercitum.*

HOSTIS, au genre feminin, signifie le semblable. Aimoinus Monach. lib. 1. c. 28. *Hostem quam maximam cum Carolomanno direxit.* Chronicum Cameracense, lib. 3. c. 68. *Transiit & terram B. Hosti sua deuastandam distribuit.* Patente du Roy Louis 1143. à S. Denys. *Si Hostem nostram submonemus, Abbas, seu maior, seu Monachus ex parte nostra submonebitur.* Titre de Nostre Dame de Paris. *Condonamus illis, ne ulterius in Hostes nostras, vel expeditiones, ire non compellantur.* De ceste source, **OST**. Titre en la Coustume de Normandie, *De l'Ost au Duc*: Que Terrien, lib. 4. cap. 11. interprete, le seruice ordinaire, que chacun doit par la nature de son fief. L'ancien langage Castillan, appelle **HVESTE**: *Exercito HVESTE*: *puesto in campagna contra el enemigo.*

Ceste equitation ou seruice, estoit rendu par les Ecclesiastiques, en personne, & ne pouuoient s'en garantir, mesmes en subrogeant quelqu'un en leur place, comme nous auons veu aux Euesques d'Orleans & de Auxerre dans Rigordus: & se remarque en diuers lieux des Epistres de *Lupus Farariensis*, si ce n'estoit avec dispense précise du Roy.

Lupus Ferar Ep. 28. *Vobis auxiliantibus impetrata licentia ab expeditione Aquitanica, grauatus infirmitate, redy, &c. Nisi tamen homines nostros vna cum comite pagi, qui expeditionis officia more solito exequerentur, &c.*

Patente du Roy Philippes Auguste del'an 1200. entre les titres de l'Euesché de Paris.

IN NOMINE sanctæ & indiuiduæ Trinitatæ, Amen. *Dispense de*

service person- Philippus, Dei gratia, Francorum Rex. Nouerint vniuersi prae-
nel, accordée à sentes pariter, & futuri: Quod nos carissimum consanguineum,
run Enesque de: & fidelem nostrum, Odonem Episcopum Parisiensem, intentu dile-
Paris.

ctionis, quam specialiter habemus ad ipsum, occasione etiam cuius-
dam contumeliae, eidem à seruientibus nostris illata, quam audientes
plurimum doluimus: In persona sua tantum, quamdiu vixerit, ab
omni EXERCITV, & EQVITATIONE absoluius penitus, & qui-
samus, tam tempore nostro, quam tempore successorum nostrorum
Regum Francia: Saluo nobis debito, militum, quos idem Episcopus
tenetur mittere in seruitium nostrum. Quod ut ratum sit, & fir-
mm, sigilli nostri munimine, & Regij nominis caractere inferius
annotato, presentem paginam fecimus roborari. Actum Parisius,
anno Verbi Incarnati, 1200. Regni vero nostri 21. adstantib.
in Palatio, quorum nomina supposita sunt, & signa, Dapifero nul-
lo. S. Guidoni, Buticularij, S. Matthaei Camerarij, S. Droconis
Constabularij.

Dispenses vares
du service per-
sonnel.

Les Rois estoient fort retenus en ces dispenses, qui ten-
 doient à l'affoiblissement des forces & nerfs de l'Estat: &
 aux gratifications, qu'ils accordoient aux Ecclesiastiques, ils
 reseruoient ce service & assistance. L'accord entre le Roy
 Philippes, & l'Abbé de saint Germain des Prez, de l'an 1270.
INTRA Metas superius nominatas habebunt dicti Religiosi ex
 nunc in perpetuum omnimodam iustitiam altam & bassam, nihil
 nobis, & successoribus nostris iuris, &c. retento, excepto gucto,
 callia, EXERCITV, CAVALCATA, & banno. Les Eccle-
 siastiques estoient tenus fournir & mener avec eux nombre
 de gendarmes, selon la condition de leurs benefices: La Pa-
 tente de l'an 1200. cy-dessus le monstre.

Abbé de S. De-
ny, obligé à la
guerre.

L'Abbé de S. Denys en France, estoit obligé à ceste suite
 d'armée, par plusieurs titres. Patente du Roy Louis le Jeune,
 1143. cy- deuant. *Si hostem nostram submonemus, Abbas, seu*
maior, seu Monachus ex parte nostra submonebitur. Autre de
 l'an 1144. de Louis le Jeune, contenant confirmation de di-
 uerses donations, faites à S. Denys. *Prater vinum nostrum*
& auenam, PRÆTER iacere nostrum, & EXERCITVM, &
EQVITATIONEM, pro seruientis B. D. submonitione. Actum
publicè Parisius, ann. Incarn. Dom. 1144. Regni vero nostri 8.
 Et afin que la commodité de seruir luy fust tousiours pre-
 sente, il auoit vn Officier, dit Chambellan, obligé de luy

fournir cheual lors qu'il vouloit cheuaucher, *equitare*, soit pour la guerre, ou autre exercice. La charge estoit appellée *MESTERIVM*, tenuë de l'Abbë en fief lige, & pour laquelle estoit fourny quantité d'auoine, pain & vin. Je l'ay ap-^{RIVM.}pris de nombre de titres, estans au thesor de S. Denys, di-
uersement espars.

ODO diuina miseratione Ecclesia B. Dionysij in Francia, mi- Chambellan de
nister indignus, & Ioannes de Bello monte, omnibus presentes l'Abbë, four-
literas inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus, quodcum vit cheual.
inter me Abbatem & Conuentum Ecclesia B. Dionysij ex una
parte, & Matthæum Augeri, ex altera, querela & contentiones
fuisse suborta. super his que sequuntur; videlicet, quod idem Mat-
thæus dicebat se esse CAMBELLANVM Abbatis B. Dionysij
de iure MESTERII, quod tenet in feodum ab Abbate sancti
Dionysij, & se de iure eiusdem MESTERII, esse commensa-
lem ipsius Abbatis, & se debere, cubare coram eo, & se de-
bere percipere aueniam de hospitio Abbatis, quando Abbas non
est presens, apud sanctum Dionysium, & se non debere mittere
equum Abbati, quum Abbas voluerit Equitare: & se debere
percipere singulis annis duos modios mixtolæ in Granchia de Gin-
neuiliers. Quæ omnia ego Abbas, & Conuentus negabamus pe-
nitus esse veram, dicto Matthæo supra iis exhibente Chartam quan-
dam sigillatam, sicut apparebat, sigillis Domini Petri, quondam
Abbatis B. Dionysij & Conuentus eiusdem loci: quam ego Ab-
bas & Conuentus negabamus penitus esse veram, seu minus de-
bito modo obtentam. Tandem, pro bono pacis, Conuentus B. Dio-
nyssij, & predictus Matthæus, me Abbate in hoc consentiente,
compromiserunt in nos, super præmissis, sub pænâ centum marca-
rum, firmiter promittentes se merum, ratum, & gratum habi-
turos, quicquid facta inquisitione legitima super iure eiusdem
MESTERII, & præmissis omnibus pace, vel iudicio, per nos esset
concorditer ordinatum. Hoc tamen à predictis paribus prius con-
cesso, quod erramenta Matthæi, de contentione eiusdem MES-
TERII, & de pertinentibus ad dictum MESTERIVM, coram
me Abbate deducta, eidem Matthæo non prodesse, nec Abba-
ti & Conuentui de sancto Dionysio de cætero noceret. Nos igitur,
facta super præmissis inquisitione legitima, à bonis, & fideiura-
tis, apertis etiam eorum depositionibus, habito consilio, die ad pro-
mutandum statuta: dictum nostrum concorditer protulimus in

hunc modum: Quod dictus Mattheus, & eius heredes post ipsum tenebunt in feodum ab Abbate sancti Dionysij dictum MESTERIVM de cetero, liberè, & quiete, & erunt homines ligij Abbatibus de dicto MESTERIO: ita tamen, quod ea que superius sunt expressa, que dictus Mattheus dicebat se debere percipere, & facere de iure sui MESTERII, nec ipse, nec heredes sui percipient & facient, & Abbatibus & Conuentus de dicto MESTERIO, & de iis que sunt de iure eiusdem MESTERII, facient eidem Mattheo Chartam sufficientem, sigillis eorum sigillatam, Charta verò predicta, quam dictus Mattheus exhibuit Abbati & Conuentui, reddetur absolute. In cuius rei confirmationem & testimonium, de consensu utriusque partis presens scriptum sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari. Actum an. Domini 1230. 1. die Martij proxima, post festum sancti Barnabe Apostoli.

L'an 1252. fut faite vne enqueste, de iure Mesterij. Tous les tefmoins deposent, que celuy, qui habet MESTERIVM illud, debet venire cum equo suo, quando eius Abbas vult equitare, si vocatus fuerit ab eo: Si verò personam illius non velit secum habere, habebit equum illius, si velit, ad opus suum, vel alicuius de familia sua: & si equus ille moriatur in seruitio ipsius Abbatis, Dominus Abbas tenetur reddere pretium illius.

Ceste charge depuis fut esteinte, comme il se void par vn accord de l'an 1244.

*Ledit office
supprimé.*

A TOVS ceux, qui ces presentes lettres verront, Guillaume de Hangest, Garde de la Prewosté de Paris, Salut. Nous faisons assauior, que pardeuant nous, vint Jean de Gonesse, jadis fils de feu Nicolas de Gonesse, demeurant à S. Denys en France, si comme il disoit, dit & afferma, que il auoit, prenoit & receuoit en l'Eglise de S. Denys en France, des religieux hommes & honestes, l'Abbé & le Conuent de S. Denys en France, dessusdit, chacun iour, de rente, les choses cy-dessous mentionnées: C'est à sçauoir, vne prouende d'auoine, vne iusle de vin, & vn pain de Conuent, & aux dix-sept festes annuës accoustumées en ladite Eglise S. Denys, il auoit & prenoit, à chacune desdites festes, le vin, & le pain dessusdits au double: Et lesquelles choses dessusdites, il tenoit desdits Abbé & Conuent en fief, & en estoit en la foy & homage audit Abbé, si comme il disoit. Et pour lesquelles choses dessusdites, ledit Jean estoit tenu de Cheunguchier audit Abbé, en qu'il

plairoit audit Abbé, ou enuoyer le cheual soufifant, lequel qu'il plairoit mieux audit Abbé, ou de son commendement, si comme il disoit: Lesquelles choses de rentes dessusdites, toutes, & tout le fiécy-deuant dit, Jean auoit, avec tous le droit & l'action qu'il y auoit, & auoir pouuoit, de sa bonne volonté & de sa certaine science, & pour son grand profit, vendi & requenu en droit, pardeuant nous, luy, de sa bonne volonté, auoir vendus, & par nom de pure vente, quitez, ostroyez, & delaisiez, des or en droit, à tousiours perpetuellement & heritablement, sans espérance de iames rapeler, & sans riens retener en ces choses d'ores-en-auant, à luy, ne à ses hoirs, aux deuant dits Abbé & Conuent, & à leur Eglise, & aux successeurs en icelle, pour le prix de cent liures de tournois, que ledit vendeur a i'a eus & receue en deniers comptans, siens, quites desdits acheteurs, &c. En tesmoin de ce, Nous, à la requeste dudit vendeur, & de samisme samere, auons mis en ces lettres le seal de la Preuosté de Paris, en l'an de grace 1294. le Ieudy en landemain de feste S. Michiel.

Ce n'est pas assez, de sçauoir, que les Ecclesiastiques auoient des vassaux, ou personnes asseurées pour mener à la guerre; Il faut cognoistre la forme qui s'obseruoit, pour obliger les Ecclesiastiques: & celle de conuoyer leurs vassaux. Le Roy faisoit expedier ses Patentes, adressantes à l'Euesque: puis l'Euesque en donnoit aduis à ses vassaux, & les conuoyer. De plusieurs, j'en donneray vn titre del' Archeuesché de Paris, notable pour l'intelligence de l'antiquité Françoisé.

FOVQVES, par la grace de Dieu, Euesque de Paris, A nos amez, Cofin Heliot & Morizet Guy, Sergens de nostre Baillie, & à chacun d'eux en son endroit: Nous auons receu les Lettres du Roy nostre Sire, contenant ceste forme:

PHILIPPES, par la grace de Dieu, Roy de France, A nostre amé & seal, l'Euesque de Paris: Le Roy d'Angleterre, & les autres ennemis de nous & de nostre Royaume, sont entrez, & s'efforcent d'entrer par plusieurs & diuerses parties en nostredit Royaume, pour courre & endommagier icelly, & nos subgiez, à leur pouuoir, auueugle, & à leur mauuaise & desloyal conception & volenté. Nous proposans, à l'ayde de Dieu, resister, & aller vers euls, là où nous les pourrons plusloft trouuer, pour nostredit Royaume, & nostdits subgiez deffendre, Nous auons fait nostre Semonce & Mandement, de nos seaux & amis, à ce premier iour

d'Aoust prochain venant, à Rouën: Et vous sçavez le service à quoy vous estes tenus, à nous & à la Couronne de France, pour la deffension de nostredit Royaume, & comment, & à quel nombre de Cheualiers, ou autres gens, & par quel temps vous estes tenus à nous servir en tel cas, & aussi est-il enregistreé Pourquoy nous vous requerons & mandons, mandons & enioignons, que vous, avecques ledit nombre de Cheualiers, ou autres gens, ainsi armez & appareillez, comme il apparraient, Venez denvers nous, là où nous serons, pour faire ledit service, tel comme vous le devez, le plus hastivement que vous pourrez, & en telle maniere, qu'il nous doit souffire, & que vous n'en doiez estre repris. Donné à Paris le 26. de Juillet, l'an de grace 1346.

POURCE EST-CE, que nous desirans accomplir le Mandement du Roy nostre Sire, Vous mandons & commandons estroitement, & à chacun de vous, que vous adiourniez: Monsieur Jean de Chauvenier, Cheualier, pour le fié de sainte Croix de S. Dengs: Pierre Godsfroy, pour ledit fié: Le Comte de Flandres, Monsieur Charles de Montmorency: Monsieur Robert Duvelin de Libane, Cheualier, à cause de sa femme, pour deux fiés, assés à Sanguy: Monsieur Goeffroy de Biaum..., pour un des chastiaux de Luzarches: Monsieur Jean de Luzarches, pour l'autre chastel de Luzarches: Monsieur N. de Laval, Seigneur Daticy, pour son fié de Soustlauc, tous tenus en fié de nous, à cause de nostre Eglise de Paris: Et faites commandement de par nous, tant aux personnes dessusdites, comme à tous autres, que vous trouviez, que sur la fealté & homage que il tienne de nous, que ils soient en leur personne, à Roën, ou ailleurs où que le Roy soit, ou envoient souffisans, ces lettres veuës, en armes & en cheuaux, le plus efforcement audit iour premier d'Aoust, que il pourront, tantost, & sans delay, avec ledit nostre Sire le Roy, & nous ou nos gens, en la maniere que tenus y sont, & selon que lesdits fiés le decent, sur poene d'encourir nostre indignation, & d'appliquer lesdits fiés par denvers nous, & tout en la forme & maniere que nostre Sire le Roy lenous mande, par ses Lettres dessus transcriptes, & en faites tant, que par vous n'y aist deffaut, & que ledit nostre Sire le Roy ne nous en die de negligence: Et ce que vous en ferez, faites en presence de bonne gent, afin que vous nous en puissiez certifier souffisamment. Mandons Iusticiers & subjects, que à vous, & à chacun de vous, en ce faisant,

obeissent & entendent diligemment. Donné à S. Victor sous nostre seel, le 21. iour lesdites Lettres Royales, nous furent presentées, l'an de grace Signé, De Brencour. Et au desous est escrit, Collation faite des Lettres du Roy, encorporées & seellées.

C'est ce qui nous fait lire si souuent, ez Histoires, tant d'Euesques ez armées, non seulement contre les Infideles, mais domestiques & estrangers. Flodoard, liu. 3. de l'Histoire de Reims, parlant de Hincmarus Archeuesque de Reims: *Domino Hincmaro, Rex non solum de rebus Ecclesiasticis, sed & de populo in hostem conuocando, ut ipse hoc ageret mandare solebat, & ipse accersito Regis mandato tam Episcopos, quam Comitibus conuocare solitus erat.* Iuo Carnot. Episcop. en l'Epistre 28. escrite au Roy Philippes. *Excellentia vestra literas nuper accipi, quibus submonebar, ut apud Pontesium vel Caluum montem, cum manu militum, vobis, die quam statueratis occurrerem, iturus vobiscum, &c.* La grande difficulté en ceste recherche, est de sçauoir, quel estoit, ez armées, le fruit & l'effect de la presence des Ecclesiastiques, avecques le port des armes. Estoiient-ils aux armées comme des statuës immobiliés, non animez, par le peril de leurs compatriotes: comme ces Mercurés qui monstroient le chemin aux autres, sans se mouuoir, ou, comme les Trompetes, esloignez des hazards?

Absentes, marmoreosue putes?

Extraict d'un liure, *Cui titulus: Carnotensis Ecclesia Principium*,
estant au thresor de la Ferté Ernaut.

VT plerique non contemnendi scriptores, memoria tradiderunt. Episcopi, quique, ab AVENTINO PRIMO CARNOTENSI Episcopo ad HARDOINVM, qui quinquagesimus fuit, Comitatus titulum administrationemque, sigillatim adepti sunt. Quod loricate priscorum Episcoporum imagines, & ipsa adhuc Episcopatus MITRATA, ENSATAQUE, insistentis auct signa satis superque arguunt. Quid enim Malardus Pontifex, nisi etiam Comes, qui comparato raptim ex ciuibus, & rusticis, milite, sublatum sancti Launomari corpus à sacrilegis raptorum manibus vi atque armis eripuit, & pristina sedi restituit. Nonne

cum Episcopatu Comitatum Carnoten. Betharius tenebat, cum pro suo Carnuto à Theodorico Burgundiorum Rege, dolo intercepto occupatoque, captivis insuper recipendis totum ararium funditus exhausit: Ipse mox beatissima Virginis Maria, & Dei gratia ab hostili custodia incolumis, & sine pretio exemptus est. Sed quid in his immoror? HELIAS EPISCOPVS, IMPERANTE Orbi Carolo magno, maiore quam solebat, usus exercitu, cum pecunia deficeret, munitissimum sancti Petri Monasterium, ob negatum militare stipendium deleuit, spoliauit: Monasterij iura, & possessiones militibus in feudum assignavit, &c. TACEODUS superato ab Astingo, & Biergosta Dacis Carnoto, ipse odio praeduxellum B. Maria, interiore tunica, suisque fortiter in hostem animatis, Rolonem Christianorum infestissimum perturbatorem, non modo ab Carnuti obsidione repulit, sed ab inferendo cuique Christianorum bello deterruit. Fuerunt sane priscis illis temporib. alij atque alij Carnutum Pontifices, qui cum Episcopatu Comitatum assccti, rebus bellicis pariter, & civilibus gloriose prudenterque profuerunt. Proinde omnia ab uno gerebantur: SED VNVS HARDOINVS AB EPISCOPATV COMITATVM DISTRAXIT: EPISCOPVS, ab se abdicavit, quem IN ODONEM consanguineum suum bellicarum rerum peritissimum, data illi bonorum tolerabili portione transfudit, post paulo vero ex parte oneri vi ferebatur non repente. Item Francorum Regib. intercedentib. convenit, ut de bonis ad principatum intra & extra Carnutum spectantib. in talis aliquot arcib. aequas partes, aequo iure, Episcopus Comesque sibi haberent. Mox autem ut Episcopus, & novus Comes sibi constitutos creauere, hic Vicecomitem, ille Vicedominum, & rursus Vicecomes varios Dominos, totidem Vicedominus sibi substituere: ipsique quaedam sua iura decreta sunt, quib. etiam Latrones indicare pbas esset.

Extraict d'un autre liure, estant au mesme thesor.

De isto Malardo, & aliis pluribus, praecedentib. & subsequenti-
bus tenetur, & habetur pro vero, quod fuerint Comites Carnotenses, & Comitatum, & Ecclesiam simul regebant, nec alius erat, qui se Comitem nominaret. Sed Episcopus manu armata cum auxilio Regis, & nobilium vicinorum, & aliorum armatorum.

matorum, civitatem, & patriam defendebat: & maxime de isto legitur, quod praduores & fures, qui ad corpus sancti Lauuomari venerant auferendum, cum militib. & burgenfibus fuis in fequitus eft: Ianque Comes, & donixus ciuitatis, & patrie, venerandum corpus ereptum de facriligorum manibus, vi aique armis recuperatum, prifino loco ferenne reftituit. Nec habent quicquam adire, nifi Epifcopum, qui ciuitatis neceffitatib. succurrere non pofponebat, de quib. infra.

Les Abbez, & autres Ecclefiaftiques, allans à la guerre, & combattans, font infinis dans les Hiftoires. Les Capitulaires de Charlemagne, & Louis le Debonnaire, le iuftifient. *Nithardus, lib. 2. Comites, Abbates, Epifcopos, ad hoc videlicet à Lothario in birelictos, ut fi abfque fuo confenfu transfire vellet, minime poffet. Abbo, lib. 1. De obfidione Parifien, parlant de Ebohis Abbé de S. Germain, pendant le fiege de Paris, par les Normans.*

Fortis Odo (c'eftoit le Comte de Paris) innumeros tudit, fed quis fuit alter?

Alter, Ebolus, huic focius fuit, equiparantque Septenos una potuit terabrare fagitta.

Ailleurs.

*Interea fperans Ebolus fortiffimus Abba,
Gentiles quod in hanc iffent cuncti, prope folus,
Arce ruit, Dardumque ferens Caftella petiuit,
Illorumque haftam vibrans projecit in ipfa.*

Ailleurs, au liure 2.

*Mox Ebolus fenos equites dimifit ab arce:
Quatuor hi ternoſque necant certamine diro.*

Goflenus, Eueſque de Paris, dans le meſme Auteur.

*Hic proceres multi, forteſque viri remitebant,
Antiftes Goflenus, erat primus ſuper omnes.
Huic erat Ebolusque nepos Mauortius Abba
Hic Robertus, Odo, Regnarius, Vito, Erilangus.
Hi Comites cuncti, ſed nobilior fuit Odo,
Qui totidem Danos perimit, quot ſpicula mittit.*

Et entre les loüanges de Goflenus decedé.

*Goflenus domini praful miſiffimus heros,
Aſtra petit, domino migrans velut ipſa
Noſtra manens turris, clypeus, nec non bis acuta*

Kk

EVE S QVES,
à la guerre.

Romphaea, fortis & arcus erat, fortisque sagitta.

La Chronique manuscrite du Monastere de Moulon, en la Bibliotheque de M. Iustel, fournit vn bel exemple d'Adalbero, Euesque de Reims, l'an 971. *Otto cum Adalberone inimicitias exercebat, quas diutius fouere, concepta audum inuidia non sinebat. Otto itaque opibus, & potentia fretus, aggreditur tum verbis, & iniuriis laceffens, tum agros Ecclesie se populaturum minitans, quem salubriter reprimere nititur Episcopus. Coacta igitur, utriusque militia multitudinem numerosa, tum ex propria Ecclesie familia, tum & propinquorum copiis auxiliariis Episcopus Castrum Vuarch, precipuam Ottonis sedem, exercitu circumuallat, &c. Ad certamen venit: Cominus res geritur, foris acriter pugnatur, intus viriliter resistitur.*

Les actions genereuses del'Euesque de Beauuais, à la Journée de Bouines, sous Philippes-Auguste, où il combatit avec vne Massuë, ietta, de cheual à terre, le Comte de Salsbery, & le fit arrester prisonnier: Les debuiors rendus à la mesme journée, par Frere Guerin, nommé Euesque de Senlis, & depuis Chancelier: & tant d'Euesques moits à diuerfes batailles, confirment ceste croyance.

MASSUES
portées par Ec-
clesiastiques à
la guerre.

Pour mettre les Ecclesiastiques hors de blâme du sang & des cruautes qui accompagnent les armes, L'on dit, qu'ils ne portoient espées, ny lances: ains, des Massuës, que l'on dit estre de la defense: Armes, non pour tuër, ou ent'ouuir; mais, comme dit du Tillet, pour ruër & porter par terre. La proposition nuë, peultreceuoir de grands doutes: voyant les Massuës, vne sorte d'armes, comme ordinaire à employer aux expéditions plus perilleuses d'Hercule.

Diram qui contudit hydram,

Notaque fatali portenta labore subegit.

Charles du
Corps, avec
Massuës.

Nangis, sous l'année 1236, nous apprend, que le Roy saint Louis, pour se garentir des assassins, *Corpus suum per homines, cupreus clauas assidue deportantes, fecit diligentissimè custodiri.* Ce fut à l'imitation de Philippes-Auguste, lequel Rigordus, ad an. 1192. dit, *Ad maiorem cautelam custodes Corporis sui clauas areas semper in manibus portantes, & per totam noctem alternatim circa ipsum vigilantes habuisse.*

L'usage de la Massuë estoit frequent aux combats, & est mise entre les armes ordinaires, non pour renuerser seule-

ment, mais pourtuër. En la Chronique de Flandres, ch. 47.
 le Roy Philippes le Bel, est representé combattant avec cest
 arme: Le noble Roy estoit monté sur vn grand Destrier, tout
 armé de ses armes Royaux, & tenoit vne Masse de fer en sa
 main, &c. *Et se ferit emmy l'esflour, sa MACE en sa main.*
 & sçache bien, que ceux qu'il attaquoit, n'auoient que faire
 de mire. Guillaume Guiart.

*Vn Ribaut, mal vestu, & nu,
 En sa main vne Macuette,
 Se lance en celle riuierette.*

Le Romant de Rou, &c des Ducs de Normandie.

*Grand ioye font borjoes, & autre gent menue.
 Neis les legeres fames, les vieilles, les chanuës,
 O bastons, o anaux, o barres, o macuës.*

Vacce, natif de l'Isle de Grenezay, lequel viuoit sous Hen-
 ry I. du nom, Roy d'Angleterre, au Roman des Ducs de
 Normandie.

*Neis les vieilles sont coruës
 O piex, o maches, o machuës,
 De bien faire appareillées.*

Ailleurs.

*Lors voistiez haster vilains,
 Piex & Machuës en leurs mains.*

En autre lieu.

*Le Normant ne se combastit,
 Que la vie à honte ne perdist,
 Fut par arme, ou par guiffarme,
 Ou par Machue, ou par autre arme.*

Philippes Mousk.

*De courtois, d'espées & de Maces
 Tollens, bras, iambes, cos & faces.*

Au Romant de la Roze.

Amour ne craint, ne pic, ne Mace.

Ailleurs.

*En son poin tient vne MACE,
 Fierement la paumoie & rue
 Entour sey, à coups perilleux,
 Qu'esu, s'il n'est trop merueilleux,
 Ne peut tenir qu'il ne pourfende:*

*Et que s'il vaincu se rende,
Qui contre luy se met en place,
S'il est bien atteint de sa MACE,
Ou qu'il ne fende, ou esèche.*

*Sergens-d'Armes,
es MACIERS.*

*Employ à la
Iustice.*

Les Sergens d'Armes & Maciers, dont l'usage a esté grand en l'Antiquité, confirme ceste proposition : & combien qu'aucunes de leurs fonctions regardassent l'exercice de la Iustice, elles aboutirissent toutes à celuy des armes. Les Sergens-d'Armes, dit le Boutiller, en la Somme Rurale, sont les Maciers que le Roy a en son office, qui portent MACEs deuant le Roy, appelez, Sergens d'Armes, pource qu'ils sont Sergens pour le Corps du Roy, &c. & peuvent faire office de Sergenterie par tout le Royaume. Il se void par ces termes, qu'ils faisoient actes de Iustice, & qu'ils auoient la garde du Corps du Roy. De ce premier exercice en la Iustice, l'ancienne Chronique de Flandres, art. 63. fournit vn exemple. Le Roy ayant enuoyé deux Sergens-d'Armes en Languedoc, pour adiourner quelques Gentils-hommes qui se reuoltoient, par l'entremise de Iourdain del'Isle, il les fit prendre, dit l'Histoire. & depouiller tous nuds, leur fit bruncher les testes aual, puis leur boutta leurs Masses au fondement, & ainsi les fit mourir. Guillaume de Nangis, en l'Histoire de S. Louis, dit, que Enguerrant de Coucy, pour auoir fait pendre, sans cause, trois ieunes Gentils-hommes Flamens: de l'Ordonnance du Roy, fut adjourné, non par des Pairs ou Cheualiers: *Non per pares, nec milites: sed per Clientes Aulicos.* L'Histoire de S. Denys rend en François, *Clientes Aulicos*, des Sergens-d'Armes.

*Employ aux
Armes.*

Pour les Armes: Du Tillet, chapitre du Conneftable, nous apprend, que le Roy S. Louis, à la requeste des Sergens d'Armes, & pour la memoire de la victoire que le Roy Philippes-Auguste eut au Pont de Bouines, en laquelle iceux Sergens se porterent vaillamment, fonda l'Eglise sainte Catherine du Val des Escholiers à Paris, à laquelle, l'an 1376. les Sergens instituerent, par permission du Roy Charles V. leur Confratrie. Et, dit du Tillet, que les vns se rapportent aux Huissiers de la Chambre du Roy: & que les autres, qui gardoient la Chambre du Roy la nuit, apprestez à toutes sortes de perils, tant à la guerre, qu'ailleurs, se rapportent aux soldats de la Garde. D'autres, les rapportent aux Cent Gentils-hommes: auxquels,

de ceste ancienne institution, ne reste que la Masse, sans autre employ, qu'aux Ceremonies publiques.

La conduite de Vassaux à la guerre, par les Ecclesiastiques, *Duels receus es Jurisdctions d'Eglises.* souvent enveloppez aux combats, gauchit tellement les mœurs, qu'ils portèrent le sang iusques en leurs Sieges & Iustices, lieux de moderation & de paix. Le Duel, introduit pour la decision des causes obscures, appellé *Campus, Iudicium Dei, Bellum, Duellum, Monomachia*, fut receu ez Jurisdctions Ecclesiastiques. Souuent condamné par les Constitutions de l'Eglise, dans Iues, Euesque de Chartres, en l'Epistre 280. Mais comme ce mauuais vsage auoit affermy son pied par le temps, le respect de la discipline fut trop foible pour l'arrester. Le mesme Auteur, en l'Epistre 247. tesmoigne, que l'Euesque d'Orleans auoit presny iour, pour le combat, entre deux gendarmes, dont il le blasme. Geofroy, Abbé de Vendosme, en vne Epistre, fait connoistre que le Duel se pratiquoit entre personnes Ecclesiastiques mesmes. Et Guillaume de Nangis, *De gestis Ludouici Franc. Regis*, entre les corruptions du temps, dit, *que Clerici non solum ad seculare iudicium traherentur, sed, vt asseretur, subire Duellum cogebantur.* Deux grands personages, en leurs Nottes, snt les Epistres, de Iues, & Geoffroy, ont rapporté diuers exemples, pour donner lumiere à cet vsage: Aufquels l'adiouste ceux qui ensuiuent.

Au Chartulaire de l'Abbaye de Beaulieu, en Limosin, *Illis inter se contendentibus, indicauit prædictus Raimundus, & alij venerabiles & assistentes, vt ipsi duo viri prætaxati, VICARIO sibi duos eligerent, ad certamen expeditos, quò dominus veritatem huius rei manifestare dignetur, quod ita factum: nam à secunda diei hora, certantibus vsque ad solis occasum, neminem cum cernerent horum vincere, indicauerunt memorati Raimundus Comes taterique, & in circuitu sistentes, cuiquam eorum, Bernardi vel Herberti, nihil ad possidendum iure debere in usus vsur.* *Les deux combattans se deposseder.* *pari, sed potius Domini omnium creatoris, & sancti Petri Bellilocensis Apostolorum principis, in vsib. Monachorum inibi habitantium, expendi.*

Dans le Chartulaire de S. Maur sur Loire. *Sub Hugone: Godfridus quidam de sancto Germano, PUGILEM suum Robertum, &c. & suos obsides coràm assistente multitudine, nobis exhibuit.* *Faute de cen. paroix, cause perdue.*

Godefridus verò de Bravileto, neque pugilem, neque obsides exhibuit, nec ea die comparuerunt in curia nostra, propter quod ei diximus ipsum decidisse à causa.

Au petit Chartulaire S. Denys, au chapitre 105. *Quia succedentibus temporibus, & morientib. hominibus, facta transactio temporis solent obliuioni tradi: oportet ut ea que presenti tempore sunt, litterarum notitia tradantur, & sic ad posteros transmittantur. Notum ergo sit, tam presentibus, quàm futuris, quod sanctus Dionysius, & homines sui, tenebant quandam terram, que est iuncta viam ad dexteram euntibus ad crucem de rota, prope hortum Galatras: quam terram Ademarus de Sinoculo, & Geraldus frater suus dicebant esse suam Alodium: & contra, Monachi de Capella, dicebant, illam terram esse iuris sancti Dionysij. Statuerunt itaque diem Monachi & Ademarus, in qua fieret iudicium, cuius esset terra. Conuenientes itaque statuta die, indices quiafuerunt, audita utrinque ratione, IUDICAVERUNT FIERI DV-LLVM, per quod dinosceretur, cuius iuris esset terra. Die itaque, quâ Duellum erat futurum, conuenientes in vnum, in prato quod vocatur de Tegl. Dominus Richardus, Bituricensis Archiepiscopus, Dominus Hunbaldus Vriacensis, & multi procures Vriaci, accepto consilio dixerunt, non esse iustum, ut fieret Duellum: sed laudauerunt, ut Ademarus & Geraldus frater suus, dimitterent medietatem terra sancto Dionysio & Monachis de Capella, & alteram medietatem tenerent ipsi, quandiu viverent, ita ut nullum seruicium inde facerent S. Dionysio, sed sicut prius gauisi erant velut proprium alodium tenerent: post mortem vero suam tota illa terra remaneret sancto Dionysio integra, & absque omni caluminiâ, ne aliquis de iure suo aliquid amplius in illa terra quærere posset, siue esset culta, siue inculta. Hoc factum, est in prato, quod vocatur de Tegl. in manu Domni Richardi Bituricensis Archiepiscopi & Hunbaldi Domini Vriacensis, tempore Hugonis Prioris, videntibus & audientibus Rorgone de sancto Caprasio, Guilelmo fratre suo, Andrea Archidiacono, Rotgerio Archidiacono, Goffredo Archiepiscopo, Radulpho Clerico, Hunbald de Agia, Bernardo Balbo, & multis aliis, hoc actum tempore Philippi Regis Francorum.*

Entre les Titres de S. Germain des Prez, en vne reconnaissance de l'an 1253. de terres & droicts sis à Cachant, releuans de l'Abbé & Religieux: entre lesdits droicts, est

cestuy-cy : *Quindecim solidos Parisienses annui redditus percipiebant, ut dicebant, PRO CLYPEO, in Ecclesia sancti Germani de pratis.* Ceste prestation de Bouclier n'auoit autre vsage, quel'effet des Duels receus par abus en ceste Iurisdiction Ecclesiastique.

BOUCLIER
ET BASTON
pour le combat.

Chartulaire de S. Aubin d'Anjou, Titre, de *Curie de Varenna*, art. 18. *Vilitati posteriorum providentes, iudicamus, quod quidam homo Martinus, Chabot nomine, denegavit se de familia sancti Albini esse: Monachis autem affirmantibus illum de sua familia esse: erexit se contra eum, pro fidelitate Monachorum, quidam consanguineus eius, Giraldus nomine, qui cum eo SCUTO & BACULO decertans, cum vi facit confiteri, se colibertum sancti Albini esse.*

Au mesme Chartulaire, Titre, de *Brionio*, art. 12. *Radulphus ire stimulis agitated, contra quendam famulum Monachorum caput BELLYM. Conuenientiamque diximus, ut in talibus solet euenire, SCUTO & baculo pugnaturus.*

Autre exemple singulier. *In relatione de translatione corporis sancti Benedicti. DECURSO ex inde, &c.*

Ie passeray plus auant. Les serfs, & hommes de corps, de plusieurs Ecclesiastiques, dont la condition estoit fort dure, ont esté, à la poursuite des Ecclesiastiques mesmes, rendus capables du Duel, & de tirer, par les armes, lumiere en leurs affaires douteux. La Concession du Roy Louis en faueur des serfs del'Abbaye de S. Maur des Fossez, de l'an 1118. est belle.

LEODOVICVS, Dei gratia, Francorum Rex. Omnibus Christi fidelibus. Cum iuxta sanctissimarum legum instituta, Regis potestestis, ex iniuncto sibi officio, Ecclesiarum defensionem, & honorem plurimum vacare debeat: opera pretium est, eos, quibus tanta permissa est à Deo potestas, earum tranquillitati, & paci, attentiori sollicitudinis cura, providere, & ad laudem Dei omnipotentis, per quem Reges regnant, Ecclesias & earum res, quodam honoris privilegio decorare: ut in bonis actibus, & Regium morem exerceant, & superne retributionis pramium indubitanter recipiant. Nouerint igitur omnes, quia sancti Petri Fossat. Canoby Abbas, Thebaldus nomine, nostra serenitatis adierit presentiam, conquerendo ostendens & ostendendo conquerens, quatinus SERVI sancte Fossat. Ecclesia secularibus personis tanto contemptui habebantur,

Serfs des Ec-
clesiastiques
rendus capa-
bles des Duels.

quod in forensibus, & in quibuscumque causis, vel placitis, aduersus liberos homines in testimonium nullatenus recipiebantur: & Ecclesiastica mancipia, seruis secularibus fere in nullo praeferabantur: vniuersa res Ecclesiastica ob tanti sceleris dedecoris opprobrium, non solum multum vilescbat, sed maximum diminutionis incommodum de die in diem incurrerat. Cognita vero Ecclesia querela, motus tam ratione, quam dilectione: necessarium duxi a Fossat. Ecclesia, nobis, quidem inter alias familiarissima, tantum scandalum omnino remouere, & regiam sedem, Regio beneficio sublimare. Ego igitur Dei, clementia Francorum Rex, communi quidem Episcoporum & procerum meorum consilio, & assensu: Regie auctoritatis decreto, insinuo & decerno, ut serui Fossat. Ecclesia, aduersus omnes homines, tam liberos, quam seruos, in omnibus causis, placitis, & negotiis liberam & perfectam habeant testimonandi & BELLANDI licentiam, & nemo unquam, seruientis occasionem eis opponens, in eorum testimonio ullam dare praesumat calumniam. Hac autem ratione licentiam testimonandi easque viderint & audierint **EIS CONCEDIMVS.** Quod si aliquis liber homo, in eadem causa de falso testimonio illos contradicere, vel comprobare voluerit: aut **SVAM COMPROBATIONEM DVELLO PERFICIAT**, aut eorum sacramentum, sine ulla alia conditione recipiens, illorum testimonio adquiescat. Quod si aliquis temeraria presumptione eorum testimonium in aliquo resutauerit, aut calumniauerit, non solum Regia auctoritatis, & publice institutionis reus existat, sed querelam negotij sui, vel placiti irrecupabiliter amittat: ita scilicet, ut presumptuosus calumniator, de querela sua, si querat, ulterius non audiat, & si aliquid ab eo queratur, alterius querelae reus, & committus habeatur. Aliud etiam statuimus: ut praedictus calumniator, nisi de tanta calumnia culpa Fossat. Ecclesia satisfecerit, excommunicationis mucrone feriat, & ad testimonium faciendum interea non admittatur. Ut autem huius nostrae institutionis Editum perpetuae firmitatis priuilegio muniatur, praesentem Chartam fieri praecipimus, qua nostra auctoritatis effectum posterorum memoria tradat, & totius retractationis occasionem in perpetuum excludat. Actum Parisius publice, anno Incarnati Verbi **1118.** regni nostri **10.** Adelaidis Reginae **4.** adstantibus in Palatio nostro, quorum nomina substitulata sunt & signa. Signum Ludouici Regis, S. Vuillermi Dapiferi, S. Hugonis Constabula-

non imprimez, m'auoit fourny, pour l'esclaircissement de l'vsage ancien, sur ceste rencontre notable.



ECCLÉSIASTIQUES EXEMPTS de l'Arriereban.



ES RAISONS pour affranchir les Ecclesiastiques du seruice à la guerre, & à l'Arriereban, ont esté embrassées & approuuées d'un commun consentement. Les Dectets & Constitutions Canoniques, à cest esgard, ont esté generale-ment obseruées en ce Royaume: suiuiues de diuers traittez & patentes. Je dis en ce Royaume: ne voulant m'entremettre de l'ancien vsage d'Angleterre, souuent blasné, ny de celuy d'Allemagne. Hildebert Euesque du Mans, escriuant à l'Euesque de Séez, *Scienti loquor: nosti gladium Regis, nosti gladium Sacerdotis. Gladius Regis, censura curie: gladius Sacerdotis, Ecclesiastice rigor disciplina.* L'vsage des
armes inter-
dit aux Eccle-
siastiques.

Ceste profession, calme, esloignée du sang, & des armes, qui a pour exercice & but, le Ciel, & la meditation des choses Diuines, espurée, depouillée de passions, n'a autres armes que les prieres, le bouclier de la Foy, le heaume de salut, qui est la parole de Dieu: Elle n'a autres ennemis, que les Demons & les concupiscences, gouuerneurs des tenebres, malices spirituelles, le sang & la chair, pour vser des termes de S. Paul. Contre tels ennemis, les armes corporelles & l'effusion de sang, ne sont pas conuenables. Les paroles de S. Ambroise, dans Theodoret, leur peuuent estre rapportees avec autant de raison, qu'à l'Empereur Theodose: *Estendras-tu ces mains encor descoulantes de sang, inuistement espendu, & avec icelles, prendras-tu le tres-sainct Corps du Seigneur? Origene, sur la fin du liure 8. respondant à Celsus, qui reprochoit aux Ecclesiastiques, l'esloignement des armes, & de la guerre: Nous rendons secours, dit-il, à l'Empereur, avec des armes, non humaines, mais Diuines: assistance beaucoup plus noble, que celle*

cum Episcopatu Comitatum Carnoten. Betharius tenebat, cum pro suo Carnuto à Theodorico Burgundiorum Rege, dolo intercepto occupatoque, enptinis insuper ciuibus recipiendis totum mararium funditus exhausit: Ipse mox beatissima Virginis Maria, & Dei gratia ab hostili custodia incolumis, & sine pretio exemptus est. Sed quid in his immoror? HELIAS EPISCOPVS, IMPERANTE Orbi Carolo magno, maiore quam solebat, vsus exercitu, cum pecunia deficeret, munitissimum sancti Petri Monasterium, ob negatum militare stipendium deleuit, spoliavit: Monasterij iura, & possessiones militibus in feudum assignauit, &c. TACLODUS superato ab Astingo, & Biergosta Ducis Carnoto, ipse odio praeduxillum B. Mariae, interiore tunica, suisque fortiter in hostem animatis, Rolonem Christianorum infestissimum perturbatorem, non modo ab Carnuti obsidione repulit, sed ab inferendo cuique Christianorum bello deterruit. Fuerunt sane priscis illis temporib. alij atque alij Carnutum Pontifices, qui cum Episcopatu Comitatum asscuti, rebus bellicis pariter, & ciuilibus gloriose prudenterque profuerunt. Proinde omnia ab vno gerebantur: SED VNVS HARDOINVS AB EPISCOPATV COMITATVM DISTRAXIT: EPISCOPVS, ab se abdicauit, quem IN ODONEM consanguineum suum bellicatum rerum peritissimum, data illi bonorum tolerabili portione transtulit, post paulo vero ex parte oneri vi ferebatur non repente. Item Francorum Regib. intercedentib. conuenit, vt de bonis ad principatum intra & extra Carnutum spectantib. in talis aliquot arcib. aequas partes, aequo iure, Episcopus Comesque sibi haberent. Mox autem vt Episcopus, & nouus Comes sibi constitutos creauere, hic Vicecomitem, ille Vicedominum, & rursus Vicecomes varios Dominos, totidem Vicedominus sibi substituere: ipsique quaedam sua iura decreta sunt, quib. etiam Latrones indicare pias esset.

Extraict d'un autre liure, estant au mesme thesor.

De isto Malardo, & aliis pluribus, praecedentib. & subsequenti-
bus tenetur, & habetur pro vero, quod fuerint Comites Carnotenses, & Comitatum, & Ecclesiam simul regebant, nec alius erat, qui se Comitem nominaret. Sed Episcopus manu armata cum auxilio Regis, & nobilium vicinorum, & aliorum ar-
matorem.

matorum, civitatem, & patriam defendebat: & maxime de isto legitur, quod predatores & fures, qui ad corpus sancti Launomari venerant auferendum, cum militib. & burgenfibus fuis insequutus est: Iamque Comes, & donixus civitatis, & patrie, venerandum corpus ereptum de facilegorum manibus, viatique armis reimpetratum, prifino loco frenue reflituit. Nec habent quicquam adire, nifi Epifcopum, qui civitatis neceffitatib. fuccurre non pofponebat, de quib. infra.

Les Abbez, & autres Ecclefiaftiques, allans à la guerre, & combattans, font infinis dans les Hiftoires. Les Capitulaires de Charlemagne, & Louis le Debonnaire, le iuftifient. *Nithardus, lib. 2. Comites, Abbates, Epifcopos, ad hoc videlicet à Lothario inibi reliâos, ut fi abfque fuis confenfui transfire vellet, minime poffet. Abbo, lib. 1. De obfidiione Parifien.* parlant de Ebolus Abbé de S. Germain, pendant le fiege de Paris, par les Normans.

Fortis Odo (c'eftoit le Comte de Paris) innumeros tu-tudit, fed quis fuit alter?

Alter, Ebolus, huic focius fuit, equiparantque Septenos una potuit terebrare fagitta.

Ailleurs.

*Interea fperans Ebolus fortiffimus Abba,
Gentiles quod in hanc iffent cuncti, prope folus,
Arce ruit, Dardumque ferens Caftella petiuit,
Illorumque haftam vibrans proiecit in ipfa.*

Ailleurs, au liure 2.

*Mox Ebolus fenos equites dimifit ab arce:
Quatuor hi ternosque necant certamine diro.*

Goflenus, Euefque de Paris, dans le mefme Auteur.

*Hic proceres multi, fortesque viri veniebant,
Antiftes Goflenus, erat primus fuper omnes.
Huic erat Ebolusque nepos Mauortius Abba
Hic Robertus, Odo, Regnarius, Vito, Erilaugus.
Hi Comites cuncti, fed nobilior fuit Odo,
Qui totidem Danos perimit, quot fpicula mifit.*

Et entre les loiianges de Goflenus decedé.

*Goflenus domini praful miriffimus heros,
Afta petit, domino migrans velut ipfa
Nofta manens turris, clypeus, nec non bis acuta*

Kk

EVEQUES
à la guerre.

Romphaea, fortis & arcus erat, fortisque sagitta.

La Chronique manuscrite du Monastere de Moulson, en la Bibliotheque de M. Iustel, fournit vn bel exemple d Adalbero, Euesque de Reims, l'an 971. *Otto cum Adalberone inimicitias exercebat, quas diutius fouere, concepta dudum inuidia non sinebat. Otto itaque opibus, & potentia fretus, aggreditur tum verbis, & iniuriis lacessens, tum agros Ecclesie se populaturum minitans, quem salubriter reprimere nititur Episcopus. Coacta igitur, utriusque militia multitudine numerosa, tum ex propria Ecclesie familia, tum & propinquorum copiis auxiliariibus Episcopus Castrum Vuarch, precipuam Ottonis sedem, exercitu circumuallat, &c. Ad certamen venit: Cominus res geritur, foris acriter pugnatur, intus viriliter resistitur.*

Les actions genereuses de l'Euesque de Beauuais, à la Journée de Bouines, sous Philippes-Auguste, où il combatit avec vne Massüe, ietta, de cheual à terre, le Comte de Salsbery, & le fit arrester prisonnier: Les debuoirs rendus à la mesme journée, par Frere Guerin, nommé Euesque de Senlis, & depuis Chancelier: & tant d'Euesques morts à diuerses batailles, confirment ceste croyance.

MASSÜES
portées par Ec-
clesiastiques à
la guerre.

Pour mettre les Ecclesiastiques hors de blafme du sang & des cruautez qui accompagnent les armes, L'on dit, qu'ils ne portoient espées, ny lances: ains, des Massües, que l'on dit estre de la defense: Armes, non pour tuër, ou ent'ouuir; mais, comme dit du Tillet, pour ruër & porter par terre. La proposition nuë, peultrecevoir de grands doutes: voyant les Massües, vne sorte d'armes, comme ordinaire à employer aux expéditions plus perilleuses d'Hercule.

Diram qui contudit hydram,

Notaque fatali portenta labore subegit.

Carles du
Corps, avec
Massües.

Nangis, sous l'année 1236, nous apprend, que le Roy saint Louis, pour se garentir des assassins, *Corpus suum per homines, cupreus clauas assidue deportantes, fecit diligentissime custodiri.* Ce fut à l'imitation de Philippes-Auguste, lequel Rigordus, ad an. 1192. dit, *Ad maiorem cautelam ciuitodes Corporis sui Clauas areas semper in manibus portantes, & per totam noctem alternatim circa ipsum vigilantes habuisse.*

L'usage de la Massüe estoit frequent aux combats, & est mise entre les armes ordinaires, non pour renuerfer seule-

ment, mais pour tuer. En la Chronique de Flandres, ch. 47.
 le Roy Philippes le Bel, est representé combattant avec cest
 arme: Le noble Roy estoit monté sur vn grand Destrier, tout ^{MACYES}
 armé de ses armes Royaux, & tenoit vne Masse de fer en sa ^{ordinaire}
 main, &c. *Et se ferit emmy l'estour, SA MACE en sa main.* ^{la guerre.}
Et sçache bien, que ceux qu'il attaquoit, n'auoient que faire
deuire. Guillaumae Guiart.

Vn Ribaut, mal vestu, & nu.

En sa main vne Macuette,

Se lance en celle riuierette.

Le Romant de Rou, & des Ducs de Normandie.

Grand ioye font borjoes, & autre gent menue.

Neis les legeres fames, les vieilles, les charuës.

O bassons, o auaux, o barres, o macuës.

Vacce, natif de l'Isle de Grenezay, lequel viuoit sous Hen-
 ry I. du nom, Roy d'Angleterre, au Roman des Ducs de
 Normandie.

Neis les vieilles sont coruës

O piex, o maches, o machuës.

De bien faire appareillées.

Ailleurs.

Lors voisiez haster vilains,

Piex & Machuës en leurs mains.

En autre lieu.

Le Normant ne se combastit,

Que la vie à honte ne perdist,

Fut par arme, ou par guissarme,

Ou par Machue, ou par autre arme.

Philippes Mousk.

De courroux, d'espées & de Maces

Tollent, bras, iambes, cos & fases.

Au Romant de la Roze.

Amour ne craint, ne pic, ne Mace.

Ailleurs.

En son poin tient vne MACVE,

Fierement la paumote & rue

Entour soy, à coups perilleux,

Qu'esce, s'il n'est trop merueilleux;

Ne peut tenir qu'il ne pourfende:

*Et que s'il vaincu se rende,
Qui contre luy se met en place,
S'il est bien atteint de sa MACE,
Ou qu'il ne fende, ou esfache.*

Sergens-d'Armes, & MACIERS.

Employ à la Justice.

Les Sergens d'Armes & Maciers, dont l'usage a esté grand en l'Antiquité, confirme ceste proposition : & combien qu'aucunes de leurs fonctions regardassent l'exercice de la Justice, elles aboutissoient toutes à celuy des armes. Les Sergens-d'Armes, dit le Boutiller, en la Somme Rurale, sont les Maciers que le Roy a en son office, qui portent *MACEs* deuant le Roy, appelez, Sergens d'Armes, pource qu'ils sont Sergens pour le Corps du Roy, &c. & peuuent faire office de Sergenterie par tout le Royaume. Il se void par ces termes, qu'ils faisoient actes de Justice, & qu'ils auoient la garde du Corps du Roy. De ce premier exercice en la Justice, l'ancienne Chronique de Flandres, art. 63. fournit vn exemple. Le Roy ayant enuoyé deux Sergens-d'Armes en Languedoc, pour adiourner quelques Gentils-hommes qui se reuoloient, par l'entremise de Iourdain de l'Isle, il les fit prendre, dit l'Histoire. & depouiller tous nuds, leur fit bruncher les testes aual, puis leur boutta leurs Masses au fondement, & ainsi les fit mourir. Guillaume de Nangis, en l'Histoire de S. Louis, dit, que Enguerrant de Coucy, pour auoir fait pendre, sans cause, trois ieunes Gentils-hommes Flamens: del'Ordonnance du Roy, fut adjourné, non par des Paits ou Cheualiers: *Non per pares, nec milites: sed per Clientes Aulicos.* L'Histoire de S. Denys rend en François, *Clientes Aulicos*, des Sergens-d'Armes.

Employ aux Armes.

Pour les Armes: Du Tillet, chapitte du Connestable, nous apprend, que le Roy S. Louis, à la requeste des Sergens d'Armes, & pour la memoire de la victoire que le Roy Philippes-Auguste eut au Pont de Bouines, en laquelle iceux Sergens se porterent vaillamment, fonda l'Eglise sainte Catherine du Val des Escholiers à Paris, à laquelle, l'an 1376. les Sergens instituerent, par permission du Roy Charles V. leur Confratrie. Et, dit du Tillet, que les vns se rapportent aux Huißiers de la Chambre du Roy: & que les autres, qui gardoient la Chambre du Roy la nuit, apprestez à toutes sortes de perils, tant à la guerre, qu'ailleurs, se rapportent aux soldats de la Garde. D'autres, les rapportent aux Cent Gentils-hommes: ausquels,

de ceste ancienne institution, ne reste que la Masse, sans autre employ, qu'aux Ceremonies publiques.

La conduite de Vassaux à la guerre, par les Ecclesiastiques, ^{Duels recensés} souvent enuoloppez aux combats, gauchit tellement les ^{Intrusions} mœurs, qu'ils portèrent le sang iusques en leurs Sieges & d'Eglises. Iustices, lieux de moderation & de paix. Le Duel, introduit pour la decision des causes obscures, appellé *Campus, Iudicium Dei, Bellum, Duellum, Monomachia*, fut receu ez Jurisdictions Ecclesiastiques. Souuent condamné par les Constitutions de l'Eglise, dans Iues, Euesque de Chartres, en l'Epistre 280. Mais comme ce mauuais vsage auoit affermy son pied par le temps, le respect de la discipline fut trop foible pour l'arrester. Le mesme Auteur, en l'Epistre 247. tesmoigne, que l'Euesque d'Orleans auoit presny iour, pour le combat, entre deux gendarmes, dont il le blasme. Geoffroy, Abbé de Vendosme, en vne Epistre, fait cognoistre que le Duel se pratiquoit entre personnes Ecclesiastiques mesmes. Et Guillaume de Nangis, *De gestis Ludouici Franc. Regis*, entre les corruptions du temps, dit, *que Clerici non solum ad seculare iudicium traherantur, sed, vt asserbatur, subire Duellum cogebantur*. Deux grands personages, en leurs Nottes, sur les Epistres, de Iues, & Geoffroy, ont rapporté diuers exemples, pour donner lumiere à cet vsage: Ausquels i'adiouste ceux qui ensuiuent.

Au Chartulaire de l'Abbaye de Beaulieu, en Limosin, *Illis inter se contententibus, iudicauit predictus Raimundus, & alij venerabiles & assistentes, vt ipsi duo viri pretaxati, VICARIO sibi duos eligerent, ad certamen expeditos, quò dominus veritatem huius rei manifestare dignetur, quòd ita factum: nam à secunda diei hora, certantibus vsque ad solis occasum, neminem cum cererent horum vincere, iudicauerunt memorati Raimundus Comes ceterique, & in circuitu sistentes, cuiquam eorum, Bernardi vel Herberti, nihil ad possidendum iure debere in vsus vsurpari, sed potius Domini omnium creatoris, & sancti Petri Bellilencensis Apostolorum principis, in vsib. Monachorum inibi habitantium, expendi.*

Dans le Chartulaire de S. Maur sur Loire. *Sub Hugone: Godofridus quidam de sancto Germano, v. GILEM suum Robertum, &c. & suos obsides coram assistente multitudine, nobis exhibuit.*

Faute de co.
paroir, cause
perdue.

Godefridus verò de Bravileto, neque pugilem, neque obsides exhibuit, nec ea die comparuerunt in curia nostra, propter quod ei diximus ipsum deciderisse à causa.

Au petit Chartulaire S. Denys, au chapitre 105. *Quia succedentibus temporibus, & morientib. hominibus, facta transactis temporis solent oblivioni tradi: oportet ut ea que presenti tempore sunt, litterarum notitia tradantur, & sic ad posteros transmittantur. Notum ergo sit, tam presentib. quàm futuris, quod sanctus Dionysius, & homines sui, tenebant quandam terram, que est iuxta viam ad dexteram euntibus ad crucem de rota, prope hortum Galatras: quam terram Ademarus de Sinoculo, & Geraldus frater suus dicebant esse suam Alodium: & contra, Monachi de Capella, dicebant, illam terram esse iuris sancti Dionysij. Statuerunt itaque diem Monachi & Ademarus, in qua fieret iudicium, cuius esset terra. Convenientes itaque statuta die iudices qui assuerunt, audita utrinque ratione, IUDICAVERUNT FIERI DVELLUM, per quod dinosceretur, cuius iuris esset terra. Die itaque, quâ Duellum erat futurum, convenientes in unum, in prato quod vocatur de Tegl. Dominus Richardus, Bituricensis Archiepiscopus, Dominus Hunbaldus Vriacensis, & multi proceres Vriaci, accepto consilio dixerunt, non esse iustum, ut fieret Duellum: sed laudaverunt, ut Ademarus & Geraldus frater suus, dimitterent medietatem terra sancto Dionysio & Monachis de Capella, & aliam medietatem tenerent ipsi, quandiu viverent, ita ut nullum servitium inde facerent S. Dionysio, sed sicut prius gaudiis erant velut proprium alodium tenerent: post mortem vero suam tota illa terra remaneret sancto Dionysio integra, & absque omni calumnia, ne aliquis de iure suo aliquid amplius in illa terra quærere posset, siue esset culta, siue inculta. Hoc factum, est in prato, quod vocatur de Tegl. in manu Domini Richardi Bituricensis Archiepiscopi & Hunbaldi Domini Vriacensis, tempore Hugonis Prioris, videntibus & audientibus Rorgone de sancto Caprasio, Guillelmo fratre suo, Andrea Archidiacono, Rotgerio Archidiacono, Goffredo Archipresbytero, Radulpho Clerico, Hunbaldo de Agia, Bernardo Balbo, & multis aliis, hoc actum tempore Philippi Regis Francorum.*

Entre les Tittes de S. Germain des Prez, en vne reconnoissance de l'an 1253. de terres & droicts sis à Cachant, releuans de l'Abbé & Religieux: entre lesdits droicts, est

ceftuy-cy : *Quindecim solidos Parisienses annui redditus percipiebant, ut dicebant, PRO CLYDEO, in Ecclesia sancti Germani de pratis.* Ceste prestation de Bouclier n'auoit autre vsage, quel'effet des Duels receus par abus en ceste Iurisdiction Ecclesiastique.

BOUCLIER
ET BASTON
pour le combat.

Chartulaire de S. Aubin d'Anjou, Titre, de *Curte de Varena*, art. 18. *Vilitati posterorum providentes, iudicamus, quod quidam homo Martinus, Chabot nomine, denegavit se de familia sancti Albini esse: Monachis autem affirmantibus illum de sua familia esse: erexit se contra eum, pro fidelitate Monachorum, quidam consanguineus eius, Giraldu nomine, qui cum eo SCVTO & BACULO decertans, eum vi fecit confiteri, se colibertum sancti Albini esse.*

Au mesme Chartulaire, Titre, de *Briorio*, art. 12. *Radolphus ira stimulus agitated, contra quendam famulum Monachorum cepit BELLUM. Conuenientiamque diximus, ut in talibus solet euenire, SCVTO & baculo pugnaturus.*

Autre exemple singulier. *In relatione de translatione corporis sancti Benedicti. DE CVRSO ex inde, &c.*

Ie passeray plus auant. Les serfs, & hommes de corps, de plusieurs Ecclesiastiques, dont la condition estoit fort dure, ont esté, à la poursuite des Ecclesiastiques mesmes, rendus capables du Duel, & de tirer, par les armes, lumiere en leurs affaires douteux. La Concession du Roy Louis en faueur des serfs del'Abbaye de S. Maur des Fosse, de l'an 1118. est belle.

LVDOVICVS, Dei gratia, Francorum Rex. Omnibus Christi fidelibus. Cum iuxta sanctissimarum legum instituta, Regis potestas, ex iniuncto sibi officio, Ecclesiarum defensionis, & honoris plurimum vacare debeat: opera pretium est, eos, quibus tanta permissa est à Deo potestas, earum tranquillitati, & paci, attentiori sollicitudinis cura, providere, & ad laudem Dei omnipotentis, per quem Reges regnant, Ecclesias & earum res, quodam honoris privilegio decorare: ut in bonis actib. & Regum morem exercent, & supernae retributionis premium indubitanter recipiant. Nouerint igitur omnes, quia sancti Petri Fossat. Cænoby Abbas, Thebaldus nomine, nostre serenitatis adierit presentiam, conquerendo ostendens & ostendendo conquerens, quatinus SERVI sancte Fossat. Ecclesia secularib. personis tanto contemptui habebantur,

Serfs des Ec-
clesiastiques
rendus capa-
bles des Duels.

non imprimez, m'auoit fourny, pour l'esclaircissement de l'vsage ancien, sur ceste rencontre notable.



ECCLESIASTIQUES EXEMPTS de l'Arriereban.



ES RAISONS pour affranchir les Ecclesiastiques du seruice à la guerre, & à l'Arriereban, ont esté embrassées & approuuées d'un commun consentement. Les Decrets & Constitutions Canoniques, à cest esgard, ont esté generale-ment obseruées en ce Royaume: suiues de diuers traittez & patentes. Je dis en ce Royaume: ne voulant m'entremettre de l'ancien vsage d'Angleterre, souuent blasimé, ny de celuy d'Allemagne. Hildebert Euesque du Mans, escriuant à l'Euesque de Séz, *Scienti loquor: nosti gladium Regis, nosti gladium Sacerdotis. Gladius Regis, censura curie: gladius Sacerdotis, Ecclesiastice rigor disciplina.* L'vsage des armes interd-
dit aux Eccle-
siastiques.

Ceste profession, calme, esloignée du sang, & des armes, qui a pour exercice & but, le Ciel, & la meditation des choses Diuines, espurée, depouillée de passions, n'a autres armes que les prieres, le bouclier de la Foy, le heaume de salut, qui est la parole de Dieu: Elle n'a autres ennemis, que les Demons & les concupiscences, gouuerneurs des tenebres, malices spirituelles, le sang & la chair, pour vser des termes de S. Paul. Contre tels ennemis, les armes corporelles & l'effusion de sang, ne sont pas conuenables. Les paroles de S. Ambroise, dans Theodoret, leur peuuent estre rapportees avec autant de raison, qu'à l'Empereur Theodose: *Estendras-tu ces mains encor descoulantes de sang, inuistement espendu, & avec icelles, prendras-tu le tres-sainct Corps du Seigneur? Origene, sur la fin du liure 8. respondant à Celsus, qui reprochoit aux Ecclesiastiques, l'esloignement des armes, & de la guerre: Nous rendons secours, dit-il, à l'Empereur, avec des armes, non humaines, mais Diuines: assistance beaucoup plus noble, que celle*

rij, S. Gilberti Buticularij, S. Guidonis Camerarij: Data per manum Stephani Cancellarij.

Il y a en a desemblables en faueur des serfs des Eglises de Paris, & de S. Denis. C'est ee qui donna sujet à la Bulle du Pape Innocent, inserée au Grand Pastoral du chapitre de l'Eglise Nostre Dame de Paris, par laquelle il rend les serfs vendiquez par le Chapitre, incapables de maintenir leur liberté par le Duel.

INNOCENTIVS, Episcopus, servus servorum Dei. Dilectis filiis, Decano & Capitulo Parisiens. Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ex parte vestra fuit propositum coram nobis, quod nonnulli virorum nostrorum se à dominio vestro subtrahentes, debita vobis servitia, contritiam, denegant exhibere, nisi à vobis convinci valeant. P. F. L. V. L. L. V. M. Vnde, cum ex hoc lesionem non modicam incurratis: petistis à nobis, super hoc, Apostolice sedis providentia, subueniri. Cum igitur Monomachia sit sacris Canonibus interdicta. Nos vestris supplicationibus inclinati, auctoritate vobis presentium indulgemus, & testibus, instrumentis, & alijs legitimis probationib. vob. vii liceat, contra eos, contraria consuetudine non obstante. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostra concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis contra hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & Beatorum Apostolorum Petri & Pauli noverit se incursurum. Datum Lugduni 2. Novemb. 7. Pontificatus nostri anno 4.

Depuis rendus incapables.

L'adiouste: que non seulement les Ecclesiastiques admettoient le Duel en leurs Justices: Mais que aussi, ils s'y submettoient és contentions qui les regardoient, traitées ez iuridictions Royales. Titre de sain& Germain des Prez.

Ecclesiastiques soumis au Duel de Justices seculieres.

IN CHRISTI nomine. Ego Gaufridus, D. gratia, Abbas sancti Germani Parisiensis, & eius Monasterij Conventus. Notum esse volumus, Vniuersitati presentium pariter & futurorum, quod Stephanus de Mathiaco cepit quendam hominem nostrum Ingelranum de Antoniaco, qui ipse iuxta publicam stratam fossatum quoddam faciebat, vbi idem Stephanus & Eustachius de Binnera, consanguinei eius, mediam partem Vicaria se habere clamabant. Nos autem hanc iniuriam, super iniusta captione hominis nostri nobis illatam, Domino Regi ostendimus. Ipse vero per sub-

me auteur, liure 8. ch. 39. luy est imputé: *Quod militias secularibus exerceret, & manibus propriis verberabat multos, dicens: Num ideo, quia Clericus factus sum, ideo iniuriarum mearum non ero?* Et les Euesques de Chartres, anciennement Comtes, employez aux combats, depeints reuestus de leurs ornemens, le casque en teste, & l'espée ceinte: & en leurs Armes vne Crosse & vne espée, N'ont-ils pas esté grandement blasmez? La qualité de Comte, ne les pouuoit garentir du blasme, puisqu'elle est submise à la dignité d'Euesque plus noble. Et la distinction au chapitre *si in mortem* 23. q. 8. *Episcopus qui castella, villas, & ciuitates habent, ex quibus Casari tributa debent, militare licet, n'a esté autorisée d'aucun.* S'ils sont pressezz, ils ont les prieres, armes domestiques, & la force en la main des Rois, leurs protecteurs. S. Bernard, *De Consideratione*. lib. 3. c. 5. parlant de quelques Clercs reuestus d'habits militaires, vse de termes fort à propos. *Cuius ordinis sunt, Cum vtrumque esse cupiunt, vtrumque confundunt, vtrumque deserunt.* *Ecclesiastiques en habits de soldats.* Le mesme Auteur, en l'Epist. 79. est admirable, escriuant à Suger, Euesque de S. Denis. *Qui, sanè non miretur, imo & detestetur, vnius esse persone, & armatam ducere militiam, & alba, solaque indutum, in medio Ecclesie pronunciare Euangelium? Tuba indicere bellum militibus, & iussa Episcopi populum intimare?* M. Rouillard a traité ceste mesme matiere en la Parthenie ou Histoire de Chartres, cha. 14. fol. 90 & suiuaus, & finit par vn lieu, combten que vulgaire, non mesprisabled, rapporté par Fulgose, du Paisan, lequel voyant l'Archeuesque & Comte de Cologne en equipage militaire: demanda en quel endroit seroit l'Euesque, lors que le Comte seroit en peine. C'est pour confirmer la proposition: que l'exercice & employ, mal conuenable à l'Euesque, ne sera pas toleré par la concurrence d'vne autre qualité.

Pour finir. Le Cardinal Baronius, en ses Annales, *ad annum* 888. impute les maux & miseres du temps aux desreglemens des Euesques & Ecclesiastiques, employez aux combats, & adonnez au sang.

Quod autem deterius videri potuit, & planè monstruosum, illud fuit, quòd tam Episcopi, quàm Abbates armati ad bella procederent, in hostes irruerent, caderent ipsos, & caderentur ab ipsis. Execrandum planè diuistijs modi facinus inoleuit in Gallijs.

aux seules armes spirituelles: Et sur S. Luc, (Quiconque soit l'Autheur) expliquant ce lieu: Qui n'en a point, vende sa robbe, & achete vne espée: *Seigneur, pourquoy me commandez-vous d'achepter vne espée, vous qui me defendez d'en frapper? Pourquoy m'ordonnez vous d'en auoir, puis que vous me defendez d'en tuer?*

S. Bernard est second sur ce sujet: *Iuo Carnot. Petrus Blessensis*: dont les textes sont cy-apres espars en diuers lieux.

Au sixiesme liure des Capitulaires, ch. 285. est vne resolution, de defenses aux Euesques d'aller à la guerre: fors à deux outrois capables, pour donner la benediction, reconcilier ceux qui seront en danger, & fortifier par leurs prieres. Guillaume le Breton, au 8. de l'Histoire de Philippes-Auguste.

Intra Murellum, cum Simone, consulerunt se.

Persona primi, multa, pluresque secundi

Ordinis, & Cleri quamplurima turba minoris:

Arma, quibus tractare negat lex Ecclesiæ.

Qui sacra cœlestis doctrinæ verba pluentes,

Consilium præstant aliis, qui belligerantur:

Vt bello superent inimicos spiritali.

Les termes de Monstrelet, vol. 1. ch. 79. font cognoistre combien cet exercice & sa suite, sont peu conuenables. *Estoie en la partie d'Orleans, l'Archeuesque de Sens, frere de feu Montagu, non pas, en estat Pontifical: Car en lieu de Mitre, il portoit vn bacinet: pour Dalmatique, portoit vn haubergeon: pour Chasuble, la piece d'acier: & en lieu de Croce, portoit vne hache.*

Matthæus Paris, en la vie de Richard I. Roy d'Angleterre, sous l'an 1196. raconte, que Philippes, Euesque de Beauuais, & son Archidiacre, lesquels outre-passans les bornes de leur profession, s'estoient entremis de la guerre, ayans esté faits prisonniers par l'armée de Richard, le Pape escriuit au Roy pour la deliurance de cet Euesque, lequel il appelloit son frere tres-cher, son fils, & de l'Eglise, pensant par ces paroles acquerir plus de faueur. Le Roy ordonna, que la cuirasse, dont estoit reuestu l'Euesque, fust portée au Pape, & présentée avec ces termes: Voyez si ceste robbe est de vostre fils, ou non. Auquel le Pape respondit: Il n'est fils de moy, ny de l'Eglise: Qu'il soit mis à rançon, à la volonté du Roy:

Qui se contin mout noblement.

Et par apres.

*Li Prouoire, & li ordenes,
En sur un telre sont montez,
Pour Dieu proier & pour orec,
Et pour la bataille esgarder.*

Et combien que les actions de l'Euesque de Beauuais à la bataille de Bouines, ayent esté grandement rehaussées, pour la vigneur de son courage, & des luites perilleuses contre des personages de haute condition, qui sentirent le poids de sa main: Guillaume le Breton, au liure 11. l'excuse par la necessité de sa defense propre, de celle du Comte de Dreux, & autres.

*Excuse de
l'Euesque de
Beauuais à
Bouines.*

*Nam Beluacensis, ut vidit Episcopus Angli
Germanum Regis, qui cum sit viribus ingens,
Angligena longo dederat cui nomen ab ense.
Sternere Drocenses & damnificare frequenti
Cade sui fratris acies, dolet: utique tenebat
Clauam, forte manu, sic illum, dissimulato
Præsule, percussit in summo vertice fracta
Casside, quod sterni tellure coëgit eundem,
Corporis & longi signare charactere terram,
Et quasi celeri facti tam nobilis auctor
Possit, neue quæat præsul gerere arma notari,
Dissimulare studet, quantum licet atque Ioanni,
Sernit adhuc patrum cui iure Nigella suorum,
Hunc vincere iubet, & sumere pramia facti.
Sic plerosque alios claua sternebat eadem,
Militibus super hoc titulum palmamq; resignans.
» Accusaretur, operam ne forte Sacerdos,
» Gessisse illicitam, cui nunquam talibus inter
» Esse licet, ne cade manus oculosque prophanes.
» Non tamen est veritum defendere, seq; suosque,
Dum non excedat positos defensio fines.*

La discipline estroite, en son commencement, retranchoit les Ecclesiastiques, non seulement des actions violentes: Mais, de tous soins & entremises passans au sang; reduits à la conduite de leurs vassaux; aux exhortations & prieres.

M m

Depuis les Ec-
clesiastiques
dispensés pour
donner conseil
à la guerre.

Depuis, elle s'est relâchée par diuerses considerations. Le Conseil, Intendance, Vigilance: mais esloignée du sang, leur a esté laissée. Le Cardinal Baronius, passe à ceste distinction. Sous l'année 1053. parlant du Pape Leo I X. & del'Epistre du Cardinal *Petrus Damianus, ad Firminum*, apres diuers discours, mesmes des Papes, qui ont souuent conseillé & exhorté les Rois à la guerre, & par la main d'autrui remporté de grandes victoires: Il conclud au nombre 15. *Vnus, Ioannes XII. adolescens, sedis inuasor est repertus, qui armatus aliquando equitasse delatus in synodum fuit, quod habitum pro monstro, sed ei probro sape datum: Episcopis siue Francis, siue Germanis id facitantiibus, CVM ALIENA, NON SVA MANV, sit in defensionem Ecclesie eiusmodi gladius exercendus.*

ALIENA
MANV.

Il permet donc aux Ecclesiastiques, de respandre le sang en bataille, pourueu que ce ne soit de leur main, mais de celle d'autrui, c'est à dire, par leurs seuls conseils & ordres. Aussi s'est-il veu des personages Ecclesiastiques rates, tant en ce Royaume, que dehors, presider aux Conseils de guerre, avec commandement absolu sur les armes, conduites par leurs conseils, animées par leurs paroles: esloignées neantmoins des combats & du sang: l'autorité demeurant pardeuers eux, l'exécution à d'autres. Plusieurs Auteurs ont tenu ceste opinion, dont l'vsage est à present commun. Et comme ie ne me veux seruir du travail d'autrui, ie me contente du lieu de Gregoire I X. combien que rapporté par Baronius, *Vterque gladius Ecclesie traditur, sed ab Ecclesia exercendus est vnus: Alius pro Ecclesia, manu secularis Principis eximendus. Vnus à Sacerdote, alius AD NVTVM SACERDOTIS, administrandus à milite.* Celuy de Boniface VIII. est conceu presqu'en mesmes termes, en l'extrauagante de *Maiorit. & Obcd. c. 1.* Et tous deux l'ont emprunté de S. Bernard liu. 4. De *Consider. cap. 3. Gladius materialis, non ab Ecclesia, sed pro Ecclesia: Non manu Sacerdotis, sed NVTV euaginandus est.* Il prononce absolument contre l'exercice & maniment des armes: reserue NVTVM, que i'interprete l'Auis, Conseil, Persuasion, Mouuement. S. Bernard semble l'auoir puisé dans la Remonstrance de Gerundus Euesque liu. 3. de l'Histoire de Cambray, par *Baldricus*, Euesque de Noyon, ch. 3. *Regum est seditiones virtute compescere, bella sedare, pacis com-*

AD NVTVM
SACERDO-
TIS.

Lieu de S. Ber-
nard.

mercia dilatare: Episcoporum verò, Reges, ut viriliter pro salute propria pugnent, monere; ut vincant, orare. Ce que l'un appelle N V T V M, l'autre l'appelle, Admonition. Ainsi l'exercice, le sang & les combats demeurent aux Rois: les prieres & les admonitions aux Ecclesiastiques. C'est vraiment en ce lieu la signification de N V T V S. Et ce que Nangis disoit de Guerin (cy-dessus rapporté, p. 172.) *Armatus exhortabatur & animabat ad honorem Regis & regni.* Et comme S. Bernard s'explique soy mesme il est à propos de l'employer entier: *Conuertere gladium tuum in vaginam: Tuus ergo, & ipse, tuo FOR SAN N V T V, ET SI NON T V A M A N V, euaginandus: Alioquin si nullo modo ad te pertineret, & ei dicentibus. Apostolis, ecce duo gladij, non respondisset Dominus, satis est, sed nimis est. Vterque ergo est Ecclesia, & spiritualis scilicet gladius, & materialis: sed is quidem, pro Ecclesia, ille vero & ab Ecclesia exercendus est: Ille Sacerdotis, is militis M A N V: sed faire ad N V T V M Sacerdotis & iussum Imperatoris.* Plusieurs se sont travailliez sur ce mot, les vns desirans en estendre, les autres d'en restreindre l'effet. La signification plus naturelle est de faire cognoître son intention sans paroles, par le mouvement de la bouche, des yeux, des sourcils. Le Poëte parlant d'une femme ruzee & desbauchée:

Ille, viro coram, natus conferre loquaces.

N V T V S,

pour signes.

Nutu fideicommissum relinqui potest l. 21. de leg. 3. l. obligamur. §. f. de oblig. & act. ubi Gothoffr. & autres. Goffridus, Abbé de Vendosme, liu. 4. Ep. 6. Esi illud, natura negante, surdi non audiunt, nec muti loquuntur, & tamen N V T V, & signis est indicatum. S. Augustin, liu. des Confessions, ch. 8. Hoc autem eos velle ex motu corporis, aperiebatur, tanquam verbis naturalibus omnium gentium, que sunt vultu, & N V T V OCULORVM, ceterorumque membrorum actu. J'ay veu douter, si au lieu de *Nutus oculorum*, l'on ne deuoit pas lire, *oculorum Nictus*. D'autant que dedans Nonius, *Nutare, capitis inest, inclinando aut in gyrum mouendo: Nuere, narium vel labiorum: Nictare, oculorum, patefaciendo eos, aut claudendo, vel verumque, vel alterum.* Mais j'ay reconnu ceste forme de parler familiere à S. Augustin en l'explication du Psalme 34. *Quid est annuentes oculis? Pronuntiantes vultu, quod in corde non gestant.* Dans Homere, au 1. de l'Iliade, *παραλ' ὀφθαλμοῖς*, *καταπρεθεῖ*,

N I C T V S,

καταπρεθεῖ,

Eustathius sur l'Odyssée, pag. 1798. explique amplement, ὁρῶντες νότον, κρηλαὶ ἡλίου, ὁφθαλμοῖς ἐκείνου.

Pour volonté.

N V T V S, d'ailleurs, est souvent employé pour volonté :

En la loy *fideicommissa* 46. de *fideicom. heredit. fideicommissaria libertas ex N V T V, heredis potest valere.* Au Concile d'Ephese, part. 2. vn Euesque est dit consacré, *ex N V T V Imperat.*

ἡ ἐκκλησία θεῷ καὶ νῦματι τῶν, &c. βασιλίων ἡμῶν χειροτονησάμενος.

S. Bernard, *Serm. 7.* sur les Cantiques, parlant de Dieu :

Solo spirituali N V T V *cum vult, ad quaecumq. vult agenda paratus.*

Authorité.

Souvent, il signifie Empire, Authorité absoluë ; Dont les textes sont infinis és liures sacrez, & prophanes. *Ad Nutum alicuius aliquid fieri: Dei Nutu: ad Nutum Ioseph, &c.*

Ordonnance.
Commandement.

N V T V S, νῦμα, signifie pareillement l'Ordonnance, Decret, & Commandement du Prince. Et dans les Conciles, quand il est parlé de la conuocation d'iceux, par l'autorité & permission des Empereurs, νῦμα, διαπίπτα, κλήσεις, περίγυια, sont employez pour mesme chose : l'en cotteray quelques passages, & les marqueray séparément, ainsi qu'ils se trouuent en l'impression de Rome.

Tom. 1.

Au Concile d'Ephese : Il est dit, p. 329. que le Synode est

assemblée, ἐν βασιλίων ΝΕΥΜΑΤΟΣ, p. 497. νῦματι. p. 378. ἡ ἀρχὴ

συνόδου, &c. ἐν νῦματι τῷ ὑμῶν ἐξουκράτους συναρχιεπισκόπου :

Le semblable p. 412. 473. 479. Sur le mesme sujet, il vſe du mot,

ΘΕΣΠΙΣΜΑ. p. 408. ἐν διαπίπτασις ἀποφ. βασιλίων. & 321. 414. 415.

427. En la page 484. ἡ διαπίπτασις ἐπισκόπων. & 427. 488. 493.

Et spécialement en l'Acte de deposition de Nestorius. En la

page 317. 491. & 492. διαπίπτασις. L'effet du mot διαπίπτα, en

ce Concile, se cognoist par autres lieux : pag. 396. en vne

lettre des Euesques, à ceux qui auoient esté excommuniëz,

τὴν διατίκτον τῶν πατέρων, καὶ τὴν διαπίπτασιν τῶν ἐπισκόπων βασιλίων.

p. 314. ἀρχὴ συνόδου συναρχιεπισκόπου καὶ τῶν ἡμετέρων ἐπισκόπων βασιλίων, p. 496. *Actione 7. Edictum.* Ce qui est donc dit, νῦμα,

en la p. 478. est dit κατὰ ΠΡΟΣΤΑΓΜΑ Termes tous signi-

fians mesme chose.

Tom. 1. Concil.

Au Concile de Chalcedoine.

Les Epistres du Pape Leon à *Pulcheria* & à *Flavianus*,

Euesque de Constantinople, és p. 20. 23. reduisent, le νῦμα de

l'Empereur pour la conuocation du Concile d'Ephese, à son

autorité : Et en l'Epist. à l'Empereur Theodose, il vſe du mot

απορίσσει. Νῦμα. κατὰ θεῶν νῦμα, p. 55. Θέσπισμα. p. 64. ἐν διαπίπτασι

τῶν. κτ' δέσποτα, p. 55. 266. 323. 342. 345. 419. 439. Κίλευσις. κτ' κί-
λευσις, p. 44. 317. 373. 390. Διὰ δέων συλλαβῶν, p. 55.

L'effet de ceste authorité est confirmé en la p. 39. où
l'Empereur use du mot *Plaisir*, marque d'autorité. Il a pleu
à ma douceur ou humanité, que le Synode fust assemblé en *Tom. 3.*
la ville de Nice. τῇ ἡμετέρᾳ ἡμερῶντι. Synodo 6. in Trul. *Council.*

κτ' κίλευσις δ. βασιλ. Synodo 7. p. 373. 404. 437. κτ' εὐσεβῆ δέ-
σποτα, κτ' δέσποτα, p. 659. Synod. 8. p. 385. κίλευσις.

En ces lieux, *N v t v s*, *νῦμα*, signifie Commandement:
Mais l'on ne peut dire que le *N v t v s* des Ecclesiastiques,
dans Saint Bernard, y puisse estre rapporté. Les Ecclesia-
stiques ne paroissent deuant les Souverains, pour ce qui
regarde la guerre, & les actions politiques, qu'avec sub-
mission, fortifiée de raisons, remonstrances, prieres. For-
me, fort esloignée de l'Empire & autorité souveraine, à
laquelle aucuns ont désiré tirer le mot, *N v t v s*, qui ne
peut estre entendu, que des remonstrances, exhortations,
persuasions, jointes à la submission convenable au Souve-
rain. *Τὸ ἀρετὴ τῶ ἀρχόντος;* dit Plutarque. Je finiray ce point
par les paroles de Hildebert, Evêque du Mans, en vne de
ses Epistres. *Apud Serenissimum Regem, opus est exhortatione
potius, quam increpatione; consilio, quam precepto.* Aussi saint
Bernard, qui esloigne fort les Ecclesiastiques des armes ma-
teriellles, en l'Epistre 79. cy-dessus rapportée, & lequel en la
203. dit: *Nec Clerici est pugnare armis militariibus, nec subdiaconi
uxorem ducere:* Au lieu dont il s'agit, il dit, *tuo FORSAN
nutu.* Puis il separe, *Iussu Imperatoris.* à *Nutu Sacerdotis.*

Pour les mesmes considerations: Combien que les Eccle-
siastiques ne peussent, par la discipline ordinaire, assister, ny
prononcer aux iugemens criminels, & que la presence rende
coupables & porte en irregularité les Iuges & les Greffiers;
Ce neantmoins, avec dispense, privilege & exemption, en
affaires regardans l'Estat: ils assistent aux iugemens criminels:
ils en sondent les sources, découvrent les mouvemens secrets,
preuoient les consequences: mais ils s'abstiennent de la pro-
nonciation & execution. C'est, selon le dire de S. Bernard, *Sa-*
cerdotis nutu: aliena manu: ou bien, *alieno ore.* Je n'ignore pas
que *Petrus Blesensis*, Epist. 129. en ceste rencontre, comme en
plusieurs autres, est d'avis contraire à l'usage. *Illud cælestem*

Lieu de S. Ber-
nard.

Presence d'Ec-
clesiastiques
aux iugemens
criminels, sans
prononcer.

exasperat iram, plerisque discrimen aeternae damnationis accumulat, quod quidam Principes, Sacerdotum & seniores populi, licet non dissent iudicia sanguinis, eadem tamen tractant, disputando, & discipulando de illis: Sequē ideo immunes à culpa reputant, quod mortis aut transactionis membrorum iudicium decernentes, à pronuntiatione dumtaxat & executione penalis sententiae se absentant. Sed quid hac simulatione perniciosius est? Nunquid discutere, aut & diffinire licitum est, quod pronuntiare non licet? Mais le texte montre, qu'il se pratiquoit autrement de son temps, combien, comme il est à croire, que rarement, avec retenue, en affaires espineux, & de poids, qui ne pouuoient prendre lumiere, que par les yeux clair-voyans de personnages nourris en l'Estat. Vne haute naissance, vn esprit brillant, reuestu d'estude, fortifié d'experience aux affaires domestiques, & estrangeres, se rencontrant en vn Royaume, il ne seroit pas raisonnable, que à cause de la dignité en l'Eglise, l'Estat fust priué d'un secours present & fidele. Non est nouum (dit le mesme auteur, Epist. 84) quod Regum consiliis intersint Episcopi. Sicut enim honestate & sapientia ceteros antecellunt, sic, expeditiores & efficaciores in reipublica administratione censentur.

Tous les Abbez, anciennement employez aux guerres, n'estoient pas Titulaires.

Abbayes, & biens des Eglises, sous la Premiere & Seconde Lignée des Rois, donnez à personnes laïques, qui en iouissoient & dispo-
soient comme de leur patrimoine.

Ceste liberté retranchée sous la Troisiésme.

Les Grands iouissoient des Abbayes, en pre-
noient le nom: se disoient Abbez.

Deux sortes d'Abbez: Archiabbez.

*Abbez non
Titulaires.*

LEs Abbez, que nous lifons auoir esté employez aux guerres, n'estoient pas le plus souuent Abbez Titulaires; Eccle-

fiastiques; ains seculiers: personnages de valeur, iouissans du bien d'Eglise, par gratification des Rois, destituez de moyens plus prompts pour subuenir à la guerre. Ils prenoient le nom d'Abbez, combien qu'ils n'en eussent le caractere, ny les fonctions. Et afin que le seruice des Eglises ne fust entierement delaisé, ces Abbez en commettoient la charge à d'autres, qui s'en acquittoient, moyennant des reconnoissances foibles, & estoient appelez *Decani*, dans Aïmoius, liu. 5. ch. 34. Les Abbez Titulaires estoient appelez. *Veri Abbates: Abbates legitimis*. Les autres: Abbez Militaires. Ceste distinction donne lumiere, au chap. 3. du Concile de Soissons, an. 744. *Abbates legitimis hostem non faciunt*. C'est à dire, n'aillent point à la guerre.

L'ay donc à monstrier deux choses: La premiere: Qu'anciennement souuent, les biens d'Eglise estoient possédés par les gens de guerre, qui en dispoisoient avec liberté, comme de leurs propres, mesmes des Abbayes. La seconde, que ces possesseurs d'Abbayes, combien que non Titulaires, prenoient le nom d'Abbez.

Quant au premier point: Il fournit vne seconde matiere, en laquelle neantmoins ie ne m'arresterray pas, ayant esté traitée par plusieurs bonnes plumes, & recentemente par le sieur Filtac, qui a passé iusques à la fin de la Seconde Lignée de nos Rois. Les lieux d'Aïmoiu, Flodoard, Lupus Ferrariensis, Capitulaires 1. ch. 163. 2. ch. 8. Du Tillet, chapitre de la Maison de Couttenay, sont communs. Je diray seulement: que la despense des guerres, & la necessité publique, ayant porté les Rois à ce secours extraordinaire, l'abus fut tellement affermy par le temps, que les particuliers disposent des biens d'Eglise avec vne licence sans bornes: les ont vendu, eschangé, donné, baillé en fief, en dot: les partages entre les enfans autorisez: bref, l'usage des biens propres n'a pas esté plus absolu. L'en ay infinis exemples, outre ceux qui ont esté donnez au public, reservez ailleurs.

Pour la Premiere Lignée: le ch. 5. du Concile de Soissons, cy-dessus touché, suffira.

Pour la Seconde: ie ne puis obmettre, ce qui est remarqué au Roman de Garnier, qui viuoit sous le Roy Louis le Gros, ou Louis le Jeune, exprimant les estonnemens donnez

par les Sarrazins, & les perilleuses guerres, importantes à la Religion, qui porteront Charles-Martel à disposer des dixmes & biens Ecclesiastiques. Il represente le Pape parlant.

*Et l'apostoile, durement s'en marri :
Par saint Sepulchre
Venez auant, chil Martel, braue fils,
Je vous octroy, & le verd & le gris,
L'or & l'argent dont les Clercs sont saisis,
Les palefrois, les muls, & les rocins,
Si prenez tout; Tel vous octroy & quitte,
Dont vous puisiez les soudoyer & tenir,
Qui vous defendent vous & vostre pais :
Et s'il vous plaist les dixmes, Sires, fais
Tres qu'à sept ans, fait-il, & un demis,
Quand vous aurez vaincus les Sarrazins,
Rendez les dixmes : Ne les deuez tenir.*

La liberté, sous Charlemagne, est claire, dans l'Abbé de Saint Gal, lib. de rebus Caroli-magni l.c. 14. Prudentissimus Carolus, nulli comitum, nisi his qui in consilio, siue termino barbarorum constituti erant, plusquam unum comitatum, aliquando concessit: Nulli Episcopatum, Abbatiam, vel Ecclesias, ad ius regum pertinentes, nisi excellentissimis causis, unquam permisit. Cumque à consiliariis suis, familiaribus suis, interrogaretur, cur ita faceret, respondit: cum illo fisco, vel curte, illa Abbatia vel Ecclesia, tam bonum vel meliorem vassallum, quam ille comes est, vel Episcopus, fidelem mihi facio. Du regne de Louis le Gros; *In annalib. incerti auctoris à Pithao ad an. 881. Rex post Pascha in Galliam profectus, Hugonem Hlothary ex Vualdrada filium, ad se venientem, in suum suscepit Dominium, & ei Abbatias & comitatus, in beneficium dedit, ut ei fidem seruaret.*

A quoy l'adiousteray la Chronique de Cambray & Artois, par Baldricus, Euesque de Noyon. Au liure 1. ch. 70. Sub Carolo Simplici, Ipsam Abbatiam S. Gaugerici cum omnibus appendiciis sibi beneficiatam, Isaac Comes, de iure Regali tenebat. Au chap. 117. Vualterius Castellanus, Episcopum precatus est, ut filio suo Vualterio terram suam beneficaret, eique filius, saluo usu paterna hereditatis, militaret. Au liure 2. chap. 10. Monasterium

monasterium sancti Petri, postquam viris militaribus beneficium est, ad paucos Canonicos derivatur. Chap. 18. *Monasterium sancti Agidij viris militaribus infiscatur.* Chapitre 19. *Basilica Canonicorum, postquam viris militaribus in beneficium traduntur, ad inopiam lapsa sunt.* Le semblable, liure 3. chap. 6. *Beneficiare: Infiscare:* C'est bailler en Fief. *Fiscus,* entre les Anciens, c'est FIEF. *Fiscaliter tenere,* tenir en Fief.

La Troisième Lignée, a donné de grandes secouffes à cet abus, difficile à esbranler, à cause des profondes racines, prises sous la foiblesse des Rois precedens, & diuersité des gæres. Pendant, pres d'un siecle, les remèdes ont apporté peu de fruit: Mais en fin la vigueur des Euesques, portez à la Reformation, combien qu'avec vn progres lent, reestablit la police en sa pureté.

Les Capets auoient iouy, & disposé avec licence du temple des Eglises: Le nom d'Abbé, est demeuré à l'un d'eux: Non, comme aucuns ont dit, pour auoir le premier iouy du reuenu des Abbayes: il auoit esté precedé par plusieurs autres. HUGUES CADET, meu d'un dessein loüable, quitta l'Abbaye de S. Germain, qui de long temps estoit en sa Maison, *Aimoin. lib. 5. c. 34.*

Combien que ceste action fust vne ouuerture d'esperance pour l'auenir, le regne neantmoins de Hugues, a receu le desordre: & de son temps les biens d'Eglise ont supporté les mesmes defauts: le precipice estoit trop roide, & le pas trop glissant, pour arrester si promptement la cheute.

Dans le Chartulaire de Vendosme, se void vne Eglise delaissee à cens, ou main ferme. *Regnante Hugone.*

IN CHRISTI nomine. Burcardo sauerne Comite, Gaucclis, & vxor sua Ermentrudis, qui aliquid ex reb. sancti Dionysij tenere videmur. Noscum sit omnibus sancta Domini Ecclesia fidelibus, tam presentibus, scilicet, quam futuris: quia petierunt nos quadam femina, nomine Doila, cum filio suo . . . : ut eis ac vni eorum heredi vnam ECCLESIAM, in honore sancti Dionysij dicantam, CENSUALITER AD MANVFIRMAM concederemus. Quod quidem & fecimus. Est autem ipsa Ecclesia in Comitatu Cenomannia, in villa que vocatur Tauriacus. Accensuimus, ut annis singulis, in festiuitate sancti Dionysij, denarios 12. in censum persoluant. Et

Na

fi de hoc censu negligentes existerint, legaliter emendent. Quisquis autem horum superuixerit alterum, firmiter teneat. Et ut chartula, per longa tempora, maiorem & deinceps obtineat vigorem, manibus propriis subter eam firmauimus, S. Burcardi Comitis, S. Gauzelini, qui hanc chartulam fieri iussit, uel affirmare rogauit, &c. Data in mense Aprili, anno millesimo secundo. Regnante Hugone Rege.

ROBERT,
Roy, fils de
Capet.

Le Regne du Roy ROBERT, fils de Hugues Capet, commençant l'an 996. souffrit le mesme desordre : la simonie regna avec excès : les mœurs des Ecclesiastiques, par mauvais exemple, porterent le peuple à des desbauches sans bornes. La plainte en est ample, dans Glaber Radolphus, liu. 2. ch. 6. Ce Prince, grandement deuot, porta tous ses efforts, combien que vains, au retablissement de la discipline : & de son temps continua le trafic des biens Ecclesiastiques, & possession par personnes laïques, ainsi que le tesmoignent diuerses Epistres de Fulbert, Euesque de Chartres.

En l'année 1001. Rainaldus, Euesque d'Angers, fit vne Ordonnance exemplaire & rude, contre les laïques possédans des benefices. Elle est au Chartul. de S. Aubin.

Decret d'un
Euesque
d'Angers,
contre les de-
senteurs de
biens d'E-
glise.

IN EXORDIO nascentis Ecclesie, cum auctor omnium I. Deus Apostolis suis praecepisset, dicens: Euntes in mundum vniuersum, predicate Euangelium omni creatura: & illi iuxta auctoris vocem praecepta complerent: caput fides augeri, & crescere. Ex eo tempore, viri Religiosi, relinquentes sua, eidem auctori Deo, & Cenobia construentes, & hereditates suas ibidem derelinquentes, quatenus in locis illis Monachi, siue Clerici, seu ancilla Dei, Deo deservientes, haberent victualia: Nonnulli etiam eam capitis abscindentes, Christo Domino collataderies. Atque ita factum est, ut maxima pars huius seculi, in hereditatem, sanctis Dei sit tradita. Sed in ardescente inuidia seculi huius, & cupiditate grassante, Reges, qui vestigia virorum Religiosorum sequi deberent, caperunt eandem hereditates vendere: Episcopis, Episcopatus, Abbatibus, Abbatias, atque ipsi Episcopi, seu Abbates a Monasteriis abstrahere, cum deberent augere magis quam minuire, & hominibus secularibus in hereditatem tradere: unde usque hodie mos inoleuit, ut eas in hereditatibus habere videantur. Quapropter, ego RAINALDVS ANDECAVORVM EPISCOPIVS, Ecclesias, quas quondam in Episcopatu sancti Mauricii, & sancti Maurili, habere di-

noscor, anno ab Incarnat. Domini 1001. fratribus nostris Canonicis, ibidem Deo desertientibus, integras restituo. Asque ab hac die usque in finem seculi, non presumat aliquis eas abstrahere, nec vendere. Si autem ego ipse, aut successor meus, siue Comes, siue Episcopus, eas abstrahere presumpserit, anathema sit, & cum Dathan & Abiron, & Iuda proditore, penas sociatus luat, & Ecclesiis, quas diximus, in visualibus, fratrum reuoluant: quarum hæc sunt nomina; Ecclesia Spinacj, & Ecclesia Dauidie. Ego Rainaldus, qui hanc feci restitutionem, manu propria firmam eam, anno 1001. Indiit. 14. Actum Andecauis.

Le Châtelain de Vendosme fournit plusieurs exemples de ces usurpations, trafics, & negociations de biens Ecclesiastiques: *Pauca ex multis.*

NOTA SIT, cum illis sancte Domini Ecclesia curam gerentibus, ad quos ratio ista peruenierit, qualiter domina Agnes Angles. Achapt d'E. clyta Comitissa, comparationem quandam fecerit, duarum Ecclesiarum, & fratrum Monachorum, ipsius loci, quem scilicet senior illius Goffridus Comes, & ipsa apud Castrum Vindocinum fundauerunt. Comparauit igitur legitima emptione, à Lancelino, Dominico Vasso, de Castro Balgentiaco, Ecclesiam sancti Beati, cum tota integritate sua, que sita est iuxta prædictum Castrum Vindocini. Pro qua dedit ipsi Lancelino nummorum solidos mille, & sue uxori duas Nugas Aureas, in precio 10. librarum, & duo millia pro ipso persoluit Comiti Goffrido, quorum ei debitor erat, per emptionem, quam faciebat de honore Hilgodi. Item dedit ipsi Lancelino, pro ipsa Ecclesia, Moneta[m] de Vindocino Castro. Itemque postmodum a filiis eiusdem Lancelini, scilicet Ioanne, & Lancelino comparauit, eadem Agnes Comitissa apud Castrum durum, aliam ecclesiam, qua in honore sancti Ioannis. pro qua dedit ipsi fratribus quingentos denariorum solidos. Et est conuentio, quod si quis hæc Ecclesias tollere voluerit, quod ipsi per fidem adiuuent Monachos, ne locum, vel ipsi perdant: Signum Lancelini, S. Ioannis, S. Goffridi Comitis, signum Agnetis Comitisse uxoris eius.

Altare Ecclesia sancta Maria de Riuarua Odericus Abbas, & Monachi sancta Trinitatis comparauerunt, à Domino Arnulfo Archiepiscopo Turonensi, 10. nummorum libris, tenendum ad Vicarios duos.

NOTA esse, & fore volumus cunctis presentibus, & fut.

turis fidelibus, quod venerabilis Abbas Odricus, & Monachi Monasterij sancta Trinitatis, Ecclesiam, que est IN PAGO Vindocino, apud illum locum, qui Longa vlmus dictus est, antiquitus, emerunt ab Hugone filio Theodelini, cum omnibus ad illam pertinentibus, in terris, in decimis, & reliquis redditibus consuetudinariis, sub testibus idoneis, 27. libras denariorum Pictavimorum. Fuitque convenientia talis, ut idem Hugo, emptionem istam auctorisare faceret, fratrem suum Guarinum, & sorores suas omnes, ac deinceps omnem prorsus propelleret calumniam, propter memoratam pecunie quantitatem, excepta una causa Alberici de Monte Aureo, senioris sui, de cuius illa Ecclesia Casamento erat. Interea sciendum est, quod idem Hugo devenit homo Domini Odrico Abbati in Capitulo Vindocinensi, ut per veram fidelitatis puritatem, Ecclesiam illam ab omni calumnia, sicut promiserat, deliberaret: atque habendam Monachis in perpetuum, quietam obtinere faceret.

MANIFESTVM fieri volumus, omnibus loci Vindocinensis habitatoribus, eisque per sequentia tempora successuris, aliis quibuscunque fidelibus viris, quod Monachi eiusdem loci, primum patrum de Ecclesia, que villa Gumberge dicitur, cum Vuicherio fratre Salomonis, filij Ivonis inierunt: sed ille antequam ad perfectum res duceretur defunctus est. Post cuius mortem, Monachi sancti Martini de Maiori Monasterio, audito quod prefatam Ecclesiam comparare volebant, accedentes ad predictum Salomonem, qui haeres fratri successerat; pollicitaque ampliori pecunia, eandem Ecclesiam invadere super eos temptaverunt. Que res, cum ad aures Gosfridi Comitis, Vindocinensis, scilicet Canobij fundatoris, perlata fuisset, cum ipse iam pridem eiusdem Abbatie sua Monachis hoc in dono concesserat, suaque auctoritate firmaverat, ut ubicunque in toto Vindocinensi pago venditio exurgeret, non eam aliis cuiuscunque Monasterij Monachis emere aliquat. liceret, si sui eam Monachi, hoc est Vindocinenses tanti eam vellem comparare, quantum alij, iuxta estimationem: iam dictos Monachos sancti Martini, accepta emptionis convenientia, omnino perhibens, interdictione iusta compescuit. Videns itaque Salomon sese cum aliis quibuscunque venditionem suam explere non posse, ad Monachos Vindocini, necessitate compulsus, rediit, predictaque Ecclesia medietatem, tali eis conventionem, vendidit, &c.

Donation d'Eglise, qui auoit esté baillée en doaire à vne femme, le consentement de laquelle, & de ses enfans, a esté desiré pour la validité de la donation.

NOTVM sit, omnibus sancte Dei Ecclesie fidelibus, quod ego Goffridus, cognomento Focalis, ECCLESIAM sancta Maria de Riparia, cum omnibus in tota curte iure ad me pertinentibus, terris videlicet, vineis, pratis, domibus, seruis, aquis, exclusis, piscariis, cum omnibus ceteris, dono Ecclesie sancta Trinitatis apud Vindocinum sita, deprecatione domini Odrici, loci illius Abbatis, annuente matre mea, Adenbride DE CVIVS DOTALITIO ESSE VIDETVR, & sorore Matilde, quibus ut annuum pertinet, pro redemptione animae patris mei Burchardi, simulque meae matris, & sororis meae: quia quandiu viuimus multa illicita perpetravimus, quae, credo, mundari non poterunt, nisi saltem in aliquo Euangelicum compleatur praeceptum, quod dicit, Date elemosynam & omnia munda sunt vobis.

Le Roy Henry, fils de Robert, dont le regne commença l'an 1033. succeda au zele & affection de son pere: mais avec aussi peu de progresz. Il fit diuerses Assemblées & Ordonnances contre la simonie, esloignant l'argent des benefices, avec peine d'excommunication. Glaber, liu. 5. ch. dernier, le louë, d'auoir affermy son dire, avec ces termes grandement recommandables. *Sicut mihi Dominus Coronam imperij, sola miseratione sua, gratis dedit: Ita, & ego, quod ad Religionem ipsius pertinet, gratis impendam. Volo, si placet, & vos idem faciat.* Dans le Chartulaire de S. Maur des Fosse, est vne confirmation faite par ce Roy, de la iouissance de quelques droicts & terres, autresfois accordées par Hugues Capet, à Bouchart Comte de Meleun, lors decedé, sous des conditions & termes portans tesmoignage de regret, en cette action, dont il ne pouuoit se deuelopper.

IN NOMINE Domini aeterni, & saluatoris Iesu Christi. HENRICVS, Dei Clementia, Francorum Rex. Constat nosse vniuersorum Christianorum solerti: quod ea, quae in sancta Dei Ecclesia geruntur, scripturarum testimonio firmari debent, ne iniqui peruersores, occasionem inueniant inuadendi, quod sponsam Christi oportet, sine cuiusquam contradictione, possidere. Hoc ergo ideo dicimus, quia notum fieri volumus, cunctis, per quatuor mundi climata degentibus, quod quidam noster miles, Guillelmus nomine, Castri

Corboili, suggessit nobis, ac deprecatus est, nostram Clementiam, ut ei concedere dignaremur, ea qua quondam bona memoria Comes, BVRCHARDVS, in Canobio sancte Marie, sanctique Petri Apostoli Fossatensis Ecclesie, temporibus aui nostri Hugonis, Francorum Regis, habere videbatur. Nos verò, LICET INVITI AGAMVS, huius tamen precepti nostri auctoritate manifestamus, quomodo ei, & qualiter concedimus. Ut enim à nostris maioribus comperimus, iam dictus Comes Burchardus, Nihil aliud ab aui nostro iam dicto Hugone, de ipso loco habuit, neque tenuit, nisi ut prouidentiam, atque defensionem aduersus hostes, & inimicos sancte Dei Ecclesie, atque peruafores prediorum ipsius loci haberent, atque ipsam locum sublimare, atque ditare terrarum suarum beneficium, atque possessionibus liceret. Eadem ergò ratione prescripto Guilielmo concedimus, ut nunquam deteriora, vel uiliora, aut pciora, sed similia, aut certè meliora ipsi dicto dilecto loco facere liceat. Prohibemus quoque, hac nostra auctoritate, cunctisque sciendum manifestamus, ut nullomodo aliud ei ibidem facere liceat, nec quicquam inuadere amplius presumat, nisi quod hic descriptum habetur: Non Abbatem mittere, aut ordinare: nec à nobis missum projicere: NEC DONVM ABBATIE CUIQVAM DARE, quia hoc Apostolica auctoritate omnino excommunicatum, atque damnatum nominamus. Ne unquam quisquam Rex Francorum ipsam Abbatiam venundare, aut dare, aut in beneficio tribuere valeat alicui, &c. Actum Parisius ciuitate, anno Incarnationis 1058. Indict. 2. in Dei nomine feliciter, Amen. Die 3. Kal. Iul.

Protection
d'Eglise.

PHILIPPES
Roy, fils de
Henry.

Le Roy PHILIPPES, lequel commença à regner l'an 1059. est blâmé par les Escluiains, d'une grande auarice: mesmes de simonie, en une Epistre de Gregoire le Grand, liu. 1. Epist. 35. La licence de sa vie, pour un adulateur honteux, fut souvent blâmée & censurée par les Euesques: Et neantmoins, pendant son regne, se voyent diuers exenaples d'esprit porté à rendre aux Eglises, les biens dont elles auoient esté despouillées par les laïques. L'an 1061. il restitua à l'Eglise de S. Denys, une terre donnée par Dagobert, aliénée par Hugues, pere de Hugues Capet, confirmée par luy & Robert son fils. Le preface des lettres qui sont au Chartulaire S. Germain des Prez, est une claire marque de son intention.

IN NOMINE sancte & indiuidue Trinitatis: EGO PHILIPPVS, gratia Dei, Francorum rex. Cum in exhibitione tempo-

ralium rerum, qua humana Religio, diuino cultui famulando, locis
 sanctorum & congregationib. fidelium ex deuotione animi largi-
 tur, tam presentis, quam perpetue vite solatium adquiratur: salu-
 berrimus Valde, & omnibus imitabilis est hic fructus, primicus
 virtutis, scilicet charitatis, per quem, & mundi prosperatur tran-
 quillitas, & felici remuneratione aeterna succedit felicitas. Inno-
 tescat ergo solertia omnium sancte Matris Ecclesie fidelium, &
 nostrorum: Quod Dagobertus, olim Rex Francorum, inter alia pie-
 tatis opera que gessit, maximus Ecclesiarum Christi & cultor deuo-
 tissimus exiit. Nam quasdam a fundamentis edificauit: Vt Eccle-
 siam sancti Martyni Dionysij: Basilicam quoque sancti Martini
 Turonensis, Regali munificentia, amplificauit, aliasque quamplu-
 res: Inter quas, Ecclesiam sancti Vincentij, & sancti Germani, in
 suburbio Parisiacae Urbis sitam, suis temporibus, ditare cupiens, Vt
 dignum erat, Regali maiestate, plurima praedia ipsi loco tribuit: inter
 quae omnia, etiam quandam Villam, sui iuris, nuncupatam Cumbis,
 annuus affluentissimis redditibus copiosam, in Briacensi territorio si-
 tam, ibi delegauit. Quae, Vt diximus, ita copiosis exuberabat reddi-
 tib. Vt olim, Danorum scilicet temporibus: asylum foret Monachis
 praefatae Ecclesiae. Ibi enim, ingruente persecutione praefatae gentis,
 Monachi, cum corpore almi Germani, non semel, sed bis, & ter
 confugerunt. Hanc igitur Villam, dum per succedentium temporum
 curricula, iam dicta Ecclesia, absque aliqua inquietudine retinet,
 accidit tempore HVGONIS DVCIS, qui Magnus cognominabatur:
 ut ipse Dux, sicut alias Ecclesias attenuauerat, multis praediis, ita
 quoque hanc Ecclesiam mutilaret, ablatione multarum possessionu-
 num. Vnde, inter alia, praefatam Villam, Cumbis, Cœnobio sancti
 Vincentij, & S. Germani detraxit, eamque dedit, IN BENEFICIO,
 cuiusdam Hilduino nomine, Comiti de Monte, qui Vocatur Deside-
 rius. Qui cum diuturno tempore viuens, Vita decessit iterum HV-
 GO DVX, qui eam, Ecclesie sanctorum iniuste abstulerat, IN
 PROPRIOS VSVS illi sibi vindicauit: & post eius obitum,
 HUGO REX, filius eius, dum aduixit, similiter eam tenuit: Dom-
 nus quoque ROBERTVS REX, filius eius, post illius mortem,
 iam dictam Villam, aliquanto tempore, in suo dominio habuit. Cu-
 ius temporibus, domni, scilicet Roberti Regis, & matris eius Ade-
 laidis, accidit, ut ipse dominus Rex daret, in matrimonio, sororem
 suam Rainerio Comiti Montensium. Causa igitur sororis dedit
 ipsi Comiti quasdam Villas sancti Germani, super Mosam positas,

Eglise basties
 on gratifies
 par Dagobert.

pro quarum commutatione reddidit Monasterio prædictorum san-
 ctorum, villam sæpius nominatam Cumbis, quam, sicut præliba-
 uimus, à Dagoberto Rege, ipsa in Ecclesiam acceperat, & longo
 tempore tenuerat. Igitur ea tempestate, qua Dominus Robertus
 Rex à seculo migravit, dum ei successisset in regno pia memo-
 rie Dominus HENRICVS REX filius eius, de iniustis bello-
 rum turbinibus regnum eius ab Odone Comite, & aliis quam-
 pluribus inquietaretur: ratus Manasses nepos prædicti Hil-
 duini Comitis, inuenisse se tempus, & occasionem recuperandi vil-
 lam, quam suus auunculus Hilduinus tenuerat: adit Dominum
 Regem Henricum, inquietans eum sæpius pro eiusdem villæ repe-
 titione. Qui veritus, ne ab eius fidelitate, vñ, cum aliis, discederet:
 COACTVS ei reddidit villam Cumbis, quam auunculus patris eius,
 Hilduinus scilicet, temerario ausu, sicut iam diximus, vsurpau-
 rat. Sed cum idem Manasses, post triennium, ferè, vita decessisset:
 Iterum, clementissimus Rex, dominus videlicet Henricus, eandem
 villam Cumbis loco sanctorum restituit: quam hactenus absque ali-
 qua inquietudine ipse locus tenuit. Domino verò Henrico Rege ob-
 eunte, Dum ego PHILIPPVS filius eius, admodum parvulus, Regnum
 vñ à cum matre suscepissem: plurimi ex proceribus nostris, in quo-
 rum tutela, & nos, & regnum nostrum esse decebat, ceperunt insi-
 stere, plura à nobis exigentes; Incertum est, quæ iustè, vel quæ in-
 iustè. Illis autem visum est, omnia iustè. Pater meus tamen, hæc
 omnia tenuerat pacificè. Inter quæ Odo Comes, filius præfati Ma-
 nassetis, villam totiens dictam Cumbis exigebat, dicens iam sibi
 deberi hereditario iure, eo quod Auunculus eius patris, Hil-
 duinus scilicet, temerario ausu, sicut iam diximus, ipsam villam vsur-
 pauerat. At, nos nolentes homines nostro Palatio contiguos, &
 lateri quo dammodo adherentes, perturbare: COACTI, ei reddidimus
 villam Cumbis, quam repetebat. Sed ne verteretur nobis in infur-
 cunium istud delictum: scilicet quod à loco sanctorum auferebamus
 huiusmodi prædium, QUAMVIS COACTI, pro salute genitoris, &
 nostræ, matris etiam nostræ, pro commutatione huius villæ, Cumbis
 videlicet, donauimus Cœnobio sancti Vincentij & sancti Germa-
 ni, quandam villam nostri iuris, nuncupatam Baniolis, sitam prope
 paginiam Parisiæ Urbis, cum omnibus redditibus, & consuetu-
 dinibus: sicut pater meus, iure quieto, tenuerat: necnon cum om-
 nibus appendiciis suis. Ea tamen conditione interposita, ut dum
 prædictus Odo Comes vita decesserit, vel si interim qualibet iusta
 occasione

*Et surpauit,
 sous la ten-
 nance du Roy
 Philippe.*

occafione ipsam villam Cambis amiserit, ad Dominum sanctorum redeat, unde, ad presens, aufertur. & nostra possessio ad nostrum ius redeat. Huius scripti, & conventionis stipulationem, & corroboracionem, nostra auctoritate, & sigilli nostri impressione firmanimus, & corroborauimus, quatinus ea que premissa sunt, & ea que posterius inferenda sunt, stabiliantur, & in posterum inconuulsa habeantur. Actum à PHILIPPO REGE, anno Incarnati Verbi, millesimo sexagesimo primo. Ego Balduinus Cancellarius scripto subscripsi.

Le Chartulaire del'Abbaye S. Cyprian de Poictou, dont l'Eglise fut dediée l'an 926. Indict. 10. contient diuers exempls. Je n'en rapporteray que deux, de Bozo l'an 1088. & de Iordain son fils.

BOZO Vicecomes, & vxor eius Adenois, & filij eorum, Abbatiam sancti Romani, quæ IURIS EORVM, SECUNDVM SECVLVM erat, consilio & concessione Isamberti Episcopi primùm, deinde Petri eius successoris, consensu etiam, ac voluntate prefatorum Canonorum, qui tunc aderant, & auctoritate procerum suorum, per manum Rainaldi Abbatis, Monasterij B. Mariæ semper Virginis, sanctique Cypriani Martyris, fratribus eiusdem loci dictam Abbatiam sancti Romani, cum omnibus suis, tradiderunt, ad habendum, & possidendum in perpetuum, & securè. Concesserunt pariter, omnes Ecclesias, quæ ex feodo ipsorum erant, & in circuitu, & in ipsorum castellania erant, vt non alibi, nisi Ecclesie S. Romani darentur, & quicquid ex Cazamentis eorum, excepto Dominicatu, acquirere potuissent.

IORDANVS, filius Bozonis, & Amelia eius vxor, & filij ipsorum, concesserunt Monachis sanctæ Mariæ, donum, quod eis fecerat Bozo de Ecclesia Clemaren: & ipsi dederunt quicquid ibi in dominium habebant: partem, scilicet Candelarum in Pascha, Pentecoste, in natale Domini & Beati Petri: & Cereum Benedictum, & totam sepulcrum, cum concessione Isamberti.

Au petit Chartulaire S. Denys, chap. 30. vn particulier pat crainte de son Seigneur, rend les Eglises qu'il possedoit iniustement, avec tesmoignage de repentir.

DOMINICI institutione precepti, debent quique fideles solertèr considerare, ea quæ commiserant, & considerantes, debent

pænitere; ne impænitentes iram Dei incurrant. *Quanto enim quisque grauius peccat, tanto necesse est, ut citius reatum suum agnoscat; & confitens culpam suam pænitentiam agat, & à piissimo Deo Veniam expectet. Qui enim peccat, & pænitere dissimulat, reatum suum non minuit, sed augmentat, & semetipsum damnat. Quapropter, ego Amblardus, cognomine Guillebaldus, videns dominum RICHARDVM, BITVRICENSEM Archiepiscopum, submonere amore, & COMPELLERE EXCOMMUNICATIONE proceres Bituricensis pagi, DIMITTERE ECCLESIAS, & possessiones Ecclesiarum, quas ipsi, & Antecessores sui, diu iniuste tenuerant. Agnoscens etiam, quamuis sum illiteratus, me Deum offendisse, & aquirati re-*
stituisse: Nolens ergo diutius tenere illud, quod iniuste tenueram,
quadam die, sciens dominum Richardum, facientem consecrationem altaris, apud vicum plenum, adij præsentiam eius. In cuius præ-
sentia, ut Dominus ipse Archiepiscopus dimitteret mihi pecca-
tum, dimisi in manu Domni Richardi, consilio procerum meorum,
omnes Ecclesias, quas hætenus, ego, & fiscales mei iniuste posside-
debamus. Si vero fiscales mei facere noluerint, quod ego facio, pro certo sciant, quod ego non ero eiu ulterius, nec testis, nec de-
fensor, nec adiutor. Videns etiam, proceres huius terræ dare de possessionibus suis, Monasterio capelle sancti Dionysij, & ipsum Mo-
nasterium, Domino nolente, augmentari, & meliorari: rogavi dominum Richardum, ut sic ordinaret Ecclesias à me dimissas, quan-
tinus esset anime meæ. Præcipuè tamen Hunbaldo Vriacense in-
timante michi, & consilium dante amicabilem, rogavi Archi-
præsulem, ut daret & concederet sancto Dionysio, & Monachis capelle, Ecclesiam de Not. & omnia quæ iuris Ecclesiæ erant, quo-
cumque modo Monachi adquirere possent. Quod dominus Richar-
dus admodum lætus effectus, libentissimè annuit, & cum Virga Pastoralis, in eodem Conuentu, videntibus multis, Hugoni Priori tradidit. Concesso itaque dono utriusque partis, ipse Amblardus,
rogatu Archiepiscopi, & Hunbaldi Vriacensis, adiunxerunt quidquid à fiscalibus suis Monachi capelle, quocumque modo, ad-
quirere possent, siue dono, siue pretio, siue vadimonio in perpetuum haberent. Hoc factum, tempore PHILIPPI Francorum
Regis, videntibus istis, Amblardo, Grosinello, Rotgerio Maleuicino, Geraldo Baraton, Airaldo de Coldra, Radulfo Maleuicino, Aimerico de Guirando, & aliis pluribus idoneis testibus. Ut autem hoc donum firmum esset, dominus Richardus Archipræsul

ius sit, inde chartam fieri, & (ui proprii sigilli impressione signari.

Au Chartulaire de Champagne, Bibl. Thuan. est vn titre du 29. an du regne du Roy Philippes.

EX PARTE DEI Patris omnipotentis, & Filij, & Spiritus Sancti, & omnium Sanctorum. Noscant omnes Catholica Ecclesie filij, me RICHARDVM BITVRICÆ sedis Archiepiscopum ad quandam villam mei Episcopatus, Ruppleis nomine, deuenisse, vt in maiori eiusdem villa Ecclesia, videlicet parochiali, in honore sancti Martini constituta, altare consecrarem, & Concilium ibidem facerem. Vt verò Ecclesiam præfatam, in qua altare erat, in manu Ministrorum Dei ponerem, & à LAÏCORVM MANIBVS eripere valerem, altare consecrarem, stolam supponere collo nolui, quousque laici, qui huius Ecclesie, & Subprioris huic vicina oblationum participes extiterant, se amplius nihil accepturos inde, in præsentia mea, & omnium circumstantium promisissent. Quo perpetrato, eandem Ecclesiam, & aliam huic adiacentem, Deo, & sancto Dionysio, & Priori Hugoni, & Mattheo de Capella, quibus Radulfus de Paciaco iam dederat, quod in eadem Ecclesia tam intus, quam extra habebat, annuente Humbaldo Friacensi: A quo secundum LAÏCORVM VETEREM CONSVETVDINEM, MOVERE ECCLESIA DICEBATVR, & Rogerio Archidiacono, & Goffrido Archiepiscopo, & cæteris, tam Clericis, quam Laicis: coram quamplurimis circumstantibus, qui consecrationis causa Concilique conuenerant, ex parte Dei, & parte sancti Stephani, ex nostra auctoritate, NOSTRA EPISCOPALI VIRGÀ attribui, & etiam de reliquis eiusdem Ecclesie, quandam partem, quam ad suam deferret Ecclesiam, Priori Hugoni de Capella. In memoria huius domi, ego tradidi, & de nostro proprio sigillo, hanc chartam sigillari præcepi. Hoc factum est in tempore PHILIPPI Regis, 29. anno sui regni.

La crainte d'Excommunication, a pareillement porté, en ce temps, les possesseurs à la restitution des biens d'Eglise. Chartul. de S. Aubin.

Excommunication
craint de ven-
dre les biens.

ANTI QVORVM nobis acta patet faciunt studiorum, scriptis virorum, vita humana, quàm sit brevis tempore memorabilis, & diuturna manet lectione. Vnde nostrorum maiorem exempla sequentes, scripta relinquimus, quibus posteritas instrua-

tur. Nouerime igitur nostri successores, curtem Locanocum, cum omnibus appenditiis suis, à Chideberto Francorum Rege, Beato Albino fuisse donatam, cum mancipiis utriusque sexus, terrisque cultis, & incultis, vineis, siluis, pratis, aquis, aquarumque decursibus, & molendinis: hanc curtem idem sanctus, longa successione, tenuit. Sed aliquantisper annis numerata persecutionis postea amissit, & in quorundam Laicorum manus devenit: quam Monachi Beati Albini, sepius, multis modis, calumniati sunt, eandemque ad postremum, ali ordine, recuperaverunt, anno ab Incarnat. Domini 1097. Indiét. 4. 1207. PHILIPPO FRANCORVM REGE. Cum Urbanus . . . pter Romanus, per seipsum, Gallias visisset, B. Albini Monachi apud eum conquesti sunt, prædictam curtem Locanocum, ab Albino olim possessam, à laicis personis eidem sancto ablatam, peruasamque, iniuste detineri. Duo autem fratres tunc eandem curtem tenebant, quorum alter Hugo de sancto Albino, alter vero Robertus Paganus vocabatur. Ergo tam dicti Papa præcepto, Hoellus Episcopus Camomancensis, ambo, fratres, districtione Ecclesiastica ad iustitiam vocavit, rectumque facere contemnentes, eosdem excommunicauit: Quam illi excommunicationem aliquantulum temporis pertulerunt, & diutius ferre non valentes, pro ea cum Monachis talem concordiam fecerunt: Guirpinerunt illam Ecclesiam S. Albini de Loconaco, totam ex integro, & presbyteratum, & cimetrium, cum omni decima, & cum una misura terre, concesso eis uno piscatore in aqua ibi fluente. Pactionem etiam talem, cum prædictis Monachis, fecerunt, ut de terra, vel possessione iam dicta curtis, que sibi remanebat, nihil unquam venderent, aut ingagiarent, nisi ipsis Monachis. Casati etiam sui, si de ipsa terra, vel possessione iam dicta curtis aliquid vendere, vel ingagiare voluerint, hoc prius offerrent illis duobus fratribus superius nominatis. Quod si virique repudiaverint, iam facient exinde quod voluerint.

Vignier, en son Histoire, sous l'an 1103. conforme à plusieurs Auteurs, dit, que ce Roy Philippes, fort caduc, pour satisfaire aux prières des Ecclesiastiques, laissa entreprendre la guerre à Louis le Gros, son fils, contre ceux qui ne se vouloient depotter de l'vsurpation des biens Ecclesiastiques: & que premierement, il s'adressa à Bouchard, Seigneur de Montmorency: puis à Elbon, sieur de Roucy: à Leonet de Mungd, qu'il porta à l'obeissance. Et que le sieur de Moucy,

Resolution
derniere, sous
le Roy Phi-
lippes.

s'estant roidy au contraire, sa ville en fut prise & brulée.

Louis le Gros, en l'année 1120. restituë à l'Abbaye de S. Denys l'Eglise de Cergy. Chartul. de S. Denys. LOUIS LE
GROS.

LVD OVICVS, Dei gratia, Rex Francorum. Archiepiscopis, Episcopis, Ducibus, Comitibus, & vniuersis regni nostri proceribus. Quia Dei omnipotentis, largamiseratione, regnum nostrum stare, & nunquam terrenum, nisi per celeste, veraciter proficere manifeste cognouimus: Summa sollicitudine, continua cura, instandum nobis est, circa Ecclesiarum Dei cultum, ex Regia Maiestatis munificentia, benignitatis opera impendere, terrenis celestia, felici commutatione, commercari: ut per hac regni nostri administratiotemporaliter fiat gloriosa, & istis deficientibus, illa, nos recipiant in aeterna tabernacula. Nos igitur, cum & aliis longè lateque Ecclesiis, tum præcipuè nobili Monasterio B. Dionysij, sociorumque eius, propensius attendentes: eo primum affectu, quo totum regnum nostrum, sorte Apostolatus, suscipiens, Domino Deo, proprii sanguinis effusione, restituit: eo etiam quo, & antecessores nostri benevolentia, & familiaritate confederati sunt: qui, cum multa ei contulerint, multa maiora per ipsum receperint, communicato, cum Palatinis nostris, consilio: ad ipsam sanctissimorum Martyrum basilicam, cum coniuge nostra accelerauimus: & præsentè venerabili Episcopo Domino Canone, sancta sedis Apostolicæ Legato, quem iure, & consuetudine Regum Francorum immigrantium, insignia regni ipsius sancto Martyri, tanquam duci, & procelori suo referuntur: Coronam patris nostri ei reddidimus: pro dilatione redditionis satisfacimus: & tam pro salute animæ nostræ, quàm pro regni administratione, coniugis, & prolis conseruatione, Ecclesiam de Cirgiaco, sicut libere possidebamus, cum decimis, & omnibus ad Ecclesiam pertinentibus, Ecclesia restituendo, ipsis sanctis Martyribus conuulimus, curia, & etiam propriis domibus bonorum Martyrum, in eadem curia perennem indulgemus libertatem, Vicariam omnimodam in curia ipsa, & curia domibus conferimus, & conferendo confirmamus. Per hanc nostre auctoritatis paginam sancientes, &c. Actum publ. anno Domini 1120. regni 12. SS. &c. Data per manum Stephani Cancellarij.

L'an 1239. Guy de Lefignan, executant la volonté de Cle- Restitue.
mence, Vicomtesse de Chastelleraut, délaisse à l'Abbaye de S. Denys, le Prieuré de Vaux, dont elle iouissoit.

VENERABILES in Christo viris, discretis, & Reli-

giosis, Abbati diuina consideratione, & Conuentui sancti Dionysij, G. de Lesigniac, dominus Moluenti, & Marauenti, salutem, & omnem amicitiam. Noritis, quod nobilis mulier Clementia, Vicecomitissa quondam Castri Eraudi, vxor nostra defuncta, dum esset compos mentis sue, & in vltima voluntate constituta, dedisset, & concessisset, mera liberalitate, & in puram, & perpetuam cleemosynam legauit, Deo, & B. Dionysio, & Monachis ibidem Deo seruientibus: quicquid iuris & seruicij, ac consuetudinis, quocumque nomine hæc omnia censeantur, & etiam quicquid dominij ipsa habebat, vel habere poterat, & antecessores sui habuerant, vel potuerant habuisse in prioratu de vallibus, ac eius pertinentiis, necnon hominibus, terris, possessionibus eiusdem Prioratus, ac aliis bonis omnibus ad eundem Prioratum pertinentibus. Nos verò anime dictæ vxoris, & nostræ periculum cuitare penitus cupientes, parati sumus super præmissis, quotiescumque à nobis, vel ab alio ad instantiam vestram fuerimus requisiti, veritati testimonium perhibere. Adhibitis nobis ad ipsum testimonium perhibendum, militibus, Clericis & aliis bonis viris, qui præsentī donationi nobiscum interfuerunt, dum tamen nobis, & ipsis de expensis plenariè satisfiat. Datum anno Domini 1239. Il y a infinis lieux semblables, que i'obtiens.

Ainsi, par succession de temps, les biens de l'Eglise, vsurpez par les particuliers, ont esté rendus, l'Eglise rentrée en sa splendeur.

Laiques, prenoient le nom d'ABBEZ,

Ayant traité le premier Point, concernant la possession des Benefices par personnes laïques: le passe au second: pour monstrier, que les possesseurs laïques, prenoient le nom des Benefices, & se disoient Abbez, combien qu'ils n'en eussent pas letitre, ains la seule iouissance du reuenue.

L'exemple de Hugues l'Abbé, dedans Aïmoius, est vulgaire.

Le Chartulaire de S. Aubin d'Angers, en fournit vn autre: & fait cognoistre, que les Grands, & gens de guerre, iouissans des Abbayes, non seulement se disoient Abbez; mais aussi ARCHIABBEZ, comme qui diroit, Premiers Abbez, & commandans aux autres: pour difference d'avec ceux qui faisoient les fonctions. Ces maïques, & ombres de

ARCHI-
ABBEZ.

dignitez, sous des noms fastueux, s'esleuoient par dessus les legitimes.

La Chronique de S. Serge d'Angers, contient ces mots, *Anno Verbi Incarnati 929. Curtis Chiriaci sancto Albino, sanctoque Licinio data est, à Fulcone Comite, qui dictus est RUFVS, SVB EPISCOPO HERVEO.* Voicy le don fait à S. Aubin par Fulques Comte, Abbé, tiré du Chartulaire de ladite Abbaye de S. Aubin d'Angers.

IN NOMINE Domini nostri, & Saluatoris Iesu Christi. Comte d'An;
Ego Fulco Andegauorum Comes, ABBAS QVOQUE SANGTI *su marié,*
ALBINI, sanctique Licini, NEC NON ET VXOR MEA *Abbé.*
ROSCILLA, & filij mei, Vuiddo ac Fulco, nullius cogentis
imperio, sed nostra plenissima voluntate, pro remedio anime mee,
vel anime Ingelgerij genitoris mei, atque Ingelgerij filij mei, nec
non, pro anima Vuarnerij socij mei, & uxoris suae: ut pius Do-
minus de peccatis nostris indulgentiam habere dignaretur, Cur-
sim Chiriaci cum suis, vel pratis totum ad integrum, quan-
tumcumque, in ipso loco, in mea videtur esse potestate, vobis tra-
do atque firmo: ut ab hac die, ac deinceps, possideatis, habeatis,
teneatis, nemine contradicente. Est autem prefata curtis, super al-
ueum Ligeris. Si quis autem, ausu temerario, contra hanc dona-
tionem venire, aut infringere conauerit, primitus iram Dei omni-
potentis incurrat, sanctaeque Virginis Mariae, sanctiqueque Albini,
& sancti Licini, nec non omnium sanctorum Dei, &c. S. Ful-
conis, S. Hervaei Episcopi, S. Letgandi praepositi, S. Adelhardi
Decani, &c. Aeternum Andegavis ciuitate, regnante RODVLFO
Rege, anno septimo.

Foulques estoit marié: & prend le titre d'Abbé.

S'estant meu vn grand debat, entre les Abbayes de S. Aubin, & de S. Licin, pour raison de deux terres communes entre eux, ils se submirent au iugement de Foulques leur **ARCHIABBE'.**

MONACHI sancti Albini, & Canonici sancti Licini,
habebant, de Beneficio Andegauorum Comitum, propè Andega-
uam, duas Ecclesias, & duas curtes, ad illas pertinentes, in omni-
bus earum redditibus inter se, sine diuisione communes: Nam,
Chiriacum, alteram, nomine Camilcheriacum. Habebant & Ab-
bates: Monachi, Monachum, nomine Hincbertum: Canonici,
Laicum, nomine Tetbaudum. Cum autem secularis regulari,

Terbaudus scilicet, *Abbati Hincberto*, & *huius Monachis*, de *illarum curtium communitate* in multis importunus esset, & *damnosus*, in tantum, ut ille & omnia penè bona hominum in illis curribus habitantium, sicut panem, & vinum, & carnem, & mul-
 tones, & agnellos, & frinscingas, & porcellos, & ochas, & gal-
 linas, & ova, & pullos, insuper & rusticanorum spolia ad libi-
 tum suum deurrarent: & cum in hostem *Terbaudum*, & sui mo-
 uerent, in illa communi terra euntes, & redeuntes, tacerent, pra-
 ta & blados ante maturitatem secarent, ita ut horum possessores,
 nec de pratis fœna, nec de bladis grana, multotiens colligere pos-
 sent: ac *Monachi*, hac impossibilia diu passi, ulterius perpeti non
 possent, quasi erunt per *COMITEM FVLCONEM*, *VTROR-
 VUM ABBATVM ARCHIABBATEM*, ut inter duas con-
 gregationes duarum supradictarum curtium, fieret iusta partiti-
 o & equalis diuisio: ita ut, alterius in partem, alterius nulla do-
 minationis transiret violentia, sed portionem quisque suam pos-
 sideret quietè. Quod ubi *Fulco Comes* sic oportere intelligens fieri,
 præcepit: ac *Terbaudus* cum *Canonicis* eius præcepto annuit, &c.

ARCHI-
 ABBAS.

Les anciennes contentions, se renouellerent, sous *Geof-
 froy*, Comte d'Anjou, petit fils de *Fœulques*, lequel iouis-
 soit encores des Abbayes: il donna des Commissaires, les-
 quels prononcèrent ce qui ensuit.

IVDICAVERVNT igitur *Adhelardus de Castro Gante-
 rio*, & *Gaufridus Crassus de Chimillaco*, quod *Heudo de Blazono*,
 quandoquidem post partitionem ab auctore suo, inter se, & *Mon-
 achos* factam, & concordatam, de duabus supradictis curribus,
 nullam illum consuetudinem, vel donationem, in portione *Mo-
 nachorum*, sicut nec *Monachos* in ipsius partitione, retinuisse di-
 cere probabiliter poterat; dupliciter erga dominum suum *Comitem*
 forsfecerat, de hoc, quod sine clamore, *ABBATIAM COMI-
 TIS* INVASERAT, & de hoc etiam, quod eius inuasio iniusta
 fuerat. *Guadavit* ergo *Heudo Comiti* per iudicamentum curiæ eius,
 forsfactum inuasionis & iniustitiæ suæ: & cum deinde iudices
 quid in *Guadio* contineretur, *Heudo* interrogaret, responderunt
 iudices, quantum *Comiti* placeret. Quid multa? Tota hore illius
 diei bella fuerunt *Heudoni*, quando à *Comite* per iudicum depre-
 cationem potuit extorqueri, ut ei *Comes* forsfactum suum di-
 mitteret. *Conditione* tamen tali, ut nunquam amplius *ABBA-
 TIAM* suam, sine clamore inuaderet, nec ullam consuetudinem
 in illam

ABBATIA
 Comitit.

in illam immittere prætenderet, præda omni in properda compen-
ca. Hoc iudicauerunt Adhelardus de Castro Gunterio, & Gau-
fridus Crassus de Albiuaco, coram Comite Gaufrido in camera
sua, Andecauis, &c.

La qualité de l'Abbaye de S. Aubin, est vn tesmoignage *Abbaye de S. Aubin d'An-
gers, de fonda-
tion Royale.*
puissant, de cet abus general, & non contredit: Car combien
que de fondation Royale, sous la protection du souverain,
fondée par S. Germain, Euesque de Paris, & de la permission
du Roy Childebert, le Comte d'Anjou en auoit vsurpé la
iouissance, & le titre. *CHARTA* Nefingi, *Andegauensis*
Episcopi. Sciant successores nostri, Ecclesiam Beati Albini, quæ
à sancto Germano, Parisiensium Episcopo, voluntate, & imperio
Childeberti Regu, ante portam Andegauensis urbis, versus orien-
tem, fundata est: quædam privilegia ex antiquitate, præ ceteris
Andecauensibus Ecclesiis, ut pote REGALEM ABBATIAM
obtinuisse: est namque vna, ex Abbatibus Regalibus.

C'est de ces Abbez, que doiuent estre entendus deux Pa-
tentes de Chatlemagne: toutes deux, de mesme lieu, de
mesme datte, & marque. Sig. Gloriosissimi Imperatoris. Gosle-
nus Cancellarius scripsit: Data 16. Augusti 8. anno, Deo propi-
tio, Imperij Domini Caroli gloriosissimi Imp. Indiēt. 16. Actum
Aquisgrani Palatio. Par ces Patentes, l'Empereur donne, ou
confirme au Conuent de S. Aubin d'Angers, diuerses terres
denommées: & sur la fin de chacune d'icelles, est ceste clause. *ABBAS*, potius
personas non
Relig.
EA ratione, ut nec ullus homo, NEC REX, NEC TRIBV-
NVS, NEQVE COMES, NEQVE ABBAS ipsius loci, à
loco, vel ab ipso sacrosancto Canobio, abstrahendi licentiam ha-
beat, neque vendandi: neque mutua vicissitudine præstare. *ABBAYE DE*

L'ABBAYE DE MOISSAC, est de fondation plus recente, *MOISSAC.*
& moins noble: de l'an 1060. comme a remarqué M. Catel, *Des protecteurs
de l'Abbaye de
Moissac, M.*
au liu. 5. des Memoires de Languedoc, p. 864. Elle auoit aussi *Catel, Hist. des
Comtes de Tho-
lose, p. 109. 112*
deux Abbez: l'un, de profession conuenable au nom: Eccle-
siastique: appellé, VERTVS ABBAS: REVERA ABBAS. *Deux Abbez
à Moissac.*
L'autre, Militaire: ABBAS MILES, qui estoit comme vn
protecteur & defenseur, auquel estoit laissée en propriété,
quelque portion du fonds & reuenu, ditte en l'idiome du pais, *VERTVS AB-
BAS.*
CAPTEMIVM, tenuë en homage, du vray Abbé, & du
Chapitre. l'ay veu vne transaction, du 14. Septembre 1212. *ABBAS MI-
LES.*
entre Simon, Comte de Leycestre, Seigneur de Montfort,

par la grace de Dieu, Vicomte de Beziers, & Carcaffonne, d'une part: & l'Abbé & Conuent S. Pierre dudit lieu, d'autre: Par laquelle, il se recognoist, tenir à foy, de l'Abbé de S. Pierre de Moissac, le chasteau qu'il possedoit en la ville de Moissac: & à cause de ce, estre obligé par chacun an, presenter sur l'Autel, à la feste S. Pierre, vne obole d'or. Plus: en faueur dudit accord, luy sont reconnuës par l'Abbé & Conuent, plusieurs iouissances de fonds, données à l'Abbé Militaire.

*Transfacion,
entre l'Abbé
de Moissac,
& le Comte
de Montfort.*

CAPTEMIVM.
ABBAS MILITES.

ITEM, in predicta concordia posuerunt, & concesserunt, inter se predictus Comes, & predictus Abbas & Conuentus de illis mansis seu Bordariis, in quibus dominus Comes habebat suum CAPTEMIVM pro ABBATE MILITE: ut de illis, in quibus debebat habere unam pro CAPTEMIO, pro ABBATE MILITE, scilicet in honore sancti Laurentij, & sancti Christophori, & calidorum furnorum, & de via Roseo, habeat unum de mansa si ibi erit, unam fenumatam predictorum, & de aliis mansis, & Bordariis, in quibus habet CAPTEMIVM dominus Comes, pro ABBATE MILITE, poterit totum CAPTEMIVM habere, recipiat inde: sed si totum CAPTEMIVM inde exire non poterit, dividantur quinti & medij. Termes repetez en plusieurs endroits de la transfacion. Plus: Sciendum est, dit Simon de Montfort, quod quicquid habemus apud Moissacum, & in benoribus sancti Petri, totum tenemus de Abbate: & ex inde homagium nos facere debemus: pro his autem omnibus debemus, CAPTENERE,

CAPTENERE, VTARI ET VTARI DOMINVM ABBATEM, & Conuentum, & Ecclesiam D. Petri, &c. L'acte est de l'an 1212. L'an 1219. fut fait vn Serment, al Reuera Abbat, rapporté cy-dessus, pag. 145. Au mois de Septembre 1274. l'accord fait avec Simon, Comte de Montfort, fut renouellé & confirmé, par Alfonse, Comte de Tholose & de Poictiers, aux mesmes termes, DE CAPTEMIO ET ABBATE MILITE, comme en la transfacion de l'an 1212. Le Roy ayant succédé à ces droicts, au lieu du Comte de Tholose, au mois de Iuin 1284. fit, par son Seneschal de Moissac, presenter sur l'Autel de S. Pierre, l'obole d'or, dont i'ay l'acte authentique: & au mois de Septembre ensuiuant, passa procuration au mesme Officier, pour prester à l'Abbé & Conuent le Serment conueni en la transfacion de l'an 1274.

P. HILIPPVS, Dei gratia, Francorum Rex. Notum faci-

mus, &c. Quod cum nobis constet, quod ea que habemus, & tenemus in villa Moissaci & Prouilla, & in honoribus sancti Petri Moissaci, pro ABBATE MILITE, Comites Tholosani, à Monasterio Moissaci in feudum cum homagio tenuerunt: Nos etiam recognoscimus, nos tenere in feudum prædicta, ab iisdem Abbate, & Conuentu, &c. Actum Parisius, anno 1284. Ce qui fut réitéré ez années 1281 1292. 1297. 1302. 1315. 1316. Je n'en ay pas veu dauantage. Serment par le Roy.

Ces exemples, font connoistre, que, non le mespris, ou aneantissement de la discipline; mais la nécessité, qui agist par des ressorts puissans, a autres fois introduit le commerce des biens d'Eglise: & que la pluspart des Abbez, celebres aux guerres, ont esté personages laïques, non Ecclesiastiques: Abbez, non de profession, mais seulement de nom; à cause de la iouissance des Abbayes qui leur estoit donnée, longuement dissimulée. De sorte, que ces abus estant retranchez, les Abbez, & autres Ecclesiastiques, réduits à present sous les regles Canoniques, sont affranchis d'aller à la guerre, & interdits de toutes actions, qui peuuent porter leurs mains au sang. Pour ces considerations, par Patentes du 15. Octobre 1539. suivies de diuerses autres, mesmes du mois de Iuin 1624. 6. Aoust 1625. & autres posterieures, les Ecclesiastiques ont esté particulièrement exemptez du service au Ban & Arriereban, sans que la consideration des biens Allodiaux, les y puisse obliger.



SI LES ECCLESIASTIQUES,
A CAUSE DE LEURS BIENS
ALLODIAUX, ADMORTIS, DOIVENT
au Roy declaration, ou exhibi-
tion de Titres.

CHAPITRE XVIII.



UNE Question est ancienne, & non absolu-
ment définie: Si les Ecclesiastiques, sont obli-
gez à la confection des Terriers, ordonnez
par le Roy, ou par les Seigneurs, dans la
Iustice desquels sont situez les heritages &
droits dependans de leurs Benefices; Bailler
par Declarations specifiques, les fonds, Iustices, droits, ou
rentes; & représenter les Titres iustificatifs.

*Incommoditez
de la condem-
nation absolue.*

Quelques-vns ont indefiniment prononcé pour la con-
demnation: d'autres, ont penché à la descharge. En l'une &
en l'autre de ces opinions, absolument prise, il y a du peril.
La condamnation, absoluë, semble blesser la foy des admor-
tistemens solennels; & en diuerses rencontres, obligeroit à
représenter des titres aussi anciens, que la naissance de ceste
Monarchie: Chose impossible. La pluspart des titres ont
esté perdus, ou embrasés, dans l'aspreté des anciennes guer-
res: & peu, ont suruescu la licence de nos diuisions ciuiles:
Mouvement de l'Edict de Meleun.

*Et de la des-
charge indefi-
nie.*

D'autre part: la descharge, indefinie, est grandement pe-
rilleuse: donne ouuerture aux entreprises sur le domaine &
droits du Roy, & des Seigneurs particuliers, & les met en
incertitude. Plus: les inconueniens, proposez pour les fonds
& droits admortis, ne peuuent estre consideréz, à l'esgard
de ceux qui ne sont pas admortis, possédez de long temps,
voire immemorial, par les Ecclesiastiques. Dailleurs: il y a

grande difference, entre la declaration & l'exhibition: Car, tel peut estre deschargé de l'exhibition, à cause du long-temps, & de la perte des titres, qui ne le fera pas de la declaration, combien que la possession, & iouissance, soit de plusieurs siecles. A ceste occasion, pour les nouveaux acquets, doiuent estre baillées declarations & exhibitions.

Les grandes assistances, rendues à l'Estat, par les Ecclesiastiques, ont esloigné la decision de ceste difficulté, digne d'une main maistresse. Plusieurs trefues, & surseances, ont esté données: nulle paix: ny descharge diffinitive. La Patente du 23. May 1586. entregistrée le 7. Septembre 1587. auoit donné ouuerture d'accommodement: mais esbranlée, & suspendue. Voicy les termes.

ET COMBIEN qu'apres tant de mutations de titulaires, tant de pertes & ruines, qu'ils ont souffertes, par l'espace de vingt ans, & plus, ils ne doiuent estre contrains, à l'exhibition desdits terriers, & papiers, qu'ils n'ont pas, & sont hors leur puissance: Aussi, que nos predecesseurs, par plusieurs Lettres patentes, mesmes le defunct Roy Charles, nostre tres-cher sieur, & frere, par ses Lettres du 12. Fevrier 1574. verifiées en nostre Cour de Parlement de Paris, auroit, pour les mesmes considerations, exempté & deschargé lesdits Ecclesiastiques, de faire aucune exhibition: NOUS AVONS ORDONNÉ, suivant lesdites réponses, que lesdits Ecclesiastiques, seront deschargez, de ladicte exhibition de titres: mesmes, attendu les admorsissemens, par eux cy-deuant obtenus: Et où aucunes saisies auroient esté faites, par vertu desdites Lettres, & Commission desdits Iuges, Ordonnons, que pleine main-levée, sera faite ausdits Ecclesiastiques, de leurs fructs saisis: & que les Commissaires, establis au regime d'iceux, en seront deschargez: & neantmoins contrains, par toutes voyes deues & raisonnables, à leur rendre ce qu'ils en auront perceu: à la charge neantmoins, que lesdits Ecclesiastiques BAILLENT PAR DECLARATION, leurs Seigneuries, terres, heritages, justices, & rentes, & se PURGENT PAR SERMENT, qu'ils n'ont les titres; ny par dol, ny fraude, ne les ont delaissez d'avoir. Et où nos Procureurs Generaux, ou leurs Substituts, pretendront au contenu de leurs declarations, y avoir entre-prise sur nos droits, parties seront sur ce réglées selon les formes ordinaires. Donné à S. Maur des Fosses, le 23. iour de Juin 1586. Signé, HENRY: & plus bas, Par le Roy, B R V S L A R T,

Registrees suivant l'Arrest de la Cour, du 11. Septembre 1587.

Decision remise à Commissaires.

Depuis par Edict del'an 1610. expedie, sur les plaintes du Clergé, d'estre diuersement trauaillé, de bailler par declaration, adueu, & denombrement des biens, & heritages, dependans de leurs Benefices, fut dit, *Qu'il sera deputé Commissaires, pour conferer avec les Deputez du Clergé, pour y faire un reglement: & cependant main-leeuë.* La question donc, n'est paster minée, puis que la decision est remise à des Commissaires, de la prudence desquels, il faut se promettre, que les inconueniens naissans de la condamnation indefinie, seront retrenchez.

Sans interposer mon sentiment: Je toucheray seulement la diuersité des Aduis, & des Arrests, sur ce sujet, attendant la resolution du Souuerain.

MOYENS
*pour la des-
charge des Ec-
clesiastiques.*

Pour la descharge absoluë des Ecclesiastiques, il se void nombre des Arrests du Conseil Priué: & vn fort precis du Parlement, du dernier Aoust 1618. au profit des Chartreux de Paris, par Appoincté, avec Monsieur le Procureur General, exact & vigilant asserateur des Ordonnances, & des droicts du Roy.

*Arrest pour
les Chartreux.*

LOVIS, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. Au premier des Huisiers de nostre Cour de Parlement, ou autre nostre Huisier, ou Sergent, sur ce requis, Salut. Comme le iour & date des presentes, comparans en nostredite Cour, les Religieux, Prieur, & Conuent des Chartreux, lez Paris, appellans des commandemens à eux faicts de BAILLER PAR DECLARATION, AV VRAY, PAR TENANS ET ABOVTTISANS, les Fiefs, Arrierefiefs, Seigneuries, Iustices, censues, maisons, terres & heritages, & autres biens qu'ils tiennent, & possèdent, tant en fiefs, que roture, hors, & au dedans de la ville de Paris, avec les LETTRES ET TITRES IUSTIFICATIFS de leur declaration, pour estre inscrits, au papier scierrier & censier du domaine de sa Majesté, en ceste Preuosté & Vicomté de Paris: saisie de leurs maisons, à fause de ce faire, du 12. & 22. Avril, 22. May, 12. & 17. Iuillet dernier: & demandeurs en Lettres de conuersion desdites appellations, en opposition, du 18. Iuillet dernier, d'une part. Et le Procureur General en ladite Cour, prenant le faict & cause pour son Substitut au Tresor, & en la Commission des Commissaires deputez, par sa Majesté, pour

le fait de son domaine, & confection du papier terrier, & censier, de la Ville, Preuosté, & Vicomté de Paris, à la poursuite & diligence des adjudicataires dudit domaine: Et Maître Jacques Bernier, l'un des adjudicataires dudit domaine, intimé & défendeurs, d'autre, ou les Procureurs des parties: Après que les appellans, & demandeurs, ont conclud en leur appel & lettres, afin de main-leuée, des saisies faites de leurs maisons, en consequence des priuileges & exemptions accordez aux Ecclesiastiques, par les Rois Charles IX. Henry II. & sa Majesté, des 15. Septembre 1572. Declaration sur icelles, du 3. Novembre, audit an, premier May 1596. & 24. Decembre 1600. versées en ladite Cour: par lesquelles, les Ecclesiastiques, possédans biens, Iustices, censives, reuenus, & autres biens, tant ez Prouinces & Seigneuries de l'ancien domaine, que du domaine roüny, par le feu, nostre tres-honoré. Seigneur & pere, Roy, Henry quatriesme, sont, entr'autres choses, declarez exempts, de prester leur foy & homage, bailler par declaration, adueus, & denombrements de leurs sains heritages, & autres biens: & ce faisant, que defenses soient faites à toutes personnes, de les plus molester à l'adueuir, pour raison desdites choses: & que les defendeurs, n'ont dit causes pour empescher lesdites conclusions. **AIT ESTE' APPOINTE:** Que nostredite Cour, lecture faite des susdits priuileges, & exemptions, accordez aux susdits Ecclesiastiques, & en consequence d'iceux, Ayant esgard aux Lettres: A mié & conuertý l'appel, en opposition: Et y faisant droit, A déclaré, & declare, les commandemens nuls; A fait, & fait, pleine & entiere main-leuée ausdits demandeurs, des saisies faites de leurs maisons: A ordonné, que les Commissaires establis à icelles, leur rendront compte, des loyers, & leur rendront ce qu'ils auront touché, desdits loyers: En quoy faisant demeureront quittes, & deschargez. A, outre, fait inhibitions & defenses, à tous fermiers du domaine, leurs Commis, & associez, & à tous autres, de plus COMPRENDRE, EN LA RECHERCHE ET CONFECTION des Terriers de nostre domaine, les Chartreux, ny faire aucunes poursuites contre les fermiers, & receueurs, ny les CONTRAINDRE A EXHIBER leurs titres, papiers, & enseignemens, & bailler par declaration, adueus, & denombrements des titres, rentes, Iustices, censives, & autres biens, qu'ils possèdent, & sans despens, dommages, ny interets. Si te mandons, qu'à la requête desdits

Religieux, Prieur, & Couuent, ces presentes mettre à deuë, & entiere execution, selon leur forme & seneur. De ce faire, se donnons pouuoir. Donné à Paris, en nostre Parlement, le dernier Aoust, l'an de Grace 1618. Et de nostre regne le neufiesme. Par la Chambre, signé, VOISIN: & scellé en queue de cire ianne.

Par l'Edit de l'an 1610. verifié mesmes à Tholose, le 8. Feurier 1614. cy-dessus touché. En l'art. 9: sur les plaintes de plusieurs, trauaillez pour raison des declarations, adueus, & denombrements des biens, & heritages, dependans de leurs Benefices: fut dit, qu'il sera député Commissaires, pour conferer avec les deputez dudit Clergé, pour y faire vn reglement: & cependant main-leuée faite des saisies, sur le reuenu de leurs Benefices.

Surseances & descharges accordées aux Ecclesiastiques.

Le premier Septembre, 1613. par Patentes, est continuée aux Ecclesiastiques, pour vn an, la main leuée de leurs biens, saisis, à cause des denombrements non baillez, foy, & homa. ge non faits. Par autres Patentes, du 24. Ianuier 1615. verifiées à Tholose, le 12. Decembre audit an, les Ecclesiastiques sont declarez exempts, de prester foy, & homage, au Roy, bailler par declaration adueus, & denombrements, leurs terres, Iustices, &c. & reuenus quelconques: d'exhiber leurs titres, en vertu desquels ils possèdent: pareillement, deschargez de la recherche des fances-fiefs, & nouueaux acquests, ores, & pour l'aduenir. Ces Patentes fondées sur autres, du 3. No. uembre 1572. en consideration des pertes, ruines & incendies, soufferts, pendant les troubles, par les Ecclesiastiques. Autres, du mois de May 1596. verifiées au Parlement de Paris, le 12. desdits mois & an: Autres, de Decembre 1606. & sur les admortissemens generaux. Arrest semblable, du 3. Mars 1633. au profit du sieur Euesque de Valence, Abbé de saint Suplice de Bourges. Par autre, du 29. Aoust 1619. les Euesque, Doyen, Chanoines, & Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Xaintes, & Syndic du Clergé, sont deschargez, de bailler adueus, & denombrements, pour raison des terres dont ils sont en possession, sinon, qu'il y ait titre valable au contraire, pour le domaine de sa Majesté.

MOYENS pour obliger les Ecclesiastiques

Au contraire: Pour obliger les Ecclesiastiques, à bailler leurs heritages, & droicts, par declaration, & exhiber les titres de possession; Les raisons sont touchées par M. Bacquer,

Traité

Traicté du droit d'Admortissement, chap. 48. & 56. Voicy *à l'exhibition & declaration.*
 vnprejugé recent, lequel donne vne puissante atteinte à la
 question, qu'il iuge en termes precis. Arrest, solennellement
 donné, le Roy en personne, en son Conseil, assisté de la
 Royne sa Mere, portant condamnation, contre les Eccle-
 siastiques, à la declaration, & exhibition. Arrest d'autant
 plus puissant, qu'il est postérieur à celuy de l'an 1610. qui
 auoit remis la decision, à la Conference des Commissaires,
 avec les Agents du Clergé.

Les Ecclesiastiques du Comté d'Armagnac, desirerent, il
 y a quelques années, se garantir, en la recherche des droits *Arrest, 1614. contre les Ecclesiastiques du Comté d'Armagnac, portant condamnation.*
 du domaine: Le sieur du Bourg, député des Ecclesiastiques,
 Nobles, & Communauté du Comté, presenta requeste: la
 poursuite fut ardente & viue: le procès iugé au Conseil du
 Roy; & le 15. May 1614. interuint Arrest, en ces termes.

LE ROY EN SON CONSEIL, la Royne sa Mere
 presente, A leu & osté, la surseance de la Commission portée
 par l'Arrest du 3. Feurier dernier: Ordonne sa Majesté, que par
 le Commissaire cy-deuant député, il sera continué à l'exécution
 de ladite Commission: Et à cet effet, qu'il se transporte en la Ville
 de Tholose: auquel lieu, seront tenus, les Ecclesiastiques, Nobles,
 & Communautés des Comtez d'Armagnac, & de l'Isle en Tour-
 dain, comparoir, & rendre les hommages, qu'ils doivent à sadite
 Majesté à cause de leurs fiefs, mouuans desdits Comtez, parde-
 uant ledit Commissaire, où assistera le sieur de Fouterailles, Se-
 neschal desdits pais, si bon luy semble, FOURNIRONT LES-
 DITS ECCLESIASTIQUES, NOBLES, ET COMMU-
 NAUTÉZ, LEURS ADVEVS, ET DENOMBREMENS,
 Verifiez PAR LEURS TITRES, qu'ils exhiberont, on se
 purgeront par serment ne les auoir.

Par cet Arrest, la question generale semble iugée, ayant
 condamné les Ecclesiastiques à la declaration & exhibi-
 tion.

S'il y a des inconueniens en ceste condamnation absoluë: *Moyens d'accommodation entre les Arrests.*
 Ils peuuent estre adoucis en execution, ou interpretation
 de l'Arrest. Car, comme il seroit iniuste, d'obliger les Ec-
 clesiastiques à représenter des titres de fondation, ou posses-
 sion, de deux, trois, quatre, cinq, six cens; mil ans, plus ou
 moins, mesmes, quand ils ont esté admortis: l'admortisse-

ment solennel, tenant lieu de declaration & exhibition : Aussi, seroit-il mal-seant, à des Ecclesiastiques, possesseurs recents, & non admortis, de refuir la declaration & exhibition, dont dépend l'esclaircissement de leur droit, & instruction du Seigneur. Et encores, semble que les possesseurs, precedans les guerres ciuiles, pourront se garantir de l'exhibition : en affirmant la perte : aux charges des Patentés de l'an 1586. Mais quant à la declaration : il y auroit, en ce cas, peu de couleur, à s'en descharger.

*Reponses aux
Arrests pre-
cedens.*

Les Arrests du Conseil representez, contraires à cestuy-cy, rendu contre les Ecclesiastiques d'Armagnac, ne portent point de determination, ou resolution generale : ce ne sont que indulgences, & relasches, en consideration du soulagement rendu par les Ecclesiastiques, aux affaires du Roy : Les vns, portans main-leuée, iusques à ce qu'autrement ait esté ordonné : Les autres : qu'il sera député Commissaires, pour faire reglement : & cependant main-leuée. Ces suspensions, sont graces, & tesmoignages de la regle au contraire.

Et combien, que l'Arrest du Parlement de Paris, de l'an 1618. avec Monsieur le Procureur General, descharge les Chartreux : le Parlement de Tholose, les a condemné à la declaration & exhibition, par Arrest du 15. Mars 1623. entre le Syndic des Chartreux, de la ville de Castres, appellans, & le Substitut de Monsieur le Procureur General, au Comté de Castres.

*Arrest pour
M. l'Euesque
de Valence.*

La descharge des adueus, francs-fiefs, & nouveaux acquests, demandée, par Monsieur l'Euesque de Valence, Abbé de S. Sulpice, iugée par l'Arrest du Conseil, de l'an 1633. n'est pas fondé sur generale franchise de l'Ordre, ains sur les grandes sommes de deniers, imposées sur le Clergé : & alienation du temporel, montans, sans comparaison, plus, que ne valoient les acquisitions faites, par les Ecclesiastiques. Ce sont les termes de la requeste inserée en l'Arrest.

CHEVA-
LIERS DE
MALTE

Les Cheualiers de l'Ordre S. Iean de Hierusalem, sont grandement fauorables : *In usum praliorum sepositi, velut telum atque arma bellis reserventur.* Pour se dispenser de la recherche

des francs-fiefs, & nouveaux acquests, ayant employé les priuileges, accordez à leur Corps, & les traittez faits avec le Clergé, par Arrest du Grand Conseil, du 5. Ianuier 1518. ils ont esté deschargez des francs-fiefs, & nouveaux acquests, non, par descharge indefinie, ains seulement pour le passé. De sorte, que pour les nouveaux acquests, à l'aduenir, c'est à dire, faits depuis l'Arrest, ils demeurent dedans la reglè, pour bail-
 ler par declaration les nouveaux acquests, & payer les droicts au Roy. L'Arrest eut pour fondement, des Patentes du 29. Nouembre: par lesquelles le Roy auoit remis ausdits Cheualiers, tous les droicts par eux deubs, à cause des nouveaux acquests, iusques alors. L'Arrest est long, & contient de grands discours: le n'en rapporte que ce qui peut seruir à la deci-
 sion.

ENTRE François Flotte, Cheualier de l'Ordre S. Jean de Hierusalem, Pricur du Prieuré de S. Jean de Tholose, ou Procureur esté obmis cy pour luy, tant en son nom, que des Suffragans Commandeurs du dit Prieuré: Et Pierre Bruny, Docteur ez Droicts, & Guillaume Blanchart, & leurs collegues, eux disans Commissaires, pour leuer les deniers des francs-fiefs, & nouveaux acquests, de Maistre Jean le Bourguignon, Grenetier de la Bessaignie de Lionne, Le Cosme, Huissier en nostre Grand Conseil, aussi eux disans Commissaires, à leuer lesdits deniers desdits francs-fiefs, & nouveaux acquests. ^{16.}

Auquel iour, que ce soit, le 20. iour de Nouembre, comparans lesdits appellans, & nostre Procureur General, en nostre Grand Conseil, prenant en main, pour nosdits Procureur, & Aduocats Generaux audit Tholose, & Commissaires dessusdits: De la part desdits appellans a esté dit, Qu'il esloit, & est necessaire à la chose publique, auoir des defenses: & à ceste cause, que ceux qui les des-
 fendent, & qui pour ce faire exposent leurs personnes & biens, sont à sauoir. Pour lesquelles raisons, nos tres-saincts Peres, & nos predecesseurs Rois, considerans, que l'Ordre & Cheualerie de S. Jean de Hierusalem, en l'Isle de Rhodes, vacque continuelle-
 ment à la repulse des Turcs, infideles, & ennemis de nostre foy, ont ostroyé, par cy-deuant, audit Ordre, aux Grand Maistres, Prieurs, Commandeurs, & autres, eslans d'iceluy, & à leurs Prieurez, & Commanderies, tant en chef, qu'en membres, soient general, ou particulier, & aux biens, terres, & heritages, qui leur appartienn-

Cheualiers de
Malte.

nent, plusieurs priuileges: & les ont exceptez, acquittez, & des-
charges de leurs redevances, & les ont mis en liberte: & sur tout,
nos autres predecesseurs, ont oïroyé à iceluy Ordre, plusieurs affran-
chissements, & autres priuileges, mesmement le feu Roy Louis XI.
que Dieu absolve, declara par ses Lettres patentes, en forme de
Chartre, de l'an 1466. Que les terres, possessions, & heritages,
que les Grands Prieurs, Commandeurs, & autres dudit Ordre,
auoient & tenoient en nostre Royaume, tant de leur ancienne fon-
dation, que par nouueaux dons, laiz, & acquests, estoient admor-
tis: & d'abondant, en fit admortissement perpetuel, & à tousiours,
qui a esté confirmé par feu nostredit Cousin, le Roy Charles VIII.
que Dieu absolve: lequel par ses Lettres de l'an 1491. en quitta
ledit Ordre, tant en chef, qu'en membres, des finances, & droictz
desdits francs-fiefs, & nouueaux acquests: Voulut & ordonna, les
quittances & descharges dessusdites, auoir lieu pour toutes choses,
tant anciennes, que acquises: Et que depuis, nous, venans à la
Couronne, au mois de Feurier 1514. Auons confirmé tous les priuile-
ges, par nosdits predecesseurs donnez audit Ordre. Et, qui plus est,
que par autres nos Lettres, déclaré, qu'auons exempté, quitté, &
affranchi, exemptons, quittons ledit Ordre, & les particuliers d'i-
celuy, de tous francs-fiefs, & nouueaux acquests & enstions de-
fendu aux Commissaires, tant commis, qu'à commettre, sur le faict
desdits francs-fiefs, & nouueaux acquests, de ne saisir, empescher,
ne poursuiure, pour raison de ce, iceux appellans, ne autres dudit
Ordre: & leur enstions enjoint mettre, & tenir leurs biens, terres,
& heritages, en pleine franchise, & liberte. Et selon ledit oïroy,
& autres, Les Commissaires, à leuer lesdits droictz desdits francs-
fiefs, & nouueaux acquests, ont, tant en la Preuosté & Vicomté de
Paris, qu'en plusieurs autres lieux de nostre Royaume, renuoyé les
grands Prieurs, Commandeurs, & autres personages dudit Or-
dre, sans finance payer, ny autre chose: & ont déclaré, qu'ils
n'y estoient tenus, & les en ont deschargez: toutesfoiz, que ce non-
obstant, lesdits Commissaires dessus nommez, desquels procedent
lesdites appellations, auroient voulu contraindre iceux appellans,
à payer lesdits droictz desdits francs-fiefs, & nouueaux acquests:
ausquelles ont esté remonstréz les admortissemens, priuileges, &
descharges dessusdits: Lesquels, sans y auoir esgard, se sont effor-
cez saisir, & mettre en nostre main, les heritages d'iceux ap-
pellans, & faire prendre les fruiets par Commissaires. Dont a esté

appellé, & releué en nostredit Conseil: Et pour en iour, &c. auoient obtenu Lettres de nous: par lesquelles estoit mandé à nostredit Conseil, les recevoir en leursdites causes d'appel, & leur faire droict, sans s'arrester à ce que nostredite declaration, & octroy, n'ont exhibé ne monstté ausdits Commissaires, & que nostredit Conseil ait à icelle auoir esgard, & en disente, comme si elle luy eust esté adressée: & nonobstant, que lesdits appellans eussent releué en forme de droict escript: & ont iceux appellans, presenté nosdites Lettres à nostredit Conseil, & d'icelles ont requis l'entherinement, concluant, selon icelles: & au surplus, qu'il a esté mal refusé, desnié, exploicté, & saisi par lesdits Commissaires, & bien appelé par lesdits appellans: Et ont requis, que leurs biens, seigneuries, terres, & heritages saisis, & les fruiets d'iceux, leur soient entierelement rendus, & restituez par lesdits Commissaires, ou ceux qui les ont pris, & saisis. ET de la part de nostredit Procureur General, en nostredit Conseil, eust esté requis, auoir vision desdits priuileges, alleguez par lesdits appellans: Lesdites parties ouyes, eust esté par nostredit Conseil ordonné, que nostredit Procureur verroit lesdits priuileges, & en viendroit au premier iour: auquel iour comparans lesdites parties, Apres que lesdits Euoquans ont requis, que ledit Procureur defendist à leurs causes d'appel, & entherinement desdites Lettres Royaux, en ensuiuant l'appointement precedent: Et que par nostredit Procureur General, a esté dit, Qu'il auoit veu les pieces, mesmement yn admortissement du Roy Louis XI. Confirmations desdits feus Rois Louis, & Charles, & de nostredit feu Seigneur & beau-pere, & declaration par nous octroyée audit Ordre, n'empeschoit deliurance estre faite ausdits appellans, de leursdits biens: Les parties ouyes, ont esté appointées au Conseil, & à produire: En ensuiuant ledit appointement, lesdits appellans ont produit ce que bon leur a semblé: tellement que ladite instance a esté trouuée, par nostredit Conseil, en estat de iuger. SCAVOIR FAISONS, Que ven, par nos amez & feaux, Conseillers, les Gens de nostredit Conseil, les Lettres Royaux obtenues, par lesdits appellans, dattées du 29. iour de Nouembre, dernier passé: le relief, en cas d'appel, desdits appellans: la declaration faite par nostredit Procureur, en nostredit Conseil: certaines Lettres Royaux, adressantes aux Commissaires, ordonnez sur le faict des francs-fiefs, & nouveaux acquets, du dernier iour de Fevrier dernier passé: ensemble, les

privileges dudit Ordre: & tout ce que lesdits appellans ont pro-
 duit, l'appoinctement à ouyr droict: & tout considéré. ICEUX
 GENS, de nostre Grand Conseil, par leur Arrest & iugement,
 en encherinant lesdites Lettres Royaux, du 29. Novembre der-
 nier passé. Ont receu, & recoiuent iceux appellans, à desdire
 & alleguer en plaidoyant lesdites appellations, le fait par eux
 mis en auant, & contenu esdites Lettres, & produire leurs pri-
 uileges, pour la conseruation de leur droict, & exemption, tout
 ainsi qu'ils eussent peu faire deuant lesdits Commissaires, & que
 si lesdites Lettres eussent esté adressantes, en nostredit Conseil: &
 au surplus, in vim nouiter productorum, Iceux Gens de no-
 stredit Conseil, ont mis, & mettent lesdites appellations, ense-
 mble, ce dont a esté appellé, au neant, sans amende: & ont ordon-
 né, & ordonnent, qu'iceux appellans, auront deliurance de leurs
 biens saisis, & empeschex, par lesdits Commissaires, & d'iceux
 leur ont leué, & osté, leuent, & ostent, POVR LE PASSE'
 NOSTRE MAIN, & tout autre empeschement, mis en iceux
 par lesdits Commissaires, pour raison desdits francs-fiefs, &
 nouueaux acquests. En tesmoin de ce, nous auons fait mettre no-
 stre seel, à cesdites presentes. Donné & prononcé en nostredit
 Grand Conseil, à Paris le cinquiesme iour de Ianuier, l'an de
 Grace 1518. Et de nostre regne le cinquiesme. Par la Chambre,
 à la relation des Gens de son Grand Conseil. Signé, DE MOV-
 LINS.



FRANC-ALEV,
SVIET AV RETRAICT
LIGNAGER: NON
AV FEODAL.

*De quel temps, commence à courir l'action
du Retraict, en vente d'Aleu.*

CHAPITRE XIX.



E Franc-aleu, n'est pas sujet au retraict feodal: *Franc-aleu plus cher que le Fief.*
ne recognoist aucun Seigneur, ny droicts Seigneuriaux. C'est pourquoy, la Coustume de Niernois, titre d'Assiette, article 11. estime l'Aleu, le dixiesme, plus que le fief. Mais, quant au retraict lignager, le Franc-aleu y est subinis. C'est vn droit general, & comme du sang. Il est fondé en vn interest d'affection, qui n'a point de prix, & au desir de conseruer l'espargne, & bon mesnage des Acestor: *Retraict lignager, favorable.*
rem parentum, non solum notam, verum etiam, inter lactentis infantis rudimenta reptatam; dans Sidonius Apollin. Demosthene, pour designer vne maison chere: *πατρὸς οἴκῳ, ἐν ᾧ ἐπαύετο καὶ ἐπαύει.* Dans vn Rheteur: *penates illos, in quibus natus sum, qui mihi quotidiana imagine versantur ante oculos: penates illos, in quibus sacri aliquid esse credimus, amisi.*

L'heritage en Franc-aleu, recognoist la Coustume & Iustice, en laquelle il est assis: reçoit les hypothèques, & toutes autres charges: n'est possédé par les Ecclesiastiques, que sous *Franc-aleu, y est sujet.*
les loix des autres fonds: Par mesme raison, il est sujet au re-

traißt. Aussi, la plupart des Coustumes, en ont article : & celles qui n'en ont point parlé, ayans disposition generale pour le retraißt des fonds, comprennent le Franc-aleu. *Si quis tentat excipere, tentat decipere.*

*Temps pour
venir au
Retraißt.*

Il y a difficulté, pour le temps, dans lequel l'action, pour retirer vn Franc-aleu vendu, doit estre intentée : car le Franc-aleu, ne recognoissant point les Seigneurs de fief, apres l'inféodation desquels, le plus souuent, l'an du retraißt commencé à courir, il faut apporter vne borne, dans laquelle soient asseurez les acquireurs.

*Diuerses Cou-
stumes.*

Or les coustumes, sont portées à diuerses sortes de dispositions ; les vnes prefinissent clairement vn temps, pour faire le retraißt d'vn Franc-aleu ; celles cy, sont sans doute : leur definition tient lieu de loy : D'autres, n'en parlent point ; les autres, font courir le temps du iour de la vente : les autres, du iour de la prise de possession.

*Coustumes qui ont desiny le temps certain, pour retirer
l'heritage Alodial.*

*Du iour de la
Publication
& Insinuation.*

Celle de Paris, article 132. ordonne, que l'an du retraißt de propre heritage, en Franc-aleu, ne court, que du iour, que l'acquisition aura esté publiée, insinuée en iugement, au plus proche siege Royal. En l'article 129. la censue court du iour de l'ensaisinement : en fief, du iour, que l'acquireur a esté receu à faire homage. Et en cest article 132. la publication est prefinie, pour le Franc-aleu. Celle de Calais, reformée l'an 1583. trois ans depuis celle de Paris, en l'article 143. reduit toutes les acquisitions, à vne seule forme : dans l'an, & iour, que l'acheteur aura notifié, & insinué son contract d'acquisition, au Greffe Royal de la ville de Calais.

La decision, est absoluë, pour toutes sortes d'heritages, & beaucoup plus seure, que les autres. La foy des enfaismeniens & inféodations, sous esclriture priuée, est moins asseurée : plus sujette aux antيدات : & souuent, les enfaismeniens perdus, quelques Seigneurs qui desnient tenir registre, se font payer pour la seconde fois : Et de là, ouuerture au Retraißt lignager.

Troyes,

Troyes, art. 144. Ez Censives, du iour de la faine: En *Du iour de la*
 Fief, du iour de la reception en homage: Et ez choses Alo- *vraye posses-*
 diales, du iour de la vraye possession de fait. Chaumont, art. *son.*
 152. Vitry, art. 126. du iour de la possession de fait. Vermandois, art. 133. Noyon, tit. 3. art. 34. Chaalons, art. 226. du iour de la prise de possession. Bourbonnois, art. 422. dans trois mois apres l'ineustiture, s'il est en censive: ou la foy, & homage: Et s'il est Alodial corporel, dans trois mois: ou incorporel, dans six mois, du iour de la possession réelle. Celle de Sedan, art. 217. Ez rotures, du iour de l'ensaisinement: en fiefs, du vest & deuest: & du iour de la possession, en choses Alodiales.

Mais comme ces prises de possession, souvent clandestines, peuvent causer diuerfes contentions, & fraudes, mesmes en continuant par conuentions secretes la iouissance des fermiers, plusieurs des Coustumes ont desiré, *Possession reel-*
possession de fait, le, & publi-
Vraye possession, Possession réelle: Et M. Charles du Moulin, *que.*
 sur l'art. 34. de la Coustume de Noyon, qui porte, L'an du retraict court du iour de la reception en foy & homage, si l'heritage est en fief: & s'il est en roture, du iour de la vesture, si les choses sont sujetes à vesture: sinon, du iour de la possession, prise en vertu du contract: Expliquant ces mots, *Sinon du iour de la possession,* il dit, *Idest si Alodium: sed hac possessio debet esse publica, & continua, non momentanea, sed*
 TALIS, QVÆ TRANSEAT IN NOTITIAM VICINÆ.

Il y a des Coustumes, qui ne parlent point en tout, du retraict de l'heritage Alodial, ny du temps: ains seulement établissent regle, à l'égard des heritages feodaux, ou en censive, *Coustumes qui*
ne presuissent
 du iour de l'ensaisinement, ou de la foy: comme Meaux, art. *rien pour le*
Franc-aleu.
 38. 89. Meleun, art. 144. Mante, Meulan, 71. Estampes, 169. Montfort, 158. Senlis, 122. Clermont, 95. Valois, 135. Chalons, 226. Perche, 177. Chasteauneuf en Tymerais, 77. La Marche, 260. Poictou, 319. &c. Ces Coustumes ne peuvent, *Doivent suivre*
celle de Paris.
 pour le Franc aleu, prendre autre expedient, que celuy de la ville de Paris, capitale du Royaume, composée des Arrests de la Cour.

Autres: font courir le temps, pour le retraict lignager, indefiniment de toutes ventes, sans parler du Franc-aleu, du

*De iour de la
vendition.*

jour de la vendition; Comme Orleans, art. 363. Sens, 32. Auxerre, 154. Montargis, tit. 16. art. 1. Chartres, 65. Perche, 177. Chasteauneuf en Tymerais, 77. Angoulesme, 55. Bordeaux, art. 4. Xaintonge, 144. Rochelle, 29. Namur, 41. Au volume des Coustumes du Bailliage de Lorraine, tit. 13. art. 1. ce terme, est commun au Franc-aleu, avec les rotures & fiefs: & du moment de la passation du contract, le temps court. Mais ie desirerois, que le contract fust pardeuant Notaires, passé en la province de la situation, afin qu'il peust, avec plus de facilité, venir à cognoissance.

*Diverses autres
dispositions.*

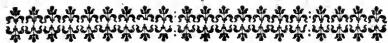
En autres Coustumes, le temps court seulement du iour de la possession prise par l'acquireur des heritages acquis, sans parler particulièrement des Alodiaux. Anjou, 346. Maine, 358. Lodun, ch. 15. art. 1. Nivernois, tit. 31. art. 2. Dunois, *de la possession réelle & actuelle*, 79. Acqs, du iour de la vente, & possession prise, tit. 10. art. 1. S. Seuer, tit. 5. art. 1. Poitou, art. 319. du iour de l'acquisition notifiée, & insinuée au Greffe de la iurisdiction, en laquelle l'heritage acquis est situé: Celle de Lisle en Flandres, titre de retraites lignageres, art. 1. borne le temps dans l'an de la desheritance par Iustice. Celle d'Auvergne, tit. 23. art. 1. quarante iours apres la vente & insinuation. Ces termes ne blessent en rien la condition du Franc aleu, & y doiuent estre rapportez.

*Retraict à 41.
an.*

Celle de Sole donne vn temps plus long; & laisse le retraict d'heritage de Papoage iusques à quarante & vn an, tit. 19. art. 1.

40. iours.
60. iours.
3. mois.

Il ne faut point trouuer estrange cet esloignement de temps, car l'an n'est pas vniformement donné, en toutes les Coustumes, pour retirer. Auvergne, ehap. 23. art. 1. donne seulement quarante iours apres la vente & insinuation. Berry, tit. 14. art. 1. soixante iours. Bourbonnois, trois mois, art. 422. Les termes sont diuers, selon la diuersité des Coustumes.



SI LES ACQVEREVRS DE FRANC-ALEV, POVR AVOIR DROICT REEL ET possession, sont obligez prendre saisine, vest & deuest, par tradition de BASTON ou BVCHETTE, és Coustumes, qui ont en termes generaux de; sire ceste formalité.

*Ancien usage de France, és delaissemens d'heritages, d'un
baston, festu, cousteau, &c. practiqué en Espagne,
Angleterre, Italie.*

*Au Royaume de Lombardie, par constitution de Char-
lemagne, les Coustumes estoient diuerfes, mesmes en
vne mesme famille.*

Libellus dotis: Cinq exemples Du Morguengab.

*Formes d'investitures d'Euesche: Chanoines: Charges
& dignitez militaires.*

CHAPITRE XX.



Velques Coustumes, pour acquerir droict reel,
possession, & hypothec sur vn heritage, ont
desire saisine, vest & deuest. L'on a douté, si
le Franc-aleu est compris sous la regle: s'il est
sujet à saisine, vest & deuest: Celle de Ver-
mandois, art. 133. ne le desire pas, ains l'en descharge; con-
tente de l'apprehension, de possession réelle, ou autre acte de
droict equipollent à icelle. Au contraire: Reims, art. 139. re-
quier. vest & deuest, pour acquerir possession réelle d'heri-
tage de Franc aleu. Et si l'acquerer d'un Aleu, se met en

*Vermandois ne
le desire pas.*

*Reims le re-
quier.*

iouissance, auant auoir esté vestu, il tombe en amende de six sols parisis, vulgairement appellée, *Amende de tost entrée*, art. 150. Selon la diuersité des Coustumes, les vîsages de la faisine, ou vest, sont diuerses. Il y en a vne, peu practiquée, mais, marque de l'ancien vîsage du Royaume, *par tradition de BASTON ou BVCHETTE*. La Coustume de Vermandois, art. 126. *Se fait communement ladite vesture, par tradition d'un PETIT BASTON & BVCHETTE*. Reims, art. 165. vîs de ces mesmes termes: Chauny, art. 30. Laquelle vesture & faisine se fait par aucun desdits Officiers, *par tradition de quelque BASTON, ou autre chose*.

Baston, fistu, cousteau, ordinaire ex transports anciens, en France.

Ceste forme de bailler Baston ou Buchette, pour tesmoigner la deuesture, & faisine, procede d'un ancien vîsage entre les François: lesquels, pour marque de donation, vendition, ou autre titre de translation de droict, bailloient à celuy qu'ils desiroient approprier, ou inuestir, vn baston, vne paille, vn anneau, vn cousteau, ou autre chose semblable, dont cy-apres est amplement parlé. Le lieu d'Ingulphus, en son Histoire, est le plus clair de l'antiquité que j'aye veu, parlant des change mens apportez en Angleterre, par Guillaume le Conquerant. *Conferabantur, primò, multa pradia nudo verbo, absque scripto, vel charta, tantum cum domini gladio, vel galea, vel cornu, vel cratere, & plurima tenementa cum calcari, cum strigili, aut arcu, & nonnulla cum sagitta: sed hac initio regni sui. Posterioribus annis immutatus est iste modus.*

Raison de cet vîsage par S. Bernard.

La raison de cet vîsage, est remarquée par S. Bernard, *Sermone de cana Dominica*. Ce signe, estoit marque d'une action secrete, plus importante, qui est l'inuestiture, delaisement de propriété, ou d'autre droict. *Sacramentum, dicitur sacrum signum, seu sacrum secretum: Multa siquidem sunt per se tantum, alia verò propter alia: designando: & ipsa dicuntur signa, & sunt. Ut enim de usualibus sumam exemplum: Datur ANNVLVS absolusè propter annulum, & nulla est significatio: Datur ad inuestiendum de hereditate aliqua, & signum est: ita, ut dicere possit qui accepit: annulus non valet quicquam, sed hereditas est, quam querebam. Puis: Varia sunt inuestitura, secundum ea, de quibus inuestimur: Verbi gratia, inuestitur CANONICVS, PER LIBRVM: ABBAS: PER BACVLVM, EPISCOPVS PER BACVLVM, ET ANNVLVM simul. Ce lieu a*

esté remarqué par d'autres, & neantmoins, comme il est notable, ie ne le puis obmettre. Hotman, ayant en ses Disputes des fiefs, amplement rapporté les principaux lieux de Gregoire de Tours, Otho Frisingensis, Helmodus, & Sigebert, sur ces inuestitures, ie n'en emprunteray rien.

En Espagne, par l'establissement de Ferdinand & Isabelle, au ^{Espagne.} volume des Loix, inscrit, *Las siete partidas, tercera partida*, tit. 8. l. 68. L'inuestiture du fief se fait par le Baïon, l'Anneau.

Pour l'Italie: Il s'en void diuers exemples, in *Chartulario Italie.*

Monasterij Casauriensis, fondé au Royaume de Naples, par l'Empereur Louis II. in *Episcopo Pinnienti, iuxta fluvium Piscarie, in insula qua dicitur Ca' aurea*, dont le Monastere a pris son nom. Les formes neantmoins ont esté diuerses, selon la diuersité des nations de ceux qui traittoient, les François traitans d'une façon: les Alemans, demeurans en Italie, traitans d'une autre, chacun attaché aux formalitez, domestiques à leur nation.

Diuerſes formes entre François, Alemans & Alemans.

Delaiſſement de poſſeſſion par des François.] Du temps de l'Empereur Louis, tit. dacté, *Imperij Hluduuici 22. mense Nouemb. Ind. 5. Iuxta legem noſtram, PER CVL TELLVM & festucam notatam, seu guasonem terra, vobis exinde ad veſtram partem corporalem facio veſtituram.*

ENTRE FRANÇOIS: Per Culcellum & festucam.

Autre, anno 25. *Imperij Hluduuici: Vualderada SALEGA conſentiente Adalelmo SALEGO, vendidimus, atque die praſentium tradidimus tibi, Ro. Aug. ad partem Monasterij S. Trinitatis, quod adificatum eſt in insula, &c. per GVASONEM & ANDELAGINEM, & per RAMOS DE ARBORIBVS, iuxta noſtram Salicam legem.*

Per Guasonem; Andelaginem: Ramos arborum.

Autre. Anno 24. *Imp. Hluduu. Bona & ſpontanea voluntate, iuxta Salegam legem, & per GVASONEM & ANDELAGINEM, & RAMOS DE ARBORIBVS.*

LEX SALEGA.

Autre. Eod. an. 25. *Imp. Hlud. Salego, ex natione Francorum, &c. vendidimus, tradidimus, & SECVNDVM MEAM SALEGAM LEGEM, PER FESTVCAM, & ANDELAGINEM, & per GVASONEM, & per EVLAGGO, & per CVL TELLVM, & per RAMOS ARBORVM tradidi, &c. curtem meam..* La ſignature de cet acte. *Ego Salego in hac chartula à me facta, &c. S. manus Valensini Franci. S. manus Ariberti Franci. S. Rainuldi Franci.*

Per Culcellum.

Autre, fort solennel, avec autres clauses, remarquables :

Ce sont les mes-
mes termes.

*In nomine Domini nostri I. Christi. Ideo constat, me Vuanningo Saligo, filius quondam Iustoni Castaldij, ex GENERE FRAN-
CORVM, & modo sum habitator in territorio Pinnenfi, bona
& spontanea mea voluntate, & SECVNDVM SALIGAM
LEGEM, vendidimus atque die presentis tradidimus, tibi domino
Romano Abbati, & Monasterio sanctæ Trinitatis, quod ædifica-
tum est in insula iuxta fluvium Piscariam, loco qui dicitur Ca-
saurus, per GVASONEM & ANDELAGINEM & RAMOS
DE ARBORIB. hoc est terram per mensuram modior. 6. in
Casale quod de Alaune, &c. Ipsas superscriptas res in ipso Alaune,
quidquid quondam Rothesfredo Saligo, mihi Vuanningi per
chartulam confirmavit, de iure meo Vuanningi, in iure domina-
tionis tue Romani Abbatis, trado, transfero atque transfundo
perpetualiter, habendi, tenendi, seu licentiam commutandi, vel
quidquid, ob opportunitatem tuam, facere, aut eligere volueritis,
in omnibus habeatis potestatem. Verum, me, ego Vuanningo, de
supradictis rebus, per FESTVCAM GVERPVI, & IN
OMNIBVS ME EXINDE FORAS EXITVM FECI, & per
GVASONEM & ANDELAGINEM, & RAMOS DE AR-
BORIB. INVESTIVI DE IPSIS REBVS, te domnum Roma-
num Abbatem, ad iuris proprietatem predicti Monasterij, &c.*

Formes entre
Alemans.

Cum Pinna:
Calamario:
Pergamena.

LES ALEMANS, vians & traittans au mesme lieu,
auoient d'autres formes de demission, & mise en possession.
*Hluduici Imp. 24. Pro stabilitate vestra, ego Rimo, CVM
PINNA, & CALAMARIO, & PERGAMENA, de terra
leuani, & potestatiue hanc cartulam venditionis, secundum
RITVM NOSTRÆ LEGIS ALAMANNORVM, Andrad-
dum Notarium scribere rogauimus.*

Autre. *Ego Ioannes, filius quondam Rainfrid, ex genere
Alamannorum, vendidi, &c. Vnde pro stabilitate vestra, ego Ioan-
nes PINNAM, CALAMARIVM, & PERGAMENAM, de
terra leuani, & potestatiue hanc cartam venditionis Andrad-
dum Notar. scribere rogauimus.*

Pourquoy en
ces contrats le
païs des con-
tractans estoit
expr. mé.

De ces lieux, naist vne question, digne de discussion: Pour-
quoy les contrats estans passez, en mesme païs, sous mesme
Prince, les formes de tradition estoient diuerses: Et pour-
quoy, le païs, & origine de ceux qui traittent & contractent,
est exprimé. Les vns: *Ego Salego: Ego ex genere Francorum:*

Secundum legem Salegam, &c. Autres. Secundum ritum noſtra legis Alamannorum. Dedans ce meſme Chartulaire, qui eſt fort ample, Il y en a pluſieurs, avec ces qualitez: *Ego ex genere Romanorum: Legem viuens Romanam.* Autres: *Ex genere Francorum: Ex natione Francorum.*

L'eſclairciſſement depend de l'Histoire. L'Empereur Charlemagne, ayant pris poſſeſſion du Royaume des Lombards: receu le ſerment des Seigneurs: Couronné par Thomas, Eueſque de Milan, en la ville de Modece, pres Milan: laiſſé au Pape, au dire des Italiens, l'Exarchat de Rauenne, & quelques autres Seigneuries: Retenu à foy, le reſte de l'Italie en tiltre de Royaume: s'eſtre aſſuré le Royaume, & letitre de Roy: Il fit diuerſes loix & ordonnances, qu'il adiouſta aux Lombardes, au dire de Sigonius, lib. 4. Puis, eſtablit en ſon nouveau Royaume la loy Salique: c'eſt à dire, la loy de France: laiſſant neantmoins à chacun le pouuoir de choiſir, ſous quelle, des loix, Salique, Lombarde, ou Romaine, ils voudroient viure, afin d'eſtre iugez ſuiuant celle dont ils auroient fait choix. Ce qui a duré iuſques à Lothaire II. qui deceda l'an 1138. Sigonius, au liure quatrieſme, *De regno Italia*, teſmoigne cette diuerſité d'vſages: *Legem Salicam in Italiam intulit. Erat autem Salica, idem quod Francica. Siquidem Franci Orientales, Salij appellati. Ità, ab hoc tempore, tribus Italia legibus vixit, Romana, Longobarda, & Salica. Obſeruatum eſt autem, vt qua quiſque lege viuere vellet, profiteretur, atque ex ea ius illi diceretur. Quam conſuetudinem Italia, vſque ad Lotharij ſecundi Imperatoris tempora, conſeruauit.* Il augmenta d'ailleurs, de diuerſes deciſions les loix des Lombards, & les enrichit, à l'exemple du Royaume de France, comme i'ay cy-deſſus monſtré.

Ceſte diuerſité de loix 'en vn meſme Eſtat, tire apres foy diuerſes incommoditez; & neantmoins, elle a longuement duré en Italie: Louis le Debonnaire, fils de Charlemagne, par ſa conſtitution de l'an 825. *Volumus, vt cunctus populus Romanus interrogetur, qual lege velit viuere: vt ea qua proſiſſus ſit viuere vellet, viuat: eiſque denunciatur, vt hoc vnusquiſque ſciat, ſam Dnces, quam indices, vel reliquus populus.* Et s'exten-

*Diuerſes loix
au Royaume
de Lombardie;
meſmes en vne
famille, par
Charlemagne.*

contré quelquefois cette diuision en vne meſme famille : que le mary faiſant choix d'une loy, ſa femme ſe ſubmettoit à l'autre. Sigonius, lib. 8. ſous l'an 1007. *Maria, que profeſſa ſum lege viuere Romana, ſed nunc, pro ipſo viro meo, lege Longobardorum. Viuere videor, qui profeſſus eſt, ex natione ſua, lege viuere Longobardorum.* La reuocation de cette loy, par Lothaire I. eſt dans le meſme Sigonius, lib. 11. *Conſans doctorem hominum monumentis eſt fama, Lotharium, vt ex vno iure civili Romano, poſt hac iudicia fierent, lege ſanxiſſe. Ante hoc tempus, Itali certè, alijs Longobardica, alijs Italica, alijs Romana, lege vtebantur: in poſterum autem omnes vni iuri, v. i. que legi, reliquis abrogatu, nempe Romane, obtemperarunt, inſque civile publicis Italie in gymnaſijs maiore celebrari ſtudio, & diligentiore coli opera ceptum. Primus autem Bononiæ Irnerius exponere cœpit, vt Odoſfredus memoria prodidit, primusque gloſſus, vt vocauit, in illud ſcripſit. Ce qui ſert d'interpretation au titre 51. du liure 2. des loix des Lombards, vt filij lege patris viuant. Et au titre 57. du meſme lieu. Vt interrogatur populus Romanus, qua lege debet viuere. Et à la loy 2. au titre 7. du meſme liure, vt mulieres lege maritorum viuant.*

En l'Abbaye de S. Denis en France, j'ay remarqué deux titres de l'an 1254. confirmans l'ancien vſage de ceſte diuerſité de loix en Lombardie. l'en donne vn ſeulement.

Exemple de
ceſte diuerſité,
trouuée en
titres de S. De-
nis.

Anno Domini 1254. Indictione duodecima, die Iouis, 16. mensis Aprilis. Venerabilibus, in Chriſto, patribus Abbati, & Magiſtro Priori, & Conuentui ſancti Dionyſij in Francia, ac eorum Officialibus: Odo de Canemanova Pot. Aſtenſis, in Domino ſalutem æternam. Cum ex relatione Alexandri Sinistrarij, ciuis Aſtenſis, vel alterius pro ipſo, intellexerim, quod Floretta, uxor quondam Bonefacij Sinistrarij, Odinum & Iaquinum, & Reginam, filios quondam dicti Bonefacij, ſeu alium pro ipſis, ſuper medietate hereditatis dicti Bonefacij, ſecundum conſuetudinem, ſeu uſum, Francia conuenire intendat. Quod facere non poſeſt ſecundum ius Romanum, quod in Italia, maxime in ciuitate Aſtenſi ſeruatur. At ipſa, prout dicitur, ac ſi neceſſe fuerit probabitur, profeſſa fuerit coram vobis, quomodo volebat viuere iure Lombardo, & non iure Francorum: Paternitatem veſtram nomine meo, & communis Aſtenſis, deprecor, quatinus prædictam Florettam, vel alium pro ipſo, ſuper prædicta quæſtione non de-
beatis

beatis audire, nec prædictos ciues Astenenses super ista questione ab ipsa Floretta, nec ab alio pro ipsa, coram vobis conuenire. Vobis facio presentibus manifestum, quod talis consuetudo est in ciuitate Astenensi obtenta, contradicito iudicio, & ita seruatur, sicut plenè cognoui per publica instrumenta, quod decedente aliquo intestato, relicta matre, & fratribus, & alijs agnatis, mater ab ipsis successione repellitur, & soli fratres, & alij agnati succedunt in totum. Vnde super hoc paternitatem vestram, nomine meo, & communis Astenensis, deprecor: quatinus prædictos ciues Astenens. à prædicta Floretta, quæ professæ est se velle vivere lege Longobarda, ut prædixi, obstanto prædicta lege, siue consuetudine Lombarda, non patiamini molestari. Item si ipsa Floretta peteret, se admittere ad filiorum suorum tutelam, cum esset contra ius Romanum, & consuetudinem Lombardie, maxime ciuitatis Astenensis, cum ipsa post mortem Bonifacij Sinisterij mariti sui, alij nupsit: eam super hoc non debeatis audire. Actum est in domo Domini Rolletij Ingleti, in qua stat potestas: testes interfuerunt, &c.

In Chartulario Casauriensi, sont diuers exemples sur ceste obseruation. Ce que les anciens François, appelloient, Libellus dotis, qui est la constitution de douaire, par le mary à la femme, c'estoit Morguincap, en Lombardie, autrement aussi, Libellus dotis. En France, le pied de ce douaire dependoit de la volonté du mary, non bornée par aucune loy: Car iusqu'au regne de Philippes le Hardy, il n'y a point eu de douaire coutumier, comme a remarqué Philippes de Beaumanoir: & les Coustumes n'auoient point borné la liberté. En Lombardie, il ne pouuoit estre plus haut du quart: C'est pourquoy, pour valider l'establissement du douaire, celuy qui contractoit, exprimoit le lieu de sa naissance, & se regloit selon sa loy. Voicy vne constitution de dot ou douaire, par vn François.

IN NOMINE Domini. Dulcissima sponsa mea Helegina. Ego enim Folradus, filius quondam Euperti, ex genere Francorum, & modo sum habitator in pago Pinnensi: Dum non est incognitum, qualiter per voluntatem Dei, vel parentum tuorum te desponsauit, & carnali coniugio, sociari dispono. Propterea, dono tibi, Helegina sponsa mea, in honore EVLCHRITVDINIS TVÆ, in die NVTIALI, DOTE DIGNAM, atque aptam, hoc est, mansos meos infra vicum Pinum, qui mihi pertinent, appelée Dos.

Autre exemple de ceste diversité, en la constitution en MORGVIN-GAB, en Lombardie. V. Cl. Hier. Bugnon. 2. Marcul. c. 15. Ffid. Lindenb. gloss. in l. Longob. verbo Dos. MORGVEM-GAB, diuers entre François & Lombards, LIBELLVS DOTIS, entre François.

Donation faite par le mary,

N'a effe que
par la confor-
mation du ma-
riage.

& ex comparatione eueniant, & data mea pecunia comparauit: trado tibi ipsos manfos, cum omni integritate sua, & domum dignam ad commanendum, exquisitam casam, unam estratam, cum omnibus utensilibus, & vasis, cum omnibus adiacentis, ad ipsos manfos aspicientibus, vel pertinentibus, cum terris, & vineis, pomis, cum omnibus quæ super se habentur, vel ad ipsam curtem, de vico pertinent, & quæ habere visus sum, vel in antea, Deo adiuvante, ibidem parare, vel acquirere potuero. In integrum ista omnia superius comprehensa, si nos DEVS CARNALI CONIVGIO SOCIARI VOLVERIT, liberam & firmissimam, in omnibus, habeas potestatem. Si quis verò, quod futurum esse non credo, fuerit in postmodum, ego ipse, aut aliquis de heredibus meis, seu qualibet ulla opposita persona, contra HANC CHARTVLAM, LIBELLVM DOTIS, venire tentauerit, aut eam frangere voluerit, primitus iram Dei incurrat, & insuper unâ cum socio fisco, auri unam libram, argenti pondera duo, mulctam componat, & quod repetit non vendicat: Sed HÆC CHARTVLA, LIBELLVS DOTIS, omni tempore firma, & stabilis permaneat, cum stipulatione subnixâ. Verum pro stabilitate vestra Andoaldum Notarium scribere rogauimus. Actum in vico, anno regni & Imperij Domini Ludouici 31. supp. communiter die 9. mensis Iunij, indictione 5. Sig. Foltrati, qui hunc Libellum dotis fieri rogauit.

LIBELLVS
DOTIS, en
MORGVIN-
GAB, entre
Lombardi.

Le quart.

Cette donation
est dressée anc
les clauses pre-
scriptes par la
loy 1. titre 4.
livre 2. des loix
des Lombards.
MORGVIN-
GAB, au quart

Exemples de Morguingab, par vn Lombard.

IN DEI nomine. Scriptum MORGVINGAB qualiter ego Ioannes, filius quondam Dominici, dono trado, atque confirmo tibi Miezæ, filia quondam Ioanna, dilectæ coniugis mee, QUARTAM PORTIONEM de omnibus rebus proprietatis mee, quas modo habeo, vel in antea, Deo iuvante, conquirere potero, siue infra territorium Pinum, in loco, qui vocatur Salaiaro, aut infra istam marchiam Firmaram, aut infra TOTVM REGNVM LONGOBARDORVM, VBICVNQVE HABITAVRVS, POSSESSVRVSVE FVERO, QUARTAM PORTIONEM de casis, terris, vineis, campis, pratis, pascuis, siluis, saltibus, canetis, olivetis, ficariis, pomis, arboribus fructiferis, & infructiferis: cum rivis, ripis, & aquis, aquarumque decursibus, & usu aquarum de rebus censuitis, & manualibus: de montibus, & plantis: de castellis, & ciuitatibus: de Ecclesiis, & ornamentis, & pertinentiis suis: de locis, molendinis: de seruis, & ancillis: de auro & argento: de caballis & iumentis: de bobus & vaccis, & minutis ani-

*malibus, de ferro & rame, de pannis, laneis, & lincis, & sericis, des biens du
& de omnibus mobilibus & immobilibus rebus, VT ALIA DIE*

POST MORTEM NVPTIALEM, QUI EST DIES VOTO-
RVM NOSTRORVM, ANTE PARENTES, ET AMICOS
NOSTROS OSTENDAM HOC SCRIPTVM, TESTIBVS
ROBORATVM, & dicam: Ecce QVOD CONIUGI MEÆ,
in Morguingap dedi, & ab hodierno die firmum & stabile, ti-
bi Micza, VEL TVIS HÆREDIBVS PERMANEAT.
Quod verè scripsi, ego Aezo Notarius, & iudex ab Incarnatione
Domini nostri Christi, an. 1044. mense Octob. indict. 13. Actum
in perpetuum feliciter, Bernardus, Ioannes, Arnoldus, testes.

*Ne baillloit que NOCTEM
le lendemain
des nopces,
Quod prima
pro nocte
datur.*

Aliud. Ego Vuelto, filius quondam Vueltoni, trado, atque
concedo Morguingap, tibi dilectæ, & amabili futura coniugi meæ,
nomine Sengarda, filie Alberici habitatrici, in Marsi: hoc est,
QVARTAM PARTEM de rebus propriis, & substantia mea,
QVIDQVID MODO HABEO, ET IN ANTEA, DEO AD-
IUVANTE, PARARE, VEL ACQUIRERE POTERO SECVNDVM RI-
TVM GENTIS NOSTRÆ LONGOBARDORVM,
de omnibus rebus, quas habeo in isto territorio, de Oretino &
Marsicano, & in Ducatu Spoletino, & in Marchia Firmiana, &
cuncto REGNO LONGOBARDORVM, & in finibus Romano-
rum, & in toto orbe terrarum per loca, & vocabula, tam in
montib. quàm in planis, & omnibus locis.

Autre. Ego Ioannes, filius Tebaldi de Sagesano, trado,
atque concedo, per scriptum Morguingap, tibi dilectæ coniugi
meæ Roza, filia quondam Iuge habitatrici, &c. QVARTAM
MEAM PORTIONEM, de cunctis meis rebus propriis, & sub-
stantia, quas habeo in ipso vocabulo de Sagesano, de casis, casali-
nis, terris, vineis, campis: de seruis, & ancillis, & de sanctis Ec-
clesiis, & de ornamentis Ecclesiarum.

Autre. Anno Domini 1026. Indict. 7. Ego Deodatus, fi-
lius quondam Vberzi, trado, atque concedo, tibi futura coniugi
meæ, nomine Adalberga, filia quondam Altoris, habitatrici in
villa de Algano, ad Ecclesiam sancti Petri, QVARTAM
PORTIONEM, de cunctis rebus proprietatis meæ, sicut RITVS
REGIS NOSTRÆ LONGOBARDORVM, vel vt editi con-
sinet pagina, tam de paterna, quàm materna substantia, de
casis, casalinis, terris, vineis, & ceteris rebus, mobilibus, & im-
mobilibus, in territorio Marsicano, &c. & in toto regno Longo-
bardo.

Différences IN

LIBELLO

DOTIS, en-

tre les Fran-

çois & Lom-

bards.

En Lombardie,

reduit au

quart.

META.

METHVM.

FADERFVM.

Parens peuvent

donner à la

fille DOS.

MARITA-

GIVM.

Ces dispositions n'estoient pas vniformes, & par tout sem-
blables, entre les François & les Lombards. Il s'y rencontre
des diuersitez : Les vns & les autres retenoient mesme nom,
LIBELLVS DOTIS : la lecture des contractz cy-dessus,
le monstre. DOS, contre sa naturelle signification, delignoit
le don fait, par le mary à la femme, en faueur de mariage:
Autrement, *Dotalitium, dotarium, dotarium, donatio propter
nuptias*. En vn acte, *Chartul. Casauriens. Datté, Rauenna an-
no Imp. Ludouici 25.* l'Empereur donne à l'Abbaye de la Tri-
nité diuers fonds: entre autres, *Res qua fuerunt Gundi, uxoris
Iustini, & Curtem de Monatiana, quam à viro suo Iustone, in
DOTE acceperat: que Gundi, post, velamine religionis in adul-
terio copulata, in iudicio legaliter deuiet est.* Ces donations
estoit aussi appellées Morgengab: terme dont l'origine a
esté escrete par plusieurs. Entre les François, la volonté du
mary, estoit la borne du Morgengab: entre les Lombards,
reduit au quart seulement, sans qu'il peut estre haussé, *lib. 1.
ll. Longob. tit. 4. l. 1.* Mais outre ce quart, estoit permise au
mary vne gratification enuers sa femme, dite META ou
METHVM, *lib. 2. tit. 4. l. 4.* & autres. Plus: les gratifications
du mary, n'estoient pas vne interdiction, aux pere, mere,
& proches de la femme, de luy donner. Et ceste sorte de do-
nation, par les proches, qui est vrayement DOS, en termes
de Droit, estoit appelé par les Lombards FADERFVM.
Au liure 2. tit. 14. l. 15. traitant des choses, qui peuvent estre
retirées par la femme, apres le decez du mary: la loy met,
Morgengab, Methium, Faderfium. Mot expliqué en ces ter-
mes, *Quantum pater, aut frater dederit ei, quando ad maritum
ambulauerit*. Et au liu. 1. tit. 9. l. 12. *Habeant filij Morgin-
gab, & Faderfium suæ matris*. Ainsi dans Gregoire de Tours,
liu. 9. chap. 20. *De ciuitatib. &c. tam in DOTE, quam in
Morganebiga, idest matutinali dono*. DOS & Morganebiga,
sont mis comme choses differentes. En plusieurs anciens ti-
tres, ce que le mary donne à la femme, est dit, *Dotalitium*,
& ce que la femme porte, *MARITAGIVM*. Au Chartulaire
de Champagne, Bibl. Th. est vn accord entre Odo, Euef-
que de Senlis, & les hommes de Berneual. *Homines de terri-
torio de Berneualle, possunt dare filius & filiabus suis in MA-*

RITAGIO, de terris suis quantum voluerint : & facere DOTALITIVM competens vxoribus suis. DOTALITIVM.

Je n'estime pas, que ceste digression, combien que longue, soit desagréable, veu qu'elle est comme attachée au sujet que ie traite, & non cognu de tous.

Le rentre.

Anciennement, le delaisement des heritages n'auoit entre les François, autre formalité, que la tradition d'un petit baston, d'une paille, festu, ou autre chose semblable, iettée dedans le sein, ou giron, *in sinum, in laisum*, de celuy auquel l'heritage estoit transporté. Et comme la tradition de ce festu ou paille, estoit marque de translation, de propriété & possession, dite *Infestucatio* : de mesmes le deguerpissement & abandonnement, fait en la mesme forme que la tradition, estoit dit *exfestucatio*. *Tradition d'un festu. Infestucare. Exfestucare.*

Ainsi celuy qui vouloit se departir, & renoncer à vne alliance, en laquelle il estoit entré, par adoption, ou autrement, Rompoit quatre brins d'aulne, & en iugement, les iettoit par dessus sa teste : *Quatuor fustes aluiuos super caput suum frangebatur, in quatuor partes, & illas in mallo iactabat, tit. 63. leg. Sal. de eo qui se de parentela tollere vult. Chartul. Monast. Cazaur. Caroli piissimū diuina ordinante prouidentia Imperatoris Aug. Anno Imperij eius in Italia 2. Ego Fulcradus per festucam exinde me forguerpui, & in omnib: exinde foris exitum feci.* Aucuns ont estimé, que de là venoit ceste forme de parler rompre la paille, pour renoncer à l'amitié. C'est pourquoy les anciens, pour abandonner ou delaisser la possession de quelque chose, ont dit *exfestucare* : Dans Miræus Diplom. Belgic. l. c. 92. *Exfestucando renunciavimus.* Otho Frisingensis Chron. lib. 7. cap. 34. *Eugenius Papa. Cum Romanis hoc tempore pacem fecit, ut Patriciatus dignitatem exfestucaret.* Le mesme Auteur, lib. de vita Friderici l. cap. 6. *Conditio pacis fuit, ut Bartholophus Ducatum exfestucaret.* En l'Histoire de Gand, liu. 8. titre de l'an 1260. *Nonem boneria terra, secundum legem patrie, in manus nostras resignauit, vuerpuit, & exfestucauit.* Autre del'an 1262. *Quisamus, vuerpimus, exfestuamus.* Enfestuquer pour enheriter, tit. de l'an 1300. au mes-

me liure. Par l'enseignement & le iugement des hommes de-
uans dis, nous fumes adheritez, & li dis Hues dasheritez : &
en cuerpi, & en festuca vne fie autre, & la tierche, si que ni
en eut, ni retient, & nous en fumes exheritez bien & à loi, &c
Et en ceste supplication solennelle, faite à Charlemagne par
tous les Ordres du Royaume, laquelle est au 6. des Capitu-
laires, ch. 285 pour exempter les Euesques d'aller à la guerre,
apres auoir tous protesté ne vouloir vsurper, ny tirer à leur
profit, les biens de l'Eglise, comme saints : pour tesmoigner
qu'ils se despoilloient entierelement du desir & des effets, ils
prennent des pailles en leurs mains, les icctent au vent, avec
protestation deuant Dieu & ses Anges, qu'ils ne prestent
consentement au contraire. *Prostemur or. nes, STIPULAS dextris
in manib. tenentes, easque propriis è manib. EFFICIENTES, coram
Deo ac Angelis eius, ac vobis cunctisque Sacerdotibus, & populis
circunstantibus, nec talia facere, nec facere volentibus consentire.*

Paille icctée
au vent.

Depuis, les formes ont changé, & ont esté rendues diuer-
ses : & neantmoins celle du Baston, & autres semblables,
ont duré, & se prattiquent encore en quelques lieux de Pi-
cardie, & provinces de Flandres. Le nombre est infiny. En
voicy quelques-vns, qui seront confirmez par autres cy-
apres, au lieu où ie traite des donations mises sur l'Autel.
*In formulis veterib. c. 2. Tale sacramentum per suam festucam
visus est adhrare c. 19. Per herbam, vel terram, visus fuit tra-
didisse, & per suam festucam exitum fecisse.* Le semblable, c. 39.
43. 57. Dans le Roman de Vacce, est vne prise de posses-
sion, *per glebam.*

Et il lour a en haut crié,
Seigneurs pour la resplendeur De
La terre ay o deux mains saisie,
Sans chalange mest mes guerpie,
Taut est vostre, quanque j a :
Or verray qui hardy sera :
Donc courut un home au terrain,
A un hordet tendi sa main,
Plain poin prist de la comperture,
Au Duc tourna grand aleure :
Sire, dit-il, auant venez,
Ceste SAISINE rescenez :

De ceste terre vous saisis,
Vostre est sans doute le pais.

Ioannes Befuensis Monach. fol. 82. *Tempore Brunonis Episcopi, existit quidam miles, Læzelinus nomine, qui ipsam terram contra ipsos Episcopi, & seniorum loci superscripti, tenere voluit, quod videlicet nequirit. Post hæc extitit Orlus, Lumbertus cognomine, qui ipsam terram, veniens, reddidit ad limina sanctorum Petri & Pauli, loco iam dicto quæcunque in ipsa terra tenere videbatur, sine iuris sui, sine iniuste ablata reddidit, per CALIGULAM SVAM, quæ vulgo oſa dicitur, quam implevit de ipsa TERRA: & VIRGULAM de Viridario sumpsit ad testimonium, qui videlicet transmisit, per nuncios suos. Au Chartulaire de Vendosme, fol. 108. sont des lettres de Guy Comte de Poictou, an. 1068. Habeatis & teneatis, firmissimo stabilimento, vos & posteri vestri, terras, & c. Tunc inclinavit se, & ACCEPIT VIRIDEM SCIRPV: NAM DOMVS ERAT RECENTER IVNCATA, & c. Chartul. de Champagne, Bibl. Reg. fol. 535. Procez verbal d'exécution, faite l'an 1258. au profit de certains marchands Romains. Exhibuit eisdem mercatoribus, bona mobilia camporum, ubicunque possent, in districtu Campanie, inueniri, & prædictos mercatores INVESTIUIT, de prædictis bonis ipsius Regis (scilicet Navarre, & Comitatus Trecentis) per traditionem cuiusdam APOSTOLICÆ PALÆ, secundum quod in tradendis possessionib. de consuetudine, in istis partibus, observatur. Mixus en fournit diuers, Diplom. Belg. lib. 1. cap. 18. & 27. lib. 2. cap. 25. Au liure 1. chap. 90. est vne donation de l'an 1304. cum Viridi Ramo, dont la solennité est grande. CERLVS ILLUMINATVS fait, & prædictus miles Dominus Theodoricus, CVM VIRIDI CESPITE, cui VIRIDIS RAMVS, infusus extitit, suscepta etiam stola, & subscriptis testibus ad perhibendum super hoc efficax testimonium, cum instantie conuocatu obrulit SUPER ALTARE dicti Monasterij. Idem donat, Belg. lib. 1. c. 36. de l'an 1112. Dono & offero, & presentem chartulam affectionis, confirmo per CVLTELVLM, per FESTVCA M nodatam, guatonem & guasonem terre, & Ramam arboris.*

Les marques d'ensaisinement, & mise en possession, ont esté diuerſes, ſelon la diuerſité des choſes, auſquelles elles ont eſté rapportées.

Ensaisinement
d'Eueſchez
& Abbayes.

Baculus, vir-
ga.

DES EUESCHEZ & ABBAYES, qui ſe donnoient, *per annulum & virgam*, pluſieurs ont eſcrit. Le Baſton eſtoit marque de puiſſance & authorité. *Oſtana Synodo, Act. 6. p. 385.* Photius eſtant entré en l'Assemblée, appuyé ſur vn baſton, les Peres ordonnerent, que le baſton luy fuſt oſté: parce que c'eſt vne marque de dignité Paſtorale, dont il eſtoit indigne: *βακτηρ ὃ ἐστὶν οὐκ ἔστιν ἀξίως ποιμαίνειν.* Au Chartulaire S. Denys de Nogent le Rotrou. *Huberto, Comes Rotroci, baculum in manu dedit, & curam Monasterij commiſit.* Au liure des Sentences de S. Bernard, ch. 5. eſt dit: Que l'Eueſque a vne verge, pour chaſtier les vns plus doucement: & vn baſton en l'autre, pour punir les meſchans & opiniaſtres. *An Papa utatur baculo, aut ferula Paſtorali, Iureus, in Epiſt. 157. Ioannis Carnot.* Des inueſtitures d'Eueſchez, *cum ſceptro: ſupra, p. 246.* La donation faite au Pape, par Pierre Comte de Melgor, du Comté de Subſtation, & de l'Eueſché de Magdelonne, *per inueſtituram annuli ſui*, eſt rapportée par M. Boſquet, ſur le Regiſtre d'Innocent III. p. 183. *Virga: Virga Paſtoralis: ſceptrum:* ſont les mots ordinaires. Helmodo lib. 1. c. 70. *Virgula.* Ioannes Salisber. Ep. 42. au Pape Alexandre. *Annulum mihi contuliſti & baſteum.* Gerbert. Ep. 31. *Mihi indigno Paſtorali Virga commiſſa.* Le meſme, Ep. 14. *In Monasterio, nec extra quicquam nobis relictum eſt, prater virgam Paſtorales & Apoſtolicam benedictionem.* M. Cujas, in lib. 2. *conſuet. feud. cap. 2.* rend en François, *per annulum & virgam*, par Rain & Baſton; d'autant, dit-il, que Reing ſignifie Anneau, entre les Alemans. Si le mot, *Ramus*, conuient à l'inueſtiture d'un Eueſché: neantmoins ez inueſtitures ordinaires des fonds, Rain ſignifie vne branche, vn rameau: Ainſi, *per ramum & virgam*, approcheront d'une meſme condition ez lieux cy-deſſus touchez. Au Roman de la Roze.

Reing.
Ramus.
Rain, pour
Anneau.

Rain.

Rose ſur RAIN, & noiſ ſur branche,
N'eſt ſi vermeille, ni ſi blanche,

Ailleurs;

Ailleurs.

Onques le Pin qu'il vous compta,
Si haut de terre ne monta,
Ne tes RAINS, si bien n'essendit,
Ne si bel ombre ne rendit.

Ailleurs.

Par les RAINS saisi le rozier,
Qui plus est franc que nul ozier.

Au Roman de Fleurimont.

Toutes les bestes des bocages,
Les prinées, & les sauvages,
En l'ombre de cel arbre estoient,
Tuit luy oïsel, el RAINS secoient,
Illec menoient leur deduit.

Au Roman de Vacce.

Soit RAIN, soit arbre, soit racine.

Ainsi Ramus, Rain, branche, estoit mesme chose, en l'v-
fage, & forme de parler ordinaire.

Le lieu de S. Bernard, porte, que les Chanoines estoient ^{Chanoines, PER}
conferées avec vn liure, ^{PER LIBRUM}, qui estoit le liure ^{LIBRUM}
de l'Euangile. Ez Archiues de l'Abbaye S. Nicaise de Reims,
ya vn titre de l'an 1154. *Indict. 2. Epacta 4. concurrente 4.*
anno Imperij Friderici 2. & Principatus Henrici 2. anno 10.
contenant la forme d'introduction d'un Chanoine, *per Li-*
brum, avec beaucoup d'autres remarques. *NOTVM facio*
omnibus, tam presentibus, quam futuris. Quod Arnulphus, miles
de Gest, & Ioannes frater eius, inter se compuncti, quicquid ha-
bebant patrimonij, pia deuotione, in patrimonium contulerunt I.
Christi, atque pro salute anima sua, & parentum suorum qua-
cunque possidebant, & in omni iure quo ea tenebant, Ecclesia
Beati Nicasij Cenens. liberè, & absque ulla contradictione con-
tradiderunt. Facta est autem, hac donatio tempore predecessoris
nostri Domini Alberonis secundi, salicis memoria, in communi Ca-
pitulo sancti Lamberti, coram legitimis viris, & approbabili-
bus personis. Ne quid autem in posterum reclamare possent ibidem,
in eodem scilicet capitulo, GVERPITIONEM, ET EXFESTY-
CATIONEM fecerunt. De foris factis satisfecit, veniam petiit,
& absolutionem, sic impetrauit perfectus, & IN CAPITULO,

Tt

PER LIBRVM RECEPTVS, omnem prefatam donationem, scilicet, quicquid à prædecessoribus suis illi prouenerat, excepto vno seruo suo Amichin, pro salute sua, atque suorum super altare S. Nicasij, PER RAMVM, ET CESPITEM, presente conuentu, in odorem suauitatis, Deo & Sancto obtulit.

Per Regulam S. Benedicti. PER REGVLAM sancti Benedicti: Dans les Epistres de Gauffrid. Vindocin. lib. 1. Ep. 6. &c.

Per Panem. Prebende; per Panem. Exemples sont rapportez par M. du Chesne, en l'Histoire de Dreux.

Per Librum & Panem. Per Librum & Panem: sur la fin du petit Pastoral de Nostra Dame de Paris, est vn chapitre inscrit, *Quid faciendum sit in vacatione Prebende, vacante Prebenda, in Ecclesia Parisiensi. Si Episcopus in Diocesi Parisiensi fuerit, tenetur vocare Decanum, vel Decano absente, Cantorem, vel aliquam personam, aut omnibus iis absentibus Hebdomadarium Canonicum: & de manu illius recipiet Episcopus, cum LIBRO & PANE, Prebendam vacantem, sub his verbis: Reddo vobis Prebendam, qua fuit, N. &c.*

Per Librum, en autres rencontres. Per Librum: s'obseruoit non seulement pour les Chanoines: Mais en autres rencontres. Donation faite à l'Eglise, per Librum, Iuo Carnot. Ep. 157. Au Chartulaire saint Lazare, prez Paris. Acte de l'an 1163, par lequel Maurice, Euesque de Paris, atteste vne vente de fonds, donnée à la maison de S. Lazare. In ipso Capitulo Grinoldus, & uxor sua, & filius suus Ioannes, & de ipsa. CVM LIBRO, super altare D. Lazari donum fecerunt.

Per textum aureum. Au Chartulaire de l'Abbaye de Tresport, tit. 1171. Hanc donationem ego Galterus, & filius meus Walterius, posuimus, super altare sancti Michaelis, PER TEXTVM AVREVM.

Per quatuor Euangelia. Autre au mesme Chart. p. 34. PER QVATVOR EVANGELIA. Au Chartulaire de Nostra Dame de Iosaphat, tit. de l'an 1180. Mense Martio, ex decima donum Monachis fecerunt, & super altare Beata Maria deuotissime posuerunt, & super quatuor Euangelia.

Per Osculum. PER OSCVLVM Canonicus recipitur Innoc. 3. Registr. 13. Ep. 72. 73. Le baiser estoit quelquesfois employé pour assurance d'une donation à l'Eglise. Au Chartulaire de l'Abbaye de S. Cyprian de Poictou, fol. 51. Ego Isambertus, concedo de

Casamentis meis, quicquid datum fuerit B. Mariae, &c. Et hoc promisi OSCVLANDO CRVCIFIXVM in Ecclesia Beati, &c. Vn autre au mesme lieu. Ista promisi, offerendo hanc chartulam, super altare, OSCVLANDO CRVCIFIXVM, & Abbatem. Au Chartulaire Nostre Dame de Iosaphat. Hoc concesserunt liberi Guidonis, qui etiam pro recognitione OSCVLATI sunt amicum nostrum. Chartul. de Vendosme, fol. 231. Pro hac promissione sua, fideliter obseruanda, Domino G. Abbati, deinde omnibus fratribus, qui in capitulo erant, OSCVLVM dedit.

Celuy qui se deuotoit à vn Monastere, pour faire profession estroite, & tesmoigner l'abdication de soy, & de ses biens, enueloppoit ses mains de la nappe de l'Autel. Chartul. del'Abbaye de Beaulieu, en Limolin. *Cum legaliter sancitum antiquitus, & cautum, cum oblationibus, Domino, parentes, suos tradere filios; in templo Domini fideliter seruituros: proculdubio hoc, de nobis faciendum, nobis salubriter prabet exemplum. Idcirco in nomine Domini, Gerardus, & uxor mea, nomine Vterna, hunc presentem filium offerimus, nomine Gerardum, in Monasterio sancti Petri, Bellilocensis Canobij, in presentem congregatione, cum consilio nuntium nostrorum, cum oblatione atque petitione, PALATARIIS MANVS SVAS inuolutas tenens, ad nomina, rum, quorum hirceliquia continentur.*

Chartul. Casautiens. *In Christi nomine omnipotentis. Ludouicus, Dei ordinaria providentia, Imperator Augustus, anno, in Christi nomine, Imperij eius 24. &c. Idcirco ego Lupo filius, &c. in territorio Pinnensi, &c. Propria mea voluntate, offero, atque, die presenti, trado meam personam, cum omnib. reb. substantia mea, quas ego visus sum habere, vel mihi pertinet de supra dicto genitore meo, & genitrice mea, &c. Tibi Domino Romano Abbati, ad partem supradicti Monasterij sancte Trinitatis, cum oblatione, M V INVOLVTA IN PALLA altaris, vita Monastica desiniendum de dicb. vita mea, idest de casis, vineis, campo, filuis, &c. In omnib. ipsis superscriptas res meas, cum ipsa mea persona, à presenti die, me ipsum cum omnib. qualiter superscriptum est, trado me tibi Domino Romano Abbati, &c.*

Il y en a vn autre semblable, anno 26. Ludouici Imperatoris.

*Submission en
servitude vo-
lontaire.
Puis signi,
in collo.*

Quand vn homme, volontairement se mettoit en seruitude, au profit de l'Eglise: Il mettoit quelquesfois autour de son col la corde du clocher. Chartul. de Vendosme. *Scimus omnes, & fideliter credimus, quod quisquis aliquid de rebus suis exterioribus, deuota Domusio mente, tradiderit, mercedis apud ipsum retributione, pro certo, gaudebit: Quanto magis sperare debemus, imò firmiter tenere, illum potioris recompensatione mercedis, Domini bonitate, donandum: qui non solum res transitorias, sed etiam seipsum Domino Deo mancipauerit seruiturum. Quod ego Ingelbaldus, diligenter considerans, cum quidem naturalem secundum seculum, à primogenitoribus habeam libertatem; voluntate propria, me in seruum trado, Domino, Deo, & Loco, in nomine, & honore sancte Trinitatis ibidem eiusdem unius, & summi Dei apud Vindocinum constructo: Qua verò istud occasione conceperim cunctis fidelibus volo manifestari. Ad gloriam Dei habendam, & erga eundem locum reuerentiam, omnibus Christianis venerabiliorem; Contigit ibi aegritudinem incurrere, adeo grauem, ut desperatus, spem recuperanda salutis profusus perdididerim: Voui igitur, si me Dominus conualescere de infirmitate ipsa, donaret: Quod me ipsi in seruum traderem, apud prefati Vindocini Monasterium, Sancto ipsius ministerio consecratum. Quod ergo, molestia corporis urgente, districtus promiseram: hoc factus sospes & incolumis, libenter exsoluo. Neque enim bonitatis ipsius ingratus esse debui, qui me de mortis confinio, bonitate misericordissima liberauit. Dono etiam mecum, eidem venerabili loco, vniuersa quæ possessionis meæ sunt hodie, vel esse in tota vita mea iusta poterunt, quæ dare legaliter & possum, & debeo. In cuius facti memoriam, etiam 4. denarios, de CAPITAGIO MELO, sicut mos secularis est, talibus facere, SUPER ALTARE domini, prædicti loci, gratanter imponens: FVNEM QVOQUE SIGNI, COLLO MEO, DEVOTE CIRCUMPLICANS, chartulam istam scribi in testimonium postulavi, manumque meam firmavi, addita insuper congerie testium, iuxta humanæ opinionis astimationem idoneorum, quorum ista sunt nomina, anno 1090.*

*Per funem
de Campa-
na.*

La corde du clocher estoit employée à autres marques de tradition. In Chartulario Casauriensi. Inuecture & donation d'heritage, *Per unum funem de Campana. Actum in Pinne*

*ad sanctum Desiderium, anno Imp. Domini Ludonici 24. die 5.
Decemb. Indiēt. 7.*

Pour les Royaumes & grands Gouvernemens, ie veux seu-
lement donner quelques lieux non imprimez. Le Pape Cle-
ment IIII. inuestit Charles, frere de S. Louis, du Royau-
me de Sicile, PAR VN ESTENDARD. L'Epist. 74. est
sur ce sujet. *Charissimo in Christo filio, illustri Regi Sicilia, &c.
Regnum Sicilia, debita maturitate consilij, ac diligentium fra-
trib. nostris deliberatione prehabitis, tibi ad honorem Dei, & sa-
cro sancta Rom. Ecclesia omnium fidelium Christi matris, &c.
duximus conferendum, teque PER VEXILLVM INVESTIRI
solemniter fecimus de eodem ingrediendi Regnum pradiētum, &c.
Dat. Paris. 3. Kal. Septemb. an. primo.*

En la mesme forme le Pape inuestit Guillaume le Con-
querant du Royaume d'Angleterre. Vacce.

*Li Dus vont bien resignablement
Faire son appareillement,
A l'Apostolle fist monrrer
Par Clerz, qui bien sourent parler,
Comment Herart l'auoit serui,
Serement fausse & menti:
Et quand il sa fille ne prent,
Ne ille yegne ne li crent,
Que Herart li auoit donne,
Et Herart li auoit iure,
De pariure face iustice
Soulon lesgard de sainte Eglise,
Et se cen ert que Dex voulsist,
Qu'il Angleterre conquerist,
De saint Pierre le recevoir,
Aure, fors Dex, n'en seruiroit,
L'appostolle li otroia,
Vn CONFANON li enuoia,
Mout precieux, & chier & bel,
Si comme il dit dessus la pierre,
Auroit vn dez cheueux S. Pierre,
A cez Enseignes li manda,*

*Et de par Dieu li otroia,
Que Angleterre conquersist,
Et de saint Pierre le tensist.*

En ceste mesme forme, sont inuestis les Euesques de Thoul, comme i'ay cy-dessus representé, par les Patentes des Empe-reurs Charles III. Charles V. & Frideric. *Otho Frilingen. lib. 2. cap. 5. Guerto Regium nomen, per porrectum gladium, abdicat. Est enim consuetudo, ut regna PER GLADIUM, prouincia per vexillum à Principe tradantur, vel recipiantur.* En la Chronique ancienne de Flandres, ch. 54. Louis de Bauiere Empereur, instituant le Roy d'Angleterre Vicaire de l'Empire: en signe de vestiture, luy mit en la main vne verge d'or: C'est ce qu'Aïmoïn appelle, *Fussem aurcum*, sçauoir vn Sceptre. *Helmodus lib. 1. c. 32. Pertulerunt ad eum mandatum ex ore Principum, dicentes: Fac nobis reddi coronam annulum, & purpuram, ceteraque ad inuestituram Imperialem pertinentia, filio eius deferenda.*

Comme donc ie ne desire pas seiourner sur l'Inuestiture, de ces hautes & releuées dignitez: Ie passeray à celles de condition ordinaire.

Par ces marques exterieures estoient faites, non seulement les traditions & inuestitures des terres, & dignitez Ecclesiastiques: Mais aussi de quelques charges, dignitez & fonctions.

DUCHÉZ.

DUCHÉ.] Lors que la ville de Gennes eut esté submise au Roy Charles VI. par l'acte de prise de possession, le Duc de Gennes, Antoinot Adorne, ayant en sa main vn Sceptre, le mit en presence du Peuple & de la Seigneurie, és mains des Ambassadeurs du Roy. Rapporté par M^{re} de Sainte Marthe, du Thresor du Roy.

COMTEZ.

COMITATVS: per gladium.] Roger de Houeden parte poster. p. 391. *Quem Rex, die precedenti, accinxerat gladio Comitatus patris sui.* Ailleurs. p. 450. *Die Dominica, accinctus est gladio Ducatus Normannia, in matrici Ecclesia; per manum Vualteri Rothom. Archiep. p. 451. Eodem die coronationis sue, Ioannes Rex accinxit Vuillelmum Mareſcallum, gladio Comitatus de Straguil. & Haufridum gladio Comitatus de Essex,*

¶ *Et ipsi, illa die, seruierunt ad mensam Regis, accincti gladiis.*

MILICE & Cheualerie. J Ingulfus Hist. Quoniam Anglorum erat consuetudo, quod qui militie legitime consecrandus esset, vespere, precedente die sue consecrationis, ad Episcopum, vel Abbatem, vel Monachum, vel Sacerdotem, aliquem contritus, vel compunctus de omnibus suis peccatis, confessionem faceret, & absolutus, orationibus & deuotionibus, & afflictionibus deditus, in Ecclesia pernoctaret. In crastino quoque, missam auditurus GLADIUM super altare offerret, & post Euangelium Sacerdos BENEDICTUM GLADIUM COLLO MILITIS, cum benedictione imposeret, & communicatus, ad eandem missam, sacris Christi mysteriis, denuo miles legitimus permaneret. Hanc consecrandi militis consuetudinem Normanni abominantes, non legitimum militem tenebant, sed socordem equitem, & Quiritem degenerem deputabant.

L'Histoire des Vrsins, ad an. 1415. L'Empereur estant au Parlement de Paris, appella M. Guillaume Signet, lequel deuant luy s'agenouilla, & tira vne bien belle espée, qu'il demanda, & le fit Cheualier, & luy fist chauffer ses esperons dorez.

MILITARIS ALAPA. J Lambert d'Ardes, en l'Histoire des Comtes de Guines, rapporté par M. du Chesne, en l'Histoire de Gand, liu. 5. parlant d'Arnoul, Comte de Guines, fils du Comte Baudouin 2. *Licet militem nondum recepisset alapam, in armis tamen strenuus, &c. Pius: conuocauit Philippus Comes Flandrie, filios suos, & notos, & amicos in curiam suam, apud Ghisnas, in die sancte Pentecostes, & ei militarem, non percutiendo, dedit alapam, & militibus cum, in virum perfectum, dedicauit sacramentis.*

MILITARE CINGVLVM. Otho Frising. lib. de reb. Frid. 2. c. 18. il se rencontre infinis autres semblables exemples.

Le gouvernement de Rome: *Præfectura Romana inuestita.* Le gouuerneur sebat, per MANTVM. Decret. Innoc. III. lib. 1. p. 13. *mens de Rome.* edit. Colon. an. 1606. Sigonius de Regno Ital. lib. 15. ad an. 1198.

Au denombrement du Vidame de Chalons, rendu à l'Euesque l'an 1581. Toutes les fois que le Vidame ou Vidameffe reprend dudit Reuerend Pere: Il le doit resaisir, par le bail

de son ANNEL: le quel Annel, est, & demeure audit Vida:
me ou Vidameſſe, toutes fois qu'il y a nouuel Eueſque.

Ayant parlé de quelques dignitez Eccleſiaſtiques, Politi-
ques, & Militaires: Je paſſe aux formalitez de tradition de
fonds ordinaires.

Per Chiro-
thecam.

Per Guan-
tum.

Gant.

PER CHIROTHERCAM: PER GVANTVM: par la
tradition d'un Gant. Dans le Chartul. S. Denys. Guiot le
Boutillier de Senlis, Seigneur de Menonville, par acte du
mois de Mars 1482. confirme vne vente, faite au Couuent
de S. Denys, par Renaut de Pompone, & finit, en ces mots:
*Requerant iceluy Guillaume, qui pardeuant nous, en droit, de ces
choſes s'eſtoit deſaſſi, en la main dudit Abbé, & l'en auoit ſaſſi,
en ſon, & au nom de l'Egliſe S. Denys, PAR VN GANT,
&c.*

Inter iudicata Curix, anno 1295. Comes Flandrix, per tra-
ditionem Chirotheca, in manu Domini Regis, humiliter poſuit
poſſeſſionem bonarum Villarum Flandrix, videlicet, de Brug. de
Gandauro, de Tpra, de Inſula, & Duaco, & iuriſdiſtionem omnimo-
dam earundem. Et tunc Dominus Rex, dicto Comiti volens facere
gratiam, amouit manum ſuam de toto Comitatu Flandrix, ex-
cepta Vrbe Gandauro, quam ad manum ſuam retinuit.

Chartul. Caſautienſ. in anno Vindocinen. Comitit, menſe Ia-
nuar. Indiſt. 8. eſt vne donation faite par Runo filius de genere
Alamannorum, PER GVANTVM.

Per Pagillum
terra.

Vin de mar-
che.

Per Fuſtem.

Chartul. de Mairmonſtier. PER PVGILLVM TERRÆ.
*Hugo, filius Teutonit, & ſoror eius Aduſa, Alodia ſua de Villa-
rius vendiderunt loco S. Martini maiorit Monafterij, & loco S.
Medardi, in territorio ſito Vindocinenſi, pretio conſtante, ſolidis
duodecim, & DE BIBERACIO totidem denariis. Et de eadem
quoque terra, impleto pugillo reueſſiuit Germundum, S. Martini
maiorit Monafterij Monachum, qui regebat locum S. Medardi.*

PER FVSTEM, nomine venditoris inſcriptum: Noſſe de-
betis, Hugonem, filium Gauſberti de Axia, vendiſſe nobis qua-
ternum Capella de ſemita, & terram omnem, quam apud montem
Hildulſi, in loco ſcilicet, quem ferrariam de Roſchois appellant,
habebat. Ex quo cum primum nobis, apud Vindocinum, per Domi-
num Fulconem fratrem noſtrum, quem ob id illuc miſeramus, feciſſes
guerpi-

Guerpitionem, postea ad Maius Monasterium veniens, secundam in Capitulo nostro, quodam fuisse, qui apud nos, NOMINE EIVS, INSCRIPTVS servatur, in testimonium, præsente Domino Abbate Alberto fecit guerpitionem.

PER PISCES. Nostris de Molendino de Cappa, quod Hildegardis neptis, ex filia Fulcherij de Turre Monachis maioris Monasterij dederat. Sed ipse Fulcherius, & Adela, filia mater Hildegardis, calumniabantur. Contrà ambos, testes habuimus legitimos, qui, omni lege, probare fuerunt parati, quod Hildegardis molendinum ad opus emerit, & PER PISCES, EX EIVS PICCARIA, inuestituram dederit, in vita sua, Monachis maioris Monasterij.

Per Pisce.

Le champ est grand & spacieux : & vne si ample carrière semble n'inuiter à vne longue course : La crainte d'ennuyer m'estonne, & m'arrestera seulement aux formalitez observées es Inuestitures des dons & delaissemens des Eglises.

Dons faits aux Eglises.

Ces donations, ayans Dieu pour present & acceptant, auquel toutes choses sont presentes : la tradition & inuestiture n'a pas receu de grandes formalitez. Quelquefois : celui qui donnoit, vsoit de paroles solennelles, rapportées au 6. des Capitulaires, chap. 285. *Quisquis nostrum res suas Ecclesie tradit, Domino Deo illas offert atque dedicat, suisque sanctis, & non alteri : dicendo talia, & agendo ita : facit enim scripturam de ipsis rebus, quas Deo dare desiderat, & ipsam scripturam coram altari, aut supra, tenet in manu, dicens, eiusdem loci Sacerdotibus, atque custodibus : Offero Deo, atque dedico. omnes res, quæ in hac chartula tenentur insertæ, pro remissione peccatorum meorum, ac parentum, & filiorum, &c. Si quis autem eas inde, quod nullatenus fieri credo, abstulerit, sub pœna sacrilegij, ex hoc, nelles. Domino Deo, cui eas offero, atque dedico, districtissimas reddat rationes.*

SVPER ALTARE.

Au grand Pastoral de Nostre Dame de Paris, se void vne confirmation, par le Roy Louis, en l'année 1143. en faueur de l'Eglise, en ces termes. *Hoc donum SVPER ALTARE B. Mariæ, pro delictis nostris, & patris nostri supplices offerentes, ne aliquis succedentium Regum, quod absit, infringat, sigilli nostri, & characteris auctoritatem apposuimus.*

Le plus souvent : ceux qui donnoient, n'y soient d'aucunes paroles, se demettoient, pour reueſtir l'Eglise, en mettant eux-mêmes, sur l'Autel, le don, & souvent sans aucune mar-

Don mis sur
l'Autel.

que extérieure. Voicy la forme, en vn titre de l'an 1184. au Chartulaire S. Vincent des Bois : Hugues de Chasteauneuf, parle ainsi. *Diſtam terram, & Molendinos iam diſtos poſui-
mus in perpetua eleemoſyna ſuper altare S. Vincentij.* Au Char-
tulaire de S. Denys, tit. anno 1148. *Guillelmus de Villerio
&c. ad Eccleſiam S. Gauburgis accedentes, patronatum illum, &
quicquid in Capella illa reclamabant, ſuper altare S. Gauburgis li-
berè, & abſolutè dimiſerunt.* Autre, 1230. *Ego Guido de Capro-
ſia, miles, in perpetuam eleemoſynam contuli, & omnino quittavi
Eccleſia B. Dion. & etiam obtuli ſUPER ALTARE B. Dion. quic-
quid iuris, & domini habebam in re decima Villarum, ſcilicet
diuine Petre.* Ez Memoires de Iean de la Haye, chap. 19.
*In nomine ſanctæ & indiuiduæ Trinitatis. Hæc eſt donatio, quam
ego Vuillelmus, Dei gratia, Comes de Piſetania, & Dux de Aquita-
nia, facio cum Ainomalde coniuge mea, & Guidone filio meo, Deo,
& Angelis eius. Ego namque, pro Dei amore, & animarum noſtra-
rum, curavi Eccleſiam ædificandam Maleaſenſi Eccleſiæ, & ibi re-
gulariter viuentib. de totam terram Maleaſenſi. & ſque ad mare, pro
remedio animarum noſtrarum, ſpe ſalutis, & in pia opera. Hæc au-
tem charta donationis appoſita eſt, ad altare, memoriæ Vir-
ginis Mariæ dicatum, præſentib. Bricio Abbate S. Maxentiij, Dio-
nyſio Abbate S. Michaelis in Heremo, Trullo de Thorcio, Theo-
baldo de Breſurico, Conrado de Crucio, & aliis.* Entre les titres
du Chartul. de Paris. *In nomine ſanctæ & indiuiduæ Trinitatis,
Amen. PHILIPPVS, Dei gratia, Francorum Rex. Nouerint Vni-
uerſi tam præſentes, quàm futuri: Quod genitor noſter, pia recor-
dationis, Francorum Rex, Ludonicus, motus precibus, & ſuppli-
catione Theobaldi, Venerabilis quondam Paris. Episcopi, quicquid
ſupelleſtilis de material lignea, vel ferrea, inuentum eſſet in domi-
bus Episcoporum Pariſienſium, poſt mortem ipſorum, in quibus-
que locis, vel villis illa domus ſitæ eſſent: intactum, & inte-
grum, ſuccedentibus Episcopis, in perpetuum, & liberè poſiden-
dum manuſiſit, & confirmauit, ſub eſtodia capituli B. Mariæ,
ad uſum Episcopi ſubſtituendi conſeruandum. Hoc ſiquidem do-
num ſUPER ALTARE B. Mariæ appoſuit.* Le Chartul. S. Denys
de Nogent le Rotrou, parlant de Geoffroy, Vicomte de
Chasteaudun. *Accerſito ſenipre, videlicet, Domino meo Theode-
rico Carnotensi Episcopo, non modicæ ſerie cæremoniæ, ac
multo populo, cum omni gaudio, vnâ cum conſenſu filiorum meo-*

rum Hugonis, & Retrodi, rerum, quas promissione mea dederant, donum SUPER ALTARE B. Dionysij martyris posui. Au Chartulaire Nostre Dame de Iosaphat, tit. de Goffridus, Euefque de Chartres, sans darte : il viuoit l'an 1120. ou enuiron, donauerunt ipsis, per manus nostras, coram altari, furnum, &c.

Le Chartulaire de Vendosme seul, a presque autant d'exemples de ceste antiquité, que tous les autres ensemble.

Les dons faicts à l'Eglise, mis sur l'Autel, par les donateurs mesmes, ou par la main des Euefques, Abbez, ou Prestres sont rapportez aux feuillets 1. 3. 15. 20. 21. 26. 27. 40. 46. 47. 55. 64. 70. 71. 78. 82. 90. 93. 98. 100. 103. 106. 110. 111. 112. 113. 117. 119. 123. 127. 129. 132. 135. 137. 138. 140. 147. 154. 157. 166. 179. 181. 185. 204. 213. 217. 227. 263. 274. &c au fucillet 209. est vne donation faite par Geoffroy Comte d'Anjou, & Agnes sa femme, au Monastere de Vendosme.

Vt autem hac oblatio mea longæua, & inuiolabilis, existeret, Romam perreximus, ibique SUPER ALTARE B. Petri, Apostolorum principis, supradictum locum omnibus reb. ad ipsam pertinentib. sicut in præsentî charta. Ils estimoient ces dons d'autant plus

A Rome sur l'Autel S. Pierre.

solennels, comme ayans Dieu pour tesmoin: fol. 102. Sine cuiusque calumnia ac quiete, deinceps possidendum, SUPER ALTARE S. Clementis, per FRVSTVM LIGNI, tradidimus. Atque Vt hoc cassari nullomodo possit, auctoramentum nostrum in charta conscribi iussimus, & ad Sanctam, & Apostolicam sedem transmittere, per quemlibet fidelem, & SUPER ALTARE B. Petri, Apostolorum principis, imponere decreuimus, atque Vero corde despondimus. Actum apud Credonem in Monasterio S. Clementis, anno à Passione Domini 1070. Indiēt. 8. regnante Philippo, Francorum Rege, anno 10. præsulante Eusebio Episcopo, anno 24. paternante etiam Domino Oderico Abbate.

Frustum ligni.

Pour rendre le delaissement & inuestiture plus solennels, ils y ioignoient quelques-vnes des marques cy-dessus touchées, & autres diuerses: *Per plicatum gladium.*

Marques entre les paroles.

J'ay recouuré du tresor del'Eglise de S. Hilaire de Poiitiers vne piece, qui merite estre veuë. *Nos Beati Hilarij Clerus. Notum omnibus sanctæ Ecclesiæ alumnis, tam præsentib. quam futuris, tam Clericis, quam laicis: notum fieri volumus: quia Hugo de Cella querelam, quam de Ecclesia sancti Michaelis, & Burgo eidem pertinente, contrà nos iniuste reclamabat, nostram recognoscens*

Per plicatum gladium,

Cultellus su-
per altare.

Tonché à la
main.

Corrigia-
cum qua-
tuor nodis.

Perplicatum
Cultellum.

iusticiam, nobis finivit, & dimisit: deprecans nos, ut Ecclesiam illam & Burgum, Petro Roho, fratri suo, concederemus. Nos vero preces eius suscipientes, dedimus illi, eam, cum prædicta pertinentia gratis, atque canonice, ea nimirum conditione: Ut in Vita sua, tantum haberet, eoque defuncto, ad nos, in commune fratrum, rediret. Ipse autem Hugo, peregrinus ad sancti sepulchrum, diuina ductus iustitia, multis videntibus prædictæ querele causam, CVLTELO QVODAM, SUPER ALTARE posito, reliquit. Quem, ne quando forsitan aptus vsui, sublatum, esset, illicò nos confugimus, atque ad rescandum calumnie silicem, si forte renasceretur, in testimonium seruari præcipimus. Ad constringendum vero tenoris nodum, Hugoni de Litiniaco prædictus Hugo de Cella, fidem suam, manu missa in manum, promisit: ne vterius ipse, vel aliqui per eius concessum, vel consensum, rem prædictam repeterent. Isambertum vero atque Burmaldum, qui tunc aderant, se habituros esse ad ididem facere, Hugo ipse & Petrus nobis conuenerunt, qui propterea, nobis eodem modo, fides suas promiserunt. Si quis vero, diabolo instigante, calumniam renouare præsumeret, ipse Hugo, & fratres sui, contra cum nobis in adiutorio essent, nosque per bonam fidem causam ipsam deliberare, atque defendere adiuvarent: hoc utique viderunt fieri Hugo Letiniacensis, & Arnaldus Iuuenis, & Petrus de Corciaco, & Helius de Caluigniasco, & Gofredus de Celtis, & multi alij, qui ad hoc definiendum præsentibus erant. Signum Guillelmi Thesaurarij, S. Hugonis, &c.

Ex Tabulario Vserchiensi. Raymundus de Montpezac, & fratres, Garsius de Montpezac, Raymundus de Montpezac, Petrus de Montpezac, quorum pater Raymundus Lupp. de Montpezac, dederunt Ecclesiam de Alodo suo, vocatam de Montpezac, in territorio Burdigalensi, propè cast. illum Benaugium. Dederunt CORRIGIAM CVM QVATVOR NODIS, ne irritum fieret privilegium. Quod confirmavit Amatus Burdigalensis Archiepiscopus, & Eboius Archidiaconus, anno 1097. Indict. 5. Philippo B. Vuillelmo Episcopo sedis Lemouicensis, Gaufrido Abbate Vserchiense, Vuillelmo Comite Pietauorum. Ce lieu m'a esté enseigné par M. Besli, Aduocat du Roy au Siege de Fontenay:

PER PLICATVM CVLTELLVM. Chartul. de Vend. In signum & memoriam concessionis, fecit Hugo donum huius ductum, PER CVLTELLVM VNVM PLICATVM SUPER ALTARE domini-

anno. PER CULTELLVM. Titre de l'an 1075. fol. 112. *Guido* Per Culcet-
Comes posuit auctoramentum, videlicet VNUM CULTELLVM, lum.
ut mos est, fractum super altare S. Trini. Idem: fol. 121. 170.
190. 195. 217. 212. 240. 265. CVM PVNTO SPATÆ. Cum punto
Fol. 268. *Vi illud domum firmum haberetur, super altare domi-* spatæ.
nicum, CVM PVNTO SPATÆ, ambo fratres posuerunt. Au-
tre: par vn morceau ou courroie de la robbe, ou de la CEINTURE Morceau de la
du donateur, attachée au contract. Ce titre est tiré robe ou cein-
de S. Hilaire de Poitiers. Ego Guillelmus de Villarcio, di- ture.
mitto Beato Hilario, & Canonicis suis, medietatem Alodi de Pri-
sciano, quam iniuste tenebam, cum hac CORRIGIA CINCTURÆ
meæ. Et hanc dimissionem prius feceram, in manu Piſtauenſis
Episcopi II. & feci concedere istud, filium meum maiorem Eosce-
randum, CVM CORRIGIA CINCTURÆ SUX, Capitulo
B. Hilarij: & dimissionem, quam feci, in manu Episcopi iam di-
cti, ad opus B. Hilarij & Capituli sui feci, CORRIGIA CIN-
CTURÆ MEÆ, CERVINA EST: CORRIGIA FILII MEI,
VACCINA EST. Autre, Per Pallij donationem: Titre de Per pallij
l'an 1074. *Ego Ademardus, Vicecomes Lemonicensis, cum con-* donationem.
sensu uxoris meæ Vicebergæ, ac filiorum meorum, Elia scilicet &
Petri, nec non Ademari, pura voluntate, dono Domino, & B. Pro-
tomartyri Stephano, eiusque Canonicis cathedralibus, in possessio-
nem perpetuam, ad sacram videlicet Episcopalem sedem, vel
Ecclesie Lemouica urbis I, mansum de Alodo meo, qui est in pa-
rochia Vincolensis Ecclesie, vocaturque Mastiacus. Recogitans
namque, me grauissimi criminis mole depressum, quod urbem, se-
demque incendio vastauerim, clerumque ac ciues hostiliter, cum
meis, debellando, bonis suis priuauerim, multisque necesse intule-
rim, nec locis sacris pepercerim: decalceatis pedibus, pro impe-
tranda venia tanti sceleris, percitus fructusque dignos penitentia,
ad Ecclesiam beatissimi martyris Stephani, quasi ad tutum por-
tum salutis, confugi, ibique coram sancto altari humiliatus, Deum
sanctorumque suppliciter indulgentiam flagitavi, consiliumque
penitentia a sapientibus suscepi. Accedens autem, cum duobus filiis
meis Helia, & Petro, ad hoc sacrum altare, PALLIUM obtuli.
QUOD PALLIUM mecum tenentibus ipsis, hunc de quo sermo
est, mansum semel subtestibus donavi. Nec me piget eandem cum-
charta modo iterare donationem. De Abbazia vero sancti An-
dræa, quam cum rebus ad se pertinentibus iam sancto Stephano,

& prædictis Canonici donaueram, sciente, atque annuente domino meo Guilhelmo Duce Aquitanorum, quia propriam exigit chartam, hic tantum commemorasse sufficiat: Quod cum eodem PALLIO DONATIONEM FIRMAVI meam, & de aque ductu per terram meam, seu de fonte, quod petierunt, concessimus. Si quis igitur amodò hunc mansum sancto auferre, testamentis frustratis, eius conatibus excommunicationi annue, pro sacrilego ausu, subiaceat, & insuper auri libra mulctetur. Actum sub Rege Philippo, anno Incarnationis Domini 1074. Indict. 11.

Donc, pour tesmoignage du don, & pour inuestir l'Eglise donataire, le donateur mettoit sur l'Autel vn petit Balton. Ce qui peut aucunement estre rapporté à l'infestuation, dont cy-dessus a esté parlé. Chartulaire de Vendosme. Puer iam dictus Hieremias, bona patris vniuersa, suaque, pro anima patris, & sua, parentumque cunctorum suorum, Deo offerenda decreuit, & posuit BACVLVM, super altare dominicum, ob concessionem cunctorum patris sui bonorum, videntibus, qui subscripserunt, testibus. C. V. fol. 202. Dederunt nobis in elemosynam, pro anima patris sui, illudque donum posuerunt ambo, cum quodam BACVLO, super altare dominicum: & fol. 230. Cettitre est del'an 1129. Id. Aug. Ad confirmationem huius rei posuit quendam BACVLVM super altare dominicum. Fol. 264. cod. En vn titre del'an 1152. Ipse Henricus, & tres filij eius donationem memoratam, cum quodam BACVLO, super altare dominicum diligentissime posuerunt. Fol. 100. C. V. Dedit eis per quoddam LIGNVM terram suam. Dedit etiam ipsis chartam suam, PER FRVSTVM LIGNI. Fol. 102. C. V. cy-dessus desia rapporté: & fol. 136. C. V. qui est vn titre de l'an 1084. Hanc donationem concesserunt vxor eius Doda, & filius eorum Terbalus, super altare dominicum, ponendo quoddam LIGNI FRVSTVM, per hoc signantes suum auctoramentum. Idem, fol. 185. PER FRVSTVM VIRGÆ. Fol. 68. PER BACVLVM CEDRINVM. Fol. 235. PER RAMVM LAVRI. Fol. 68. pour ceste raison est appellé, LIGNEVM DONVM. Fol. 117. C. V. Sumptum LIGNEVM DONVM, tradiderunt illud confessim manib. Prioris super altare, &c. Fol. 154. C. V. Portauit DONVM LIGNEVM, super altare. Letitre est de l'an 1076. Idem, fol. 45. & fol. 95. Et est le titre de

Per Baculum.
Sup. 344.

Per Lignum.
Frustum
Ligni.

Frustum
Virgæ.
Baculus Cedrinus.
Ramus Lauri.
Ligneum donum.

l'an 1079. PER VIRGAM. Patente du Roy Louis, 1144. Per Virgam;
 au Chartulaire saint Lazare. *LYDOVICVS, Dei gratia,*
Rex Francorum, & Dux Aquitanorum. Nouerint vniuersi, pre-
 sentes pariter, & futuri, quomodo Henricus de Fonteneto, an-
 xietate Lepre percussus, quicquid apud villam, qua Fontenetum
 nuncupatur, possidebat, & se ipsum, fratrib. in domo B. Lazari
 Parisius degentib. contulit, inreque perpetuo possidendum conces-
 sit. Verum propinquus ipsius Ioannes de Clamart, res predicti
 Henrici, ad hereditatem suam pertinere postmodum contendens,
 donum Henrici, & res predictorum fratrum, calumniari pre-
 sumpsit, & pro eo violentius infestare. Tandem autem certo indicto
 iudicio, prater aequitatem iuris agere conuictus, in publico, pretio
 à fratrib. sibi dato, & honestorum virorum precibus exoratus,
 consentiente siquidem uxore sua Anfulde, & filiis suis Guarino,
 Odone, & filia Remburge, in presentia Paris. Archidiaconi Ber-
 nardi, & aliorum multorum, quorum nomina pagina sequens
 expedit: quicquid Henricus præsignatis fratrib. dederat, omni
 in posterum questione sopita, semper, & quietè habendum obti-
 nendamque dimisit. Vique patenti occasione firmatus, nihil oc-
 culta forsitan occasionis haberet, assensu præfata coniugis, & fi-
 liorum, in eorum presentia, quorum subscripca quoque sunt signa
 inferius, PER OBLATIONEM VIRGÆ, QUAM MANV
 gestabat, SUPRA SACRVM ALTARE B. Lazari, de predicto dono do-
 mum, & fratres solenniter INVESTIT. Quod ut perpetua stabi-
 litatis obtineat munimenta, virorumque petitionibus, scripto com-
 mendari, sigilli nostri impressione signari, nostrique nominis sub-
 ter inscripto charactere corroborari præcepimus. Actum pub. Pa-
 ris. anno ab Incarnat. Domini 1144. Regni vero nostri 8. astanti-
 bus. in Palatio nostro, quorum signa, & nomina subtitulata sunt.
 S. Radulphi Viromandorum Comitiss Dapif. nostri, S. Matthæi
 Camer. S. Matthæi Constab. S. Guillelmi Buts. Testes autem ij
 sunt, qui facta concordia, inter Ecclesiam B. Lazari, & Ioan-
 nem de Clamart, interfuerunt, &c. De inuestitione vero, que
 PER VIRGAM SUPER ALTARE, facta est, testes fuerunt
 y Garnerius Cordubanarius, & frater ipsius Arduinus Remodus,
 Enducas Remodus de Montemorencini, Radulphus pauper. Data
 per manum Cadurci Cancellarij. Au Chartulaire S. Aubin,
 PER VIRGVLAM. De hoc Fulconius Tessart, cum quadam Per Virgu-
 VIRGULA, Dominum Abbatem inuestiuit, quam ipse manu lam.

Sup. p. 142.

Cum Regu-

Libro super
altare.Textus
Euangelij.CLAVES
SVPER
ALTARE.Claves au-
rez.Per Cy-
phum.

Per Veru.

propria posuit super altare. PER BACVLVM.] Au Chartulaire de Mairmonstier. Cuius concessionis donum prius dedit, in capitulo per quendam paruum BACVLVM, in manu domini Abbatis Bernardi, & deinde ipsum posuit super altare dominicum. Au Chartulaire de Vendosme, fol. 271. Donum istud super altare Dominicale, cum Regula, oblitit. LIBER SVPER ALTARE.] Chartul. de Vendosme, fol. 245. Donum illud, cum quodam LIBRO SVPER ALTARE Dominicale obliuiscunt. Idem, fol. 249. & 273. super textum Euangelij. Cum LIBRO SVPER ALTARE. S. Lazare, Chart. Martin. CLAVES SVPER ALTARE.] Chartul. de Vend. fol. 236. De eodem dono Dominum Fromardum, cum una CLAVE inuestiuit. Chartul. de S. Denys. Notum fieri volumus omnium vestrum charitati, quod ego, & capitulum nostrum, scilicet Ecclesia B. Dionysij, communi decreto, & favore, dedimus, & manu nostra, PER CLAVES ECCLESIE SVPER ALTARE posuimus, ad usum Ecclesie, quam dedicandam dedimus in Basil. B. Pauli, B. Petri, anno 1114. Indict. 7. Epacta 23. concurrente 4. anno Ludouici Regis. Chronico Cassinensi, lib. 2. c. 39. Capuanus Princeps Constantinopolitano Imperatori CLAVES AVREAS misit, se & urbem Capuanam, imo totum eius Principatum eius, per has, Imperio tradens. Chartul. de S. Denys. In nomine, &c. Adam, Dei gratia, Monasterij Martyrum Christi Dionysij, Rust. & Eleur. omnib. &c. Notum fieri volo omnium vestrum charitati, quod ego & capitulum nostrum, scilicet Ecclesia sancti Dionysij, communi decreto, & favore, dedimus, & manu nostra, PER CLAVES Ecclesie super altare posuit, Dedimus, &c. Act. an. 1114. Indict. 7. Epacta 23. concurrente 4. anno Regni Ludouici Regis 7. PER CYPHVM.] Chart. M. M. Sciendum est quod Archimbaldus, beneficium, quod tenebat de Gosseno Balduini filio apud Sauiniacum S. Mariae de Longoponte dedit, videlicet terram arabilem, prata, vineas: huius rei supradicta, misit Archimbaldus donum super altare S. Mariae, PER CYPHVM S. Macharij. PER VERV.] Chart. M. M. Sciendum est, quod Garnerius filius Pontij de Tiragello terram de Ver Monachis sancta Maria de Longoponte dedit, & per huius domi confirmationem fregit VERV, & porcionem de ipso veru bene extersam, dedit Henrico Priori, dicens, ut auferret, & ex sua parte super altare B. Mariae poneret. PER

PISCES.] Chart. Mai Mon. Notitia de Molendino de Cappa, quod Hildegardis, neptis ex filia Fulcherij de Turre, Monachus Maioris Monasterij dederat. Sed ipse Fulcherius, & Adela filia, mater Hildegardis, calumniabantur. Contra ambos, testes habuimur legitimos, qui omni lege probare fuerunt parati: Quod Hildegardis Molendinum ad opus emerit sancti Martini, & PISCES, ex eius piscaria in inuestituram dedit in Vita sua Monachis Maioris Monasterij, &c.

Il se void encor d'autres formalitez, en quelques donations faites à l'Eglise. M. Câtél, liure 1. de l'Histoire des Comtes de Tholose, chap. 18. rapporte vn titre, de l'Abbaye de Moissac: Par lequel, Pons, Comte de Tholose, confirme vne donation. *Et in signum sue concessionis ungulam sui pol-* Sanguis
licis in tantum abscedis, ut in huius facti memoriam sanguis ex elicitus.
ipso exierit.

Chronico Cassin. lib. 1, c. 49. *Hermenfrid, vir diues, subdia-* Per Capil-
conus, seipsum obtulit: per capillos capitis sui, preposito nostro Vaa- los.
melfrid, cum omni omnino substantia sua.

*Addition au feuillet 331. ligne 10. Pour obmiffion
faite en l'Impression.*

Comme la prouision & inuestiture de plusieurs dignitez Ecclesiastiques, offices, charges, politiques & militaires, se donnoit & conféroit avec quelques marques exterieures: Aussi, aduenant priuation, degradation, exauration des charges & dignitez, pour crime, ces marques estoient souuent ostées.

*D E G R A D A T I O N
de Prestres.*

EN vn liure, d'ancienne escriture, contenant diuerses pour-
suites, faites deuant les Inquisiteurs de la Foy, en la Pro-
uince de Languedoc, sous la fin du regne du Roy Philippes
le Bel, & quelques années depuis: I'ay veu deux iugemens de
degradation, rendus contre des Prestres, par lesquels, ils sont

non seulement despoillez, de l'Ordre & Clericature : Mais aussi, de L'HABIT, & autres marques, baillées pour paruenir aux Ordres.


DISPOSITIF DV IUGEMENT RENDY
contre Petrus Delmoss, de l'Ordre des
Freres Mineurs, Prestre.

Assistentib. nobilibus, venerabilib. patribus, Dominis, Petro Carcassonensi, Raymundo Mirapif. & Bartholomæo Electensi Episcopis, cum plures ad hoc habere Episcopos nequimus: in eundem fratrem Bernardum, iuxta memoratum consilium, perpetua depositionis, & degradationis à Sacerdotali, & ab omni alio ordine sententiam fecimus in his scriptis. Pronuntiantes nihilominus ipsum statim, actualiter, & in forma à iure tradita DEGRADANDVM à nobis, & omni etiam Clericali honore, HABITV, & privilegio degradandum. Ac postquam sic degradatus fuerit, perpetuo carceri, quem sibi assignandum duxerimus, effectualiter deputandum. In quo sub vinculis ferreis, in pane doloris, & aqua angustia, perpetuam agat pœnitentiam de commissis, &c.

Demum lata per nos huiusmodi sententia: Nos in continenti, ad DEGRADATIONEM fratris eiusdem, coram nobis, IN VESTIBVS SACERDOTALIB. EXISTENTIS, actualiter procedentes, ORNAMENTIS & instrumentis, QUÆ IN ORDINATIONE SVÆ RECEPIT, EXVENDO cum, atque priuando, degradationem eius conclusimus sub his verbis. Auctoritate Dei omnipotentis Patr. Fil. & Spir. Sancti, ac ex potestate, nobis in hac parte commissâ, AVFERIMVS TIBI HABITVM CLERICALEM, & te ab omni Sacerdotali alio quolibet ordine deponimus, ac etiam degradamus, teque spoliamus & exuimus omni honore, & privilegio Clericali. Lata fuit hæc sententia, & actualis degradatio subsecuta, Anno Dom. 1319. Indiēt. 3. Pontific. Ioan. Papæ prædict. an. 4. in foro Carcassonensis Burgi, 8. die Decembris.

La degradation de Iean, condamné en la même année, comme Vaudois & relaps, est beaucoup plus solennelle, particulière, & plus approchante à mon dessein : Elle est fort longue, ie ne touche que ce qui peut à present servir.

Ideo nos Ioan. Episcopus, commissarius & delegatus prædictus,

Christi nomine inuocato, & habentes prae oculis solum Deum, die & loco praesentibus, adferendam sententiam hanc nostram, peremptorie, ut praemittitur, assignatis, sacros. Dei Euang. positis coram nob. ut de cultu Dei nostri prodeat iudicium, & oculi nostri videant aequitatem, sedentes pro tribunali, in nomine Patr. & Fil. & Spir. Sancti. Amen. In te Ioannem Phil. Presbyterum Diocesanos Auxitanen. in haesim  Valden. damnatae relapsum, depositionis perpetuae, & degradationis etiam, & Sacerdotalis, & omni alio gradu, & ordine, & officio, quantum auctoritate Apostolica nob. in hac parte commissa, possumus, & debemus, sententiam ferimus in his scriptis pronuntiantes nihilominus, te statim actualiter, & in forma à iure tradita degradandum à nob. & omni Ecclesiastico honore, habitu, priuilegio, & beneficio exuendum. Ac postquam sic degradatus fueris, seculari curiae relinquendum. Ad dictam auctoritatem, actuale, faciendam DE TE CORAM NOB. IN VESTIB. SACERDOTALIB. CONSTITVTO, procedimus in hunc modum.

CALIX ET PATENA.

Auferimus tibi Calicem & Patenam, teque exuimus, & priuamus officio, & potestate offerendi Deo sacrificium, & Missam quamlibet celebrandi.

STOLA SACERDOTALIS.

Auferimus tibi orarium siue Stolum Sacerdotalem, cum iugum suae Domini representatum in illa, portare contempseris, & Stolum innocentiae obseruare.

Orarium;
Stola.

DALMATICA.

Auferimus tibi Dalmaticam, Diaconalis officij ornamentum, cum ipsum non portaueris in indumentum iustitiae, & Testimentum latitiae.

LIBER EVANGELIORVM.

Auferimus tibi Libram Evangeliorum, teque in Ecclesia legendi officio, & potestate exuimus, & priuamus.

STOLA DIACONALIS.

Auferimus tibi, Stolum Diaconalem, teque exuimus, & priuamus Diaconale officium exercendi.

CALIX, PATENA, VRCEOLVS.

Aqua, Manile, Manutergium.

Auferimus tibi Calicem, Patenam, Vrceolum, Aquam, Manile,

*Manutergium, Subdiaconatus officij instrumenta, teque illorum
vſu exuimus, & priuamus.*

TVNICA SVBDIACONALIS.

*Auferimus tibi Tunicam, Subdiaconalis officij ornamentum,
cum illa vſus non fueris, qđ iuſticiam, & ſalutem.*

MANIPVLVS.

*Auferimus tibi Manipulum, Subdiaconatus officij ornamen-
tum, teque exuimus, & priuamus ministerio designato in illo.*

LIBER EPISTOLARVM.

*Auferimus tibi Librum Epiſtolarum, teque exuimus, & pri-
uamus poteſtate Legendi eas in Eccleſia ſancta Dei.*

CEROFERAGIVM.

*Auferimus tibi Ceroferagium, teque exuimus, & priuamus
officio luminaria in Eccleſia accendendi.*

VRCEOLVS.

*Auferimus tibi Vrceolum, ne de cetero illo vſaris, ad ſugge-
rendum Vinum, & Aquam in Euchariſtiam ſanguinis Chriſti.*

LIBER EXORCISMORVM.

*Auferimus tibi Librum Exorcismorum, teque priuamus, &
exuimus, poteſtate manus ſuper energumēnos, ſive baptizatos, ſive
catechumenos imponendi.*

LIBER QVO CVM FVIT LECTOR.

*Auferimus tibi Librum, quem cum Lectoratus ordine accepisti,
teque exuimus, & priuamus poteſtate, eum de cetera Legendi,
in Eccleſia ſancta Dei.*

CLAVES.

*Auferimus tibi Claves Eccleſie, teque exuimus officio, & po-
teſtate cuſtodiendi res que ipsis clauib. recluduntur, & portas
etiā Eccleſie claudendi, ſive aperiendi.*

HABITVS ECCLESIASTICALIS.

*Auctoritate Dei omnipotentis, & Filij, & Spiritus Sancti,
ac etiā auctoritate, vſ pramittitur, in hac parte commiſſa, au-
ferimus tibi HABITVM ECCLESIASTICALEM, & te
AB OMNI SACERDOTALI, & quolibet alio ordine depo-
nimus, ac etiā degradamus, teque ſpoliamus, & exuimus ab
omni honore, beneficio, ac privilegio Eccleſiaſticali. Et nihilomi-
nus pronunciamus, & dicimus nobili Viro Domino Guiardo Gui-
donis Sen. Tholoſano, hic preſenti, vſ te recipiat in foro degrada-
tum. Ipſum tamen inſtanter requirimus, & rogamus, vſ citra*

mortis periculum, & membri mutilationem, suam, circa te, sententiam moderetur.

RATIO CAPITIS.

Post hec, radatur sibi caput, antequam ipsum recipiat curia secularis. In quorum omnium premissorum, & testimonium, & memoriam futurorum, de predictis omnib. iussimus per Bertrandum Piscerum Capellanum nostrum, & auctoritate Apostolica Notarium publicum, fieri publicum instrumentum, & ipsum sigilli nostri appensione muniri.

*Robbes Rouges: Chapperon à bourrelet, ostez
aux Conseillers, & Aduocats du Roy, ez
Parlemens, exauthorez & con-
demnez à mort.*

LES histoires & registres des Parlemens, fournissent divers exemples de grands Officiers, és Cours souveraines, condemnez à mort: ou autres en amendes honorables, plus rudes que la mort, ne delaissans aux condemnez, qu'une vie languissante, & honteuse. Mais, il se void des exauthorations, & degradations, d'autant plus solennelles, qu'elles ont esté faites, avec privation des habits, & marques honorables de la profession. Le Samedi, 20 Iuin 1528. M. Pierre Leder, Conseiller au Parlement, fut priué, par Arrest, de son office, déclaré indigne d'en tenir iamais aucun Royal: conduit en la Cour du Palais, sur la Table de Marbre, luy fut ostée sa **ROBBE D'ESCARLATTE**, & vestu d'une **ROBBE DE BUREAU**.

Par Arrest, du 20. Aupil, 1554. M. Guillaume Guerin, Aduocat du Roy au Parlement de Prouence, fut condenné à estre traîné sur une claye, attaché au cul d'un tombereau, iusques à la place des Halles de Paris: Illec pendu & estranglé, sa teste coupée, enuoyée à Aix en Prouence: & auparavant sera ledit Guerin deuestu de sa **ROBBE LONGVE**, & **CHAPPERON A BOURRELET**, & vestu d'un autre habit.

Par autre, du Parlement de Tholose, 11. Ianuier, 1602. M. Pierre de Beaulieu, Conseiller audit Parlement, fut condamné par défaut, & contumace, à la mort: & dit, que auparavant

l'exécution, il sera **DEGRADE' ET EXAVTHORE'** : & à ces fins, sera dressé vn eschaffaut, dans la sale du Palais, sur laquelle sera mise l'effigie dudit de Beaulieu, aux fins de ladite **DEGRADATION**, laquelle sera faite par l'un des Huissiers de la Cour: & ce fait, ladite effigie, delivrée à l'exécuteur de la haute Iustice, pour estre traînée sur vne claye, &c.

*Collier osté aux Mareschaux de France,
Cheualiers.*

Ceste formalité n'a pas esté seulement obseruée à l'esgard des Officiers de Iustice: en la profession militaire, il a esté soigneusement pratiqué: Je me contenteray de deux rencontres anciennes. Le Marechal de Bié, Cheualier de l'Ordre, Lieutenant General pour le Roy, au pais de Boulonois, ayant esté condamné à mort, le Herault de l'Ordre, luy signifia l'exécution, contre luy ordonnée, par M^{rs} de l'Ordre, & les defenses, de ne iamais porter: le Collier lequel fut par luy rendu audit Herault.

L'exécution de la sentence de degradation, renduë en consequence de l'Arrest de mort, contre M^{re} Jean de Poitiers, **CHEVALIER DE L'ORDRE**, sieur de S. Valier, le 16. Ianuier 1513 est remarquable. M^{re} Charles de Luxembourg, en presence d'un President, six Conseillers de la Cour, & du Greffier criminel, se transporta à la Tour carrée; en consequence de la sentence d'exautoracion: interpella le sieur de S. Valier, de luy rendre **L'ORDRE**: lequel respond, que le Roy scauoit bien où il l'auoit perdu à son seruice; Et au regard de M. saint Michel, qu'il auoit coustume porter au col, il l'auoit perdu le iour qu'il fut constitué prisonnier. Ce fait, luy en fut présenté vn autre, par ledit de Luxembourg: lequel, ledit de Poitiers refusa prendre par deux fois. Et luy ayant esté remonstré par le sieur President le Viste, qu'il deuoit obeir au Roy, & qu'il auoit esté commis avec Messieurs les Conseillers, pour assister à l'exécution de la sentence: Lors ledit de Poitiers dict, qu'il obeiroit au Roy, puis que c'estoit son plaisir. Ce fait, **LUY FUT MIS LEDIT COLLIER AU COL**. A l'instant luy fut leuë de mot à mot la sentence, & apres la lecture, **FUT OSTE' LEDIT COLLIER** audit de Poitiers, par ledit Comte qui l'emporta.



RESOLUTION DE LA QUESTION DV FRANC-ALEV.

CHAPITRE XXI.



Le temps, de songer à la retraite : & finir ce travail ; auquel les Parlements, de Bourdeaux, & Tholozé, ont donné les premiers mouvements.

Le pays, que nous appellons, Coustumier, re-
duit aux Parlements de Paris, Normandie, & Bretagne, pen-
che à la submission, & payement des droicts : Celuy de Bour-
gogne, a ses regles, & formes particulieres. Les articles 277.
& 428. de la Coustume de Bretagne, ont esté cy-dessus tou-
chez, rejettans absolument le Franc-aleu : La Coustume redi-
gée du temps des Ducs, art. 214. estoit conceüe en ces termes,
*Nul, ne nulle, ne peut, ne doit auoir terres, ou autres heritages,
sans en auoir Seigneur, & doit aller faire foy à celuy, de qui il a
cause de la tenir.* Celle de Normandie, est conforme à la
Coustume de Paris, qui ne reçoit Franc-aleu, que par titre.
L'estendue du Parlement de Paris, grande, & dont depen-
dent diuerses Coustumes, a receu ceste resolution : Qu'aucu-
ne terre n'est reputée Franche, ou Alodiale, si les Coustumes
particulieres, n'establisent l'Alodialité absoluë, c'est à dire, si
elles ne reputent, toutes terres, dedans leur estendue, Alodia-
les, comme Troyes, Vitry, Chaumont, & semblables : Au-
quel cas, la preuue contraire est rejetée sur le Seigneur : Mais,
dans les autres Coustumes, combien qu'elles tolerent, & re-
çoient le Franc-aleu, sans établissement general : le cens
ne peut estre prescript : & n'est l'Alodialité recetue, si elle n'est
iustificée : & peuuent les Seigneurs imposer cens, & deuoirs,
conformes aux heritages voisins. Le pays de Droict-escrit,
respondant au Parlement de Paris, est soumis à la mesme regle.

*Parlemens du
pays Consta-
mier.*

*Parlement de
Droict-escrit.*

Lyonnois, Masconois, Forests, Beaujollois, & partie de l'Auvergne. Les quatre Parlemens du Droict-Escrit, ont leurs obseruations diuerses, Bordeaux, Tholose & Prouence, n'admettent le Franc aleu, à l'esgard du Roy, ny des Seigneurs particuliers, sinon par escrit. Celuy de Dauphiné, en quelques lieux, a son vsage contraire, estably sous leurs anciens Seigneurs, lequel dorefnauant ployera sous la condition commune.

C'est ce que ie puis dire sur ceste matiere.



LORS



ORS, que, premierement, i'ay entamé ce discours: mon dessein, n'a eu autre but, que de trier, ce que i'estimois plus notable, pour appuyer les droicts du Roy, en la submission generale, alterée & entamée, depuis quelque temps, au dedans des Parlemens de Tholose & Bordeaux: *LEGERE, NON COLLIGERE*: c'estoit vn soulagement pour ma memoire, aux rencontres des affaires. Mais, comme il arriue souuent, au dire de S. Hierosme, *ut semper addat aliquid stylus. Et scribendi mora, crescatque cogitatione, ipsa oratio*: Le Roy, ayant, par reglement general, submis, toutes sortes d'heritages, sans difference de qualite ou situation, au payement, des quints, requints, lods, ventes, & semblables, à faute de iustifier l'affranchissement: Ce que i'auoisauec loisir, medité, & representé au Conseil, lors du rapport de l'instance, contre le Syndic de Languedoc, destiné à l'ombre, est eschappé à ma plume: Me promettant, que la question, iusques à maintenant, animeusement traitée, au pais de Droict & Escrit, sur des libertez imaginaires, ne trouuera plus de defenseurs: & que les esprits, agitez de doute, ployeront, sous l'autorité du Prince, se submettront à la raison, & au respect des choses iugées. Je ne doute point, qu'en ce discours, ne se rencontrent beaucoup de defaux: & que la matiere ne puisse estre traitée, & éclaircie, avec plus d'elegance & d'erudition: l'en suis le premier iuge:

*Cum relego scripsisse pudeat, quia plurima cerno,
Me quoque, qui feci, iudice, digna lini.*

Mais au moins, ces premiers efforts, seront des esguillons aux plus capables, pour mieux faire. Ayant ouuert le pas, le chemin sera moins glissant, moins penible: Et en ce louable



CE SONT LES LOIX

DONNEES, PAR SIMON,
Comte de Montfort, aux peuples d'Alby,
Beziers, Carcassonne, Riez, & autres :
dont cy-dessus est fait mention, p. 140. .

IN NOMINE DOMINI NOSTRI IESV CHRISTI, ad omnia consilia nostra, & omnes actus nostros, semper progredimur: Per ipsum enim, ad hoc, sumus in Sede Iustitiae, non modica, constituti: ut ea, quae contra Deum, & Ecclesiam Romanam, atque contra Iustitiam, attentantur, nostra promissione, & sollicitudine, ad rectitudinem tramitem renocemus, & reuocata, firmiter teneamus: & maxime, ad abolendam hereticorum prauitatem, & ad extirpandam malitiam prae donorum, & omnium malefactorum, Ideoque, nos, SIMON, Comes Leydest. Dominus Montisfortis, & Dei prouidentia, Bitterarum, & Carcassonne Vicecomes, DOMINVS ALBIENSIS & Rodensis, cupiens omnia supradicta adimplere, & pacatam & quietam terram habere, & retinere: Ad honorem Dei, & sanctae Romanae Ecclesiae, & Domini Regis Franciae, & ad utilitatem omnium subiectorum nostrorum, De consilio Venerabilium Dominorum: scilicet Archiepiscopi Burdegalensis: Tholosensis, Carcassonnensis, Agenensis, Petragoriensis, Casseranensis, Conuenarum, Bigorrensis, Episcoporum: & Sapientum virorum: & aliorum Baronum, & Procerum nostrorum, Tales generales Consuetudines, in tota terra nostra, ponimus, & ab omnibus easdem inuiolabiliter obseruari praecipimus. Consuetudines autem haec, sicut omnia privilegia Ecclesiarum, & domorum Religiosarum, à Iure Canonico, vel humano, concessa, & libertates eorumdem, ab omnibus, & ubique, seruentur, & custodiantur.

Y y ij

Ecclesijs, à laïcis incaſtellari prohibemus, & in ſervitutem redigi: Imò etiam, incaſtellatas, dirui præcipimus, vel ſervari arbitrio Epiſcoporum: Sed in caſtris, & in villis, aliorum Dominorum, Epiſcopi, non poſſunt retinere tales munitiones. Item; omnes primicia, ſine difficultate aliqua, reddantur Eccleſijs, ſicut conſueverunt reddi, in partibus iſtis: & omnes decime, reddantur, ſicut ſcriptum eſt, & præcipitur à Domino Papa. Item: nullus Clericus, talliabitur, occasione etiam hereditatis, ſi quàm habuerit, niſi eſſet mercator, aut uxoratus: & idem de paupere: de vidua. Item: in Dominicis diebus, nullum forum venale fiat, de cætero: & ſi inuentum fuerit inſtitutum, mœuetur in aliam diem, ad arbitrium Domini terre, & Comitû. Item: quicumq; in quolibet crimine, vel alio modo, Clericum ceperit, etiam ſi non haberet, niſi coronam, reddatur Epiſcopo, vel Archidiacono, aut mandato ſuo, ſine dilatione: quòd ſi retinuerit, ſtatim excommunicetur, & à Domino ſuperiore, reddere compellatur. Item: qualibet domus inhabitata, terra acquiſita Comitû, perſoluat tres denarios Melgurienſes annuatim, Domino Papa, & Eccleſia Romana, in ſignum & memoriam, quòd per ipſius auxilium, contrà hæreticos, fuerit acquiſita: & Comitû, & eius ſucceſſoribus conceſſa, in perpetuum, & confirmata. Terminus autem, colligendi huiusmodi denarios, erit ab initio quadrageſime uſque ad Paſcha. Item: Nulli Barones, aut Milites, cogant dare talliam, homines Eccleſiarum, & domorum Religioſarum: illos ſcilicet homines, quos ex donatione, vel conceſſione Regum & Principum, & aliorum Dominorum terrarum, vel alio iuſto modo, liberos poſſederunt, uſq; ad ſempora iſta, ab omni exactione Dominorum, in quorum terris aut villis morantur: Si verò, eorum poſſeſſio, per malitiam hæreticorum, & aliorum malorum Principum, interrupta fuerit, & hac de cauſa dubitatio exorta fuerit, ſine omni dilatione, veritas inquiratur, aut probatio admittatur, ſine diffugio; & ſi violentia interuenire inuentum verè fuerit, extunc, ab omni exactione & tallia abſtineant Domini Caſtrorum aut Villarum, in quibus habitant. Item: cogantur Parochiani, venire ad Eccleſiam, Dominicis & feſtiuis diebus, in quibus ceſſatur ab operibus, & ibidem, Miſſam ex integro audire, & Predicationem: Ita, quòd ſi huiusmodi feſtiuis diebus, Dominus & Domina, domus cuiuſlibet, ad Eccleſiam non venerint, & in villa præſentes fuerint, nulla præditi infirmitate, aut alia cauſa rationabili, perſoluent ſex denarios, currentis monetæ: quorum medietas, erit Domini villa, & alia medietas, per medium, Sacerdotis & Eccle-

sia. Item: in omnibus villis, in quibus non sunt Ecclesia, & extant domus hareticorum, detur domus una, quæ aptior erit, ad faciendam Ecclesiam, & alia detur Sacerdoti ad inhabitandum. Si vero, Ecclesia ibi fuerit, & Sacerdos domum ibi non habuerit, detur domus una Presbytero in perpetuum, quæ vicinior erit Ecclesie. Item: quicumque de cetero, scienter, in terra sua, permittet hareticum morari, siue propter pecuniam, siue propter quamcumque aliam causam, & fuerit inde confessus, aut conuictus, ob hanc solam causam, amittet, in perpetuum, totam terram suam, & corpus suum erit in manu Domini, ad redimendum, propter voluntatem suam. Item: cuilibet, siue Militi, siue rustico, licitum erit legare, in elemosyna, de hereditate propria, usque ad quintam partem, ad Consuetudinem & usum Franciæ, circa Parisius, saluis tamen Baronij & fortijs, & iure alieno, & saluo integro seruitio superioris Domini, quod debet habere Dominus in reliqua terra, quæ remanet, pro hereditate, heredibus. Item: in Iustitijs exhibendis, aut Iudicijs faciendis, nulla exactio fiat à partibus, sub prætextu alicuius Consuetudinis, aut occasione, Aduatorum, siue Assessorum: sed gratis, omnino, exhibeatur Iustitia: & pauperi non habenti Aduocatum, detur à Curia. Item: nullus, CREDENS HÆRETICVS, licet sit reconciliatus, fiat Propositus, aut Bainus, aut Iudex, aut Assessor in Iudicio, aut testis, vel Aduocatus: Et idem prorsus sit, de Iudeo; Excepto hoc, quod Iudeus, poterit contra Iudæum testimonium ferre. Item: nullus HÆRETICVS VESTITVS & reconciliatus, habeat licentiam remanendi in villa, in qua conuersabatur, in illa peruersa professione, sed extrà villam illam, poterit conuersari, ubi Comes permiserit. Item: Clerici, & quilibet Religiosi viri, Peregrini, & Milites, liberi & immunes, ab omni exactione pedagij, transcant per totam nostram terram, nisi essent mercatores. Item: BARONES FRANCIE, ET MILITES, teneantur seruire Comiti, quando, & ubicumque habebit guerram, contra personam suam, ratione huius terre, vel acquirenda, in hac terra, & hoc, cum NUMERO MILITVM, AD OPS QVORVM, Comes dedit eis terram suam, & reditus: ita tamen, quod si reditus ex integro secundum promissum, fuerint assignati sufficienter, tunc, cum promisso numero Militum, tenebuntur seruire. Baro, vel Miles, sic assignatur, quandiu habebit guerram, Dominus Comes, pro hac terra acquisita, sicut dictum est: Ille autem Miles, cui non esset plenarie facta assignatio, secundum patrum, non tenetur

*Leguer scule-
ment, le quint
des propres.*

seruire, cum integro numero Militum: sed secundum rationem assignationis facta, & quantitatem, erit determinandus numerus, ad seruiendum. Verum, si Comes, non necessitate, terra sua, sed pro voluntate propria, vellet inuare aliquem, vel aliquos, in guerra, siue vicinos, siue remotos; Milites sui, supradicti, non tenentur eum sequi, in hoc, aut eidem seruire, per se, vel alios, nisi hoc facerent ex amore & beneplacito suo. Item: Milites Francigena, qui debent seruitium Comiti, tenentur ei seruire, cum Militibus Francigenis: nec possunt, loco Militum Francigenarum, ponere Milites istius terra, in seruitio suo, usque ad viginti annos: sed, extunc, cum talibus Militibus idoneis, quos in terra inuenire poterit, quilibet seruiet ei. Item: Milites licentianti à Comite, in Francia non debent morari, sine causa rationabili, amplius, nisi usque ad terminum sibi prafixum à Comite: & tantum, Comes, tenetur eos expectare post terminum elapsum, saluo seruitio suo, usque ad quatuor menses: sed extunc, sine omni reclamazione, poterit terram eorum, Comes recipere in manu sua, & inde facere liberè voluntatem suam, nisi ipsi potuerint ostendere Comiti, plenariè, sufficientem causam, aut inenitabilem, qua citius non potuerunt venire. Item: omnes Barones, Milites, & alij Domini, in terra Comitis, tenentur reddere castra & fortias Comiti, sine dilatione & contraditione aliqua, irato, vel pacato, ad voluntatem suam, quociescunque voluerit illa castra & fortias, quas tenent ab eo: & ipse Comes, tanquam bonus Dominus, in illo statu & valore, in quo receperit, tenetur reddere eisdem, sine diminutione aut damno, peractis negotijs suis. Item: ad bellum campale, siue nominatum, vel ad succurrendum Comiti, si fuerit obsessus, vel ad receban, tenentur omnes ire communiter, Barones, Milites, maiores & minores, qui fuerint citati. Quod si Baro, Miles, vel alius Dominus terra, in hac suprema necessitate, comprobatus fuerit, non venisse ad Comitem, auxilium daturus, nisi sufficienti causâ, possit: bona mobilia ipsius, erunt in manu & voluntate Comitis, & Domini, sub quo manebit, per medium. Item: Barones, Milites, & alij Domini terrarum, qui debent seruitium Comiti, & citati, ad quindenam, non venerint ad locum prafixum à Comite ad exercitum, Ita, quod infra quindenam, iter acceperit, quinta pars reddituum singulorum, unius anni, scilicet, terra illius, quam tenent à Comite, erit, pro emenda, in manu & voluntate Comitis, nisi causâ sufficienti, possint: Si vero venerint,

sed non, cum debito numero Militum, pro quolibet Milite, qui deerit, dabunt duplicia stipendia, quandiu ibidem, sine debito numero Militum fuerint: Hec eadem pena, erit Baronibus & Militibus indigenis, si Comiti debitum seruitium non reddiderint. Item: nullus, in terra Comitis, qui subeit ditioni ac potestati sue, attenter firmare de nouo, aut reedificare fortiam, quæ diruta fuerit, sine assensu Comitis. Item: Milites indigenæ, qui fuerunt Catholici & huc usque, in fide Catholica, perseverauerint, tenentur prestare seruitium Dominis suis, siue Comiti, siue alijs, quod debebant prestare, antequam cruce signati venissent, Dominis proprijs indigenis. Illi autem, qui fuerint CREDENTES HÆRETICORVM, debebunt seruire, ad arbitrium Comitis & Baronum. Item: nulli iudicentur CREDENTES FUISSE Hæreticorum, aut fuisse Hæreticos, nisi testimonijs Episcoporum, vel Sacerdotum. Item: nullus Baro, Miles, aut quilibet alius Dominus, cui Comes dederit terram in partibus istis, poterit exigere ultra mensuram tallia statutam, & confirmatam, literis eorundem Dominorum, & Comitis, siue nomine tallia, aut quæstæ, siue BONITATIS, vel cuiuscunque alterius causæ: saluis tamen censibus, & alijs redditibus terrarum, vinearum, domorum, & aliarum rerum, & iustitijs: Hac enim tallia, pro omni alia tallia, siue quæstæ, siue demanda, constituta est, & commensurata: ultra quam, non licet aliquid exigere, aut extorquere amplius ab aliquo. Quod si quisquam, ultra exegisse comprobatus fuerit, & clamor inde fuerit, Comes tenebitur ad villam & Dominum villa, in qua hoc factum fuerit, mittere: & per eundem, compelletur Dominus, restituere, & quietare quæ ultra chartam suam exegerit, & cogetur chartam suam seruare. Item: licitum erit omnibus hominibus, qui possunt talliari, transire à dominio unius Domini, in dominium alterius, pro voluntate sua: Ita tamen, quod illi, qui dicuntur liberi, cum mobilibus suis, poterunt transire, sine aliqua contradictione, ad dominium alterius, relicta hereditate, & HOSTISIA priori Domino suo, cum omnibus iis, quæ tenent ab alijs: Alij verò, qui dicuntur PROPRII HOMINES, siue serui, poterunt, similiter, transire ad dominium alterius, non solum hereditate relicta & hostisia, sed mobilibus priori Domino: Ita, quod prior Dominus, occasione mobilium, aut quæstæ, vel alterius rei, postquam relicto Domino suo, remanserit sub Dominio alterius, nihil poterit amplius exigere ab eo, ubicunque fuerit:

Ita tamen, quod non poterunt transire in dominium Clericorum, aut Ecclesiarum, quousque in hoc consenserint, & super hoc litteras suas dederint Comiti, & Baronibus. Item: nullus homo mittatur in carcerem, aut retineatur captus, quandiu poterit sufficienter plegios dare, quod stabit iuri. Item: nullus Dominus recipiat plegios, aut aliam cautionem, ab hominibus suis, ne recedant cum voluerint à dominio suo, sub forma præscripta. Item: secundum antiquam consuetudinem, terrarum & Villarum, recipient Domini, ab hominibus suis, iornalia, in operibus suis, & secundum consuetudinem, dent eis ad comedendum. Item: si homines Principum & Dominorum indigenarum, in hac terra, super tallijs & exactionibus, nimis aggrauati fuerint, & conquesti Comiti, Comes debet conuenire Dominos & Milites, ut super tallijs & exactionibus, mensuram conseruent competentem, & rationabilem; & si necesse fuerit, poterit eos compellere, ad hoc conseruandum, ne eorum subditi, nimis aggraentur, propter nimiam malitiam Dominorum suorum. Item: in nemoribus, aquis & pascuis, habeant vsuarius sum homines Villarum, sicut habuerunt à triginta annis, huc vsque: & si contentio inde orta fuerit, inter populum & Dominum, qui in possessione est, remaneat in eadem, donec veritas inquisita fuerit, per iuramenta antiquorum, qui sunt in eadem terra, vel alio modo. Item: nullus homo capiat pro debito Domini sui, nisi plegius fuerit, aut debitor. Item: nullus Baro, siue Miles, siue Burgensis, siue ruralis, audeat pignorate, vel capere res alterius, per violentiam: nec ille cui iniuria facta fuerit, audeat se vindicare, sine licentia Superioris: sed referat clamorem ad Superiorem; si autem, contra hoc fecisse conuicti, aut confessi fuerint: ille, qui prius res cepere alterius, dabit pro emenda Domino Superiori, si Baro erit, viginti libras; si Miles fuerit, decem libras; si Burgensis, centum solidos; si ruralis, viginti solidos, & insuper, ad mandatum Domini, reddet totum, quod cepere, iniuriam passo: & pro damno, si quod habuerit, plenarie satisfaciatur ei. Qui autem se reuindicauerit eo modo, prorsus emendabit Domino Superiori: & insuper, illi de quo se reuindicauerit, faciet emendam, sexaginta solidorum, facta restitutione ablatorum & damni: hoc tamen excepto, quod cuilibet incontinenti, liceat vim, vi repellere. Item: nulli Barones, Milites, Burgenses, siue rurales, audeant aliquo modo, sese colligare, mediante fide, aut sacramento, aut coniurationem aliquam facere, etiam, sub pretextu

tu Confratrie, aut alterius boni, nisi de assensu & Voluntate Domini. Quod si aliqui fuerint comprobati taliter coniurasse, contra Dominum: tam ipsi, quam res eorum, in manu & Voluntate Domini. Si verò coniurati fuerint, licet non contrà, tantum in aliorum dampnum, si inde sint conuicti aut confessi, dabunt singuli decem libras, si fuerint Barones; si simplices Milites, centum solidos; si Burgenſes, sexaginta solidos; si rurales, viginti solidos. Excipiuntur autem, ab huiusmodi pœna, negotiatores, aut peregrini, qui sibi iurant, pro societate sua seruanda. Item: quicumque, adducet de cæterò, victualia, aut res aliquaslibet, aut quoscumque homines, sine conscientia Comitû, ad Tholosam, vel ad quoslibet alios hostes Christi, siue Comitû, & super hoc conuicti fuerint, aut confessi, perdent hereditatem in perpetuum, cum alijs bonis suis, ob hanc solam causam. Si autem seruiens aliquis, aut Baiulus, sine conscientia Domini sui, fecerit hoc ipsum, amittet omnia bona sua, & corpus suum erit in manu & misericordia Comitû. Omnes autem homines, & res captæ, in huius adductu, illius erunt, sine diminutione & reclamatione, qui capiet eas. Item: quicumque in terra Comitû, poterit capere hostes fidei & suos, & non ceperit, & poterit inde comprobati aut conuinci, terra sua erit incurſa, & corpus suum in manu & misericordia Comitû. Hoc ipsum, fit de illo, qui cum viderit tales, nolueritque proclamare, & sequi eos, secundum morem terræ, bona fide. Item: piscores, secundum modum & mensuram, siue pondus, à Domino eis datum, panem faciant & vendant: & si hoc non obseruauerunt, quotiescumque contrà hoc fecerunt, totum panem amittent, & idem fiat de tabernarijs. Item: meretrices publicæ, ponantur extrà muros, in omnibus villis. Pedagia, quæ à Principibus, & alijs Dominis, sunt instituta, à triginta & quatuor annis, & citrà, omninò tollantur absque dilatione aliqua. Item: possessiones censuales, non dentur, vel vendantur, cum diminutione Domini Superioris. Item: census redantur Dominis, statutis terminis, in domibus suis: & quotiens transierint terminum, pro singulis terminis, sic transactis, persoluant Dominis, pro emenda, quinque solidos. Quod si tres annos permiserit transire absque solutione census, Dominus poterit, absque reclamatione eius, dare alteri, aut vendere: Sed si in manu sua retinuerit, tenebitur reddere, si pro singulis annis transactis, vel terminis, persoluantur eidem, sicut dictum est, pœna quinque solidorum. Item: tam inter Barones & Milites, quam inter Burgenſes

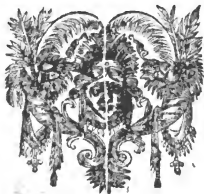
& rurales, succedant hæredes, in hæreditatibus suis, secundum morem & usum Franciæ circa Parisius. Item: **MARITAGIA** mulierum reuertantur ad hæredes ipsarum: & possint inde condere testamentum, si voluerint. Item: omnes uxores illorum prædictorum, & hostium Comitum, licet Catholice inuenta fuerint, terram exeant Comitibus, ne qua suspicio habeatur de eis: & habebunt terras, & redditus **MARITAGII** sui: præstato tamen sacramento, quod nullam inde facient portionem maritis suis, quamdiu permanferint in guerra contra Christianitatem & Comitem. Item: nulla vidue magnates: aut hæredes mulieres nobiles, habentes munitiones & castra, audeant nubere, usque ad decem annos, sine licentia Comitum, pro voluntate sua, indigenis istius terræ, propter periculum terræ: sed Francigenis, quibus voluerint, poterunt nubere, non requisita licentia Comitum, vel alterius: sed termino elapso, poterunt nubere communiter. Hæc igitur Consuetudines generales, suprà scriptas, Ego **SIMON**, Comes **Leycest.** Dominus **Montisfortis**, Dei providentiâ, **Bitteriæ** & **Carcaßonna** Vicecomes, Dominus etiam **Albiensis** & **Rodensis**, me seruaturum, bona fide, mediante iuramento, firmaui, & omnes Barones mei, similiter, seruaturus, firmauerunt, videlicet, salua melioratione & emendatione sanctæ Ecclesiæ, & Baronum nostrorum: salvis etiam conventionibus, privilegijs concessis, iuramentis aliquibus locis factis, & alijs Consuetudinibus constituendis, quæ non fuerint contrariæ istis. Actum apud **Alpameam**, in Palatio nostro, anno Incarnationis millesimo ducentesimo duodecimo, prima die mensis Decembris.

HÆ SUNT CONSVETVDINES;
 quas Dominus Comes, debet seruare, inter se, &
 Barones de Francia, & alios, quibus, dedit terram, in partibus istis.

TA M inter Barones & Milites, quàm inter Burgenses & rurales, Succedant hæredes, in hæreditatibus suis, secundum morem & usum Franciæ, CIRCA PARISIVS. Item: nullus Baro, siue Miles, vel quilibet alius, Dominus, in terrâ nostra, accipiat in curia sua, **DVILLVM**, pro aliqua causa, nisi pro proditione.

COMTE. DE MONTFORT. 363

ne, Vel pro latrocinio, Vel pro rapina, Vel pro murtro. Item: placitis, iudicijs, feudis, partitionibus terrarum, Comes tenetur servare Baronibus suis de Francia, & alijs, quibus dederit terram in partibus istis, eundem vsum, eandem & Consuetudinem, quæ servantur in Francia, circa PARISIVS. Actum apud Alpameam, in Palatio nostro: Incarnationis Domini, millesimo ducentesimo duodecimo, primo die mensis Decembris.



Zz ij



VSAGES ET STATVTS DONNEZ PAR LE ROY S. LOVIS, A LA VILLE d'Aigue-mortes, l'an 1246.

CHAPITRE XXII.



A cognoissance de ces loix, est tres-vtile, pour esclaireir la question cy-dessus traitée au ch. 17. & monstret, que le payement des lods & ventes, il y a plus de quatre siecles, a esté rendu domestique à la province de Languedoc. Ayant esté basti vne ville, & accinct de murailles, au quartier dit Aigues-mortes, de l'autorité du Roy S. Louis, par Aduis du Pape Clement IIII. Le Roy ordonna des Statuts, entre lesquels, est celuy du Payement des Lods, en cas de mutation de vassaux. Je donne ces Loix : que ie dois à la courtoisie de M^r Arnaut Dochenart, Aduocat au Parlement de Nauarre. Et afin que la raison de cet establissement de ville & loix soit mieux esclairey, j'inséreray l'Epistre du Pape Clement IIII. que j'ay tiré du corps des Epistres escrites à la main, qui se voyent en diuerses Bibliothèques, & est rapportée par M. Cattel, ez Memoires de Languedoc.

CHARISSIMO IN CHRISTO FILIO Regi Francorum Illustri.

CV M in portu qui Aquarum Mortuarum vulgariter appellatur, in Nemausensi Dicepsi, turrim dudum construxeris, opere sumptuoso, ut tam Peregrini, quam etiam Mercatores in terram Sanctam exinde profecturi, cum rebus suis salui consistere valeant in eodem: nec eorum possit ad plenum commoditas & securitas praecaveri, nisi locus fiat ex concursu inhabitantium populosis, interpellatus es pluries, & à pluribus, ut audimus, &

rogatus, ut ibidem competens loci spatium, murorum ambitu claudi facias, infra quod possint incolæ domus construere: ut non solum ab hostium eos reddant tutos incurisibus, sed & à ventorum persecutione defendant: qui dum undique flatu libero locum pulsant, arcmarum cumulis excrecentibus, inhabitabilem eum reddant. Et ne vel ex loci clausura, vel eiusdem custodia pregraueris, placet, ut dictis mercatoribus tam in Montepessulano, quam in locis insignibus adiacentibus constitutis, quod de mercibus in eodem portu per mare, cum mercimoniis ducendis vel educendis, ex eo vectigal competens imponatur, à te & tuis posteris recipiendum, ibidem. Sanè quamvis aliquibus videatur, quod tu, tanquam Rex, in regno proprio hæc possis statuere, cum evidenti venientium & transientium utilitate, vel potius necessitate pensata: ut tamen eò procedas tutius & consultius, nostrum super hoc requisisti consilium & consensum. Nos, qui loci situm & statum oculata fide cognovimus, & abolimopravimus ibi fieri villam bonam pro commoditate multorum, præsertim cum in mari Mediterraneo nullum alium portum habeas, regni tui peregrinis accomodum, qui præ ceteris fidei & zelo succensi ad terræ Sanctæ subsidium sapius se accingunt: Tua Celsitudini, tenore præsentium, indulgemus, ut Prælati Narbonensis Provincia, & vicinis loci Baronibus, Montipessulani Consulibus, & locorum communitatibus adiacentium, ad tuam vel illius, quam ad hoc illuc mittendum duxeris evocatis præsentiam, de consilio illorum possis statuere, quod iam pro negotio videbitur opportunum. Promissurus attentius, ut & moderatum vectigal imponatur ibidem, & futuris temporibus nequeat augmentari. Datum Viterba XII. Kal. Octobris anno secundo.

PATENTES, EN CONSEQUENCE
de la Lettre du Pape.

IN NOMINE sanctæ & individua Trinitatis; Amen. AIGVRS
LVDOVICVS, Dei gratia, Francorum Rex. Notum fa- MORTES.
cimus universis, tam præsentibus, quam futuris, quod nos, habi- May 1246.
tatoribus VILLÆ nostræ AQVÆRVM MORTVÆRVM, liber-
tates & consuetudines concessimus, inferius annotatas. Videlicet;
quod omnes habitatores loci illius, sint liberi & immunes ab om-
nibus QVÆSTIS, TALLIIS, & solis, & MVTVO COACTO, Exempti.

Et omni ADEMPTE COACTO.

Item: quod per viginti annos sint liberi, & immunes in perpetuum ab omni CAVALCATA, per aquam & per terram: & post viginti annos, sint liberi & immunes in perpetuum, ab omni caualcata, ultra Magolon. Uticen. & Nemaus. Diocesim, sed infra istas, faciant caualcatam, & etiam in Arelaten. & Aninion. Diocesim, citra Rhodanum: & hec intelligimus cum alia terra de Senescallia Belliquadri, communiter EXIBIT AD CAVALCATAM, & tunc exeant, secundum quod de villis bonis Senescallie exhibent: Nec possit aliquis habitator loci illius, compelli personaliter ire in aliquam Caualcatam: si tamen aliquem peditem cum annis competentibus mittere voluerit loco sui, & de qualibet domo, sufficiat unam ire personam, exceptis pauperibus, illis scilicet qui non habent valens ultra viginti quinque libras tironenses, qui nec ire, nec mittere compellentur, & exceptis viduis & pupillis, & exceptis Notariis utentibus officio, & IURISPERITIS ET PHYSICIS. Ad dandam autem redemptionem pecuniariam pro caualcata, nullo tempore compellentur, & non teneantur in toto anno uno stare in CAVALCATA, nisi tantum QUADRAGINTA DIEBUS.

- Item: Si QVIS EMERIT, vel permuauerit domum, vel possessiones in villa, vel territorio loci predicti, quae possessiones de nobis teneantur, Vicarius, vel Baiulus loci, TENEATUR LAVDARE EMPTORI precise, ita quod Baiulus, vel curia nostra dicti loci, non possit sibi retinere, vel alium praeferre. Nec recipiatur PRO LAVDIMIO ULTRA VICESIMAM PARTEM pretij, scilicet de viginti solidis duodecim denarios, & super EMPTOR SOLVERE LAVDIMIA TENEATUR. DE DONATIONIB. autem, vel PIGNORIB. vel diuisionibus rerum communium, vel dotib. inassimatis, vel legatis in vltima voluntate, vel causa, vel titulo lucratiuo acquisitis, non ACCIPIATUR LAVDIMIVM, vel MUTA, nec etiam de successione hereditaria. Si vero cessatum fuerit in solutione CENSUS per triennium, vel plus, non incidet res in commissum, sed annis singulis, quibus cessatum fuerit, census duplicetur. Minor autem viginti quinque annis, soluendo censum, in quo ipse cessauit, sine duplicatione liberetur. Sed & quilibet vicinus, vicino suo poterit, in domo sua, seruitutem stillicidij, vel oneris ferendi, vel quamcumque aliam concedere, vel imponere, SINE LAVDIMIO DOMINI.
- Caualcata.**
- Laudimium soluat.**
- Exceptio.**
- Mata.**
- Cessatio census.**
- Seruitus.**
- Laudimium**

ET CONSENSU. Et idem dicimus in prædiis rusticis, nisi præ- & consen-
 titum interueniret, vel aliud loco præij. Si tamen seruitus pro ser-
 uitate concederetur, nihil dare pro LAVDIMIO teneatur.

Item: Ab omnibus pedagiis dicti loci, in aqua & mari: &
 sextatralagio, & leudis, perpetuò sint immunes habitatores dicti
 loci, siue domos proprias habeant ibi, siue non.

Item: Liceat communitati villa prædicta, habere Consules
 quatuor, vel pauciores, & illi habeant Consilium iuratum, quod Consules;
 elegerint, & habeant libertatem homines loci prædicti, eligendi
 Consules, etiã sine consensu curiæ nostræ, & sint semper annua-
 les. Iurent autem publicè, dicti Consules, fidelitatem nobis ser-
 uare, & etiã iura nostra, & libertates, & bonos usus, & con-
 suetudines loci prædicti, bona fide, requirere, & defendere, &
 saluare: & sit de eorum officio MANDARE, vel FACERE
 mandari GATHAS & ESCVRGATHAS, & alias custodias,
 quando videbitur expedire curiæ nostræ prædictæ, vel ipsis; &
 inobedientes suæ auctoritate pignorarè, & habere inde redem-
 ptionem usque ad duplum mercedis, quæ daretur GATHÆ, vel
 ESCVRGATHÆ, vel custodi conductitio. Et hæc pænna sit Con-
 sulum ad opus communis, & possint dicta pignora vendere,
 vel obligare, pro ut maluerint, pro pænna prædicta, residuo prætij
 reddendo Domino pignoris. Iusiuran-
 dum.

Item: Consules eligant bannerios, scilicet custodes bladorum, Bannerij-
 vincarum & fructuum, & possessionum; & curiæ nostræ prædi-
 ctæ, illos constituat, quos ipsi nominabunt, & eos habeat pro ido-
 neis, quicumque sint. Cohertio autem BANNI, & ipsum Ban-
 num sint curiæ nostræ; & si Bannerij delinquerent in officio, pu-
 niantur, & per curiam nostram prædictam amoueantur, ab effi-
 cio prædicto. Bannerij autem mercedem habeant à curiæ no-
 stræ prædictæ, & in Banno nullam partem accipiant. De banno
 verò fracto, credatur bannerio, usque ad quantitatem, pro ban-
 no determinatam, & non ultra. Bannerius autem habitatorem
 loci, vel alium hominem notum & idoneum pro banno non pi-
 gnoret, sed curiæ nostræ prædictæ denuntiet, & curiæ eum com-
 pellat. Bannum autem tale sit, scilicet de onib. & capris una
 pogeſia: de porco, obolus: de bestijs grossis, duodenarij: de homine,
 duodecim denarij. Et hæc omnia de die. De nocte autem, dupli-
 catur bannum, & nihilominus restituatur damnum datum Do-
 mino, arbitrio iurum proborum virorum de plano. Bannum.

Collectæ
Cisæ.

Item: Consules quando eis, & consilio suo videbitur, expedire possunt in villa collectas, vel CISAS facere, super se, & habitantes villa, vel habentes possessiones, pro modo possessionum quas ibi habebunt: & inobedientes super his, possunt pignora sua auctoritate, & pignora vendere, & ad solutionem compellere, ut supra dictum est, DE GATHIS. Estimationem autem singulorum, quam Consules per se, vel per alios, secundum ordinationem consilij sui, facient, curia nostra prædicta, per se, vel ad alicuius querimoniam non retractet. A collecta autem & expensis communib. immunes erunt Consules, suo anno; & unicus Baiulus curia nostra prædicta, & Iudex, & Notarius ipsius curia nostra, & duo cursores.

Viagia mari-
tima.

Item: In dicta villa, vel in territorio ipsius, Consules aliam iurisdictionem sibi non usurpent. Inter volentes autem possint cognoscere ex compromisso, & quilibet alius de villa dicta in causis civilib. tantum. Ad requisitionem Consulium teneatur, curia prædicta, in singulis viagijs maritimis, dare plenam iurisdictionem, uni ex habitatorib. loci, à Consulib. presentato, qui fuerit in dicto viagio, super omnes de regno mercatores, nautas, & marinarios, & eorum familiam, qui tamen de portu Aquarum mortuarum iter accipient, & quidquid emolumenti inde habuerit, ILLE CONSUL MARIS, CUI DATA fuerit iurisdictione supradicta, reddat curia nostra prædicta. Curia verò ipsa, secundum laborem suum, & quantitatem emolumenti, donec eadem in reditu, cum consilio Consulium, quod visum fuerit expedire.

Domus com-
munis.

Item: Liceat Consulibus domum habere communem, & arcam, & clauarios, & nuntios, & ibi se congregare, & habere colloquium, quotiescunque voluerint.

Item: Consules & clauaryj, post finem officij, reddant suis successoribus tantummodo rationem.

Item: Consules, ex quo fuerint ibi uno anno, non possint esse ibi in sequenti anno, & hæc infra decem primos annos: post decennium verò, non possint esse Consules illi qui fuerunt, nisi interposito duorum annorum intervallo.

Officers an-
nueli.
Iuges estran-
gers.

Item: In loco prædicto, pro nobis Baiulus dictæ villa, & Iudex sint annales tantum; & Iudex, non de loco, sed aliunde sumatur: & iurent publicè, seruare fidelitatem nobis, & iura nostra nobis seruare, & tenere iustitiam, & libertates, & vsus loci

loci servare predicti. Jurisdictionis autem exercitium tale sit. In Satisfactio
 causis criminalib. & civilib. actor siue accusator, & reus, satisfident. alitigantib.
 Et si in civili causa satisfacere non potuerint, teneantur prestare
 iuratum cautionem, sub obligatione bonorum suorum. Et simi-
 liter in criminali, nisi enormitas criminis aliud exegerit secun-
 dum iudicis cognitionem. Quo casu, fideiussoribus committatur;
 nec retineatur persona, nisi manifesta sint probationes, vel vio-
 lenta presumptiones contra reum: & nisi crimen sit tale, quod
 vel mortem, vel membri abscissionem requirat. Cum autem ali-
 quis personaliter captus, innocens inuentus fuerit, liberè dimit-
 tatur, solis expensis victualium solius sue persona refusus: pro
 custodia, vel custodibus nichil penitus redditurus. Et sit CARCER Carcer.
 talis, qui non sit ad exterminium persone, sed ad custodiam, &
 capto victus competens tribuatur. MULIERES autem cum Mulieres ne
 maribus in carcere non mittantur: & teneatur curia nostra loci cum marib.
 predicti, providere, ne ipsarum pudicitia aliquatenus attemperetur,
 tradendo ipsas honestis mulierib. custodiendas. Et ne passim in-
 quirat curia nostra predicti loci: dicimus, quod de VERBIS IN- Informations
 IURIOSIS nulla fiat inquisitio, nisi in presentia curia nostra pour paroles
 predicta, pro tribunali sedentis, dicta fuerint: sed conquerentib. iniurieuses.
 faciant rationem. Et si tales sint persone, qua verba iniuriosa ha-
 buerunt, ut merito timeri possit de maiori rixa: possit curia nostra
 predicta eis, sub pena moderata, precipere, ne ad rixam, vel ad
 arma procedant. Et si contra faccrent, exigatur de pena predi-
 cta, quantum Iudex curia nostra predicta, pro qualitate excessus,
 decreuerit exigendum, & grauatus possit appellare ad Senescal-
 lum nostrum, vel ad nos.

Item: De ADULTERIIS nulla fiat inquisitio, sed qui in De adulter-
 ipsa turpitudine fuerint deprehensi, vel concordent cum curia tiis.
 nostra predicta, vel sine fustigatione PVBlice CVRRANT
 NVDI. Idem decimus de illis, qui post prohibitionem à marito fa-
 ctam, vel ab ipsa curia predicta, ad requisitionem mariti in-
 uenti fuerint soli, in loco, & hora iusta ratione suspectis. Si verò
 plusquam semel deprehensi fuerint in aliquo predictorum, fusti-
 gentur, vel per relegationem temporalem, vel modo alio punian-
 tur. De stupro autem facto cum VIDUA, curia nostra se non De stupro
 intromittat, nisi esset factum per vim, vel nisi esset factum cum cum vidua.
 vidua, qua honeste viuere consuevit, quo casu non possit inquiri,

nisi ad denuntiationem ipsius, vel consanguineorum, vel affinium: nec, per inquisitionem que fiet, aliquis amittet vitam aut membrum, sed alio modo punietur. De stupro autem facto cum VIRGINE, *volente, vel nolente, possit fieri inquisitio, & per eam, nullus amittet vitam, neque membrum, sed alio modo puniatur.*

Item: De iniuriis facto commissis prædicta curia nostra rationem faciat conquerenti: sed nullomodo inquirat, nisi vel ossis fractio, vel membri debilitatio, vel liuor magnus, vel sanguinis enormis effusio sit secuta. Si verò levis effusio fuerit, videlicet, cum vnguibus facta, vel simili modo, curia prædicta non inquirat, nec puniat per inquisitionem. De Cullo autem, vel gladio, iniuriòse extracto, contra aliquem, curia nostra prædicta similiter possit inquirere, & punire. Vel si aliquis, cum aliquibus armis aliquem invaderet, prout iudici æquum videbitur, licet ictus nullus fuerit inde factus.

Item: Si quis re sibi commodata, vel deposita, seu ad alium usum tradita aliter utatur quam conveniat, de hoc prædicta nostra curia non inquirat.

Item: De possessione turbata non inquirat, nec puniat per inquisitionem, sed de vi ablativa, vel expulsiua, vel compulsiua inquirat & puniat.

Item: Si quis in publico, aliquid iniuste fecerit, adificando, vel vallatum faciendo, vel alio modo sibi occupando rem: ad statum pristinum, suis expensis, restituere per officium dictæ curiæ nostræ compelle possit, sed pœna alia non imponatur.

Item: Quibus casibus inquiratur de crimine, si ex eo pendeat rei restitutio, non fiat rei restitutio ex officio, nisi rem haberet curia nostra prædicta penes se: tunc enim debet eam reddere ex officio, nisi esset res mobilis, vel se mouens furata, vel vi ablata, inquam, ille contra quem facta est inquisitio, nullam reseruet iustam, vel probabilem questionem ante inquisitionis terminationem. Et tunc teneatur ad restitutionem, nisi esset legitimum appellatum. In omni autem inquisitione, dicimus, quod ille, contra quem crimen commissum dicitur, vocem testis non habeat, & debeat audiri inquisitio, expensis curiæ nostræ prædictæ, & non eius, contra quem, vel pro quo, inquireretur, & DENTUR ACTA eidem, si petat, & legitima defensio non negetur.

Item: Propter dictum unius testis non procedatur ad qua-

stionem persone, nisi testis ille omni suspitione careat, & sit paris, quæstio non
vel maioris honestatis, quam ille, contra quem deponit, & iudex
ad hoc faciendum, ex qualitate personarum, & negotij mouere-
tur. Nec in aliquo casu, procedat Baiulus ad quæstionem, nisi Iu-
dex, presente reo, pronuntiauerit quæstionem esse faciendam, &
sic, reis, validum habere consilium suum tempore pronuntiationis
huiusmodi non negetur, sed eis sine difficultate concedatur.

De quæstio-
ne.

Item: Curia nostra prædicta in inquisitionibus & aliis causis, Aduocatus
tam civilibus, quam criminalibus, teneatur dare Aduocatum non ha-
benti, expensis ipsius non habentis, si petat. non habenti
datur.

Item: Nec post DECENNIVM INQVIRI POTERIT Ne de crimine
DE CRIMINE publico, vel privato, contra illum qui per di-
ctum decennium, vel maiorem partem præsens fuerit. Nec de
INIURIA post annum: nec de FURTO POST BIENNIVM: De iniuriis
nec de BANNO FRACTO post mensem, nisi hoc aliquis de- post annum.
nuntiet damnum passus. De banno
fracto.

Item: Quotiens ad denuntiationem alicuius fiet inquisitio, ex
tunc denunciator ad aliquam pœnam agens non audiatur.

Item: OMNIS INQVISITIO, ex quo incepta fuerit, in- De tempo-
fra annum terminatur, nisi fuerit appellatum: & tunc infra sex rib. accusa-
menses appellatio terminetur. Post annum verò, appellatione ces- tionum & ap-
sante, non possit in ea procedi, nec etiam de nouo iterum suscitari. pellationum.

In causis autem omnibus dicimus quod curia nostra prædicta à par-
tibus, non requirat pignora, vel expensas ante finem causæ. Causa
vero finita, victor, in eo quod vicit, nichil soluat. Victus autem, de
eo quod victus fuerit, soluat duos solidos de libra, si quæstio fue-
rit de pecunia, vel mobilibus. Si verò de immobilibus, detur de assi-
matione vicesima in pecunia numerata. Si tamen reus auctori, Pignora vel
expensæ ne
ante finem.

& curia nostra non posset satisfacere, auctor curiæ præferatur. Si Amende con-
tre celum qui
per sua causæ.

autem debitor aliquis debitum confitetur, soluere præcipiatur sine
pœna tertij, vel alia. Et si ad diem præfixum à curia nostra non
soluerit, nec tunc pœna aliqua exigatur, sed captis pignoribus. &
distractis, vel per HOSTAGIA soluere compellatur. Pro TV- Tutelles faites
gratis.

Item: Nullus habitator loci venire compellatur ad alium lo-

Actions reelles & criminelles. cum causa litigandi, pro rebus, quas ibi possidet, vel occasione obligationis ibi contractæ, vel criminis ibi commissi: testes autem alibi ex iusta causa possint produci.

Item: Curia nostra prædicta non poterit in dicto loco guidare aliquem extraneum, qui persimiliciter offenderit habitatorem loci prædicti tempore offensa, sine licentia ipsius offensi, vel eo mortuo eius heredis, nisi idem extraneus ibidem iuri pareret, infra annum, vel post annum fieret habitator: si tamen nos ibi essemus, possemus inde facere velle nostrum.

Extranei in
vite admitti.

Item: Quicumque extraneus, ad dictum locum venerint, salvi ibidem cum suis reb. consistant, nec possint, occasione guerra, superuenientis, vel occasione CONTAGAGII, vel aliqua causa simili detineri, vel impediri, nisi propter delictum propriæ personæ. Et possint res suas inde extrahere salvas, & inductu curia nostra prædictæ.

Transport de
vin, bled, &c.

Item: Quilibet habitator loci illius possit bladum, quod habebit de terris suis, & SACHARIS, per aquam & terram portare quocunque voluerit omni tempore, nec possit ei per nostram curiam interdici. Et idem de vino similiter, & de aliis victualib. & labore proprio acquisitis.

Mollius.

Item: Molendina, QUINTALE & CORDA, & furni erunt omnes nostri, cum leudis, & omnibus vsaticis, & accipietur ad quintale, & cordam tantum.

Poids.
Mesures.

Item: Curia nostra habebit MENSURAS & PONDERA publica, ad quæ alia recognoscantur. Et qui iuuentus fuerit reus, scienter vtendo, prima vice, possit puniri in quadraginta solidis turonensibus: secunda, in sexaginta solid. turon. tertia, sit in misericordia curia nostra prædictæ. Et qui solvere non potest pœnas prædictas, relegatur, ad tempus. Vbi verò ignoranter quis deliquerit, prima vice, in quinque solidos: secunda, in decem solidos turon. tertia, tanquam sciens puniatur. Qui autem mensuram maiorem tenuerit ad vendendum, & non ad emendum, non puniatur, si ea vtatur vendendo.

Boucherie.
Poissonnerie.

Item: Bocherias siue macellum, & piscionaria erunt nostra.

Marchez.

Item: Dabit curia nostra prædicta tentia extra villam, & in villa plateam, & mercatum, & die n. mercati singulis hebdomadis, diem martis, & nundinas semel in anno: ad quas venient omnes salui, nec ibi conueniantur, nisi in mercato

Foires fran-
coises.

deliquerint, vel in mercato contraxerint.

Item noster, & quidquid super LAVDIMIIS, vel multis, vel panis corporalib. vel pecuniarius remittendo fecerit, ratum habeatur à Domino in perpetuum, & non possit aliquatenus reuocari.

Item: Concedimus, quod curia nostra prædicta, vel aliquis alius Venies libes: loco nostri, non possit facere INTERDICTIOM & M, vel BAN- NVM aliquod, quin habitatores possint, omni tempore vendere res suas libere, & absolute sine impedimento nostri, & curie nostre prædictæ, sed neque gabelle salis, seu alterius mercimonij, possint Gabelles: ibi fieri contra homines Villa.

Item: Aliquis habitator loci non teneatur dare pedagium in Nalspeages tota terra nostra, de aliquo, quod ibi deferret, vel deferri faciet, pour les neces- ad usum proprium, vel familia suæ, vel de his que ad supra di- sitez des habi- Etum locum deferret ad opus ædificiorum suorum, vel alicuius de tans. Villa prædicta.

Item: Si quis peregrinus, vel mercator, vel quicumque alius extraneus ibi decesserit, si testatus fuerit, curia nostra testamen- Bicus des de- tum faciat observari. Si vero decesserit INTESTATUS curia funts. nostra prædicta, in præsentia Consulum FACIAT DEPONI BONA ILLIUS defuncti in MONASTERIO PSALMO- Monaste- DII, consignata, vel in alio loco tuto. Et si infra annum, & rium Psal- diem aliquis heres, vel legitimus successor eius appareat, eidem modij. restituatur. Si vero infra annum, & diem nullus apparuerit suc- cessor, vel heres, bona illius in pias causas distribuantur, per Ba- iulum & Consules dicti loci.

Item: Si quandoque, vel quotiescunque contigerit, quod Uni- versitas, vel aliquis de Universitate gratis, vel forte compulsi ali- quid contra libertates, & immunitates sibi concessas, vel conce- dendas fecerint, vel fieri permiserint: non possit eis in aliquo præ- iudicium generari: & nihilominus eis saluæ remaneant libertates & consuetudines dicti loci. Hæc autem omnia supradicta, volumus, & precipimus, in posterum, inviolabiliter observari, salvis in omnib. iurib. & libertatib. Ecclesiarum, & personarum Ec- clesiasticarum, Baronum, Militum & aliorum fidelium nostrorum, & salvo iure quolibet alieno. Quod de perpetuæ stabilitatis robur obtineat, præsentem paginam sigilli nostri auctoritate, & regij nominis character, inferius annotato, fecimus communiri.

374 VSAGES D'AIGVESMORTES.

*Actum PARISIVS, anno Dominica Incarnationis millesimo
ducentesimo quadragesimo sexto, mense Maio. Regni vero nostri
vicefimo, astantib. in Palatio nostro, quorum nomina supposita
sunt, & signa; dapifero nullo, S. Stephani Euticularij, S. Ioannis
Camerarij, Confabulario nullo.*





V S A G E S , O V

COVSTVMES TRES-

ANCIENNES DE LORRIZ.

CHAPITRE XXIII.



E donne ces Coustumes, peu cognuës, comme liées en diuers articles, avec les matieres, cy-dessus touchées. Le temps de leur origine tres-ancienne, est esclaircy, par vne Patente de l'an 1187. rapportée au premier liure de l'Histoire de Gastinois: Establies par Louis le Gros: confirmées par Louis le Jeune, données l'an 1171. par Charles frere de Louis le Jeune: aux habitans de Bois le Roy: la Concession est au sixiesme liure de la mesme Histoire: Le regne de Philippes-Auguste leur fut comme vne nouuelle naissance, les ayans rafraischy l'an 1187: & l'an 1190. il les donna à la Communauté des habitans de Dimont: entre les titres de laquelle j'ay veu l'original, seellé avec plusieurs confirmations.

IN N O M I N E sanctæ & indiuiduæ Trinitatis, Amen.
 P H I L I P P V S, Dei gratia, Francorum Rex. Nouerint uni-
 uersi presentes pariter, & futuri, quoniam hominibus de Dimonte,
 qui ibi nunc sunt, & futuri sunt, dedimus, & in perpetuum concessi-
 mus VSUS, CONSVETVDINES LORRIACI. Vfus autem, &
 consuetudines hæc sunt. Quicumque in parrochia Dimontis domum
 habuerit, pro domo sua, & pro quocunque arpenso terra, si in eadem
 parrochia habuerit, sex denarios censui tantum persoluat. Et si il-
 lud adquisierit ad censum domus sue illud teneat. Nullus homi-
 num de parrochia DIMONTIS TONLEVM, nec aliquam con-
 suetudinem reddat de nutritura sua: nec etiam de annona sua,
 quam de labore suo, vel de labore suorum quorumcumque anima-
 lium habuerit, MINAGIVM reddat: & de vino suo quod de vi-
 neis suis habuerit, FORAGIVM nunquam reddat. Nullus eorum
 IN EXPEDITIONEM, nec IN REQVIATIONEM eat, nisi eandem die

ad domum suam, si volueris, reueniat; & nullus eorum pedagium
vsque Stampas reddat, neque vsque Aurelianensis, neque vsque Mil-
liacum, quod est in pago Gastinensi, nec vsque Miledunum. Et
quicumque in parrochia Dimontis possessionem suam habuerit, ni-
hil ex ea perdes pro quocumque forisfacto, nisi aduersus nos, vel ali-
quem de hospitibus nostris forisfeceris. Nullus AD FERIAS, SEV
AD MERCATVM Dimontis veniens, siue rediens capiatur nec
disturbetur, nisi die ipsa forisfactum feceris. Et nullus in die mercati,
vel feria Dimontis VADIUM PLEGII SVCIPIAT, nisi die consimili
plegiatio illa * facta fueras: si forisfactum de sexaginta solidis
ad quinque solidos, & forisfactum de quinque solidis ad duodecim
denarios veniat, & clamor prepositi ad quatuor denarios. Et nul-
lus eorum cum domino Rege a Dimonte placitaturus exeat. Nul-
lus, nec nos, nec alius, hominibus de Dimonte TALLIAM, nec
ORATIONEM neque ROGAM faciat. Et nullus apud Dimontem
VINVM CVM EDICTO vendat, excepto Rege, qui proprium vinum
in cellario suo cum edicto vendat. Apud Dimontem autem habebi-
mus CRADITIONEM IN CIBIS ad nostrum & Regina opus ad
dies quindecim completos persoluendam. Et si quis vadium domini
Regis, vel alius habuerit, non tenebit ultra octidies, nisi sponte.
Et si alius erga alium inimicitiam incurrerit, absque Castelli, vel
Burgi infractura, & clamore preposito, non facto, concordauerit:
nihil ob hoc nobis, nec preposito nostro sit emendaturus. Et si cla-
mor inde factus fueris, lices illis concordare, ex quo districtum per-
soluerint. Et si alius de alio clamorem fecerit, & aliter erga alte-
rum nullam feceris emendationem, nihil pro his nobis, nec preposito
nostra erit emendaturus. Et alius alij si facere sacramentum de-
buerit, condanare ei liceat. Et si homines de Dimonte VADIA
DVLLI temere dederint, & prepositi assensu, antequam tri-
buanisur obfides, concordauerint, duos solidos, & sex denarios uter-
que persoluant. Et si obfides dati fuerint, septem solidos, & sex de-
narios persoluant uterque. ET SIVE LEGITIMIS HOMINIBVS
DVLLVM FACTVM EVERIT, obfides devicti centum, ET
DVODECIM solidos persolvent. Eorum nullus
cornutam nobis faciat, nisi semel in anno, ad vinum nostrum ad-
ducendum Aurelianus, nec alij. Hoc autem faciant illi, qui equos, &
quadrigas habuerint: & in inde submoniti fuerint, nec a nobis
habuerint procuracionem. VILLANI ligna ARCOVINAM
NOSTRAM adducent. Nullus eorum captus teneatur, si plegium
veniendi ad ius dare potuerit: & eorum quilibet, res suas si vendere
voluerit

* Alias, ple-
giatura.

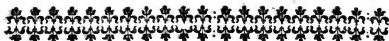
Le batus paye.

volueris, vendat, & redditus venditionibus suis, à villa si recedere volueris, liber, & quietus recedat, nisi in villa forisfactum fecerit. Et quicumque in parrochia Dimontis, anno, & die manserit, nullo clamore eum sequente, neque per nos, neque per propositum reftitudinem prohibueris, deinceps liber, & quietus permanens. Et nullus cum aliquo placitabit, nisi causa reftitudinis exequenda, & recipienda. Et quando homines de Dimonte ibunt Aurelianis, cum mercatura sua, solum nummum pro quadriga sua persoluent in verbis egressu scilicet, quando ibunt non causa seria: & quando causa seria in mercaturis, in ingressu Aurelianis quasor denarios ^{Alias, mar-} persoluent pro quadriga, & in egressu duos denarios. ^{cio.} IN VPTIIS DIMONTIS PRÆCO NIMIL consuetudine habedit, neque excubitor. Et nullus agricola de parrochia Dimontis, qui terram colat, cum aratro, plusquam unam minam siliginis, omnibus de Dimonte seruientibus consuetudine prabeat, quando messus erit. Et si miles aliquis, seu seruens, equos vel alia animalia hominum de Dimonte in nemoribus nostris inueneris, non debet illa ducere, nisi ad propositum Dimontis. Et si aliquod animal de parrochia Dimontis forestam nostram à tauris fugatum, vel à muscis conctum intraueris, sine haiam, nihil ideo proposito debebit emendare, ille cuius animal fuerit, si poteris iurare, quod custode inuiso, illud intrasset: & si aliquo custodiente, scienter, inuictum fueris, duodecim denarios pro illo dabis: & si plura fuerint, totidem pro quolibet persoluas. In furnis Dimontis non erunt portatores consuetudine, & excubie non erunt apud Dimontem, consuetudine. Et aliquis de Dimonte si duxerit sal vel vinum suum Aurelianis, pro quadriga unum denarium dabit tantum. Et nullus hominum Dimontis debet demandationem proposito Stampers, nec proposito Pueris, nec in toto Gassineto. Nullus eorum dabit tunicum Ferraris, nec Castromontis, nec Puteolis, neque Rebelia. Et homines de Dimonte nemini mortuum ad usum suum extra forestam capient. Et quicumque in mercato Dimontis emeris aliquid, vel vendideris & per obliuionem ^{T O N L E V M} suum retinueris, post octo dies illud persoluas, sine aliqua causa, si iurare poteris, quod scienter illud non retinuisset. Et nullus hominum Dimontis, habentium domum vel vineam, vel pratum, aut agrum, aut adificium aliquod in terra sancti Benedicti iustificabis se pro Abbate sancti Benedicti, vel pro eius seruientibus, nisi pro ^{G A R B A}, vel pro censu suo forisfacerent; Et tunc à Dimonte non exhibis causa reftitudinis tenenda. Et si aliquis hominum de Dimonte accusatus de aliquo fueris, & teste comprobare non possis,

rit, contra probationem impetentis per solam MANVM SVAM SE DECVLPABIT. Nullus etiam de eadem parrochia, de quocumque vendiderit, vel emerit super septimanam, & de quocumque emerit, in die veneris, in mercato, pro usu suo nullam consuetudinem dabit. Proinde constituimus, ut quotiens, in villa de Dimonte movebitur prapositus, unus post alterum iuret, se stabiliter servaturum omnes has consuetudines, & similiter novi quotiens movebuntur servientes. Quod ut perpetua firmitatis robur obtineat, presentem paginam sigilli nostri auctoritate, Regij nominis caractere inferius annotato, salvo iure alieno, precepimus confirmari. Actum apud Fontem Blaudi, Anno Incarnationis, millesimo centesimo nonagesimo. Regni nostri anno undecimo. Astantibus in Palatio nostro, quorum nomina supposita sunt, & signa, S. Comitis Theobaudi Dapiferi nostri, S. Guidonis Buticularij, S. Matthai Camerarij, S. Radulphi Contabularij. Datum vacante Cancellaria. Cancellatum in cera viridi sub cordulis sericis colore rubeo impendentibus.

*Ces Coustumes
baillées à plu-
sieurs autres
villes.*

Conferant avec Monsieur Cholet, Aduocat en la Cour, sur le sujet de ces Loix, il m'a fait voir, outre les exemples cy dessus touchez, qu'elles auoient esté baillées à diuerfes autres villes & contrées par plusieurs Rois & Seigneurs: Mesmes m'a communiqué l'extraict tiré de plusieurs Patentes originales, qui autresfois ont esté pardeuers luy: Par lesquels il se void qu'ayant esté ces loix establies par Louis le Gros: Louis le Jeune son fils, par Patentes de l'an 1159. les bailla aux Abbé & Religieux de S. Benoist sur Loire pour leur terre de Moulins, allise au Bailliage d'Orleans: & l'an 1160. les octroya aux habitans de Loirrestz le Boccage en Gastinois. Ce qui fut depuis confirmé par Philippes le Hardy. Philippes-Auguste donna les mesmes Loix aux Religieux de S. Benoist pour leurs terres voisines l'an 1187. Pierre de France, fils du Roy Louis le Gros, & frere de Louis le Jeune en l'année 1170. les octroya à la ville de Montargis, du consentement d'Elizabeth de Courtenay sa femme. Thibaut Comte Palatin de Champagne, les donna aux habitans de Chaumont en Bassigny l'an 1190. Estienne Comte de Sancerre 1190. les donna aux habitans de Bartieu, & à ceux de S. Briçon en Berry. Ce qui fut confirmé par son fils l'an 1210. Ez années 1209. & 1234. Robert de Courtenay, & Mahault sa femme, les accorderent aux habitans de Meun sur Yeuze.



ARREST DV PARLEMENT DE BORDEAUX, PRONONCE' en Robbes rouges, par lequel a esté iugé, qu'en pais de Droict-escrit, les droicts de lots & ventes, sont deubs aux alienations de Fiefs, & terres nobles.

CHAPITRE XXIII.



FRANCISCVS Dei gratia Francorum Rex .
Vniuersis præsentibus litteris inspecturis, Salutem.
Notum facimus, quòd cum lite coram Senescha-
lo nostro Petragoricenſe, seu eius locum tenen-
te, inter dilectos nostros Guidonem Baronein
Dominum de Maureulh, actorem & certas nostras litteras
impetrantem, parte ex vna: Et Franciscum Baronem & Do-
minum de Bourdeille, eisdem litteris-defensorem, ex alia:
mora & pendente. Iam dictus actor præsupponendo dixisset,
Quòd nullus vassallus absque congedio Domini feudi, ad ho-
magium tenti, sub pœna perditionis sui iuris, vendere aut titu-
lo permutationis veræ, fictæ, vel simulatæ, seu aliter alienare
dictum feudum non poterat. Præsupposuisset etiam dictus ac-
tor, quòd toties quoties alienatio ex congedio domini feudi, &
in casu permissio fiebat, homagium debitum ratione dicti feudi
fieri aut permutari intra tempus à iure & consuetudine præfi-
xum, absque occupando, dictum feudum & deueria, si qua
deberentur per naturam & qualitatem feudi, simul & homa-
gium, respectiue capi, fieri, & offerri realiter domino feudi,
sub simili pœna quæ supra debebant. Pariter etiam præsuppo-
suiſſet quòd nullus contractus per vassallum fraudulosus, fictus,

vel simulatus fieri debebat, & quando in contrarium fiebat, à iure suo ipso facto privatus erat: Et his præsuppositis dici & allegari fecisset dictus actor, quòd ipse Baro & dominus altæ Baronix, Castri, Castellaniq; terræ, & dominationis de Mareulh in dicta Seneschalia sita talis tentus & reputatus existeret, & ad causam iam dictæ Baronix, & dominationis ipse habebat, & sui prædecessores habuerant, plures vassallos, emphyteotas & tenentarios tenentes ad homagium, census, rentas, ratione plurium castorum, castellaniarum, arcium, repairiorum & domorum nobilium, villagiorum, sylvarum, & aliorum tenementorum. Inquiebat dictus actor, quòd inter alios suos emphyteotas, Anthonius d'Anthon, scutifer, vassallus eiusdem impetrantis tempore quo possidebat castrum, castellaniam, repairium & domum nobilem de Bernardieres, situm & sitam in iam dicta Seneschalia Petragoricense, ad causam illius facere homagium & præstare iuramentum fideliter eidem actori tenebatur: prout in rei veritate tam ipse quàm sui prædecessores illud homagium actori & suis prædecessoribus de prælibato repairio de Bernardieres, pertinentiis, & dependentiis illius fecerant, & per declarationem tradiderant. Et ulterius dici & allegari fecisset prælibatus actor, quòd quamquam nemini alienare, transferre, aut contractum fraudulosum in præiudicium ipsius facere licitum seu permissum foret: Hoc tamen non obstante, iam dictus d'Anthon, olim vassallus & tenentarius iam dictorum castri, castellanix, repairii, & nobilis domus de Bernardieres ad fidem & homagium ipsius domini de Mareulh, in anno millesimo quingentesimo secundo tractauerat & tractari fecerat per plures personas, & nuntios, erga Dominum de Bourdeille, & alios, de vendendo ad perpetuum dictum castrum & repairium seu domum nobilem de Bernardieres cum suis pertinentiis & dependentiis, aut partem earundem fecerat, & post plurà verba & tractamenta facta, ipsi d'Anthon & de Bourdeille inter se de pretio absque congedio ipsius actoris accordauerant, dictusque d'Anthon aut ex eius præcepto & mandato, summam decem mille librarum turonensium aut maiorem pro dictis castro & loco de Bernardieres, ac parrochiis de la Chappelle Poumiere, de Champaux & de Lussas, videlicet de Lussas per integrum vnà cum toto Burgo de Fontombrade, & quantum dicta Castellania se

extendebatur in parrochia sancti Martialis de Vallette, & in parrochia sancti Sulpitii versus iurisdictionem de Nontron, & in parrochia de Barussaco usque ad iter antiquum de la Chappelle sus Poumiere, insequendo limites dictæ parrochiæ in proximiore prælibatæ Castellaniæ de Bernardieres, transiendo subtus Calhiatam & Molendinum d'Vnsac ad manum sinistram, & ad vnum fontem (illum comprehendendo) ad Molendinum ad longum prati de la Rosse & suorum consortium memorati de la Bernardieres redeundo ad alium butum calliatæ prædicti stagni ad longum prædictæ terræ usque ad finem, siue fons illius eundo ad vnum paruum terminum transgrediendo vnum alium usque ad quandam grassam rupem, continuando versus Solis ortum usque ad vnam aliam rupem, & de dicta rupe usque ad vnum alium terminum, ubi quondam arbor castanearum erat, & de eodem termino ad vnam aliam rupem eundo rectè ad quandam clidam & capiendo iter per quod de Bernardieres ad Combam Fourchades itur iam dictam la Brousse, & eundo ad vnum terminum faciendo limitem parrochiarum de Lusses & de Barussac sequendo prædictum terminum usque ad iter per quod de Bussac sus Nontron, & limites dictarum parrochiarum usque ad crucem de Bassatiues, & tres lapides facientes diuisionem iurisdictionum de Nontron & de lauerlhac, & de Bernardieres & de cuius iurisdictione media, alta & bassa, mero & mixto imperio iure pedagii, gueti & de Bouvieres, villagiis, censibus, rentis, dominationibus, feudis, refeedis, molendinis & aliis iuribus de quibus prædictus d'Anthon gaudere consueuerat, & de iure retinendi à Petro Faure dicto: exegisset mercatore de Nontron, totam parrochiam de Lusses, & Molendinum de Combam sitos in parrochia sancti Sulpitii, & Mainamentum doli Roussabia parrochia de Bussacæ. Quæ quidem res alias per ipsum d'Anthon, tum pacto recobii pretio duarum mille librarum turonensium venditæ fuerant, & à iure redimendi à Delphino Pastoreau minore, census, rentas debitos & debitas: & hoc pro pretio & summis ducentum quinquaginta libras turonenses & etiam actiones & facultatem redimendi à Iohanne Pastoreau iuniore, census, rentas debitos & debitas & solui consuetas eidem d'Anthon per quosdam vocatos les Prouctiers ratione hæreditagiorum illorum, & prædicti Pastoreau

vel simulatus fieri debebat, & quando in contrarium fiebat, à iure suo ipso facto privatus erat: Et his præsuppositis dici & allegari fecisset dictus actor, quòd ipse Baro & dominus altæ Baronie, Castrî, Castellanię, terræ, & dominationis de Mareulh in dicta Seneschalia sitæ talis rentus & reputatus existeret, & ad causam iam dictæ Baronie, & dominationis ipse habebat, & sui prædecessores habuerant, plures vassallos, emphyteotas & tenentarios tenentes ad homagium, census, rentas, ratione plurium castrorum, castellaniarum, arcium, repairiorum & domorum nobilium, villagiorum, sylvarum, & aliorum tenementorum. Inquiebat dictus actor, quòd inter alios suos emphyteotas, Anthonius d'Anthon, scutifer, vassallus eiusdem impetrantis tempore quo possidebat castrum, castellaniam, repairium & domum nobilem de Bernardieres, situm & sitam in iam dicta Seneschalia Petragoricense, ad causam illius facere homagium & præstare iuramentum fideliter eundem actori tenebatur: prout in rei veritate tam ipse quam sui prædecessores illud homagium actori & suis prædecessoribus de prælibato repairio de Bernardieres, pertinentiis, & dependentiis illius fecerant, & per declarationem tradiderant. Et ulterius dici & allegari fecisset prælibatus actor, quòd quamquam nemini alienare, transferre, aut contractum fraudulosum in præiudicium ipsius facere licitum seu permissum foret: Hoc tamen non obstante, iam dictus d'Anthon, olim vassallus & tenentiarius iam dictorum castrî, castellaniæ, repairii, & nobilis domus de Bernardieres ad fidem & homagium ipsius domini de Mareulh, in anno millesimo quingentesimo secundo tractauerat & tractari fecerat per plures personas, & nuntios, erga Dominum de Bourdeille, & alios, de vendendo ad perpetuum dictum castrum & repairium seu domum nobilem de Bernardieres cum suis pertinentiis & dependentiis, aut partem earundem fecerat, & post plurà verba & tractamenta facta, ipsi d'Anthon & de Bourdeille inter se de pretio absque congedio ipsius actoris accordauerant, dictusque d'Anthon aut ex eius præcepto & mandato, summam decem mille librarum turonensium aut maiorem pro dictis castro & loco de Bernardieres, ac parrochiis de la Chappelle Poumiere, de Champeaux & de Lussas, videlicet de Lussas per integrum vnà cum toto Burgo de Fontombrade, & quantum dicta Castellania se

extendebat in parrochia sancti Martialis de Vallette, & in parrochia sancti Sulpitii versus iurisdictionem de Nontron, & in parrochia de Barussaco vsque ad iter antiquum de la Chappelle sus Poumiere, insequendo limites dictæ parrochiæ in proximiore prælibatæ Castellaniæ de Bernardieres, transcundo subtus Calhiatam & Molendinum d'Vnsac ad manum sinistram, & ad vnum fontem (illum comprehendendo) ad Molendinum ad longum prati de la Roske & suorum consortium memorati de la Bernardieres redeundo ad alium butum calliatæ prædicti stagni ad longum prædictæ terræ vsque ad finem, siue fons illius eundo ad vnum paruum terminum transgrediendo vnum alium vsque ad quandam grassam rupem, continuando versus Solis ortum vsque ad vnam aliam rupem, & de dicta rupe vsque ad vnum alium terminum, vbi quondam arbor castanearum erat, & de eodem termino ad vnam aliam rupem eundo rectè ad quandam clidam & capiendo iter per quod de Bernardieres ad Combam Fourchades itur iam dictam la Brousse, & eundo ad vnum terminum faciendo limitem parrochiarum de Lusses & de Barussac sequendo prædictum terminum vsque ad iter per quod de Bussac sus Nontron, & limites dictarum parrochiarum vsque ad crucem de Bassatiues, & tres lapides facientes diuisionem iurisdictionum de Nontron & de lauerthiac, & de Bernardieres & de cuius iurisdictione media, alta & bassa, mero & mixto imperio iure pedagii, gueti & de Bouvieres, villagiis, censibus, rentis, dominationibus, feudis, refeudis, molendinis & aliis iuribus de quibus prædictus d'Anthon gaudere consueuerat, & de iure retinendi à Petro Faure dicto: exegisset mercatore de Nontron, totam parrochiam de Lusses, & Molendinum de Combac sitos in parrochia sancti Sulpitii, & Mainamentum doli Roussabia parrochia de Bussacco. Quæ quidem res alias per ipsum d'Anthon, tum pacto recobii pretio duarum mille librarum turonensium venditæ fuerant, & à iure redimendi à Delphino Pastoreau minore, census, rentas debitos & debitas: & hoc pro pretio & summis ducentum quinquaginta libras turonenses & etiam actiones & facultatem redimendi à Iohanne Pastoreau iuniore, census, rentas debitos & debitas & solui consuetas eidem d'Anthon per quosdam vocatos les Prouciers ratione hæreditagiorum illorum, & prædicti Pastoreau

per ipsum d'Anthon cum dicto Domino sub pacto recobii pro pretio, & summa viginti quinque librarum turonensium venditos habere debebat. Inquebat dictus actor, quod prælibatus de Bourdeille easdem res sub pacto recobii per ipsum d'Anthon venditas recuperare & summas pro quibus fuerant venditæ tendens in deductionem eius summae, pro qua Castum, Castellania, reparium, domus nobilis de Bernardieres, census, rentæ, iura, & deueria fuerant vendita & venditæ debebat, sæpeque dictus de Bourdeilles in dicto contractu venditionis furnire & soluere. Iam dicti Baillot & Pastoreau prælibatam summam per infra certum terminum inter eos accordatum, pro redimendo easdem res promiserat. Inquebat dictus actor quod ultra dictam summam ipse de Bourdeilles ipsi d'Anthon soluerat ducentum libras: & nihilominus soluere id quod vsque ad sex mille libras turonenses restabat ultra prædictas ducentum libras realiter solutas ducentum libras & alias ducentum libras, & eundem d'Anthon receptus promiserat, & in solutionem aliorum quatuor mille librarum turonensium restandum pro faciendo totam summam decem mille libras, prædictus de Bourdeille defensor terram & dominationem du petit Mareulh receperat. Inquebat etiam sæpe dictus de Mareulh quod ipse de Bourdeille solui facere & dari dicto d'Anthon pro prædicta dominatione du petit Mareulh eandem summam quatuor mille librarum turonensium, & tantum illam sibi valere facere promiserat. Et paulò post & antequam ipse d'Anthon de eadem terra & dominatione du petit Mareulh gauderet nec illam teneret aut possideret, præfatus de Bourdeille eidem d'Anthon prædictam summam quatuor mille librarum turonensium tradiderat aut per interpositas personas tradi fecerat. Inquebat ulterius dictus actor quod ipse d'Anthon titulo venditionis præfato de Bourdeille rotam dictam parochiam de Lusses, molendinum de Comba, census, rentas, aliaque iura & deueria per ipsum d'Anthon præfatis Baillot & Pastoreau cum pacto recobii venditos & ab eis pro prædictis summis redemptos & redemptas cesserat & transtulerat. Inquebat etiam præfatus actor quod ex prædictis dictum contractum sic inter eosdem d'Anthon & de Bourdeille nona die mensis Februarii, anno millesimo quingentesimo secundo factum veram & puram fore de facto ha-

fieri factam & celebratam, quæ de iure fieri de feudo absque congedio dicti actoris non potuerat clarè constabat: & ulterius dici & allegari fecisset dictus actor, quòd medio dicto contractu venditionis, quam initus fuerat, præfatus de Bourdeille absque congedio, licentia, & auctoritate dicti actoris incontinenti seintra dictum Castrum de la Bernardieres intruserat, & illud usurpauerat, fraudando illum de Marcuilh. Dicebat ulterius prædictus actor quòd illo medio & aliter prælibatum, Castellania, terra, dominatio, villagia, hæreditagia, census, rentæ, superius declarati, declaratæ, declarata in commissum ceciderant & vtile dominium seu ius quod parentibus præfati d'Anthon, Baillot & Pastoreau competeat ad fontem redierat & eidem Domino de Marcuilh ratione homagii non facti, iurium & deueriorum non solutorum propter fraudulentum contractum & aliter acquisitum existeret. Inquebat etiam dictus actor quòd ipse de Marcuilh ad conseruationem sui iuris incontinenti quod de hoc certificatus fuerat, & ex quarta die mensis Martii anno Domini millesimo quingentesimo tertio ad eius manum prædictum Castrum, Castellaniam, terram, dominationem, & Iurisdictionem de Bernardieres, census, rentas, fructus, pertinentias, & dependencias eiusdem, & totum id quod præfatus de Bourdeille acquisiuisse ab eodem d'Anthon medio dicti contractus prætendebat, posuerat, & acceperat & saisuerat eandem manumissionem & saisinam præfatus Dominus de Marcuilh eidem d'Anthon certificauerat seu notificari fecerat, & de pœna iuris fructibus, & profectibus, expensis, damnis & interesse protestatus fuerat in libitiones in talibus requisitas & de iure permissas de non violando dictam manumissionem fecerat. Inquebat pariter dictus actor quòd ex eo quod præhibitus Dominus de Bourdeille nullum computum de ea manumissione tenebat, ipse actor sibi volens prouidere de remediis institutis, ex tertia die mensis Aprilis anno millesimo quingentesimo tertio ante Pascha ex cancellaria nostra nonnullas literas ad finem poni fecerat ad manum nostram confortando manum eiusdem impetrantis, & ad tales fines quos capere & eligere vellet primo hostiario aut seruianti nostro directas impetrauerat. Inquebat dictus actor quòd virtute dictarum literarum Martialis Garreau seruicus noster vigesima quarta die mensis & anni

prædictorum postquam sibi apparuerat de manu missis per ipsum actorem factis ad castrum de Bourdeille se transiulerat, ubi per affixionem cedulæ & copiæ literarum suæ commissio- nis ad valuas dicti castri sua expleta, & inhibitiones poni sibi mandatum fecerat, & nihilominus eidem defensori ad sex- tum diem mensis Martij tunc sequentis pro audiendo tales petitiones & requestas, quas ipse de Marculh contra eundem de Bourdeille vellet eligere, proponere & requirere coram dicto Seneschalo seu eius locum tenente assignauerat. Idcir- cò concludendo quatenus per sententiam ipsius Seneschali seu eius locum-tenentis eundem de Marculh actorem & impe- trantem ad bonam & iustam causam ad conseruationem sui boni iuris ad eius manum posuisse & saisisse, illamque confor- tando ad inanum nostram poni fecisse Castrum & partem Cas- tellaniæ de Bernardieres, seu totum id quod dictus defensor acquisiuisse ab eodem d' Anthon prætendebat vnâ cum fructi- bus, prouentis, rentis, emolumentis illorum terrarumque pertinentiis, appendentiis & dependentiis pro homagio, fi- de & deuotio non factis & solutis diceretur & declararetur, dictusque defensor realiter de facto ad reintegrandum ma- num eiusdem actoris simul & nostram per eundem defenso- rem violatas & per illas reintegrando à se departiendum à de- tentione & occupatione earundem Castri & partis Castellaniæ de Bernardieres, ac de toto quod prætendebat acquisiuisse a præfato d' Anthon & ad sinendum ipsum actorem de fructibus profectitiis, rentis & emolumentis illarum, nec non de il- larum pertinentiis, appendentiis & dependentiis pendentibus processit condemnaretur & condemnatus compelleretur, & consequenter commissum habere locum declararetur, ac etiam utilitas & ius præstare per defensorem rebus saisitis eius- dem actori adiudicaretur: Et quatenus commissum cessaret, quod tamen non cessabat dicto iure per ordinem in casum præ- dictum defensorem dare & soluere eidem Domino de Ma- rculh sextum denarium dictarum decem mille ducentum sexa- ginta quinque librarum turonensium, aut de alio pretio ac- cordatos inter ipsos de Bourdeille & d' Anthon, & aliter prout consuetum fuit, simul & in expensis, damnis, & interesse con- demnari & condemnatam compelli, iusque in toto aut in par- te scripsi petiisset & requisisset. PRO PARTE VERÒ dicti de-
fensoris

fenforis dictum & allegatum fuisset, quod iure hereditario liberis masculis descendentes ex recta linea paterna ipse Dominus & baro altissimæ & antiquissimæ ab omni suo Domus & Baronie de Bourdeille in Seneschalia Petragoricense sita, existerat. Pariter quod de recta linea materna descendente ab altissima & antiquissima Baronia de Mareulh erat, sicque ex eisdem causis ipse defensor de sanguine & linea baronie, nec non consanguineus germanus eiusdem Guidonis de Mareulh, Domini & baronis dicti Leriæ actoris in præsentī materia existerat. Dicebat ulterius dictus defensor, quod ratione prælibati iuris & aliter debite ad causam suorum prædecessorum nona die mensis Februarii anno millesimo quingentesimo secundo, & per antea ab omni tempore & antiquitate ipse fuerat & erat Dominus possessor pacificus absque debato aut controuersia terræ & dominationis du petit Mareulh, sitæ in diocesi Xanctoniarum, & in Castellania de Cherrignat, omnium quarumcumque suarum pertinentiarum & dependentiarum, deueriorum, censuum, iurium, domorum, eidem Domino competentium. Inquebat etiam iam dictus defensor, quod iam dicta terra & dominatio du petit Mareulh dicta die nona Februarij millesimo quingentesimo secundo fuerat, prout & nunc est, valoris & communis æstimationis sex aut septem mille librarum turonensium, sicque vera venditio perpetua ac verum pretium inter bonos patres familias & eos qui de eadem dominatione du petit Mareulh, pertinentiis & dependentiis, & qualitatibus illius notitiam habebant de pretio sex mille librarum turonensium usque ad septem mille, sita in bona patria & fertili magnæ extensionis, ubi plures emphyteotæ & tenentarii locupletes residebant: Erant & in eadem dominatione plura pulchra & magna hereditagia & villagia existerant: ad causam quorum plures census & rentæ annuatim aliæque iura & deueria soluebantur eidem defensori, sicque dominatio du petit Mareulh valoris communi æstimatione de sex usque ad septem mille libras turonenses erat: & tanto pretio quilibet bonus venditor illam venderet & emptor emeret. Dicit & allegari fecisset dictus defensor, quod Antonius d'Anthon, scutifer, Dominus iam dicto tempore præfatæ terræ & dominationis de Bernardieres, permutare dictam eius dominationem transauerat, & inter alios, sciens eundem dominum de Bourdeille fore possessorem pacificum & dominum supradictæ

dominationis du petit Mareulh ac situationem eius & bonitatem tractauerat & tractati fecerat de permurando suam dominationem de Bernardieres cum dicta terra du petit Mareulh: & taliter hoc prosecutus fuerat, quod iam dicta die nona mensis Februarij anno millesimo quingentesimo secundo ipse de Bourdeille defensor, & Anthon realiter & actualiter coram notariis & testibus fide dignis dictam permutationem cum pactis, renunciationibus, obligationibus, iuramentis & clausulis necessariis & assuetis, & de dicta permutatione literarum in bona & valida forma passatarum existerant. Inquebat pariter dictus defensor, post dictam permutationem modo quo supra de dictis dominationibus passatam & celebratam, & quod ipse de Bourdeille certificatus teneri facere homagium ratione terrarum & dominationis de Bernardieres eidem de Mareulh fecerat intra terminum iuris ac communis obseruantiarum eidem Domino de Mareulh se presentauerat, & in homagium predicti modo & forma, quibus sui predecessores in supradictis dominationibus terrarum & iurisdictione de Bernardieres facere consueuerant, obtulerat dictamque obligationem semper continuare, & per suos legitimos procuratores continuari realiter & actualiter fecerat ipse defensor, quod prefatus d'Anthon virtute dictarum permutationis realem & actualem prefatarum terrarum & dominationis du petit Mareulh acceperat & ex post gaudius fuerat, dictamque possessionem absque impedimento & contradictione alicuius personarum continuauerat. Pariter vice versa predictus de Bourdeille virtute dictarum permutationis possessionem realem & actualem eiusdem dominationis de Bernardieres acceperat & pacifice usque ad presentem processum gaudius fuerat, contractus inter ipsos de Bourdeille & d'Anthon initus & passatus ratione earundem terrarum & dominationum vera & realis permutatio talis semper ab initio & usque ad finem & veram traditionem realem & actualem respectiue dictarum terrarum & dominationum tractata existerat, sique recipi ad faciendum homagium de eadem Dominatione de Bernardieres eidem Domino de Mareulh, absque eo quod ipse de Mareulh petere ventas, honores aut landimia in argento aut in auro fasso debebat. Inquebat etiam dictus Dominus de Bourdeille & de Bernardieres vassallus eiusdem de Mareulh ratione predictarum terrarum & dominationis de Bernardieres, quod communis obseruantia in tota Aquitania

tania in patria illius & maximè in Seneschalia Petragoricenſe ab omni tempore & antiquitate per cōſuetudinem laudabilem & approbatam, & per ſententiam & ſententias diffinitivas in cōtradictorio iudicio & aliter obſervata & cuſtodita talis erat, quòd in contrāctibus permutationū, ſive res permutatæ forent feudales, ſive emphyteotecariæ, ſive cēſuales aut aliæ, non ſolvebantur ventæ, honores aut laudimia: Quinimò omnes permutantes bona immobilia cuiuſcūque conditionis exiſterent, ſive feodæ, ſive res emphyteotecariæ, cēſuales, aut alia ab omni tempore & antiquitate liberi & quitti à ſolutione ventarum, capitum aut laudimiorum ratione earundem rerum permutatarum erant, ſicque in dicta tota patria, maximè in iam dicta Seneschalia Petragoricenſe, & in contradictorio iudicio abſque aliqua interruptione ſemper obſervatum dictūque obſervabatur, in tantum quòd aliquis in contrarium venire vereretur, cuius conditionis & ſtatus fuiſſet, tam in iudicio quàm extra, abſque difficultate aliqua repellebatur: & de hoc plures ſententiæ quæ de hoc in vim rei iudicatæ tranſierant, & per atteſtum aut arreſta confirmatæ fuerant, datæ exiſtiterant, & ita præſentibus, ſcientibus, videntibus & non contrādicentibus, manentibus & habitantibus dictæ patriæ, & maximè patriæ & Seneschaliæ Petragoricenſis, & præcipuè dicto Domino de Mareulh, nunquam niſi à præſenti proceſſu citra contradixerat, obſervatum fuerat, ſicque cauſis & mediis prædictis eundem dominum de Mareulh non poſſe capere commiſſum ex eo, quia nihil fuit, nec eſt, quod poſſit imputari eidem defenſori, num ipſe ſit capax ad tenendum dictum feudum exiſtat: Et tam in iudicio quàm extra in ſcriptis, & ſine ſcriptis facere ei homagium obtulerat, clariffimè apparere dicebat: Idcirco concludendo dictus defenſor, quatenus per ſententiam dicti Seneschali Petragoricenſis, ſeu eius locum tenentis, prælibatum de Mareulh attētiſ & conſideratiſ obligationibus tam iudicialibus quàm aliis per eundem de Bourdeille illi factis, aliſque motiuis in proceſſu declarandis, maximè recipiendum fore, & abſque apparentia aliqua in proceſſu eſſe diceretur & declararetur, ab omnibus finibus & concluſionibus dicti de Mareulh abſolveretur & relaxaretur: ad minus in omnem eventum, quòd dictus de Mareulh attempta generali cōſuetudine totius regni, quæ eſt, quod in materia feudali in quocumque contrāctu non debentur ventæ, laudimia, nec

alia subsidia, & etiam consuetudine specialiter existente in dicta Seneschalia Petragoricense, ubi etiam non debentur laudimia, ventæ pro re feudali pendente processu recipere, prælibatum de Bourdeille ad dictum homagium compelleretur, & super de speciali consuetudine in factis contrariis partes appunderentur expensis, damnis, & interesse petiuisset & requisivisset. Ad hoc quod dictus actor dicere & allegare visus fuerat in primo articulo suæ petitionis, quod de iure vassallus absque congedio domini feudum tantum ad homagium vendere aut permutare iam dictus defensor, quod de hoc si iure aliquid erat scriptum, aut non, veritati remittebat: respondebat verum quod in toto regno nostro communis observantia in contrarium ab omni tempore & antiquitate & præallegata consuetudine tenebat, & observabat ipse de Bourdeille in facto. Et ulterius dicebat prælibatus defensor, quod per iam dictas communem observantiam & consuetudinem, quilibet vassallus feudum tantum in homagium absque scitu aut congedio domini permutare poterat, & illud non absque causa introductum fuerat, cum omnia sint reducta ad instar patrimoniorum: sicque allegatio iuris prætensi & præsuppositi de illo facta, eadem facultate quæ præponebatur eadem repelli debebat. Ad hoc quod prædictus actor in secundo articulo præsupponendo in iure fore scriptum dicebat, quod quando alicuius feudi alienatio in casu permissio fiebat, quod homagium de eodem feudo fieri debebat; Prælibatus defensor, quod dicta præsuppositio aut attentio obligationibus per eum dicto de Mareu h de sibi faciendo homagium factis frustratoria erat, quodque frustra membranas occupabat: respondebat ad hoc etiam quod sæpe dictus actor in tertio articulo dicebat, & iniure præsupponebat, quod nullus contractus fieri simulatus in materia feudali debebat, præfatus defensor quod respectu ipsius & ex suo latere nulla erat fictio aut simulatio, nec aliud sinistrum, & omnia eius facta in lucem veritatis clarescebant. Respondebat & ad hoc quod iam dictus actor dici, proponi & allegari fecisset in quarto articulo suæ petitionis suarumque scripturarum, quod ipse Baro & dominus baroniz de Mareu h in Seneschalia Petragoricense existebat, præfatus defensor illud verum esse, quod factum tale erat, quodque mater eiusdem de Bourdeille filia naturalis & legitima Domini eiusdem Baronis erat, & per consequens actor

& defensor & consanguinei & parentes erant : respondebat ; ad hoc autem , quod ulterius dici , proponi & allegari fecisset dictus actor , quod causa sua Baronie de Mareulh ipse plures vassallos & emphyteotas & tenentarios , & inter alios Antonium d'Anthon , scutiferum , tempore quo castrum , castellaniam renebat , habebat iam dictus defensor quatenus pro eo faciebat quod illud acceptabat , respondebat & quod ipse de Bourdeille semper confessus fuerat eidem de Mareulh , quod ante dictam permutationem mense & anno prædictis factum iam dictus d'Anthon ratione dictæ dominationis de Bernardieres , vassallus eiusdem de Mareulh erat , & quod facta dicta permutatione infra annum & diem , & sic infra terminum iuris & communis obseruantie ac generalis consuetudinis , coram prælibato de Mareulh , ipse de Bourdeille se præsentauerat , & illi facere homagium per suos prædecessores vassallos dicti de Mareulh ad causam dictæ dominationis de Bernardieres fieri assuetum offerri dicebat & in facto ponebat. Et ad hoc quod dictus actor , etiam dicebat quod nunquam alienare aut transferre in præiudicium dicti Domini de Mareulh licitum aut permissum non foret : Defensor attento quod ipse dominus & baro de Bourdeille , dicebat & sanguineus est proximus in parentela dicti de Mareulh , est quod permutando per eundem d'Anthon eius terram & dominationem de Bernardieres cum ipso de Bourdeille de nihilo præiudicauerat dicto de Mareulh. nec alteri respondebat , quinimò quod conditionem supra dicti de Mareulh meliorem fecerat in facto ponebat. Et ad hoc quod ulterius dicebat actor , quod prælibatus d'Anthon erga plures & diuersas personas , & maximè erga ipsum de Bourdeille de vendendo ad perpetuum dictam dominationem de Bernardieres tractari fecerat , iam dictus defensor , illud verum non esse respondebat : & quod ipse d'Anthon , permutare eandem dominationem de Bernardieres cum dicto defensore dumtaxat tractauerat , quodque plures emere dictam terram & dominationem de Bernardieres in auro & argento voluerant , sed ipse d'Anthon nolle vendere & absque terra & dominatione remanere respondebat : & sciens præfatum de Bourdeille longè ab eius baronia de Bourdeille & dominatione de la Tour-blanche habere sæpe dictam dominationem du petit Mareulh , & quod terra & domina-

tio de Bernardieres bene propè existerat, quòdque præliba-
 ta terra & dominatio du petit Mareulh tunc temporis erat
 prout nunc est per communem æstimationem sex aut septem
 mille librarum turonensium, prædictam permutationem si-
 ne dolo, fraude & fitione aut simulatione fieri modo permis-
 so & prout in instrumento authentico eiusdem permutationi-
 nis continebatur tractauerat & tractari fecerat ipse defensor
 agebat & in facto ponebat: Et ad hoc pariter quòd præfa-
 tus actor dicere & allegare intentabat, quòd verum præ-
 tium supradictæ dominationis de Bernardieres de decem
 mille libris turonensibus fuerat, respondebat ad hoc etiam quòd
 præfatus actor specificare per confrontationes dictam terram
 & dominationem de Bernardieres, cre dens ostendere dictam
 permutationem non fore permutationem & narrare quas-
 dam summas nitebatur prædictus de Bourdeille defensor,
 quod instrumentum permutationis pulchrum, soluabile, so-
 lenne, authenticum, per duos Notarios receptum & signa-
 tum, quod variari non poterat, & quod ipse defensor produ-
 xerat, & de eodem prædictus de Mareulh duplum habuerat,
 existerat: & ipse de Bourdeille quod prædictus contractus
 inter eum & præfatum d'Anthon factus & initus & in dicto
 instrumento comprehensus, vera permutatio absque dolo,
 fraude, simulatione aut fitione erat in facto ponebat, nec
 ob stare sibi posse id quod præfatus actor dicere satagebat,
 quod traditio pecuniæ in eodem contractu interuenerat, de-
 fensor dicebat, quoniam non pro maiori valentia rerum per-
 mutatarum, sed ad finem appropinquandi suum bonum infra
 dictam Seneschaliam Petragoricensem hoc fecisse responde-
 bat: & ulterius, quòd tempore dictæ permutationis dicta do-
 minatio du petit Mareulh valoris sex aut septem mille libra-
 rum turonensium erat, prout nunc est, & in facto dictus de-
 fensor semper posuerat & ponebat, sicque positò quod do-
 minatio de Bernardieres valoris decem mille librarum turonensium
 esset, prout actor prætendebat, nullum ex eo reportat
 commodum dictus actor. Et ad hoc quod præfatus actor di-
 cere satagebat, quod ipse defensor eandem dominationem du
 petit Mareulh in solutionem dicto d'Anthon pro quatuor mil-
 le libris turonensibus tradiderat, dictus defensor illud verum
 non esse dicebat: Et quod per prædictum instrumentum per-
 mutationis eandem dominationem du petit Mareulh in per-

mutationem iam dicto d'Anthon traditam fuisse satis clarè apparebat: ipse defensor dicebat, ad hoc etiam quod præfatus actor dicere & allegare nitebatur, quod defensor dicto d'Anthon promiserat facere valere dictam terram & dominationem du petit Mareulh quatuor mille libras turonenses, prælibatus defensor illud verum non esse respondebat: Ad hoc vero quod sæpe prædictus actor dici & allegari fecisset, quod defensor prælibato d'Anthon ultra prædictam dominationem du petit Mareulh quatuor mille libras turonenses tradiderat seu tradi fecerat, iam dictus defensor illud verum non esse, quodque si aliquid tradiderat eidem d'Anthon, hoc pro implemento dictæ permutationis fecerat, & non aliter respondebat. Et ad hoc ulterius quod iam dictus actor dicebat, quod præfatus defensor eandem dominationem de Bernardieres prædicto defensori titulo venditionis cesserat & transiit erat, dictus defensor illud verum non esse respondebat, & quod hinc inde prædictas permutauerant dominationes & possessionem ex utroque latere illo titulo acceperant, dictusque actor hoc ignorare non poterat ipse inquebat. Ad hoc enim quod prædictus actor ulterius dixisset, quod defensor medio venditionis sibi factæ dominationis de Bernardieres in illam se intruserat, sicque dominati ad primum fontem redierat, & ipse defensor illud verum non esse, nullamque ex eius parte forte intrusionem nihil sibi posse imputari, cum semper obtulisset eidem de Mareulh facere homagium illi debuium ratione illius acquisitionis, respondebat. Ad hoc vero quod præfatus actor in suis scripturis & petitione nonnullas impetrasset literas, narrabat ipse defensor easdem literas mediis per eum supra deductis & aliis quæ ex dicta materia resultare poterant obrepicias, subrepticias, iniuiles, & tales fore quod nullus respectus haberi ad illas debebat. Ad hoc etiam quod dictus actor sæpe dicebat, quod ille defensor solvere veritas & laudimia debebat simul & honores, ipse defensor, quod consuetudo & communis obseruantia in regno nostro in contrario respondebat, & quod dumtaxat facere homagium tenebatur, illique ante impetrationem literarum per ipsum actorem impetratarum & post sapissime obtulerat eidem actori facere minúsque intentionem denegare, prædictum homagium habuerat, ipse defensor inquebat. Ad hoc verò quod iam dictus actor ulterius dici & allegari fecisset,

quòd quando feudum nobile vendebatur dominus illud habere pro simili pretio vnà cum de costamentis poterat; & ita per sententiam & arrestum dictum existerat, ipse defensor hoc in huiusmodi materia, in qua de permutatione & non de venditione agebatur non militaret, & quod in presenti materia questio domtaxat, si ventæ, honores & laudimia debebantur, aut non de iure retentionis erat: respondebat vt supra, concludendo iam dicto auctore in contrarium replicante, & vt supra concludendo. Ad hoc quod prædictus defensor dicebat, quod præteritum ab eo contractum permutationis ipsi auctori facere homagium & soluere deueria obtulerat, prædictus auctor illud verum non esse respondebat: Quinimò quod ipse defensor facere, infra tempus tam de iure quam ex consuetudine introductum ad faciendum homagium in mora illud faciendi fuerat & intra dictam dominationem se intruserat, dictus auctor in facto ponebat: Et de hoc quod prædictus defensor vltèriùs dicebat, quod tam de iure quam per consuetudinem & obseruantiam patrie siue venderetur, permutaretur, donaretur aut aliàs cederetur, ventæ domino seu dominis à quo seu à quibustalia feuda ad homagium tenebantur, non debebantur: ipse auctor quod suum factum & rei veritas in contrarium erant respondebat, & vltèriùs dicebat, quòd dominus à quo feudum ad homagium tenetur, quoties venditio potest per eundem dominum pro pretio vendito & de costamentis retineri, & ita in facto ponebat. Pariter dicebat præfatus auctor, quòd quando dominus retinere feudum pro pretio pro quo erat venditum volebat, tunc ventas, laudimia, honores non solum de pretio tradito & estimatione rei traditæ in perpetuum vbi vera esset permutatio, quicquid sit de argento tradito, habere debebat: & ita ab omni iure obseruatum fuisse, ac dictum obseruari in facto ponebat. Inquebat & præfatus auctor, quòd prælibatus de Bourdeille vltra prædictam dominationem du pètit Mareulh, quæ nunquam maioris estimationis quàm quatuor mille librarum turonensium fuit, tradere iam dicto d'Anthon pro dominatione de Bernardieres sex mille sexaginta quindecim libras promiserat, & in facto ponebat: Dicebat vltèriùs, quòd quando supra nominati Baillet & Pastoreau prædicta loca, simul census, rentas ab eodem d'Anthon acquisuerant, ipsi ventas & honores ratione illarum soluerant, quare melioris conditionis ipse defensor quam

quam dicti Baillet & Pastoreau fuerint, esse non poterat. Ad hoc vero quod prædictus defensor dici & allegari fecisset, quod nona die Februarii anno millesimo quingentesimo secundo ipse dominus & possessor pacificus terræ & dominationis du petit Mareulh sitæ in diocesi Xanctonenfi, & in Castellania de Iarnacq, cum suis pettinentiis, domibus, & aliis iuribus, dominus erat & parentes fuerant: Prælibatus actor quod factum per eundem defensorem deductum contradictionem implicabat, & contenta in eo vera non esse respondebat: & quod maior pars rentarum dictæ terræ du petit Mareulh tunc temporis diuersis nobilibus & ecclesiasticis personis ac secularibus competebar, quodque id quod eidem de Bourdeille in prædicta dominatione du petit Mareulh competebar, parui valoris & parua æstimationis existeret, totumque in decima maletentis & infeudatis consistebat, & in eadem ipse de Bourdeille nullam habitationem habere prælibatūmq; d'Anthon nullum velle habendi sæpe dictam dominationem du petit Mareulh habebat, sed eius intentio habere verum pretium accordatum pro eadem dominatione de Bernardieres, censibus & rentis eiusdem, erat in facto ponebat. Inquebat etiam dictus de Mareulh, quod paulò ante aut post dictum mensem Februarii anni millesimi quingentesimi secundi, dictus de Bourdeille sæpe eandem terram du petit Mareulh Roberto de la Roche-Andry dominus de Nebit pretio quatuor mille librarum turonensium, quia ipse de la Roche-Andry eidem de Bourdeille aut prælibato d'Anthon tradere debebat, vendiderat: & ad hoc quod sæpe dictus defensor dicebat, quod præfatus d'Anthon existens dominus eiusdem dominationis vassallus eiusdem de Mareulh de permutando ipsam dominationem de Bernardieres nona die mensis Februarii anni millesimi quingentesimi secundi tractauerat seu tractare fecerat, prædictus actor illud verum non esse respondebat: Quinimò quod sæpe prædictus d'Anthon vendere eidem de Bourdeille defensori eandem terram de Bernardieres tractauerat, & de illa & toto eo quod tam ipse de Bourdeille tenebat, quàm pro redimendo id quod sæpe dictus d'Anthon quondam Delphino Pastoreau, & Petro Faure dicto Baillet, & Iohanni Faure sub pacto recobii vendiderat, cessionem eidem de Bourdeille tenebat pro pacto decem mille sexaginta quindecim librarum turonensium fecerat, & ita in facto ponebat: & ulterius ponebat, quòd in partem solutionis dictæ summæ prælibatus de Bourdeille id quod sibi competebar in eadem terra du petit Ma-

reulh coram dicto domino de Nebit pro pretio quatuor mille librarum turonensium pro eadem summa eidem d'Anthon soluendo in deductionem dictarum librarum decem mille ducentum sexaginta quindecim turonenses tradiderat, cesserat, & vendiderat: (quicquid sit) vendi & tradi fecerat: & tandem id quod in eadem dominatione du petit Mareu'h habebat, prædicto d'Anthon promiserat: dictusque d'Anthon eadem quatuor mille libras à præfato domino de Neuit in deductionem totius dictæ summæ habuerat, & ita in factò ponebat, & eundem d'Anthon nunquam possedisse prædictam terram du petit Mareulh: Quinimò quod ante venditionem factam de dominatione de Bernardieres, ipse dominus de Neuit dictum du petit Mareulh tenebat, prout nunc tenet, sicque clarè præsumptione iuris & de iure de calliditate contractus apparere, & ipsum de Bourdeille ad faciendum dictum homagium & iuramentum fidelitatis recipiendum non fore, sicque commissio locum esse dicebat: Inquebat pariter dictus de Mareulh, quòd posito & non confesso quod contractus ratione eiusdem dominationis de Bernardieres inter eosdem de Bourdeille & d'Anthon initus, permutatio foret, & non venditio: nihilominus tamen dictus de Bourdeille soluere ventas, honores & laudimia, iuxta æstimationem ipsius terræ de Bernardieres æstimatæ ad decem mille ducentum sexaginta quindecim libras debebat, sicque ita fieri in tota Seneschalia Petragoricense, nec non de vice-Comitatu Lemouicense, de omnibus feudis & inter quascumque personas siue ecclesiasticas siue seculares & sicut inter ecclesias collegiatorum & abbatiarum consuetum fuerat, pluresque sententiæ de hoc datæ extiterant: dictusque de Bourdeille ventas simul & laudimia domino d'Albreto pro feudis per eum & domibus nobilibus emptis aut per scambium acquisitis dictus de Bourdeille solui fecerat, ut supra concludendo prælibato de Bourdeille defensore & in contrarium duplicante pluræque alia facta allegante, & ad hoc quod prædictus de Mareulh actor dicebat, quòd contractus inter ipsum de Bourdeille & prædictum d'Anthon initus facta permutatio existeret, dictus de Bourdeille illud verum non esse respondebat. Ad hoc verò quod dici & allegari fecisset dictus actor, quod ipse defensor se intruserat in dicta dominatione du petit Mareulh, & gaudere de illa homagio non factovisus fuerat, sicque in commissum ceciderat, dictus defensor quòd nulla erat intrusio ex parte ipsius, sed possessio vera ex iusto præcedenti titulo, & etiam homagium fa-

cere eidem de Mareulh semper obtulerat, & adhuc offerbat, & res licitas ac debitas solvere eidem auctori voluerat, & nunquam intentio dicti d'Anthon permutare dictam dominationem de Bernardieres fuerat: ipse defensor quod veritas in contrarium existebat, respondebat, & quod plures personæ longe diu erant de emendo dictam dominationem de Bernardieres ab eodem d'Anthon tractare voluerant, sed ipse d'Anthon hoc facere nunquam voluerat, & illis qui hoc persequabantur quoddam absque terra remanere nolebat semper responderat, in facto ponebat, pluraque alia facta hinc inde factis illique receptis & traditis obiectibus partes produxissent, contradiçta & saluationes tradidissent, & in iure apunctatæ fuissent, & ex post prælibatus Seneschalus seu eius locum tenens ex officio quod antequam ad iudicium dicti processus procederetur, testes eiusdem defensoris recolarentur & reaudirentur super certis interrogatoriis quæ eis facere intendebat, dixisset & apunctasset, & eodem recolamento facto illa eidem processui iunxisset, & partes vt aliàs apunctasset & per suam sententiam diffinitiuam decima quarta die mensis Maii anno millesimo

datam, viso processu in curia dictæ Seneschaliæ facto & inquestis & aliis petitis per quamlibet dictarum partium productis iam dictum defensorem à finibus & conclusionibus ipsius actoris absoluisse & relaxasse: & tam eundem defensorem ad faciendum eidem auctori fidem & homagium assuetam, & assuetum de rebus per eum à supra dicto d'Anthon acquisitis & ab eodem auctore sub eiusdem fide & homagio tentis, & ipsum auctorem recipere prælibatum defensorem ad faciendum fidem & homagium, nec non sæpe dictum auctorem erga defensorem in expensis illarum taxatione sibi reseruata condemnasse. vnde pro parte ipsius de Mareulh ad curiam nostram appellatum & in illa releuatum fuisse: in qua partes bene & debite comparuissent, & in processu, & in scriptis hinc inde conclusissent processumque ad iudicandum ex eisdem actis an bene vel male foret appellatum, iuncto libello appellatorio per eundem appellantem tradendo receptus extitisset, & ex post ipsa Curia cetta facta obiectiua ipsius de Mareulh antequam procedere ad iudicium dicti processus recepisset, & demum excluso dicto de Bourdeille à responsionibus eiusdem factis obiectiuis quod præfatus de Mareulh illa probaret ordinasset. factaque per eum dicta inquesta obiectiua & illa recepta, & partibus rursus in iure apunctatis. Hinc

EST, QUOD PRÆFATA CURIA NOSTRA, viso processu,

malè per eundem Seneschalum seu eius locum tenentem iudicatum, & bene per prædictum appellantem appellatum fuisse dixit & declaravit, dicit & declarat, idque dictum & iudicium emendando, prælibatum de Bourdeille ac soluendum eidem de Mareulh octo albos pro libra pro laudimiis & ventis summæ sex mille ducentum sexaginta quindecim librarum turonensium in tractatu inter prædictos de Bourdeille & Anthonium d'Anthon nona die mensis Februarij anno domini millesimo quingentesimo secundo facto & passato mentionatæ, dictumque de Mareulh ad recipiendum præfatum de Bourdeille ad homagium tale & simile quod sibi antea dictus d'Anthon & sui prædecessores ad causam plateæ & dominationis de Bernardieres & aliorum locorum latius in eodem contractu specificatorum facere consueverant, condemnauit & condemnat : & dictum de Bourdeille aliis finib. & conclusionibus per ipsum de Mareulh captis absoluit & relaxauit, absoluit & relaxat : & ulterius eadem Curia prædictum de Bourdeille in expensis causæ principalis, illarum taxatione sibi reseruata & absque expensis causæ appellationis & ex causa condemnauit & condemnat. **IN CUIVS REI TESTIMONIUM** nostrum his præsentibus duximus apponendum. **DATVM IN PARLAMENTO NOSTRO BURDIGALENSI**, Petragorij certis ex causis sedente, vigesima tertia die mensis Decembris anno Domini millesimo quingentesimo decimo octauo : Et regni nostri quarto.

Extrait des Registres de la Cour de Parlement de Bordeaux.

Collation est faite,

DE PONTAC.

F I N.
W

TABLE



TABLE PAR ORDRE ALPHABETIQUE DES matieres les plus notables, con- tenuës en cet Oeuure du Franc-aleu.

A



B **B** **A** **S**, pour per-
sonnes non Re-
ligieuses, p. 297
Abbas vniuers, 297
Abbas miles, 297.
298

Reuera-Abbat, 293
Archi-Abbas, 299
Abbé. Les Laiques en prenoient
autrefois le nom sans titre,
294. & *suuans*.
Abbez titulaires, 278. 279
Abbaye de S. Aubin d'Angers,
de fondation Royale, 297
De l'Abbaye de Moissac. Y a
deux Abbez, 297. 298
Abbatia Comitū, 296
Achais ou Aghais, 80
Accrapiamenta, 60
Accordemens, 60
Acquests, la disposition en est
libre, 24
Acquests nouveaux par les Ec-
clesiastiques, sujets à l'amor-
tissement, 227
Aide de Relief, *voyez* Relief.

Albigeois, conquis sur Raymond
Comte de Tholose, donné à
Simon Comte de Montfort,
137. 138
Donation faite audit Simon
par Raymond Trincauel, de
tout ce qui luy en pouuoit ap-
partenir, 138. 139
Des Loix que le mesme Com-
te de Montfort y establit, 140.
141. 355. & *suuans*.
Aleu, anciennement inalienable
sans le consentement de l'he-
ritier, 21. 22
Filles estoient incapables d'y
succeder, 23
Aleus, conuertis en Fief, 14. 15
Faux-aleu, 10. 189
Alodium, ou *Alodium*, 5. 7. 8
Pris quelquefois pour acquest,
25
Alode, 5
Alodial. Si les biens possédez par
les Ecclesiastiques, Hospitiaux,
autres Communautéz & Main-
mortes, sont reputez Alodiaux,

T A B L E

<i>210. & suivants.</i>	
Heritages releuans du Roy,	
Amortis reputez alodiaux; non	
ceux qui releuent des seigneurs	
particuliers sans indemnité,	
211.222	
Alodialité,	10
Alodialiter,	10
Altare Eglise,	72
Amalury de Montfort remet au	
Roy les terres de son pere,	143
Son droit en Moissac. Ho-	
mage qu'il rend à l'Abbaye de	
Moissac à cause dece qu'il y	
possédoit,	144
De sa posterité,	146
Amortissemens anciens donnez	
par les Roys,	223
Anciennes lettres d'amortisse-	
ment,	224
Droit d'amortir n'appar-	
tient qu'au Roy,	227
Anciennement les seigneurs Ec-	
clesiastiques faisoient vuidier	
les mains & empeschoient d'a-	
querir,	228.229
Amortissemens donnez par sei-	
gneurs particuliers en termes	
generaux,	230.231
Amortissemens donnez par les	
Seigneurs reuouquez,	233
Indemnité accordée aux sei-	
gneurs,	la mesme.
Annate payée par deux fois au	
Roy à cause de deux mutations	
en ligne collaterale,	170
Armagnac Comté. De ses cou-	
stumes & priuileges,	198.199
Arrest. Contre les Arrests par	
turhes,	133.134
Arriereban. Si les Euesques & au-	
tres Ecclesiastiques à cause des	
heritages par eux possedez en	
Franc-aleu y sont obligez,	
239. & suivants.	

Vsage ancien de l'Arriere-	
ban,	241.242
Ecclesiastiques obligez au	
service militaire,	242
Temporel des Euesques	
d'Orleans & d'Auxerre laisi	
saute de service,	243
Euesques obligez d'aller en	
personnes,	249
Dispense du service person-	
nel accordé à vn Euesque de	
Paris,	249.250
Dispenses rares du service	
personnel,	250
Abbé de S. Denis obligé à la	
guerre,	250.251
Forme de conuoquer les val-	
saux des Euesques,	253.254
Ecclesiastiques exemptz de	
l'arriereban,	267.299
Aubains. De leurs enfans,	111
Aueitrou,	197
Autheur. Son dessein en cet ou-	
urage,	353.

B

des B Astards,	82
Becaria,	11
Bernardieres,	208
Bicheria,	18
Biens d'Eglise possedez par gens	
de guerre sous la premiere &	
seconde Lignee des Roys, qui	
en iouyssoient & dispoisoient	
comme de leur patrimoine,	
279.280	
Eglise baillee à cens,	281
Decret d'un Euesque d'An-	
gers contre les detenteurs de	
biens d'Eglise,	282
Achat d'Eglises,	283.284
Eglise baillee en douaire,	
285	
Biens d'Eglise vsurpez par les	

DES MATIERES.

particuliers restituez par suc-
cession de tēps sous la troiſie-
me Lignée de nos Roys. Di-
uers exemples, 201
Guerre entreprise pour ceste
restitution, 292
Excommunication contraint
de rendre ces biens, 291
Bigorre Comté cause de grands
differentes entre les enfans de
la Comteſſe Peronnelle, 154
& ſuiuans.
Bouclier, 263

C

CAluimont, 208
Calumnia, procez, 55
Cam, 81
Camba : Cambatus : Cambum : Cam-
barium, 81
Cambriers, 82
Capifolita, 60
Capitulum, 84. 85
Capitula, 84. 85
Capitalis dominus, 78
Capitalitium, 83
Capſoos, 60
Capſote, 61
Capitulum, 144. 298
Capitulum, 298
Caſtres erigé en Comté, 165. 166
Obſervation ſur l'erection du
Comté de Caſtres, 173. 174
Caſtrum.
Canalcata, 248
Cenſus capitalis, 81. 83
Cenſus Cotagium, 82
Cens-cottier, là meſme.
Chef-cens, 82
Cenſue. Differences entre les
cenſues & les ſiefs, 88
Charges des cenſues, 91. 92
Chambellan d'Abbé, 251
Supprimé, 253

Chambellage droit deu aux ſei-
gneurs à cause de l'ineſtiture.
ou admiſſion en l'homage, 62
Droicts attribuez au Cham-
bellan, 63
Cheuage, 81. 86
Cheuagium, 85. 86
Cheuauchie, là meſme.
Cheuocheia, 248
Cheualiers de Malthe aux nou-
ueaux acqueſts, 306. & ſuiuans.
Chirotheca, 61
Colonies des Romains, 43
Complaiſance, eſpece de droit
Seigneurial, 79
Conſiſcation. Les Eccleſiaſti-
ques ne peuuent forſaire, ny
conſiſquer, 222
Conſilium, 60
Conſilium pro conſenſu, 188. 192
Cotteries. Terres Cottieres, 18.
19
Coulletage, 80
Couſtume de Paris obſeruée en
Albigeois pour les ſiefs, & en
Vicomtez de Beziers & de
Carcasſonne, 136. 140. & ſuiu.
Exemples & raiſons pour
monſtrer l'vſage de ceste Cou-
ſtume, au pais d'Albigeois, 163.
& ſuiuans.
Que l'vſage du Parlement de
Tholoſe eſt conforme à la
Couſtume de Paris pour les
ſiefs, 177. & ſuiu.
les Couſtumes ne peuuent rien
contre le Roy, 108. & ſuiu.
Croix de Cens, 89

D

DAgobert Roy, 287
Dauphiné, comment venu
à la Couronne, 217
Decani, 267
j. ij.

T A B L E

Decumatus agri, qu'est-ce, 50
 Degradation de Prestres, 345.
& suiuant. Exautoration des
 grâds Officiers des Cours sou-
 ueraines, avec priuation des
 habits & marques honorables
 de leur profession, 349
 Des Marechaux de France, &
 des Cheualiers, 350
 Desplacen Foix, 183
 Dex, 188. 189
 Deuest, 90
 Donation faite par le mary ape-
 lée *Dos*, 321
 N'a effet que par la consom-
 mation du mariage, 312
Dos, 324
Libellus dotis, voyez *Libellur*.
Dotabium, 324. 325
 Dreux. La cognoissance des ap-
 pellations qui ressortissoit au
 Bailliage de Gisors, maintenât
 est attribuée au Parlement de
 Paris, 146. 147
 Droicts qui se payent aux sei-
 gneurs sont des reconnoissan-
 ces d'honneur, non des seruitu-
 des, 53
 De l'origine de ces droicts, 54
 Appelés *faux*, 55. 56
 Lods, 57
 Appelés de diuers autres
 noms, 60. 61
 En quel temps ont commencé
 ces droicts reglés, 64
 Des droicts seigneuriaux, 79
 Quelques droicts non enten-
 dus par M. François Rague-
 au, 80
 Des droicts seigneuriaux qui se
 payent es pais de Lionnois, 121.
& suiuant. Forests, 124. 125.
 Baujolois & Masconnois, 125
 Qu'ils sont deus au pais d'Al-
 bigeois & es Vicomtes de Be-

ziers & de Carcassonne, de
 mesme qu'à Paris, 136. & de-
 puis 140. iusques à 176.
 Que l'usage du Parlement de
 Tholose est conforme en cela
 à la Coustume de Paris, 177.
& suiuant.
 Si la prescription centenai-
 re est receuable pour rendre
 alodial vn fief obligé aux
 droicts seigneuriaux, 218. 219.
 Le changement de Vassal ne
 change en rien les droicts du
 seigneur, 220. 221
Druds, 6
Drudes, 6
Druz, 6
Drüë, 6
Drüement, 7
 Duels receus es Jurisdiccions d'E-
 glise pour la decision des pro-
 cez, 126
 Cause perduë faute de compa-
 roir, 261. 262
 Bouclier & baston pour le
 combat, 263
 Serfs des Ecclesiastiques ren-
 dus capables des duels, 263.
 264
 Depuis rendus incapables, 265
 Ecclesiastiques soumis au duel
 es Iustices seculieres, *la mesme*.

E

Ecclesiastiques aucunement
 incapables de posséder des
 fonds, 213
 Comment rendus capables
 d'en posséder, 213. 224.
voyez Amortissement.
 S'ils sont obligez à l'arriere-
 ban pour leurs fiefs, *voyez* Ar-
 riereban.
 Si les Ecclesiastiques à cause de

DES MATIERES.

leurs biens alodiaux, amortis, doiuent au Roy declaration, ou exhibition de Titres, 300.
ſuuant.
 Incommoditez de la condamnation abſoluë & de la décharge indefinie, 300
 Difference entre l'exhibition & la declaration, 301
 Ouverture d'accommodemēt par Edit del'an 1586.
 Arreſts pour les Chartreux, 302
 Arreſt contre les Eccleſiaſtiques d'Armagnac, portant condamnation, 305
 Surſeance & décharge accordée aux Eccleſiaſtiques, 304
 Moyens pour les obliger à l'exhibition & declaration, 304. 305
 Arreſt pour l'Eueſque de Valence, 306
 Eccleſiaſtiques. S'il leur eſt permis d'aller à la guerre; & de leur employ pour lors, *uyez*, Guerre, & Arriereban.
 Preſence des Eccleſiaſtiques aux iugemens criminels, ſans prononcer, 277. 278
 Eglises baſties ou gratifiees par le Roy Dagobert, 287
Embola ſelix, 222
 Empire Romain. De ſa naiſſance, progres & declin. 46. 47
 Borné du Rhin par Auguſte, 45. 47
 Enfeſtuquer, 315
Equitatus, 249
Equitatio, *là meſme.*
 Espauites, 110
 Esquibat, ſils de Guy de Montfort, & de Peronnelle Comteſſe de Bigorre, prend le titre de Comte de Bigorre, & en iouit.

mais avec beaucoup de trauerses, 54. *ſuuant.*
 Eueſques & Abbez à la guerre, avec Mitre & armes. Quelles leurs armes, 255. *ſuuant*, *uyez* Arriereban.
 Si l'vſage des armes leur eſt permis, *uyez* Guerre.
Expedio, 249
Exercitus, 243
Exſequiare, 325

F

F *Ardeſium*, 324
Faure conſentir, 56
 Fief. Les liures des fiefs ne nous obligent point, 40
 Le Droit ciuil n'a point connus les fiefs, 41
 Origine & introduction des fiefs, *là meſme.*
 Reformation du Liure des fiefs, 41. 42
 Reſponſe à vn paſſage de Vopiscus, par lequel on veut introduire l'vſage des fiefs en l'Empire Romain, 42. *ſuuant.*
 Tout delaſſement du fonds n'eſt pas fief, 50
 Retraite & logement d'eſtrangers ne ſont fiefs, 51
 Les fiefs par leur inſtitution ne pouuoient eſtre vendus, 52
 Fiefs appelez *Beneficia*, 52. 55
 Fiefs appelez honneurs, 54
 La conceſſion premiere des fiefs eſtoit gratuite, & les vafaux n'en pouuoient diſpoſer, 55.
 Du temps auquel les fiefs ont eſté rendus patrimoniaux, 57.
 Raiſons, titres & exemples, pour monſtrer que la Couſtume
 † iij

TABLE

me de Paris à l'égard de fiefs a esté iusques à present obser- uee au pays d'Albigeois, Com- té de Castres, & mesme par tout le Languedoc, depuis 139. iusques à 100.	gois contre le Franc-aleu, 97 & <i>suivants</i> .
Fiefs donnez pour le seruice, 139	Reietté en la Prouince de Cathalogne, 100. 101
Fiefs conuertis en Aleu, 16	Coustumes contre le Franc- aleu, 104
Fief obliat, 9	Coustumes qui l'introduisent, mais l'excluent, 104. 105
Finghan, 182	Refutation des Coustumes qui semblent l'introduire ou le sauriser, 108. & <i>suivants</i> .
Comté de Foix, 200	Toutes les Coustumes pour le Franc-aleu sont contredites, 113. & <i>suivants</i> .
<i>Forcapium</i> , 61	Arrests du Conseil & du Parle- ment sur l'usage des Constu- mes touchant le Franc-aleu, 118. 119
<i>Foriscapia</i> , 61	Des pays de Lyonnois, Fo- rests, Baujolois, & Mascon- nois touchant le Franc-aleu, 121. & <i>suivants</i> .
du Fos repris par l'Auteur tou- chant le Comté de Castres, 173. 174	Franc-aleu rejetté par les Parlemens de Grenoble, Tho- lose & Bordeaux, 128. 129
Foulques le Rous Comte d'An- jou, Abbé, bien que marié, 295	Usage du pays de Langu- doc, particulierement du Com- té de Castres & Albigeois, depuis 136. iusques à 100.
Franc-aleu, sa desuinction, 4. 8	Coustumes de Tholose con- tre le Franc-aleu, ~ 178. 179
Son origine, 5. 6	Franc-aleu accordé aux habi- tans de Tholose par le Roy Ican. Reduction d'iceluy par Arrest du Parlement, 179. 180
Ancienneté de ce mot, 8	Arrests du Grand Conseil contre le Franc-aleu en Lan- guedoc, 184. 185
Effets du Franc-aleu, 10. 11	Usage & Coustume des villes de Montpellier, contre le Franc-aleu, 186. 187. De Montauban, 191. & <i>suivants</i> .
Franc-aleu avec offre d'ho- mage sans prestation, 11	Des Comtez d'Armagnac & de Foix, 198. 190. 200.
Submissions du Franc aleu, 12	Les priuileges du Languedoc
Franc-aleus conuertis en sou- uerainetez, 12	
Insolence d'un Aloetier, 13	
Deux sortes de Franc-aleu, 14	
Decision du Conseil Priuè du Roy sur le Franc-aleu preten- du par la Prouince du Langu- doc, 36. 37	
Cinq points au moyens par lesquels on s'efforce d'establi- r le Franc-aleu au pays de Droit estreit, 38. 39	
Responces & refutation de ces moyens, 40. & <i>suivants</i> .	
Qu'en France aucuns herita- ges ne sont frans sans dispense.	
Exemples, 95. 96	
Registre du Parlement de Tholose & les Docteurs Fran-	

DES MATIERES.

ne parlent point du Franc-aleu, [181](#)

Moyens particuliers proposez au Conseil du Roy de la part du Syndic de Languedoc pour establir le Franc-aleu, iugez non valables, [101](#). & *suivants*.

Patentes de l'an 1484. produites en faueur du Franc-aleu, [104](#)

Vsage & Arrests du Parlement de Bordeaux contre le Franc-aleu, [107](#). & *suivants*.

Arrests du Priné Conseil portans condamnation contre le Franc-aleu, [112](#). [113](#)

Franc-aleu receu en quelques contrees du Dauphiné, [117](#) & *suivants*.

Franc-aleu sujet au retrait lignager, non au feodal, [111](#). & *suivants*. voyez Retrait.

Resolution de la question du Franc-aleu, [351](#)

Franc-alou, [2](#)

Franc-aloy, [2](#)

Franc-en-alo, [2](#)

Francs-deniers, [60](#)

Francs-hommes, [10](#)

Francs-siefs, [10](#). [189](#)

Res Francales, [9](#). [199](#)

G

G Ambage, [81](#)
Gants, droit ancien pour la saisine & investiture, [61](#). [62](#)

Gaston de Bearn, [154](#)

Geraut d'Armagnac, [155](#)

la Germanie anciennement non submise à l'Empire Romain, [45](#)

Conquise par les Romains, [46](#)

Romains chassiez de la Germanie, [46](#). [47](#)

Mœurs des Germains facheux & pays rude, [47](#). [48](#)

Depuis soumise à l'Empire, [49](#)

Guarrigues, [132](#)

Guerre. L'usage des armes interditt aux Ecclesiastiques, [167](#) & *suivants*.

Euesques blamez pour le port des armes, [170](#). [171](#)

De l'employ des Euesques à la guerre, [172](#)

Excuse de l'Euesque de Beauvais à Bouines, [173](#)

Euesques dispensez pour donner conseil à la guerre, [174](#) & *suivants*.

Tous les Abbez anciennement employez aux guerres n'estoient pas Titulaires, [178](#). [179](#)

Guerre. Biens sur les ennemis distribuez aux soldats par les Romains, [42](#)

Utilité & antiquité de cet usage, [43](#). [44](#)

Les Romains ne prioient jamais les vaincus de tous leurs heritages, [44](#)

de Guy troisieme fils de Simon Comte de Montfort. Traicté de mariage entre luy & Perronelle Comtesse de Bigorre & ses enfans, [150](#). & *suivants*.

H

de **H** Enry, Roy, fils de Robert, [185](#)

Homage, Les Roys n'en doivent point aux seigneurs. particuliers leurs sujets pour siefs à

T A B L E

eux echeus, ou acquis, <u>26. 31</u>	fort, <u>154</u>
Anciennement ils en faisoient faire les hommages & sumissions par Procureurs & en la mesme forme que les particuliers, <u>27.</u> & <i>suivans.</i>	Iugeries d'Albigeois, <u>184</u>
Le choiz de faire homage par Procureur ou payer le droit d'indemnité aux seigneurs parti- culiers introduit en faueur du Roy, <u>28. 29.</u> Ceste forme de reconnoissance entierement eteinte, 31. Homage rendu par vne femme, diuers, <u>241</u>	L Anguedoc est pays de droict escri, 116. Delaisié aux Goths, & de l'estat d'iceluy depuis ce tempslà, <u>137. 138</u>
<i>Homines capitales</i> , <u>82</u>	<i>Laws</i> , <u>58</u>
<i>Homines de corpore</i> , <u>82. 83</u>	<i>Laud</i> , <u>58</u>
<i>Homines de capite</i> , <u>82. 83</u>	<i>Laudare</i> aprouuer & authoriser, <u>57. 58</u>
Homme viuant, mourant & con- fiscant, 222. Homme viuant & mourant, 233. Forme de no- mination d'Homme viuant & mourant, <u>234.</u> Concurrence d'indemnité d'Homme viuant & mourant, <u>235.</u> Dispense des Hospitaliers, <u>235. 236.</u> Pour fonds roturiers, ny pour fonds en Franc-aleu n'est deu hom- me viuant & mourant, 236. Le seul homme viuant & mou- rant adiugé, <u>237</u>	<i>Laudunia</i> : <i>Lauda</i> : <i>Laudationes</i> : <i>Lausus</i> , <u>57. 59.</u>
Hoste, <u>86</u>	<i>Laudisium</i> , <u>188</u>
<i>Hostis</i> , <u>249</u>	Leudes, <u>5. 17. 32</u>
Hostizes, voyez Ostizes.	<i>Lendi</i> , <u>5</u>
<i>Hostiza</i> , <u>87</u>	<i>Libellus dotis</i> , ou morguingab en- tre les Lombards, 321. 322
Hueste, <u>249</u>	Difference in <i>Libellus dotis</i> en- tre les François, 324
de Hugues Capet, <u>281.</u>	sainte-Liurade, 207
	<i>Liudi</i> , <u>5</u>
	Lods & ventes & autres droicts seigneuriaux doiuent estre payez par les Roys aux sei- gneurs particuliers pour siefs aquis, ou à eux escheus, <u>31.</u> & <i>suivans.</i>
	Lods & ventes souuent joints en- semble, <u>59.</u> Payez tantost par le vendeur, tantost par l'ache- teur, 60. Lods & vendes deus au pays de droict escri, pour vente de nauires, 119. de pieds d'arbre, & de marais salans, <u>131.</u> pour guarrigues & terres hermes, <u>132. 133.</u>
	Lods & ventes recognus en la Coustume de Montpellier, comme vn droit ordinaire, <u>186</u> & <i>suivans.</i> Par l'vsage & pra- ctique de l'Albigeois, & de tout le Languedoc, depuis 136. insques à 200. Par l'vsage & Coustume de Montauban, 191 & <i>suiv.</i>
I	
I Ean de Montfort fils de Si- mon, <u>160</u>	
<i>Infeffcare</i> , 325	
Inuestiture, voyez Saisine.	
<i>Inuestituracum scripto</i> , <u>246</u>	
Iourdain fils de Guy de Mont-	

DES MATIERES.

- Armes.** Des Comtez d'Armagnac & de Foix, [198.199.](#)
[200.](#) Pourſuites en Limofin & Perigord pour les lods ventes, [208.](#) & ſuivans.
 Lods pour hypothèque, [191.](#)
 Loer approuver, [38.](#)
 Loix diuerſes au Royaume de Lombardie, meſme en vne famille par Charlemagne, [319.](#)
 Reuocation de ceſte diuerſité de Loix par Lothaire II. [320.](#)
 Exemple de ceſte diuerſité trouuee és ſiècles de ſaint Denis, [320.](#) Autre exemple en la conſtitution du Morguingab, [321.](#)
 Loix donnees par Simon Comte de Montfort aux peuples d'Alby, Beziers, Carcaſſonne, Riez, & autres, [140. & 355.](#) & ſuivans.
 de Louys le Gros, [193.](#)
- M**
- M** *Afor dominus*, [78.](#)
M Mainferme, [17.](#)
 Mainfermes ſont terres rotures, [18.](#) Difference entre les ſiefs & les mainfermes, [19. 20.](#)
 Different des rotures, [19.](#)
 Formules & delaiſſemens à mainferme, [20.](#)
Manufirma, Manufirmitas, [17.](#)
Manufirmata anciennement pris pour Patentes, [21.](#)
Maritagium, [324.](#)
 Maſſues portées par les Eccleſiaſtiques à la guerre, [258.](#)
 Gardes du corps avec maſſues, [là meſme.](#)
 Ordinaires à la guerre.
 Maſſiers ou Sergents d'armes, employez à la Juſtice & aux
- armes, [260.](#)
Mets, [324.](#)
Methuen, [324.](#)
Mile pour vaſſal, [319. 340.](#)
 Milhau, [c85.](#)
 Milods droict ſeigneurial és pays de Lyonnois, Foreſts, & Maſconois, [121.](#) & ſuivans. Appellez droict de Remuage, voyez Remuage.
Miſterium, [251.](#)
 Montauban; ſa fondation, [191.](#)
 Ses priuileges, [191.](#) Eſtabliſſement du Conſulat, [là meſme.](#)
 Donation faite à l'Eueſque de Montauban, de la moitié des droicts ſeigneuriaux de la ville, par Raymond Comte de Tholoſe, [196. 197.](#)
 Montfort. La cognoiſſance des appellations en eſt attribuée au Parlement de Paris; autrefois au Bailliage de Giſors, [146. 147.](#)
 Montfrain, [186.](#)
 Montpellier, [186.](#)
 Morguingab en Lombardie qu'eſt-ce, [322. 324.](#) Exemples de Morguingab, [322. 323.](#)
- N**
- N** *Natus laſoria*, [48.](#)
Niſtus, [275.](#)
 de la Nobleſſe de Champagne, [110.](#)
 Nouveauté n'eſt à reietter, pourueu que juſte & raiſonnable, [35.](#) & ſuivans.
Natus. Diuerſes ſignifications de ce mot,
- O**
- O** *Se*, [249.](#)
Oſtiz ou Hoſtiz, [86.](#)

TABLE

Paille. On s'en sert pour en-
saïfner; renoncer à vne al-
liance, 325. Rompre la paille,
que signifie, 325. Paille iettée
au vent, 326
Parlement de Tholose: establis-
sement d'iceluy, 164
Pax, 60. 188
Pellage, espece de droit Seig-
neurial. 80
Peronnelle, Comtesse de Bigor-
re, mariee deux fois, à Guy de
Montfort & à Boson de Ma-
thas. Ses enfans du premier
& second mariage, 150. & suis.
Persona, Personatus, 72
Perticatio, 43
Plat: Plait: plait de morte-main,
69. 70. Ancien vsage de ces
termes, 70. De leur significa-
tion, là mesme. S'il y a differen-
ce entre Plait & Plait de mor-
te-main, 71. De l'effet de ce
droit, là mesme.
Philippes, fils de Henry, 286. Se
porte à la restitution de biens
d'Eglise, 286. 287. 292. Vsur-
pations sous sa ieunesse par des
particuliers, 290. 292
Philippes de Montfort, quatrie-
me fils de Simon, obtient du
Roy don du bien de la conquê-
ste en Albigeois, 156. 157. 160.
Sa posterité; Du Tillet repris
par l'Auteur, 158
Philippes de Montfort, second
du nom, 158. 159. Decede sans
enfans, 160
Pilla, 86
Pillanina, 86
Poiſteuine, là mesme.
Possession d'un heritage doit
estre reelle & publique, 313
Propre inalienable ancienne-
ment sans le consentement

des proches & heritiers pre-
sompifs, 21. 22. Filles en estoit
exclues, 23

Q *Vestorij agri*, 50
Queuage, 81
Quint des propres, 171

R *Acetarium*, 65
Rachat, 65. 69

Rachat, dit Annate, *verez An-*
nate.

Rachat à mercy, 67. Reduit à
vne année du reuenu, 67. Ra-
chat & Reliefs d'Aueuls &
Eglises, 72. Delaissement d'E-
glises à condition de Rachat,
auant le Concile de Clermont,
73. Delaissement d'Eglises,
sans charge de Vicair depuis
le Concile de Clermont, 74.
Delaissement d'Eglises, avec
censue & rente annuelle de-
puis le Concile de Clermont, 75

Rachatum, 65

Raymond, Comte de Tholose,
chef des Albigeois. Proscrit.
Armée contre luy. Conqueste
de son pays donnée à Simon
Comte de Montfort, 137. 138

Rain: Rein pour anneau, 328. 329

Rainis pour anneau, 328
Regalia pour temporel d'Ecce-
liaſtiques, 243. 244. 245

reünite de Regale à l'Euesque
d'Auxerre, avec reseruation du
seruice aux guerres, 247

Redemptio altarium, 72

Relenatio, 65

Relenatio altarium, 72

Relenata, 66

Relenamentum, 65
Relenium, 66
Relief & Rachat mesme chose,
65. Relief non reglé, 65. Re-

DES MATIERES.

lieu en ligne directe, 69. 66. Re-
liefs abonnez & reduits à cer-
taine somme, 66. Reduits à la
iouissance d'une année du re-
venu par le Seigneur, 66
ayde de Relief, espece de droit
Seigneurial en Normandie,
77. 78
Remuage, droit Seigneurial,
126
Rente seche, 90
Retraict lignager fauorable, 311.
Temps pour venir au Retraict,
312. Coustumes, qui ont desiny
le temps certain pour retirer
l'heritage alodial, 312. 313. 314
Retraict lignager en Mascou-
nois, non en Lionnois, & pais
de Forests, 126. 127
Retraict feodal preferé au ligna-
ger en Droit-Escrit, 130
Reuest, 91
le Rhin, borne del'Empire Ro-
main, 45
de Robert Roy, fils de Capet,
282

S

Saisine ou vest comment se
fait, 316. Baston, festu, cou-
reau, ordinaire és transports
anciens en France, raison de
cet usage, *la mesme*. Comment
se fait en Espagne & en Italie,
317. Diuerses formes entre les
François, Lombards & Ale-
mans, 317. 318. Pourquoi le
pays des contractans estoit ex-
primé és contrats, 318. & *suiv.*
Tradition d'un festu, 325. &
suiv. d'une poignée de terre,
& d'une branche & baguette,
326. 327. Ensaînement d'E-
ueschés & d'Abbayes, 328. De
Chanoines, 329. 330. Redu-
ction en Monastere, 331

Submissiō en seruitude volon-
taire au profit de l'Eglise, 332
Ensaînement de Royaume a-
uec Etendar, 333. Ensaînement
de Duchez, Comtez, Milice &
Cheualerie, du Gouvernement
de Rome & du Vidame de
Chalons, 334. 335. Formalitez
de tradition de fonds ordinai-
res, 336. 337. Formalitez ob-
seruees és inuestitures des
dons & delaissemens des Egli-
ses, 337. & *suivans.*

Chef-Seigneur, 78
Seneschal de Dieu, 4
des Serfs, 82. 83
Simon Comte de Montfort chef
de la guerre contre les Albi-
geois, 137. Donation qui luy
est faite, de la conqueste du
pais Albigeois, 138. Nommé
Comte de Tholose, en rend
l'homage au Roy, 142. Don
qui luy est fait par Raymond
de Trincauel, 138. 139. Establie
des Loix à l'Albigeois & à quel-
ques contrees de Languedoc,
140. 141. 155. & *suivans.*
Son decez, 143

De ses enfans, 143. & *suivans.*
de Simon deuxiesme fils de Si-
mon Comte de Monfort, & de
la guerre qu'il eut avec Henry
Roy d'Angleterre pour les
siefs, 148. 149
Simon Comte de Licesstre, 154
Simonie defendue par le Roy
Henry fils de Robert, 385
Soustenans, 78
Staple, 87

T

TArn, 197
Tenanciers, 86
Tenures, 78
Terres cōquises par les Romains

T A B L E.

distribuees en partie aux sol-	<i>Venditions,</i>	64
dats, en partie vendus, 43.	Ventes, l'effect d'icelles consiste	
44. 50.	en alienation,	64
Tholose Comté; estat dudit	Ventes pour pieds d'arbres, 193	
Comté, & son vnion à la Cou-	Veutes, <i>voyez</i> Lods & ventes.	
ronne, 178. Des Coustumes	<i>Vicarius</i> Vicaire, 72. 233. 234	
de Tholose, 178. 179	Charges & effects du Vicaire,	
Tolta, 248	234.	
Tornas, Tournes, 188	Vilain, 90	
Tru, 89. 90	<i>Vilenage: Vilenagium, là mesme.</i>	
Truage, 90	Ville. Permission de bastir des	
Truand, 90	villes avec imposition de	
Truanderie, <i>là mesme.</i>	droits, 92. Villes basties sans	
V	imposition de droits, 93. 94	
V Assal pour homme de cou-	Villefranche, du bastiment d'i-	
rage, vn Cavalier & pour	celle, 92.	
vn homme chery & bien vou-	Villemade, 197	
lu, 240	Vsurpations sous la ieunesse du	
Devoir des Vassaux, 241	Roy Philippes, 288.	
Vasselage, 240		

F I N.
W